

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 12/12/2019

N° : 2019/156

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 52
Transports, déplacements et accessibilité	page 98
Urbanisme et aménagement	page 131
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 179
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 221
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 250
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 271
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 272
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 294

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 311
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 377
Transports, déplacements et accessibilité	page 387
Urbanisme et aménagement	page 408
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 500
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 515
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 521
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 534
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 536
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 541

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 24 OCTOBRE 2019

METROPOLE AIX- MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

24 OCTOBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 28 octobre 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Eric LE DISSÈS - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC représenté par Roland GIBERTI - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Maryse JOISSAINS MASINI.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-6836/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 19 logements sociaux dénommée "Ilot Bon Pasteur 19" située 28, 30, 32 Rue de la Joliette à Marseille, 13002
MET 19/12570/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer

une opération de construction de dix-neuf logements sociaux dénommée « Ilot Bon Pasteur 19 » située 28, 30, 32 Rue de la Joliette à Marseille, 13002.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 3 068 398 euros est financée par un emprunt de 2 081 361 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 936 612,45 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96476 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 2 081 361 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 19 logements sociaux à Marseille, 13002 ;
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logirem ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 081 361 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96476.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération de construction de dix-neuf logements dénommée « Ilot Bon Pasteur 19 » située 28, 30, 32 Rue de la Joliette à Marseille, 13002.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-6837/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 17 logements sociaux dénommée "1-3 Rue Fiacres" située 1 et 3 Rue des Fiacres à Marseille, 13002
MET 19/12567/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de dix-sept logements sociaux dénommée « 1-3 Rue Fiacres » située 1 et 3 Rue des Fiacres à Marseille, 13002.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 2 690 390 euros est financée par un emprunt de 2 152 312 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 968 540,40 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 97201 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 2 152 312 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de dix-sept logements sociaux à Marseille, 13002 ;
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logirem ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 152 312 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 97201.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de construction de dix-sept logements dénommée « 1-3 Rue Fiacres » située 1 et 3 Rue des Fiacres à Marseille, 13002.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-6838/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition et amélioration de 32 logements sociaux dénommée "Ilôt Bon Pasteur 32" située Rues de la Butte et Bon Pasteur à Marseille, 13002 MET 19/12573/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition et amélioration de trente-deux logements sociaux dénommée « Ilôt Bon Pasteur 32 » située Rues de la Butte et Bon Pasteur à Marseille, 13002.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 5 191 237 euros est financée par un emprunt de 3 002 263 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 351 018,35 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96456 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 3 002 263 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition et amélioration de trente-deux logements sociaux à Marseille, 13002 ;

- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logirem ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 002 263 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96456.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition et amélioration de trente-deux logements dénommée « Ilot Bon Pasteur 32 » située à Rues de la Butte et Bon Pasteur à Marseille, 13002.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront

l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-6839/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition et amélioration de 4 logements sociaux dénommée "Barbini" située 7 Rue Barbini à Marseille, 13003 MET 19/12571/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition et amélioration de 4 logements sociaux dénommée « Barbini » située 7 Rue Barbini à Marseille, 13003.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 662 630 euros est financée par un emprunt de 409 767 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 184 395,15 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 97064 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 409 767 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition et amélioration de 4 logements sociaux à Marseille, 13003 ;
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logirem ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 409 767 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 97064.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition et amélioration de quatre logements dénommée « Barbini » située 7 Rue Barbini à Marseille, 13003.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs

délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-6840/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 48 logements sociaux dénommée "Adamas" située Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003**
MET 19/12575/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'Acquisition en VEFA de 48 logements sociaux dénommée « Adamas » située Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération d'un montant total de 7 816 536 euros est financée par un emprunt de 5 435 291 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 445 880.95 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 311 384 076 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 226 951 453 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 84 432 623 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 6 146 685 euros

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de prêt N° 92651 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logis Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 5 435 291 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 48 logements sociaux à Marseille, 13003 ;
- Que la SA HLM Logis Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logis Méditerranée ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logis Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 435 291 euros souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92651.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de quatre-huit logements dénommée « Adamas » située Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003. Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt

(durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-6841/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux dénommée "Adamas PLS 2018" située Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003 MET 19/12578/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de dix logements sociaux dénommée « Adamas PLS 2018 » située à Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération d'un montant total de 1 530 630 euros est financée par un emprunt de 1 490 630 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 670 783,50 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 311 384 076 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 226 951 453 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 84 432 623 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 6 146 685 euros

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 92659 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logis Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 1 490 630 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux à Marseille, 13003 ;
- Que la SA HLM Logis Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logis Méditerranée ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logis Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 490 630 euros souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92659.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de dix logements dénommée « Adamas PLS 2018 » située Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-6842/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux dénommée "Adamas PLS 2016" située Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003 MET 19/12580/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de vingt logements sociaux dénommée « Adamas PLS 2016 » située Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération d'un montant total de 2 887 832 euros est financée par un emprunt de 2 807 832 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 263 524,40 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 311 384 076 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 226 951 453 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 84 432 623 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 6 146 685 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 92655 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logis Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 2 807 832 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux à Marseille, 13003 ;
- Que la SA HLM Logis Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logis Méditerranée ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logis Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 807 832 euros souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92655.

Ce prêt, constitué de trois lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de vingt logements dénommée « Adamas PLS 2016 » située Rues Hoche, du Caire et Kleber à Marseille, 13003.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-6843/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 116 logements sociaux dénommée "Les Calanques" située 23 Rue Arnaud Fonda à Marseille, 13013**
MET 19/12565/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 116 logements sociaux dénommée « Les Calanques » située 23 Rue Arnaud Fonda à Marseille, 13013.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 181 865 euros est financée par un emprunt de 181 865 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 81 839,25 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif

réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 92476 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 181 865 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 116 logements sociaux à Marseille, 13013 ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 181 865 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92476.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 116 logements dénommée « Les Calanques » située 23 Rue Arnaud Fonda à Marseille, 13013.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs

délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-6844/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 80 logements sociaux dénommée "Saint Régis" située boulevard de la Pomme à Marseille 13011 MET 19/12125/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 80 logements sociaux dénommée « Saint Régis » située boulevard de la Pomme à Marseille 13011.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 268 277,76 euros est financée par un emprunt de 268 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 120 600 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 90649 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 268 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 80 logements sociaux à Marseille, 13011 ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 268 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 90649.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 80 logements dénommée « Saint Régis » située boulevard de la Pomme à Marseille, 13011.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-6845/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 595 logements sociaux dénommée "La Solidarité - 2ème tranche" située Chemin Notre Dame Limite à Marseille, 13015**
MET 19/12553/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 595 logements sociaux dénommée « La Solidarité – 2^{ème} tranche » située Chemin Notre Dame Limite à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 3 402 687 euros est financée par un emprunt de 500 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 225 000 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 94048 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 500 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 595 logements sociaux à Chemin Notre Dame Limite à Marseille, 13015 ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 500 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,

selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 94048.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 595 logements dénommée « La Solidarité – 2ème tranche » située Chemin Notre Dame Limite à Marseille, 13015.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de vingt-sept logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-6846/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 52 logements sociaux dénommée "Le Parc II" située Chemin de la Commanderie, Marseille 13015**
MET 19/12581/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de cinquante-deux logements sociaux dénommée « Le Parc II » située Chemin de la Commanderie, Marseille 13015.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 8 182 567 euros est financée par un emprunt de 6 955 181 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 129 831,45 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 96600 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 6 955 181 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 52 logements sociaux à Marseille 13015 ;
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 6 955 181 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96600.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de cinquante-deux logements dénommée « Le Parc II » située Lieudit Chemin de la Commanderie, Marseille 13015.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-6847/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux dénommée "Pierrefeu" située 2 chemin de Pierrefeu aux Pennes-Mirabeau
MET 19/12101/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux dénommée « Pierrefeu » située 2 Chemin de Pierrefeu aux Pennes-Mirabeau.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 1 575 702 euros est financée par un emprunt de 1 199 338 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville des Pennes-Mirabeau.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 539 702,10 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472

euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 96030 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 1 199 338 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de douze logements sociaux aux Pennes-Mirabeau.
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logirem.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 199 338 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96030.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de douze logements dénommée « Pierrefeu » située 2 Chemin de Pierrefeu aux Pennes-Mirabeau.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs

délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-6848/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 44 logements sociaux dénommée "La Rabassière" située lieudit Les Riveaux à Peyrolles-en-Provence**
MET 19/12104/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 44 logements sociaux dénommée « La Rabassière » située Lieudit Les Riveaux à Peyrolles-en-Provence.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 6 955 923 euros est

financée par un emprunt de 5 857 613 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Peyrolles-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 3 221 687,15 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 95748 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 5 857 613 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 44 logements sociaux à Peyrolles-en-Provence.
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 857 613 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 95748.

Ce prêt, constitué de sept lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 44 logements dénommée «La Rabassière» située lieudit Les Riveaux à Peyrolles-en-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-6849/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux dénommée "Emeraude " située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès**
MET 19/12108/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux dénommée « Emeraude » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 664 630 euros est financée par un emprunt de 634 630 euros proposé par la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Cabriès.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 349 046,50 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil envisage de contracter un prêt d'un montant total de 634 630 euros auprès de la caisse d'Epargne Provence Alpes Corse pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux à Cabriès.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total

de 634 630 euros à souscrire par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

Ce prêt est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de trois logements dénommée « Emeraude » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 634 630 euros (six cent trente quatre mille six cent trente euros)

Frais de dossier : sans objet

Frais de garanties : sans objet

Phase de mise à disposition des fonds

- Date limite de début de versement des fonds : le 14/06/2020 (au plus tard)
- Commission d'engagement : sans objet
- Mode de mise à disposition des fonds : versement unique
- Montant minimum de chaque versement : sans objet
- Délai de préavis pour versement des fonds : 3 jours ouvrés
- Indemnités de dédit : 3 % du montant réduit

Phase d'amortissement des fonds

- Durée d'amortissement du prêt : 18 années
 - Mode d'amortissement : progressif
 - Taux d'intérêt du prêt : index Euribor 3 mois + marge de 1.25 % l'an
- Dans l'hypothèse où l'EURIBOR 3 mois de référence pour toute période d'intérêts serait inférieur à zéro, l'Euribor 3 mois de référence retenu pour les besoins du prêt pour cette période d'intérêts sera réputé égal à zéro.
- Base de calcul : exact/360
 - Périodicité des échéances : trimestrielle
 - Quantième : 25
 - Durée du différé d'amortissement (différé partiel) : 60 mois

Remboursement anticipé

- Montant minimum de remboursement anticipé : sans objet
- Commission spécifique d'intervention : 0,00 euros

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Unicil serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

Article 4 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse et la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-6850/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 198 logements sociaux dénommée "Le Clos des Peintres" située Les Canourgues à Salon-de-Provence
MET 19/11813/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 198 logements sociaux dénommée « Le Clos des Peintres » située Les Canourgues à Salon-de-Provence.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 210 000 euros est financée par un emprunt de 210 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie

d'une garantie à hauteur de 55% par la ville de Salon-de-Provence.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 94 500 euros.

L'analyse financière de la SA Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le contrat de Prêt N° 92813 en annexe signé entre la SA HLM Unicil, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 210 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 198 logements sociaux située Les Canourgues à Salon-de-Provence ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 210 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 92813.

Ce prêt, constitué de 1 ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 198 logements dénommée « Le Clos des Peintres » située Les Canourgues à Salon-de-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de neuf logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-6851/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 164 logements sociaux dénommée "Le Clos des Décorateurs" située Les Canourgues à Salon-de-Provence
MET 19/11814/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 164 logements sociaux dénommée « Le Clos des Décorateurs » située Les Canourgues à Salon-de-Provence.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 200 000 euros est financée par un emprunt de 200 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% par la ville de Salon-de-Provence.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 90 000 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Contrat de Prêt n° 92811 en annexe signé entre la SA HLM Unicil, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 200 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 164 logements sociaux située Les Canourgues à Salon-de-Provence ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 200 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 92811.

Ce prêt, constitué de 1 ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 164 logements dénommée « Le Clos des Décorateurs » située Les Canourgues à Salon-de-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de sept logements

réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-6852/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux dénommée "Domaine de Louise" située Avenue Louise Collet, Velaux MET 19/12356/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de vingt-deux logements sociaux dénommée « Domaine de Louise » située Avenue Louise Collet à Velaux.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 3 354 440 euros est financée par un emprunt de 2 968 694 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Velaux.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 632 781,70 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 95332 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 2 968 694 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 22 logements sociaux à Velaux ;
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 968 694 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 95332.

Ce prêt, constitué de sept lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de vingt-deux logements dénommée « Domaine de Louise » située Lieudit Avenue Louise Collet à Velaux.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice

de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-6853/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Immobilière Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux dénommée "Le Clos Cournand PLS" située rue de l'Enclos à Grans 13450**

MET 19/12592/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de quinze logements sociaux dénommée « Le Clos Cournand PLS » située rue de l'Enclos à Grans 13450.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1er juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, cette opération d'un montant total de 2 528 380 euros est financée par un emprunt de 2 408 041 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la Ville de Grans.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 324 422,55 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 €. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5,6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10,5 %).

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 95805 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud depuis le 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 2 408 041 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux à Grans, 13450;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55

% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 408 041 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud depuis le 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 95805.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de quinze logements dénommée « Le Clos Courmand PLS » située Rue de l'Enclos à Grans 13450.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-6854/19/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Immobilière Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 63 logements sociaux dénommée "Le Clos Cournand" située Rue de l'Enclos à Grans 13450 MET 19/12593/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de soixante-trois logements sociaux dénommée « Le Clos Cournand » située Rue de l'Enclos à Grans 13450.

Il est à noter en préambule que la SA HLM Immobilière Méditerranée a absorbé la SA HLM Logéo Méditerranée, puis a changé de dénomination en 3F Sud en date du 1er juillet 2019.

Portée par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, cette opération d'un montant total de 11 447 129 euros est financée par un emprunt de 9 646 769 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la Ville de Grans.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 5 305 722,95 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599 946 427 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 479 789 484 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120 156 943 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au

bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 573 546 euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, l'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs (taux de 5,6 %) a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 (taux de 10,5 %).

Il est néanmoins proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 95766 en annexe signé entre la SA HLM Immobilière Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud depuis le 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, a contracté un prêt d'un montant total de 9 646 769 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 63 logements sociaux à Grans, 13450 ;
- Que la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 9 646 769 euros souscrit par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud depuis le 1er juillet 2019 à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 95766.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de soixante-trois logements dénommée « Le Clos Cournaud » située Rue de l'Enclos à Grans 13450.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et

jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud, est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de sept logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Immobilière Méditerranée, devenue 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-6855/19/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence pour le financement de l'opération d'Action Foncière de la ZAC de Grand Bayanne située à Istres
MET 19/12682/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement structurant. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur les différentes structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

Dans cet objectif, la Métropole soutient financièrement ses propres structures d'aménagement et de développement économique en leur accordant une garantie d'emprunt lorsque la réalisation des opérations relève d'un intérêt public.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence pour lui accorder une garantie d'emprunt. Le prêt à garantir consenti par la Société Générale est destiné à financer l'opération d'Action Foncière menée sur le secteur de Grand Bayanne située à Istres. En effet, par délibération du 22 juillet 2010, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, a décidé de confier à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD) Ouest Provence la maîtrise foncière ainsi que le portage des biens acquis sur le secteur de la ZAC de Grand Bayanne, au travers d'une Convention d'Action Foncière notifiée le 20 octobre 2010.

Les études réalisées ont mis en évidence des difficultés à la réalisation de cette ZAC, et la nécessité de rechercher des solutions alternatives. Une nouvelle délibération prise le 24 novembre 2015 a acté une nouvelle convention pour une durée de 4 années, avec une échéance au 21 décembre 2019.

Compte tenu des projets de la commune d'Istres et des orientations du Plan Local d'Urbanisme en cours de révision, un avenant de prorogation de 5 ans à cette Convention d'Action Foncière a été acté le 26 septembre 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour assurer le financement de ces opérations, l'EPAD Ouest Provence est amené à contracter un emprunt d'un montant de 4 700 000 euros auprès de la Société Générale.

Les caractéristiques financières du prêt proposé par la Société Générale sont les suivantes :

Montant du financement : 4 700 000 euros

Conditions financières :

Durée : 10 ans

Périodicité : Trimestrielle

Amortissement : Trimestriel-Linéaire

Taux fixe : 0,18 %

Base de calcul : Exact/360

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %.

L'analyse financière de l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence, effectuée à partir de son Compte Administratif 2017, met en évidence un actif comptable égal à 135 968 322 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 99 534 161 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 36 434 161 euros. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 317 494 euros.

Le stock de produits, significatif est en hausse de 4 776 905 euros, atteint 72 378 620 euros, et représente 53 % de l'actif de l'EPAD. Il est constitué de biens destinés à la vente. En revanche, l'épargne brute ne permet pas de couvrir le remboursement d'emprunt de 5 142 634 euros, l'épargne nette 2017 est mécaniquement négative et s'établit à -3 515 245 euros.

Les projections 2018 de la situation financière de l'EPAD tendent vers une dégradation significative de l'épargne nette qui tendrait vers -16 498 000 euros, compte tenu notamment du report de 10 millions d'euros de recettes. Ce report concerne des ventes de terrains aménagés suite à un avis défavorable de la commission nationale d'aménagement commercial.

Dans ce contexte de baisse des recettes propres de l'EPAD, l'emprunt sollicité serait ainsi susceptible de financer une partie du cycle d'exploitation, dans une situation qui présente par ailleurs un ratio d'endettement (Dettes financières/Fonds propres) qui avoisine 100 %.

La Métropole est consciente des risques auxquels l'EPAD est potentiellement exposé, et devra veiller à suivre l'évolution de la situation financière de l'EPAD Ouest Provence.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'aménagement correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'EPAD Ouest Provence est amené à réaliser une opération d'Action Foncière conformément à la Convention et à l'avenant N° 1 sur le secteur Bellons - Grand Bayanne à Istres ;
- Que pour ce faire, il est nécessaire à l'EPAD Ouest Provence de souscrire un emprunt de 4 700 000 euros auprès de la Société Générale ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présentent ces opérations pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient d'accorder une garantie d'emprunt à l'EPAD Ouest Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et l'EPAD Ouest Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 700 000 euros à souscrire par l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence auprès de la Société Générale.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation de l'opération d'Action Foncière dans le cadre de la Convention et de l'Avenant n° 1 « Secteur Bellons - Grand Bayanne » passée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques financières du prêt à contracter par l'EPAD Ouest Provence auprès de la Société Générale et définies comme suit :

Montant du financement : 4 700 000 euros

Conditions financières :

Durée : 10 ans

Périodicité : Trimestrielle

Amortissement : Trimestriel-Linéaire

Taux fixe : 0,18 %

Base de calcul : Exact/360

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'EPAD Ouest Provence dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où l'EPAD Ouest Provence serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Société Générale, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de l'EPAD Ouest Provence.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Société Générale et l'EPAD Ouest Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-6856/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille

MET 19/12154/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Par délibération FAG 035-5810/19/BM séance du 16 mai 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille occasionneront des perturbations pour l'ensemble des entreprises riveraines. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont

décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnisations proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marseille pour sa part poursuit son plan «Ambition Centre-Ville» en visant la rénovation de plusieurs aires urbaines situées au cœur de la ville lui permettant de devenir un lieu d'exception, emblématique, attractif et qualitatif. Les ambitions de la démarche "Ambition centre-ville" sont de repositionner le centre-ville comme pôle économique majeur à l'échelle de la métropole, d'améliorer l'attractivité résidentielle et d'affirmer le centre-ville comme lieu de destination.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les

locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.

- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la constitution de la Commission Indemnisation Amiable Métropolitaine ;
- La délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 035-5810/19/BM du 16 mai 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille et approuvant le périmètre relatif aux entreprises impactées par le chantier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-6857/19/BM

■ Approbation du principe d'élargissement du champ d'intervention de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux de la rue Montaigne et de la place Caire à Marseille.

MET 19/12166/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme, la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, créer une harmonie visuelle, améliorer le partage de

l'espace public, créer, à court terme, un espace cohérent et propice à la déambulation, offrir une attractivité commerciale accrue au cœur du noyau villageois de Saint-Barnabé afin de renforcer et pérenniser le poumon économique du secteur, sécuriser les cheminements des piétons, tels sont les principaux objectifs de ces travaux de requalification.

Les travaux d'aménagement se dérouleront de mars à novembre 2020 entre la rue Montaigne et la Place Caire, en dehors des périodes de fêtes pour limiter l'impact sur la vie commerçante.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée d'une part, d'examiner les réclamations des entreprises riveraines situées sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux professionnels impactés délimitant la zone des travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace a été défini et joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine

d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille

Article 2 :

Est approuvé le périmètre d'indemnisation relatif aux entreprises riveraines touchées par les travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille délimitant la zone des travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-6858/19/BM

■ Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux les plus impactant de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne MET 19/13039/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N°URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération « interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne ».

Dès 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence a reconnu le rôle d'interface de la commune d'Aubagne, avec la vallée de l'Huveaune et le Pays d'Aubagne et de l'Étoile marquant le lancement d'un projet visant à redynamiser le centre-ville d'Aubagne ainsi qu'à embellir le cadre de vie des habitants.

Avec ce projet d'ampleur, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville d'Aubagne portent une démarche ambitieuse pour le centre-ville en valorisant ses atouts patrimoniaux, en le rendant accessible et paisible, dynamique et attractif.

Dans la continuité des travaux de réhabilitation du centre ancien débutés en 2017 (les rues Rastègue, Martinot et de la Place Guin) et poursuivis en 2018 (aménagement de la rue Moussard, du square Arnaud-Mathieu et du parvis de l'Espace Art et Jeunesse), la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit la requalification du centre-ville d'Aubagne.

Conforter l'axe commerçant allant du cours Beaumond au cours Barthélémy, apaiser la circulation afin de favoriser les déplacements piétons, maintenir le stationnement en faveur du commerce de proximité, proposer une nouvelle identité pour l'espace public et valoriser le patrimoine, tels sont les principaux objectifs de ces travaux de requalification.

Ces travaux de réaménagement du centre-ville d'Aubagne se dérouleront entre juillet 2019 et avril 2020.

Au vu de ces enjeux, les actions à conduire sur le centre-ville doivent être multiples et couvrir tous les champs de l'aménagement (espaces publics, mobilité, restructuration urbaine). Pour optimiser leur efficacité et leur efficience, elles doivent être coordonnées et cohérentes. Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente pour conduire des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain, par délibération N° URB 043-4201/18/CM en date du 28 juin 2018 a confié une concession d'aménagement à la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM).

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée d'une part, d'examiner les réclamations des entreprises riveraines situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnités pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville d'Aubagne.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux commerces impactés délimitant les travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace a été défini et joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° URB 032-647/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, créant l'opération « interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne » ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération n° URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil Métropolitain relatif à l'approbation du traité de concession d'aménagement du centre-ville d'Aubagne ;
- La délibération n° URB 051-5182/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil Métropolitain relatif au transfert d'un marché de maîtrise d'œuvre à la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux les plus

impactant de requalification des espaces publics du centre-ville d'Aubagne ;

- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville d'Aubagne

Article 2 :

Est approuvé le périmètre d'indemnisation relatif aux entreprises riveraines touchées par les travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville d'Aubagne délimitant les travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-6859/19/BM

**■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/12670/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entvoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 1 octobre 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 11 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat, de la Place Jean Jaurès à Marseille, des grands espaces publics du centre-ville de Marseille ainsi que de la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2019/09/01 : BAR-TABAC O CENTRAL du 12/02/2019 au 01/10/2019,
- CIO-2019/09/25 : PUB O'KYLIAN'S du 03/09/2018 au 21/06/2019,
- CIO-2019/09/26 : RESTAURANT LE VIN 7 du 03/09/2018 au 21/06/2019,
- BHNS-2018/08/03-2 : SOCIETE ON'COPIES du 01/12/2018 au 02/07/2019,
- BHNS-2018/08/05-2 : SOCIETE EUROPIA du 03/07/2018 au 02/07/2019,

BHN L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2018/10/6-2	OPTICAL RICHARD	9 Avenue V. Hugo 13100 Aix-en-Provence	01/09/18 au 31/12/18	74 563,00	44 738,00	0,00	44 738,00
AIX-2019/06/12	HOTEL SAINT CHRISTOPHE	2 Avenue V. Hugo 13100 Aix-en-Provence	10/01/18 au 02/07/19	228 136,00	136 882,00	1 500,00	138 382,00
TOTAL				302 699,00€	181 620,00€	1 500,00€	183 120,00€

- BHNS-2019/09/17 : COOKIES AND CO du 01/01/2019 au 02/07/2019,
- PJJLP-2019/09/07 : LES SAVEURS DE LA PLAINE du 12/10/2018 au 01/10/2019,
- PJJLP-2019/09/08 : FIONA KEL du 12/10/2018 au 01/10/2019,
- PJJLP-2019/09/09 : SPAR du 12/10/2018 au 01/10/2019,
- PJJLP-2019/09/10 : LOTUS EXPRESS du 12/10/2018 au 01/10/2019,

A été déclaré non recevable, au motif que le commerce est situé en dehors du périmètre des travaux liés à la requalification de la Place Jean Jaurès à la limite des 1ers, 5ème, 6ème arrondissements de Marseille, le dossier suivant :

- PJJLP-2019/07/04 : CARREFOUR CITY du 12/10/2018 au 31/05/2019,

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de la requalification du Port-Vieux de la Ciotat auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Montant des indemnisations déjà accordées	370 472,67€
Total général BHNS L'AIXPRESS	553 592,67€

PORT-VIEUX LA CIOTAT

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
CIO-2019/05/09	SNACK PALOMA SARL PANNINO O	30, Quai François Mitterrand 13600 LA CIOTAT	03/09/2018 au 21/06/2019	38 425,00	23 605,00
CIO-2019/05/13	OFFICE'IN TAMOU	18 Rue des Combattants 13600 LA CIOTAT	03/09/2018 au 31/05/2019	58 391,00	35 535,00
CIO-2019/05/16	SUTRIM SARL SUD TRANSACTIONS IMMOBILIERE	13 Quai Ganteaume 13600 LA CIOTAT	01/10/2018 au 31/05/2019	13 100,00	7 860,00
TOTAL				109 916,00€	67 000,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	313 484,00 €
Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT	380 484,00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 11 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 05 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants,

artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 1^{er} octobre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS)

L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;

- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'avenue Jean Jaurès dans le centre ancien de la ville de Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 11 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des 5 dossiers précités pour un montant total de 250 120,00 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-6860/19/BM

**■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels
MET 19/12856/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 7 905.24 euros (Sept mille neuf cent cinq euros et vingt-quatre centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Dorian GERVAIS – sinistre du 13 février 2017 – montant : 621.00 euros,
- Mme Cécile CAPOREALE – sinistre du 25 avril 2018 – montant : 540.42 euros,
- SIGN PUB – sinistre du 02 mai 2018 – montant : 1 055.02 euros,
- M. Jean Marc AGHEDU – sinistre du 17 décembre 2018 – montant : 3 905.53 euros,
- Mme Véronique SOUCHON – sinistre du 18 janvier 2019 – montant : 154.99 euros,
- Mme Stéphanie PAPAIZIAN – sinistre du 17 avril 2019 – montant : 89.80 euros,
- M. Bernard OURS – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 1298.48 euros,
- M. Frédéric DADENA – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 240.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences ;
- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 30 000 euros ;
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnisations les dommages d'un montant individuel inférieur à 30 000 euros ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 7 905,24 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-6861/19/BM

■ Approbation d'un protocole d'accord avec la Société Eurovia et Strada Ingenierie relatif au sinistre survenu lors des travaux de requalification des espaces publics de la ZI Grand Colle

MET 19/12865/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues a lancé une opération de requalification de la Zone Industrielle de la Grand Colle aux fins de la redynamiser en 2014.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues a confié par un marché n°14T017 notifié le 24 octobre 2019, à la société EUROVIA les travaux pour un montant de 3 924 750,40 euros HT.

La maîtrise d'œuvre a été assurée par le bureau d'études CITTA, mandataire et STRADA sous-traitant.

Le marché a débuté en janvier 2015.

Lors des travaux en octobre 2015, un mur de soutènement situé au droit de la parcelle cadastrée section AR n°0043, sur l'avenue Peyre à Port-de-Bouc s'est effondré.

De nombreuses expertises se sont tenues pour déterminer les responsabilités entre la Société EUROVIA, STRADA INGENIERIE et le Maître d'ouvrage.

S'agissant d'un mur de soutènement existant avant le début des travaux, vétuste et inapte à supporter des travaux de voirie réalisée à son aplomb, il a été arrêté après discussion entre les différentes parties concernées que le sinistre était la conséquence à la fois de la vétusté du mur, mais aussi de l'absence de diagnostic suffisant du maître d'œuvre et de l'entreprise.

En conséquence, un protocole d'accord entre les parties a été proposé dont la répartition est la suivante :

- 33,33 % d'imputabilité pour le propriétaire présumé du mur la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- 33,33 % pour le Maître d'œuvre, Strada Ingénierie,
- 33,33 % pour Eurovia PACA, l'entreprise.

Le montant global du sinistre a été évalué à 43 510,80 euros TTC.

Les parties ont convenues que les travaux de reprise du mur de soutènement seront réalisés par EUROVIA PACA.

En contrepartie :

- La société STRADA INGENIERIE ou son assureur versera la somme de 14 503,60 euros à EUROVIA PACA,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence versera la somme de 14 503,60 euros à EUROVIA PACA,

- La société EUROVIA PACA conserve sa quote-part de 14 503.60 euros.

A ce jour, les parties ont donc accepté de faire des concessions réciproques et de régler leurs divergences par voie de transaction, au sens des dispositions de l'article 2044 et suivants du Code Civil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler à l'amiable des conflits ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille- ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler à l'amiable des conflits ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'accord ci-annexé entre la Société EUROVIA PACA et la Société STRADA Ingénierie et la Métropole Aix-Marseille-Provence entérinant le montant des travaux de réfection du mur de soutènement, objet du litige et fixant à 14503,60 euros le montant à régler au profit d'EUROVIA PACA.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole d'accord et tous les documents nécessaires à la réalisation de cette affaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, nature 6227 fonction 020 Etat Spécial de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-6862/19/BM

■ Définition des taux de promotion pour les avancements de grades des agents métropolitains MET 19/12702/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée, prévoit que chaque collectivité doit définir des taux de promotion pour l'avancement de grade de ses agents, fixés par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Ces taux de promotion peuvent être fixés entre 0 et 100%, et sont appliqués à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour l'avancement de grade ou l'accès à l'échelon spécial et classe exceptionnelle, pour déterminer le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus.

Ces dispositions s'appliquent à tous les cadres d'emplois, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale et des grades à accès fonctionnel (administrateur général, attaché hors classe, ingénieur général et ingénieur hors classe). Dans ce dernier cas, le taux de promotion est remplacé par un quota d'avancement fixé par chaque statut particulier.

D'une manière générale, les taux de promotion sont déterminés en fonction du nombre d'agents promouvables, de la pyramide du cadre d'emplois, de la taille de la collectivité et des orientations budgétaires en matière de ressources humaines.

Dans le contexte de construction métropolitaine, et étant rappelé que le nombre obtenu après application des taux de promotion demeure un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus, en fonction des critères de classement tenant compte de la valeur professionnelle, de l'expérience professionnelle, de l'investissement professionnel et des avis hiérarchiques, il est proposé de retenir, pour l'ensemble des cadres d'emplois représentés au sein de la collectivité, les taux de promotion établis conformément à l'annexe ci-après.

Le tableau des effectifs fixera le nombre de postes à pourvoir au regard des besoins et possibilités

fonctionnelles de l'organigramme des services métropolitains.

Cette orientation permet de tenir compte, d'une part, de la structuration organisationnelle évolutive des services, et d'autre part, de l'enjeu de capitalisation des ressources internes, par la montée en compétences et en responsabilité des collaborateurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 49 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique du 12 mars 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les taux de promotion applicables, au sein de la collectivité, à l'ensemble des agents remplissant les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un avancement aux grades précisés dans le tableau annexé ci-après.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Chapitre globalisé 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-6863/19/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de personnels auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence MET 19/12709/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 161-4978/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation, à compter du 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 3 ans, au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Aujourd'hui, suite à la sollicitation de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence dans le cadre de mobilités par la voie de la mise à disposition visant à pourvoir des besoins d'emplois au sein des services de cette régie en remplacement d'emplois vacants inscrits dans l'annexe fixant la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, il s'agit :

- de remplacer un emploi de catégorie C, de la filière technique, pour l'exercice des fonctions d'« agent d'accueil - billettiste - contrôleur » pour un temps de mise à disposition de 100% par un emploi de catégorie C, de la filière administrative, pour l'exercice des fonctions d'« agent d'accueil - billettiste - contrôleur » pour un temps de mise à disposition de 100%, à compter du 1^{er} janvier 2020.
- de remplacer un emploi de catégorie C, de la filière administrative, pour l'exercice des fonctions d'« agent d'accueil - billettiste - chargée des relations presse et réseaux sociaux » pour un temps de mise à disposition de 100% par un emploi de catégorie B, de la filière culturelle, pour l'exercice des fonctions d'« agent d'accueil - billettiste - chargée des relations presse et réseaux sociaux » pour un temps de mise à disposition de 100%, à compter du 1^{er} janvier 2020.
- de remplacer un emploi de catégorie C, de la filière administrative, pour l'exercice des fonctions de « gestionnaire commande publique » pour un temps de mise à disposition de 100% par un emploi de catégorie B, de la filière administrative, pour l'exercice des fonctions de « gestionnaire commande publique » pour un temps de

mise à disposition de 100%, à compter du 1^{er} janvier 2020.

Pour ce faire, il convient de modifier par un avenant n° 1 l'annexe, à la convention, relative à la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, pour prendre en compte les modifications susdécrites.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 161-4978/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018, approuvant la convention avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation à compter du 1^{er} janvier 2019 pour une durée de 3 ans ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que suite à la sollicitation de la Régie Scènes et Cinés, dans le cadre de la mobilité par voie de mise à disposition, il est demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence la mise à disposition :
 - d'un agent de catégorie C issu de la filière administrative visant à pourvoir un emploi d'« agent d'accueil - billettiste - contrôleur » au sein de ladite Régie en remplacement d'un

emploi vacant d'« agent d'accueil - billettiste - contrôleur » de catégorie C, de la filière technique,

- d'un agent de catégorie B issu de la filière culturelle visant à pourvoir un emploi d'« agent d'accueil - billettiste - chargée des relations presse et réseaux sociaux » au sein de ladite Régie en remplacement d'un emploi vacant d'« agent d'accueil - billettiste - chargée des relations presse et réseaux sociaux » de catégorie C, de la filière administrative,

- d'un agent de catégorie B issu de la filière administrative visant à pourvoir un emploi vacant de « gestionnaire commande publique » au sein de ladite Régie en remplacement d'un emploi vacant de « gestionnaire commande publique » de catégorie C, de la filière administrative ;

- Que conformément aux dispositions législatives et réglementaires, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend faire droit à cette demande,
- Qu'il convient, dès lors, de prendre en compte ces changements en modifiant par avenant n° 1 l'annexe à la convention de mise à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, telle qu'approuvée par la délibération n° FAG 161-4978/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1, ci-annexé, à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence relative à la mise à disposition de personnels liée aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation, modifiant à compter du 1^{er} janvier 2020 l'annexe fixant la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence telle que présentée.

Article 2 :

Les dispositions de la convention de mise à disposition de personnels, à compter du 1^{er} janvier 2019 pour une durée de 3 ans au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, issues de la délibération n° FAG 161-4978/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 restent inchangées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-6864/19/BM

■ **Transfert de personnels à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la reprise de l'activité du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine en application de l'article 14 ter de la loi du 13 juillet 1983, introduit par la loi du 3 août 2009**

MET 19/12712/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, l'assemblée métropolitaine a arrêté une «Stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Degrade »

« Afin de coordonner de manière la plus efficace possible l'intervention intégrée en matière d'habitat et de logement, la Métropole doit se doter d'une équipe pluridisciplinaire, fédérant les services œuvrant en matière de politique et de polices de l'habitat (qualité, confort, hygiène, sécurité, diversité, accessibilité).Dotées d'effectifs suffisants en nombre et en qualification pour assurer une présence sur le terrain, cette équipe doit travailler en mode projet pour être l'interlocutrice unique des partenaires du renouvellement urbain au sens large ».

A cet effet, le conseil métropolitain a approuvé le 20 juin 2019, l'intégration au 1er janvier 2020, des activités de conduite des opérations de renouvellement urbain actuellement mises en œuvre

par le GIP MRU, au sein d'une organisation métropolitaine.

Dans ce cadre, la Métropole doit organiser le transfert des personnels non titulaires affectés à ces activités. En application de l'article 14 ter de la loi du 13 juillet 1983, introduit par la loi du 3 août, lorsque l'activité d'une personne morale de droit public employant des agents non titulaires de droit public est reprise par une autre personne publique dans le cadre d'un service public administratif, cette personne publique propose à ces agents un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.

Sauf disposition législative ou réglementaire ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contraires, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les agents sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération. Par ailleurs, les services accomplis au sein de la personne publique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil.

En cas de refus des agents d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique qui reprend l'activité applique les dispositions relatives aux agents licenciés.

Dans ce cadre, il est proposé de procéder au transfert des personnels non titulaires affectés en totalité à l'exercice des activités de conduite des opérations de renouvellement urbain.

EFFECTIF TRANSFERE : 20 agents

Intitulé de poste	Catégorie	Type de contrat	Nombre d'agent
Directeur de mission	A	CDI	1
Responsable de pole	A	CDI	1
Chef de projet	A	CDI	1
Chargé de mission administratif et financier	A	CDI	1
Secrétaire technique	C	CDI	1
Chef de projet	A	CDD	6
Chargé de mission développement local	A	CDD	2
Chargé de mission relations publiques	A	CDD	1
Chargé de mission communication	A	CDD	1
Assistante de direction	B	CDD	1
Chargé de mission administratif et financier	A	CDD	2
Agent de gestion administrative - coursier	C	CDD	1
Agent de gestion comptable	C	CDD	1

RATTACHEMENT HIERARCHIQUE ET FONCTIONNEL DES AGENTS TRANSFERES

Les agents transférés seront rattachés à la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie

Territoriale, au sein de la Mission Renouvellement Urbain et de la Direction Ressources.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 14 ter de la loi du 13 juillet 1983, introduit par la loi du 3 août 2009 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert des personnels liés à la reprise d'activité du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine tels que prévus par la législation au 1^{er} janvier 2020.

Article 2 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-6865/19/BM

**■ Approbation d'une convention triennale (année 2020-2022) avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP)
MET 19/12927/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le conventionnement avec le FIPHFP fait partie des grands chantiers de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour structurer la politique d'emploi des personnes handicapées et l'asseoir de manière pérenne.

Le projet de conventionnement avec le FIPHFP vise à :

- Définir la gouvernance de la politique handicap de la collectivité et en assurer l'animation ;
- Structurer le processus permettant le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ;
- Détecter les agents en situation de handicap ou inaptes nécessitant des actions de maintien dans l'emploi et mobiliser l'ensemble des moyens permettant leur réussite ;
- Recruter des travailleurs handicapés y compris par la voie de l'apprentissage
- Sensibiliser et former les personnels sur cette thématique pour favoriser l'évolution des mentalités et assurer le déploiement de la politique handicap.

Le plan d'actions 2020-2022 issu de la convention visera à apporter de réelles avancées concernant le recrutement, l'accueil et l'intégration des agents en situation de handicap, mais également en matière de prise en compte des problématiques de handicap et de maintien dans l'emploi des agents.

L'objectif, à travers l'impulsion de cette convention, est de consolider durablement la capacité de la Métropole à agir en faveur de la qualité de vie au travail, en étant porteuse de leviers d'intégration et d'inclusion à l'égard de l'ensemble de ses collaborateurs.

L'un des enjeux consistera à développer et diffuser une culture commune et à faire évoluer les regards et mentalités vis-à-vis du handicap au travail.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver cette convention triennale (2020-2022) avec le FIPHFP, dont la participation financière est estimée sur la durée de la convention à hauteur de 830 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1984 portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) ;
- La déclaration de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) établie en mai 2019 sur l'année 2018 ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- qu'en tant qu'employeur public responsable, la Métropole Aix-Marseille-Provence veut être exemplaire en matière de respect des obligations d'emploi des personnes handicapées mais aussi être acteur en matière d'insertion et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés,
- que la politique handicap formulée, se décline autour de 6 axes et de 26 engagements détaillés dans l'annexe « projet pluriannuel d'insertion et de maintien dans

l'emploi des personnes en situation de handicap »,

- que par le projet de convention annexé à la présente délibération, le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique s'engage à financer les actions menées par la Métropole en faveur des personnes handicapées et entrant dans le champ d'application de l'article 3 du décret n° 2006-501,
- que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage quant à elle, à promouvoir une politique d'embauche, de maintien dans l'emploi et de développement des carrières des personnes handicapées,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention triennale entre le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous documents y afférents.

Article 3 :

Les recettes sont inscrites au budget 2020 et suivants – chapitre 012 nature 648.

Article 4 :

Les crédits d'un montant identique en dépenses sont inscrits au budget 2020 et suivants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-6866/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Chambre de Commerce et d'Industrie relative à la concession d'exploitation des résultats de l'étude relative à l'écosystème de financement des entreprises sur le territoire métropolitain
MET 19/12145/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les TPE/PME représentent près de la moitié de l'emploi et de la richesse produite par les entreprises. Favoriser le financement des entreprises permet de répondre à des ambitions de croissance et de création d'emplois sur le territoire.

Il est important de noter la distinction entre le rôle de l'écosystème de financement qui est de répondre aux besoins des entreprises présentes sur le territoire et d'être un facteur d'attractivité pour de nouvelles entreprises (apporter un facteur différenciant au territoire), et celui d'une place financière qui est de promouvoir l'écosystème financier et d'être un vecteur de communication permettant aux acteurs de l'écosystème de collaborer, d'innover ainsi apporter les bonnes solutions aux entreprises du territoire.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence a fait sienne de répondre à un double objectif dans le cadre de son Agenda du Développement Economique : se positionner comme une Métropole facilitant la vie des entreprises et devenir un territoire encore plus attractif pour celles-ci.

Pour la CCIMP, l'accompagnement à la recherche de financement fait partie de son ADN pour répondre à sa mission de soutien des entreprises, en particulier TPE et PME, sur toutes les thématiques stratégiques. A ce titre, elle a missionné un Cabinet d'étude aux fins de réaliser une étude dénommée « *De quel écosystème du financement des entreprises doit se doter le territoire métropolitain Aix-Marseille-Provence ?* ». Cette étude avait pour but de dessiner un modèle d'écosystème nécessaire, innovant et différenciant répondant aux enjeux du territoire métropolitain, avec ses spécificités, et de préciser le positionnement de la Métropole et de la CCIMP dans sa mise en place. La mission visait également à évaluer si l'écosystème de financement du territoire métropolitain Aix-Marseille-Provence est suffisamment :

- performant pour répondre aux besoins des entreprises,
- différenciant par rapport aux autres métropoles françaises pour devenir un facteur d'attractivité des entreprises,

et à préciser les moyens pour l'optimiser.

Au regard des préoccupations communes de la Métropole et de la CCIMP, et dans la continuité de la convention-cadre approuvée par délibération ECO 012-1558/17/BM du 9 février 2017, la CCIMP qui détient les droits d'exploitation de cette étude autorise la Métropole à exploiter et utiliser les résultats de ladite étude dans les conditions déterminées par la convention ci-annexée et soumise approbation.

Les droits cédés recouvrent :

- le droit de représentation qui comprend le droit de communiquer au public, de représenter ou de faire représenter les

résultats de l'étude, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, et/ou sur tous supports notamment papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet, et ce, en tous lieux et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;

- le droit de reproduction qui comprend le droit de reproduire ou de faire reproduire, d'enregistrer ou de faire enregistrer, d'adapter ou de faire adapter les résultats de l'étude, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, et/ou sur tous supports notamment papier, analogique, optique, magnétique, numérique, informatique, ou électronique ;
- le droit d'adaptation et d'arrangement qui comprend le droit d'adapter ou de faire adapter les résultats de l'étude, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs des résultats, par fusion avec d'autres documents ou résultats, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit moral de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois ;
- le droit d'exploitation qui comprend le droit d'exploiter, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, à titre principal ou accessoire, les résultats de l'étude, que cette exploitation soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger.

Cette concession donnera lieu au paiement par la Métropole au profit de la CCIMP d'une redevance forfaitaire de 20 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'agenda du développement économique métropolitain ;
- La convention-cadre approuvée par délibération ECO 012-1558/17/BM du 9 février 2017 entre la Métropole et la CCIMP.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de pouvoir bénéficier des résultats de l'étude de la CCIMP relative à l'écosystème du financement des entreprises sur territoire métropolitain Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) relative à la concession d'exploitation des résultats de l'étude relative à l'écosystème de financement des entreprises sur le territoire métropolitain.

Article 2 :

Est approuvé le versement, au profit de la CCIMP, d'une redevance d'un montant de 20 000 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 – article 6581 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-6867/19/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour le déploiement du dispositif "Pacte PME" sur le territoire métropolitain
MET 19/13104/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L.710-1 du Code de Commerce, les Chambres de Commerce et d'Industrie ont une fonction de représentation des intérêts de l'industrie, du commerce et des services auprès des pouvoirs publics ou des autorités étrangères. Elles contribuent au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires ainsi qu'au soutien des entreprises et de leurs associations en remplissant, toute mission de service public et toute mission d'intérêt général nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

A cet effet, les Chambres de Commerce et d'Industrie peuvent assurer notamment des missions d'appui, d'accompagnement, de mise en relation et de conseil auprès des entreprises, notamment pour le développement international, ainsi que des missions de développement de la formation professionnelle.

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) a notamment initié le « Métropolitain Business Act » qui a pour ambition de mettre en place une démarche partagée en matière d'achats afin de renforcer la création de business entre entreprises locales, et d'aider les acheteurs et les PME à mieux travailler ensemble.

Pour sa part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération du Conseil de la Métropole n°ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017, adopté son agenda du développement économique. L'une de ses orientations stratégiques, « Construire une Métropole de proximité facilitant la vie des entreprises », entend proposer une offre d'accompagnement à chaque étape de la vie de l'entreprise.

Dans le cadre de cet axe stratégique, la deuxième action retenue est de faciliter la relation entre les grands donneurs d'ordre (DO) et les TPE /PME/Start Up afin de les aider à se développer sur leur marché. Pour ce faire, deux priorités doivent être mises en place :

- Instaurer sur le territoire un Pacte PME dont l'objectif est d'associer les grands donneurs d'ordre locaux au service des PME pour les aider à grandir et se développer ;
- Favoriser l'accès des TPE/PME/Start Up aux marchés publics métropolitains.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont signé en début d'année 2017 une

convention cadre afin d'unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire et comprenant un axe de travail sur le développement du Business des entreprises sur le territoire.

Ainsi, en déclinaison et dans une perspective de développement économique du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont souhaité mettre en place sur le territoire métropolitain le dispositif « Pacte PME » en s'appuyant sur la démarche menée par l'association Pacte PME au niveau national.

A ce titre, la Métropole et la CCIMP ont conclu en 2018 une convention de partenariat pour la mise en place de ce dispositif.

L'objectif de ce dispositif est de faire grandir les entreprises (Start Up, TPE, PME) du territoire et de les aider à développer leur business, par l'apport des grands comptes sur les TPE PME locales mais également entre TPE/PME.

Concrètement la mission du Pacte PME vise ainsi à faciliter la mise en relation entre TPE/PME/Start Up du territoire et les grands donneurs d'ordres privés et publics sur leurs stratégies locales d'achat, de transferts de compétence, d'open innovation, de co-exportations, afin de générer un accroissement du Business et des emplois.

Le Pacte PME permettra de coordonner l'ensemble des actions déjà existantes sur le territoire tout en favorisant le jeu collectif au bénéfice de l'ensemble des entreprises de notre territoire avec une marque territoriale forte « Aix-Marseille-Provence membre de Pacte PME.

L'ensemble des acteurs économiques sont fédérés autour de cette démarche (UPE13, CPME13, Aix-Marseille-Université, CMAR des Bouches du Rhône, Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône, Aix-Marseille-Provence French Tech, CRESS Paca) permettant ainsi d'accélérer la croissance des PME/TPE/Start-Up métropolitaines.

Aussi, le programme des actions du dispositif « PACTE PME » est le suivant :

1. Développer les achats locaux

L'objectif est de développer l'achat local et responsable par la mise en place d'une démarche coconstruite et partagée avec les grands donneurs d'ordres et les TPE/PME en matière d'achats afin de renforcer la création de business entre les entreprises du territoire.

Cette démarche, animée par la CCIMP et soutenue par la Métropole, est le « Métropolitain Business Act ».

2. Favoriser l'Innovation pour rendre plus compétitives les entreprises du territoire

L'objectif est ici d'encourager les grands comptes à

s'impliquer dans une démarche d'open innovation pour s'ouvrir aux entreprises locales sur des domaines d'innovation et d'accélérer ainsi le processus d'innovation des TPE/PME/Start-up de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'accroître leur performance et d'améliorer leur compétitivité.

Dans cette démarche, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP identifieront les initiatives et dispositifs existants afin de les fédérer au sein de la démarche Pacte PME et œuvreront pour la constitution d'une plateforme partenariale.

3. Plateforme d'échanges de compétences - Pacte PME

Les TPE/PME/Start Up ont besoin pour réussir leur développement de l'apport de compétences (stratégiques, organisationnelles, commerciales, juridiques, financières, ...). Les grandes entreprises, dans le cadre d'un mécénat de compétences, peuvent répondre à ces besoins en mettant à disposition, à titre gracieux et sous forme de missions courtes, des collaborateurs (cadres ou technicien) afin de permettre aux TPE/PME/Start Up de la métropole de se structurer et de passer un cap de croissance. L'objectif est d'irriguer le tissu économique Start-up / TPE /PME avec des personnes formées ou travaillant dans des Grands Comptes.

A cette fin, l'association Pacte PME met à disposition notamment deux plateformes :

- « Pacte Compétences » (mécénat experts ponctuels) qui est une plateforme de partage de compétences entre grandes entreprises et Start-up/TPE/PME. Un expert d'une grande entreprise apporte son expertise/expérience à l'entreprise durant une période déterminée (entre 1 et 5 jours) ;
- « Engagement Jeunes » qui permet aux stagiaires des grands comptes de trouver un 1er emploi dans une TPE/PME/Start-up ;

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP assureront, auprès des entreprises du territoire, la diffusion des informations liées aux services proposés par l'association Pacte PME dans ce cadre.

Bilan de la mise en place de ce dispositif :

Mise en place de Aix-Marseille-Provence Pacte PME et de sa Communication :

- Animation de la Gouvernance
- Recensement des entreprises
- Organisation d'un Comité de Gouvernance technique
- Identification des événements/dispositifs/plateformes à taquer « Pacte PME »
- Conception de la charte graphique
- Réalisation du site

Mise en place du Métropolitain Business Act (MBA),
travail de co-construction, la charte d'engagement
« comportements d'achats »

Déployé par la CCIMP depuis 2017, le Métropolitain Business Act s'inscrit dans le cadre du dispositif Aix-Marseille-Provence PACTE PME, dont il constitue le premier volet opérationnel.

Déploiement du MBA

A fin 2018 : 600 membres dont 150 Acheteurs privés et publics

- Mise en place de la plateforme de mise en relation

En 2018

Première étape : Groupe de réflexion mixte
Plateforme pour co-construire des solutions répondant à leurs besoins : 148 participants au total sur les groupes

- Nombreuses réunions de qualification des besoins remontés
- Rédaction d'un cahier des charges fidèle : focus groupe, enquête
- Travail d'étude de la solution CCI business
- Organisation de formations

Les formations à l'accès aux marchés publics imaginées par les groupes de co-construction ont maintenant été testées et déployées pour valider le format, les contenus

Démarrage : Groupe de réflexion mixte « accompagnement/ formation » pour co-construire des solutions répondant à leurs besoins : 116 personnes mobilisées dans le groupe

Ingénierie de formation réalisée avec des experts

Atelier d'échanges avec les entreprises du groupe pour validation du contenu

Test grandeur nature : 7 modules

- Formations dématérialisation des marchés publics
- Vis ma vie entre acheteurs et TPE-PME, atelier de co-construction et rencontres au sein des entreprises

- Organisation de rencontres DO/PME

Beaucoup d'actions ont été menées rassemblant grands comptes et TPE/PME mais aussi start-up au-delà d'actions spécifiques montées pour ces dernières

Démarrage : groupe de réflexion mixtes « évènements » pour co-construire des solutions répondant à leurs besoins : 90 personnes mobilisées dans le groupe

- Positive Business Place : acheter autrement/acheter responsable
89 Participants et 100 échanges de flux/mutualisation initiés (services, RH, déchets, locaux)
- Vitrolles Business Place tous acheteurs/tous vendeurs
600 participants, 70 stands, 12 acheteurs avec des besoins d'achats : plus de 200 RDV préprogrammés et qualifiés entre tous les participants
- Salon Inversé « Entreprises et Territoire » à l'Arena Pays d'Aix : 30 acheteurs et 100 PME
- 4 rencontres dédiées (Ville de Marseille, Métropole, Plateforme régionale des achats, Veolia) : 139 participants en présentiel 41 en webinaires 180 participants au total
- 2 plénières : 162 participants
- « Anniversaires MBA » avec networking : 200 participants
- Animation d'un club acheteurs (fonctions achats)

Pour répondre au souhait des acheteurs d'échanger sur les bonnes pratiques et monter en compétences pour être plus performant est plus ouverts au bénéfice des PME

En moyenne 35 acheteurs par sessions : 60% publics/40% privés

- Rencontres mêlant séances de travail et moment convivial
 - Le Carburateur
 - Château Ricard
 - Arena pays d'Aix
- Réunion sur méthode BIM

Aussi, la Métropole et la CCIMP souhaitent aujourd'hui poursuivre le déploiement du dispositif « Pacte PME » sur le territoire.

Le budget prévisionnel pour le déploiement du dispositif « Pacte PME » s'élève à 201 000 €. Son plan de financement s'établit comme suit :

Actions	Porteur de l'action	Budget
Portage du dispositif pacte PME : Animation de la gouvernance : 10 000 € Communication : 5000 €	CCIMP/MAMP	15 000 €
Déploiement des axes Innovation et RH : 7000 € Focus group/panorama Relation asso/plateforme nationale/relais Déploiement de l'axe achat : Mise en œuvre de la plateforme de mise en relation virtuelle 108 000 € Organisation d'ateliers/formations « montée en compétences » pour des TPE/PME et acheteurs : 2000 € Organisation de 4 rencontres busines DO/TPE/PME : 60 000 € Animation du Club Acheteurs (4 Sessions de travail) : 9 000 €	CCIMP	186 000 €
Budget Total		201 000 €

Le montant de la participation de la Métropole s'élèvera à la somme de 50 000 € au titre de l'année 2019 soit près de 25 % des dépenses.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, jointe en annexe, relative au déploiement du dispositif « Pacte PME » sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 012-1558/17 du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant approbation d'une convention cadre entre la

Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ;

- La délibération n°ECO 002-3522/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 portant approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour la mise en place du dispositif "Pacte PME" sur le territoire métropolitain ;
- La convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour la mise en place du dispositif « Pacte PME ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP ont souhaité unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire qui s'est traduit par une convention cadre
- Que l'un des axes de leurs interventions communes porte sur le développement du Business des entreprises sur le territoire ;
- Que, dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP souhaitent mettre en place sur le territoire métropolitain le dispositif « Pacte PME » dont l'objectif est de faciliter la mise en relation entre TPE/PME/Start Up du territoire et les grands donneurs d'ordres privés et publics sur leurs stratégies locales d'achat, de transferts de compétence, d'open innovation, de co-exportations, afin de générer un

accroissement du Business et des emplois.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation financière d'un montant de 50 000 euros à la CCIMP.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) relative au déploiement du dispositif « Pacte PME » sur le territoire métropolitain.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 – article 657381 – Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-6868/19/BM

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Venelles pour la création d'un barreau de liaison entre l'avenue des Logissons et l'allée du Verdon dans la Zone d'Activités**
MET 19/12291/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2018, la Commune de Venelles a souhaité qu'un diagnostic soit réalisé sur le secteur de la ZA afin qu'un schéma de desserte puisse être réalisé. Cette étude a été réalisée par le Territoire du Pays d'Aix et a donné lieu à une série de proposition pour l'amélioration de la desserte et le fonctionnement de la Zone.

Aujourd'hui un projet de développement est en cours en partenariat avec le l'EPF sur le secteur du Verdon. Il est donc nécessaire de mettre rapidement en place les infrastructures identifiées pour compléter le schéma viaire du secteur.

La commune étant en convention de gestion avec la Métropole concernant la gestion de la Zone d'activité, il est aujourd'hui proposé de confier la réalisation de cette voie à la commune de Venelles par l'intermédiaire d'une convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée.

La réhabilitation complète de la voie comprend :

- Suppression du mini giratoire de l'avenue des Logissons au niveau des enseignes ALDI et Marcel et Fils
- Création d'un carrefour en T au niveau de l'avenue des Logissons
- Création d'une voirie nouvelle entre l'avenue des Logissons et l'allée du

Verdon sur un linéaire de 300m (profil de voie de 6,50m + deux fois 3,50m d'accotement pour les piétons et vélos) comprenant les terrassement, la réalisation de la plateforme, de la structure de chaussée et les revêtements

- Création de l'éclairage public
- Intégration de réservations pour le THD
- Signalisation verticale et horizontale

Le coût des travaux est estimé à 850 000€ TTC auxquels il faut ajouter 100 000€TTC d'études.

Ces aménagements sont à engager pour un montant global de 950 000€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée initiale au bénéfice de la Commune de Venelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'ouverture de l'autorisation de programme pour l'opération « Travaux ZAE toutes communes » ;
- La délibération FAG104-4560/18/CM du 18 octobre 2018 validant l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1197 avec la commune de Venelles ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux sur la ZA de Venelles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réhabilitation du secteur du Verdon sur la ZA de Venelles pour un montant de travaux de 850 000 euros TTC auxquels il faut ajouter 100 000 euros TTC d'études diverses, soit un coût global d'opération de 950 000 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux du secteur du Verdon sur la ZA de Venelles pour un montant de 950 000 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section d'investissement : opération budgétaire 331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme n°2018-1 « travaux ZAE toutes communes » (DI331AP).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-6869/19/BM

**■ Attribution de subventions au bénéfice de trois projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix
MET 19/12133/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations

d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

- L'opération proposée par la société CSTI INDUSTRIE à Peyrolles-en-Provence

CSTI GROUPE est, depuis plusieurs années, un des acteurs majeurs du projet "clé en main" et de la machine spéciale dans le domaine de l'industrie nucléaire. Cet ensemble nucléaire se structure en deux sociétés : d'une part CSTI Ingénierie, bureau d'études chargé de l'ingénierie et la conception et CSTI Industrie qui adresse toute la partie réalisation, assemblage, mise en service et formation.

La société CSTI INDUSTRIE, créée en 1991, filiale de la Holding CSTI GROUPE, est devenue un des spécialistes nationaux de la chaudronnerie inox, de la réalisation de machines spéciales et d'ensembliers dans le domaine de l'industrie nucléaire. Elle emploie actuellement 45 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros.

En vue de son expansion et développement et afin de répondre à un carnet de commande en croissance constante, la société a lancé un projet d'agrandissement de sa partie atelier de production pour une surface de 1000 m² dans la ZAC du Val de Durance. Ce projet de croissance s'accompagnera de l'embauche de 10 personnes sur le site, unique lieu d'activité de l'entreprise.

La société CSTI INDUSTRIE répond par ailleurs aux critères de la petite entreprise tels que définis par l'Union européenne et repris dans le règlement voté, à savoir un effectif inférieur à 50 salariés et un bilan annuel ou chiffre d'affaires inférieur à 10 millions d'euros. Elle peut donc bénéficier d'un taux d'aide maximal de 20 %.

L'assiette des dépenses éligibles des travaux est chiffrée à 897.673,68 euros HT. Les bâtiments appartiennent à la SCI DU LAC DE DURANCE créée par les gérants. L'atelier de production est financé par la SCI DU LAC DE DURANCE pour exploitation par CSTI INDUSTRIE. L'opération se fera dans le cadre d'un prêt bancaire et la subvention accordée sera répercutée sur les loyers à acquitter par l'entreprise auprès de la SCI.

Sur cette base, il est proposé de soutenir cette opération d'investissement immobilier à hauteur de 150.000 € soit 16,7% d'une assiette financière éligible de 897.673,68 euros. La subvention sera versée à la SCI DU LAC DE DURANCE qui la répercutera sur les loyers à régler par la société CSTI INDUSTRIE.

- L'opération proposée par la société ESP CONSULTING

Créée en 2010, ESP Consulting est une plate-forme scientifique unique positionnée autour de la collecte de données sur l'homme, avec des applications dans les domaines de l'industrie, du sport et de la santé. Installée depuis 2012 près du complexe sportif du Val de l'Arc, l'entreprise possède en effet un centre de santé, un institut de la haute performance sportive et un laboratoire d'analyse du comportement humain. Les diagnostics et mesures réalisés par ESP Consulting reposent sur trois champs d'expertise : la physiologie, la biomécanique et les sciences cognitives.

C'est au sein du département Sport que sont réalisés des tests adaptés aux besoins des athlètes de haut niveau locaux et internationaux, donnant lieu à l'élaboration d'entraînements spécifiques. Le département Santé s'attelle quant à lui à réaliser des diagnostics fonctionnels dynamiques qui permettent de détecter des dysfonctionnements musculaires et posturaux pouvant entraîner des blessures. La clientèle « Santé » se compose d'ailleurs de personnes ordinaires, d'athlètes ou de grandes entreprises engagées dans une démarche de prévention vis-à-vis de leurs employés. Enfin, le département Recherche vise à évaluer les effets des technologies et/ou produits sur l'Homme. ESP accompagne ainsi des industriels majeurs, que ce soit dans le domaine du secteur automobile ou des équipements sportifs. Plusieurs dispositifs et produits innovants ont été conçus avec les partenaires économiques et des enseignes de sport.

L'équipe pluridisciplinaire comprend aujourd'hui 27 personnes (contre 7 en 2013) : 15 salariés, 10 professionnels de santé et deux freelances. L'actionnariat a évolué également avec l'entrée de Butler Industries (investisseur industriel) à hauteur de 44 % et de Faurecia pour 10 %. La société réalise un chiffre d'affaires de 1,6 M€ (prévisionnel 2019).

Afin de poursuivre sa croissance, la société ESP Consulting doit agrandir son laboratoire moyennant l'installation d'un simulateur (pour l'évaluation de l'impact de la conduite sur le schéma physiologique humain), d'une chambre environnementale (permettant de modifier la température, le taux d'humidité et le niveau d'oxygène) et d'un terrain de tennis connecté. Il est également prévu de créer une salle de conférence.

Cet agrandissement permettra de générer de nouveaux revenus, à travers de nouvelles offres d'évaluation, d'accompagnement et de partenariat. L'extension du bâtiment actuel étoffera également l'offre de services Santé. Enfin, dans une stratégie de co-branding de produits, ESP a prévu de co-développer des produits sur lesquels l'entreprise touchera des royalties, un type de partenariat qui existe déjà avec Noerden (montres et objets de santé connectés) et Faurecia (sièges de voiture).

Le plan de croissance prévoit, d'ici 2022, 25 embauches supplémentaires et une augmentation substantielle du chiffre d'affaires.

Dans cette perspective de développement, ESP Consulting a signé un compromis de vente sur deux terrains voisins du site actuel, pour y construire un nouveau bâtiment de 2.277 m² passant ainsi à une surface totale de près de 3.000 m². Plus de la moitié de la surface sera dédiée aux activités de R&D. L'acte de vente sera signé en septembre, les travaux devraient démarrer fin 2019 ou début 2020. Par ailleurs, il sera nécessaire de réaménager une partie du bâtiment actuel pour réorganiser l'activité et faciliter les flux entre les deux bâtiments.

Le projet s'inscrit dans une démarche environnementale très volontariste. La démarche Développement Durable a été intégrée dès le départ dans la conception du projet et la gestion du chantier. Une attention particulière sera ainsi portée aux conformités environnementales du bâtiment (isolation, niveaux d'éclairage, mesures acoustiques, débits de ventilation...). Outre l'installation de panneaux photovoltaïques, le projet prévoit des miroirs de captage de lumière naturelle. Afin de faciliter la gestion des coûts énergétiques, des régulateurs automatiques vont être mis en place. Il est également prévu d'installer des bornes de recharge pour véhicules électriques. Enfin, le site est desservi par les transports en commun et se trouve à proximité immédiate du parking relais Krypton.

L'opération est chiffrée à un montant total de 5.000.000 euros HT. L'assiette éligible comprend, d'une part, le prix d'acquisition du terrain soit 380.000 euros HT et, d'autre part, le coût de la construction et des aménagements hors frais divers et honoraires soit 3.835.000 euros.

Cet investissement immobilier est financé principalement par des prêts contractés auprès du CIC et de la BNP.

Sur cette base, il est proposé d'accorder à la société ESP Consulting une subvention de 160.000 euros soit 4,17 % de l'assiette éligible.

- L'opération proposée par la société DBH EBENISTERIE

Créé en 1994, la société DBH Ebénisterie fabrique des meubles sur mesure, destinés principalement aux bureaux et aux magasins. Positionnée initialement sur l'activité de restauration de meubles anciens, l'entreprise a su se réinventer pour se faire une place dans le marché compétitif de l'ameublement particulier et professionnel : spécialisation en agencement de magasins puis en aménagement de cafétérias, restaurants d'entreprises et de locaux scolaires. Elle commercialise auprès d'un réseau de clients professionnels (menuisiers, architectes), avec lequel elle travaille depuis une vingtaine d'années. A

la fin des années 2000, et face à la concurrence étrangère et le poids croissant du e-commerce, DBH Ebénisterie a pris le pari du virage numérique. L'entreprise a en effet investi dans un centre d'usinage à commande numérique, et trois employés se sont formés à un logiciel de conception DAO 3D pour proposer des meubles conçus par ordinateur. Au fil des ans, elle n'a cessé d'investir dans de nombreux outils numériques.

Aujourd'hui, la société DBH poursuit son projet de digitalisation, souhaitant reconquérir le marché du meuble pour particuliers grâce à une offre numérique, qui n'existe pas sur le marché aujourd'hui. DBH prévoit de digitaliser toute la chaîne de valeur et favoriser l'accès des particuliers au marché du meuble sur mesure, réalisé par un menuisier à des prix raisonnables. Ce projet de développement est toutefois difficile à mettre en œuvre dans les locaux qu'elle occupe aujourd'hui à Marseille. DBH a ainsi décidé d'acquérir des locaux plus spacieux et mieux adaptés à Fuveau.

La société prévoit ainsi de créer une usine connectée et un configurateur web de meubles, utilisé par le menuisier, le plus souvent chez le client, et permettant de commander les meubles auprès de l'usine. Le devis est ainsi généré en temps réel et les matériaux sont commandés en direct. Au total, l'offre DBH permettra d'améliorer la relation client, de gagner du temps et de réduire les coûts.

Avant de s'engager dans cette démarche d'usine connectée, DBH a effectué une étude de l'ensemble des concurrents du meuble sur mesure. La société, notamment grâce à ses 23 ans d'expérience, a un positionnement favorable.

A ce jour, DBH emploie dix salariés et réalise un chiffre d'affaires de 1,1 millions d'euros. Dans le cadre de son projet de développement, la société prévoit un doublement de ses effectifs et du chiffre d'affaires d'ici deux ou trois ans. Elle devrait notamment élargir considérablement le réseau des menuisiers partenaires, en passant de 23 à une soixantaine de menuisiers. L'animation et la formation du réseau est assurée par DBH.

Il convient de noter que le projet de développement porté par DBH Ebénisterie a été soutenu par la Région Sud, à hauteur de 300.000 euros.

Après avoir étudié plusieurs offres immobilières, la société DBH Ebénisterie a finalement décidé d'acquérir des locaux d'activité basés dans la ZAC Saint-Charles à Fuveau. Il s'agit d'un ensemble immobilier de 2.825 m² situé sur un terrain de 5.000 m². Il comprend des ateliers, des locaux de stockage et des bureaux déjà aménagés et meublés. Le prix de vente est de 1.650.000 euros HT. L'opération immobilière repose sur la S.C.I. MONT AURELIEN.

La signature de l'acte est prévue pour le 10 juillet 2019. Des travaux d'aménagement auront lieu entre juillet et septembre. Après réception des nouvelles machines en octobre et novembre, le déménagement de l'entreprise est programmé pour décembre 2019. Sur cette base, il est prévu de soutenir ce projet immobilier à hauteur de 100.000 euros soit 6,06 % de l'assiette éligible de 1.650.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 150.000 euros au bénéfice de la société CSTI INDUSTRIE basée à Peyrolles-en-Provence (subvention versée à la SCI du Lac de Durance) ;
- une subvention d'aide à l'immobilier de 160.000 euros à la société ESP CONSULTING basée à Aix-en-Provence ;
- une subvention d'aide à l'immobilier de 100.000 euros au bénéfice de la société DBH ÉBÉNISTERIE basée à Marseille et s'installant à Fuveau (subvention versée au crédit-bailleur).

Article 2 :

Sont approuvées les conventions correspondantes, ci-annexées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'état Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 45811623378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-6870/19/BM

■ Attribution d'une aide financière à la société Lily et Lola Studios pour la production d'un long métrage de fiction - Approbation d'une convention MET 19/12294/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de plus de 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage (la ville de Marseille avec 500 tournages est la deuxième ville de France la plus filmée).

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Location Trade Show à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy, le Marseille Web Fest ou le FID à Marseille, le Festival Série Mania à Lille, le Festival de la fiction TV, ainsi que le Festival Sunny Side of the Doc organisés tous les deux à la Rochelle.

Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1 500 références.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et qui complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain et plus particulièrement sur le Pôle Média et la Friche de la Belle de Mai à Marseille : un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias) et une académie de cascade (Provence Action).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille entre 70 et 100 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, mais également de nombreuses séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Caïn, Léo Mattei brigade des mineurs ou Plus belle la vie. Aussi, le territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel afin de promouvoir

et structurer la filière et construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (art. 8.5°) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention

avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur la délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 et la délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 approuvant respectivement la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Dans ce cadre, la société LILY AND LOLA STUDIOS a sollicité, par un courrier du 26 juillet 2019 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long-métrage de fiction Vagabondes, dont une partie du tournage sera réalisée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui, par délibération n° 19- de la commission permanente du Conseil Régional du 16 octobre 2019, a attribué à la société une aide d'un montant de 70 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société LILY AND LOLA STUDIOS une aide financière d'un montant de 15 000 euros pour la production du long-métrage de fiction Vagabondes.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film étant achevé.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société LILY AND LOLA STUDIOS relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société LILY AND LOLA STUDIOS sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération ndu 16 octobre 2019 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 70 000 euros à la société de LILY AND LOLA STUDIOS pour la production du long-métrage de fiction Vagabondes ;
- La délibération n°ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement – fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;

- La demande d'aide financière adressée par LILY AND LOLA STUDIOS à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 26 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que par délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que LILY AND LOLA STUDIOS a sollicité une aide financière de la Région et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long-métrage de fiction Vagabondes ;
- Que pour ce projet, LILY AND LOLA STUDIOS a obtenu une aide de la Région d'un montant de 70 000 euros approuvée par la délibération du 16 octobre 2019 de la Commission permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société LILY AND LOLA STUDIOS relative à l'octroi d'une aide financière ;

- Qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du long-métrage de fiction Vagabondes ayant démarré et étant terminé ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide financière de 15 000 euros à LILY AND LOLA STUDIOS pour la production du long-métrage de fiction Vagabondes, après commencement de l'exécution de l'opération subventionnée, par dérogation à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et LILY AND LOLA STUDIOS .

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2019, en section investissement, opération 2018 610500 - Programme 15 - Autres services d'intérêt métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-6871/19/BM

**■ Attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par l'entreprise Mehari Club Cassis - Approbation d'une convention
MET 19/12665/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à

l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.

Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

L'entreprise MEHARI CLUB CASSIS (MCC) s'appuie sur une expertise de presque 40 ans. Les premières rénovations de Méhari remontent au début des années 1980. C'est à partir de 1998 avec le contrat d'exclusivité signé avec Citroën que MCC s'est progressivement substituée au constructeur pour devenir la seule entreprise à fabriquer et commercialiser les pièces de rechange pour les voitures Méhari en rachetant auprès du constructeur historique l'outillage d'origine. Ce fut la même démarche pour les 2CV.

L'entreprise familiale a été reprise en 2013 par deux cadres passionnés d'automobile Ms Vagner et Wimez qui poursuivent son expansion. La commercialisation de l'activité historique a ainsi été digitalisée (plus de 50% du CA se réalisant via l'e-commerce). Différents chantiers de diversification ont également été entrepris depuis 6 ans. Ainsi en 2015, grâce à l'opportunité de reprise de l'activité de la société MBI MOTOROP spécialisée dans la fabrication des moteurs pour échange standard de 2CV, MCC est devenu un constructeur automobile. Egalement, le projet de conception d'une Méhari électrique baptisée EDEN a été lancé. Depuis, une quarantaine d'EDEN ont été vendues qui préfigure la phase d'industrialisation avec un objectif de production annuel fixé à 50 unités. Enfin les équipes de MCC ont mis au point un kit de conversion dans le but de viser le marché de reconversion en électrique les voitures de collection Méhari et 2CV

Plus globalement, les différentes activités de MCC emploient 63 collaborateurs sur le territoire Est métropolitain et génèrent un chiffre d'affaires avoisinant les 15 millions d'euros. La stratégie de développement de l'entreprise mise en œuvre suite à la reprise vise un effectif de 100 collaborateurs en 10

ans (15 recrutements déjà réalisés et une création envisagée d'emploi de 40 personnes). Les perspectives de croissance de MCC lui ont permis d'être lauréate de la 3e promotion d'entreprises à être accompagnées par l'Accélérateur de Rising Sud. De plus, son engagement RSE est remarquable ; souligné par la labellisation Emplitude en 11/2018 (notamment par la mise à disposition d'un local dédié à 2 ESAT (Arc-en-Ciel de Carnoux et La Gauthière d'Aubagne) pour des activités de préparation de pièces et de mise en conditionnement. L'entreprise a initié des démarches pour candidater au label EPV Entreprise du Patrimoine Vivant pour mettre en avant les savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence des salariés de MCC.

Pour accompagner son expansion, l'entreprise MCC a fait l'acquisition en novembre 2018 d'un foncier de 30000m² appartenant à la commune de Cassis en vue de construire un bâtiment complémentaire de 5660m² à proximité de leur siège actuel au sein du Technoparc de Brégadan sur Cassis. Les activités de l'entreprise sont aujourd'hui réparties sur 4 sites (Cassis, Carnoux, sous-traitance auprès d'un prestataire logistique, stockage sous tente). La réalisation de ce nouveau bâtiment va ainsi permettre de regrouper l'ensemble des activités, d'optimiser et créer l'espace supplémentaire nécessaire au développement du pôle « véhicules électriques » ainsi que d'améliorer les conditions de travail des salariés (la CARSAT accompagne l'entreprise sur ce sujet).

Plusieurs dispositions sont prévues en faveur du développement durable et des économies d'énergie :

- Les zones « bureaux/ show-room / atelier sellerie » sont conformes à la réglementation RT2012.
- Les zones "ateliers ferronnerie / halle de stockage" bénéficient d'une isolation renforcée (façades et toiture) et d'un système de hors gel à détente directe (PAC) nécessitant une puissance électrique restreinte.
- L'ensemble du bâtiment répond aux exigences liées au classement ICPE.
- La structure et la couverture ont été conçues avec l'objectif d'installer ultérieurement une centrale photovoltaïque de plus de 3000m² conformément aux souhaits des acquéreurs.
- Les matériaux extraits du site lors des terrassements ont été réutilisés pour réaliser les structures de voirie et les enrochements.
- Enfin une dépollution du sol a été réalisée.

L'investissement total de l'opération immobilière portée par la SCI BREGADAN s'élève à 5,4 millions d'euros répartis en un coût de 821.665 euros pour le foncier et 4 642 688 euros pour la construction.

La livraison du bâtiment est prévue pour le dernier trimestre 2019.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par un crédit-bail immobilier dont BPI est le chef de file.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS pour ce projet immobilier par courrier dès septembre 2017 lors de l'élaboration de celui-ci. Cette sollicitation a été confirmée par courrier en juillet 2019 attestant sa concrétisation.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS à hauteur de 90.000 euros soit 2.07% de l'assiette éligible du coût de la construction de 4 338 888 euros. La subvention sera versée au crédit-bailleur au titre de l'acquisition d'un bâtiment industriel dédié à l'activité de la société MCC. La subvention sera répercutée sur le montant des annuités du crédit-bail accordé à la SCI BREGADAN qui répercutera la charge sur la société exploitante MCC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises ;
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent ;
- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités ;
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application ;
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise ;
- Que l'entreprise Méhari Club de Cassis a sollicité une aide ;
- Que la Métropole entend y répondre favorablement ;
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière, la SCI

BREGADAN et que le financement est assuré principalement par un crédit-bail immobilier, la subvention sera versée au crédit-bailleur et répercutée sur le montant des annuités de crédit-bail, conformément au règlement d'attribution.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 90.000 euros à la SCI BREGADAN - soit 2.07 % de l'assiette éligible - au bénéfice de la société Méhari Club de Cassis, au titre de la construction d'un bâtiment industriel.

Article 2 :

Est approuvée la convention quadripartite correspondante ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement, opération budgétaire 2008114800, nature 20421, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-6872/19/BM

■ **Attribution d'une subvention à la fédération de commerçants "Commerce en 13" pour le projet de digitalisation des commerces en centre-ville "ShopInSud" - Approbation d'une convention**
MET 19/12674/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat d'une part et, soutenir l'activité économique de proximité en facilitant la vie des entreprises d'autre part, sont des orientations stratégiques phares de l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, voté le 30 mars 2017 en Conseil Métropolitain.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent en effet à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Cependant, certains territoires

métropolitains voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme en raison, notamment, de l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...).

Depuis de nombreuses années, la concurrence en provenance des acteurs du e-commerce séduit de plus en plus de consommateurs par la simplicité du catalogue, la pression accrue sur les prix, les facilités de livraison et la recommandation des produits. La concurrence engendrée par les géants du e-commerce fragilise l'équilibre économique des commerces de proximité métropolitains et détourne de nombreux consommateurs vers des solutions consultables en ligne à partir d'un terminal mobile. De plus, les commerçants de proximité sont trop souvent isolés, et manquent d'une stratégie commune qui pourrait être démultipliée par de nouveaux outils de communication.

Dans un contexte de baisse d'attractivité des centres-villes métropolitains, il apparaît nécessaire de créer un outil au bénéfice des consommateurs et des commerces, une place de marché commune métropolitaine (marketplace) intégrant des offres et services équivalents aux plateformes leaders du e-commerce.

Pour répondre à cette problématique, la fédération de commerçants « Commerce en 13 » a imaginé une solution sous forme d'application, regroupant diverses fonctionnalités : le projet ShopInSud. Il s'agit d'une offre globale transversale, ayant vocation à répondre à diverses problématiques liées aux centres-villes, rencontrées par les habitants, utilisateurs, consommateurs et commerçants : logistique urbaine, mobilité, stationnement, gestion des déchets, digitalisation des commerces de proximité.

L'objectif est donc de proposer plusieurs applications développées par des start-ups, regroupées sous une seule et unique offre, afin de répondre aux besoins liés à la consommation des habitants, ainsi que leur qualité de vie en mutualisant cette offre de service.

Dans ce contexte et à titre expérimental, il est proposé au Bureau de la Métropole de soutenir la fédération de commerçants « Commerce en 13 » pour le lancement et la mise en œuvre du projet ShopInSud sur le territoire métropolitain en commençant par le centre-ville de Marseille à hauteur de 20 000 euros, correspondant 28 % du budget prévisionnel du lancement du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur d'attractivité des centres villes ;
- La contribution de cette initiative à la vitalité et au dynamisme commercial de l'hyper centre de Marseille ;
- L'intérêt d'un travail en synergie entre la Métropole et l'écosystème existant afin d'œuvrer ensemble au soutien et au développement de l'économie de proximité.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 20 000 euros au titre de l'année 2019 à la fédération de commerçants Commerce en 13 pour son projet de digitalisation des commerces en centre-ville « Shopin Sud ».

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole – Sous Politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-6873/19/BM

■ Acquisition à titre gracieux de parcelles du Département sur la commune d'Aix-en-Provence dans la zone d'activités économiques de la Calade MET 19/12212/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2018, le Département des Bouches du Rhône a réalisé les travaux de déviation de la calade sur la commune d'Aix-en-Provence afin de supprimer le passage à niveau existant sur la RD7n.

Après mise en service de la déviation, le Département a déclassé l'ancienne section de la RD7n, constituée aujourd'hui de deux voies en impasse qui ont vocation à desservir les deux secteurs Nord et sud.

La zone d'activité de la Calade est transférée depuis le 1^{er} janvier 2018 à la Métropole au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ». La Métropole est désormais compétente à l'égard de ces deux voies et a vocation à en récupérer la propriété et la gestion.

Par délibération N°VOI 004-5525/19/CM du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole validait le reclassement dans le domaine public métropolitain de l'Ex RD7n.

Dans le cadre de la suppression du passage à niveau de la Calade, le Département a réalisé une traversée piétonne de la voie ferrée afin de permettre la continuité des échanges aux modes doux entre la partie sud et la partie nord de la ZA de la Calade. Pour la réalisation de ces travaux, le département avait dû procéder à des acquisitions foncières.

Aujourd'hui le Département souhaite céder à la Métropole, à titre gracieux le cheminement piéton dans le cadre de la compétence métropolitaine sur les voiries des zones d'activités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°VOI 004-5525/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 validation de reclassement de l'Ex RD7n dans le domaine public métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre gracieux par la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles n°MP0293 et MP0295, terrain d'assiette d'un cheminement piéton au niveau de l'ancien passage à niveau de la Calade propriété du Département des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-6874/19/BM

■ Cession à titre onéreux d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à l'entreprise SARL Mapesol - Prorogation des délais de réitération par acte authentique

MET 19/12636/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SARL Mapesol a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot n°2 d'une surface de 2 544 m², constitué par la parcelle cadastrale CW 1316 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon de Provence.

Actuellement installée en location sur la Zone de la Gandonne à Salon de Provence, la SARL Mapesol est une société qui développe, fabrique et vend du matériel pour les études de sol. Elle développe des logiciels et systèmes d'acquisition, commercialise des pénétromètres provenant d'Allemagne. Cette dernière activité inclue également la vente de pièces détachées et de consommables.

Dans le cadre de l'évolution de son activité, l'entreprise souhaite acquérir ce terrain afin d'y construire un bâtiment industriel de 500 m² comprenant environ 400 m² d'atelier et 100 m² de bureaux.

Par délibération n° ECO 004-5547/19/BM du 28 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente du lot n°2 d'une surface de 2 544 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1316 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la SARL Mapesol au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m², soit un montant total de 228 960 euros hors taxes.

Or le dépôt de permis et la signature de l'acte de vente ont été retardés et n'ont pas pu être réalisés dans les délais impartis.

L'entreprise étant toujours favorable à l'acquisition du terrain précité, il convient de proroger la date de réalisation de la vente : ainsi le compromis devra être signé au plus tard le 31 décembre 2019, le permis déposé au plus tard le 31 mars 2020 et l'acte authentique signé au plus tard le 31 décembre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° ECO 004-5547/19/BM du 28 mars 2019 portant vente d'un terrain sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la SARL Mapesol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la prorogation au 31 mars 2020 du dépôt de permis et au 31 décembre 2020 de la réitération par acte authentique de la vente du lot n°2 d'une surface de 2 544 m² à détacher de la parcelle cadastrale section CW n° 1316 sur l'extension du parc d'activité de la Gandonne à Salon-de-Provence, à la SARL Mapesol au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m². Le compromis de vente devra être signé au plus tard le 31 décembre 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-6875/19/BM

**■ Lancement d'un appel à projet relatif à la cession du terrain "dit P2" situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues afin de favoriser la réalisation de projets économiques
MET 19/11922/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence s'est engagé en 2002 dans une démarche visant à identifier des espaces permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de l'Agenda de Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour poursuivre ces objectifs, la Métropole Aix-Marseille Provence a acté l'acquisition du terrain « dit P2 » situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, site de la Mède et propriété de Total et dont l'acquisition est en cours.

La Métropole Aix-Marseille Provence se propose de céder ce lot, dès lors qu'elle s'en sera rendue effectivement propriétaire, dans le cadre d'un appel à projet aux fins de soumettre ce site à la réflexion d'investisseurs / promoteurs en vue de la réalisation d'un projet immobilier à vocation économique.

Un accord de principe concernant le prix est intervenu entre Total et la Métropole Aix-Marseille Provence, il vous est proposé de publier cet appel à projet dès lors qu'un accord contractuel sous la forme d'une Promesse Unilatérale de Vente sera concrétisé entre les deux parties.

L'opérateur sera chargé de réaliser un projet immobilier destiné à l'accueil d'entreprises artisanales et petites industries, qui pourra être composé de plusieurs bâtiments en copropriété, à vocation mixte, associée à du bureau d'accompagnement.

Le projet devra d'une part, répondre aux orientations et objectifs définis par l'appel à projet qui sera lancé par la Métropole Aix-Marseille, et d'autre part, répondre aux exigences réglementaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), du PPRT et de tout document réglementaire.

Les services administratifs instructeurs composés de représentants de la DGADEEA et de la DGADUST seront chargés de présélectionner des projets déposés au vu des critères pondérés suivants, qui porteront sur les capacités financières professionnelles et techniques des candidats.

- Le développement économique induit par le programme immobilier présenté (40 %) ;
- La qualité architecturale, paysagère et environnementale du programme immobilier (30%) ;
- La capacité à réaliser l'opération (30%).

Un comité d'examen sera mis en place afin de sélectionner l'opérateur lauréat selon les critères définis ci-avant, appréciés globalement. Il sera composé comme suit :

- 2 élus représentant du Conseil de Territoire Marseille Provence
- 1 élu représentant de la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Il est ainsi proposé d'acter le principe du lancement de l'appel à projet pour la cession de ce terrain dont la publicité sera assurée dans des journaux spécialisés et généralisés.

La cession de cette unité foncière au Lauréat du projet immobilier sélectionné sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole ECO 011-3236/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'acquisition du terrain dit P2 sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole (2018- 2032) ;
- La délibération FAG021-5718/19/CM du 28 mars 2019, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de favoriser le développement de projets économiques conformément à la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et au titre de l'Agenda de Développement Economique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de l'appel à projet relatif à la cession du terrain "dit P2" situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues afin de favoriser la réalisation de projets économiques.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place d'un comité d'examen, en charge d'apprécier les projets déposés, et de désigner l'opérateur Lauréat et composé comme suit :

- 2 élus représentants du Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 1 élu représentant de la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-6876/19/BM

**■ Approbation d'un accord-cadre de partenariat avec Aix Marseille Université pour la Cité de l'Innovation et des Savoirs
MET 19/12165/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Co-initiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix Marseille Université (AMU), la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix Marseille (CISAM) a été créée courant 2018 dans l'immeuble emblématique du « Castel », situé au 61 boulevard des Dames à Marseille. Inaugurée le mercredi 13 mars 2019, la CISAM s'impose comme un lieu totem de l'écosystème d'innovation du territoire métropolitain.

La singularité de la CISAM repose en premier lieu sur un partenariat fort établi entre acteurs publics et privés, partageant la même volonté de développer culture scientifique et innovation au service de l'essor économique du territoire. La CISAM accueille ainsi un continuum d'acteurs mobilisés pour accompagner les jeunes entreprises innovantes dans leur parcours d'innovation et de croissance. Aux côtés d'AMU et de la Métropole, les groupes CMA CGM et L'Occitane ont choisi la Cité de l'Innovation pour implanter leurs filiales dédiées à l'incubation et l'accélération de startups innovantes.

Le partenariat entre ces quatre acteurs, membres fondateurs de la CISAM, se décline en deux volets :

- un volet immobilier, traduit à travers un bail locatif établi entre AMU et chacun des trois autres parties ;

- un volet ayant trait au fonctionnement de la Cité, traduit à travers un accord cadre de partenariat qui fait l'objet du présent rapport.

Concernant le premier volet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu, le 15 juin 2018, pour une surface utile brute de 392 m², un bail commercial de sous-location avec Aix-Marseille Université, elle-même détentrice d'un bail conclu le 8 décembre 2017 avec la SCI OSLO.

Dans le prolongement de la signature de ce bail commercial et en lien direct avec celui-ci, les partenaires fondateurs de la CISAM ont convenu de conclure un accord-cadre de partenariat venant fixer à titre principal les modalités d'utilisation des locaux pris à bail, ainsi que leurs modalités de coopération au sein du bâtiment.

L'accord-cadre entre AMU et la Métropole, objet de la présente délibération, définit les objectifs et les modalités de collaboration des partenaires dans la mise en œuvre du projet de la CISAM ainsi que leurs droits et obligations en découlant. Il définit notamment la comitologie mise en place pour assurer un fonctionnement fluide et garantir une animation dédiée à l'innovation au bénéfice des startups accueillies.

L'accord-cadre précise également les clefs de répartition entre les partenaires fondateurs, des charges ayant trait au bon fonctionnement de la Cité et notamment celles relatives à l'accueil physique et téléphonique, aux opérations de communication communes autour de la CISAM, ainsi qu'au contrôle d'accès et de sécurité du bâtiment, les quatre partenaires fondateurs du projet ont souhaité répartir celles-ci entre eux à parts égales.

Au titre de l'année 2019, la contribution relative à l'accueil, la gestion, l'entretien, l'exploitation et l'animation des locaux à la charge de la Métropole est estimée à 10 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° ECO 001-1175/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération N°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision n° 18/282/D en date du 30 mai 2018 portant signature du bail commercial de sous-location avec Aix Marseille Université pour la location de bureaux au sein de l'immeuble Castel - 13002 Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère stratégique du projet de Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille en tant que lieu totem de l'écosystème de l'innovation dans la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'accord cadre de partenariat ci-annexé

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Métropole 2019 sous-politique B370 - chapitre 011 - nature 6228 - fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 012-6877/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique chez l'habitant (FTTH) avec l'opérateur SFR
MET 19/12696/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération ECO 021-2455/17/BM du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique chez l'habitant (FTTH) avec l'opérateur SFR et l'ensemble des partenaires que sont l'Etat (représenté par le Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales), la Région Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les intercommunalités intéressées par les déploiements de SFR dont la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagne

Pour rappel, le Plan National Très Haut Débit (PNTHD) mis en place par l'état vise à une couverture maximale du territoire en fibre optique.

Pour ce faire, l'état encourage les opérateurs de télécommunication privés à investir et "fibrer" le territoire partout où cela est rentable économiquement, il les encourage à s'entendre là où le potentiel économique ne permet pas la création d'infrastructures multiples et enfin, il participe à du co-financement sur les territoires où la rentabilité économique n'est pas avérée.

L'Etat a désigné l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) comme « arbitre » de l'équilibre public-privé dans le cadre du déploiement du très haut débit. Une vigilance toute particulière est portée d'une part, à la réalité des intentions des opérateurs, d'autre part au respect de leurs engagements. L'ARCEP a défini 3 zones de densité dans le cadre du déploiement du PNTHD.

Zones très denses : Ce sont les zones où il y a une concurrence possible entre opérateurs par les réseaux. C'est à dire que plusieurs opérateurs peuvent construire leur réseau de bout en bout jusqu'à l'abonné avec une rentabilité avérée.

Zones moyennement denses : aussi appelées zone d'appel à manifestation d'intention d'investissements privés (AMII). Ce sont les zones où il y a une rentabilité pour un seul opérateur. Dans ce contexte, l'ARCEP organise les conditions de mutualisation sur les réseaux (un seul réseau tiré pour plusieurs opérateurs), la concurrence s'exerçant sur les services.

Zones de faible densité : Ce sont les zones où il n'y a pas de rentabilité économique avérée ; la couverture en fibre optique ne peut se faire sans une intervention publique.

Dans les Bouches-du-Rhône, la zone très dense comprend la Ville de Marseille où au moins quatre opérateurs interviennent.

Pour toutes les autres communes de la Métropole, toutes classées en zone AMII, SFR et ORANGE, se sont positionnés et ont manifesté des engagements de déploiements, soit dans le cadre d'un principe d'exclusivité (zones conventionnées) défini à l'échelle d'une commune, soit en tant que chef de file d'un territoire avec co-financements d'autres opérateurs. L'objectif de fin de déploiement de ces zones a été fixé à 2022.

La Métropole s'est donnée pour objectif de suivre les déploiements de l'initiative privée, dans l'esprit d'un aménagement numérique équilibré du territoire, conformément aux préconisations de la Mission Très Haut Débit qui définit au plan national la stratégie à tenir. L'intérêt est de suivre leurs déploiements, d'essayer de les prioriser, et d'apporter ainsi des réponses concrètes aux remontées de terrains en vue de la satisfaction des concitoyens.

Ce suivi se fait au moyen de l'élaboration de conventions multipartites qui formalisent les engagements des opérateurs, définissent la méthodologie qui sera mise en œuvre par les opérateurs et les modalités de suivi et de coopération des différentes parties dont les collectivités partenaires.

Les engagements des opérateurs sur les zones AMII, inscrits dans des conventions départementales, sont dépourvus de caractère contraignant.

C'est pourquoi, le ministre de la Cohésion des territoires a annoncé lors d'une conférence de presse le 27 juin 2018 que ces engagements seraient dorénavant opposables, avec possible sanction de l'ARCEP, en vertu de l'article L33-13 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE).

Les engagements des opérateurs ORANGE et SFR sont dorénavant les suivants :

92 % des locaux de la zone AMII seront éligibles à une offre fibre optique fin 2020, 8 % seront "raccordables à la demande", c'est-à-dire pourront bénéficier d'un raccordement dans un délai de 6 mois (cas des locaux isolés par exemple) jusqu'en 2022 maximum.

Par ailleurs, le présent avenant vient aussi clarifier le positionnement des opérateurs vis-à-vis de certaines communes du territoire pour lesquelles le chef de file n'était pas clairement défini. Les communes concernées pour la métropole sont celles d'Istres, Fos-sur-Mer, Martigues, Port-de-Bouc et Gréasque.

Afin d'appliquer ces nouvelles dispositions, il est nécessaire de passer un avenant à la convention initiale.

Par cet avenant, l'opérateur s'engage à communiquer à l'ensemble des signataires :

le calendrier détaillé, année par année et commune par commune, du démarrage des déploiements ainsi que la date de fin des déploiements (Annexe 2 de la convention) ;

par année, le volume indicatif des locaux programmés, des locaux raccordables sur demande ainsi que le volume indicatif des locaux raccordables (Annexe 3 de la convention) ;
la mise à jour du référentiel d'informations communiqué dans le cadre du suivi des déploiements (Annexe 8 de la convention).

Cet avenant sera approuvé concomitamment par l'ensemble des partenaires cosignataire de la convention initiale, et le suivi de celle-ci continuera d'être assuré par les services de la Métropole.

Il est proposé au bureau de la Métropole d'approuver l'avenant à la convention avec SFR qui définit les nouveaux engagements et modalités de coopération entre parties pour le déploiement du FTTH sur le territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 sur les communications électroniques ;
- Le Programme National Très Haut Débit lancé en juin 2010 et dont les modalités ont été précisées les 27 avril et 27 juillet 2011 ;
- Le cadre général réglementaire applicable aux déploiements FTTH défini par l'Autorité de Régulation des Communications Electronique et des Postes (ARCEP) ;
- La délibération ECO 021-2455/17/BM du 19/10/2017, portant sur l'approbation de la convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique chez l'habitant (FTTH) avec l'opérateur SFR ;
- L'arrêté du 26 juillet 2018 portant acceptation de la proposition d'engagements de la société SFR au titre de l'article L. 33-13 du Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'enjeu du déploiement de la fibre optique comme facteur d'attractivité des territoires ;
- L'accord de déploiement de la fibre optique entre ORANGE et SFR signé le 15 novembre 2011 ;
- Le rôle de SFR comme co-leader du déploiement sur les territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. ;
- La nécessité d'organiser les conditions du déploiement du FTTH sur les territoires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat (représenté par le Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales), la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et SFR relative à « la définition des objectifs et modalités de coopération entre les Parties concernant les déploiements FTTH dans les zones d'initiative privée et publique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-6878/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique chez l'habitant (FTTH) avec l'opérateur Orange
MET 19/12700/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération ECO 020-2454/17/BM du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique chez l'habitant (FTTH) avec l'opérateur ORANGE et l'ensemble des partenaires que sont l'Etat (représenté par le Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales), la Région Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les intercommunalités intéressées par les déploiements d'ORANGE dont la Métropole d'Aix-Marseille-

Provence et la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette.

Pour rappel, le Plan National Très Haut Débit (PNTHD) mis en place par l'état vise à une couverture maximale du territoire en fibre optique.

Pour ce faire, l'état encourage les opérateurs de télécommunication privés à investir et "fibrer" le territoire partout où cela est rentable économiquement, il les encourage à s'entendre là où le potentiel économique ne permet pas la création d'infrastructures multiples et enfin, il participe à du cofinancement sur les territoires où la rentabilité économique n'est pas avérée.

L'état a désigné l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) comme « arbitre » de l'équilibre public-privé dans le cadre du déploiement du très haut débit. Une vigilance toute particulière est portée d'une part, à la réalité des intentions des opérateurs, d'autre part au respect de leurs engagements.

L'ARCEP a défini 3 zones de densité dans le cadre du déploiement du PNTHD.

Zones très denses : Ce sont les zones où il y a une concurrence possible entre opérateurs par les réseaux. C'est à dire que plusieurs opérateurs peuvent construire leur réseau de bout en bout jusqu'à l'abonné avec une rentabilité avérée.

Zones moyennement denses : aussi appelées zone d'appel à manifestation d'intention d'investissements privés (AMII). Ce sont les zones où il y a une rentabilité pour un seul opérateur. Dans ce contexte, l'ARCEP organise les conditions de mutualisation sur les réseaux (un seul réseau tiré pour plusieurs opérateurs), la concurrence s'exerçant sur les services.

Zones de faible densité : Ce sont les zones où il n'y a pas de rentabilité économique avérée ; la couverture en fibre optique ne peut se faire sans une intervention publique.

Dans les Bouches-du-Rhône, la zone très dense comprend la ville de Marseille où au moins quatre opérateurs interviennent.

Pour toutes les autres communes de la Métropole, toutes classées en zone AMII, ORANGE et SFR, se sont positionnés et ont manifesté des engagements de déploiements, soit dans le cadre d'un principe d'exclusivité (zones conventionnées) défini à l'échelle d'une commune, soit en tant que chef de file d'un territoire avec co-financements d'autres opérateurs. L'objectif de fin de déploiement de ces zones a été fixé à 2022.

La Métropole s'est donnée pour objectif de suivre les déploiements de l'initiative privée, dans l'esprit d'un aménagement numérique équilibré du territoire,

conformément aux préconisations de la Mission Très Haut Débit qui définit au plan national la stratégie à tenir. L'intérêt est de suivre leurs déploiements, d'essayer de les prioriser, et d'apporter ainsi des réponses concrètes aux remontées de terrains en vue de la satisfaction des concitoyens.

Ce suivi se fait au moyen de l'élaboration de conventions multipartites qui formalisent les engagements des opérateurs, définissent la méthodologie qui sera mise en œuvre par les opérateurs et les modalités de suivi et de coopération des différentes parties dont les collectivités partenaires.

Les engagements des opérateurs sur les zones AMII, inscrits dans des conventions départementales, sont dépourvus de caractère contraignant.

C'est pourquoi, le ministre de la Cohésion des territoires a annoncé lors d'une conférence de presse le 27 juin 2018 que ces engagements seraient dorénavant opposables, avec possible sanction de l'ARCEP, en vertu de l'article L33-13 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE).

Les engagements des opérateurs Orange et SFR sont dorénavant les suivants :

- 92 % des locaux de la zone AMII seront éligibles à une offre fibre optique fin 2020,
- 8 % seront "raccordables à la demande", c'est-à-dire pourront bénéficier d'un raccordement dans un délai de 6 mois (cas des locaux isolés par exemple) jusqu'en 2022 maximum.

Par ailleurs, le présent avenant vient aussi clarifier le positionnement des opérateurs vis-à-vis de certaines communes du territoire pour lesquelles le chef de file n'était pas clairement défini. Les communes concernées pour la métropole sont celles d'Istres, Fos-sur-Mer, Martigues, Port-de-Bouc et Gréasque.

Afin d'appliquer ces nouvelles dispositions, il est nécessaire de passer un avenant à la convention initiale.

Par cet avenant, l'opérateur s'engage à communiquer à l'ensemble des signataires :

- le calendrier détaillé, année par année et commune par commune, du démarrage des déploiements ainsi que la date de fin des déploiements (Annexe 2 de la convention) ;
- par année, le volume indicatif des locaux programmés, des locaux raccordables sur demande ainsi que le volume indicatif des locaux raccordables (Annexe 3 de la convention) ;
- la mise à jour du référentiel d'informations communiqué dans le cadre du suivi des déploiements (Annexe 8 de la convention).

Cet avenant sera approuvé concomitamment par l'ensemble des partenaires cosignataire de la

convention initiale, et le suivi de celle-ci continuera d'être assuré par les services de la Métropole.

Il est proposé au bureau de la Métropole d'approuver l'avenant à la convention avec ORANGE qui définit les nouveaux engagements et modalités de coopération entre parties pour le déploiement du FTTH sur le territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 sur les communications électroniques ;
- Le Programme National Très Haut Débit lancé en juin 2010 et dont les modalités ont été précisées les 27 avril et 27 juillet 2011 ;
- Le cadre général réglementaire applicable aux déploiements FTTH défini par l'Autorité de Régulation des Communications Electronique et des Postes (ARCEP) ;
- La délibération ECO 020-2454/17/BM du 21/09/2017, portant sur l'approbation de la convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique chez l'habitant (FTTH) avec l'opérateur ORANGE ;
- L'arrêté du 26 juillet 2018 portant acceptation de la proposition d'engagements de la société Orange au titre de l'article L. 33-13 du code des postes et des communications électroniques ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'enjeu du déploiement de la fibre optique comme facteur d'attractivité des territoires ;
- L'accord de déploiement de la fibre optique entre Orange et SFR signé le 15 novembre 2011 ;
- Le rôle d'Orange comme co-leader du déploiement sur les territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La nécessité d'organiser les conditions du déploiement du FTTH sur les territoires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat (représenté par le Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales), la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et Orange relative à « la définition des objectifs et modalités de coopération entre les Parties concernant les déploiements FTTH dans les zones d'initiative privée et publique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-6879/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Pôle SAFE - Action Plan "Dirigeables" phase 3 - Approbation d'une convention MET 19/11271/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire et notamment le Pôle SAFE, issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, lequel est dédié aux technologies et solutions de sécurité. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Dans les missions qu'il conduit, le pôle SAFE concourt au développement et à l'implantation de la filière « dirigeables ».

L'action proposée s'inscrit dans le cadre de la « Nouvelle France industrielle » au titre de la Solution «Dirigeables». En Avril 2015, le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique a reformaté le dispositif autour de 9 axes stratégiques dans le cadre de « l'Alliance pour l'Industrie du Futur ». Le plan Industriel Dirigeables est depuis partie intégrante de l'axe « Transports de demain » aux côtés du TGV du futur et du navire écologique.

L'émergence de la filière « Dirigeables » est pilotée par le pôle sud de compétitivité SAFE (initialement Pégase) depuis 2007 avec le soutien de l'Etat, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, et des collectivités territoriales qui ont financé de nombreuses actions : le workshop Dirigeables à Salon de Provence en 2007, l'édition du livre blanc Dirigeables en 2008, la convention européenne Stratoflight en Avignon en 2009, la pré-étude Strato Volet 1 & 2, faisabilité technique et études de marchés de solutions stratosphériques de 2011 à 2013, plus généralement l'animation du Domaine d'Activité Stratégique Dirigeables du pôle et plus récemment, depuis 2014 le pilotage du plan de la Nouvelle France Industrielle confié au pôle et capitalisant sur les initiatives précédentes.

La feuille de route du Plan industriel gouvernemental « Dirigeables » construite par le pôle a été acceptée par le gouvernement le 9 juillet 2014. Ce plan a été confirmé par le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique le 18 mai 2015 dans la phase 2 des plans industriels au titre de l'axe 4 : « Transports de Demain » de « L'Industrie du Futur », et aujourd'hui ce plan entre concrètement dans sa phase industrielle.

Le plan a été piloté de 2014 à aujourd'hui selon la feuille de route établie, et ce sur trois axes :

Sécurisation du plan Industriel : Sur cette période le pôle a validé les applications et usages, les marchés et les modèles économiques des solutions aérostatiques, le cadre réglementaire, et enfin la feuille de route technologique des programmes.

Ecosystème : L'étude de l'écosystème a été conduite avec un dimensionnement des premières implantations industrielles de la filière Dirigeables sur le Territoire de la Métropole d'Aix Marseille en liaison avec le Centre d'Essais en Vol de la Direction Générale de l'Armement, et des formations nécessaires à la nouvelle filière en liaison avec l'UIMM

Sélection et accompagnement des projets à forts enjeux : Cinq projets ont été sélectionnés et validés selon un processus d'analyse technico économique rigoureux et le pôle a accompagné le montage de consortia industriels solides pour réaliser les trois premiers.

Parmi ces cinq projets, le projet Stratobus piloté par Thales Alenia Space, complémentaire des satellites, est un concept de plateforme stratosphérique autonome capable de rester stationnaire à une altitude de vingt kilomètres et d'assurer des missions

permanentes d'observation et de télécommunication en fonctionnant à l'énergie solaire. Le projet Stratobus a été financé au PSPC à hauteur de 16 millions d'euros et lancé le 26 avril 2016.

L'enjeu du plan industriel est le développement d'une nouvelle filière industrielle aéronautique internationale organisée en Usine du Futur, mettant sur le marché des solutions de transport, d'observation et de télécommunication, écologiques et d'une efficacité opérationnelle et économique inégalée, pour des missions de transport propre, de sécurité des populations et de protection de l'environnement.

Le chiffre d'affaires annuel constructeur attendu est de 1 à 2 milliards d'euros à 10 ans, avec des premières machines sur le marché dès 2020/21.

Désormais le plan industriel entre dans sa troisième phase qui correspond au développement industriel proprement dit.

L'action phase 3 du plan, objet de la présente proposition comprend les tâches suivantes :

- 1.La coordination globale du programme sur les 16 mois à venir.
- 2.L'accompagnement des programmes (nouveaux partenaires, collaborations à l'international, compléments de financements sur les phases suivantes).
- 3.L'accompagnement à la définition des infrastructures industrielles et à l'implantation des projets dirigeables.
4. L'accompagnement à la structuration de l'AIRSHIP Village.
5. L'identification des PME sous-traitantes du territoire métropolitain dans l'objectif d'une maximisation de leur participation à cette filière émergente.

L'objectif étant à l'issue de cette phase 3 d'avoir :

- Les programmes de la filière en cours de développement nominal,
- Les PMI métropolitaines fournisseurs de technologies connectées aux projets industriels.

Le coût total prévisionnel de cette opération s'élève à 393204 euros.

La subvention allouée par la Métropole est de 15000 euros, soit 3,81 % du coût total prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Pôle SAFE une subvention de 15 000 euros au titre de l'exercice 2019 dans le cadre de l'action Plan « Dirigeables » phase 3.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle SAFE ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 sous politique B320 – Chapitre 65 – Nature 65748 –Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-6880/19/BM

**■ Attribution de subventions à une entreprise du Territoire de Marseille Provence et à deux entreprises du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre des projets collaboratifs "Internet des objets" du Plan Nano 2022
MET 19/12118/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au vu des besoins des industriels (forte interaction avec les filières en aval, recherche développement et industrialisation de nouvelles technologies), et face à une concurrence américaine et asiatique bénéficiant de forts soutiens publics, le Président de la République a annoncé, dans son discours du 29 mars 2018 sur l'Intelligence Artificielle, un soutien de l'État de 800 Meuros à la nanoélectronique.

Dans un contexte réglementaire complexe, il a été décidé de recourir de façon pionnière au Programme Important d'Intérêt Économique Commun (PIIEC). En effet, le PIIEC est un statut dérogatoire au régime des aides d'État, qui permet de soutenir les phases de pré-production, y compris pour l'acquisition d'équipements, en créant un espace unifié de collaboration.

Regroupant quatre pays – la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni – le PIIEC établit un programme-cadre autour de cinq champs technologiques qui regroupent des projets portés par plusieurs grands chefs de file industriels : les composants économes en énergie, les composants de puissance, les capteurs intelligents, les équipements de fabrication et les semi-conducteurs composés.

Les quatre pays impliqués sont positionnés sur un ou plusieurs secteurs. Ces technologies seront notamment au service des industries suivantes : Automobile, Espace/Défense, IoT/Industrie 4.0/5G, Carte à puce/Sécurité.

La France compte sept chefs de file industriels, dont la société STMicroelectronics, basée à Rousset, qui pilote le programme à l'échelle de la région Sud. Chacun des chefs de file coordonne un dossier avec des partenaires industriels et académiques. Le dispositif couvre une période de 5 ans qui s'étend de 2018 à 2022. L'État soutient fortement le projet, sur le plan financier et pour préparer la validation des aides par la Commission européenne.

Le programme Nano 2022 vise à promouvoir la recherche, le développement et la première industrialisation de composants électroniques innovants, dans le cadre d'un projet important d'intérêt européen commun qui en assure une dimension collaborative à l'échelle européenne. C'est une démarche structurante pour des applications dans l'automobile, l'Intelligence Artificielle embarquée, les objets connectés, l'aérospatial et la défense.

Les technologies couvertes visent plusieurs filières aval qui représentent le principal levier de croissance pour les commandes en composants électroniques. L'une de ces filières est le secteur de l'IoT (Internet des Objets), et plus généralement des systèmes autonomes et connectés (téléphones, tablettes, laptops, autres objets connectés à usage des particuliers ou des industriels), exigeant des composants de basse consommation et des composants de communication performants pour le développement à venir du réseau 5G.

La Région Sud a été fléchée comme région de référence pour l'IoT. L'objectif est de soutenir le marché local IoT et d'augmenter la capacité de design et de prototypage des partenaires industriels par le développement d'applications IoT ciblées sur les enjeux sociétaux et environnementaux, le support technique et scientifique des académiques, l'utilisation et l'évolution des plateformes technologiques ouvertes, le renforcement des partenariats entre les industriels, les start-up et les académiques, ainsi que l'apport du programme de formation autour de la microélectronique.

Ce programme se décline en trois volets principaux : le premier volet concerne le soutien à des projets collaboratifs entre industriels et académiques, le deuxième volet concerne seulement les plateformes technologiques et le troisième volet vise à renforcer les industriels du territoire. Chacun de ces volets sera financé conjointement par l'État, la Région Sud et la Métropole, le cas échéant.

Les trois projets et entreprises visés par cette délibération dépendent du premier volet et concernent donc exclusivement des projets collaboratifs.

La Métropole intervient en complément de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur dont le cadre général d'intervention pour le Plan Nano 2022 est en cours d'adoption.

- Présentation du projet ABALON porté par la société TRAXENS, soutenue par le Territoire de Marseille Provence :

Le projet ABALON (*Advanced Box for Assets Location, Observation and Networking*) a pour objectif d'équiper les conteneurs de transport maritime de capteurs afin de produire des « *conteneurs intelligents* » (Smart containers), à un coût raisonnable. Pour cela, la société TRAXENS veut concevoir, développer et commercialiser un dispositif de monitoring à faible coût intégrable de manière durable et anonymisée dans le conteneur. Actuellement, 27 millions de conteneurs sont en circulation dans le monde, Traxens entend en équiper le tiers avec son boîtier, à l'horizon 2022. Un des éléments-clés visés dans le cadre de l'élaboration de ce projet est le facteur prix, qui reste essentiel étant donné le caractère très compétitif de ce marché (marges faibles, activité générant peu de valeur ajoutée). Ce projet permettrait par ailleurs de redonner un avantage compétitif à un ou plusieurs petits

fabricants largement dominés par les majors Chinoises comme CIMC, Singamas ou CXIC.

Ce projet est porté par la société TRAXENS, société marseillaise fondée en 2012 qui emploie 130 personnes et prévoit un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros en 2019. La société compte déjà parmi ses clients les armateurs CMA-CGM, MSC et MAERSK et entend porter ses effectifs à 600 personnes sous 3 ans. Dans le cadre du projet ABALON qui sera déployé sur quatre ans (2019-2022), un recrutement de quatre personnes est prévu.

Le consortium du projet dirigé par TRAXENS se compose de deux grands groupes : ST Microelectronics et SEQUANS, d'un laboratoire : le LEAT, et de l'Ecole des Mines de Saint Étienne basée à Gardanne.

Le Territoire de Marseille Provence (CT1) propose d'accorder à la société TRAXENS une subvention de 100.000 euros, soit environ 1,15% d'une assiette financière totale de 8 631 651 euros.

- Présentation du projet LEANPOD porté par la société EDITAG, soutenue par le Territoire du Pays d'Aix :

Le projet LEANPOD vise à répondre à différents enjeux du marché des applications IoT pour l'industrie et plus particulièrement à tout ce qui concerne la supervision des flux matière dans un environnement, industriel non-ou partiellement-robotisé : instruments en cours de production, outillage et équipements mobiles et gestion des entrées et sorties des stocks de produits finis et de composants. Ces produits seront développés sur la base de la technologie Moontag© déjà brevetée par EDITAG (capteur IoT hybride et modulaire). Les utilisateurs finaux visés sont les grands groupes industriels et les entreprises du secteur manufacturier au niveau mondial, avec une priorité fixée aux marchés déjà adressés par EDITAG (Europe/USA-Canada), toutes filières confondues (automobile, aéronautique, micro-électronique, etc.). La solution développée dans le cadre de ce projet a pour but de permettre aux industriels de réduire leurs coûts opérationnels, d'optimiser l'utilisation des moyens industriels et d'améliorer leur productivité.

Ce projet est porté par EDITAG, société de 20 salariés fondée en 2007 et basée à Meyreuil. Elle est l'une des premières sur le territoire à avoir travaillé dans le domaine de l'IoT. Elle a développé deux technologies innovantes brevetées : le Monalitag©, un traceur miniaturisé qui permet de sécuriser des produits haut de gamme (œuvres d'art par exemple) et le Moontag©, solution numérique qui améliore les processus de production industrielle grâce à une baisse des délais et des coûts, de la logistique et de la maintenance. Le chiffre d'affaires d'EDITAG était de 2 millions d'euros en 2018, et environ 35% de son activité se déploie à l'international. Le recrutement de

2 personnes est envisagé par la société dans le cadre de la conduite de ce projet.

Le consortium du projet dirigé par EDITAG se compose de deux grands groupes : ST Microelectronics et Sequans, de 3 entreprises : Editag, NawaTechnology et IBS et de 5 laboratoires et académiques : CEA-Tech, Ecole des Mines de St-Étienne à Gardanne, Micro-PackS, LEAT et ISEN, le recrutement de deux personnes étant envisagé par la société dans le cadre de la conduite de ce projet.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société EDITAG une subvention de 80 000 euros, soit environ 12% d'une assiette financière totale de 652 658 euros.

- Présentation du projet DIAGNOSTIC DERMATOLOGIQUE porté par la société FEELIGREEN et pour lequel la société GENES'INK est soutenue par le Territoire du Pays d'Aix :

Le projet, porté par la société FEELIGREEN, a pour objectif de développer un dispositif médical connecté pour le diagnostic dermatologique de la peau. Sera développée pour cela une encre conductrice biocompatible de grade médical et un dispositif d'impression 3D de matériaux conducteur. Dans ce consortium qui réunit 5 partenaires, Genes'Ink assurera le développement d'encres conductrices, flexibles et biocompatibles pour la fabrication par impression de capteurs pour des applications dermatologiques.

La société Genes'Ink, créée en 2010, est experte en conception et fabrication d'encres conductrices faites de nanoparticules hybrides pour l'électronique imprimée et l'IoT avec une capacité de production à grande échelle. Elle emploie actuellement 18 salariés à Rousset et a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires de plus de 500.000euros. Actuellement en plein développement, elle souhaite doubler son effectif d'ici à 5 ans et déménager dans des locaux plus grands afin de lui permettre de répondre aux commandes en constante augmentation.

Le consortium du projet dirigé par FEELIGREEN se compose de cinq partenaires : un grand groupe: ST Microelectronics, 3 entreprises : Feeligreen, Electronie et Genes'Ink et un académique : l'École des Mines de St-Étienne à Gardanne, le recrutement de deux personnes étant envisagé par la société dans le cadre de la conduite de ce projet.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société GENES'INK une subvention de 80 000 euros, soit environ 12 % d'une assiette financière totale de 647 819 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ;
- Le régime d'aide notifié SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- La décision n° SA. 46705 de la Commission Européenne relative au programme PIIEC microélectronique, en date du 18 décembre 2018 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 et approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économique ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La convention-cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économique ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance stratégique de la filière micro-électronique dans le développement des applications IoT (objets connectés) et dans le développement d'un dynamisme territorial, la Métropole entend soutenir les projets développés dans le cadre du Plan Nano 2022 impulsé par l'État et cofinancé par la Région.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées trois subventions pour un montant de 100.00 euros à une entreprise du Territoire Marseille Provence et de 160.000 euros à deux entreprises du Territoire du Pays d'Aix au titre de leur participation aux projets collaboratifs développés dans le cadre du Plan Nano 2022 selon la répartition suivante :

- Projet ABALON – Société TRAXENS - 100.000 euros
- Projet LEANPOD – Société EDITAG - 80.000 euros
- Projet DIAGNOSTIC DERMATOLOGIQUE - Société GENES'INK – 80.000 euros

Article 2 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées à signer avec les entreprises susvisées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits d'une part au budget du Territoire du Pays d'Aix sur le budget 06, en section d'investissement : opération budgétaire

DI384AP9, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme AP9 sur la ligne 5561 et d'autre part sur le Budget Principal Métropolitain en section d'Investissement, Programme 03, sous-programme 031, code AP 141003BP, Opération 2008115300, Nature 20421, Imputation 5DDEDM2494, Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-6881/19/BM

**■ Observatoire du logement étudiant -
Approbation d'une convention
MET 19/12244/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La qualité de l'accueil des étudiants constitue l'un des enjeux majeurs du développement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) dans les métropoles. Les étudiants se montrent de plus en plus mobiles et sensibles non seulement à la recherche d'enseignement d'excellence mais également de conditions de vie riches et épanouissantes.

Si les conditions de formation restent le premier critère de sélection d'une destination d'études pour les étudiants, le logement, l'accessibilité et les transports, la restauration, la vie culturelle ainsi que la sécurité, interviennent de façon très complémentaire dans leur choix.

Toutes les métropoles font ce même constat et se livrent à une concurrence très forte, multipliant les stratégies pour capter les étudiants, enseignants et chercheurs attentifs au dynamisme économique des territoires et à leur capacité d'attractivité et d'innovation.

Dès la fin des années 2000, les politiques gouvernementales ont incité, par l'intermédiaire de lois, de labellisations et des programmes d'investissements, le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche français à privilégier des logiques de regroupement afin de renforcer l'attractivité des sites et les mettre en conformité avec les standards européens et internationaux.

Ainsi dans le cadre de la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, des Schémas d'amélioration de la qualité de vie des étudiants ont pu voir le jour et un plan quinquennal de production de logements a été mis en place appelé aujourd'hui « Plan 60 000 logements étudiants », destiné à résorber un important déficit et répondre à une forte demande de plus en plus diversifiée.

Localement à l'échelon académique, la gouvernance du système ESR s'est considérablement renforcée au cours des dix dernières années, notamment avec la création de l'université unique Aix-Marseille Université en 2012. Avec le Plan Campus lancé par l'Etat, deux

sites métropolitains ont pu bénéficier d'importantes restructurations et constructions de bâti et d'espaces publics (Marseille Luminy et Quartier des Facultés d'Aix-en-Provence). Ce plan a permis d'amplifier les efforts déjà engagés par les collectivités locales, notamment de la Métropole, qui participe très significativement au financement de différentes opérations inscrites aux Contrats de Plan Etat Région successifs.

Concernant le logement étudiant, il est aujourd'hui nécessaire de mieux appréhender les réels besoins en prenant appui sur un diagnostic fiable et précis, identifiant la demande ainsi que l'offre disponibles, mais aussi en considérant les nouvelles attentes liées aux formations, aux modalités d'enseignement en plein développement mais aussi les modes de vie recherchés par les étudiants. Le diagnostic devra également tenir compte des particularités du marché immobilier et du public étudiant par nature plus mobile et aux comportements très changeants sur des périodes de vie parfois très courtes. Des réponses seront à apporter à la fois sur le plan quantitatif et qualitatif.

Face à cet enjeu, la Métropole avec le CROUS et l'AMU, associés aux deux agences d'urbanisme AGAM-AUPA, ont décidé de travailler très étroitement à la définition d'une stratégie commune prenant appui sur un outil commun d'observation et d'analyse des données dans ce domaine. Ainsi est né le projet de création d'un Observatoire Territorial du Logement Etudiants d'Aix-Marseille qui vous est proposé aujourd'hui.

Les 3 objectifs principaux de cet Observatoire du Logement Etudiants sont :

- Construire un outil statistique de collecte et d'analyse de données performant.
- Etre un lieu d'échanges et de partage pour une meilleure connaissance des enjeux et des problématiques spécifiques au logement étudiant.
- Proposer des pistes d'action à l'échelle métropolitaine pour soutenir une politique de développement du logement et des conditions de vie des étudiants.

L'Observatoire Territorial renforcera son action en participant activement au réseau national au sein de l'Observatoire National du Logement Etudiant porté par les Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et du Logement dans le cadre du « Plan 60.000 logements étudiants ».

Le fonctionnement de l'Observatoire Territorial sera régi par une convention qui a pour but de définir les orientations générales et les modalités de fonctionnement de cet Observatoire à la fois pour répondre aux enjeux locaux, faire émerger des solutions adaptées aux besoins et enrichir les travaux à l'échelon national.

Il sera piloté par un comité de pilotage spécifique, composé des représentants des partenaires signataires. Il sera co-présidé par les deux vice-présidents de la Métropole en charge respectivement de l'Enseignement Supérieur et Recherche et de l'Habitat. Il aura pour missions principales de définir les orientations d'études, le programme de travail annuel, ainsi que ses productions documentaires.

Il s'appuiera sur un comité technique qui aura la charge de préparer les travaux et décisions et de relayer les décisions. Le secrétariat et la gestion de l'agenda sera assuré par les Agences d'Urbanisme.

Chaque membre partenaire de l'observatoire du logement étudiant mettra à disposition du collectif toutes les données dont il dispose (statistiques, enquêtes, études, etc.) pouvant avoir un lien avec la question du logement étudiant ainsi que sur la vie étudiante et plus généralement sur l'ESR.

Les agences d'urbanisme, chargées de la collecte, centraliseront les données ainsi obtenues pour en faire un recollement, les analyser et proposer une lecture en vue d'une validation partagée au sein du comité de pilotage.

Le financement de l'Observatoire Territorial sera assuré par les partenaires. Pour la Métropole, la dépense sera intégrée à la feuille de route annuelle négociée avec les agences d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 024-4779/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération marseillaise pour l'année 2019 ;
- La délibération n°URB 025-4780/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence

d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de doter le territoire d'un outil d'observation et d'analyse des données dans le domaine du logement étudiant afin de mieux appréhender les réels besoins ainsi que l'offre disponible et de le rendre plus attractif pour les étudiants, enseignants et chercheurs ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat pour l'Observatoire du logement étudiant d'Aix-Marseille-Provence Métropole entre la Métropole, le Crous d'Aix Marseille Avignon, Aix Marseille Université, l'Agence d'urbanisme Pays d'Aix Durance et l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de création de l'Observatoire Territorial du Logement Etudiants d'Aix-Marseille dans le cadre d'un partenariat avec le CROUS, l'AMU et le soutien des agences d'urbanisme de l'AGAM et l'AUPA.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 017-6882/19/BM

**■ Attribution de subventions au CROUS pour l'organisation de manifestations - Approbation d'une convention
MET 19/12243/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa mission statutaire d'amélioration de la vie étudiante, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon, met en œuvre chaque année un plan d'actions visant à améliorer les conditions d'existence et le quotidien des étudiants de l'académie.

Pour l'année universitaire 2019/2020, le CROUS souhaite poursuivre les actions engagées les années précédentes, qui porteront sur les thèmes suivants :

Étudiants référents en résidences universitaires, avec accueil individualisé des nouveaux étudiants pour faciliter leur intégration.

Ce dispositif s'inscrit dans la thématique de l'amélioration de l'accueil des étudiants primo-arrivants dont les étudiants internationaux et de la vie quotidienne de l'ensemble des étudiants au sein de leur résidence à travers différentes actions d'accueil, d'information, d'animation et de prévention. Ce dispositif regroupe deux opérations, les « résidents relais » recrutés à la rentrée pour 2 mois dans les 7 cités universitaires d'Aix-en-Provence et de Marseille et les « résidents référents logement » recrutés pour toute l'année dans les résidences de Cuques, des Gazelles et de Luminy.

En 2019 l'accent sera plus particulièrement porté sur le campus de Luminy qui est un site très vaste aux bâtiments très éloignés les uns des autres et au sein duquel des étudiants peuvent se sentir perdus à leur arrivée.

Guichet Unique pour l'aide à la recherche de logement, démarches administratives ou toute autre information à l'étudiant primo arrivant.

Ce guichet unique a pris différentes formes depuis sa création en fonction des besoins et des partenariats. Ces guichets intègrent différents services offerts aux étudiants, tels que l'aide à la recherche de logement, l'aide aux démarches administratives et l'accès à toute information utile à un étudiant...

Alimentation et santé pour les étudiants d'aujourd'hui et les familles de demain.

En 2018, le CROUS a servi environ 3 000 000 repas dans ses structures de restauration. L'intervention du CROUS prend plusieurs formes pour inciter la population étudiante à fréquenter davantage les restaurants universitaires, expliquer comment mettre en pratique les repères de consommation correspondant à une bonne alimentation, réaliser des actions de communication sur cette thématique, mettre en place des actions de formation à l'accompagnement des personnels de cuisine afin de mieux transmettre les informations auprès des étudiants, réaliser des enquêtes de satisfaction....

Bienvenue chez moi, Bienvenue dans ma cuisine.

Ce projet vise à intégrer les étudiants notamment étrangers et combattre le sentiment d'isolement dont ils peuvent être victimes. Ce projet veut être un moment de rencontres, de partage, convivialité,

ouverture d'esprit, ouverture sur le monde, sur la différence...Chaque mois, les étudiants pourront continuer à découvrir dans leurs cités universitaires la culture d'un continent à travers la cuisine et les arts. Les actions pourront être de type exposition de photos, soirées en cité, projection de films étrangers,

cours de cuisine et se dérouleront dans les cuisines collectives et espaces de vie commune des cités universitaires.

Plan de financement des actions :

		Métropole	Ville de Marseille	Ressources CROUS
	Estimation	Demandé pour 2019-20	Demandé pour 2019-20	
Résidents Référents	67 000€	5 000€	4 000 €	58 000 €
Guichet unique	26 500€	3 000€	1 300 €	22 200 €
Alimentation et Santé	30 000€	2 000€	1 500 €	26 500 €
Bienvenue chez moi /Bienvenue dans ma Cuisine	18 200€	2 000€	700 €	15 500 €
TOTAL	141 700€	12 000€	7 500€	122 200 €

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon	« Partenariat 2019/2020 »	Année universitaire 2019/2020	N-1 : 12 000 € N-2 : 12 000 €	12 000€	141 700€ Co financeurs : Ville de Marseille : 7 500€ Ressources propres CROUS : 122 200€	12 000€ Soit 8,47% du budget prévisionnel
GU_xx xxxx						

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 12 000€ au CROUS pour la mise en place de ces 4 actions visant à améliorer la vie étudiante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien au CROUS et à ses actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon pour l'aide à la mise en place de 4 actions visant à améliorer la vie étudiante pour un montant total de 12 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65 – Nature 657382 – Fonction 23.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 018-6883/19/BM

■ **Attribution d'une subvention à Aix-Marseille Université pour la création d'un pôle de formation et de recherche judiciaire sur le site Poncet dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 - Approbation d'une convention**
MET 19/12245/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Engagée aux côtés des principaux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), la Métropole Aix-Marseille-Provence, en lien avec la Région et l'Etat, apporte un soutien déterminant aux opérations inscrites au Contrat de Plan Etat-Région, dans le but de renforcer et structurer l'ESR autour de grands pôles d'excellence académiques dans la métropole : arts, lettres, langues, et sciences humaines ; droit et sciences politiques ; économie et gestion ; santé ; sciences et technologies.

Opération inscrite au CPER 2015-2020, la création d'un pôle judiciaire sur le site Poncet à Aix-en-Provence répond pleinement à cet objectif en réunissant au sein d'un même lieu l'ensemble des formations du droit privé et des sciences criminelles afin de créer des synergies entre les centres de formation et de recherche d'un même domaine.

Ainsi, le futur pôle judiciaire a pour vocation à rassembler deux instituts facultaires, l'institut d'Etudes judiciaires (IEJ) et l'institut de sciences pénales et de criminologie (ISPEC), le laboratoire de sciences criminelles (LDPSC) et le groupe de recherche en étude de droit de l'immobilier (GREDIAUC).

L'ISPEC et le GREDIAUC sont aujourd'hui déjà implantés sur le site Poncet, l'IEJ est actuellement localisé au troisième étage du bâtiment Pouillon et les équipes du LDPSC sont réparties à la fois sur le site Poncet et sur le site Schuman (bâtiment Pouillon).

Outre le rapprochement géographique des différentes entités, ce regroupement des formations en droit et sciences criminelles permettra d'offrir des locaux fonctionnels et optimisés.

Construit en 1950, le bâtiment principal du site Poncet présente un état satisfaisant. Cependant, l'audit technique du bâtiment Poncet met en évidence la nécessité de réaliser une réhabilitation lourde au vu de l'état de vétusté de certains postes et afin de se conformer à la réglementation accessibilité.

Cette opération consistera donc en une réhabilitation lourde du bâtiment principal et une réadaptation des locaux en vue de l'accueil des entités du pôle judiciaire.

La présente opération s'inscrit dans le cadre de la participation de la Métropole au financement des opérations inscrites au volet Enseignement Supérieur et Recherche du CPER 2015-2020, au titre de la mesure II-1-1 « Enseignement supérieur : offrir aux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche des campus attractifs et fonctionnels ». Plan de financement.

Financeurs	Montant des phases (en € TTC)
Conseil Régional	2 000 000 €
Métropole	3 500 000 €
TOTAL	5 500 000 €

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, la Métropole a acté sa participation à ce projet à hauteur de 3 500 000 euros pour cette opération dont le montant global retenu est de 5 500 000 euros TVA mixte.

L'aide financière totale de la Métropole Aix-Marseille-Provence représente 63.64 % du coût global de l'opération de réhabilitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Contrat de Plan Etat - Région.2015 – 2020 Provence-Alpes-Côte d'Azur modifié.
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université, pour le projet de création d'un pôle de formation et de recherche judiciaire sur le site Poncet, inscrite au CPER 2015-2020.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 3 500 000 euros au profit d'Aix-Marseille Université, pour le projet de création d'un pôle de formation & de recherche judiciaire sur le site Poncet.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit ainsi :

CP 2019 : 350 000 euros TTC

CP 2020 : 350 000 euros TTC

CP 2021 : 2 100 000 euros TTC

CP 2022 et suivants : 700 000 euros TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 799, nature 4581, fonction 23, autorisation de programme DI7992AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-6884/19/BM

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 19/12241/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la signature de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il vous est proposé de soutenir des manifestations et actions valorisant le travail des équipes universitaires et de recherche.

En effet, ces actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant du territoire. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il vous est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université, avec une incidence financière totale de 30 500 euros, comme suit :

- 5 000 euros pour l'aide à l'organisation du « Guichet d'accueil des étudiants internationaux d'Aix Marseille », du 26 aout au 4 octobre 2019, organisé par Aix Marseille Université.

- 13 000 euros pour l'aide à l'organisation du « Forum des stages », le 19 novembre 2019, organisé par le Service Universitaire d'Insertion et d'Orientation (SUIO).

- 2 500 euros pour l'aide à l'organisation du colloque « Droit, révolution et transition. 1959-2019 : Cuba, soixante ans de la Révolution face à la

mondialisation », du 28 au 29 novembre 2019, organisée par la Faculté de Droit et de Sciences Politiques, UMR DICE.

- 10 000 euros pour l'aide à l'organisation de la « Semaine AMU-Entreprises », du 19 au 22 novembre et du 4 au 5 décembre 2019, organisé par Aix-Marseille Université.

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Aix-Marseille Université (AMU)	« Guichet d'accueil des étudiants internationaux d'Aix Marseille »	26 aout au 4 oct 2019	N-1 : 5 000€ N-2 : 0	5 000€	36 500€ Co-financeurs Fonds propres : 21 500€ Ville Marseille : 10 000€	5 000€ Soit 13.70% du budget prévisionnel
Service Universitaire d'Insertion et d'Orientation (SUIO)	« Forum des stages »	19 nov 2019	N-1: 13 000€ N-2: 13 000€	13 000€	29 140€ Co-financeurs Fonds propres : 12 140€ Droits d'inscrit : 4 000€	13 000€ Soit 44 61% du budget prévisionnel
Faculté de Droit et de Sciences Politiques UMR DICE	« Droit, révolution et transition. 1959-2019 : Cuba, soixante ans de la Révolution face à la mondialisation »	28 au 29 nov 2019	N-1 : 8 500€ N-2: 12 000€	2 500€	12 320€ Co-financeurs Fonds propres : 8 654€ Droits d'inscrit : 1 166€	2 500€ Soit 20,29% du budget prévisionnel
AMU	« Semaine AMU-Entreprises »	19 au 22 nov & 4 au 5 déc	N-1: 12 000€ N-2: 12 000€	10 000€	49 198€ Co-financeurs Fonds propres : 24 198€ CD13 : 12 000€ Ville Marseille : 3 000€	10 000€ Soit 20,32% du budget prévisionnel
TOTAL				30 500€	127 158€	30 500€

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 30 500€ à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques et, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier

de la Métropole, avec effet rétroactif pour les manifestations qui se sont tenues avant le présent Bureau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017.
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 30 500 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain 2019, en section de Fonctionnement : sous politique B360, chapitre 65, nature 657382, fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 020-6885/19/BM

■ Attribution de subventions à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation d'événements scientifiques et de colloques - Approbation d'une convention MET 19/12492/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre l'action de soutien de la Métropole à ces événements.

Dans le cadre de cette mission, la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) organise un événement le LST General Meeting au Pharo à Marseille du 2 au 5 décembre 2019.

Cet événement porté par le laboratoire Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM, UMR 7346) regroupe des chercheurs internationaux issus de neuf pays autour du plus grand télescope terrestre situé sur les îles Canaries pour explorer les rayons gamma du cosmos.

Ce télescope a été inauguré par l'institut d'astrophysique des Canaries (IAC) en 2018 et il s'agit de faire un premier retour d'expérience sur les données prises par ce télescope et d'analyser ces données.

Le plan de financement de cet événement se présente de la façon suivante:

• Droits d'inscriptions	3 500€
• CNRS	1 200€
• Dons, sponsors	1 500€
• Ville de Marseille	2 500€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	2 498€
Total	11 198€

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 2 498 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de cet événement soit 22,31% du budget prévisionnel.

Il est également demandé au Bureau Métropolitain d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt des projets et des colloques portés par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est attribué une subvention pour un montant total de 2 498 euros à la Délégation Provence Corse Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation du colloque scientifique « LST General Meeting » qui aura lieu du 2 au 5 décembre à Marseille Pharo

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal Métropolitain, en section de fonctionnement : sous politique B360, chapitre 65 – nature 657382 – Fonction 67

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 021-6886/19/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement relative à l'acquisition et l'installation d'un système de climatisation dans le cadre du projet DAT'CARB du CEREGE - Approbation d'une convention - Abrogation de la délibération n° ECO 023-6058/19/BM
MET 19/12648/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole du 20 Juin 2019 a approuvé par la délibération n°ECO 023-6058/19/BM l'attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB d'Aix –Marseille Université/CEREGE et la convention afférente.

Toutefois, une erreur est à signaler dans la formulation de l'objet de la subvention et la convention telle qu'adoptée ne permet pas de justifier de la dépense. Le CEREGE ayant déjà procédé à l'acquisition dudit matériel.

La délibération initiale doit donc être retirée. Une nouvelle délibération est proposée.

Dans le cadre du projet DAT'CARB, le CEREGE a fait l'acquisition d'une plateforme de datation in situ couplant un spectromètre à source plasma, haute résolution à ablation Laser (LA-ICPMS-HR).

L'installation de cet outil spécifique dans une salle dédiée répond à des contraintes thermiques précises, La pièce ne doit pas en effet subir de variations de températures supérieures à 0,5°C.

Un système de froid sur eau glacée est nécessaire pour la mise en service permanente de l'outil d'analyse.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer au financement de l'acquisition et de l'installation d'un nouveau système performant de climatisation indispensable, et, dans ce cadre, il est proposé l'octroi d'une subvention de 80 000€ (quatre vingt milles euros) à Aix-Marseille Université (tutelle du projet pour le CEREGE) (Guichet Unique N°2019-01232) et d'approuver la convention afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L242-1 permettant à l'administration de retirer une décision attribuant une subvention lorsque les conditions de mises à sont octroi n'ont pas été respectées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°ECO 023-6058/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 concernant l'attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB du CEREGE ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° ECO 023-6058/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019.

Article 2 :

Est attribuée une subvention d'investissement au profit de Aix-Marseille Université pour financer l'achat et l'installation d'une nouvelle climatisation pour un montant de 80 000 euros.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec Aix-Marseille Université.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération budgétaire 4581162905 nature 4581 fonction 61 autorisation de programme DI9052AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 022-6887/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement pour l'opération "Aménagement urbain du parc d'activités dédié aux biotechnologies "MI-Biopark" sur le site de Luminy à Marseille
MET 19/12478/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de ses actions en faveur du développement économique, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée à renforcer l'attractivité et le rayonnement du technopole MI-Biopark sur le site de Luminy.

Situé à l'extrême sud-est de Marseille dans la zone d'adhésion du Parc National des Calanques, le Parc Scientifique et Technologique de Luminy, site remarquable par son environnement et pôle d'excellence dans les sciences du vivant, est aujourd'hui un site métropolitain clef pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation technologique. Le cluster Marseille Immunopôle a su faire du territoire un leader européen de l'immunologie et des nouvelles thérapies contre le cancer et les maladies inflammatoires et porte désormais une ambition mondiale.

Fort de cette dynamique, de la créativité et de la notoriété internationale des acteurs du domaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage aux côtés de Marseille Immunopôle pour accompagner son développement, conforter l'excellence technologique et économique du site et contribuer à son rayonnement. La Métropole a notamment mis en œuvre une offre immobilière dédiée aux entreprises de biotechnologies, qu'elle entend développer et mettre en cohérence sur le plan spatial et marketing.

Constituant l'offre territoriale du projet structurant et cluster « Marseille Immunopôle », le parc d'entreprises MI-Biopark accueille à ce jour dans environ 15 000 m², une vingtaine d'entreprises dont Innate Pharma et HaliuDx (600 emplois), la pépinière d'entreprises Grand Luminy (3500 m² au service des start-up de la filière biotech) et le démonstrateur industriel MI-MaBS,

l'une des briques majeures de Marseille Immunopôle dans le test des solutions thérapeutiques.

MI-Biopark regroupe les zones existantes Luminy Biotech I, II, III, le secteur Innate Pharma/BRGM/MI-MaBS, ainsi qu'un projet d'extension au nord du Campus sur les terrains de la Ville de Marseille et Luminy Biotech IV.

Le projet d'aménagement, qui concerne les liaisons entre les différents secteurs qui composent la zone MI-Biopark, les espaces extérieurs ainsi que le projet d'extension au nord du secteur, a pour objectif de hisser les conditions d'accueil du site au niveau des standards internationaux, faisant ainsi écho à l'excellence des savoir-faire présents.

Aujourd'hui, la volonté est de permettre le développement de ces entreprises de renom international, dont la société Haliodyx qui connaît une très forte croissance et l'Institut IBEN/NeuroChlore, ainsi que l'implantation de nouvelles structures consacrées aux sciences du vivant.

Le contexte d'excellence technologique du site et les exigences environnementales liées à la présence du Parc des Calanques, associés au Bus à Haut Niveau de Service et à la requalification du campus par Aix-Marseille Université permettent de poursuivre l'objectif de réalisation d'un modèle urbain exemplaire sur le plan architectural, paysager et environnemental pour l'obtention du label Parc+.

Pour la réalisation de ce projet, la Métropole Aix-Marseille Provence a créé une opération d'investissement n° 2019100100 pour un montant de 3 200 000 euros HT, soit 3 840 000 euros TTC, conformément à la délibération n° ECO 004-5080/18/CM du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement prévisionnel et la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 3 200 000 euros H.T.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Régional PACA « Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET)»	31,25%	1 000 000 euros
Financement interne		
Métropole Aix-Marseille-Provence	68,75 %	2 200 000 euros
TOTAL HT	100 %	3 200 000 euros

Plan de financement des études :

La présente délibération vise également à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 3 – Développement Economique) conformément à la délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017.

La première demande de versement portera sur la contribution financière aux études afférentes à l'aménagement urbain de MI-Biopark.

Le coût prévisionnel des études relatives au projet de réalisation de cette opération est estimé à 41 300 euros HT, se répartissant comme suit :

- Etude pré-opérationnelle d'aménagement urbain et paysager du secteur à vocation économique « MI-Biopark » sur le site de Luminy, qui a permis d'obtenir un Diagnostic du site et des scénarios d'aménagement pour un Schéma directeur d'aménagement (18 800 euros HT)
- Etudes préalables à l'aménagement intégré du secteur MI-Biopark à Luminy (22 500 euros HT).

Calendrier prévisionnel de l'opération :

- Réception des études préalables : 4^{ème} trimestre 2019
- Lancement des études opérationnelles (dont marché de Maîtrise d'œuvre) : 1^{er} trimestre 2020
- Démarrage des travaux : 3^{ème} trimestre/4^{ème} trimestre 2020
- Réception des travaux : 4^{ème} trimestre 2021

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017, portant approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial
- La délibération du Conseil de la Métropole n° ECO 004-5080/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la création et l'affectation d'une Autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux dans

le cadre de l'aménagement du secteur à vocation économique MI-Biopark à Luminy – Marseille ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la filière santé est un enjeu majeur pour l'économie régionale et métropolitaine ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'aménagement urbain de MI-Biopark afin de renforcer l'attractivité et le rayonnement du Technopole dédié à l'immunologie par une meilleure lisibilité, accessibilité, l'aménagement des espaces extérieurs et une offre immobilière permettant l'accueil et le développement des entreprises sur ce site emblématique du rapprochement Enseignement-Recherche-Entreprises de notre territoire ;

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement sur le Budget 2019 et suivants du Territoire Marseille Provence - Sous Politique B320 – Natures 2111 – 231352 – 231321 – 2031 - Fonction 515 - Opération n° 2019100100.

La recette correspondante sera inscrite au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section investissement – Sous Politique B320 - Natures 1312 – Fonction 515 –Opération n° 2019100100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 023-6888/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Industries Méditerranée pour l'organisation de "l'Usine Extraordinaire" - Approbation d'une convention
MET 19/12337/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Présidée par Monsieur Bernard Bigot, Directeur Général d'ITER, l'Usine Extraordinaire 2019 est une manifestation d'intérêt général, gratuite, destinée au grand public et aux jeunes, afin de leur faire connaître et découvrir l'industrie du territoire, sa diversité, sa richesse, les opportunités qu'elle offre en matière d'insertion, de carrière et d'emplois locaux pour tous les niveaux de diplômes. L'adaptation au changement climatique, la recherche d'énergies durables et de solutions écologiques, le développement durable, les nouvelles mobilités seront également des sujets abordés.

Pendant trois jours, petits et grands sont invités à plonger dans une réalité hors du commun où ils découvriront que tout ce qui fait leur quotidien est le produit d'une usine ancrée dans le futur.

L'Usine Extraordinaire 2019 à Marseille est la 2^{ème} édition de l'évènement qui s'était tenu l'an dernier au Grand Palais à Paris.

Cette manifestation ambitionne de participer au rayonnement de l'industrie du territoire et plus généralement à l'attractivité de la Métropole Aix-Marseille-Provence en accueillant une manifestation nationale de rayonnement international, grâce notamment à la participation d'ITER et l'implication de son Directeur Général, Bernard Bigot, sur le projet.

L'Usine Extraordinaire entre en totale cohérence avec les objectifs du Conseil National de l'Industrie, un des principaux outils de la reconquête industrielle française, présidé par le Premier Ministre Edouard Philippe.

L'évènement s'inscrit également pleinement dans les grands axes de travail de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant l'attractivité du territoire : il s'agit de la seconde édition d'un grand évènement national avec une dimension internationale (présence d'ITER et de son écosystème).

A l'heure où les industries françaises ne parviennent pas à embaucher faute de profils qualifiés, l'un des objectifs de l'évènement est de redonner aux jeunes de tous milieux, l'envie de se projeter dans les métiers de l'industrie. Cette ambition se double du besoin de diversifier les recrutements, en favorisant la mixité scolaire, la féminisation des profils, la reconversion des actifs en recherche d'emploi ou encore l'accès aux

métiers industriels aux personnes en situation de handicap.

L'évènement Usine Extraordinaire répond ainsi au besoin essentiel de retisser les liens entre l'usine et la société en :

- changeant les représentations de l'usine et en démontrant ses contributions à la formation, à l'innovation, à la culture industrielle, au développement sur les territoires et à la transformation technologique, organisationnelle et sociétale
- agissant pour une industrie plus inclusive, fédératrice, porteuse de valeurs positives et de projets du futur

Du 14 au 16 novembre 2019, les industriels régionaux et nationaux, rassemblés sous la bannière Industries Méditerranée, proposeront au grand public un parcours découverte extraordinaire sous forme d'expériences interactives de conférences, de visites guidées, réalité virtuelle, exposition de machines monumentales...

4 espaces pédagogiques seront proposés pour découvrir « l'usine de l'intérieur » : inventer, fabriquer, connecter, partager.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une subvention de 50 000 euros à Industries Méditerranée.

Par ailleurs, d'autres soutiens seront apportés sous forme de subventions en nature par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période du 7 au 21 novembre 2019 qui permettront d'une part de faciliter et optimiser l'évènement au sein de l'espace public, d'autre part d'informer les publics :

- Direction de la propreté et du cadre de vie pour une valorisation de 5 393,19 € TTC
- Direction de l'espace public voirie-Circulation pour une valorisation de 3 267, 20 € TTC
- Direction de la Communication :
 - ✓ Affichage métropolitain Marseille avec la mise à disposition de 2 réseaux de mupi 2m² de 90 faces chacun pour une valorisation de 15 120 € HT du 6 au 20 novembre 2019.
 - ✓ Affichage métropolitain Marseille avec la mise à disposition de 10 panneaux digitaux pour une valorisation de 8000 € HT du 4 au 17 novembre 2019.
 - ✓ Affichage métropolitain Istres avec la mise à disposition de 36 arrières de bus 99X83 pour une valorisation de 7416 € HT du 4 au 24 novembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées une subvention de 50 000 euros à l'association Industries Méditerranée pour l'organisation de l'évènement "Usine Extraordinaire" du 14 au 16 novembre 2019 à Marseille ainsi que la mise à disposition de moyens.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Industries Méditerranée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 024-6889/19/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement au Grand Port Maritime de Marseille Fos pour l'opération d'aménagement du Quai Gloria à Port Saint Louis du Rhône - Approbation d'une convention
MET 19/12828/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Premier Port français et 5ème port européen, le Grand Port Maritime de Marseille Fos (GPMM) est l'un des acteurs économiques majeurs du territoire métropolitain. Il participe, au travers des aménagements qu'il entreprend, à l'accompagnement de projets structurants, créateurs de richesses et d'attractivité pour notre territoire.

Lors de la séance de son Conseil de Surveillance du 28 juin 2019, le GPMM a approuvé le lancement de travaux de renforcement du Quai Gloria dans les bassins ouest. L'objectif poursuivi est d'accueillir des projets en lien avec les technologies de la transition énergétique et notamment la filière de l'industrie éolienne offshore flottante.

Pour permettre la construction et l'exploitation de fermes éoliennes en mer, les industriels ont besoin d'une base arrière d'assemblage et de maintenance des éoliennes, que ce soit pour les fermes pilotes ou les futures fermes commerciales. Le GPMM envisage donc, pour y répondre, d'adapter le terminal Gloria (travaux de renforcement) à Port St Louis du Rhône. Les travaux sont estimés aujourd'hui à 5,7 Millions d'euros.

La première société qui pourrait bénéficier de cette base arrière est la société EDF Renouvelables, filiale à 100% du Groupe EDF. Lauréate de l'appel à projet de l'ADEME en 2016 pour le développement d'une ferme pilote d'éoliennes flottantes, EDF Renouvelables a créé la société de projet *Provence Grand Large*, dont l'objet consiste à installer trois éoliennes flottantes d'une puissance cumulée de 24 MW au large de Port Saint Louis du Rhône, sur un site marin dénommé Faraman.

La société SBM Offshore (SBM) a été retenue pour assurer la charge de la conception, la construction et la mise à l'eau des flotteurs, tandis que la société Siemens fournira les turbines, les pôles, les mâts et assurera la prestation de montage de ces éléments.

Après une concertation nourrie et de nombreux échanges avec les parties prenantes du territoire, un fort consensus se dégage autour du projet. Ce dernier a obtenu les dernières autorisations administratives début 2019 et atteint le niveau de développement technique nécessaire pour la prise de décision. Initialement prévue au premier semestre 2019, la décision finale d'investissement par le Comité Exécutif d'EDF a été repoussée à septembre 2019.

Une éolienne flottante se décompose en deux sous-ensembles :

- le flotteur, structure métallique hors norme d'un poids global avoisinant les 2000 tonnes.
- l'éolienne avec la génératrice d'un poids de l'ordre de 500 tonnes, reposant sur un mât à environ 130 mètres au-dessus du niveau de la mer.

La société Eiffage Métal est pressentie pour réaliser les travaux d'assemblage des flotteurs tandis que le montage des mâts et des turbines est envisagé au quai Gloria sous réserve de renforts spécifiques.

Le scénario de réalisation envisagé pour PGL est le suivant :

- Fabrication des flotteurs par Eiffage sur leur site en fond de Darse 2,
- Approvisionnement par voie maritime des mâts, des pâles et des turbines au quai Gloria,
- Assemblage à plat des rotors sur le terre-plein du quai Gloria,
- Montage des mâts et des génératrices au quai Gloria à raison d'un flotteur à la fois,
- Stockage des 2 flotteurs à vide et/ou des éoliennes finalisées au quai du Minéralier en

attente du remorquage pour installation sur zone en mer.

Le calendrier prévisionnel du projet présenté par PGL vise une mise en service de la ferme pilote avant fin 2021, nécessitant de réaliser les travaux de renforcement du quai Gloria dès 2020.

Le quai Gloria et le terre-plein attenant, situés sur la commune de Port Saint Louis du Rhône, présentent l'avantage de répondre aux besoins de surface et de longueur de quai requis, sous réserve d'y opérer les travaux de renforcement nécessaires qui seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage du GPMM.

Ces travaux répondent aux besoins de constitution d'une plateforme logistique et industrielle, indispensable à la construction et la maintenance des éoliennes flottantes des futures fermes commerciales annoncées dans la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est particulièrement investie, aux côtés de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, dans l'émergence de l'éolien offshore flottant sur le territoire.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

DEPENSES (€ HT)		RECETTES (€)	
Objet	Montant	Origine	Montant
Etudes géotechniques		Métropole AMP	1 000 000 €
Génie Civil		Région Sud -PACA	1 500 000 €
Démantèlement		GPMM	3 200 000 €
TOTAL	5 700 000 €		5 700 000 €

Le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrit dans le cadre du RGEC modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 relatif aux infrastructures portuaires s'élèvera au total à 1 000 000 euros, représentant 17.54 % du budget prévisionnel de 5 700 000 euros.

Pour information, la Région sera amenée à se prononcer également en octobre sur l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 500 000 euros au Grand Port Maritime de Marseille Fos pour la même opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le règlement Général d'Exemption par Catégorie modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 relatifs aux infrastructures portuaires ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;

- La délibération n° ECO 001-1175/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt majeur du Grand Port Maritime et la volonté affirmée de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour déployer la filière de l'éolien offshore flottant sur le territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un million d'euros au Grand Port Maritime de Marseille Fos pour l'opération d'aménagement du Quai Gloria à Port St Louis du Rhône.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération d'investissement n°2019004500 sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - AP n°190022BP - Nature 204182 - Fonction 67- Sous-politique B370.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 025-6890/19/BM

**■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association "Nos Quartiers ont des Talents" et paiement de la cotisation 2019
MET 19/12497/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Nos quartiers ont des talents » ci-après dénommée « NQT », créée en 2005 en Seine-Saint-Denis et présente en Région Sud depuis 2012 a pour objet d'accompagner les jeunes diplômés issus

des quartiers prioritaires et/ou milieux modestes (Bac +3 de moins de 30 ans) en favorisant la mise en relation entre jeunes du territoire et entreprises du territoire.

Après examen de leur candidature, les jeunes diplômés sont mis en relation avec des parrains ou marraines, cadres des entreprises adhérentes, et dont le secteur d'activité est en adéquation avec la formation du jeune et/ou son projet professionnel.

NQT propose aux collaborateurs des structures partenaires de s'impliquer dans le cadre d'actions de :

- coaching collectif
- découverte métiers
- transférabilité de compétences
- information des étudiants dans les universités

NQT anime une communauté de parrains et marraines favorisant les échanges de bonnes pratiques sur le parrainage.

NQT met à disposition des jeunes des outils de perfectionnement en anglais, d'e-learning et d'auto-évaluation en ligne.

Bilan du dispositif NQT : En 2015, face à une montée en croissance du chômage NQT s'est lancé le défi d'accompagner 100 000 jeunes d'ici 2025. Un Plan Ambition 2025, intégré au Livre Blanc « Relançons l'ascenseur social ». Depuis 2005, 48 231 jeunes diplômés ont été accompagnés par le dispositif NQT, mobilisant 12 185 parrains et 1 025 partenaires-mécènes.

A l'échelle nationale : En 2018, 6 928 jeunes diplômés ont été accompagnés en hausse par rapport aux 6005 accompagnés en 2017. Parmi ces jeunes, 1 454 jeunes résident en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPPV). 70% des jeunes diplômés trouvent un emploi dans les 6 mois en moyenne. Coût moyen du dispositif/jeune : 660 €

A l'échelle locale : En 2018, 339 jeunes diplômés résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont bénéficié du dispositif NQT dont 100 issus d'un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPPV) et 80 bénéficiaires du RSA.

Partenariats en Région Sud :

- Partenariats publics et institutionnels : Ministère du Travail via la Délégation Générale à l'Emploi et à la formation Professionnelle (DGEFP), Agence nationale pour la cohésion Sociale et l'Égalité des chances (ACSE), l'Europe (FSE), la DIRECCTE, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, Pôle Emploi, Région Sud, Aix-Marseille Université, etc.

- Partenariats privés : Orange, BNP Paribas, Allianz, Airbus, Crédit Agricole, SNCF, Carrefour, Thales,

Vinci, Nexity, ONET, GRDF, Banque Populaire, LCL, Société Générale, etc.

Les interventions de NQT sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont les suivantes : Actions mises en œuvre par NQT

- Assurer le suivi et le parrainage de tous les jeunes diplômés résidant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et correspondant aux critères de l'association.
- Fournir les outils de communication nécessaires.
- Développer la complémentarité avec les acteurs locaux.
- Assurer un reporting régulier.
- Co-organiser un événement annuel.
- Mobiliser des témoignages de jeunes et de parrains.
- Articuler ce partenariat avec les entreprises adhérentes de l'association et celles amenées à le devenir, implantées sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Mettre en place le parrainage collégial.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de cette association, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° ECO 010-592/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 et de renouveler son adhésion pour l'année 2017 par délibération n° ECO 024/1921/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 et pour l'année 2018 par délibération n° EMP 001-3928/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018.

Aujourd'hui, compte tenu de la poursuite des objectifs et de l'objet de l'association « NQT », il est proposé de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le paiement de la cotisation afférente d'un montant de 19 960 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association « Nos Quartiers ont des Talents » mène des actions en faveur de l'insertion professionnelles des jeunes issus des quartiers prioritaires ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend poursuivre son soutien à cette association dont les actions contribuent à l'insertion professionnelle des jeunes issus des quartiers prioritaires.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association, il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondante.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association Nos Quartiers ont des Talents et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 11.960 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transports, Déplacements et Accessibilité"

TRA 001-6891/19/BM

■ **Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône relative à l'opération de renouvellement et automatisé des rames et des systèmes d'exploitation des lignes M1 et M2 du métro de Marseille (NEOMMA)**
MET 19/12225/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Le métro de Marseille a été mis en service en 1977 avec 21 rames de 3 voitures et a été depuis étendu. Il comporte aujourd'hui 36 rames de quatre voitures pour les deux lignes M1 et M2.

L'opération de renouvellement des rames de métro a été décidée le 31 octobre 2013 par délibération du Conseil Communautaire de Marseille-Provence-Métropole. L'opération consiste à renouveler les rames et les systèmes d'exploitation, sans interruption d'exploitation. Cette opération de renouvellement porte sur la totalité des rames et des systèmes d'exploitation. Il est rendu indispensable par l'obsolescence des équipements dont le 40ème anniversaire a été fêté en 2017. Le parc actuel marseillais, dimensionné en 1983 ne permet pas de faire face aux futures extensions.

Le renouvellement, par un métro automatique sans conducteur, sera l'opportunité de disposer d'un métro, moderne, climatisé, accessible aux personnes à mobilité réduite depuis le quai et bénéficiant des technologies de pointe améliorant la souplesse d'exploitation, la qualité de service et le confort du voyageur. La sécurité des voyageurs sera fortement améliorée car le nouveau métro sera doté de façades de quai automatiques qui supprimeront le risque de chute de voyageurs sur la voie et d'intrusion dans les tunnels.

Les 36 rames actuelles seront remplacées par 38 rames en tranche ferme plus 6 tranches optionnelles pour les extensions de lignes et les augmentations de fréquentation possibles. Afin d'assurer la bonne coordination des travaux situés dans l'enceinte des infrastructures du métro relevant simultanément de la compétence de la Métropole pour les biens mis à

disposition de l'exploitant et de la compétence de la RTM, les parties ont souhaité recourir aux modalités de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

La livraison de la première rame à Marseille est prévue en octobre 2022.

A la fin d'année 2022, les trois premiers trains auront été livrés. Cette phase comprend également la maquette à l'échelle 1 prévue pour être livrée dès octobre 2020 qui permettra notamment de travailler le volet accessibilité du train depuis le quai avec les associations représentant les personnes à mobilité réduite ainsi que l'ergonomie du poste de conduite provisoire.

Le coût du projet s'élève à 491 700 000 euros. Le coût prévisionnel de la 1ère tranche subventionnable a été estimé à 137 000 000 d'euros Hors Taxe correspondant aux études, à la fabrication à l'équipement des 3 premiers trains dits « de pré-série » et aux systèmes et équipements d'exploitation associés.

Le Département des Bouches-du-Rhône a souhaité largement subventionner ce grand projet structurant. L'aide financière, à hauteur de 60%, qu'il accorde à la Métropole Aix-Marseille-Provence se porte à 82 200 000 euros hors taxe.

L'objet de la présente délibération est d'approuver la convention financière avec le Département des Bouches-du-Rhône, en annexe.

La présente convention définit les conditions et modalités financières de versement de la subvention. Le versement de l'aide départementale sera sollicité, sous peine de caducité, par le bénéficiaire dans un délai de trois ans à compter de la date de délibération de l'Assemblée départementale ayant accordé cette aide.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 018-6085/19/BM du 20 juin 2019 portant demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de renouvellement et automatiser des rames et des systèmes d'exploitation des lignes M1 et M2 du métro de Marseille (NEOMMA).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver une convention de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'opération de renouvellement et automatiser des rames et des systèmes d'exploitation des lignes M1 et M2 du métro de Marseille (NEOMMA).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'opération de renouvellement et automatiser des rames et des systèmes d'exploitation des lignes M1 et M2 du métro de Marseille (NEOMMA).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix Marseille Provence – Section Investissement – Nature 1313 – Sous politique C210

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-6892/19/BM

**■ Approbation d'une convention de financement avec l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, relative à la finalisation du programme des études et des travaux des VRTC (Voies réservées aux Transports en Commun) sur les 3 corridors autoroutiers de la Métropole.
MET 19/12715/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans la continuité du programme d'aménagement de voies réservées aux Transports en Commun sur les corridors autoroutiers (VRTC), préalable nécessaire au déploiement du REM (Réseau Express Métropolitain), pour une efficacité optimale de ce réseau en terme de fiabilité et gain en temps de parcours, il y a lieu de finaliser le programme des études et des travaux.

Cette convention, d'un montant de 17 340 000 millions d'euros, clôture le programme des études et des travaux prévus initialement dans le CPER 2015-2020, pour un montant global de 30 M d'euros.

Ce programme comprend des études opérationnelles de niveau Avant-Projet et projets pour les axes suivants :

- Sur l'A7 : Entre Vitrolles et le convergent A7/A51 (dans les 2 sens de circulation).
- Sur l'A50 : Du convergent A501/A50 jusqu'à l'échangeur de Florian sens vers Marseille
- Sur l'A51 :
 - De l'échangeur RD6 à l'échangeur RD9 sens vers Aix
 - De l'échangeur RD9 et la station-service de Bouc Bel Air sens vers Marseille

Il comprend également des travaux pour les axes suivants :

- Sur l'A7 :
 - Aménagement de VRTC entre le convergent A7/A51 et l'échangeur des Arnavaux (dans les 2 sens)
 - Aménagement de VRTC entre Vitrolles et le convergent A7/A51 (dans les 2 sens de circulation).
- Sur l'A50 :
 - Aménagement d'une VR sur l'A501 au niveau du convergent A501/A50, sens vers Marseille
 - Aménagement d'une VR du convergent A501/A50 jusqu'à l'échangeur de Florian, sens vers Marseille
 - Aménagement d'une VR entre les échangeurs du Jarret et de Florian sens vers Marseille
- Sur l'A51 :
 - Aménagement d'une VR sur l'A51 de l'échangeur D6 jusqu'à l'échangeur D9, sens vers Aix.

- Aménagement d'une VR de l'échangeur RD9 à la station-service de Bouc Bel Air sens vers Marseille
- Sur la RN296 :
 - Aménagement d'une VR sur la RN296, entre la limite A51 et l'échangeur RD14, sens vers Marseille

La convention ci annexée définit les modalités de la participation financière de l'Etat, de la Région sud Provence Alpes Côte d'Azur, du département des Bouches-du-Rhône et de la Métropole, ces dépenses s'inscrivant dans le budget alloué au CPER 2015/2020 pour un montant total de 30millions d'euros.

Le montant estimé des études et des travaux s'élève à 17 340 000 €, suivant la clé de

répartition suivante:

Financeurs	Total	Part
État	4 335 000. €	25 %
Région	4 335 000. €	25 %
Département	4 335 000. €	25 %
Métropole	4 335 000. €	25 %
Total	17 340 000. €	100%

Les études et travaux s'étaleront jusqu'en 2022 suivant l'échéancier prévisionnel ci-dessous:

Financeurs	2020	2021	2022
État	1 445 000. €	1 445 000. €	1 445 000. €
Région	1 445 000. €	1 445 000. €	1 445 000. €
Département	1 445 000. €	1 445 000. €	1 445 000. €
Métropole	1 445 000. €	1 445 000. €	1 445 000. €

Le comité de pilotage des voies réservées aux Transport en Commun, présidé par le Préfet de Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur est le garant de la mise en œuvre de la présente convention. Ce comité se réunit au moins une fois par an à l'initiative du préfet et a pour tâche principale de veiller au planning général de l'opération et à la situation financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée conclue entre l'Etat, la Région Sud

Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux études opérationnelles et travaux d'aménagement de voies réservées aux transports en commun, clôturant ainsi le programme des aménagements de voies réservées. Ce programme représente un montant global prévisionnel de 17 340 000 €, dont 4 335 000 € à charge de la Métropole suivant l'échéancier ci-dessous :

2020: 1 445 000 euros
2021: 1 445 000 euros
2022: 1 445 000 euros

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3:

Les crédits nécessaires à l'opération n°2019002400 « Voies de bus et autoroute », du programme 07 « Transports urbains exploitation » seront inscrits au budget principal AMP sur le Chapitre 20 – Nature 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-6893/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec Eiffage génie civil relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille concernant le marché T17-096 Lot : Démolition-gros œuvre
MET 19/12451/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DTM 006-322/14/CC en date du 18 juillet 2014, Le Conseil Communautaire a voté une opération de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite de quatre stations du métro de Marseille à savoir la Timone, Vieux port, Castellane et Sainte- Marguerite-Dromel.

Pour cette dernière, un marché de maîtrise d'œuvre a été lancé le 20 novembre 2014 et attribué le 1 juin 2015 au groupement ID&M INGENIERIE / ARCAN ARCHITECTURE (marché n°15/044).

La Métropole Aix Marseille Provence a lancé une consultation le 23 février 2017 relative aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Saint-Marguerite Dromel du réseau de métro de Marseille.

L'opération de travaux a été allotie comme suit :

LOT 1- Démolition –Gros œuvre

LOT 2- Second œuvre

LOT 3 - Electricité, courants forts, courants faibles

LOT 4 - Ascenseurs

Le lot 1 du marché de travaux Démolition – Gros œuvre a été attribué à la Société EIFFAGE GENIE CIVIL.

Le marché a été notifié le 28 juillet 2017 sous le n° T17-096 pour un montant global et forfaitaire de 698 778,92 € HT, soit 838 534,70 € TTC).

La société Eiffage Génie civil a présenté au maître d'œuvre le 14 décembre 2018 un mémoire en réclamation pour un montant de travaux supplémentaires de 304 467,52 K € HT, par ailleurs confirmé au projet de décompte final.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé de ramener ce montant à 99 969,19 €HT et la société Eiffage a accepté cette proposition.

Les Parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- Le marché n° T17-096 relatif aux travaux du LOT1 démolition gros-œuvre de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille
- La réclamation présentée le 14 décembre 2018 par la société EIFFAGE GENIE CIVIL

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de se prononcer sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société EIFFAGE GENIE CIVIL relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille concernant le marché T 17-096 lot 1 : démolition-gros œuvre.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la transaction avec la société EIFFAGE GENIE CIVIL afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° T17-096 relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la stations Ste-Marguerite Dromel du réseau de métro de Marseille, lot 1 Démolition gros-œuvre.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une indemnisation forfaitaire de 99 969,19 euros HT (soit 119 963,03 euros TTC), au titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Programme 13 – Autorisation de programme : 141130TP - Nature : 2315 - Fonction : Néant - Numéro d'opération : 2014101700 - Sous politique : C 230

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-6894/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises Eiffage-Travaux Publics Méditerranée-Eiffage TP-URBA TP relatif aux travaux de VRD (Lot n°1 - section Bougainville-Helia) du Bus à Haut Niveau de Service entre Bougainville et Saint Antoine à Marseille

MET 19/12302/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B2 entre le métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la desserte en transports en commun du secteur Nord de Marseille, en substituant à l'ancienne ligne de bus n°26, une ligne de BHNS de sorte à garantir un service performant de transport en commun qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Ainsi, dans un premier temps, MPM a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement EGIS France / Atelier Villes & Paysages.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre la station de métro Bougainville et Saint-Antoine (vallon des Tuves) a ensuite fait l'objet au niveau des prestations de travaux de l'allotissement technique et géographique suivant :

- Marchés de travaux Voirie réseaux et Divers (VRD) :
 - LOT 1 : section Bougainville – Helia
 - LOT2 : section Helia – Saint Antoine
- Marchés d'équipements :
 - LOT 1 : Eclairage public
 - LOT 2 : Espaces verts
 - LOT 3 : Signalisation lumineuse tricolore
 - LOT 4 : Equipements et systèmes
- Marchés transverses aux trois lignes de BHNS :

- Système de priorité aux feux
- Systèmes d'information voyageurs (SIV)

Les travaux de VRD ont fait l'objet d'un marché N°13-012, scindé en deux lots géographiques, tous deux attribués au groupement solidaire d'entreprises Eiffage Travaux Publics Méditerranée / Eiffage TP / Urba TP.
Le montant contractuel du lot N°1 s'élevait à 12 805 282,14 euros HT.

Ce lot qui a été notifié le 16 janvier 2013, portait sur :

- Les travaux préparatoires de libération des emprises ;
- La réalisation de la structure de la chaussée et des trottoirs ;
- La pose de pierres et de revêtements bitumineux sur voiries et trottoirs ;
- La réalisation de réseaux d'eaux pluviales ;
- La réalisation de tous les génies civils en attente sur l'emprise du projet (éclairage, signalisation tricolore, multitubulaire pour la fibre optique BHNS et vidéosurveillance et pour les raccordements électriques, arrosage) ;
- La fourniture et pose de mobilier urbain ;
- La signalisation verticale et horizontale.

Un avenant n°1 au marché a été conclu et notifié au titulaire le 12 novembre 2015.

Cet avenant a entériné la création du bordereau de prix supplémentaire n°1 sans augmentation du montant du marché.

A l'issue des opérations préalables à la réception et après levée des réserves, le titulaire a établi son projet de décompte final qui comprenait une demande de rémunération complémentaire (d'un montant de 10 295 948,68 euros HT) et l'a transmis au maître d'œuvre le 24 novembre 2015. Le montant total de ce projet de décompte final s'élevait à 23 398 842,07 euros HT.

Le décompte général de la Communauté urbaine, notifié le 14 décembre 2015, réévalue le montant total du marché à 12 091 785,21 euros HT.

Refusant cette évaluation, le Groupement a notifié le 22 janvier 2016 le décompte général non signé et accompagné d'un mémoire en réclamation pour le lot n°1 d'un montant de 11 273 108,55 euros HT.

Aucune décision motivée n'ayant été transmise au titulaire quant à la position du maître d'ouvrage sur son mémoire en réclamation, la demande du titulaire a donc été considérée tacitement rejetée.

Considérant ce rejet tacite de la part de la maîtrise d'ouvrage, le titulaire a saisi le Comité consultatif de règlement amiable des différends en matière de marchés publics de Marseille par courrier recommandé du 12 mai 2016. Le délai de 6 mois pour saisir le Tribunal Administratif était donc suspendu le 12 mai 2016.

Par courrier du 20 mai 2016 reçu le 24 mai 2016, le CCRA a transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le mémoire en réclamation du titulaire.

Le maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans plusieurs observations en défense reçues par le Comité le 30 mai 2017, 19 juin 2017, 9 janvier 2019 et 10 avril 2019.

Conformément aux dispositions prévues par décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 23 mai 2019, le CCRA de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement constitué entre les sociétés Eiffage Route Méditerranée, Eiffage Génie Civil et Urba TP aménagement Ales Provence et la Métropole d'Aix-Marseille Provence trouverait une solution équitable par la conclusion d'une transaction prévoyant l'octroi audit groupement d'une indemnité de 3 700 000 euros.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCRA, le titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du maître d'ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du protocole transactionnel présenté au présent Bureau pour un montant de 3 700 000 euros HT.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 11 273 108,55 euros HT à 3 700 000 euros HT.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de : 382 342,30 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13-012 relatif aux travaux du lot 1 de VRD du bus à haut niveau de service entre le métro Bougainville et Saint-Antoine ;
- La réclamation présentée par le groupement Eiffage Route Méditerranée/ Eiffage Génie Civil / Urba TP le 22 janvier 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 mai 2019 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le lot n°1 du marché N°13-012 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du lot N°1 du marché n°13-012, et entraîne que le groupement d'entreprises de travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Eiffage Route Méditerranée, Eiffage Génie Civil et Urba TP, afin de régler le différend relatif au lot N°1 du marché n°13-012.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une indemnité de 3 700 000 euros HT soit 4 440 000 euros TTC, majorée des intérêts moratoires arrêtés à la somme de 382 342,30 euros au titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- Pour l'indemnité principale : Budget Annexe Transport –Section investissement - Nature : 2315 - Numéro d'opération : 2012100201 - Sous politique : C 311.
- Pour les intérêts moratoires : Budget Annexe Transport – Section Fonctionnement – Nature : 6711 – Sous politique C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-6895/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises Eiffage relatif aux travaux de VRD (Lot n°2 - section Helia-Vallon des Tuves) du Bus à Haut Niveau de Service entre Bougainville et Saint Antoine à Marseille
MET 19/12303/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B2 entre le métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la desserte en transports en commun du secteur Nord de Marseille, en substituant à l'ancienne ligne de bus n°26, une ligne de BHNS de sorte à garantir un service performant de transport en commun qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Ainsi, dans un premier temps, MPM a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement EGIS France / Atelier Villes & Paysages.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre la station de métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves) a ensuite fait l'objet au niveau des prestations de travaux de l'allotissement technique et géographique suivant :

- Marchés de travaux Voirie réseaux et Divers (VRD) :
 - LOT 1 : section Bougainville – Helia
 - LOT2 : section Helia – Saint Antoine
- Marchés d'équipements :
 - LOT 1 : Eclairage public
 - LOT 2 : Espaces verts
 - LOT 3 : Signalisation lumineuse tricolore
 - LOT 4 : Equipements et systèmes
- Marchés transverses aux trois lignes de BHNS :
 - Système de priorité aux feux
 - Systèmes d'information voyageurs (SIV)

Les travaux de VRD ont fait l'objet d'un marché N°13-012, scindé en deux lots géographiques, tous deux attribués au groupement solidaire d'entreprises Eiffage Travaux Public Méditerranée / Eiffage TP / Urba TP.

Le montant contractuel du lot N°2 s'élevait à 8 453 806, 04 euros HT.

Ce lot qui a été notifié le 16 janvier 2013, portait sur :

- Les travaux préparatoires de libération des emprises ;
- La réalisation de la structure de la chaussée et des trottoirs ;
- La pose de pierres et de revêtement bitumineux sur voiries et trottoirs ;
- La réalisation de réseaux d'eaux pluviales ;
- La réalisation de tous les génies civils en attente sur l'emprise du projet (éclairage, signalisation tricolore, multitubulaire pour la fibre optique BHNS et vidéosurveillance et pour les raccordements électriques, arrosage) ;
- La fourniture et pose de mobilier urbain ;
- La signalisation verticale et horizontale.

Un avenant n°1 au marché a été conclu et notifié au titulaire le 12 novembre 2015.

Cet avenant a entériné la création du bordereau de prix supplémentaire n°1 sans augmentation du montant du marché.

A l'issue des opérations préalables à la réception et après levée des réserves, le titulaire a établi son projet de décompte final qui comprenait une demande de rémunération complémentaire (d'un montant de 6 341 924,91 euros HT) et l'a transmis au maître d'œuvre le 26 novembre 2015. Le montant total de ce projet de décompte Final s'élevait à 15 361 315,23 euros HT.

Le décompte général de la Communauté urbaine, notifié le 14 décembre 2015, réévalue le montant total du marché à 8.379.189,05 euros HT.

Refusant cette évaluation, le Groupement a notifié le 22 janvier 2016 le décompte général non signé et accompagné d'un mémoire en réclamation pour le lot n°2 d'un montant de 6 889 150,76 euros HT.

Aucune décision motivée n'ayant été transmise au titulaire quant à la position du maître d'ouvrage sur son mémoire en réclamation, la demande du titulaire a donc été considérée tacitement rejetée.

Considérant ce rejet tacite de la part de la maîtrise d'ouvrage, le titulaire a saisi le Comité consultatif de règlement amiable des différends en matière de marchés publics de Marseille par courrier recommandé du 12 mai 2016. Le délai de 6 mois pour saisir le Tribunal Administratif était donc suspendu le 12 mai 2016.

Par courrier du 20 mai 2016 reçu le 24 mai 2016, le CCRA a transmis à la Métropole Aix-Marseille Provence, le mémoire en réclamation du titulaire.

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans plusieurs observations en défense reçues par le Comité le 30 mai 2017, 19 juin 2017, 9 janvier 2019 et 10 avril 2019.

Conformément aux dispositions prévues par décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 23 mai 2019, le CCRA de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement constitué entre les sociétés Eiffage Route Méditerranée, Eiffage Génie Civil et Urba TP aménagement Ales Provence et la Métropole d'Aix-Marseille Provence trouverait une solution équitable par la conclusion d'une transaction prévoyant l'octroi audit groupement d'une indemnité de 2 650 000 euros.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCRA, le titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du protocole transactionnel présenté au présent Bureau pour un montant de 2 650 000 euros HT.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 6 889 150,76 euros HT à 2 650 000 euros HT.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de : 274 555,97 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13-012 relatif aux travaux du lot 2 de VRD du bus à haut niveau de service entre le métro Bougainville et Saint-Antoine ;
- La réclamation présentée par le groupement Eiffage Route Méditerranée/ Eiffage Génie Civil / Urba TP le 22 janvier 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 mai 2019 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le lot N°2 du marché N°13-012 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du lot N°2 du marché n°13-012, et entraîne que le groupement d'entreprises de travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Eiffage Route Méditerranée, Eiffage Génie Civil et Urba TP, afin de régler le différent relatif au lot N°2 du marché n°13-012.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une indemnité complémentaire de 2 650 000 euros HT soit 3 180 000 euros TTC, au titulaire du marché susvisé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- Pour l'indemnité principale : Budget Annexe Transport – Section investissement - Nature : 2315 - Numéro d'opération : 2012100201 - Sous politique : C 311.
- Pour les intérêts moratoires : Budget annexe Transport – Section Fonctionnement – Nature : 6711 – Sous-politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-6896/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée/Guintoli relatif aux travaux de voirie réseaux divers (section boulevard Gaspard Monge - technopôle de Château-Gombert) du Bus à Haut Niveau de Service entre le campus Saint Jérôme et le technopôle Château-Gombert à Marseille MET 19/12383/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur Marseille.

A cet égard, elle s'est engagée sur le volet «transport en commun» du Plan Campus en améliorant la liaison entre le pôle universitaire de St Jérôme et la technopole de Château-Gombert d'une part, et entre ces deux sites et le réseau métro-tramway-TER, d'autre part.

Ainsi, dans un premier temps, a été attribué un marché de maîtrise d'œuvre de l'opération au groupement INGEROP Conseil Ingénierie (Mandataire)/Gauthier + Conquet/Ipseu/Horizon Conseil.

L'opération d'aménagement de cette ligne de BHNS a ensuite fait l'objet de l'allotissement géographique suivant :

- LOT 1 : Travaux de VRD - Section Pèbre d'Ail - giratoire Wrésinski ;
- LOT 2 : Travaux de VRD - Section Wrésinski - Boulevard Gaspard Monge ;
- LOT 3 : Travaux de VRD – Section Monge – Technopôle Château Gombert et Einstein /Bara ;

Le lot N°3 précité a été notifié au groupement solidaire d'entreprises COLAS Midi Méditerranée / Guintoli sous le N°13-096 le 22 mai 2013 pour un montant estimatif contractuel de 11 605 958,60 euros HT.

Ce marché portait principalement sur la réalisation des travaux de Voirie et Réseaux Divers depuis le Boulevard Gaspard Monge jusqu'au terminus de la ligne de BHNS, au niveau du technopôle de Château Gombert. Le marché a permis notamment la réalisation d'un parking de rabattement de 120 places et d'un parking relais de 300 places. La section de travaux correspondante au lot N°3 représente environ 2,8 km de long, dont 1,4 km de site propre réservé à la ligne de BHNS.

Un avenant n°1 au marché de travaux a été conclu et notifié au titulaire le 27 juillet 2015, entérinant la création du bordereau de prix supplémentaire n°1 sans augmentation du montant contractuel du marché.

Le marché a été réceptionné, et la date d'achèvement des travaux a été fixée au 3 juin 2014.

Le projet de décompte final a ensuite été adressé par le titulaire au maître d'œuvre le 7 octobre 2014.

Par ordre de service n° 18 du 11 août 2015, le pouvoir adjudicateur a transmis au groupement le décompte général d'un montant de 11 605 117,54 euros HT.

Refusant cette évaluation, le Groupement a retourné le 11 septembre 2015 le décompte général signé avec réserves, accompagné d'un mémoire en réclamation d'un montant de 1 899 509,79 euros HT (intérêts moratoires non inclus), exposant une demande indemnitaire relative à des surcoûts directs et indirects liés à des événements de chantiers et adaptations techniques du projet. Aucune décision motivée n'ayant été transmise au titulaire quant à la position du maître d'ouvrage sur son mémoire en réclamation, la demande du titulaire a donc été considérée tacitement rejetée.

Par conséquent, les sociétés requérantes ont saisi le 22 avril 2016 le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics de Marseille (CCIRAL) d'une demande d'avis en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux.

Par courrier du 17 mai 2016 reçu le 19 mai 2016, le CCIRAL a transmis à la Métropole d'Aix-Marseille Provence, le mémoire en réclamation du titulaire. En réponse à ce mémoire en réclamation, le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire déposé au CCIRAL le 24 juillet 2017.

Conformément aux dispositions prévues par décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 25 janvier 2019, le CCIRAL de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement Colas Midi Méditerranée/Guintoli et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi audit groupement d'une indemnité de 295 000 euros HT dont la décomposition figure dans le protocole transactionnel ci-annexé.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCIRAL, le Titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du protocole transactionnel permettant de

ramener la réclamation de 1 899 509,79 euros HT à 295 000,00 euros HT soit 354 000,00 euros TTC.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 109 480,45 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13-096 relatif aux travaux du lot 3 de VRD du bus à haut niveau de service depuis le Boulevard Gaspard Monge jusqu'au terminus de la ligne de BHNS, au niveau du technopôle de Château Gombert ;
- La réclamation présentée par le groupement Colas Midi Méditerranée/Guintoli le 22 avril 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 25 janvier 2019 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le lot N°3 du marché N°13-096 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du lot N°3 du marché n°13-096, et entraîne que le groupement d'entreprises de travaux renonce à toute instance et action future devant le CCIRAL et les juridictions, sur le fondement du même litige.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure transactionnelle avec le groupement Colas Méditerranée / Guintoli afin de régler le différend relatif au lot N°3 du marché n°13-096.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une indemnité de 295 000 euros HT soit 354 000 euros TTC, au titulaire du marché susvisé majorée des intérêts moratoires soit 109 480,45 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Pour l'indemnité principale : Budget Annexe Transport – Section Investissement - Nature : 2315 - Numéro d'opération : 2012100301 - Sous politique : C 311.
- Pour les intérêts moratoires : Budget Annexe Transport – Section Fonctionnement – Nature : 6711 – Sous Politique C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-6897/19/BM

**■ Approbation d'un avenant au mandat de maîtrise d'ouvrage délégué à la SPL Façonéo pour les études et les travaux dans le cadre du Projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Aubagne et Gémenos
MET 19/12576/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°24-1215 du 14 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et

de l'Etoile a confié un mandat de maîtrise d'ouvrage délégué à la SPL Façonéo en vue de conduire les études et les travaux de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Aubagne et la zone industrielle des Paluds. L'opération décrite dans le mandat consiste en la réalisation d'aménagement de voirie pour permettre au bus de sortir des embouteillages, et l'implantation de sept stations accessibles.

Le projet comprend également le réaménagement des espaces publics le long du tracé avec une requalification des secteurs traversés grâce à l'utilisation de revêtements de sol de qualité et la mise en place d'un nouveau mobilier urbain, de cheminements piétons confortables et la création d'itinéraires cyclables sur certaines parties du parcours.

Les études de faisabilité avancées conduites en 2017 et en 2019 ont modifié le programme : l'itinéraire a été prolongé jusqu'à la commune de Gémenos pour desservir les entreprises du parc d'activité, avec l'ajout de cheminement piéton confortable, le nombre de stations a été porté à 12 pour desservir au mieux les salariés, 26 000 m² de surface seront désormais imperméabilisées pour répondre à la problématique de la bonne gestion des eaux de pluie sur les deux communes, l'itinéraire cyclable a été revu pour proposer un aménagement continu entre la Gare et la zone d'activité de Gémenos.

Le parking relais initialement prévu dans la zone des Paluds est repositionné sur la zone de Camp de Sarlier, dans un programme porté par un aménageur. Cet équipement est sorti du mandat de réalisation confié à la SPL Façonéo.

Aussi, le montant total du programme est établi à 39.180.000,00 euros TTC, dont 37 668 000 euros TTC sont confiés à la SPL Façonéo au travers du mandat de maîtrise d'ouvrage délégué.

Conformément aux articles 3 du contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée, il convient d'acter ces modifications de programme dans le mandat.

La rémunération provisoire du mandataire est portée à 1.241.910,00 euros HT soit 1 490 292 euros TTC pour l'ensemble du mandat, soit 4,5 % du montant total des travaux et des honoraires sur travaux confiés à Façonéo.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 décembre 2015 confiant à la SPL FACONEO le mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée en vue de conduire les études et les travaux de réalisation de la ligne à haut niveau de service « Chrono'Bus » ;
- Le projet d'avenant n°1 au contrat de mandat pour la réalisation de la ligne de bus à haut niveau de service « ChronoBus » avec la SPL Façonéo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme de l'opération a été revu ;
- Que l'enveloppe du programme confié au mandataire a été réévaluée, au sortir des études de faisabilité à un montant de 31 390 000 euros HT soit 37 668 000 euros TTC ;
- Que dans ces conditions, il convient de modifier les termes du mandat de maîtrise d'ouvrage délégué confié à la SPL Façonéo.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée en vue de conduire les études et les travaux de réalisation de la ligne de Chrono'Bus avec la SPL FACONEO, pour un montant forfaitaire de 1 241 910 euros HT soit 1 490 292 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Transports 2019 et suivants – section d'investissement - opération n° 2017400200 - Sous Politique C210 - Nature budgétaire 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-6898/19/BM

■ Approbation d'une convention cadre de partenariat avec le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité, et l'aménagement (CEREMA) MET 19/12585/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité, et l'aménagement CEREMA est un établissement public de l'État à caractère administratif.

L'article 44 de la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013, confère les missions suivantes au CEREMA :

1. Promouvoir et de faciliter des modes de gestion des territoires qui intègrent l'ensemble des facteurs environnementaux, économiques et sociaux ;
2. Accompagner les acteurs publics et privés dans la transition vers une économie sobre en ressources et décarbonée, respectueuse de l'environnement et équitable ;
3. Apporter à l'État et aux acteurs territoriaux un appui, en termes d'ingénierie et d'expertise technique sur les projets d'aménagement nécessitant notamment une approche pluridisciplinaire ou impliquant un effort de solidarité ;
4. Assister les acteurs publics dans la gestion de leur patrimoine d'infrastructure de transport et de leur patrimoine immobilier ;
5. Renforcer la capacité des acteurs territoriaux à faire face aux risques auxquels sont soumis leurs territoires et leurs populations ;
6. Promouvoir aux échelons territorial, national, européen et international les règles de l'art et le savoir-faire développer dans le

cadre de ses missions et en assurer la capitalisation.

L'article 45 de cette même loi poursuit que pour l'accomplissement de ses missions, le Cerema peut assurer des activités de conseil, d'assistance, d'études, de contrôle, d'innovation, d'expertise, d'essais et de recherche. L'établissement est investi de la faculté de réaliser ces prestations directement pour le compte de tiers autres que l'État, et donc auprès d'une Métropole le cas échéant.

- De son côté, la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose de nombreuses compétences, notamment dans les domaines de l'aménagement des territoires, de la planification et des transports et de la mobilité, des infrastructures et ouvrages d'art, de l'environnement et de la biodiversité.

La convention ci annexée constitue un cadre de relation partenariale qui a pour objet de définir les modalités suivantes de collaboration entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CEREMA, autorisés par les textes législatifs et réglementaires :

- Activités de recherche et de développement, pouvant comprendre des démonstrateurs technologiques, au sens de l'article L2512-5 du Code de la Commande Publique ;
- Activités de coopération entre pouvoirs adjudicateurs au sens de l'article L2511-6 du Code de la Commande Publique.
- Achats innovants au sens du décret n°2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique.

La convention porte sur des activités relatives aux politiques publiques portées par la Métropole et entrant dans le cadre des missions du Cerema :

- Les transports et la mobilité du futur ;
- La conception des espaces publics et le partage de la voirie ;
- L'environnement et la biodiversité ;
- Les infrastructures et les ouvrages d'art ;
- Le développement urbain et stratégie territoriale ;
- L'observation et l'analyse territoriale.

La convention cadre est proposée pour la période 2019-2021. Elle fait l'objet d'un programme annuel prévisionnel de collaboration. S'agissant d'une convention cadre, elle n'a aucune incidence financière ; elle sera ensuite déclinée en conventions spécifiques pour chaque collaboration envisagée. Le programme annuel prévisionnel de 2019-2020 est joint au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre de partenariat ci-annexée entre le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité, et l'aménagement, CEREMA, et la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que le programme prévisionnel annuel ci-joint pour les années 2019-2020.

Article 2 :

Cette convention n'a aucune incidence financière.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-6899/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement
relative au financement de l'opération de ligne de
Bus à Haut Niveau de Service de Miramas
MET 19/12574/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses

territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Il décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité passe par la mise en œuvre de lignes locales de transport collectif efficaces et coordonnées avec les modes lourds comme les TER ainsi que les lignes Métroexpress.

Le réseau ULYSSE de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en charge de la gestion des transports urbains sur l'ouest de l'Etang de Berre, s'est engagé, dès sa création en 2012, dans une politique de restructuration et de densification de son offre de transport afin d'améliorer les relations entre les différents modes de transports et infléchir les pratiques actuelles de mobilité urbaines. C'est dans cette logique, afin de compléter la chaîne de déplacements, qu'est inscrite la ligne de BHNS de Miramas.

Ce projet de BHNS présente les caractéristiques suivantes :

- 7 kilomètres de longueur de ligne ;
- 22 minutes de temps de parcours (amélioration de 9 minutes par rapport à l'existant) ;
- 15 stations desservies (interstation moyenne 470 mètres) ;
- 19 kilomètres/heure de vitesse commerciale (amélioration de 3 kilomètres/heure par rapport à l'existant) ;
- Meilleure régularité ;
- Stations modernisées et accessibles.

Cette nouvelle ligne de BHNS intégrera :

- Des aménagements de sites propres, ouverts à l'ensemble des lignes de bus et ciblés sur les sections où la perte de temps des bus est la plus forte, principalement en amont des carrefours ;
- La mise en place de dispositifs de priorité à tous les carrefours à feux des itinéraires ;

- La réalisation d'aménagements cyclables sur les voies où sont réalisés des travaux en faveur des transports en commun ;
- Le réaménagement de stations voyageuses.

Calendrier prévisionnel :

- 1er semestre 2019 : finalisation de l'étude de faisabilité ;
- 2ème semestre 2019 : désignation d'un maître d'œuvre ;
- 2020 : concertation et études de maîtrise d'œuvre ;
- 2ème trimestre 2021 : lancement des travaux ;

Etat « Appel à projet Grenelle 3 »	17,55%	930 000 euros
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « CRET »	4,91%	260 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence « Autofinancement »	77,54%	4 110 000 euros
TOTAL HT	100.00%	5 300 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Fin 2022 : mise en service de la ligne.

Coût prévisionnel :

Le coût total prévisionnel de l'opération (études et travaux) est évalué à 5 300 000 euros HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service de Miramas

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe Transport 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2013700103 rattachée au programme 49 code AP 137490TP.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe des Transports 2019 et suivant de la Métropole Aix Marseille Provence, Sous Politique C240, Natures 1311-1312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-6901/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville à Marseille
MET 19/12639/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société QPARK un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 7 793,30 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville n°14/005 en date du 15 janvier 2014 ;

- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 portant modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 prévoit la modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 7 793,30 euros TTC dans la gestion du parking

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-6902/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux à Marseille MET 19/12644/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société QPARK un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 9 443 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux n°07/136 en date du 28 septembre 2007 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ces parkings, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner pour un

montant de 9 443 euros TTC dans la gestion de ces parkings.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-6903/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beugeard à Marseille MET 19/12646/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société EFFIA un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 2 219[€] TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beugeard n°15/1623 en date du 26 octobre 2015 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 2 219 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-6904/19/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille**
MET 19/12647/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 10 448 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement République n°07/143 en date du 09 octobre 2007 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 portant modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 prévoit la modification unilatérale des contrats de Délégation de

Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;

- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner pour un montant de 10 448 euros TTC dans la gestion du parking

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-6905/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Préfecture et Castellane à Marseille
MET 19/12649/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 14 367 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Préfecture et Castellane n°91/342 en date du 19 novembre 1991 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole,
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces

gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 14 367 euros TTC dans la gestion du parking

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-6906/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Mucem à Marseille

MET 19/12650/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 20 121, 70 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement MUCEM n°09/149 en date du 05 novembre 2009 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 portant modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 prévoit la modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner pour un montant de 20 121, 70 euros TTC dans la gestion du parking

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-6907/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès à Marseille MET 19/12651/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement

économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 31 473, 90 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement de Gaulle et Jaurès n° 91/343 en date du 19 novembre 1991 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 portant modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à

l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 prévoit la modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 31 473,90 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 018-6908/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux Port à La Ciotat à Marseille
MET 19/12652/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 5558,11 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux Port n°06/123 en date du 10 août 2006 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings

métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 5558,11 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 019-6909/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie à Marseille
MET 19/12654/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société QPARK un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 40 194 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie n°91/354 en date du 2 décembre 1991 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux

horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;

- La délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 portant modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 prévoit la modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 40 194 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 020-6910/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille
MET 19/12663/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société QPARK un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 21 144,50 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves n°87/042 en date du 23 février 1987 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 portant modification unilatérale des contrats de Délégation de Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la délibération TRA 001-5980/19/CM du 16 mai 2019 prévoit la modification unilatérale des contrats de Délégation de

Service Public pour l'exploitation de certains parkings métropolitains du centre-ville de Marseille portant sur la gratuité du stationnement à l'occasion du lancement de l'opération Marseille Provence Gastronomie 2019 ;

- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 21 144,50 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 021-6911/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service publique relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis
MET 19/12653/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société EFFIA un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 10 120 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie n°14/026 en date du 24 mars 2014 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux

horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;

- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 10 120 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT1 chapitre 011 nature 6288 fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 022-6912/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignetet Bellegarde
MET 19/12662/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la SEMEPA un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 37 416 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Carnot, Méjanès, Pasteur, Cardeurs, Mignet et Bellegarde en date du 29 décembre 1986 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces

gratuités sur ces parkings, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 37 416 euros TTC dans la gestion des parkings.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT2 chapitre 011 nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 023-6913/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Degut à Martigues
MET 19/12666/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la SEMOVIM un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 872,90 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement DEGUT en date du 1^{er} janvier 2017 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un

montant de 872,90 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT6 chapitre 011 nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 024-6914/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Rayettes à Martigues MET 19/12683/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la SEMOVIM un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 2659,80 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat pour l'exploitation du parc de stationnement Les Rayettes approuvé par délibération du conseil municipal de Martigues en date du 13 décembre 1991 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ce parking, par la signature d'un protocole transactionnel.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner d'un montant de 2659,80 euros TTC dans la gestion du parking.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT6 chapitre 011 nature 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 025-6915/19/BM

■ Mise à disposition, à titre gratuit, de la navette maritime du Frioul au Parc National des Calanques pour la mise en place d'un projet d'aire marine éducative au Frioul
MET 19/12557/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Une « aire marine éducative » est une zone maritime littorale de petite taille gérée de manière participative par les élèves d'une école primaire suivant des principes définis par une charte. Elle constitue un projet pédagogique et éco-citoyen de connaissance et de protection du milieu marin par des jeunes publics. Les aires marines éducatives sont des outils d'éducation à l'environnement déployés sous l'impulsion du Ministère de la transition écologique et solidaire et du Ministère de l'Education Nationale, et dont le dispositif est coordonné par l'Agence Française pour la biodiversité.

Fort du succès des projets engagés en 2018, le Parc National des Calanques souhaite initier deux nouvelles aires marines éducatives sur les îles du Frioul, avec le soutien de la Direction du littoral et de la mer de la Ville de Marseille.

Au vu des objectifs de ce projet en matière d'éducation à l'environnement, il est proposé de soutenir la création des deux nouvelles Aires marines éducatives sur les îles du Frioul en offrant la gratuité du transport maritime à deux classes de l'école élémentaire des Acoules et de l'école élémentaire de la Paix à Marseille et leurs accompagnateurs choisis pour le projet (8 sorties par an et par classe durant la période scolaire 2019/2020), La Métropole mettra à disposition gratuitement les titres de transports, ce qui constitue une subvention en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir la démarche du parc National des Calanques de création de deux Aires marines éducatives sur le Frioul ;
- Qu'elle souhaite mettre à disposition, à titre gratuit, la navette maritime du Frioul pour soutenir ce projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à disposition, à titre gratuit, de la navette maritime du Frioul durant la période scolaire 2019/2020, aux deux classes de l'école élémentaire des Acoules et de l'école élémentaire de la Paix à Marseille et leurs accompagnateurs choisis pour le projet d'Aire marine éducative, ce qui constitue une subvention en nature.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, - annexe Transports sous politique C210, nature budgétaire 6114

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 026-6916/19/BM

■ Attribution d'une subvention au Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF) pour la mise en place de l'opération "Marseillais unis dans l'amitié"

MET 19/13282/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération « Marseillais Unis dans l'amitié », le CRIF Marseille Provence organise le 3 novembre 2019, des rencontres sportives multiculturelles.

Au vu des objectifs de ce projet, il est proposé de soutenir le CRIF Marseille Provence en prenant en charge les titres de transport des participants, soit une subvention d'un montant maximal de 560 euros (400 tickets solo collectivité).

Ces tickets seront retirés par l'association auprès de la caisse principale de la RTM.

La Métropole mettra à disposition gratuitement les titres de transports auprès du CRIF Marseille Provence, ce qui constitue une subvention en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir l'opération « Marseillais unis dans l'amitié » organisée par le CRIF Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix Marseille Provence met à disposition à titre gratuit du CRIF Marseille Provence 400 titres de transport pour les participants à l'opération « Marseillais unis dans l'amitié », ce qui constitue une subvention en nature.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, , budget annexe transport - sous politique C210, nature budgétaire 6114.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 027-6917/19/BM

■ Attribution d'une subvention à la Fondation Usine Extraordinaire pour la prise en charge de titres de transport sur Marseille pour l'opération "l'Usine Extraordinaire " MET 19/13304/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La 2eme édition nationale Usine Extraordinaire s'installe à Marseille du 14 au 16 novembre 2019, dans le cadre du port de Marseille et du MuCEM, « entre Ciel, Terre et Mer ».

5 000 m² d'exposition seront répartis entre l'esplanade du J4 à côté du MuCEM, et le quai d'honneur du port de Marseille où sera amarré un navire accueillant une partie de la manifestation.

Cette nouvelle édition mettra l'accent sur l'importance et le potentiel de l'industrie française. L'occasion de (re)découvrir des champions internationaux mais aussi des PME industrielles d'excellence dans le secteur de l'aéronautique, de la mer ou encore de l'énergie et de la chimie.

Trois jours de découvertes des coulisses de l'usine, de rencontres avec celles et ceux qui font l'usine au

quotidien, de conférences et ateliers inspirants sur le rôle des usines d'aujourd'hui pour répondre aux grands défis environnementaux et sociaux, mais aussi d'expériences immersives.

Pensé pour le grand public et particulièrement les jeunes, cet événement accueillera 20 000 visiteurs dont 10 000 scolaires, apprentis et étudiants du grand Sud (de Perpignan à Nice en passant par la Corse). 150 étudiants-guides ingénieurs seront mobilisés pour accompagner les classes, qui viendront de tout le grand Sud. Cet événement gratuit, sur inscription, est ouvert à tous du jeudi 14 au samedi 16 novembre 2019.

Au vu des objectifs de ce projet, il est proposé de soutenir la manifestation en prenant en charge 500 titres de transport pour les collégiens et lycéens de Marseille, ce qui constitue une subvention en nature d'un montant maximal de 1 400 euros (1000 tickets solo collectivité).

Ces tickets seront retirés par l'association auprès de la caisse principale de la RTM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.
-

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite soutenir l'opération « l'usine extraordinaire » sur Marseille.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence met à disposition de l'organisateur de « l'Usine Extraordinaire » 1000 titres de transport pour les collégiens et lycéens marseillais, ce qui constitue une subvention en nature.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, budget annexe transport - sous politique C210, nature budgétaire 6114

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-6918/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'intervention foncière avec la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur Noailles à Marseille 1er arrondissement dans le cadre du Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne
MET 19/10899/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, a proposé une nouvelle stratégie durable pour le traitement de l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pourvoir porter atteinte à la propriété privée lorsqu'elle est source d'indignité. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

L'action foncière est un volet essentiel de cette stratégie, c'est pourquoi il s'est avéré nécessaire de renforcer et d'adapter les partenariats avec les

opérateurs fonciers déjà mobilisés sur le périmètre du grand centre-ville de Marseille.

A ce titre, dans le cadre d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation-impulsion qui a fait l'objet d'avenants, l'EPF accompagne la Métropole et mène une action foncière publique sur un périmètre d'intervention global de plus de 1000 hectares correspondant à celui de l'opération Grand Centre-Ville. Cette action porte particulièrement sur 12 sites pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci par acquisitions amiables, préemption et expropriation.

Aujourd'hui, la stratégie de lutte contre l'habitat indigne sur le grand centre-ville de Marseille se décline au travers du Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019. Il s'agit d'un cadre d'actions coordonnées et transversales qui établit un programme de travail et prend la forme d'un contrat conclu entre l'Etat, la ville de Marseille, Euroméditerranée, le département, l'EPF, l'ANAH, l'ANRU, l'ARHLM et la CDC.

Conclu pour une durée de 15 ans et portant sur un périmètre d'intervention de 1000 hectares, il identifie 4 îlots opérationnels de première phase sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites prioritairement. Parmi ces 4 îlots, figure l'îlot Noailles-Ventre qui intègre les parcelles concernées par le sinistre de la rue d'Aubagne survenu le 5 novembre 2018 suite à l'effondrement des numéros 63, 65 et 67 de la rue.

Suite à la remise du rapport du collège d'experts de la rue d'Aubagne au Maire de Marseille, la ville de Marseille a annoncé par communiqué de presse du 1er mars 2019 sa décision de maîtriser les immeubles compris entre les numéros 71 et 83 (inclus) de la rue d'Aubagne. Pour assurer la cohérence d'un projet qui reste entièrement à définir, l'intervention en maîtrise foncière doit être étendue aux parcelles privées des n° 65, 67 et 69, rue d'Aubagne. Il est à rappeler que les tenements des n°61 et 63 sont propriété de Marseille Habitat.

La Métropole poursuivra le relogement définitif, ainsi que l'accompagnement des occupants, déjà engagés par l'Etat et la Ville, dès lors qu'aucun retour sur site n'est envisagé.

Début septembre 2019, les immeubles objet de la présente convention sont totalement inoccupés, les ménages sont accueillis en hébergement temporaire ou relogés définitivement.

Sur les 73 ménages concernés, 36 ont d'ores et déjà été relogés définitivement, et 37 sont relogés temporairement en attente d'un relogement définitif ; la plupart ayant déjà reçu une ou plusieurs propositions de relogement.

Compte-tenu de ces éléments, La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA ont ainsi convenu de s'associer pour conduire une mission spécifique de maîtrise foncière et de portage des immeubles compris entre les numéros 65 et 83 (inclus) de la rue d'Aubagne dans le cadre d'une convention en phase impulsion-réalisation, en vue de constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir en concertation.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à cinq millions d'euros, hors taxes et hors actualisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 13/1371 du 9 décembre 2013 du Conseil Municipal de Marseille ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risque ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération n° 012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération DEVT 001-6459/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation du bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération URB 001-6423/19/CM du 20

juin 2019 du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation du Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de mettre en œuvre une action foncière partenariale déclinant la nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé,
- Que le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille identifie les quatre îlots opérationnels de première phase, dont l'îlot Noailles-Ventre, sur lesquels études et actions opérationnelles devront être conduites prioritairement
- Qu'il est nécessaire de conduire une mission spécifique de maîtrise foncière et de portage des immeubles compris entre les numéros 65 et 83 (inclus) de la rue d'Aubagne en vue de constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir en concertation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site de la rue d'Aubagne à Marseille 1^{er} arrondissement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ledit avenant et tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-6919/19/BM

■ Approbation du programme des équipements publics modifié et des modalités de financement de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe à Marseille - Mise en valeur du domaine Montgolfier - Approbation d'une convention financière avec la Ville de Marseille et la Soleam MET 19/12380/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe a été créée par délibération du Conseil Municipal n°04/1150/TUGE lors de la séance du 13 décembre 2004. La Ville de Marseille a concédé l'aménagement et l'équipement de cette opération par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006 à la SAEML Marseille Aménagement, ayant fait l'objet en 2013 d'une fusion absorption par la SPL SOLEAM.

Cette opération a été transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de soumettre à approbation du Bureau de la Métropole une modification du programme des équipements publics et de ses modalités de financement et une convention financière tripartite.

Le programme des équipements publics est modifié en vue d'y intégrer la réhabilitation et la mise en valeur du domaine bastidaire dit « Montgolfier », patrimoine communal de 12 hectares inscrit aux monuments historiques, ayant fait l'objet d'un plan de gestion à la demande de la Direction Régionale des Affaires Culturelles conduit par la ville de Marseille en 2018.

Les bâtiments composant le domaine Montgolfier sont deux bastides, deux fermettes, un bâtiment d'écuries, deux moulins, un hangar et diverses pièces de petit patrimoine bastidaire.

Le parc du domaine se compose de prairies, bosquets, talus, arbres de hautes tiges (cyprès

chauves, platanes, tilleuls, chênes verts et pubescents) et d'une tèse. Il est traversé par le ruisseau de plombières, accompagné d'une ripisylve importante.

Le domaine est occupé pour moitié (6ha) par une des fermes pédagogiques de la Ville de Marseille, faisant l'objet d'une délégation de service public.

Le domaine Montgolfier est le seul domaine communal bastidaire complet inscrit aux monuments historiques. A ce titre, il a une forte valeur patrimoniale.

Le projet proposé par la Ville de Marseille, sur la base du plan de gestion, pour mettre en valeur ce domaine et le faire connaître est d'amplifier l'action éducative mise en place depuis de nombreuses années:

- étendre l'activité pédagogique à un public élargi et à l'ensemble du domaine à travers un partenariat avec :
 - le musée d'histoire, le muséum d'histoire naturelle, les archives municipales pour les fonctions muséales, sur les thématiques historiques, patrimoniales et écologiques
 - l'université Aix Marseille Provence et le bureau des guides dans des fonctions de formation et d'enseignement sur les thématiques environnementales et écologiques.
- conserver une activité agricole en la faisant évoluer vers une exploitation plus traditionnelle, émanation de l'agriculture bastidaire : maraichère, fruitière et d'élevage,
- proposer de la restauration avec des produits de la ferme, transformés sur place
- assurer une fonction d'hébergement : classes vertes et randonneurs en partenariat avec le bureau des guides

Le programme des équipements publics modifié ainsi que les pièces faisant état, conformément à l'article R 311-7 du Code de l'Urbanisme, de l'accord de la Ville de Marseille exprimé en séance du 30 septembre 2019 sur le principe de la réalisation des équipements de compétence communale, sur les modalités de leur incorporation dans son patrimoine seront joints au dossier de réalisation qui s'en trouve ainsi modifié.

Le coût de l'ensemble des travaux architecturaux et paysagers, prenant en compte la maîtrise d'œuvre, les aléas et la rémunération de l'aménageur, a été évalué à 12,2 millions d'euros HT (14,4 M€ TTC) à phaser

sur plusieurs années. Il sera intégralement pris en charge par la Ville de Marseille. Les études et travaux seront conduits par la SOLEAM, aménageur de la ZAC.

Conformément aux dispositions de l'article 17.5 de la convention de concession d'aménagement relative à l'opération, le concessionnaire est habilité à recevoir d'autres collectivités territoriales des versements financiers au bénéfice de l'opération après avoir obtenu l'accord du concédant.

Afin de permettre un versement direct de la Ville à l'aménageur, le conseil municipal du 16 septembre 2019 a approuvé une convention financière entre la SOLEAM, la Ville de Marseille et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal du 16 septembre 2019 approuvant la modification du programme des équipements publics et la convention financière tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la SOLEAM ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réalisation par la SOLEAM des aménagements et travaux de mise en valeur

du Parc Montgolfier et leur prise en charge par la Ville de Marseille nécessite de modifier le programme des équipements publics de la ZAC Sainte Marthe et doit faire l'objet d'une convention financière

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme des équipements publics modifié de la ZAC Hauts de Sainte Marthe, ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la modification du dossier de réalisation suite à la modification du programme des équipements publics.

Article 3:

Est approuvée la convention financière tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la SOLEAM permettant à la Métropole d'autoriser la Ville de Marseille à verser à l'aménageur de la ZAC le montant (12,2 millions d'euros H.T) du coût des travaux de valorisation du domaine Montgolfier, travaux visés au programme des équipements publics et prévus dans le cadre du plan de gestion du parc Montgolfier.

Article 4 :

Les travaux seront réalisés par la SOLEAM, aménageur de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-6920/19/BM

**■ Approbation d'une convention d'anticipation foncière à vocation économique avec la commune de Gignac-la-Nerthe et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le secteur Billard-Bricard
MET 19/12572/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences le développement économique et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique de son territoire.

L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), régi par les dispositions des articles L 321-1 et suivants de Code de l'Urbanisme, l'accompagne pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Le territoire métropolitain connaît une urbanisation dense. Les espaces de mitage sont nombreux et les opportunités foncières de développement sont rares.

Néanmoins, au nord-ouest du territoire de Marseille-Provence un secteur d'environ 400 hectares présentant un intérêt majeur pour l'accueil d'activités a été identifié et a donné lieu à la création de trois zones d'aménagement concerté (ZAC) : la ZAC des Florides sur la commune de Marignane pour l'accueil d'activités industrielles, tertiaires et de petite production ; la ZAC des Aiguilles sur la commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'accueil d'activités de petite logistique et enfin la ZAC d'Empallières sur la commune de Saint-Victoret pour l'accueil d'activités tertiaires et de petite production.

Le positionnement économique de ce bassin est mis en exergue au travers de l'agenda du développement économique et du DOFIE (Dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique). Ces documents révèlent une offre foncière et immobilière déficitaire et flèchent ce secteur comme un pôle économique attractif à développer et requalifier.

L'opération Billard-Bricard en extension et requalification est identifiée comme étant prioritaire au DOFIE.

La Métropole et la commune de Gignac-la-Nerthe souhaitent poursuivre dans cette voie et envisagent à terme la création d'une ZAC d'activité économique sur le secteur de Billard-Bricard situé dans la continuité de la ZAC des Florides, en bordure de la RN 368 et desservi par l'A55.

Une étude de faisabilité et une étude économique diligentées, en son temps, ont permis d'esquisser un schéma type d'aménagement global et ont conclu à l'orientation de ce site pour l'accueil d'activités généralistes avec une spécialisation vers des activités artisanales.

Par délibération du 3 juillet 2016, La Métropole Aix-Marseille-Provence avait confié à la SOLEAM la réalisation d'études préalables à la création d'une ZAC sur ce secteur et une étude urbaine avait, également, été conduite afin de définir un programme d'aménagement.

Cette convention a récemment fait l'objet d'un avenant N°2 approuvé par la Métropole par délibération du 20 juin 2019. Cet avenant établit un périmètre élargi à

46 ha englobant 2 sous périmètres distincts sur la commune de Gignac-la-Nerthe, redéfinit le cadre des études à lancer et les montants financiers induits notamment par la problématique de la pollution des sols.

Au sein de ce secteur la Métropole maîtrise d'ores et déjà du foncier, et des procédures de préemption sont en cours.

Il s'avère donc utile aujourd'hui de poursuivre et de renforcer la maîtrise foncière par anticipation de ce secteur, pour continuer le remembrement entrepris et la constitution de réserve foncière, veiller à la régulation des prix et mettre en place une ingénierie de traitement des sols pollués prégnante sur une partie du site.

Ainsi, la Métropole, la commune et l'EPF PACA ont convenu de s'associer pour conduire une mission d'anticipation foncière sur ce territoire à enjeux.

La présente convention a pour objectif de définir aussi bien sur le plan technique que financier le partenariat entre la commune de Gignac la Nerthe, la Métropole et l'EPF PACA.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à 20 000 000 d'euros (vingt millions d'euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 13/1371 du 9 décembre 2013 du Conseil Municipal de Marseille ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe et le lancement du Plan d'Actions Foncières métropolitain ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques

- La délibération ECO 001-490/18/CT du 11 décembre 2018 portant approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole 2018 - 2032.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 004-6109/19/BM du 20 juin 2019 approuvant l'avenant n° 2 du mandat d'étude avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billard-Bricard ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de conduire une mission de maîtrise foncière par anticipation et de portage sur ce secteur à enjeu économique identifié comme prioritaire par le DOFIE ;
- Qu'il y a lieu de conclure un partenariat avec l'EPF PACA en vue d'accompagner le projet d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'anticipation foncière-ci-annexée sur le site Billard-Bricard à Gignac-La-Nerthe entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la commune et la Métropole ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-6921/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille
MET 19/12260/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence compte parmi ses compétences le développement économique et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique sur son territoire.

Pour cela, l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur (EPF PACA) l'accompagne depuis 2011 sur les secteurs tendus à vocation d'économie productive en renouvellement urbain et notamment le périmètre Marseille Nord couvert par la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Façade Maritime Nord.

A ce titre, dans le cadre d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation-impulsion qui a fait l'objet d'avenants, l'EPF PACA accompagne la Métropole et mène une action foncière publique sur le périmètre d'intervention global de plus de 1000 hectares correspondant à l'opération Grand Centre-Ville.

Cette action porte particulièrement sur 7 sites pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci par acquisitions amiables et préemptions : Théodora, Moretti, Actisud, Solidarité, Arnavants, la Cabucelle et Plombières.

Parmi ces sites, certains îlots font l'objet d'une démarche de projet engagée et sont en phase de sortie opérationnelle.

Dans le cadre de la relocalisation d'entreprises évincées d'Euroméditerranée et au regard du développement et du parcours résidentiel d'entreprises occupant déjà ou non les sites, des cessions de gré à gré au profit d'utilisateurs sont aujourd'hui engagées,

Or, si les modalités de cession de l'EPF permettent une cession de gré à gré à un « utilisateur économique » (entreprise occupante ou non), cette possibilité n'est pas mentionnée expressément dans le dispositif conventionnel qui prévoit pour l'heure deux types de cessions : une cession avec consultation préalable impliquant un cahier des charges, ou une cession directe à un opérateur ou aménageur assortie d'un accord du maire et de la présidente de la Métropole.

Aussi, il convient d'adapter ce dispositif par le biais d'un avenant sur ce point, étant entendu que cette possibilité est subordonnée à une demande expresse de la Métropole et assortie de conditions quant au projet de l'utilisateur (nombre d'emplois créés, contribution à l'attractivité et au développement ...)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille ;
- Les délibérations n° HN 001-17/03/16CM, HN 004-17/03/16CM et HN 005-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant respectivement élection du Président, des Vice-présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 002-2501/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant N°1 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 027-3725/18/BM du 18 mai 2018 approuvant l'avenant N°2 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la production de foncier économique en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de faciliter la sortie opérationnelle des sites.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N°3 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille, ci-annexé, conclu entre la métropole Aix-Marseille Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-6922/19/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière en développement économique sur le site des Sardenas Secteur Nord en phase réalisation, avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Lançon-Provence
MET 19/12363/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) un partenariat dont l'objectif principal est de mobiliser du foncier afin de répondre aux enjeux des politiques sectorielles relatives au champ de compétence de l'aménagement de

l'espace, et plus prioritairement, aux thématiques de développement de l'habitat et des activités économiques.

Dans ce cadre, la zone d'activités des Sardenas a fait l'objet d'une convention d'anticipation foncière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis le 27 février 2018 pour engager une étude et fixer les grandes orientations de la réhabilitation du secteur et instaurer une veille foncière sous différentes formes (acquisition, préemption, etc.).

En effet, cette zone, née au début des années 80, s'est développée sur du foncier essentiellement privé et a été investie au gré des opportunités foncières sans cohérence d'ensemble, tant du point de vue des activités qui la composent, que des aménagements VRD. Aujourd'hui, les activités artisanales, commerciales, industrielles, foraines et habitation cohabitent.

Néanmoins, sa desserte principale, par la RD 113 en entrée de ville, rend son accessibilité facile notamment pour les poids lourds et les activités nécessitant de fréquents déplacements.

La requalification de cette zone doit favoriser le redéploiement d'entreprises et l'emploi, ainsi que l'implantation d'activités artisanales et commerciales favorables à la création d'une véritable identité, et participant à l'amélioration de la qualité de l'entrée de ville.

Depuis la signature de la convention et dans l'attente de l'étude globale une étude de faisabilité a été menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur un sous-périmètre stratégique d'une superficie d'environ 4 hectares qui pourrait avoir un effet de levier important sur la requalification de l'ensemble de la zone. En outre, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur a engagé des négociations actives pour l'acquisition de l'assiette foncière de cette partie de la zone, dont la plupart des propriétaires souhaitent vendre rapidement.

Aujourd'hui, afin de poursuivre la réalisation du projet et dans le prolongement du partenariat initié sur la convention d'anticipation foncière, la commune de Lançon-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicitent l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour une mission d'intervention foncière en phase de réalisation sur ce sous-secteur stratégique de la zone des Sardenas.

Toutefois, l'étude de faisabilité a mis en relief que ce projet de renouvellement urbain peut difficilement s'équilibrer au regard des prix du foncier et de la présence de pollutions importantes dans les sols.

Il convient donc ainsi après réduction du périmètre de la convention d'anticipation foncière initiale par voie

d'avenant, de signer une convention d'intervention foncière dite Sardenas Nord dont les modalités financières permettront la perception de recettes locatives générées par les bien acquis, de l'ordre de 140 000 €/an.

Cette intervention s'inscrit dans l'axe 5 d'intervention du Programme Pluriannuel d'interventions de l'EPF : « Développement Economique ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° URB 041-2956/17/BM du 14 décembre 2017 du Bureau de la Métropole portant approbation d'une convention d'anticipation foncière sur le site des Sardenas avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en développement économique ci-annexée, à conclure avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Lançon-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-6923/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière sur le site des Sardenas conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Lançon-Provence MET 19/12362/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ont signé le 27 février 2018 une convention d'anticipation foncière sur le secteur des Sardenas, zone d'activités de 64 hectares située en entrée de ville afin de requalifier cette zone pour favoriser le redéploiement d'entreprises, de l'emploi ainsi que l'implantation d'activités artisanales et commerciales favorables à la création d'une véritable identité, et participant à l'amélioration de la qualité de l'entrée de ville.

En effet, cette zone, née au début des années 80, s'est développée sur du foncier essentiellement privé et a été investie au gré des opportunités foncières sans cohérence d'ensemble tant du point de vue des activités qui la composent que des aménagements VRD. Aujourd'hui, activités artisanales, commerciales, industrielles, foraines et habitations cohabitent.

Néanmoins, sa desserte principale, par la RD 113 en entrée de ville, est un atout car elle permet une accessibilité facile aux poids lourds et activités nécessitant de fréquents déplacements.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Lançon-Provence et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ont convenu de s'associer pour conduire sur le long terme une politique d'anticipation foncière sur ce territoire à enjeu et pour engager une étude visant à fixer les grandes orientations de la réhabilitation de l'ensemble du secteur en relation avec sa viabilisation.

Depuis la signature de la convention et dans l'attente d'une étude urbaine globale :

- la Métropole Aix-Marseille-Provence a mené une étude de faisabilité sur un sous-périmètre stratégique d'une superficie d'environ 4 hectares, urbanisable rapidement, qui pourrait avoir un effet de levier

important sur la requalification de l'ensemble de la zone.

- l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur a engagé des négociations actives pour l'acquisition de l'assiette foncière de ce sous-secteur.

Par conséquent, et afin de poursuivre la requalification du périmètre de la Dent Creuse, il est proposé de transférer ce secteur dans le cadre d'une convention d'intervention foncière dite Sardenas Secteur Nord, et de réduire le périmètre initial de la convention d'anticipation foncière.

Il convient pour cela d'adopter un avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière. Les autres dispositions de ladite convention demeurent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° URB 041-2956/17/BM du 14 décembre 2017 du Bureau de la Métropole portant approbation d'une convention d'anticipation foncière sur le site des Sardenas avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière ci-annexé sur le site des Sardenas entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commune de Lançon-Provence, prévoyant la réduction de son périmètre initial.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-6924/19/BM

■ Approbation d'une convention de financement des mesures foncières prévues par le Plan de Prévention des Risques Technologiques de Fos Est, sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer

MET 19/12549/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Institués par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) sont élaborés par l'État, en concertation avec les collectivités, les personnes et organismes concernés par le risque.

Les PPRT sont des outils réglementaires qui ont pour objectif de définir une stratégie locale de maîtrise foncière des terrains, bâtiments et activités exposés à des risques technologiques majeurs sur des sites comportant des installations classées AS (Seveso Seuil Haut) figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 du code de l'environnement.

C'est dans ce cadre que le PPRT de Fos Est a été approuvé par arrêté préfectoral n° 191-2010-PPRT/11 du 30 mars 2018. Ce plan de prévention définit pour chaque zone exposée aux risques technologiques, les règles d'urbanisme et de construction ainsi que, le cas échéant, les conditions d'utilisation et d'exploitation des activités exposées aux risques.

Le PPRT de Fos Est permet de prescrire des mesures foncières et des mesures alternatives :

- Soit en instaurant un droit de délaissement pour les propriétaires des biens exposés en zone de danger grave. Dans le secteur de délaissement, le propriétaire dispose d'un délai de six ans après la date de signature de la convention de financement des mesures foncières, pour mettre en demeure la collectivité compétente en matière

d'urbanisme, à savoir, la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'acquérir le bien. Suite à cette mise en demeure la collectivité dispose d'un délai d'un an pour répondre et de deux ans pour faire aboutir la transaction.

- Soit sous forme d'expropriation si aucun accord amiable n'est trouvé. Dans les secteurs d'expropriation, la procédure est conduite conformément au code de l'expropriation. La maîtrise d'ouvrage de l'expropriation est aussi confiée réglementairement à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le PPRT de Fos Est détermine des secteurs de mesures foncières qui représentent au total 11 parcelles sur la commune de Fos-sur-Mer, dont une parcelle fera l'objet d'une expropriation, sauf si le propriétaire demande le délaissement. Au titre de sa compétence en urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désignée pour mettre en œuvre les procédures d'expropriation et de délaissement et les biens concernés par ces mesures deviendront sa propriété.

Pour chaque plan de prévention des risques technologiques prescrivant ces mesures foncières ou alternatives, une convention de financement doit être signée dans l'année suivant l'approbation du PPRT, permettant de fixer la contribution de chaque financeur. En effet, les dispositions du code de l'environnement prévoient une contribution financière obligatoire des organismes publics et des entreprises génératrices du risque.

Le délai d'élaboration de la convention a été prorogé par arrêté préfectoral n° 191-2010-PPRT/12 du 20 mars 2019 pour la finaliser techniquement. Sans accord entre les partenaires, un arrêté préfectoral par défaut est pris pour pallier l'absence de signature de la convention et la répartition des contributions s'effectue en application de l'article L. 515-19-2 du code de l'environnement.

Le coût total des dépenses liées aux mesures foncières du PPRT Fos Est est estimé à 18 285 175 € T.T.C.. Il comprend la valeur vénale des biens immobiliers évaluée par la Division France Domaine de la Direction Générale des Finances Publiques soit 15 628 355 € T.T.C., une marge de 10 %, soit 1 562 835 € T.T.C. et des frais annexes estimés à 7 % du montant, soit 1 093 985 € T.T.C..

Le financement des mesures prescrites est assuré par une répartition entre l'Etat, les collectivités percevant la contribution économique territoriale (CET) (La Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône), et les exploitants (La société Esso Raffinage et la société SPSE) selon le tableau suivant :

Répartition des contributions		
CONTRIBUTEURS		Taux de participation de Contribution en TTC (*nb)
Les EXPLOITANTS		33,33 % 6 094 449 €
Les COLLECTIVITÉS		33,33 % 6 094 448 €
Dont	Métropole Aix-Marseille-Provence	25,94 % 4 743 174 €
Dont	Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	2,36 % 431 530 €
Dont	Conseil Régional de la Région Sud PACA	5,03 % 919 744 €
L'ÉTAT		33,34 % 6 096 278 €
Rappel montant total estimé		100 % 18 285 175 €

La Métropole Aix-Marseille-Provence, collectivité acquéreur, doit mobiliser l'ensemble des fonds nécessaires à la réalisation des mesures foncières et alternatives prévues par le PPRT de Fos Est (ses fonds propres et les fonds des autres financeurs).

Les collectivités territoriales et les exploitants contributeurs (à l'exception de l'Etat) ont convenu que leurs contributions financières seront versées à un consignataire, la Caisse des Dépôts et Consignations, afin d'en assurer la conservation et d'en garantir le versement aux bénéficiaires pour la réalisation des mesures foncières et alternatives prescrites par le PPRT de Fos Est. Les volumes, les rythmes et les modalités de consignment et de déconsignation des sommes nécessaires à la mise en œuvre des mesures foncières ou alternatives prescrites par le PPRT Fos Est, sont définies dans la convention ci-annexée.

En conséquence, il est proposé d'autoriser la signature de la convention de financement entre l'Etat, La Région Sud-PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les sociétés Esso Raffinage et SPSE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- L'arrêté préfectoral n° 191-2010-PPRT/11 du 30 mars 2018 approuvant le plan de prévention des risques technologiques dénommé « PPRT de Fos Est » situé sur la commune de Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté préfectoral n° 191-2010-PPRT/12 du 20 mars 2019 prolongeant le délai d'élaboration de la convention de financement des mesures foncières prévues par le règlement PPRT Fos Est approuvé le 30 mars 2018 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement des mesures foncières prévues par le plan de prévention des risques technologiques de Fos Est sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 et suivants de la Métropole, chapitre 2017501300, natures 2111 et 2115, code opération 2017501300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-6925/19/BM

■ Demande de subvention d'investissement au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial relative à l'opération "quartiers libres" MET 19/12635/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai est le projet urbain de développement du centre-ville de Marseille sur le 3ème arrondissement qui s'étend sur 140 hectares (dont 7 hectares de casernes militaires) de la gare Saint-Charles au sud jusqu'au boulevard Plombière au Nord, et de l'autoroute A7 à l'ouest jusqu'au quartier Chapitre à l'est.

L'acquisition des anciennes casernes militaires de la Belle de Mai, renforcée par le prochain doublement de la gare Saint-Charles en souterrain, ont amené la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence à vouloir mener un projet urbain ambitieux sur l'ensemble de ces 140 hectares.

Le projet s'inscrit dans une forte volonté de valorisation urbaine du centre-ville de Marseille, inscrite récemment dans le Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) contractualisé avec l'Etat.

Le projet est inscrit également au Contrat Régional d'Equilibre Territorial contractualisé avec la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur.

Projet urbain permanent et intégré, Quartiers Libres est décliné dans un Plan Guide Régisseur décliné ensuite en opération d'aménagement, le tout porté dans une démarche concertée et dont l'ambition est de répondre aux cinq grands défis suivant :

1. Elargir le centre-ville marseillais : réaliser l'entrée métropolitaine de Marseille

2. Innover l'architecture et l'urbanisme au service de la qualité de vie
3. Pérenniser et valoriser la diversité
4. Insuffler une nouvelle dynamique économique au service de l'emploi
5. Structurer le territoire au profit de l'équité sociale

La Métropole Aix Marseille Provence décline à présent la stratégie et le plan d'action de Quartiers Libres sur des sujets majeurs comme la mobilité, les espaces publics, l'habitat, les équipements, l'extension souterraine de la gare et son insertion urbaine, le plan d'aménagement des casernes.

Premier périmètre opérationnel du projet « Quartiers Libres » : la reconversion des casernes militaires

La reconversion des 7 hectares de friches militaires, dont fait partie la caserne du Muy, constitue la première opération d'aménagement du projet urbain Quartiers Libres. Le secteur des casernes est la pièce urbaine reliant le cœur de la Belle de Mai au centre-ville de Marseille via le pôle gare.

Au sein du site des casernes, le projet d'aménagement prévoit des espaces publics de qualité :

- La forêt : un espace vert planté de 2Ha pour un quartier extrêmement minéral et un projet bioclimatique pour la lutte contre les îlots de chaleur,
- Les parcours piétons aménagés depuis la voie « N » du plateau Saint-Charles (libérée des activités ferroviaires) jusqu'à la rue de la Belle de Mai, en passant par l'esplanade de Muy et le passage percé au centre du bâtiment de la caserne du Muy,
- Le balcon du Muy et la cours Massena : espaces publics piétons devant les équipements principaux du site (la caserne du Muy, l'école Marceau et le gymnase),
- Le plateau sportif et l'équipement du hangar Subsistances,
- Deux places de poche aux extrémités nord et sud du site : à l'interface avec la rue Belle de Mai et à l'angle Guibal-Cavaignac.

Des équipements structurants sont prévus : le groupe scolaire Marceau de 22 classes (livré en 2022), un gymnase, le Centre d'Animation et Loisirs reconfiguré, une médiathèque pouvant être au sein de la caserne du Muy et la maison du projet inaugurée dès septembre 2019.

Un programme de logements, commerces et bureaux complètent l'ensemble de manière équilibrée.

A ce titre, il est proposé de solliciter des aides et subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, notamment auprès de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur.

Le coût prévisionnel du projet d'aménagement est estimé à 15 018 000 euros HT, sur la base des études préliminaires menées en 2018. Cette estimation concerne la maîtrise d'œuvre des espaces publics des

7 hectares de casernes. Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'aménagement est le suivant :

Financement externe		
Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur « CRET de la Métropole Aix Marseille Provence »	20 %	3 003 600 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	12 014 400 euros
TOTAL HT	100 %	15 018 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°12/1377/DEVD du 10 décembre 2012 autorisant le lancement d'un concours international d'urbanisme sur le secteur des casernes Belle de Mai ;
- La délibération N°13/0234/DEVD du 25 mars 2013 approuvant l'autorisation de programme pour le lancement du projet de reconversion des friches militaires de la Belle de Mai ;
- La délibération N°15/0938/UAGP du 26 octobre 2015 approuvant l'augmentation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la reconversion des friches militaires de la Belle de Mai – Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai ;
- La délibération n°16/0493/UAGP du 27 juin 2016 approuvant l'affectation de l'augmentation d'autorisation de programme pour le projet urbain Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai qui a ouvert le volume d'autorisation de

programme portant le montant de l'opération à 4 400 000 Euros ;

- La délibération URB 026_4185/18/CM approuvant les conditions du transfert de l'opération – Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes/Quartiers Libres – à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Création et affectation de l'opération d'investissement ;
- La délibération URB 019-3293/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Equilibre Territorial.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement de l'opération « Quartiers Libres ».

Délibère

Article 1:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique C140 - Opération 201807200 – Chapitre 23 – Fonction 515.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le Budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération n°2018107200 – Chapitre 13 - Fonction 515 - Sous politique C140.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-6926/19/BM

■ Approbation d'un apport foncier par la SCCV Immo Saint Antoine au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille

MET 19/12196/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, la Ville de Marseille et la Métropole ont arrêté un programme d'équipements publics à édifier pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur concerné ainsi que les modalités de financement desdits équipements.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Au terme de la convention tripartite de participation n° 18/0633 signée le 4 septembre 2018 par la SCCV IMMO SAINT ANTOINE, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, le montant de la participation due par le constructeur à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 439 754,37 euros dont un apport foncier d'une valeur de 38 550 euros et le solde sous forme d'un paiement en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert auprès de la SCCV IMMO SAINT ANTOINE les parcelles de terrain cadastrées Section 857 B numéros 214- 215- 216 et 218 pour une superficie totale de 771 m² sises boulevard de Pont de Vivaux et impasse des Frênes à Marseille 10^{ème} arrondissement afin de permettre l'élargissement desdites voies conformément aux emplacements réservés n°10-754 et 10-726 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Métropole les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ainsi que le remboursement de la taxe foncière.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SCCV Immo Saint Antoine des parcelles cadastrées section 857 B numéros 214-215-216 et 218 d'une superficie totale de 771 m² permettra de réaliser l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux et de l'impasse des Frênes dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement ;
- Que cette acquisition foncière se fait sous la forme d'un apport foncier par le constructeur, la valeur des terrains venant en déduction de sa participation globale au Programme d'Aménagement d'Ensemble.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition des parcelles de terrain non bâties cadastrées Section 857 B numéros 214-215-216 et 218 d'une contenance totale de 771 m², sises boulevard de Pont de Vivaux et impasse des Frênes à Marseille 10^{ème} arrondissement, auprès de la SCCV Immo Saint Antoine, ayant une valeur vénale de 38 550 euros. Cette acquisition sous la forme d'un apport foncier est exonérée de TVA.

Article 2 :

Maître Martine Aflalou-Taktak, notaire à Marseille 13006, Tour Méditerranée, 65 avenue Jules Cantini, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition sont mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprennent tous les frais, droits et honoraires liés à la vente et le remboursement de la taxe foncière.

Article 4 :

Les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-6927/19/BM

■ Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Constitution d'une servitude avec la société SPURGIN MET 19/11818/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé que la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 a été créée le 30 mars 2017 afin d'étendre la zone d'activités existante et permettre d'offrir sur un périmètre de 13 hectares du foncier d'activités à destination d'entreprises industrielles et de PME/PMI. Cette opération d'aménagement est réalisée en régie par le Territoire du Pays d'Aix.

Afin de procéder aux travaux pour le raccordement des réseaux d'eau usée, d'eau potable et de télécommunication de la ZAC, il était prévu à l'origine de passer en limite Nord de la ZAC, le long du canal de Craponne, afin de se raccorder au niveau de la RD670.

Lors de la préparation du chantier, il est apparu techniquement très difficile de faire passer ces réseaux car les berges du canal avaient fait l'objet d'enrochements suite à un effondrement sur une partie du tracé qui devait être emprunté. De plus, après bornage contradictoire, il s'est avéré que le tracé recoupait de multiples propriétés riveraines, ce qui implique de multiples accords fonciers.

Dès lors, la solution envisagée a consisté à raccourcir le tracé en passant par le terrain de la société SPURGIN afin de se raccorder sur les réseaux existants les plus proches, situés sur la voie publique, au niveau de la rue de l'Ouest. Les réseaux seront enfouis en tranchée unique et implantés sur la bande laissée libre, à savoir :

- Une canalisation de refoulement pour les eaux usées DN 65
- Une canalisation en fonte pour l'eau potable DN 150
- Un fourreau pour le réseau fibre optique DN 40

Les dites canalisations seront implantées sur les parcelles cadastrées AA n°14 et 128, appartenant à la société SPURGIN, sur une longueur d'environ 280 mètres, dans une bande de terrain d'une largeur de 3 mètres.

La société SPURGIN doit donc concéder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude de passage sur le linéaire susvisé, matérialisé sur le plan annexé au présent rapport

Cette servitude est constituée à titre gratuit. Elle sera formalisée par acte notarié.

Les services de la Métropole ou le délégataire pourront ainsi faire procéder à la surveillance,

l'entretien et la réparation, ainsi que le remplacement, des ouvrages à établir.

En cas de changement de propriétaire, la présente convention sera transmissible de droit à l'acquéreur qui en acceptera les clauses. Elle est soumise à l'enregistrement et sera publiée au bureau des hypothèques.

Les services de France Domaine ont été consultés le 4 Juillet 2019.

L'emplacement de cette servitude est matérialisé à titre indicatif sur le plan annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 créant la ZAC du Grand Pont 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, son programme des équipements publics et déterminant les participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La consultation de France Domaine du 4 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage par la société SPURGIN au profit de la Métropole pour le passage des réseaux nécessaires à la ZAC de La Roque d'Anthéron 2, sur les parcelles AA n°14 et 128 leur appartenant.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte notarié, ainsi que tous les documents nécessaires à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Tous les frais afférents à cet acte seront supportés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 03 budget annexe de l'aménagement Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement chapitre 011, nature 6045, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-6928/19/BM

■ Opération d'Aménagement Cap Horizon à Vitrolles - Transfert de l'emprise foncière des équipements de Couperigne MET 19/11820/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement « Vitrolles Cap Horizon », d'un périmètre total de 80 ha, a été déclarée d'intérêt communautaire en juillet 2013.

Par délibération du 11 juin 2015, la Communauté du Pays d'Aix, devenue Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire du Pays d'Aix, a validé une convention concernant la concession d'aménagement sur le projet Vitrolles Cap Horizon par la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Dans ce cadre, la mission du concessionnaire sur l'opération recouvre deux aspects :

- A l'intérieur du périmètre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de 52 ha qui a été approuvée le 17 décembre 2015, la SPLA Pays d'Aix Territoires assure l'ensemble des missions d'aménageur.
- Située à l'extérieur du périmètre de ZAC, l'opération dite « Couperigne » fait l'objet d'un programme de travaux de

requalification, dont la réalisation a été également confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Cette dernière opération consiste en la requalification de voirie, y compris les aménagements paysagers et la création de bassins de rétention.

Dans le cadre du programme des équipements publics, un dispositif de rétention des eaux pluviales a été aménagé sur le secteur de Couperigne, permettant de traiter un volume utile de 6000 m³ dans 3 ouvrages à ciel ouvert :

- un bassin de 3100 m³ au sein de l'échangeur, alimenté par l'ovoïde de la rue Blaise Pascal.
- un bassin de 1300 m³ en amont de l'impasse Pythagore, alimenté par le réseau de l'impasse Descartes.
- un bassin de 1600 m³ en aval de l'impasse Pythagore, alimenté par les réseaux de l'impasse Pythagore et de la Draille des Tribales, et par les débits de fuite des deux autres ouvrages.

Les travaux sont aujourd'hui réalisés, pour un montant de travaux de 343 000 € HT, et les trois bassins sont en fonctionnement.

Les ouvrages réalisés qui ne sont pas destinés à être cédés aux constructeurs, et notamment les voiries, espaces publics et réseaux, constituent des biens de retour qui appartiennent à la collectivité au fur et à mesure de leur réalisation et lui reviennent de plein droit dès leur achèvement. L'article 25 de la convention prévoit qu'à l'achèvement de ces ouvrages et après réception définitive des travaux, le concessionnaire procède aux opérations de remise desdits ouvrages auprès des gestionnaires concernés. Après la remise des ouvrages, un acte authentique doit constater le transfert de propriété des terrains d'assiettes des équipements visés.

Dans le cadre de cette convention, la SPLA a acheté les terrains nécessaires à la réalisation de ces bassins de rétention.

Dès lors, il convient aujourd'hui de procéder au transfert d'une surface totale de 9 050 m² issue des parcelles CK n°99, 103, 145, 146, 168, 170, 183 et 186 correspondant à l'emprise des trois bassins.

Par ailleurs, la partie neuve de la chaussée de la Draille des Tribales nécessitera aussi un transfert de l'assiette foncière de la SPLA à la Métropole. Le document d'arpentage est en cours de réalisation mais la surface à transférée est de 1 700 m².

Une ligne électrique passe au-dessus, une servitude devra également être instaurée.

Suite à la réalisation et à la réception définitive des travaux, en vertu des compétences qui lui sont

délégées, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit récupérer l'ensemble des emprises des voiries et des bassins de rétention, afin de les intégrer dans son domaine public et de les gérer.

Cette rétrocession est réalisée à titre gratuit. L'ensemble des frais fiscaux, notariés et de géomètre seront pris en charge par la SPLA. Le transfert effectif du foncier ne se fera qu'après la remise d'ouvrage desdits équipements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2012-A024 du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre opérationnel à enjeux des secteurs des Aymards/Couperigne/Estroublans à Vitrolles et n°2013-A114 du 18 juillet 2013 approuvant les conditions de mise en œuvre du projet ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de transférer l'emprise foncière des ouvrages réalisés dans le cadre des

missions d'aménageur confiées à la SPLA
Pays d'Aix Territoires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gratuit des emprises de terrains issues des parcelles CK n°99, 103, 145, 146, 168, 170, 183 et 186 correspondant à l'assiette foncière des trois ouvrages de rétention des eaux pluviales et des élargissements de voies, situées aux environs de l'impasse Pythagore, de la Draille des Tribales et de la Rue Blaise Pascal à Vitrolles, appartenant à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents et actes inhérents à ces transferts ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-6929/19/BM

■ Approbation d'une promesse de bail emphytéotique administratif entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Sogeval pour l'accueil d'un parc résidentiel de loisirs à Peyrolles-en-Provence MET 19/12060/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire de la parcelle AB n° 159 relevant de son domaine privé, située Lieu-dit La Durance, à proximité immédiate du Lac de Peyrolles-en-Provence.

Elle souhaite conclure sur un tènement foncier de 47 000 m² à détacher de la parcelle AB n° 159, un bail emphytéotique administratif afin de valoriser son bien, tout en permettant la réalisation et l'exploitation d'un équipement d'hébergement touristique, en conformité avec les objectifs et les orientations définis par le document d'urbanisme en vigueur.

C'est la raison pour laquelle la Métropole a lancé en septembre 2015 un appel à projets dont l'objectif était de sélectionner un équipe d'acteurs pluridisciplinaires en capacité d'assurer la réalisation, l'exploitation et le portage pérenne d'un équipement d'hébergement touristique.

Au terme de la consultation, le groupement SOMIVAL-SOGEVAL-REVEA a été retenu sur la base d'une offre proposant la réalisation d'un parc résidentiel de loisirs de 85 unités d'hébergement, un bâtiment d'accueil et de services et d'un espace aquatique,

dans une orientation éco-touristique ce qui correspondait aux orientations définies par les acteurs publics.

Le montage proposé nécessite une prise en charge par la collectivité, en sa qualité de propriétaire, des travaux de viabilisation de son terrain qui sont estimés au maximum à 1,7 millions d'euros toutes dépenses confondues. L'opérateur supporte les travaux liés à la création des unités d'hébergement, du bâtiment d'accueil et de services ainsi que de l'équipement aquatique pour un montant de 2,5 millions d'euros toutes dépenses confondues.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a autorisé la poursuite des négociations avec le porteur de projets sur la base de l'offre décrite ci-dessus.

A la suite de cette procédure et des échanges intervenus, les parties se sont donc rapprochées pour conclure ensemble la présente promesse de bail emphytéotique administratif, laquelle sera réitérée par acte authentique. La promesse est consentie pour une durée de 18 mois à compter de sa signature. Elle sera assortie des conditions suspensives suivantes :

- l'obtention d'un permis d'aménager valant division par le promettant,
- l'obtention d'un permis de construire purgé de tout recours par le bénéficiaire de la promesse,
- l'obtention des prêts bancaires par le bénéficiaire de la promesse.

Le bail emphytéotique administratif sera consenti pour une durée de 30 ans à compter au plus tard du jour de la réitération de la promesse par acte authentique. Il sera conclu moyennant une redevance annuelle de 5000,00 (cinq mille) euros qui sera indexée sur l'indice des loyers commerciaux ainsi qu'une rémunération variable en fonction du chiffre d'affaires du projet. Cette redevance est conforme à l'avis délivré par le Service des Domaines le 6 juillet 2017 et dont la réactualisation a été demandée le 21 février 2019.

Le contrat est assorti de la condition résolutoire suivante : le bail prendra fin de plein droit si les travaux supportés par l'opérateur ne sont pas réalisés dans un délai de 18 mois à compter de l'achèvement des travaux de viabilisation réalisés par le bailleur.

Au terme du bail, le bailleur devient de plein droit propriétaire des constructions édifiées par l'emphytéote, et ce sans aucune indemnité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_A141 du Conseil communautaire de la CPA du 17 octobre 2002 déclarant le plan d'eau de Peyrolles d'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2015_A086 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 autorisant le lancement d'un appel à projets pour la réalisation un Parc Résidentiel de Loisirs sur le site du Lac de Peyrolles ;
- La délibération n°2015_B279 du Conseil communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le projet de développement du site du Lac de Peyrolles ;
- La délibération n°TVP 002-709/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant la poursuite des négociations avec l'opérateur retenu dans le cadre de l'appel à projets ;
- La délibération n°FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ouvrant et affectant une autorisation de programme pour le projet d'accueil d'un parc résidentiel de loisirs à Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n° 2017-074L1064 du 6 juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'un appel à projets ayant pour objectif de permettre la réalisation et l'exploitation d'un parc résidentiel de loisirs a été conduit par la Communauté du Pays d'Aix puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, en collaboration avec la commune de Peyrolles-en-Provence.
- Que l'offre proposée par le groupement SOMIVAL-SOGEVAL-REVEA répondait aux

objectifs et aux orientations définis par les acteurs publics.

- Que pour la mise en œuvre du projet, le foncier doit être mis à disposition de l'opérateur par la voie d'un bail emphytéotique administratif.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la promesse de bail emphytéotique administratif relative à un tènement de 47 000 m² à détacher de la parcelle AB n°159, entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la société Sogeval sise *Lieu-dit La Durance* à Peyrolles-en-Provence.

Article 2 :

Le contrat sera consenti pour une durée de 30 ans, moyennant une redevance annuelle de 5000 euros qui sera indexée sur l'indice des loyers commerciaux ainsi qu'une rémunération variable en fonction du chiffre d'affaires du projet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-6930/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Commune de Peyrolles-en-Provence pour l'accueil d'un parc résidentiel de loisirs
MET 19/12062/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le lac de Peyrolles-en-Provence a été acquis et déclaré d'intérêt communautaire en 2002. Depuis lors, le site connaît une attractivité croissante qui a conduit le Conseil communautaire du Pays d'Aix, en mai 2015, à poursuivre le développement du site par la mise en œuvre d'une procédure d'appel à projets ayant pour objet d'accueillir un parc résidentiel de loisirs sur un terrain appartenant à la collectivité.

La procédure a été lancée en septembre 2015 et a permis au Comité de pilotage de sélectionner une offre répondant aux attentes des collectivités. La signature d'un bail emphytéotique administratif est envisagée entre l'opérateur sélectionné et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le montage financier prévu nécessite une prise en charge par la collectivité des travaux de viabilisation de son terrain estimés au maximum à 1,7 millions d'euros toutes charges comprises.

Afin que la dévolution et la réalisation des travaux de viabilisation du terrain, qui intéressent à la fois la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence, se déroulent dans les

meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination des prestations, il apparaît opportun que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit assurée par une seule collectivité.

Ainsi, la convention ci-annexée a pour objet d'investir la commune de Peyrolles-en-Provence de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération. La commune de Peyrolles-en-Provence sera alors seule compétente pour la passation et l'exécution des marchés, l'attribution des marchés, les études et les travaux. La prise en charge financière par la Métropole sera mobilisée par voie de remboursement en fonction de l'évolution des dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée et notamment son article 2-II ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_A141 du Conseil communautaire de la CPA du 17 octobre 2002 déclarant le plan d'eau de Peyrolles d'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2015_A086 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 autorisant le lancement d'un appel à projets pour la réalisation un Parc Résidentiel de Loisirs sur le site du Lac de Peyrolles ;
- La délibération n°2015_B279 du Conseil communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le projet de développement du site du Lac de Peyrolles ;
- La délibération n°TVP 002-709/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant la poursuite des négociations avec l'opérateur retenu dans le cadre de l'appel à projets ;
- La délibération n°FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ouvrant et affectant une autorisation de programme pour le projet d'accueil d'un parc résidentiel de loisirs à Peyrolles-en-Provence ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de viabilisation du terrain d'accueil du projet de parc résidentiel de loisirs à Peyrolles-en-Provence.
- Qu'il est avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence pour la réalisation des travaux de viabilisation du terrain d'accueil du projet de parc résidentiel de loisirs, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06), en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162602, nature 4581, fonction 325, autorisation de programme DI602AP2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-6931/19/BM

■ Versement d'une indemnité d'immobilisation à la SCI l'Arche dans le cadre de la cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain constituant le lot n°7 du parc des étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts
MET 19/12288/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 juin 2019 N°URB 030-6135/19/BM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente du lot N°7 du parc des Etangs à la SCI L'ARCHE représentée par Monsieur FRILLOUX Maxime cadastrée AO 281, d'une superficie totale de 1 973 m² pour un montant de 163 364.40 euros TTC soit 69 euros HT/m² selon l'avis domanial N° 2019 - 098V1187 du 20 mai 2019.

Dans cette délibération, il était précisé que la SCI L'ARCHE avait versé une indemnité d'immobilisation de 6 806.80 euros qui lui serait reversée à la signature de l'acte.

Cependant, il apparaît que dans le délibéré a été omis l'article précisant l'affectation des dépenses sur le budget métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-28/03/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 030-4648/18/CM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant sur la clôture de la concession d'aménagement avec la SEMIVIM dans le cadre de l'opération d'aménagement du Parc des étangs sur Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération URB 030-6135/19/BM du Bureau de la Métropole 20 juin 2019 portant sur la vente du lot N°7 du parc des étangs à la SCI L'ARCHE ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat N°2019-098V11.87 en date du 20 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCI L'ARCHE avait versé une indemnité d'immobilisation de 6 806.80 euros préalablement à l'acquisition du terrain.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé dans le cadre de la vente du lot N°7 du Parc des Etangs le versement de l'indemnité d'immobilisation à la SCI L'ARCHE représentée par Monsieur Friloux Maxime d'un montant de 6 806.80 euros à la signature de l'acte.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous - Politique C140 - Nature 65888 - Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-6932/19/BM

**■ Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire la Soleam pour la restructuration des îlots Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat - Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire
MET 19/11804/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ville de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier PACA mènent une action partenariale sur le centre historique de La Ciotat, visant à maîtriser les terrains d'assiette d'un Projet de Renouvellement Urbain de ce secteur, dénommé le Vieux La Ciotat.

L'objectif commun dans le prolongement de la dynamique d'aménagement des quartiers Saint Jacques et Pénitents Bleus, est de restaurer le centre historique de La Ciotat afin de le rendre plus agréable à vivre pour ses habitants et plus attractif pour les visiteurs et les touristes en :

- Améliorant et diversifiant les conditions de logement,
- Aménageant des espaces publics de proximité qualitatifs,
- Créant des équipements publics modernes.

Dans ce cadre, la commune souhaite modifier en profondeur deux îlots :

- L'îlot Porte des Temps : dans l'optique de créer un passage sous porche visant à désenclaver le secteur ;
- L'îlot Renan : qui devrait être partiellement démolir et reconstruit sur sa portion Nord, l'autre moitié étant aménagée en place publique. Ce secteur comprend également la réhabilitation lourde du bâti R+2 existant sur les parcelles cadastrées AD n° 210 et 211 (au sud de l'îlot).

En effet, le centre historique est très dense et peu relié au reste de la ville contemporaine. Les accès piétons sont insuffisamment marqués et lisibles. Les itinéraires de promenade par le centre-ville sont concurrencés par les parcours paysagers aujourd'hui plus attractifs du bord de mer.

Des îlots dégradés présents dans le centre historique forment des poches très vétustes ; composées de logements qui ne correspondent pas aux normes d'habitabilité (petite surface, mono orienté, peu éclairé, pas isolé) et mal adaptés à la vie contemporaine. A ce constat se rajoute un fort taux de vacance.

Même en se maintenant de façon significative le long et autour de la rue des Poilus et de quelques places, le commerce tend à disparaître dans les autres rues du centre ancien. L'offre commerciale est fragilisée et incomplète avec une faiblesse des enseignes de qualité (en particulier pour les métiers de bouches et commerces de proximité).

Depuis septembre 2014, la commune assistée par le Cabinet Le Creuset Méditerranée, réalise un diagnostic social, économique et urbain du « Vieux La Ciotat ».

Par délibération du 20 novembre 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la Convention d'Intervention Foncière sur le périmètre du centre ancien de La Ciotat.

Suite à cette délibération, compte tenu du rapport de l'Agence Régionale de Santé établissant l'absence d'insalubrité irrémédiable, la commune de La Ciotat a décidé de réaliser un programme mixte d'habitats, de commerces et d'espaces publics sur les sites Porte des Temps et Renan, en poursuivant des objectifs d'aménagement.

L'aménageur en charge de la réalisation des travaux d'aménagement et de restructuration de l'habitat est la SOLEAM suivant une concession d'aménagement transférée le 1^{er} janvier 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence par un avenant n° 11 au traité de concession. La concession est prévue jusqu'au 31 décembre 2021.

Aussi, il a été lancé un appel à projet pour une même opération sur l'îlot Renan et l'îlot Porte des Temps pour le choix d'un opérateur.

Initiées depuis 2003 par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'aire Métropolitaine puis par l'Etablissement Public Foncier – Provence-Alpes- Côte d'Azur, les négociations amiables ont permis d'obtenir 80 % de la maîtrise foncière de ces îlots. Parallèlement à la poursuite des négociations amiables engagées avec les propriétaires concernés, il est nécessaire d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique du projet de restructuration des îlots Renan et Porte des Temps afin de poursuivre la maîtrise foncière par voie d'expropriation.

Le périmètre de la déclaration d'utilité publique porte sur :

- Les parcelles cadastrées ; Section AD numéros 191 à 197 et les parcelles cadastrées Section AD numéros 210 et 211 constituant l'îlot Renan
- Les parcelles cadastrées : Section AD numéros 252 et 370 constituant l'îlot Porte des Temps.

Conformément à l'article L 300-4 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence chargera la SOLEAM de la poursuite des acquisitions par voie d'expropriation par un avenant n° 18 au traité de concession.

En application des articles L 121-1 et suivants et de l'article R 131-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement conformément à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 026-2784/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique sur les îlots Renan et Porte des Temps à La Ciotat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire la SOLEAM permettra de déclarer l'utilité publique du projet de réalisation d'un programme mixte d'habitat sur les sites Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat et de poursuivre la maîtrise foncière par voie d'expropriation ;
- Que ce projet s'inscrit dans le cadre du projet global de requalification du vieux La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération du Conseil de la Métropole n° URB 026-2784/17/CM du 19 octobre 2017.

Article 2 :

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire la SOLEAM, du projet de

restructuration des îlots Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat sur le périmètre indiqué ci-dessus.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de restructuration des îlots Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire postérieurement ou conjointement à l'ouverture de l'enquête susvisée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de la Déclaration d'Utilité Publique est autorisé à solliciter l'ensemble des actes nécessaires à l'engagement des procédures et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-6933/19/BM

■ Autorisation de lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique sur la Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets au bénéfice de la SPLA Pays d'Aix Territoires MET 19/11817/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière, d'une superficie totale de 23 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2010. Cette dernière a en charge l'aménagement et la viabilisation de la zone d'activités ainsi que sa commercialisation. Cette opération, qui va permettre de créer 12,5 ha de foncier d'activités cessible, est divisée en deux parties : un premier secteur en continuité de la zone existante dont la vocation est d'accueillir des activités commerciales, et un second secteur aménagé pour accueillir de petites activités industrielles et notamment celles situées à proximité du centre ville, sur le secteur Cassin, qui pourraient se délocaliser sur la ZAC.

La viabilisation de l'ensemble des lots est quasiment terminée, et la ZAC en cours de commercialisation.

Dans le cadre du programme des équipements publics approuvés en 2013, il était prévu de réaliser

un bouclage avec la zone commerciale de la Burlière pour mailler la zone existante et la nouvelle opération. Pour cela, il est nécessaire d'acquérir une bande de terrain non bâtie d'environ 600m² sur la parcelle CH233. Cette emprise fait d'ailleurs l'objet d'un emplacement réservé au PLU approuvé de la commune de Trets.

Les négociations avec le propriétaire du terrain n'ayant pu aboutir sur un accord amiable, il a été décidé en comité de pilotage d'autoriser la SPLA Pays d'Aix Territoires en charge des acquisitions foncières conformément à l'article 11 du traité de concession, à lancer une procédure de Déclaration d'Utilité Publique, seul recours possible pour la réalisation de cette voirie et la finalisation des travaux de la ZAC.

Conformément à l'article L 327-1 du Code de l'Urbanisme qui stipule que les sociétés publiques locales d'aménagement peuvent agir par voie d'expropriation dans les conditions fixées par des conventions conclues avec l'un de leurs membres, le traité de concession prévoit dans son article 11 que la SPLA Pays d'Aix Territoires peut exercer le droit d'expropriation dans la limite de la déclaration d'utilité publique qui aura été prononcée.

Aussi, il s'agit d'autoriser la SPLA Pays d'Aix Territoires en tant que concessionnaire à engager la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, réaliser les dossiers d'utilité publique et d'enquête préalable, en assurer le suivi et également engager toute démarche par voie amiable sur cet îlot. La SPLA sera titulaire de l'arrêté de DUP.

Cette décision a été validée lors du Comité de Pilotage de l'opération le 15 mai 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L327-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;

- La délibération n°2009_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2013_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 22 octobre 2010 et notamment son article 11 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'enquête parcellaire sur une emprise d'environ 600m² de la parcelle CH233 conformément à la décision du Comité de pilotage du 15 mai 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'enquête parcellaire sur une emprise d'environ de la parcelle CH233 au bénéfice de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

La SPLA Pays d'Aix Territoires, en tant que concessionnaire, procédera à sa mise en oeuvre,

réalisera les dossiers d'enquête préalable et assurera son suivi.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document se rapportant à la mise en œuvre de la procédure dans son ensemble.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-6934/19/BM

■ Instauration du droit de préemption urbain sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône MET 19/12535/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L. 211-2 alinéa 2 du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), il est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain.

Par délibération n° URB 014-6004/19/CM du 16 mai 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Ce nouveau document d'urbanisme permet l'instauration d'un périmètre de droit de préemption urbain qui ne s'appliquait plus sur la commune suite à la caducité du plan d'occupation des sols depuis le 27 mars 2017.

Conformément aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme, ce droit de préemption permet au titulaire d'acquérir certains biens, à l'occasion de leur vente, en vue de la réalisation dans l'intérêt général d'actions ou d'opérations ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer le droit de préemption urbain sur les zones urbaines et à urbaniser, du Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, identifiées dans le document cartographié annexé à la présente délibération, afin de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement des projets sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 210-1 et L. 211-1 et suivants, R. 211-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 014-6004/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'approbation du PLU de Port-Saint-Louis-du-Rhône permet l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire de ladite commune ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption urbain ;
- La nécessité de disposer de moyens réglementaires pour mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement

des projets sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser, du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône identifiés dans le document cartographié annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Est précisé que le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage et d'une insertion suivant les modalités définies ci-après :

- Affichage de la présente délibération pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Mairie de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Insertion d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 3 :

Est indiqué que la présente délibération et le plan annexé seront transmis sans délai aux personnes ou organismes suivants, conformément aux dispositions de l'article R. 211-3 du Code de l'Urbanisme :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- La Chambre Départementale des Notaires,
- Le barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance de Tarascon,
- Le Greffe du Tribunal de Grande Instance de Tarascon.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-6935/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la commune de Meyreuil et les Sociétés solidaires SAS Carerre et SCI Résidence le Domaine Sainte Victoire sur l'EcoQuartier Ballon

MET 19/11810/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 3 juillet 2017, le Conseil Municipal de Meyreuil a approuvé le dossier de Projet Urbain

Partenarial PUP Ballon, actualisé par délibération en date du 12 décembre 2017.

Ce dossier comporte notamment le programme des équipements publics à mettre en place dans la zone 5AU de Ballon, afin de permettre le développement de son urbanisation. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont adossées à la surface de plancher générée par chaque projet :

- 80€/m² de sdp pour les logements locatifs sociaux,
- 180€/m² pour les logements en accession en collectifs ;
- 200€/m² pour les maisons individuelles groupées en accession ;
- 250€/m² pour les lots à bâtir (120 m² de sdp par lot).

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du code de l'urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 10 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenariat en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération, en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la

maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole).

La convention de TTMO relative au PUP de l'Ecoquartier Ballon a donc été approuvée par le Conseil de la Métropole lors de cette même séance du 22 mars 2018, puis par la Commune lors du Conseil Municipal du 30 mars 2018.

Cette convention prévoit donc, dans son plan de financement les participations du PUP liées aux équipements relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ainsi que leur perception par la commune de Meyreuil.

Ce PUP, divisé en 7 îlots, est réalisé en deux phases. La première phase aujourd'hui terminée a fait l'objet de trois conventions, dont la dernière a été signée en juin 2018 entre la Métropole, la Commune et la Société EDELIS. Ces conventions concernaient des opérations de construction sur les îlots 1, 2 3 et 5. Il s'agit aujourd'hui de signer une convention sur la deuxième phase du PUP et notamment sur les îlots 4, 6 et 7 avec la société SAS Carrere et la SCI Résidence le Domaine Sainte Victoire, constituées en Société solidaire. Ce groupement se substitue à la Société Gotham qui devait, comme cela est indiqué dans le dossier de PUP, développer un programme sur les îlots 1, 3, 4, 6 et 7 et qui ne s'est finalement engagée que sur les îlots 1 et 3.

Le projet va permettre la construction de 178 logements répartis de la manière suivante :

- Îlot 4 (4.6, 4.7 et 4.8) : 70 logements collectifs en accession, 4071 m² de surface de plancher
6 cellules destinées aux bureaux et aux commerces, 731 m² de surface de plancher ;
- Îlot 6 (6.1 et 6.2) : 78 logements collectifs en accession, 4436 m² de surface de plancher ;
- Îlot 7 : 30 logements collectifs en accession, 3600 m² de surface de plancher.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention tripartite PUP ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement.

Cette participation s'élève à 2 489 740 euros et sera versée directement à la commune de Meyreuil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 001-3517/18/BM du Bureau de Métropole du 22 mars 2018, approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Eco quartier Ballon a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Qu'une convention TTMO pour ces travaux a été signée entre la Métropole et la Commune de Meyreuil.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Meyreuil, et le groupement composé de la SAS Carrere et la SCI Résidence le Domaine de Sainte Victoire pour la mise en œuvre du programme sur les îlots 4 (4.6, 4.7 et 4.8), 6 (6.1 et 6.2) et 7 de l'Ecoquartier Ballon.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 10 ans.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-6936/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la commune de Peynier et la société Sol Invest sur le Quartier Sainte Croix MET 19/11812/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 23 novembre 2015, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Sainte Croix, approuvé le programme des équipements publics du PUP et le montant des participations. Ces éléments ont été actualisés par délibération en date du 28 juin 2017.

A l'intérieur de ce périmètre, les propriétaires fonciers ont défini des projets de morcellement de leurs parcelles en plusieurs lots à bâtir destinés à accueillir des maisons individuelles.

Le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre : il s'agit de la réalisation de travaux de voirie et de réseau électrique. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant de ces participations s'élève à 125€/m² de surface de plancher.

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 6 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

Trois conventions ont d'ores et déjà été signées, dont deux par la commune avant le 1^{er} janvier 2018. La société Sol Invest sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention dans le cadre du découpage des parcelles AE40 et AE143 permettant la création de trois lots à bâtir en plus d'un lot déjà bâti.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à conclure des conventions de PUP en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1^{er} janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Sainte Croix, les travaux du programme des équipements publics sont mis en œuvre en deux phases. La phase 1 a été réalisée avant le 1^{er} janvier 2018. La phase 2 est en cours, et les travaux qui sont engagés ne relèvent que des compétences communales. La convention PUP ci-jointe est similaire aux conventions précédemment signées et pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune.

Le montant de la participation, calculée sur la base du programme des équipements publics, s'élève à 125€/m² de surface de plancher. La surface de plancher totale de l'opération menée par la Société Sol Invest est de 420 m². Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe,

qui fixe la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction pour un montant de 52 500 euros.

Cette participation sera versée directement à la Commune de Peynier, les travaux nécessaires relevant de la compétence de la Commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 portant la poursuite des opérations engagées par les communes dans le cadre de Projets Urbain Partenarial ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Sainte Croix a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la commune de Peynier, et la Société Sol Invest pour la mise en œuvre d'un programme sur les parcelles AE40 et AE143.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 6 ans.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-6937/19/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la commune de Peynier et Monsieur Modesti sur le Quartier Sainte Croix MET 19/11815/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 23 novembre 2015, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Sainte Croix, approuvé le programme des équipements publics du PUP et le montant des participations. Ces éléments ont été actualisés par délibération en date du 28 juin 2017.

A l'intérieur de ce périmètre, les propriétaires fonciers ont défini des projets de morcellement de leurs parcelles en plusieurs lots à bâtir destinés à accueillir des maisons individuelles.

Le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre : il s'agit de la réalisation de travaux de voirie et de réseau électrique. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant de ces participations s'élève à 125€/m² de surface de plancher.

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du code de l'urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 6 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

Trois conventions ont d'ores et déjà été signées, dont deux par la Commune avant le 1^{er} janvier 2018. La société Sol Invest sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention dans le cadre du découpage des parcelles AE40 et AE143 permettant la création de trois lots à bâtir en plus d'un lot déjà bâti.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à conclure des conventions de PUP en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1^{er} janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Sainte Croix, les travaux du programme des équipements publics sont mis en œuvre en deux phases. La phase 1 a été réalisée avant le 1^{er} janvier 2018. La phase 2 est en cours, et les travaux qui sont engagés ne relèvent que des compétences communales. La convention PUP ci-jointe est similaire aux conventions précédemment signées et pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune.

Le montant de la participation, calculée sur la base du programme des équipements publics, s'élève à 125€/m² de surface de plancher. La surface de plancher de l'opération menée par Monsieur Modesti est de 46 m². Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe, qui fixe la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction pour un montant de 5 750 €.

Cette participation sera versée directement à la Commune de Peynier, les travaux nécessaires relevant de la compétence de la Commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 portant la poursuite des opérations engagées par les communes dans le cadre de Projets Urbain Partenarial ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération du PUP Sainte Croix a été engagée avant le 1^{er} janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Peynier, et Monsieur Modesti pour la mise en œuvre de son projet de construction sur la parcelle AE387 ci-annexée.

Article 2 :

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 6 ans.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-6938/19/BM

■ **Vente à Messieurs les Dr J. d'Agostino, Dr E. Marzano, Dr G. Sojod de parcelles de terrain constituant les lots N°10 et N°11 du Parc des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts**
MET 19/12286/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités du Parc des Étangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la Métropole Aix-Marseille-Provence vend à Messieurs les Dr J. d'Agostino, Dr E. Marzano, Dr G. Sojod les lots N°10 et N°11 à cadastrés AO 284 et AO 285, d'une superficie totale de 3 102 m² pour un montant de 256 845,60 euros TTC soit 69 euros/m² HT selon l'avis domanial N° 2019-098V1313 du 25 juin 2019.

Cette cession des lots N°10 et N°11 dans le Parc des Étangs doit permettre de réaliser un centre pour la prévention et la lutte contre l'obésité avec création de bureaux, d'une piscine, salle de cuisine, salle de réunion, espace de convivialité.

La concrétisation de l'acte de vente devra intervenir au plus tard avant le 30 juin 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-28/03/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat N°2019-098V11.87 du 20 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession des lots N°10 et N°11 dans le Parc des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à Messieurs les Dr J. d'Agostino, Dr E. Marzano, Dr G. Sojod de réaliser un centre pour la prévention et la lutte contre l'obésité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente des lots N°10 et N°11 du Parc des Etangs à Saint-Mitre-les-Remparts à Messieurs les Dr J. d'Agostino, Dr E. Marzano, Dr G. Sojod, cadastrés AO 284 et AO 285, d'une superficie totale de 3 102 m² au prix de 256 845,60 euros TTC soit 69 euros/m² HT selon l'avis domanial N° 2019-098V1313 du 25 juin 2019 .

Article 2 :

Le délai de validité du compromis est fixé au 30 juin 2021.

Article 3 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues et le notaire du choix de l'acquéreur sont désignés pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés liés à cette procédure est à la charge de Messieurs les Dr J. d'Agostino, Dr E. Marzano, Dr G. Sojod.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 6 :

Les recettes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-politique B 420 – Nature 7075 - Fonction 632 gestionnaire DSF Pays de Martigues.

URB 022-6939/19/BM

■ **Approbation d'une cession de terrain sis boulevard Paul Raphel, au profit de la commune de Saint-Victoret dans le cadre de l'aménagement de places de stationnement au bénéfice de la crèche des Rollandins**
MET 19/12640/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le prolongement de l'ouverture de la nouvelle crèche des Rollandins en septembre 2019, sise boulevard Paul Raphel, la commune de Saint-Victoret souhaite aménager des places de stationnement à proximité et faire l'acquisition à titre onéreux d'une partie des parcelles cadastrées n° AI 0032, AI 0101 et AI 0102 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette opération doit permettre à la crèche de recevoir les enfants dans des conditions de sécurité optimales et le plus rapidement possible.

Dans la mesure où ladite cession n'altérera en rien le devenir des projets en cours dans ce secteur, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accepté de céder à l'amiable une partie desdites parcelles, représentant une superficie totale d'environ 621 m2 :

- 477 m2 à détacher de la parcelle AI 0032 ;
- 102 m2 à détacher de la parcelle AI 0101 ;
- 42 m2 à détacher de la parcelle AI 0102.

La surface définitive sera déterminée par un document modificatif au parcellaire cadastral établi par géomètre-expert mandaté par la Ville de Saint-Victoret.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette cession foncière qui se réalise pour un montant de 55 005 euros HT et qui représente le prorata du prix d'acquisition en 2017, à confirmer par avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Le protocole met à charge de la commune de Saint-Victoret les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à la vente.

La Ville de Saint-Victoret remboursera à la Métropole Aix-Marseille-Provence le prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière, couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant

A la demande de la commune, il est entendu que la Métropole Aix-Marseille-Provence mettrait à disposition de la commune de Saint-Victoret les emprises nécessaires de façon anticipée au transfert de propriété des parcelles à titre onéreux, après approbation par la commune de Saint-Victoret en Conseil Municipal du 26 septembre 2019 de ladite mise à disposition ainsi que de la cession objet de la présente.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Saint-Victoret n° 55/19 du 26

septembre 2019 portant l'acquisition d'une emprise d'environ 621 m² à détacher des parcelles cadastrées n° AI 0032, AI 0101 et AI 0102 ;

- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat sur la valeur vénale (en cours d'évaluation) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser cette cession foncière au profit de la commune de Saint-Victoret dans le cadre de l'aménagement de places de stationnement pour la crèche des Rollandins

Délibère

Article 1 :

Est approuvée le protocole foncier ci-annexé de cession de trois emprises de terrain non bâties à détacher des parcelles cadastrées AI 0032, AI 0101 et AI 0102 d'une contenance totale d'environ 621 m² sises boulevard Paul Raphel à Saint-Victoret au profit de la commune de Saint-Victoret pour un montant de 55 005 euros HT qui représente le prorata du prix d'acquisition en 2017, à confirmer par avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Article 2 :

L'étude Bonetto – Maitre – Capra – Colonna sise 2 place du 11 novembre – B.P.170 – 13723 Marignane Cedex est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de la commune de Saint-Victoret et comprennent tous les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, ainsi que la TVA.

Article 4 :

La recette correspondante est constatée aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 – Nature 775 – Fonction 824.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-6940/19/BM

■ Cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section DZ n° 105, sise Les Aubargues à Entressen sur la commune d'Istres, d'une contenance cadastrale d'environ 32 912 m², au profit de la commune d'Istres.

MET 19/12502/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section DZ n° 105, d'une contenance cadastrale d'environ 32 912 m², sise Les Aubargues à Entressen sur la commune d'Istres.

La commune d'Istres a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à son profit de ladite parcelle, dans le cadre d'un projet de création de jardins familiaux.

Conformément à l'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, France Domaine a été régulièrement saisi.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de la commune d'Istres.

La commune d'Istres, par courrier du 26 juin 2019, a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession de la parcelle non bâtie cadastrée section DZ n° 105, sise Les Aubargues à Entressen sur la commune d'Istres, d'une contenance cadastrale d'environ 32 912 m², au profit de la commune d'Istres, pour un montant de 132 000 euros H.T. (cent trente-deux mille euros hors taxes).

Article 2 :

Maître Bernard Toulouse, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la commune d'Istres.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 5 :

La recette correspondante est constatée au Budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-6941/19/BM

■ Acquisition de lots de volume auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA sur l'ancienne gare d'Arenc située chemin de la Madrague Ville à Marseille

MET 19/12374/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 23 décembre 2009, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention d'intervention foncière sur le site de la gare d'Arenc incluse dans le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée, avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la ville de Marseille.

Cette convention signée le 22 janvier 2010 pour une durée de cinq ans, d'un montant global de dix millions d'euros a permis d'assurer la maîtrise foncière du site de la gare d'Arenc.

En effet, afin de maintenir l'activité économique sur ce périmètre et dans l'attente de la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain porté par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, il était nécessaire pour l'intercommunalité de s'assurer de la maîtrise foncière intégrale de ce site qui faisait alors l'objet d'un compromis de vente par la S.N.C.F.

Au titre de cette convention, l'Etablissement Public Foncier PACA s'est donc porté acquéreur de ce bien auprès de la S.N.C.F. par l'exercice d'un droit de priorité qui lui a été délégué par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

L'Etablissement Public Foncier PACA a ainsi acquis par acte du 4 novembre 2010 la pleine propriété des volumes 3 et 5 et la nue-propriété du volume 4 de l'état descriptif de division en volumes établi sur le tènement foncier d'une superficie cadastrale de 102 664 m² cadastré sous les numéros 807 D 83 et 121, situé à Marseille 13002 chemin de la Madrague Ville.

Ces lots à usage d'entrepôts de logistique urbaine ont été acquis pour un montant de 6 115 950 euros. Etant précisé :

- Que suivant acte du 30 juin 2009 la SCI CARREDIS avait acquis l'usufruit du volume 4 susvisé pour une durée limitée à trente ans (30 ans) à compter du 30 juin 2009, soit jusqu'au 29 juin 2039.
- Que les volumes N° 3 et 1 sont grevés d'une convention d'occupation temporaire, constitutive de droits réels pour le lot 3 et non constitutive de droits réels pour le lot 1, voie d'accès au site et au domaine ferroviaire, d'une durée de 30 ans au profit de la SCI CARREDIS gestionnaire du site, signée le 6 janvier 2006.

Cette convention pour le lot N° 3, constituée par un terrain d'assiette de 67 759 m², autorise le bénéficiaire (SCI CARREDIS), à sous-louer par baux civils.

La Métropole Aix-Marseille-Provence fait d'ailleurs partie des sous-locataires pour une superficie de 33 116 m² et y a installé une antenne de la Direction de la Propreté Urbaine.

La liste des autres sous-locataires connus est annexée au présent rapport.

Pour financer cette acquisition, l'Etablissement Public Foncier PACA a eu recours à un emprunt spécifique correspondant au montant de l'acquisition (6,2 millions d'euros) garanti par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de cinq ans adossé à la durée de la convention arrivant à échéance le 27 janvier 2015 et renouvelé par avenant approuvé par délibération le 19 décembre 2014.

La convention d'intervention foncière sur le site de la gare d'Arenc arrive ainsi à son terme en décembre 2019.

Compte tenu de l'issue contractuelle de la durée de portage, de la stratégie et des ambitions de la Métropole en matière de logistique et du positionnement stratégique du site à l'interface du Grand Port Maritime de Marseille et de l'Opération d'Intérêt National, il est proposé de mettre en œuvre l'obligation de rachat de la Métropole prévue dans la convention et le protocole foncier en découlant.

Cette acquisition s'inscrit dans la continuité de la délibération du 28 février 2019 par laquelle la Métropole a affirmé son rôle et ses interventions concernant la logistique et le transport de marchandises auprès de partenaires privés et institutionnels et a lancé l'élaboration d'un schéma directeur et d'une charte en faveur de la logistique urbaine.

Elle permettrait en outre, de pérenniser l'implantation stratégique de la Direction de la Propreté Urbaine.

La garantie de rachat s'élève aujourd'hui à 8 008 382 euros HT (8 386 869.08 euros TTC) correspondant au prix de revient de l'Etablissement Public Foncier PACA, ventilé come suit :

- 6 115 950 euros : valeur vénale d'acquisition,
- 1 892 432 euros : frais de portage (frais de gestion courante, assurance...).

Le prix sera payé après l'accomplissement des formalités de publicité foncière auprès du bureau des hypothèques compétent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 001-5494/19/CM du 28 février 2019 approuvant des orientations stratégiques de la Métropole en faveur de la logistique et du transport de marchandises en ville ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine en cours ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le site de l'ancienne gare d'Arenc présente un enjeu stratégique pour la Métropole pour répondre à ses ambitions en matière de logistique et se situe en interface avec le Grand Port Maritime Marseille et l'Opération d'Intérêt National ;
- Que la convention d'intervention foncière sur le site de la gare d'Arenc et son avenant arrivant à leur terme, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence fasse jouer la garantie de rachat sur laquelle elle s'était engagée ;
- Que la localisation de ce site est stratégique pour l'exercice des activités de la propreté urbaine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition des volumes n° 3 et n° 5 en pleine propriété et du volume n° 4 en nue propriété en l'état d'occupation où ils se trouvent avec jouissance des servitudes actives et acceptations des servitudes passives, au sein de l'état descriptif de division en volume ayant pour assiettes les parcelles situées à Marseille 13002 – chemin de la Madrague Ville et cadastrées 807 D n° 83 pour une surface de 2 567 m² et 807 D n° 121 pour 100 097 m², auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA, pour un montant de 8 008 382 euros H.T. (8 386 869.08 euros TTC) correspondant au prix de revient de l'EPF et ventilés comme suit :

- 6 115 950 euros : valeur vénale d'acquisition,
- 1 892 432 euros : frais de portage (frais de gestion courante, assurance, ...).

Le prix sera payé après l'accomplissement des formalités de publicité foncière auprès du bureau des hypothèques compétent.

Article 2 :

Maître Mathieu DURAND, Notaire à Marseille, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend tous les frais, droits et honoraires liés à la vente.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2020 – Opération 2016102500 – Sous Politique C 130 – Chapitre 21.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-6942/19/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane, appartenant aux consorts Castello, nécessaire à l'aménagement de cette voie**
MET 19/12315/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une parcelle de terrain de 67 m² située La Chaume 13700 Marignane, à détacher de la parcelle cadastrée AV 0183, appartenant aux consorts CASTELLO.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts CASTELLO, ces derniers ont accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 67,50 Euros à laquelle n'est pas appliquée de TVA.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- le remboursement de la taxe foncière ;
- le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de la parcelle de terrain cadastrée AV 0183 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Castello s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une parcelle cadastrée AV 0183 sise La Chaume à Marignane, moyennant la somme 67,50 euros Hors Taxes (soixante sept euros cinquante centimes) à laquelle n'est pas appliqué de T.V.A. ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Maître Bonetto, notaire à Marignane est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente acquisition est mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- Le remboursement de la taxe foncière ;
- Le cas échéance, d'autres obligations en nature.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente acquisition.

Article 5 :

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015 110 400 – Chapitre 4581191007.

URB 027-6943/19/BM

■ Acquisition de parcelles de terrain en vue de la constitution de réserves foncières situées sur la commune de Martigues, propriétés de la société dénommée "Intramar SA"
MET 19/12292/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de constitution de réserve foncière à vocation économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage l'acquisition à l'amiable des parcelles de terrains propriétés de la société dénommée « INTRAMAR SA », représentée par son Directeur Général Monsieur Hugues HOUZE DE L'AULNOIT, situées sur la commune de Martigues lieudit Saint Jean Sud cadastrée BV 43 d'une superficie de 4 850 m² et lieudit Campéou cadastrées BV 44, BV 45, BV 46, BV 47, BV 49 et BV 51 d'une superficie de 186 143 m².

L'acquisition porte sur une superficie totale de 191 333 m² dont environ 88 546 m² sont situés en zone UE à vocation économique du Plan local de l'Urbanisme de la commune de Martigues, le surplus étant classé en zone naturelle.

Le prix d'acquisition est fixé à 1 000 000 euros soit 5.23 euros/m² selon l'avis domanial N° 2019 - 056V3141 du 24 mai 2019.

Cette acquisition doit permettre la création d'une zone d'activités économiques dont les vocations seront précisées dans le cadre du schéma directeur d'aménagement et de déplacement du secteur de Caronte qui sera réalisé en 2019-2020.

La création de cette zone s'inscrit parmi les 164 opérations identifiées dans le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les entreprises (SPOFIE).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-28/03/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat N° 2019 -056V3141 en date du 24 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de ces parcelles de terrains s'inscrit dans la stratégie de développement économique de la Métropole et dans le dispositif de production de foncier économique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à l'amiable des parcelles de terrains propriétés de la société dénommée « INTRAMAR SA », représentée par son Directeur Général Monsieur Hugues Houze de L'Aulnoit, situées sur la commune de Martigues lieudit Saint Jean Sud cadastrée BV 43 d'une superficie de 4 850 m² et lieudit Campéou cadastrées BV 44, BV 45, BV 46, BV 47, BV 49 et BV 51 d'une superficie de 186 143 m².

Article 2 :

Le prix d'acquisition des parcelles de terrain, d'une superficie totale de 191 333 m², est fixé à 1 000 000 euros soit 5.23 euros/m² selon l'avis domanial N° 2019 -056V3141 du 24 mai 2019.

Article 3 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues et le notaire du choix de l'acquéreur sont désignés pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais notariés liés à cette procédure est à la charge de la de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 6 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'Est du Territoire du Pays de Martigues, Sous Politique C130, Opération 2019610200 – Chapitre 4581196102.

URB 028-6944/19/BM

**■ Acquisition d'une parcelle de terrain édifée d'un hangar avec le logement de fonction, située sur la commune de Martigues, propriété de la SCI Saouban
MET 19/12285/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique foncière d'acquisition d'immobilier d'entreprise en vue de redynamiser la zone d'activités de Croix-Sainte, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage l'acquisition à l'amiable d'une parcelle de terrain édifée d'un hangar, avec logement de fonction, propriété de la SCI SAOUBLAN, représentée par Monsieur Didier CASSEGRAIN, située sur la commune de Martigues cadastrée BW 235, lieudit avenue Charles Moulet, d'une superficie de terrain de 2 579 m² et d'une superficie bâtie au sol de 800 m².

Le prix d'acquisition est fixé à 560 000 euros soit 700 euros/m² conformément à l'avis domanial N° 2019 - 056V1243 du 11 juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-28/03/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat

N° 2019 -056V1243 du 11 juin 2019 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le bien mis en vente est situé dans la zone d'activités de Croix-Sainte à Martigues, dans laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une politique foncière d'acquisition d'immobilier d'entreprise en vue de redynamiser cette zone en déshérence par le développement d'une offre nouvelle notamment en lien avec le projet de ressourcerie et la filière Cinéma;
- Que l'acquisition de ce bien permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'un ensemble immobilier cohérent le long de l'avenue Charles Moulet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à l'amiable de la parcelle de terrain parcelle de terrain édifiée d'un hangar, avec logement de fonction, propriété de la SCI Saublan, représentée par Monsieur Didier Cassegrain, située sur la commune de Martigues cadastrée BW 235, lieudit avenue Charles Moulet, d'une superficie de terrain de 2 579 m² et d'une superficie bâtie au sol de 800 m².

Article 2 :

Le prix d'acquisition est fixé à 530 000 euros soit 662.5 euros/m² conformément à l'avis domanial N° 2019 -056V1243 du 11 juin 2019.

Article 3 :

L'ensemble des frais notariés liés à cette procédure est à la charge de la de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2020 de l'état spécial de territoire du Pays de Martigues dans le cadre d'une autorisation de programme à créer.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-6945/19/BM

■ Modification de la délibération n° URB 020-5882/19/BM du 16 mai 2019 approuvant la cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section BX n° 43, d'une contenance cadastrale d'environ 1 059 m², sise Rue Abbé Couture à Miramas, au bénéfice de la société Immalliance MET 19/12531/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 020-5882/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019, l'assemblée délibérante de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section BX n° 43, sise Rue Abbé Couture à Miramas, au bénéfice de la société Immalliance.

Or, le futur acquéreur a manifesté son souhait de signer une promesse de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de la délibération n° URB 020-5882/19/BM du 16 mai 2019 relative la cession à titre onéreux de la parcelle non bâtie cadastrée section BX n° 43, sise Rue Abbé Couture à Miramas, au bénéfice de la société Immalliance.

Article 2 :

Est acceptée la promesse de vente de la parcelle non bâtie cadastrée section BX n° 43 d'une contenance cadastrale d'environ 1 059 m², située Rue Abbé Couture à Miramas, pour un montant de 420 000 euros, payable comptant le jour de la réitération par acte authentique.

Article 3 :

Les autres termes de la délibération n° URB 020-5882/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 demeurent inchangés.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-6946/19/BM

■ **Modification de la délibération n° URB 029-6134/19/BM du 20 juin 2019 portant sur la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 18, située impasse des arcades à Istres, au profit de Madame Alice Girones et constitution d'une servitude de passage de canalisation des eaux usées sur la parcelle DE n° 95 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence**
MET 19/12539/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 029-6134/19/BM du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 18, située Impasse des Arcades à Istres, d'une contenance d'environ 26m², au profit de Madame Alice Girones, pour un montant de 4 300 euros H.T.

Toutefois, il est nécessaire de préciser qu'il convient aujourd'hui de constituer une servitude de passage de

canalisation des eaux usées sur la parcelle cadastrée section DE n° 95 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 029-6134/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 18, située Impasse des Arcades à Istres, d'une contenance d'environ 26m², au profit de Madame Alice Girones, pour un montant de 4 300 € H.T. ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est modifiée la délibération n° URB 029-6134/19/BM du 20 juin 2019.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage de canalisation d'eaux usées sur la parcelle cadastrée section DE n° 95 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la parcelle à vendre à Madame Alice Girones.

Article 3 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais liés à la cession reste à la charge de Madame Alice Girones.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-6947/19/BM

**■ Modification de la délibération n° 360/05 du 1er juillet 2005 portant sur la cession des parcelles cadastrées section DE n° 61 et n° 26p, situées chemin de la pinède à Istres, au profit de Monsieur et Madame Oliva, dans le cadre d'une régularisation foncière
MET 19/12541/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 360/05 du 1^{er} juillet 2005, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé la cession des parcelles cadastrées section DE n° 61 et n° 26p, constituant le lot n° 117 de la Zac du Ranquet à Istres, d'une contenance d'environ 394 m², au profit de Monsieur et Madame OLIVA dans le cadre d'une régularisation foncière, pour un montant de 21 342,86 euros H.T. ainsi que le paiement de la taxe due au titre des travaux d'assainissement collectif pour la somme de 1 829,39 euros TTC.

Monsieur Michel Oliva étant décédé, les parcelles cadastrées section DE n° 61 et 26p formant le lot n° 117 seront vendues : à concurrence de 8/16^{èmes} en pleine propriété et 8/16^{èmes} en usufruit à Madame Veuve Oliva née Gibbesi Hélène et à concurrence de 1/16^{èmes} en nue-propriété à chaque enfant, à savoir : Mme Clerc née Oliva Marie, Monsieur Oliva Gaspard, Monsieur Oliva Vincent, Monsieur Oliva Antoine, Monsieur Oliva Didier, Monsieur Oliva Pascal, Mme Oliva Nathalie et Mme Oliva Jacqueline.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière reste à la charge des Consorts Oliva sus-nommés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 360/05 du Bureau du SAN Ouest Provence du 1^{er} juillet 2005 portant sur la cession de la parcelle cadastrée section DE n° 26p et n° 61, constituant le lot n° 117 de la ZAC du Ranquet à Istres, d'une contenance de 394 m², au profit de Monsieur et Madame Oliva ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est modifiée la délibération n° 360/05 du 1^{er} juillet 2005.

Article 2 :

Est approuvée la cession des parcelles cadastrées section DE n° 26p et n° 61 d'une contenance d'environ 394 m², sise chemin de la pinède, ZAC du Ranquet à Istres, au numéro d'inventaire 3005, à concurrence de 8/16^{èmes} en pleine propriété et 8/16^{èmes} en usufruit à Madame Veuve Oliva née Gibbesi Hélène et à concurrence de 1/16^{èmes} en nue-propriété à chaque enfant, à savoir : Mme Clerc née Oliva Marie, Monsieur Oliva Gaspard, Monsieur Oliva Vincent, Monsieur Oliva Antoine, Monsieur Oliva Didier, Monsieur Oliva Pascal, Mme Oliva Nathalie et Mme Oliva Jacqueline, pour un montant de 21 342,86 euros H.T. (vingt et un mille trois cent quarante-deux euros et quatre-vingt-six centimes Hors Taxes) ainsi que le paiement de la taxe due au titre des travaux d'assainissement collectif pour la somme de 1 829,39 euros T.T.C..

Article 3 :

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge des Consorts Oliva, sus-nommés.

Article 5 :

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-6948/19/BM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Pallières II aux Pennes-Mirabeau passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires
MET 19/12558/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté de Pallières II a été créée à l'initiative de la Ville des Pennes-Mirabeau, par délibération de son Conseil Municipal du 26 février 2015 et son dossier de réalisation approuvé le 21 décembre 2017.

Par délibération n° URB 031-43-77/18/BM du Conseil de Métropole du 28 juin 2018, le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage a été décidé. Il convient donc d'adapter le traité de concession en vigueur, par l'avenant n°2, afin que la Métropole en devienne le concédant.

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités, au Nord. La superficie totale de la ZAC Pallières II est d'environ 33 ha.

Suite à la délibération n° URB 031-43-77/18/BM du

Conseil de Métropole du 28 juin 2018, le transfert effectif de l'opération à la Métropole a été décidé. Dans ces conditions, un avenant au contrat de concession de la SPLA Pays d'Aix Territoires a été mis en place durant l'année 2018 afin d'acter le changement de concédant. La Métropole se substituant ainsi à la Ville des Pennes-Mirabeau. L'avenant a été signé le 26 novembre 2018.

Durant l'année 2018, les négociations foncières ont permis d'obtenir un accord de principe d'un propriétaire foncier de terrains situés en continuité de foncier déjà maîtrisé par la ville, à l'Ouest de la ZAC. La SPLA Pays d'Aix Territoires a élaboré un dossier de consultation de maîtrise d'œuvre afin de désigner un bureau d'études techniques en charge de la conception et du suivi des travaux d'une première tranche d'aménagement. La Métropole a accordé à la SPLA Pays d'Aix Territoires une avance remboursable de 300 000 euros pour le financement des études techniques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre

2018 de la concession d'aménagement
passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé, relatif à la ZAC Pallières II établi au 31 décembre 2018 par la SPLA Pays d'Aix Territoire et comprenant un bilan financier prévisionnel actualisé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-6949/19/BM

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de l'opération "Zone d'activités Napollon Baronnette" à Aubagne - SEM Façonéo**
MET 19/12460/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 18 de la concession d'aménagement confiée en 2003 par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à la SEM Façonéo pour la réalisation de l'opération « Zone d'activités Napollon Baronnette » à Aubagne et afin de permettre à la Métropole, qui s'est substituée à la Communauté d'agglomération, d'exercer son droit de contrôle ; la SEM Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2018, annexé à la présente délibération.

Cette opération consiste à réaliser l'aménagement d'une zone artisanale sur un ensemble de terrain d'une superficie d'environ 1,8 ha sur la commune d'Aubagne entre la ZAC de Napollon et la ZAC de la Baronnette dit citérampa.

Ce compte rendu fait état de l'avancement physique de l'opération à ce jour en reprenant les principaux éléments qui ont impacté la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et fait le point sur la situation financière de l'opération au regard de son avancement.

De ce compte rendu, il ressort les principaux éléments suivants :

- Les travaux d'aménagement sont achevés depuis juin 2013 et la rétrocession du réseau d'assainissement et du poste de relevage a été effectuée. Elle est effective depuis janvier 2014,
- Les cinq lots ont été vendus,
- Les statuts de l'ASL du parc de la Baronnette ont été publiés au journal officiel fin 2014,
- En 2018, la servitude Erdf a pu être signée, par contre les voiries n'ont toujours pas été

cédées à l'ASL dans un contexte de contentieux en cours avec un riverain.

La clôture de cette opération pourra être envisagée une fois les dernières questions foncières traitées à savoir la cession des voies et du bassin de rétention du lotissement à l'ASL et le suivi du contentieux.

Le bilan financier présenté dans le CRAC ne fait pas apparaître d'évolution de nature à remettre en cause l'équilibre général de l'opération.

Au vu de ces éléments, il est donc proposé d'approuver le compte rendu d'activité de la SEM Façonéo ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le traité de concession d'aménagement confié à la SEM Façonéo signé le 15 juillet 2003 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le CRAC remis par la SEM Façonéo fait état d'une gestion cohérente de l'opération d'aménagement qui leur a été confiée.

Délibère

Article unique:

Est approuvé le compte rendu annuel d'activité au 31 décembre 2018 présenté par la SEM Façonéo relatif à l'opération d'aménagement « Zone d'activités Napollon Baronnette » à Aubagne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-6950/19/BM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la Zone d'Aménagement Concerté de La Chapelle à La Bouilladisse - SPL Façonéo MET 19/12463/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 25 de la concession d'aménagement confiée par l'ex Communauté d'agglomération à la SPL Façonéo pour la réalisation de la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse, et afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de contrôle, la SPL Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2018, annexé à la présente délibération.

Le programme de construction de la ZAC prévoit la réalisation de 350 logements dont 30% de locatif social, des commerces, d'un complexe aquatique et d'un lycée.

Ce compte rendu fait état de l'avancement physique de l'opération à ce jour en reprenant les principaux éléments qui ont impacté la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et fait le point sur la situation financière de l'opération au regard de son avancement.

Il ressort de ce CRAC les principaux éléments suivants :

- Avancement des procédures :
 - o Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune ayant été approuvé en décembre 2017, un nouveau dossier de Déclaration d'Utilité Publique devait être déposé par l'Etablissement Public Foncier (EPF) afin d'actualiser le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initialement prévu comme emportant mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols (POS), document devenu obsolète suite à l'approbation du PLU,
 - o En janvier 2018, la Métropole annonce formellement l'arrêt du Val'Tram reliant Aubagne à La Bouilladisse,

- o La déviation de la RD45e pour laquelle le Département des Bouches-du-Rhône a transféré la compétence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qui a lui-même confié à la SPL Façonéo un mandat d'études, est intrinsèquement lié à la réalisation de la ZAC de La Chapelle. Cet aménagement ne sera déclenché qu'au démarrage de la ZAC,
- o Fin 2016, une promesse de vente a été signée entre la SPL Façonéo et l'EPF PACA pour l'achat du foncier de l'ilôt CO1. Cette promesse est devenue caduque courant 2017.

- Au vu des incertitudes sur les délais, procédures et la maîtrise foncière, un arrêt temporaire de la mission a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre de la ZAC,
- Plusieurs options existent encore sur le programme des équipements publics. Une modification du dossier de réalisation de la ZAC s'avèrera vraisemblablement nécessaire à la reprise du dossier avec une mise à jour, voire une reprise complète des documents réglementaires qui devra être effectuée,
- La situation financière de l'opération présente un total de dépenses de 466 000 euros TTC fin décembre 2018. L'avance de la Métropole s'est montée à 327 000 euros et la TVA remboursée à 45 000 euros. Le déficit de trésorerie se monte à 97 000 euros. Aucune dépense n'est prévue en 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Chapelle signé le 22 janvier 2014 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le CRAC remis par la SPL Façonéo fait état d'une gestion cohérente de l'opération d'aménagement qui leur a été confiée.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte rendu annuel d'activité 2018 présenté par la SPL Façonéo relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-6951/19/BM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la Zone d'Aménagement Concerté des Vigneaux à Cuges-les-Pins - SEM Façonéo
MET 19/12466/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 17 de la concession d'aménagement confiée par l'ex Communauté d'agglomération à la SEM Façonéo pour la réalisation de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins et afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de contrôle, la SEM Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2018, annexé à la présente délibération.

Ce compte rendu fait état de l'avancement physique de l'opération à ce jour en reprenant les principaux éléments qui ont impacté la mise en œuvre de l'opération d'aménagement. Il fait également le point sur la situation financière de l'opération au regard de son avancement.

De ce compte rendu, il ressort pour l'année 2018 les principaux éléments suivants :

- Les premiers chantiers de construction ont démarré début 2018 et les livraisons sont prévues pour juillet 2019. La protection des ouvrages d'aménagement en place a été réalisée et la piste d'accès aux différents chantiers a été balisée pour sécuriser les chantiers et éviter tout endommagement des ouvrages existants. Un accès dédié aux habitants des lots individuels a été créé afin de limiter les conflits d'usage. Les différents travaux d'aménagement à l'intérieur de la ZAC et le long de la RD8N reprendront au premier trimestre 2019 et seront échelonnés en fonction des plannings de livraison des constructions,
- Lots A : les lots individuels restants ont été commercialisés courant 2018 et les premiers acquéreurs ont aménagé durant l'été 2018,
- Les lots B1 et B2 ont été réunis pour un projet mixte de 3600 m² de Surface De Plancher (SDP) avec 29 logements locatifs sociaux et 31 en accession. Le permis de construire a été obtenu et purgé de tout recours début 2019,
- Le lot C1 : malgré une promesse de vente et un permis de construire accordé en 2017, AGIR PROMOTION n'a pu finaliser et signer l'acte de vente fin 2018. A la demande de la commune, la SEM Façonéo envisage la reprise de l'opération. Le lot C2 a fait l'objet d'une promesse de vente avec BDP MARGINAN pour la réalisation de 32 logements. Le permis de construire a été obtenu fin 2018, la vente est prévue courant 2019,
- Lot D : le chantier de construction de 50 logements et 383 m² de locaux commerciaux a démarré début 2018 avec une livraison des bâtiments prévue pour septembre 2019,
- Lot E : Façonéo réalise en VEFA pour 13 Habitat un bâtiment de 46 logements locatifs sociaux sur 3666 m² de SDP. Le permis de construire a été obtenu courant 2018, la vente a été réalisée en janvier 2019 avec début des travaux pour une livraison prévue fin 2020,
- Le lot F était destiné à recevoir un hôtel. La promesse de vente de juin 2016 n'ayant pu aboutir, la SDP maximale de ce lot semble insuffisant pour permettre la réalisation d'un hôtel dont la capacité des chambres permettrait la rentabilité de l'équipement. Des

études sont en cours pour vérifier l'opportunité d'une telle implantation,

- Lot G : la vente du lot G à la société BNP Paribas a été réalisée fin 2018, les travaux ont débuté dans la foulée avec une livraison d'une résidence intergénérationnelle de 4797m² de surface de plancher et 81 logements en septembre 2019.

Le bilan financier de la ZAC présenté dans le CRAC ne fait pas apparaître d'évolution de nature à remettre en cause l'équilibre général de l'opération.

Au vu de ces éléments, il est donc proposé d'approuver le compte rendu d'activité de la SEM Façonéo ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le traité de concession d'aménagement de la ZAC des Vigneaux signé le 22 septembre 2009 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le CRAC remis par la SEM Façonéo fait état d'une gestion cohérente de l'opération d'aménagement qui leur a été confiée.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte rendu annuel d'activité 2018 présenté par la SEM Façonéo relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-6952/19/BM

■ Désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain de parcelles correspondant à l'ancien centre d'enfouissement technique à Mallemort MET 19/12400/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le centre d'enfouissement ou Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) situé sur la commune de Mallemort n'est plus en exploitation depuis le 1^{er} septembre 2014. Ce site est soumis à un suivi post-exploitation trentenaire qui impose un certain nombre de mesures de surveillance et d'entretien. Un arrêté préfectoral du 26 juin 2017 précise les restrictions d'usage du site, laissant explicitement la possibilité d'y exercer une activité industrielle comme l'implantation d'un parc photovoltaïque.

En tant que biens immobiliers précédemment affecté au service public d'élimination des déchets et spécialement aménagés à cette fin, les terrains d'emprise de l'ancien ISDND de Mallemort constituaient des dépendances du domaine public de la Communauté d'Agglomération Agglopôle Provence. Par suite de la fusion de cet EPCI avec les cinq autres ex-EPCI de l'aire métropolitaine pour former la Métropole Aix-Marseille-Provence, ces biens ont fait l'objet d'un transfert de propriété au profit de la Métropole (Art. L 5217-5 du CGCT), dont ils ont intégré le domaine public.

La Métropole s'est engagée dans une démarche de valorisation de ce site en manifestant son intention de mettre celui-ci à disposition d'un opérateur pour la construction d'une centrale de production d'électricité photovoltaïque. Elle a pour cela lancé un appel à manifestation d'intérêt en 2018 puis sélectionné un opérateur chargé de mener à bien ce projet. Afin de le mettre en œuvre, il est envisagé que la mise à disposition de cette emprise prenne la forme d'un bail emphytéotique de droit privé consenti à la société porteuse du projet photovoltaïque.

Pour ce faire conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, il est préalablement nécessaire

de constater la désaffectation des parcelles en cause et de procéder à leur déclassement.

L'emprise concerne l'intégralité du site de l'ancien centre d'enfouissement, entièrement clôturé et comprenant les parcelles suivantes, ainsi que le montre le plan cadastral annexé au présent rapport :

Section	Numéro	Surface (m ²)	Section	Numéro	Surface (m ²)	Section	Numéro	Surface (m ²)
C	814	1700	C	899	12602	C	908	1601
	815	4155		900	4760		909	6380
	816	7892		901	9410		910	1561
	817	1028		902	7940		953	22
	818	8725		903	3634		1515	825
	819	1900		904	5053		1523	28
	820	9110		905	786		2464	4007
	897	2464		906	705		2513	970
	898	1994		907	1157	Total		99 509 m²

Considérant que le site n'est plus affecté à un service public depuis l'arrêt de son exploitation et qu'il n'est pas affecté à l'usage direct du public, il est donc possible de constater sa désaffectation, sur la base du constat d'huissier joint en annexe.

Il est dès lors possible de prononcer le déclassement de cette emprise du domaine public de la Métropole pour être incorporée à son domaine privé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L.2141-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération ENV 003-4219/18/CM du 28 juin 2018 portant Approbation du lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt pour un

projet de production d'électricité photovoltaïque sur le centre d'enfouissement de Mallemort ;

- L'arrêté préfectoral du 26 juin 2017 instituant des servitudes d'utilité publique sur et autour de l'ancien site de stockage de déchets non dangereux situé sur la commune de Mallemort ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite valoriser l'ancien site de stockage des déchets non dangereux situé sur la commune de Mallemort en y permettant l'implantation d'une centrale photovoltaïque ;
- Qu'elle envisage pour cela consentir un bail emphytéotique à la société chargée de mener à bien ce projet ;
- Qu'il est nécessaire, préalablement à cela, de constater la désaffectation et le déclassement du domaine public des parcelles correspondant à ce site.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation d'une emprise d'une superficie de 99 509 m² correspondant à 26 parcelles cadastrées comme suit, sur la commune de Mallemort :

Section	Numéro	Surface (m ²)	Section	Numéro	Surface (m ²)	Section	Numéro	Surface (m ²)
C	814	1700	C	899	12602	C	908	1601
	815	4155		900	4760		909	6380
	816	7892		901	9410		910	1561
	817	1028		902	7940		953	22
	818	8725		903	3634		1515	825
	819	1900		904	5053		1523	28
	820	9110		905	786		2464	4007
	897	2464		906	705		2513	970
	898	1994		907	1157	Total		99 509 m ²

Article 2 :

Est approuvé le déclassement des parcelles énumérées ci-avant du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour être incorporées à son domaine privé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-6953/19/BM

■ Acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle cadastrée section CN numéro 620 située Chemin de Saint-Jean à Salon-de-Provence appartenant à la CDC Habitat MET 19/13162/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La CDC Habitat travaille actuellement à la restructuration de son parc immobilier situé dans le quartier de Lurian à Salon-de-Provence. A ce titre, des terrains contigus dont elle n'a pas l'utilité sont aujourd'hui proposés à la vente.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite se porter acquéreur en vue de constituer une réserve foncière stratégique pour le Territoire du Pays Salonais.

Ainsi, il s'agit d'acquérir une parcelle cadastrée CN 620 d'une superficie de 5388m² située Chemin de Saint-Jean, dans le quartier des Roquassiers, à Salon-de-Provence.

A cet effet, France Domaine a régulièrement été consulté et a rendu son avis le 19 novembre 2018. La valeur vénale du bien a été évaluée à 215 500 euros.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CDC Habitat, cette dernière a accepté de céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence ladite parcelle au prix de vente de 193 500 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine en date du 19 novembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition du terrain cadastré section CN numéro 620 situé Chemin de Saint-Jean à Salon-

de-Provence d'une superficie de 5388 m² à la CDC Habitat au prix de vente de 193 500 euros HT.

Article 2 :

Cette acquisition fera l'objet d'un acte authentique qui sera passé en la forme notariée et dont les frais afférents à cette mutation seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section investissement du Budget Etat Spécial du Territoire, opération acquisition foncière du Territoire du Pays Salonais n° 2019301900 – fonction 552, qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"**

DEVT 001-6954/19/BM

■ **Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - Approbation d'une convention de préfinancement avec la SACICAP pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H**
MET 19/10561/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :
Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.
Cet ensemble est constitué notamment de sept bâtiments d'habitation, gérés par un syndicat principal et sept syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la première commission de la commission chargée de l'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot. Des travaux de mise aux normes ou de recyclage des différents immeubles de la résidence seront à engager dans le cadre du NPNRU «Grand Malpassé » en cours d'élaboration, notamment la réalisation des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives.

Le 13 janvier 2017, par jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Vincent Gillibert de la SCCP Gillibert et associés, a été désigné administrateur judiciaire du syndicat principal et des syndicats secondaires des bâtiments C, D, E, F, G et H.

Le 30 août 2018, le Cabinet AJA a été désigné administrateur judiciaire du syndicat principal et des syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H en remplacement de la SCCP Gillibert, démissionnaire. Par ordonnances du 19 février 2019 et du 1er mars 2019, les pouvoirs de l'administrateur provisoire ont été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1965.

Par délibération numéro DEVT 001-6147/19/BM du 20 juin 2019, le Bureau de la Métropole a autorisé Madame la Présidente ou son représentant à signer avec les syndicats de copropriété des bâtiments C, E, F, G, H et le syndicat principal les conventions de financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments ainsi que des parties communes générales du Parc Corot.

Ces conventions précisent le montant des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah comme indiqué dans le tableau ci-après :

	Bât C	Bât E	Bât F	Bât G	Bât H	Syndicat Principal.	Total en euros
ANAH	389 700	124 600	212 600	490 800	184 300	26 600	1 428 600
MAMP	64 500	21 400	36 400	82 900	31 800	6 000	243 000
Total en euros	454 200	146 000	249 000	573 700	216 100	32 600	1 671 600

Ces financements couvrent la totalité du montant des travaux d'urgence, des honoraires techniques et de l'assurance dommage ouvrage.

La gestion des financements et les modalités de versement des subventions sont définies dans ces conventions de financement.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence assurent conjointement le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux d'urgence de la copropriété Parc Corot sous forme de prêt sans intérêt.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement consiste à préfinancer les subventions de l'ANAH et des collectivités partenaires aux syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétés et peut couvrir jusqu'à 100% du coût des travaux.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'urgence justifiant le versement de la subvention de la Métropole, celle-ci versera les fonds directement à la SACICAP, conformément aux dispositions de la convention de financement.

Il convient donc d'approuver la convention de préfinancement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- L'arrêté préfectoral du 22 janvier 2016 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc Corot à Marseille (13013) ;
- Le jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille du 13 janvier 2017, désignant Vincent Gillibert de la SCCP Gillibert et associés, administrateur judiciaire de 7 bâtiments et du syndicat principal du parc Corot ;
- La délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille ;
- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine, signé le 21 décembre 2017 ;
- La délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, approuvant la création d'une opération d'aménagement pour la copropriété du Parc Corot ;
- Les ordonnances du 31 août 2018 du Tribunal de Grande Instance de Marseille, désignant le Cabinet AJA administrateur judiciaire des syndicats de copropriété des bâtiments A, C, E, F, G, et H ainsi que du

- syndicat principal, en remplacement de la SCCP Gillibert, démissionnaire ;
- Les ordonnances du 19 février 2019, et du 1^{er} mars 2019 élargissant les pouvoirs de l'administrateur provisoire à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical ;
- La délibération n° DEVT 001-6147/19/BM du 20 juin 2019, approuvant six conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre de l'accord partenarial, approuvé par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence du « Parc Corot » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Que par délibération n° DEVT 001-6147/19/BM du 20 juin 2019, ont approuvées les subventions pour la réalisation des travaux d'urgence pour la résidence du Parc Corot à Marseille (13^{ème} arrondissement), sur les bâtiments C, E, F, G, H et les parties communes générales du Parc Corot ainsi que les conventions de financement ;
- Qu'afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP de Provence et la SACICAP Midi-Méditerranée assurent conjointement, sur le fondement des dispositions du Code de la construction et de l'habitation, le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées pour la réalisation de ces études et diagnostics ;
- Que ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires ;

- Qu'il convient d'approuver une convention de préfinancement entre la Métropole, les SACICAP, l'Agence Nationale pour l'Habitat, ainsi que les syndicats des copropriétaires du « Parc Corot » pour les bâtiments C, E, F, G, H et le syndicat principal.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de préfinancement des travaux d'urgence pour la résidence du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement, entre la Métropole, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée, les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G, H et le syndicat principal.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires y afférant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 – Opération 2016103800 – Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-6955/19/BM

**■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions Eradication de l'Habitat Indigne - Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 27 immeubles sur le territoire Marseillais
MET 19/11856/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pourvoir porter atteinte à la propriété privée. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

Sans attendre la mise en place du cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

Dans ce cas l'intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration les conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation.

Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conformes aux articles L. 103-2, L. 103-3 2^e et L. 103-4 du code de l'urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit. Par délibérations du 28 février 2019, ces concessions métropolitaines ont été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs objectifs augmentés : il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires.

La cible principale de leur action est constituée par des immeubles isolés, ou solidaires dans les désordres, objets d'actes de polices de l'habitat révélant la carence des propriétaires privés, dont le traitement ponctuel ne remet pas en cause une restructuration à l'îlot, ou dont les désordres ne découlent pas d'une pathologie, d'ores et déjà identifiée, liée à la stabilité des sols sur un périmètre plus large.

La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Lors du Conseil de Métropole du 20 juin dernier, la présente assemblée a approuvé l'engagement des procédures d'expropriation sur une première vague de 41 immeubles dégradés.

Aujourd'hui une deuxième vague de 27 immeubles est présentée pour engager les procédures d'expropriation nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. Il s'agit d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des programmes de travaux sur les 27 immeubles destinés à la production de logements sociaux (locatif social ou accession sociale).

Pour rappel, établir le projet à déclarer d'utilité publique nécessite, pour chaque immeuble, une mise au point technique, juridique et financière : état des lieux, élaboration des faisabilités financières et opérationnelles, vérification des états de propriété, besoins en relogements, évaluation foncière par l'administration fiscale.

La liste de ces immeubles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et enquêtes parcellaires conjointes est annexée au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de ses concessionnaires, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par Marseille Habitat et Urbanis Aménagement dès leur complétude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n°DEVT 001-5507/19/CM du 28 février 2019 approuvant l'avenant n°22 d'augmentation des objectifs et de prorogation de la Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements ;
- La délibération n°DEVT 002-5508/19/CM du 28 février 2019 approuvant l'avenant n°21 d'augmentation des objectifs et de prorogation de la Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes-Lavie, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements ;
- La délibération n°DEVT 003-5509/19/CM du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEVT 001-6459/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'Habitat Indigne ;
- La délibération n°DEVT 003-6461/19/CM du 20 juin 2019 approuvant l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique d'une première vague de 41 immeubles dégradés ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le recours à des procédures de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la maîtrise foncière par voie d'expropriation des biens les plus dégradés est nécessaire pour appliquer la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne ;
- Que la concertation publique préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne s'est déroulée du mardi 26 mars au mardi 23 avril 2019 inclus ;
- Que le bilan de cette concertation a été approuvé ;
- Que l'engagement d'une première vague d'expropriations a été approuvée en juin dernier ;
- Qu'il convient d'approuver l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 27 immeubles sur le territoire Marseillais et d'habiliter la Présidente de la Métropole à saisir Monsieur le Préfet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique, au profit de Marseille Habitat ou d'Urbanis Aménagement agissant chacun au titre d'une concession d'aménagement d'Éradication de l'Habitat Indigne, des 27 immeubles listés en annexe de la présente délibération. La maîtrise foncière de ces immeubles pour produire du logement social s'inscrit dans la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables aux déclarations d'utilité publique et des enquêtes parcellaires conjointes, prévues aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation, au profit de Marseille Habitat ou Urbanis Aménagement conformément à l'article 1 de la présente délibération.

Article 3 :

Les bénéficiaires des déclarations d'utilité publique afférentes sont habilités à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-6956/19/BM

**■ Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne -
Approbation d'une convention d'études avec la
Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier
Provence-Alpes-Côte d'Azur sur l'îlot opérationnel
de première phase Noailles - Ventre à Marseille
MET 19/12255/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, a proposé une nouvelle stratégie durable pour le traitement de l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pouvoir porter atteinte à la propriété privée lorsqu'elle est source d'indignité. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

L'action foncière est un volet essentiel de cette stratégie, c'est pourquoi il s'est avéré nécessaire de renforcer et d'adapter les partenariats avec les opérateurs fonciers déjà mobilisés sur le périmètre du grand centre-ville de Marseille.

A ce titre, dans le cadre d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation-impulsion qui a fait l'objet d'avenants, l'EPF accompagne la Métropole et mène une action foncière publique sur un périmètre d'intervention global de plus de 1000 hectares correspondant à celui de l'opération Grand Centre-ville. Cette action porte particulièrement sur 12 sites pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci par acquisitions amiables, préemption et expropriation.

Aujourd'hui, la stratégie de lutte contre l'habitat indigne sur le grand centre-ville de Marseille se décline au travers du Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019. Il s'agit d'un cadre d'actions coordonnées et transversales qui établit un programme de travail et prend la forme d'un contrat conclu entre l'Etat, la Ville de Marseille, Euroméditerranée, le département, l'EPF, l'ANAH, l'ANRU, l'ARHLM et la CDC.

Conclu pour une durée de 15 ans et portant sur un périmètre d'intervention de 1000 hectares, il identifie 4 îlots opérationnels de première phase sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites

prioritairement. Parmi ces 4 îlots, figure l'îlot Noailles-Ventre qui intègre les parcelles concernées par le sinistre de la rue d'Aubagne survenu le 5 novembre 2018 suite à l'effondrement des numéros 63, 65 et 67 de la rue.

Cet îlot bénéficie déjà d'une bonne connaissance de terrain, notamment grâce à l'étude urbaine multithématique conduite par la SOLEAM sur le quartier Noailles qui a permis de définir des orientations d'intervention et d'identifier les leviers d'actions nécessaires à la requalification du quartier. Toutefois, il est aujourd'hui nécessaire d'engager des études pré-opérationnelles complémentaires à l'échelle de l'îlot (études réseaux et sols, analyse de l'état du bâti et de son occupation, études de conception à l'îlot, études structures, etc.) qui sont un préalable indispensable à la conception, en concertation, du projet puis de sa mise en œuvre. La Métropole Aix-Marseille-Provence sera maître d'ouvrage de l'ensemble de ces études.

C'est à ce titre que la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA ont convenu de s'associer pour suivre et participer aux études à mener sur l'îlot susvisé dans le cadre d'une convention d'études spécifique.

L'EPF réalisera par ailleurs un référentiel foncier, contribuera à la mise en place des stratégies foncières en découlant et participera au financement des différentes études pré opérationnelles à hauteur de 50%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 13/1371 du 9 décembre 2013 du Conseil Municipal de Marseille ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- La délibération n° 012-13/12/18/CM du 13

décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URB 001-6423/19/cm du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation du Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre- ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de mettre en œuvre une action foncière partenariale déclinant la nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- Que l'îlot Noailles-Ventre fait partie des quatre îlots opérationnels de première phase identifiés dans le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille, sur lesquels études et actions opérationnelles devront être conduites prioritairement ;
- Qu'il y a lieu de lancer les études pré-opérationnelles complémentaires nécessaires sur l'îlot opérationnel de première phase Noailles-Ventre.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'études entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur l'îlot opérationnel de première phase Noailles-Ventre à Marseille 1^{er} arrondissement ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-6957/19/BM

**■ Stratégie de lutte contre l'habitat indigne -
Approbation de l'avenant 1 à la convention de
portage immobilier et foncier avec CDC-Habitat
Social pour une intervention ciblée au sein de
copropriétés dégradées
MET 19/12376/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 16 mai 2019, le Conseil de la Métropole a adopté, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'habitat indigne dans les grandes copropriétés dégradées, une convention de portage immobilier et foncier avec CDC Habitat social, afin que cet organisme puisse acquérir 210 lots dans 6 copropriétés dégradées : Corot (80 lots), Bellevue (30 lots), La Maurelette (30 lots), le Grand Mail (40 lots), Est Marseillais (10 lots), La Mariélie (20 lots). Ces acquisitions seront conduites auprès de copropriétaires endettés afin d'engager rapidement une baisse des dettes des syndicats de copropriétés et dégager ainsi des moyens de gestion.

La durée de cette convention de portage est de 3 ans, reconductible par période de 1 à 3 ans, sans excéder une durée globale de 10 ans.

Cette action s'inscrit dans le cadre de l'accord partenarial signé avec la Ville de Marseille, l'État, l'ANAH, les collectivités territoriales, le Procureur, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise, l'Agence d'information pour le logement des Bouches du Rhône, l'Association Régionale HLM, la Caisse des dépôts et consignations, afin de bâtir des stratégies d'interventions collectives sur les grandes copropriétés dégradées, dont une dizaine nécessite une action prioritaire : Bel Horizon 1 et 2 (Marseille 3ème), Bellevue(Marseille 3ème), Plombières (Marseille 3ème), Corot (Marseille 13ème), Maison Blanche (Marseille 14ème), Le Mai I- Le Mail G et les Gardians (Marseille 14ème), Les Rosiers (Marseille14ème), Kalliste (Marseille 15ème), La Maurelette (Marseille 15ème), Consolat (Marseille-15ème). D'autres grandes copropriétés de la Métropole se trouvent également fragilisées comme celles de la Mariélie à Berre l'Etang ou les Facultés à Aix-en-Provence, mais aussi dans d'autres arrondissements de Marseille (Est Marseillais, Bel Ombre, La Cravache).

L'intervention sur ces grandes résidences privées se met progressivement en place à travers des opérations d'aménagement visant à une appropriation publique des bâtiments les plus dégradés (Kalliste, Corot), des dispositifs opérationnels : Plans de sauvegarde ou OPAH copropriétés (Kalliste, Corot, Bellevue, Plombières, La Mariélie, Les Facultés) pour accompagner leur redressement, la désignation d'administrateurs provisoires (Corot, Est Marseillais, Bellevue).

Le redressement de ces ensembles immobiliers et des bâtiments réhabilitables, passe par toute une

série d'actions au premier rang desquelles figurent l'amélioration de la gestion des parties communes et la réalisation de travaux de conservation. Les syndicats de copropriétaires et leurs mandataires doivent donc dégager des moyens pour résorber le plus rapidement possible les dettes des copropriétaires qui ne s'acquittent plus de leurs charges, que ce soit par manque de ressources pour certains copropriétaires occupants très modestes ou par choix de rentabilité pour d'autres, et réaliser des travaux de sécurité avec l'aide de l'ANAH et des collectivités.

Des opérateurs fonciers et de gestion sont déjà présents à Kallisté, Plombières, Bellevue bâtiments B (Marseille Habitat), Maison Blanche (Etablissement public foncier PACA), Bel Horizon (Etablissement Public Euroméditerranée). Les copropriétés Les Rosiers et Consolat doivent encore faire l'objet d'une définition d'une stratégie d'intervention sur la base de diagnostics à engager en 2019.

Dans la copropriété des Facultés, à Aix-en-Provence, actuellement en phase d'élaboration de plan de sauvegarde, un programme de travaux d'urgence est en cours de mise au point pour améliorer la sécurité incendie de cet ensemble de 496 studios, commerces, garages, bureaux. L'acquisition d'une centaine de lots par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière d'Aix-en-Provence (SACOGIVA) a permis d'améliorer les comptes du syndicat. L'action de portage de CDC Habitat social est mobilisée pour poursuivre l'acquisition d'une quarantaine de lots nécessaire à la mise en œuvre complète des travaux d'amélioration de la sécurité. La durée de portage de 3 ans permettra de préciser la stratégie d'intervention à conduire, en articulation avec l'intervention sur le Projet de Rénovation Urbaine du quartier d'Encagnane.

C'est pourquoi il est proposé d'adopter un avenant 1 à la convention de portage.

Le flux d'investissement (acquisitions et travaux) passe de 13,5 millions d'euros à 18 millions d'euros sur la durée de la convention.

Un comité de suivi réunissant des représentants des signataires statuera sur les lots à acquérir, leur prix d'acquisition. Les montants prévisionnels sont estimés en moyenne à 861 euros/m² et seront adaptés à la nature du logement et la situation des copropriétés.

Les occupants des lots acquis seront aussi souvent que possible et en fonction de leur souhait maintenus dans les lieux à un loyer de niveau conventionné social.

Pour d'éventuels besoins en relogement, la Métropole mobilisera les moyens dont elle dispose et sollicitera ceux de ses partenaires (réservataires et bailleurs).

Les lots acquis seront cédés aux concessionnaires d'aménagement que la Métropole désignera, remis

sur le marché ou conservés dans le parc de CDC Habitat social.

Les prix de cessions seront établis au regard des prix d'acquisition, travaux éventuellement réalisés, frais financiers, rémunération des fonds propres investis, déficit d'exploitation éventuel une fois déduites les subventions de l'ANAH perçues.

Ainsi pour une acquisition moyenne de 861 euros/m² le prix estimé de revente s'établira à 1 219 euros/m² pour une durée de portage de 3 ans. Les prix de cessions seront fixés au regard des résultats et dépenses effectifs.

La Métropole sera sollicitée pour garantir les emprunts contractés évalués à 8 053 707 euros et instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur toutes les copropriétés qui n'y seraient pas encore soumises. Les décisions seront soumises aux prochaines instances compétentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les grandes copropriétés dégradées ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 du conseil métropolitain adoptant une stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 001-5884/19/BM du 16 mai 2019 approuvant la convention de portage dans 6 copropriétés dégradées ;
- La convention de portage immobilier et foncier 19/0482, exécutoire à compter du 9 juillet 2019, entre la Métropole Aix-Marseille Provence et CDC Habitat Social ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est indispensable pour engager le redressement des copropriétés dégradées de mettre en œuvre une action foncière et immobilière ciblée immédiate afin d'acquérir les lots de copropriétaires endettés ou vendeurs ;
- Que les stratégies d'intervention sur les copropriétés Corot, Bellevue, la Maurelette, l'Est Marseillais, la Mariélie, le Grand Mail sont suffisamment définies pour savoir qu'un portage ciblé est nécessaire ;
- Que la copropriété des Facultés, à Aix-en-Provence, est en phase d'élaboration de plan de sauvegarde ;
- Que CDC Habitat social, société anonyme d'habitation à loyer modéré, filiale de CDC Habitat, est engagée dans la mise en œuvre des stratégies d'intervention publique en faveur de la dignité de l'habitation, et conformément aux dispositions de l'article L 411-2 du code de la construction et de l'habitation, peut-être chargée d'un service d'intérêt général lorsqu'elle assure la gestion ou l'acquisition, en vue de leur revente, de logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat ;
- Que CDC Habitat s'est engagée aux côtés de l'État et des collectivités dans le cadre du Plan Initiative copropriétés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention 19/0482 de portage immobilier et foncier, intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec CDC Habitat Social, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-6958/19/BM

**■ Prorogation d'un an du Programme d'Intérêt Général Habitat Mieux sur le territoire de Marseille Provence - Approbation de l'avenant 2 à la convention partenariale - Approbation de la convention financière avec la Région
MET 19/12385/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille Provence au 1er janvier 2016, a approuvé une convention avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique », ainsi qu'une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant n°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales.

Ce Programme d'Intérêt général (PIG) « Habiter Mieux » a démarré au 31 décembre 2014 pour une durée de cinq ans. Ses objectifs sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés et résorber la vacance.

Le programme vise la réhabilitation de 400 logements par an, soit sur les cinq ans, 2 000 logements, avec pour cible 1 100 propriétaires occupants (220 par an) et 900 propriétaires bailleurs (180 par an), et pour objectifs :

- l'amélioration de la performance énergétique de 1 000 logements,
- la réhabilitation de 1 375 logements indignes ou très dégradés,
- l'adaptation de 575 logements à la perte d'autonomie ou au handicap,
- la convention à loyer social de 500 logements locatifs privés entrant dans le décompte SRU,
- la remise sur le marché de 250 logements vacants.

Compte tenu de l'étendue du périmètre couvrant 18 communes, l'animation du programme est assurée par quatre équipes opérationnelles chargées, sur chaque territoire, d'assurer l'information et la communication, le conseil et l'assistance aux propriétaires, l'instruction des subventions de l'Anah, de la Métropole, de la Région, du Département,

communales ou provenant d'autres partenaires (Agence Départementale d'Information pour le Logement, Agence Locale de l'Energie, Espaces Info Energie, Union Nationale de la Propriété Immobilière, etc).

L'animation du dispositif opérationnel sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole est financée sur fonds propres métropolitains pour une enveloppe annuelle de 400 000 euros subventionné pour moitié par l'Anah.

Concernant les aides aux travaux, une enveloppe annuelle de 4 000 000 euros de subventions est réservée à l'opération par délégation des aides de l'Anah à la Métropole, correspondant à l'amélioration de 400 logements pour chaque année du programme.

Pour mieux inciter les propriétaires à améliorer leur patrimoine et contribuer aux objectifs d'intérêt général, Marseille Provence octroie deux primes complémentaires sur ses fonds propres :

- une Prime « Habiter Mieux », en lien avec le « Plan Climat », réservée aux propriétaires occupants aux ressources modestes ;
- une Prime de réduction de loyer réservée aux propriétaires bailleurs qui conventionnent leur logement à loyer social pour contribuer à l'atteinte des objectifs de production de logements locatifs sociaux.

Chacune de ces primes s'adosse aux financements de l'Anah et la prime de réduction de loyer déclenche une majoration du financement de l'Anah.

Pour compléter ce dispositif, et le rendre plus performant, le Conseil Régional PACA apporte ses aides propres :

- des aides aux propriétaires occupants aux ressources très modestes (accessibilité pour personnes âgées ou handicapées, travaux d'économie d'énergie)
- 50% de la prime de réduction de loyer octroyée par Marseille Provence,
- une aide à la sortie de vacance des logements locatifs conventionnés,
- une aide aux syndicats de copropriétaires (pondérée selon les propriétaires bailleurs acceptant de conventionner leur logement et aux propriétaires occupants aux ressources très modestes) si des travaux lourds sont entrepris sur les parties communes, et génèrent un gain énergétique important.

Une convention financière spécifique précise les règles d'application des subventions régionales mobilisées dans le cadre du PIG, ainsi que les modalités de remboursement de l'avance de fonds faite par Marseille Provence pour simplifier l'engagement et le versement aux bénéficiaires.

Résultats 31 décembre 2018 :

Avec 1 700 logements réhabilités en quatre ans, les résultats du PIG « Habiter Mieux » de Marseille Provence atteignent 106% des objectifs et 59% du nombre de réhabilitations aidées par l'Anah sur la

Région PACA, ce qui en fait le premier programme régional.

Sur 2015-2018, le programme réalise 1 475 réhabilitations chez les propriétaires occupants et 225 chez les propriétaires bailleurs.

Les meilleurs résultats s'observent avec :

- l'amélioration de la performance énergétique de 1 035 logements, d'un gain supérieur à 25% ;

- l'adaptation de 655 logements à la perte d'autonomie ou au handicap, des aides consacrées aux propriétaires occupants modestes, public prioritaire.

Les résultats sont plus mitigés, voire insuffisants avec les propriétaires bailleurs :

- la réhabilitation de 215 logements indignes ou très dégradés,

- la convention à loyer social de 176 logements locatifs.

Au-delà de ces résultats quantitatifs, le programme vise à animer un réseau dans chaque commune du territoire avec les services sociaux, du logement, de l'urbanisme. Il s'appuie et fait vivre un partenariat avec l'ALEC et l'ADIL afin d'apporter aux habitants une expertise indépendante et désintéressée dans le domaine de l'habitat.

Compte tenu de la dynamique acquise, et de la demande constatée chez les propriétaires occupants, il est proposé de proroger d'un an la convention partenariale avec l'Anah et la Région qui est prête à accompagner encore le dispositif. Cette prorogation jusqu'au 31 décembre 2020 permet d'engager sans délais une évaluation du dispositif sur la base de laquelle pourra être élaboré et mis en place un nouveau programme adapté aux besoins, prêt à démarrer en 2021.

Pour l'année de prolongation du dispositif, l'objectif pour Marseille Provence est d'apporter 120 primes « Habiter Mieux » et de 40 primes de réduction de loyer.

La Région inscrit sa participation dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2018-2020 (CRET) qui régit les interventions régionales en appui aux collectivités maître d'ouvrage des dispositifs d'amélioration de l'habitat ancien.

Il s'agit aujourd'hui d'approuver d'une part l'avenant n°2 à la convention partenariale du PIG « Habiter Mieux ». Cet avenant précise les objectifs à atteindre au cours de l'année de prolongation, harmonise les aides complémentaires à l'Anah apportées par la Métropole Territoire Marseille-Provence en cohérence avec le nouveau régime des aides approuvé par le conseil de territoire du 26 février 2019.

D'autre part d'approuver la convention financière liant la Métropole - Conseil de territoire Marseille Provence à la Région réglant les dispositions particulières dans le cadre du CRET.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles R.327-1, L.321-1 et suivants, R.321-1 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat ;
- Le règlement financier régional ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, du 8 novembre 2002 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de programme d'intérêt général signée le 15 décembre 2014, et son avenant n°1 du 3 juillet 2015, relatif aux aides apportées en complément de l'Anah par la Région et la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de d'inciter à la réhabilitation de l'habitat ancien en apportant aux propriétaires une assistance et des subventions au travers du programme d'intérêt général « Habiter Mieux » ;
- L'importance de prolonger d'un an le dispositif afin de ne pas rompre la dynamique acquise en répondant à la demande et d'élaborer, au travers l'évaluation du programme, un nouveau dispositif adapté à l'évolution des besoins.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » prorogeant le dispositif jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière entre la Métropole et la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur réglant les dispositions particulières de sa participation au programme visée à l'article 1 dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2018-2020 qui régit les interventions régionales en appui aux collectivités maître d'ouvrage des dispositifs d'amélioration de l'habitat ancien.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant n°2 et la convention financière.

Madame la Présidente de la Métropole est habilitée à solliciter toute subvention complémentaire auprès des partenaires institutionnels ou financiers.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-6959/19/BM

**■ Approbation d'une convention pour la mise en oeuvre d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriétés sur le territoire de Marseille Provence - Abrogation de la délibération DEVT 002-2963/17/BM du 14 décembre 2017
MET 19/12387/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En mars 2017 un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille (Accord partenarial) est approuvé par la Métropole, l'Etat, l'ANAH, la Ville de Marseille. Le Département et la Région, sont également saisis pour participer à cet accord.

Cet accord partenarial s'articule autour de quatre types d'actions :

- l'élaboration d'un observatoire des copropriétés confiée en janvier 2017 à l'AGAM,
- l'intervention prioritaire sur 11 grandes copropriétés (plus de 100 lots principaux), dont la dégradation est avérée, situées dans des quartiers prioritaires d'intérêt national ou régional pour l'ANRU,
- une meilleure connaissance de la cinquantaine d'autres grandes copropriétés repérées dans le cadre de l'observatoire,
- la prise en compte, dans le cadre d'une démarche préventive, d'autres copropriétés fragiles ou dégradées, dites. Ces copropriétés pourront faire l'objet d'un premier diagnostic-flash des données juridiques, financières et de gestion, dont une dizaine sera réalisée annuellement par l'ADIL.

En décembre 2018 la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé. Les copropriétés dégradées constituent une des cibles de l'intervention. Toutefois, parallèlement aux interventions lourdes, la Métropole a souhaité développer un volet préventif et accompagner les syndicats de copropriétés fragiles dans leur organisation et leur fonctionnement. Ainsi, une première convention de Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) a été approuvée par délibération n°DEVT 002-2963/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, qui décrivait les missions et objectifs d'un tel dispositif sur le territoire de Marseille-Provence.

Un POPAC est destiné à prévenir ou stopper un processus de déqualification de copropriétés montrant des signes de fragilité. Il se distingue ainsi des dispositifs opérationnels de redressement de type OPAH ou plans de sauvegarde.

D'un commun accord, la Métropole et l'ANAH ont convenu de résilier cette convention de POPAC et de conclure une nouvelle convention afin de recentrer le dispositif initial de 2017 sur un nombre restreint de 40 copropriétés, et d'assurer l'accompagnement nécessaire à la résolution effective des problèmes, dans les trois ans du programme. 13 copropriétés sont recensées au démarrage de la mission. Etant données la variété et la taille des copropriétés ciblées, il est proposé un planning d'intégration progressive de nouvelles copropriétés, tout au long de la mission.

Le POPAC de Marseille Provence vise à mettre en œuvre :

- des actions de sensibilisation, de (re)mobilisation, d'information, de formation et d'échanges pour les copropriétaires et leur syndicat ;
- des diagnostics approfondis permettant l'élaboration de scénario de redressement ;
- la mise en œuvre d'un accompagnement renforcé, d'une expertise adaptée au plan de redressement.

Les copropriétés visées par ce programme sont des copropriétés fragiles nécessitant un accompagnement renforcé pour retrouver un fonctionnement normal, la fragilité se mesurant par :

- un dysfonctionnement de l'organisation (syndic absent, pas d'assemblée générale annuelle, pas de décision d'amélioration),
- une dévaluation des prix de l'immobilier par rapport au marché environnant, surendettement, non-paiement des charges, entretien défaillant, situations chroniques d'habitat indigne non réglées,
- une méconnaissance des règles de la copropriété, délaissement des parties communes, concentration des phénomènes de précarité,
- une sortie d'administration provisoire, d'OPAH CD ou de Plan de sauvegarde ou de mandataire ad hoc,
- des travaux nécessaires non programmés ou mettant en graves difficultés les copropriétaires.

Sont exclues du dispositif les copropriétés faisant l'objet d'un dispositif lourd de redressement (nécessitant un plan de sauvegarde ou une OPAH Copropriété dégradée) ou de recyclage (incluant démolitions).

Les partenaires de l'accord partenarial d'intervention sur les copropriétés, les équipes de la politique de la Ville, les organismes associés (membres de la Commission locale d'amélioration de l'habitat), ainsi que les élus et techniciens des institutions partenaires peuvent signaler au maître d'ouvrage toute copropriété montrant des signes mesurables de fragilités. Le signalement peut porter sur la présence de :

- ménages en difficulté sociale (précarité, ressources modestes, problèmes d'occupation du logement, ...)
- situations juridiques ou financières à risque (absence de règlement de copropriété, syndic défaillant, impayés de charges...)
- situations techniques dégradées (état bâti, usage à risque du logement...)

Le comité de suivi de l'Accord partenarial examine les demandes afin de proposer toute orientation opportune. Priorité est donnée aux quartiers en Politique de la Ville ou retenus par l'ANRU sans que

ce critère soit discriminant. Les partenaires de l'Accord partenarial sont fondés à recevoir et transmettre les signalements au comité de suivi.

Le programme se décline en trois types d'actions qui pourront être activées simultanément ou indépendamment les unes des autres :

1. Actions de sensibilisation, de communication, de formation
2. Actions de diagnostic approfondi, relatif à l'organisation et au fonctionnement de la copropriété
3. Expertises, accompagnement et mise en œuvre de procédures d'ordre juridiques ou administratives

Ces trois types d'actions répondent à trois objectifs :

- 1- Informer et former les acteurs de la copropriété
- 2- Consolider la connaissance des copropriétés fragiles du territoire, analyser la fragilité
- 3- Prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre au travers d'expertises apportées à la copropriété.

Les objectifs de la mission initiale restent inchangés :

- a. Comprendre l'organisation de sa copropriété ;
- b. Comprendre la gestion administrative et financière de sa copropriété ;
- c. Anticiper les besoins (diagnostics et audits) et utiliser des outils de suivi (charges, travaux) ;
- d. Aspects juridiques et contentieux.

La mise en œuvre de sessions d'informations/formations sur la base d'un programme adapté à chaque situation et la mise en œuvre d'accompagnements renforcés, d'expertises, en lien avec la problématique ciblée (technique, juridique, comptable, organisationnelle) en sont les outils d'accompagnement.

A l'issue de l'accompagnement réalisé, la copropriété devra être en mesure d'analyser et de mettre en place les outils adaptés au fonctionnement courant, d'effectuer un suivi régulier des finances, des charges et recettes, des contrats.

Elle saura anticiper les besoins (financiers, techniques,...) actuels et projetés, résorber les dettes et mettre en œuvre un fonds de travaux. Elle pourra s'appuyer sur les services existants de droit commun (publics ou privés) afin de s'engager dans une démarche de gestion cohérente (diagnostic, analyse, scénarios, chiffrage et prise de décision).

D'ores et déjà, treize copropriétés sont repérées pour cet accompagnement à Marseille et à Marignane. Un Programme de même nature a été mis en place au troisième trimestre 2018 sur le Vieux La Ciotat et permet notamment aux petites copropriétés de s'organiser pour planifier des travaux de rénovation.

Le coût du dispositif d'accompagnement est de 200 000 euros par an sur 3 ans, L'ANAH s'engage à

financer le programme au titre de chaque tranche annuelle, au taux maximal de subvention de 50 %, dans la limite d'un plafond annuel des dépenses subventionnables de 100 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.321-1 et suivants, R.321-1 et suivants ;
- Le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30/03/2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'Etat, l'Agence nationale de l'habitat et les partenaires institutionnels ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération DEVT 002-2963/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant la Programme Opérationnel de Prévention et d'accompagnement des Copropriétés sur le territoire de Marseille Provence ;
- L'instruction du 7 mars 2016 relative aux dispositifs de veille et d'observation des copropriétés (VOC) et aux programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC) ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action publique sur les copropriétés fragiles et dégradées réclame d'intervenir en prévention autant qu'en redressement et recyclage ;
- Que le Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC) initié par l'ANAH trouve toute sa pertinence sur le territoire de Marseille Provence ;
- Qu'une première convention de POPAC a été approuvée par délibération n°DEVT 002-2963/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, qui décrivait les missions et objectifs d'un tel dispositif sur le territoire de Marseille-Provence ;
- Que d'un commun accord, la Métropole et l'ANAH ont convenu de résilier cette convention de mise en œuvre du POPAC et de conclure une nouvelle convention afin de recentrer le dispositif initial de 2017 sur un nombre restreint de 40 copropriétés, et d'assurer l'accompagnement nécessaire à la résolution effective des problèmes, dans les trois ans du programme. Que treize copropriétés sont recensées au démarrage de la mission et qu'étant données la variété et la taille des copropriétés ciblées, il est proposé un planning d'intégration progressive de nouvelles copropriétés, tout au long de la mission ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de mise en œuvre de POPAC ci-annexée, conclue avec l'ANAH ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération DEVT 002-2963/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant la Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement

des Copropriétés sur le territoire de Marseille Provence.

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) sur Marseille Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ce dispositif, inscrites au budget pour un montant maximum de 200 000 euros, Sous-politique D110 Nature 617 - Fonction 552. Les recettes correspondant au remboursement par l'ANAH pour l'animation suivi du dispositif sont inscrites sur le compte 74718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-6960/19/BM

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Demande de subvention auprès de l'ANAH pour une prestation de recherche et développement avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment pour une méthodologie d'audit technique du parc de logements anciens à l'échelle urbaine
MET 19/12659/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté une nouvelle stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui décline un plan d'actions à court et moyen termes.

Il s'agit notamment de renforcer la lutte contre l'habitat indigne et le mal logement, par une action contraignante contre les propriétaires privés, lorsque l'expropriation s'avère nécessaire pour traiter durablement la dégradation des immeubles ou des ensembles d'habitation frappés par des mesures de polices de sécurité et d'hygiène de l'habitat. Une connaissance de l'état du parc de logements privé ancien est à cet égard fondamentale pour anticiper et orienter l'action publique.

Cette stratégie vise à faire de la lutte contre l'habitat indigne un outil du renouvellement urbain pour réhabiliter, rénover, construire, afin de diversifier l'offre de logements de qualité adaptée aux besoins des habitants.

A Marseille, la situation a imposé de renforcer et d'accélérer la mise en œuvre du cadre conventionnel acté en 2017 en particulier les actions inscrites au 3e protocole de lutte contre l'habitat indigne et dans l'accord partenarial pour le traitement des grandes copropriétés à travers un protocole signé avec les agences nationales que sont l'ANAH et l'ANRU.

Un Projet Partenarial d'Aménagement, signé le 15 juillet, implique désormais davantage l'Etat dans la rénovation du centre-ville de Marseille. Il permet la mise en œuvre d'une grande opération d'urbanisme qui va renforcer la cohérence des interventions et les prérogatives métropolitaines sur les secteurs jugés les plus prioritaires.

Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) transitoire « lutte contre l'habitat indigne » a été mise en place ; elle permet depuis le mois de juillet d'apporter des aides majorées aux syndicats de copropriété pour favoriser le retour des ménages évacués dans des logements sécurisés et décents. La réalisation de diagnostics par un bureau d'étude spécialisé permet d'assurer la fiabilité et la pérennité des programmes de travaux objets d'octroi de subventions publiques aux propriétaires privés qui ont la volonté et la capacité d'agir.

Elle préfigure les OPAH de Renouvellement Urbain prioritaires à signer en 2020-2021 au fur et à mesure de leur mise au point, pour les quartiers Belsunce, Belle de Mai, Butte Saint Mauront, Noailles, et dont le calibrage et l'ajustement des périmètres doivent tenir compte des secteurs les plus touchés par les mesures de polices de l'habitat conduites par les services de sécurité de la Ville.

Une approche à l'îlot urbain par diagnostic exhaustif et critères croisés doit être généralisée pour repérer et cartographier les secteurs à risque sur lesquels faire porter les interventions prioritaires et pour définir les modes d'action, plus ou moins lourds, à mettre en œuvre par la puissance publique. Une méthodologie d'audit technique du parc de logements anciens à l'échelle urbaine doit être mise au point à cet effet.

Son cahier des charges s'articule en trois phases :

-la conduite des études préparatoires de connaissance, notamment l'analyse des centaines d'expertises conduites par les experts des tribunaux mandatés sur les immeubles menaçant ruine, le recoupement entre la géomorphologie, la constitution de la ville et ses infrastructures, le recours à des technologies innovantes de mesure telle l'interférométrie satellite ;

-le développement d'une méthodologie de diagnostic multicritères rationalisé et synthétique avec l'élaboration d'une grille d'indicateurs et d'un système de notation ;

-le développement d'une application informatique dédiée à la collecte et à l'exploitation des données.

Le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), par sa capacité à proposer des outils adaptés à ce travail d'investigation, et parce qu'il a désormais une expérience de terrain à Marseille où il a apporté son expertise depuis le début de la crise, offre les garanties pour mener à bien cette mission.

Dans la mesure où cette mission expérimentale a vocation à développer un outil nouveau et transposable à d'autres centres urbains, et où le CSTB en financera 25%, la Métropole a décidé de lui confier cette mission sous forme d'un marché de recherche et développement prévu par l'article L2512-5 du Code de la Commande Publique. La Métropole finance ainsi 75% de la mission globale, soit 592 500 euros hors taxe, que l'ANAH est prête à financer à hauteur de 50% au titre de la délibération spéciale pour Marseille de son Conseil d'administration du 28 novembre 2018.

Pour répondre aux dispositions du règlement général de l'Agence, le Conseil de Métropole doit habiliter Madame la Présidente, ou son représentant, à solliciter cette subvention auprès de l'ANAH.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi Logement n°2018-1021 du 23 novembre 2018 ;
- La délibération pour Marseille du Conseil d'Administration de l'Agence nationale de l'habitat du 28 novembre 2018 ;
- La délibération n°DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt général de missionner le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment pour mener une mission de recherche et développement d'une méthodologie contribuant à rationaliser le diagnostic des risques techniques affectant les immeubles d'habitation anciens ;
- Le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Agence Nationale de l'Habitat une subvention pour la réalisation de la mission de recherche et développement pour une méthodologie d'audit technique du parc de logements anciens à l'échelle urbaine et à signer tout document y afférent.

Cette subvention sera sollicitée à hauteur de 50% du montant dont la Métropole assure la dépense en tant que maître d'ouvrage auprès du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget 2019 Métropole et suivants – Sous Politique : D110 – Nature : 617 – Fonction : 552.

La recette correspondante sera constatée en section de fonctionnement sur le Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique : D110 – Nature : 7475 – Fonction : 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-6961/19/BM

■ Approbation d'une convention pluri-annuelle cadre de renouvellement urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

MET 19/12061/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le Conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et assoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel.

A Marseille, le premier programme national de rénovation urbaine aura permis d'intervenir, à hauteur de plus d'un milliard d'euros, sur 15 sites à travers 13 conventions signées avec l'ANRU entre 2005 et 2011 et un protocole de préfiguration d'un projet de renouvellement urbain pour la Castellane en 2015. Ce programme d'envergure aura permis le relogement de 2600 ménages et la démolition de près de 2700 logements sociaux vétustes et de 600 logements locatifs privés insalubres ou indignes, la production, en compensation, de plus de 3300 logements sociaux neufs ou acquis-améliorés, la réhabilitation et la résidentialisation de plus de 5700 logements sociaux, la diversification de l'offre de logements avec plus de 600 logements en accession et locatifs libres, la

réalisation d'aménagements et d'équipements à hauteur respective de 162 et 100 millions d'euros.

Si ce programme n'est pas à ce jour totalement achevé, il a déjà permis d'engager des transformations très visibles et des résultats très positifs en matière :

- de diversification de l'offre de logements,
- de mobilité résidentielle des ménages,
- d'intégration d'une offre locative sociale par des opérations de taille acceptable bien insérées dans leur environnement urbain et mieux réparties sur le territoire,
- de qualité et modernisation des équipements publics,
- d'accueil d'activités et de services,
- de désenclavement,
- de démarches participatives des habitants et usagers.

Ces projets ont également permis de mettre en place de nouvelles pratiques entre les services des collectivités, de la Métropole et de l'Etat au service des habitants et usagers et de la transformation de leurs quartiers.

Les enseignements tirés du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 ont conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à envisager un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain qui puisse se dérouler en deux temps :

- Un premier temps d'élaboration, à travers un protocole de préfiguration avec l'ANRU, des projets de renouvellement urbain, dont l'objectif est de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre, le programme d'études et les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.
- Un deuxième temps, permettra de décliner ces projets urbains dans des conventions pluriannuelles, également signées par l'ANRU.

La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Sur les 35 nouveaux Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Marseille, 14 sont éligibles au NPNRU (9 qualifiés d'intérêt national, et 5 d'intérêt régional) et seront donc couverts par le protocole de préfiguration de Marseille qui devra permettre d'aboutir aux conventionnements de ces quartiers avec l'ANRU.

A l'échelle de la Métropole, ce sont 21 quartiers, concernant 7 communes et 5 territoires, qui sont éligibles au NPNRU :

- 14 à Marseille (9 de priorité nationale et

- 5 de priorité régionale),
- 2 à Port-de-Bouc (1 de priorité nationale et 1 de priorité régionale),
- 1 à Martigues de priorité régionale),
- 1 à Miramas de priorité nationale,
- 1 à Salon-de-Provence de priorité régionale,
- 1 à Aix-en-Provence de priorité nationale,
- 1 à Vitrolles de priorité régionale.

Les 14 quartiers de Marseille relèvent de 4 grands secteurs géographiques qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat, ces secteurs sont :

- L'arc Nord Est - L2
- Hôpital Nord - Saint Antoine - Mourepiane
- Grand Centre-Ville - Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune.

Le Conseil Métropolitain lors de sa séance du 19 octobre 2017 a approuvé le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain pour les 14 quartiers prioritaires situés sur le territoire de Marseille.

En application de l'article 12 dudit protocole, la Métropole a présenté devant le Comité d'Engagement de l'ANRU, le 6 février 2019, un état d'avancement de la mise en œuvre de ce protocole :

- Mise en œuvre du programme d'étude,
- Structuration du portage métropolitain (mise en œuvre des instances et consolidation des moyens dédiés),
- Construction des documents et outils de politiques publiques structurantes, notamment en matière d'habitat.

Ce temps de revoyure a été l'occasion de présenter et débattre, avec les partenaires nationaux, de multiples ajustements et compléments au protocole présenté en 2016 et signé en 2017:

- Prolongation de la phase de préfiguration sur 2019-2020 et cadencement de l'élaboration des futures conventions par projet – dites conventions opérationnelles – pour chacun des 21 quartiers éligibles que compte la Métropole ;
- Ajustement du programme d'étude et des périmètres opérationnels, avec notamment des études stratégiques et thématiques étant désormais dotées d'une portée métropolitaine ;
- Définition d'un cadre métropolitain harmonisé pour l'ensemble des instances de pilotage stratégique et opérationnel ;
- Dimensionnement et financement par l'ANRU des moyens dédiés nécessaires à la mise en œuvre du Nouveau

Programme National de Renouvellement Urbain à l'échelle des 21 quartiers éligibles de la Métropole ;

- Dimensionnement, définition en termes de critères et financement par l'ANRU de la reconstitution de l'offre démolie ;
- Dimensionnement et financement par l'ANRU des logements sociaux neufs avec minoration de loyer ;
- Validation de nouvelles opérations d'investissements et de leur financement par l'ANRU.

Du fait de l'évolution des modalités de contractualisation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, les partenaires du Comité d'Engagement ont proposé à la Métropole la contractualisation de ces décisions au travers :

- D'un avenant n°1 au protocole signé en 2017 pour les quartiers de Marseille objet d'une seconde délibération, intégrant principalement les évolutions du programme d'étude

et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
60 000	30 000	0	0	0	0	0	0	30 000	0

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des logements dans le parc social neuf avec minoration de loyer inscrits à cette convention

- D'une convention cadre métropolitaine, objet de la présente délibération, intégrant la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les logements dans le logement social neuf avec minoration de loyer ;
- D'une intégration directe en Opérations Pré-Conventionnées (qui seront ultérieurement rattachées aux conventions opérationnelles en cours d'élaboration pour les différents quartiers éligibles) des nouvelles opérations d'investissement validées.

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation de l'unique mission d'ingénierie inscrite à cette convention cadre (mise en œuvre de la plateforme logement par le GIP Marseille Rénovation Urbaine) s'élève à 60 000 euros H.T

cadre s'élève à 5 100 000 euros H.T (850 forfaits) et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
5 100 000	0	0	0	0	0	0	0	5 100 000	0

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des opérations de reconstitution de l'offre inscrites à cette convention cadre (1561 logements dont 937 PLAI et 624 PLUS) s'élève à 199 077 717

euros H.T. et se décompose comme suit (les modalités de co-financement par les collectivités seront précisées pour chaque opération en fonction des dispositions de droit commun applicables à chacune).

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs Sociaux	CDC	Anah	Subvention Anru	Prêts Action Logement
199 077 717	A définir	911 094	A définir	A définir	185 804 487 – co-financements	0	0	10 710 600	24 162 000

Enfin, le financement prévisionnel qui sera nécessaire au pilotage stratégique (6 forfaits équivalent temps plein) et opérationnel (32 forfaits équivalents temps plein) inscrits à cette convention cadre, regroupant l'ensemble des moyens dédiés à la mise en œuvre du

NPNRU (2019 – 2030) sur les 21 quartiers éligibles de la Métropole, s'élève à 31 980 000 euros et se décompose comme suit (à noter qu'une partie des postes dédiés est et sera portée par des communes au regard de l'organisation des équipes projets locales):

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs Sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
31 980 000	15 120 000	A définir	0	0	0	0	0	15 990 000	0

Pour ces trois derniers postes de dépense (reconstitution de l'offre, forfaits relogement et postes dédiés), le principe de la convention cadre est de bénéficier d'un engagement global de l'Agence en termes de forfaits, qui seront ensuite affectés (par avenant technique annuel ou tout autre dispositif mis en place par l'ANRU pour faciliter la gestion du dispositif) ;

- Par opération physique pour la reconstitution de l'offre, au fur et à mesure que celles-ci sont identifiées (au stade de la convention soumise aujourd'hui à délibération, les partenaires de l'ANRU ont souhaité qu'un minimum de 800 adresses, sur 1561 forfaits validés). Au stade de la présente délibération, 845 logements sont identifiés ;
- Par projet et convention opérationnelle pour les forfaits relogement et l'affectation des moyens dédiés à la conduite de projet, au fur et à mesure que ces conventions seront présentées à l'examen de l'ANRU et les besoins en la matière précisés.

Les volumes d'engagement de l'ANRU en matière de forfaits relogement et reconstitution de l'offre pourront être augmentés, par avenant à la présente convention cadre, au fur et à mesure de la définition des besoins afférents au regard des programmes opérationnels – notamment démolitions de logements publics et privés – inscrits aux futures conventions opérationnelles.

Il est donc proposé à la Métropole, en accord avec l'Etat et l'ANRU, de se prononcer sur l'approbation de la Convention Pluri-Annuelle Cadre de Renouvellement Urbain de la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 2014-173 du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion Sociales ;
- Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville ;
- L'arrêté du 29 avril 2015 fixant les quartiers prioritaires de la politique de la ville retenus dans le cadre du NPNRU ;
- La délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015 approuvant le contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- L'arrêté ministériel du 7 août 2015 portant approbation du RGA de l'ANRU relatif au NPNRU ;
- Le règlement financier de l'ANRU en vigueur ;
- L'avis du comité d'engagement de l'ANRU du 12 décembre 2016 ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Comité d'engagement de l'ANRU du 6 février 2019 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour ces 21 quartiers retenus par l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain dans le cadre du NPNRU de pouvoir développer des projets de renouvellement urbain ambitieux avec la participation financière de l'Agence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention pluriannuelle cadre de Renouvellement Urbain de la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention pluriannuelle cadre et tous les documents afférents.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à effectuer toutes les démarches de demandes de subventions correspondantes auprès des divers financeurs, signataires ou non de la présente convention pluriannuelle cadre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-6962/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de 9 quartiers d'intérêt national situés à Marseille MET 19/12070/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole,

les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les-Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et asseoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel.

A Marseille, le premier programme national de rénovation urbaine a permis d'intervenir, à hauteur de plus d'un milliard d'euros, sur 15 sites à travers 13 conventions signées avec l'ANRU entre 2005 et 2011 et un protocole de préfiguration d'un projet de renouvellement urbain pour la Castellane en 2015. Ce programme d'envergure aura permis le relogement de 2600 ménages et la démolition de près de 2700 logements sociaux vétustes et de 600 logements locatifs privés insalubres ou indignes, la production, en compensation, de plus de 3300 logements sociaux neufs ou acquis-améliorés, la réhabilitation et la résidentialisation de plus de 5700 logements sociaux, la diversification de l'offre de logements avec plus de 600 logements en accession et locatifs libres, la réalisation d'aménagements et d'équipements à hauteur respective de 162 et 100 millions d'euros.

Si ce programme n'est pas à ce jour totalement achevé, il a déjà permis d'engager des transformations très visibles et des résultats très positifs en matière :

- de diversification de l'offre de logements
- de mobilité résidentielle des ménages
- d'intégration d'une offre locative sociale par des opérations de taille acceptable bien insérées dans leur environnement urbain et mieux réparties sur le territoire
- de qualité et modernisation des équipements publics
- d'accueil d'activités et de services
- de désenclavement
- de démarches participatives des habitants et usagers.

Ces projets ont également permis de mettre en place de nouvelles pratiques entre les services des collectivités, de la Métropole et de l'Etat au service des habitants et usagers et de la transformation de leurs quartiers.

Les enseignements tirés du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 ont conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à envisager un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain qui puisse se dérouler en deux temps :

- Un premier temps d'élaboration, à travers un protocole de préfiguration avec l'ANRU, des projets de renouvellement urbain, dont l'objectif est de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre, le programme d'études et les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.
- Un deuxième temps, permettra de décliner ces projets urbains dans des conventions pluriannuelles, également signées par l'ANRU.

La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Sur les 35 nouveaux Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Marseille, 14 sont éligibles au NPNRU (9 qualifiés d'intérêt national, et 5 d'intérêt régional) et seront donc couverts par le protocole de préfiguration de Marseille qui permettra d'aboutir aux conventionnements de ces quartiers avec l'ANRU.

A l'échelle de la Métropole, ce sont 21 quartiers, concernant 7 communes et 5 territoires, qui sont éligibles au NPNRU :

- 14 à Marseille (9 de priorité nationale et 5 de priorité régionale)
- 2 à Port-de-Bouc (1 de priorité nationale et 1 de priorité régionale)
- 1 à Martigues de priorité régionale
- 1 à Miramas de priorité nationale
- 1 à Salon-de-Provence de priorité régionale
- 1 à Aix-en-Provence de priorité nationale
- 1 à Vitrolles de priorité régionale

Les 14 quartiers de Marseille relèvent de 4 grands secteurs géographiques qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat. Ces secteurs sont :

- L'arc Nord Est - L2
- Hôpital Nord - Saint Antoine - Mourepiane
- Grand Centre-Ville - Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune.

Le Conseil Métropolitain lors de sa séance du 19 octobre 2017 a approuvé le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain pour les 14 quartiers prioritaires situés sur le territoire de Marseille.

En application de l'article 12 dudit protocole, la Métropole a présenté devant le Comité d'Engagement de l'ANRU, le 6 février 2019, un état d'avancement de la mise en œuvre de ce protocole :

- Mise en œuvre du programme d'études

- Structuration du portage métropolitain (mise en œuvre des instances et consolidation des moyens dédiés)
- Construction des documents et outils de politiques publiques structurantes, notamment en matière d'habitat.

Ce temps de revoyure a été l'occasion de présenter et débattre, avec les partenaires nationaux, de multiples ajustements et compléments au protocole présenté en 2016 et signé en 2017:

- Prolongation de la phase de préfiguration sur 2019 -2020 et cadencement de l'élaboration des futures conventions par projet – dites conventions opérationnelles – pour chacun des 21 quartiers éligibles que compte la Métropole ;
- Ajustement du programme d'études et de leurs périmètres opérationnels, avec notamment des études stratégiques et thématiques désormais dotées d'une portée métropolitaine ;
- Définition d'un cadre métropolitain harmonisé pour l'ensemble des instances de pilotage stratégique et opérationnel ;
- Dimensionnement et financement par l'ANRU des moyens dédiés nécessaires à la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain à l'échelle des 21 quartiers éligibles de la Métropole ;
- Dimensionnement, définition en termes de critères et financement par l'ANRU de la reconstitution de l'offre démolie ;
- Dimensionnement et financement par l'ANRU des relogements des ménages dans des logements sociaux neufs avec minoration de loyer ;
- Validation de nouvelles opérations d'investissements et de leur financement par l'ANRU.

Du fait de l'évolution des modalités de contractualisation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, les partenaires du Comité d'Engagement ont proposé à la Métropole la contractualisation de ces décisions au travers :

- D'un avenant n°1 au protocole signé en 2017 pour les quartiers de Marseille, objet de la présente délibération, intégrant principalement les évolutions du programme d'étude
- D'une convention cadre Métropolitaine, objet d'une seconde délibération inscrite à l'ordre du jour du présent conseil, intégrant la définition du cadre stratégique et organisationnel métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les

- relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer ;
- D'une intégration directe en Opérations Pré-Conventionnées (qui seront ultérieurement rattachées aux conventions opérationnelles en cours d'élaboration pour les différents quartiers

décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
11 000 000	2 613 000	1 217 000	972 000	0	170 000	787 000	1 340 000	3 710 000	191 000

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des Opérations Pré-conventionnées de ce

éligibles) des nouvelles opérations d'investissement validées.

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des études de cet avenant n°1 au protocole s'élève à 11 000 000 euros H.T. et se

protocole s'élève à 40 770 000 euros H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
40 770 000	2 055 000	3 043 000	227 000	227 000	19 866 000	0	0	12 324 000	3 027 000

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la conduite de projet de ce protocole (postes GIP MRU)

s'élève à 9 058 000 euros H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
9 058 000	3 119 000	926 000	344 000	280 000	0	720 000	0	3 520 000	148 000

Par ailleurs, le financement prévisionnel qui sera nécessaire au pilotage thématique par la métropole pour quatre postes sur 2 ans (2017 – 2018, à compter

de 2019 le financement de ces postes étant intégré à la convention-cadre métropolitaine) s'élève à 920 000 euros H. T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
920 000	460 000	0	0	0	0	0	0	460 000	0

Il est donc proposé à la Métropole, en accord avec l'Etat et l'ANRU, de se prononcer sur l'approbation de l'avenant au protocole de préfiguration du NPNRU des quartiers Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-

Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine, La Cabucelle / Les Crottes, Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque,

Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation, situés sur la commune de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociales ;
- Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la Ville ;
- L'arrêté du 29 avril 2015 fixant les quartiers prioritaires de la politique de la ville retenus dans le cadre du NPNRU ;
- La délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015 approuvant le contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- L'arrêté ministériel du 7 août 2015 portant approbation du RGA de l'ANRU relatif au NPNRU ;
- Le règlement financier de l'ANRU en vigueur ;
- L'avis du comité d'engagement de l'ANRU du 12 décembre 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Comité d'engagement de l'ANRU du 6 février 2019.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour ces 14 quartiers retenus par l'Agence Nationale du Renouvellement

Urbain dans le cadre du NPNRU de pouvoir développer des projets de renouvellement urbain ambitieux avec la participation financière de l'Agence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cofinancé par l'ANRU pour les 14 quartiers situés sur la commune de Marseille à soumettre à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant au protocole de préfiguration et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à effectuer toutes les démarches de demandes de subventions correspondantes auprès des divers financeurs, signataires ou non du présent avenant n°1 au protocole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-6963/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention Etat-Métropole de mise à disposition des services de l'Etat dans le cadre de la délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat
MET 19/12331/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour 3 ans (2017-2019).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

Pour l'exercice de cette compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie donc, jusqu'au 31 décembre 2019, conformément à la convention spécifique signée, sur les services de l'Etat à titre gratuit. Néanmoins, afin de poursuivre cette mission et de prévoir une organisation métropolitaine adaptée, la Métropole a demandé la prorogation de cette convention d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

La DDTM a donné son accord partiel à cette sollicitation, sous réserve que la période transitoire s'accompagne d'une montée en puissance rapide des services de la Métropole, la DDTM ayant connu aussi le départ de certains agents instructeurs en 2019, non remplacés. Ainsi, il a été convenu, qu'à partir du 1^{er} juillet 2020, la Métropole gèrera pleinement l'instruction des dossiers d'agrément, de financement, de conventionnement APL pour ce qui concerne le parc locatif social, puis à partir du 1^{er} janvier 2021, la compétence globale, couvrant également les interventions sur le parc privé. Ces dispositions impliquent le recrutement d'agents pour l'exercice de cette compétence

Pour ce faire, les services de l'Etat mettront à disposition de la Métropole toutes les fiches de procédure existantes en vue de l'exercice des missions correspondantes et un plan de formation à destination des agents sera mis en place.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;

- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 du 20 juillet 2017 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 23 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de proroger d'un an la mise à disposition des services de l'Etat pour assurer la continuité de cette mission et préparer l'organisation métropolitaine nécessaire ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention Métropole – Etat de mise à disposition des services de l'Etat qui modifie l'article 1 de la convention initiale du 20 juillet 2017 en prorogeant d'un an maximum le délai de mise à disposition. Les autres articles restent inchangés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 011-6964/19/BM

**■ Appel à projets pour l'expérimentation du budget participatif pour le secteur de la Belle de Mai dans le quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé sur la commune de Marseille - attribution de subvention aux lauréats et approbation de conventions
MET 19/12332/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Aussi, par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc et une partie du quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille.

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la forme d'un appel à projets (AAP), pour lequel la définition des besoins et des orientations a été réalisée avec la participation des habitants. Ces derniers sont ainsi pleinement acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire.

Concernant le territoire de la Belle de Mai, inclus dans le quartier prioritaire du Grand Centre-ville de la commune de Marseille, cette démarche a été placée sous la responsabilité d'un comité de pilotage (COPIL) composé de :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL
- Monsieur le Vice-Président du Territoire de Marseille Provence, délégué à la Politique de la Ville
- Madame le Maire de secteur ou son représentant
- Un représentant du conseil citoyen du territoire concerné
- Des habitants du territoire du quartier prioritaire concerné, volontaires ou éventuellement désignés par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

Il est rappelé que, si dans le cadre de cette expérimentation, le COPIL a eu pour rôle de valider toutes les étapes du dispositif (notamment validation du cahier des charges et de la programmation de l'AAP ainsi que des modalités de concertation des habitants, sélection des projets retenus sur la base des propositions des habitants et proposition du niveau de subvention alloué), les habitants ont participé à chaque étapes-clé de l'opération.

Ainsi, à l'issue de 4 ateliers organisés en présence d'un groupe de parents d'élèves du Réseau d'Education Prioritaire (REP +) résidant sur le territoire, les problématiques suivantes ont pu être identifiées et hiérarchisées comme étant des orientations prioritaires à traiter :

- Améliorer le cadre de vie,
- L'éducation,
- La jeunesse
- Compléter l'offre de mobilité,
- Développer l'offre culturelle.

Dans ce cadre, par délibération n°DEVT 003-6809/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'AAP pour l'expérimentation d'un budget participatif pour le quartier prioritaire de la Belle de Mai sur la commune de Marseille.

Les porteurs de projets, candidats à cet appel à projets, devaient donc proposer des actions entrant dans le cadre d'au moins une des thématiques identifiées.

Les critères de sélection, déterminés eux-aussi par les habitants, portaient directement sur les méthodologies des projets proposés devant intégrer les éléments suivants :

- La qualité de la communication pour faire connaître l'action et « aller vers » le public concerné ;
- Le renforcement du pouvoir d'agir au travers « *des projets pour et avec les habitants* » ;
- La valorisation de l'existant et la complémentarité avec des démarches en cours sur le territoire.

Les porteurs de projets disposaient jusqu'au 4 octobre 2019 à minuit pour déposer leurs dossiers de candidature.

Après réception des dossiers de candidature, et à l'issue d'une phase de présentation des projets sur les parvis d'écoles, les établissements inscrits dans la zone REP+, et après une présentation des projets sur les réseaux sociaux, les parents d'élèves se sont exprimés autour des dossiers présentés sous forme synthétique.

A l'issue de cette phase de concertation des habitants, les actions retenues, les porteurs de projets et les budgets nécessaires sont les suivants :

- « Embellir le passage Léo Ferré », l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE), *pour une subvention de 6600 euros*
- « Un jardin ouvert sur son quartier par et pour les habitants », Les amis du jardin Levat, *pour une subvention de 8800 euros*
- « Des mots en action », Association Mot à mot, *pour une subvention de 6800 euros*
- « Développement durable, économie d'énergie et biodiversité. Les actions des méditerranées », Association Unis cité Méditerranée antenne de Marseille, *pour une subvention de 5300 euros*
- « Action de prévention au décrochage scolaire », Association Massabielle la Source, *pour une subvention de 5000 euros*

Lors de sa réunion du 15 octobre 2019, le COPIL a validé ces choix réalisés par les habitants concernés par la démarche.

Les actions retenues feront l'objet d'une publicité sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer aux porteurs de projets ainsi sélectionnés par le COPIL, sur proposition des habitants, les subventions pour la réalisation des actions retenues dans le cadre de cet appel à projets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'expérimentation d'un budget participatif pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur

les communes de Marseille et de Port-de-Bouc et création de deux comités de pilotage;

- La délibération n° DEVT 003-6809/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 portant approbation de l'appel à projets pour l'expérimentation d'un budget participatif pour le quartier prioritaire de la Belle de Mai de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé sur la commune de Marseille ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Que par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé la mise en œuvre de cette expérimentation sur une partie du quartier prioritaire du Grand Centre-Ville sur la commune de Marseille ;
- Que le budget participatif de fonctionnement a pour objet de placer les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire ;
- Que ce budget participatif s'est traduit par le lancement d'un appel à projets sur le territoire de la Belle de Mai du quartier prioritaire concerné, pour lequel la définition des besoins et des orientations, mais aussi la sélection des projets seront réalisées avec la participation des habitants ;
- Qu'il convient aujourd'hui d'approuver l'attribution des subventions aux porteurs de projets retenus dans le cadre de cet appel à projets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention :

- à l'association OCCE d'un montant de 6600 € au titre de l'exercice 2019 ;
- à l'association Les amis du jardin Levat d'un montant de 8800 € au titre de l'exercice 2019 ;
- à l'association Unis cité Méditerranée d'un montant de 5300 € au titre de l'exercice 2019
- à l'association Mot à mot d'un montant de 6800 € au titre de l'exercice 2019 ;
- à l'association Massabielle la Source d'un montant de 5000 € au titre de l'exercice 2019 ;

Article 2 :

Sont approuvées les conventions, ci-annexées, relatives à l'octroi de subventions aux associations, visées à l'article 1, pour l'exercice 2019.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer les conventions afférentes à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sous-politique D110, nature 65748, fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 012-6965/19/BM

**■ Appel à projets pour l'expérimentation du budget participatif pour deux quartiers prioritaires de la politique de la ville situés sur la commune de Port-de-Bouc - attribution de subvention aux lauréats et approbation de conventions
MET 19/12343/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Aussi, par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc et une partie du quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille.

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la forme d'un appel à projets (AAP), pour lequel la définition des besoins et des orientations a été réalisée avec la participation des habitants.

Ces derniers sont ainsi pleinement acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire.

Concernant les deux quartiers prioritaires de la commune de Port-de-Bouc, cette démarche a été placée sous la responsabilité d'un comité de pilotage (COPIL) composé de :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL
- Madame la Vice-Présidente du Territoire du Pays de Martigues, déléguée à la Politique de la Ville
- Madame le Maire de la commune de Port-de-Bouc ou son représentant
- Un représentant de chaque conseil citoyen du territoire concerné
- Un habitant pour chacun des quartiers prioritaires concernés, volontaire ou éventuellement désigné par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

Il est rappelé que, si dans le cadre de cette expérimentation, le COPIL a eu pour rôle de valider toutes les étapes du dispositif (notamment validation du cahier des charges et de la programmation de l'AAP ainsi que des modalités de concertation des habitants, sélection des projets retenus sur la base des propositions des habitants et proposition du niveau de subvention alloué), les habitants ont participé à chaque étapes-clé de l'opération.

Ainsi, à l'issue de 4 ateliers organisés en présence d'un groupe de jeunes de 15 à 24 ans résidant sur le territoire, les problématiques suivantes ont pu être identifiées et hiérarchisées comme étant des orientations prioritaires à traiter pour cette tranche d'âge :

- Compléter l'offre de mobilité,
- Entretenir et contribuer à la qualité des espaces publics,
- Proposer de nouvelles activités socio-éducatives et de loisirs,
- Favoriser la relation entre éducation et le monde de l'entreprise,
- Définir les contours d'une maison des jeunes « virtuelle ».

Dans ce cadre, par délibération n°DEVT 004 – 6810/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'AAP pour l'expérimentation d'un budget participatif pour les deux quartiers prioritaires de la Politique de la Ville situés sur la commune de Port-de-Bouc.

Les porteurs de projets, candidats à cet appel à projets, devaient donc proposer des actions entrant dans le cadre d'au moins une des thématiques identifiées.

Les critères de sélection, déterminés eux-aussi par les habitants, portaient directement sur les méthodologies des projets proposés devant intégrer les éléments suivants :

- La qualité de la communication pour faire connaître l'action et « aller vers » le public concerné ;
- Le renforcement du pouvoir d'agir au travers « des projets pour et avec les jeunes » ;
- La valorisation de l'existant et la complémentarité avec des démarches en cours sur le territoire.

Les porteurs de projets disposaient jusqu'au 4 octobre 2019 à minuit pour déposer leurs dossiers de candidature.

Après réception des dossiers de candidature, et à l'issue d'une phase de présentation par les jeunes auprès de leurs pairs sur l'espace public, dans les locaux du Point Accueil Jeunes (PAJ), dans les établissements d'enseignements, les centres sociaux

et les clubs sportifs, et après une présentation des projets sur les réseaux sociaux, les jeunes de 15 à 24 ans se sont exprimés autour des dossiers présentés sous forme synthétique.

A l'issue de cette phase de concertation des habitants, l'action retenue, le porteur de projets et le budget nécessaire sont les suivants :

- à l'association AJES (Association pour la Jeunesse l'Education le Sport) d'un montant de 32500 euros au titre de l'exercice 2019 ;

Lors de sa réunion du 15 octobre 2019, le COPIL a validé ce choix réalisé par les jeunes de 15 à 24 ans.

L'action retenue fera l'objet d'une publicité sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer au porteur de projets ainsi sélectionné par le COPIL, sur proposition des habitants, la subvention pour la réalisation de l'action retenue dans le cadre de cet appel à projets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'expérimentation d'un budget participatif pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port-de-Bouc et création de deux comités de pilotage ;
- La délibération n° DEVT 004 – 6810/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 portant approbation de l'appel à projets pour l'expérimentation d'un budget participatif pour les deux quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-

Marseille-Provence situés sur la commune de Port-de-Bouc ;

- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Que par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé la mise en œuvre de cette expérimentation sur les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc ;
- Que le budget participatif de fonctionnement a pour objet de placer les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire ;
- Que ce budget participatif s'est traduit par le lancement d'un appel à projets sur les quartiers prioritaires concernés, pour lequel la définition des besoins et des orientations, mais aussi la sélection des projets ont été réalisées avec la participation des habitants ;
- Qu'il convient aujourd'hui d'approuver l'attribution des subventions aux porteurs de projets retenus dans le cadre de cet appel à projets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention :

- à l'association AJES (Association pour la Jeunesse l'Education le Sport) d'un montant de 32500 euros au titre de l'exercice 2019 ;

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à l'octroi d'une subvention à l'association, visée à l'article 1, pour l'exercice 2019.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer la convention afférente à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sous-politique D110, nature 65748, fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 013-6966/19/BM

■ Approbation d'un concours financier à Ouest Provence Habitat pour la production de 3 logements locatifs sociaux sis à Istres au sein du hameau d'Entressen

MET 19/12500/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au cours de sa séance du 26 mars 2018, le Conseil d'Administration de Ouest Provence Habitat a accepté la réalisation d'une opération de restructuration des anciens locaux de la poste d'Entressen, située sur la commune d'Istres, au sein du hameau d'Entressen, boulevard des Ginestes.

La demande de concours financier porte sur la création de 3 logements locatifs sociaux en acquisition-amélioration, répartis comme suit :

- 1 type 2 en rez-de-chaussée de 43 m²
- 1 type 3 au 1^{er} étage de 59 m²
- 1 type 2 au 1^{er} étage de 35 m²

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 395 000 € T.T.C. et sera financé par un apport en fonds propres de la part de Ouest Provence Habitat, au moyen de plusieurs prêts et par une subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La loi de finances 2018 augmente le taux de TVA applicable aux opérations locatives sociales, en effet ce taux passe de 5,5 % à 10 % pour les constructions neuves achevées à compter du 1^{er} janvier 2018 et pour la plupart des travaux réalisés dans les logements existants. Cela représente une charge financière supplémentaire sur le bilan de cette opération.

Aussi, pour préserver l'équilibre financier du projet, Ouest Provence Habitat sollicite le concours financier

de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 50 000 euros T.T.C. en rapport du plan de financement prévisionnel suivant :

Prix de revient à financer (T.T.C. TVA 10 %) : 395 000 euros

Prêts : 305 000 euros

Subvention :
Métropole Aix-Marseille-Provence : 50 000 euros

Fonds Propres Ouest Provence Habitat : 40 000 euros

En contrepartie, la collectivité bénéficiera de la réservation de 2 logements au sein du parc de Ouest Provence Habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le concours financier en faveur de Ouest Provence Habitat, à hauteur de 50 000 euros, dans le cadre de la politique d'accompagnement de la production de logements locatifs sociaux, pour l'opération d'acquisition amélioration de 3 logements locatifs sociaux dénommée « LA POSTE », située sur le hameau d'Entressen, boulevard des Ginestes, ainsi que la convention afférente.

Article 2 :

Est approuvée la convention de concours financier ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans les Etats spéciaux de territoire Istres-Ouest Provence 2019 et 2020, chapitre 4581175011, nature 4581175011, code opération 2017501100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 014-6967/19/BM

■ Approbation d'un concours financier à Ouest Provence Habitat pour la production de 27 logements locatifs sociaux sur la commune de Fos-sur-Mer MET 19/12504/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au cours de sa séance du 31 octobre 2017, le Conseil d'Administration de Ouest Provence Habitat a accepté la réalisation d'une opération comportant en partie la réhabilitation à neuf de villas existantes et la construction de quelques logements additionnels dans les espaces délaissés.

La demande de concours financier porte sur la construction de 27 villas en location sociale.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 330 000 euros T.T.C. et sera financé par un apport en fonds propres de la part de Ouest Provence Habitat au moyen de plusieurs prêts et par des subventions du Conseil Départemental et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La loi de finances 2018 a augmenté le taux de TVA applicable aux opérations locatives sociales, en effet ce taux passe de 5,5 % à 10 % pour les constructions neuves achevées à compter du 1^{er} janvier 2018 et pour la plupart des travaux réalisés dans les logements existants. Cela représente une charge financière supplémentaire sur le bilan de cette opération.

Aussi, pour préserver l'équilibre financier du projet, Ouest Provence Habitat sollicite le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 50 000 euros T.T.C. en rapport du plan de financement prévisionnel suivant :

Prix de revient à financer (TTC TVA 10 %) : 5 330 000 euros

Prêts : 4 700 000 euros

Subventions :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 50 000 euros
- Conseil Départemental : 150 000 euros

Fonds Propres Ouest Provence Habitat : 430 000 euros

En contrepartie, la collectivité bénéficiera de la réservation de 2 logements, en priorité au sein de la résidence « François Sanchez » ou au sein du parc de logements de Ouest Provence Habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le concours financier en faveur de Ouest Provence Habitat, à hauteur de 50 000 euros, dans le cadre de la politique d'accompagnement de la production de logements locatifs sociaux, pour l'opération de construction de 27 logements locatifs sociaux «Rue François Sanchez», située rue François Sanchez sur la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

Est approuvée la convention de concours financier ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de concours financier et tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans les Etats spéciaux de territoire Istres-Ouest Provence 2019 et 2020, chapitre 4581175011, nature 4581175011, code opération 2017501100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 015-6968/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues pour l'aménagement des espaces extérieurs du quartier de Mas de Pouane de la ville de Martigues - Approbation d'une convention MET 19/12496/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le quartier de Mas de Pouane a été retenu comme quartier prioritaire d'intérêt régional. L'opération de renouvellement urbain consistera en la réalisation d'un programme global de réhabilitation du cadre bâti ainsi que de l'ensemble des espaces extérieurs afin de requalifier ce quartier d'habitat social.

Les études du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du pays de Martigues ont permis de définir le programme urbain adapté au quartier de Mas de Pouane.

Dans le cadre de sa politique Habitat et Politique de la Ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend favoriser le désenclavement du quartier Mas de Pouane en le reliant à la ville et au territoire, en favorisant la mixité fonctionnelle et sa dynamique économique, en améliorant l'attractivité et la qualité de vie et en repensant le tissu urbain existant.

L'amélioration de l'attractivité et de la qualité de vie est axée sur la réhabilitation du parc existant, l'amélioration de la gestion de la collecte des ordures ménagères et la requalification des espaces extérieurs, la résidentialisation des espaces en pied d'immeuble et la création d'un parc urbain en centre de quartier « Central Park ».

La Métropole a présenté lors du comité d'engagement du 6 février 2019 dans sa partie 4 « Etat

d'avancement et perspectives par territoire » une opération de pré-conventionnement relative à l'aménagement des espaces extérieurs de Mas de Pouane.

Faisant l'objet d'une opération globale, la première phase des travaux consiste en la création d'un espace central dit « Central Park ».

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 274 543,71 euros à la ville de Martigues, représentant 20% du coût total de l'opération s'élevant à 1 372 718,54 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le rapport de présentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Comité d'engagement ANRU du 6 février 2019 présentant une opération de pré-conventionnement relative à l'aménagement des espaces extérieurs de Mas de Pouane ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération d'aménagement des espaces extérieurs du quartier de Mas de Pouane de la ville de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant total de 274 543,71 euros à la ville de Martigues.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'attribution de subvention d'investissement ci-annexée à conclure avec la ville de Martigues.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sur la ligne opération n° 2016610800 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues.

DEVT 016-6969/19/BM

**■ Mise en œuvre du dispositif du Fonds d'Aide aux Jeunes - Renouvellement des conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'Attribution conclues avec diverses associations
MET 19/12351/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Par délibérations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 et n° FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 pour la commune de Saint-Zacharie, il a été approuvé le principe et le contenu des transferts de compétences départementales prévues par les lois n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle

Organisation Territoriale de la République et n° 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Ainsi, par conventions, les départements des Bouches-du-Rhône et du Var ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ci-après dénommé « FAJ » (Fonds d'Aide aux Jeunes).

Le Fond d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Il est géré comptablement par le Fonds de Solidarité et de Promotion du mouvement associatif (FSPMA) qui :

- saisit les dossiers accordés, assure le traitement,
- contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes et paye ;
- assure le suivi budgétaire ;
- établit des statistiques spécifiques.

Le FSPMA est assisté dans sa mission par des associations locales, chargées de l'instruction des dossiers de demande, qui assurent le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du FAJ.

Il s'agit de : - L'association Mission Locale du Pays d'Aix qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Aix-en-Provence sur les communes de : Aix-en-Provence, Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabries, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Peynier, Peyrolles, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.

- L'association Mission Locale d'Aubagne et de l'Etoile qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Aubagne sur les communes de : Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Carnoux, Cassis, Ceyreste, Cuges-les-Pins, Gémenos, La Bouilladisse, La Ciotat, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquefort-la-Bédoule, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie.

- L'association Mission Locale Ouest Provence qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Istres sur les communes : Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Cornillon-Confoux, Ensues-la-Redonne, Fos-sur-Mer, Gignac-la-Nerthe,

Grans, Istres, Le Rove, Marignane, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

- L'association APIE / Mission Locale du Pays de Martigues Côte Bleue qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution de Martigues sur les communes de : Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts.

- L'association Mission Locale du Pays Salonais qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution de Salon-de-Provence sur les communes de : Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues.

- L'association Mission Locale Groupement d'Intérêt Public Sud Lubéron, du Pays de Sorgues et des Monts de Vaucluse qui couvre la commune de Pertuis.

- le Groupement d'Intérêt Public Mission Locale Est Etang de Berre qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution Est Etang de Berre sur les communes de : Berre l'Etang, Rognac, Velaux, Vitrolles, Marignane, Saint-Victoret, Gignac La Nerthe et Châteauneuf Les Martigues

- l'association Mission Locale du Canton de La Ciotat qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du Canton de la Ciotat sur les communes de : Carnoux en Provence, Cassis, Ceyreste, Gémenos, La Ciotat, Roquefort-la-Bédoule

- l'association Groupe ADDAP 13 qui assure le secrétariat de la commission locale d'attribution Groupe ADDAP 13 sur les communes du territoire métropolitain

- l'association Mission locale de Marseille qui assure le secrétariat sur les secteurs nord (arrondissement 1-2-3-7-4-5-6-8-9-10-11-12) et les communes d'Allauch et Plan de Cuques et secteur Sud (arrondissement 13-14, 15-16 et la commune de Septèmes les vallons).

Ces associations interviennent dans le cadre d'une convention dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2019 et qu'il convient de reconduire pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Les délibérations FAG 077-1357/16/CM et FAG 078-1358/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'organisation de la répartition et des modalités des exercices de compétences départementales ;
- La délibération FAG 013-1181/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole relative à l'approbation d'une subvention au Fonds de Solidarité et de Promotion de la Vie et à l'approbation de la convention type relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'Attribution du FAJ des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain ;
- La nécessité de reconduire pour l'année 2020 les conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le renouvellement des conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexées conclues avec :

- L'association Mission Locale du Pays d'Aix,
- L'association Mission Locale d'Aubagne et de l'Etoile,
- L'association Mission Locale Ouest Provence,
- L'association APIE / Mission Locale du Pays de Martigues Côte Bleue,
- L'association Mission Locale du Pays Salonais,
- Le GIP Mission Locale du Lubéron, du Pays de Sorgues et des Monts de Vaucluse,
- Le GIP Est étang de Berre,
- L'association Mission Locale du Canton de La Ciotat,
- L'association Groupe ADDAP 13,
- L'association Mission locale de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 017-6970/19/BM

■ **Approbation de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au groupement de coopération sociale et médicosociale (GCSMS) " Coordination Marseillaise en santé mentale et habitat " (CMSMH)**

MET 19/12437/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La coordination Marseillaise en santé mentale et habitat est un Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale (GCSMS) dont l'objet porte sur l'accès et le maintien, vers et dans le logement, des personnes souffrant de troubles psychiques à Marseille.

Ce groupement rassemble 5 membres adhérents :

- La Ville de Marseille,
- Les Centres Hospitaliers (CH) spécialisés en psychiatrie Edouard Toulouse et Valvert,
- Les associations Solidaires pour l'Habitat (SOLIHA) Provence, et, ISATIS.

Il compte également une dizaine de partenaires associés (statut permettant de coopérer à la réalisation de l'objet du GCSMS « CMSMH » via la signature d'une fiche d'adhésion, tout en les dégageant des obligations contractuelles telles que la contribution aux charges et la responsabilité en cas de dettes) :

- L'association Habitat Alternatif et Social (HAS), le groupement de coopération sociale Groupement pour l'Accompagnement, le Logement, l'Insertion et l'Entraide (GALILE)

- Les associations : Association pour le Logement des Travailleurs (ALOTRA), Association Régionale des Offices d'Habitat à Loyers Modérés (ARHLM) Paca Corse, et l'Union Professionnelle du Logement accompagné (UNAFO),

La forme juridique qui les rassemble, le GCSMS, est un outil introduit dans la loi du 2 juillet 2002 (renovant l'action sociale et médicosociale), dont le rôle a été clarifié dans la loi du 11 février 2005 (égalité des droits et des chances des personnes handicapées). Il clarifie la contractualisation et la coopération entre le secteur social et médicosocial, et permet notamment, de réaliser des interventions communes entre professionnels du secteur sanitaire, social et médicosocial et d'effectuer des prises en charge en lieu et place de ses membres.

La Coordination Marseillaise en santé mentale et habitat (CMSMH) est un GCSMS de droit privé. Sa convention constitutive a été approuvée par arrêté préfectoral le 3 juin 2016.

La CMSMH a été créée (initialement par la Ville de Marseille, le CH Edouard Toulouse, les associations Argos 2001 et HAS) dans le projet de rassembler sous une même entité juridique et dans une logique de coopération, les métiers relevant de l'accompagnement sanitaire, social, médicosocial, de l'habitat, et les publics directement concernés, les familles et les usagers de la psychiatrie ; pour avancer de concert dans la réalisation des réponses aux besoins en accès et en maintien vers et dans le logement des personnes souffrant de troubles psychiques à Marseille.

Ses objectifs et son plan d'action ont été formalisés au sein de son projet de coopération comportant 3 axes stratégiques :

- Développer des réponses adaptées et une nouvelle offre en matière d'accès et de maintien dans le logement,
- Partager une culture commune concernant les modes d'intervention rattachés à la problématique santé mentale et habitat,
- Travailler à la mise en place d'outils permettant de produire de la connaissance et communiquer sur le thème de la santé mentale et de l'habitat.

Des actions opérationnelles commencent aujourd'hui à voir le jour, parmi lesquelles :

- La mise en œuvre expérimentale, dès octobre 2019, d'une équipe d'intervention à domicile pour accompagner les personnes en situation d'incurie majeure dans leur logement ;
- La création en mai 2019, et sur la base de crédits pérennes, de renfort au sein des Centres Médico-Psychologiques pour intervenir vers les résidents des résidences sociales gérées par Adoma et Alotra ;
- L'animation d'un réseau de professionnels pour

aider les associations de situations complexes et les associations de situations complexes d'usagers de la coordination Argos 2001 et l'habitat.

Ce groupement figure parmi les mesures du Pacte de Sécurité et de Cohésion Sociale (PSCS) pour la mise en œuvre d'une politique globale en faveur des habitants des quartiers « populaires » de la Ville Marseille annoncée par le Premier Ministre en 2013 (PSCS – Priorité n°2 : *cadre de vie et services publics dans les quartiers : groupement de coopération entre la psychiatrie et le logement social, permettant le suivi et l'orientation des personnes marginalisées vers le logement destiné à mieux prendre en charge la santé des populations fragiles*). Il bénéficie d'une dotation annuelle de l'Etat (85 000€) fléchée sur le CH Edouard Toulouse pour le fonctionnement du groupement.

Le contrat de Ville (CDV) Marseille Provence Métropole, signé le 17 juillet 2015 comporte parmi ses axes stratégiques la volonté d'agir en faveur de l'accès et du maintien vers et dans le logement des personnes souffrant de troubles psychiques.

Il s'agit là d'un enjeu des politiques territoriales de santé mais également d'un enjeu important de la Métropole en terme de Politique de la Ville et d'Habitat.

Il est donc proposé que la Métropole adhère à la Coordination Marseillaise en santé mentale et habitat sous le statut de partenaire associé.

Cette adhésion sans participation financière permettrait rendre visible l'implication de la Métropole dans la mise en œuvre d'actions en faveur de l'accès et du maintien vers et dans le logement des personnes souffrant de troubles psychiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Le contrat de ville de Marseille Provence Métropole 2015-2020 signé le 17 juillet 2015 ;
- Le contrat local de santé signé le 12 février 2015 entre la Ville de Marseille, le Conseil Départemental, l'Etat et l'Agence Régionale de Santé Paca ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accès et le maintien dans le logement des personnes souffrant de troubles psychiques relèvent des compétences habitat et politique de la ville de la Métropole ;
- Que la Métropole participe actuellement, en s'appuyant sur la CMSMH, à la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de l'accès et du maintien au logement des personnes souffrant de troubles psychiques à Marseille ;
- Qu'il convient d'adhérer au GCSMS sous le statut de partenaire associé pour conforter et rendre plus lisible l'implication de la Métropole sur ces sujets

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion au groupement de coopération sociale et médico-sociale Santé Mentale et Habitat- Coordination Marseillaise Santé Mentale et Habitat - sous le statut de partenaire associé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le bulletin d'adhésion ci-annexé et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 018-6971/19/BM

■ **Approbation de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence au Comité Départemental d'Education et de Promotion de la Santé des Bouches du Rhône**
MET 19/12487/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Comité Départemental d'Education et de Promotion de la Santé des Bouches du Rhône (CODEPS 13) est une association dont l'objet est de participer à l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé dans le Département des Bouches du Rhône.

Le CODEPS constitue un lieu privilégié de ressources (documentation, formation, accompagnement...), d'actions, de réflexion et d'échanges pour l'ensemble des acteurs concernés par l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé, au bénéfice de la population du département.

Il participe aux activités de l'Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé de la région (IREPS) Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca), constituée des Comités départementaux d'éducation pour la santé (Codes) et du Comité régional d'éducation pour la santé (Cres).

Les sept missions de base du CODEPS sont ainsi définies :

- Développer localement des programmes et actions en cohérence avec les priorités départementales ;
- Participer à la formation initiale et continue,
- Fournir un conseil et un accompagnement méthodologiques,
- Accueillir et documenter le public,
- Amplifier localement les programmes nationaux et régionaux,
- Participer à la définition des politiques de santé départementales,
- Contribuer à la concertation, la coordination et la communication entre les acteurs concernés, et toute autre mission définie au niveau départemental.

L'association se compose de membres de droit, de membres adhérents et éventuellement de membres d'honneur. Le Conseil d'administration de l'association comprend six collèges et des représentants des adhérents.

Les administrateurs sont :

- Collège 1 - collectivités territoriales et locales : 12 membres de droit, avec voix consultative (le Conseil départemental des Bouches du Rhône, les villes d'Arles, d'Aubagne, de Marseille, de Salon de Provence)
- Collège 2 - institutions : 5 membres de droit, avec voix consultative.
- Collège 3 - organismes de protection sociale : 6 membres de droit.
- Collège 4 - établissements de soins : un tiers des membres de droit élus tous les trois ans

au sein du collège 4 et rééligibles, 3 membres avec voix délibérative.

- Collège 5 - autres partenaires départementaux, un tiers des membres de droit élus tous les trois ans au sein du collège 5 et rééligibles, 17 membres avec voix délibérative.
- Collège 6 - personnes physiques qualifiées : tous les membres de droit, avec voix délibérative.
- Adhérents - 5 adhérents élus tous les trois ans, avec voix délibérative.

Les actions développées par le CODEPS 13 s'inscrivent dans les orientations du Contrat de Ville signé à l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence le 17 juillet 2015. A ce titre, la Métropole apporte son soutien à l'association via :

- Un soutien financier

Ce soutien financier s'effectue dans le cadre de l'appel à projets annuel du contrat de ville. Les financements du Conseil de territoire Marseille Provence viennent en complémentarité des financements de droit commun notamment de l'Agence Régionale de Santé PACA (ARS) et du Conseil Départemental des Bouches du Rhône.

- Le soutien méthodologique des Ateliers Santé Ville du Conseil de territoire Marseille Provence

Dans le cadre de leur mission de participation à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé, le dispositif des Ateliers Santé Ville de Marseille, porté par la direction de la Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence accompagne le CODEPS 13 dans la mise en œuvre et dans le déploiement de ses actions au sein des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a été sollicité pour que la Métropole soit représentée au sein du Conseil d'Administration de l'association.

Cette adhésion sans participation financière permettrait de :

- rendre visible l'implication de la Métropole dans la mise en œuvre d'actions en faveur de l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé
- de mobiliser si nécessaire, certaines compétences de la Métropole qui pourraient faciliter la mise en œuvre opérationnelle des actions portées par l'association,

Il est donc proposé que la Métropole adhère à l'association CODEPS 13 sous le statut de membre du collège 1 des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération N° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le contrat local de santé signé le 12 février 2015 entre la Ville de Marseille, le Conseil Départemental, l'Etat et l'Agence Régionale de Santé Paca.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé relève des compétences politique de la ville de la Métropole ;
- Que la Métropole participe actuellement, en soutenant financièrement et en apportant un soutien en ingénierie au CODEPS 13, à la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé ;
- Qu'il convient d'adhérer au CODEPS 13 sous le statut de membre du collège 1 des collectivités territoriales pour conforter et rendre plus lisible l'implication de la Métropole sur ces sujets.

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au CODEPS 13 sous le statut de membre du collège 1 des collectivités territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 019-6972/19/BM

**■ Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement pour l'opération de rénovation urbaine d'Encagnane passée avec la SPL Pays d'Aix Territoires
MET 19/12176/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence a été retenu au titre des projets de renouvellement urbain et s'inscrit dans les programmes d'intérêt Régionaux au sein du contrat de plan Etat / Région 2015-2020. Conformément à la Loi Lamy, les premières orientations du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane ont été proposées dans le Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles, validé par délibération n°2015_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 et signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

Le protocole de préfiguration ANRU sur le quartier d'Encagnane a conduit la Métropole, compétente en la matière, à conclure une convention avec son aménageur public la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la coordination et la mise en œuvre des aménagements publics qui seront réalisés dans le cadre du renouvellement urbain du quartier d'Encagnane.

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée de dix ans, conformément à la concession d'aménagement notifié à la SPLA le 4 février 2019.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la gestion et l'entretien des biens,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,

- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération,
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession,
- Mettre en œuvre les démarches inhérentes et déjà engagées sur l'opération,
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération,
- assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination,
- Participer aux comités techniques et de pilotage liés à la convention du nouveau programme de renouvellement urbain d'Encagnane.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des réunions de travail ont été mises en place, qui ont permis de travailler avec les partenaires à l'élaboration de la convention NPRU, d'aborder les questions foncières liées à l'opération et de poursuivre le travail engagé sur la copropriété des Facultés afin de permettre l'élaboration du plan de sauvegarde.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- Le bilan prévisionnel actualisé,
- Le plan de trésorerie actualisé,
- Un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels (contentieux...),
- Un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- Le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues,
- Le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- Un planning d'opération actualisé.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 septembre 2019 présente le CRAC 2019.

Compte rendu de l'année 2019

L'essentiel des dépenses de l'opération en 2019 a concerné les études préalables à l'aménagement des espaces publics, la réalisation du schéma d'aménagement d'ensemble, l'étude de développement économique et commercial, les études préalables liées à l'élaboration du plan de sauvegarde de la Résidences des facultés, des frais divers et la rémunération de l'aménageur.

Le montant prévisionnel des dépenses pour l'année 2019 s'élevait à 500 000 € pour un montant qui a été confirmé au 30 juin, au regard des études en cours, de 500 000 €.

Evolution du bilan

Suite à la validation du bilan prévisionnel de la concession par le Conseil de la Métropole du 12 décembre 2018, l'élaboration de la convention NPRU a nécessité un travail partenarial au cours du 1^{er} semestre 2019, ce qui a amené certaines évolutions, notamment en terme financier, par rapport aux subventions des partenaires du PRU.

Ces montants de subventions prévisionnelles ont ainsi été intégrés au bilan prévisionnel de l'opération, conformément au comité de pilotage du 21 mai 2019 et conformément à la délibération approuvée par le Conseil de la Métropole du 20 juin dernier, ce qui a permis de limiter la participation globale du concédant à l'opération.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2019 s'élève à 500 000€ ; Elle sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

Pour les années 2020 à 2024, la participation d'équilibre du concédant s'établit de manière prévisionnelle à 2 000 00 euros en 2020, 2 400 000 euros en 2021, 2 200 000 euros de 2022 à 2024, le solde de la participation s'élevant à 9 200 000 euros pour les années au-delà de 2024.

Perspectives 2019

Conformément au bilan présenté, en 2020 les actions suivantes se poursuivront :

- Les acquisitions foncières ;
- Poursuite des études techniques pour les aménagements des espaces publics et l'opération d'aménagement ;

- Travaux d'aménagement des espaces publics ;
- La mise en œuvre du plan de sauvegarde de la Résidence des facultés.

Sont joints au présent rapport, les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé de janvier à juin 2019, le prévisionnel pour le reste de l'année 2019 et pour les années à venir, ainsi que le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 012-6158/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la convention de concession d'aménagement relative au renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Compte Rendu Annuel 2019 de la concession transmis à la Collectivité.
- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 25 septembre 2019 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2019 de la concession de l'opération de renouvellement urbain d'Encagnane à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2019) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019 s'élève à 500 000 euros, et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2019.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix , en section investissement : opération budgétaire 458 1182 714, nature 4581, fonction 52, Autorisation de Programme DI714AP2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 020-6973/19/BM

■ Présentation du compte rendu annuel d'activité 2018 à la Collectivité de la concession renouvellement urbain centres anciens du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 19/12469/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 9.1 de la Concession d'Aménagement de Renouvellement Urbain Centres Anciens confiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et, afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de contrôle, la SEM FACONEO a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2018.

Poursuivre la démarche de projet mise en œuvre depuis 2012, permettre l'achèvement des interventions en cours et le réajustement des missions pour répondre au plus près du contexte et des enjeux nationaux et métropolitains, sont les objectifs qui ont conduit la collectivité à reconduire l'opération d'aménagement.

En application de l'article 5-3 du traité de concession, l'opération de renouvellement urbain des centres anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, concédée à

la SEM FACONEO, a été reconduite pour une durée de 5 ans, portant ainsi son terme au 20 août 2022.

Dans le respect des 4 axes définis dans le traité de concession, les missions du concessionnaire ont été réajustés afin de tenir compte des enjeux en matière de revitalisation des quartiers anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de revalorisation du parc de logement existant couplée à l'objectif prioritaire d'éradiquer l'habitat dégradé.

Conformément à l'article 9.1 du traité de concession, la SEM Façonéo a transmis à la Métropole le compte rendu d'activité 2018 afin de lui permettre d'exercer son droit de contrôle.

Ce compte rendu, ci annexé, fait état :

- D'une part, de la situation financière de l'opération au regard de l'avancement et de l'évolution du bilan prévisionnel ;
- D'autre part, de l'avancement physique de l'opération en reprenant les principaux éléments qui ont influé sur la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain, et l'ensemble des actions mises en œuvre pour s'adapter au contexte.

Au 31 décembre 2018, le montant des dépenses réglées s'élève à 6 478 000 € et les recettes se montent à 6 427 000 €. L'Anah, la Région PACA, les Conseils Départementaux 13 et 83 et la Caisse des Dépôts et Consignations participent à l'opération aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les engagements se sont concentrés sur les lignes suivantes :

- Poursuite et pilotage des deux dispositifs OPAH et OPAH RU jusqu'au paiement des subventions,
- Gestion des aides à la réhabilitation des dispositifs d'OPAH RU et d'OPAH 2012-2017,
- Appui au Conseil de Territoire pour le montage et le paiement de l'ingénierie pour les dispositifs opérationnels et le remboursement des aides à la réhabilitation auprès des différents financeurs (Anah, Département, Région, Caisse des Dépôts et Consignations),
- Montage des dossiers de demande de subvention des propriétaires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile auprès de l'Anah et de la CARSAT,
- Suivi et réorientation des projets de cession des biens préemptés ou acquis à l'amiable,
- Développement des actions liées au repérage et au traitement de l'habitat indigne ou dégradé,
- Accompagnement des communes dans le cadre des procédures de péril,
- Assistance au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la délégation de compétence des aides à la Pierre et des études en lien avec l'habitat,
- Accompagnement du territoire dans la conduite de l'étude d'évaluation des 2 OPAH 2012-2017 et l'élaboration de nouveaux dispositifs (participation

montage COPIL, éléments prospectifs et simulations).

L'année 2018 est marquée par des actions soutenues auprès des communes dans l'assistance technique et sociale liées aux pouvoirs de police du maire, notamment dans le cadre des périls ordinaires ou imminents.

L'accompagnement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a concerné, plus particulièrement les interventions prioritaires à conduire et les dispositifs à mettre en place pour répondre à l'amélioration du parc existant de façon homogène.

Les grands axes développés au cours de l'année 2018 sont :

- La préparation de dossiers de demande de subventions à présenter à la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) métropolitaine et l'assistance à l'élaboration des documents liés à la délégation de compétence des aides à la Pierre dans le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Les réflexions sur l'organisation des interventions du concessionnaire dans le domaine des procédures de péril, particulièrement sur la commune d'Aubagne pour faire face à la recrudescence des sollicitations et des signalements ;
- La participation aux réflexions sur la mise en œuvre de nouveaux dispositifs, à travers, notamment l'étude d'évaluation des dispositifs 2012-2017 qui s'est clôturée le 15 mai 2018 par le COPIL portant sur la définition d'un nouveau dispositif suivant un scénario préférentiel. Le scénario prévoit la mise en œuvre d'un Programme d'Intérêt Général (P.I.G.) à l'échelle du Territoire avec un socle commun : privilégier la Lutte contre l'Habitat Indigne (LHI), la précarité énergétique et la perte d'autonomie.

Dès 2016, la complexité technique liée à la morphologie parcellaire, la difficulté d'équilibrer les opérations, la forte tension du marché ont nécessité de redimensionner les opérations d'aménagement dans les centres anciens et de les réajuster par rapport aux évolutions stratégiques, en articulation avec les projets urbains.

C'est dans ce contexte que la restructuration de deux immeubles à Aubagne, 12 rue Rastègue et 4 rue Moussard, acquis par voie de préemption par Façonéo, a nécessité la recherche d'un nouvel investisseur qui a signé un compromis de vente en juin 2018.

Sur la commune de La Penne-sur-Huveaune, les biens acquis par le concessionnaire boulevard Voltaire ont été vendus en mars 2018, afin de

valoriser un axe structurant et offrir une nouvelle composition urbaine.

Les deux dispositifs d'OPAH RU et d'OPAH ayant pris fin en 2017, l'ensemble du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est aujourd'hui soumis aux règles du secteur diffus.

En 2018, les demandes de subventions ont porté sur 44 logements, ce qui représente pour l'Anah l'engagement de 381 421 euros de subvention pour les travaux et de 35 770 euros pour le Programme Habiter Mieux.

Sur les 44 logements concernés par des travaux d'amélioration : 9 sont situés dans les centres anciens (6 logements occupés par leur propriétaire) et 3 sont destinés à la location dans le centre ancien d'Aubagne.

Façonéo a accompagné les propriétaires dans le montage de leurs dossiers de subvention pour l'amélioration de 32 logements.

41 dossiers de demande de subvention ont été déposés pour les propriétaires occupants et 2 dossiers correspondant à 3 logements pour les propriétaires bailleurs.

Sur les 41 dossiers déposés par des propriétaires occupants, 22 concernent l'amélioration énergétique, 19 dossiers portent sur des travaux de maintien à domicile, principalement dans des maisons individuelles.

La mission de repérage et le traitement de l'habitat dégradé, prioritaire, tant au niveau national, que Métropolitain, a connu une accélération au dernier trimestre 2018 qui découle de plusieurs facteurs :

- Déclenchement de procédures sur des situations connues et suivies
- Interventions nouvelles, liées souvent à des désordres existants révélés par les fortes pluies
- Augmentation des signalements suite aux effondrements survenus à Marseille.

Le Comité Technique de Suivi (CTS), piloté par Façonéo, qui regroupe l'ensemble des intervenants dans le traitement de l'habitat indigne s'est réuni tous les 2 à 3 mois pour analyser les différents dossiers et rechercher les procédures adaptées au règlement de chaque situation.

En 2018, Façonéo a réalisé, dans les périmètres des centres anciens :

- 92 interventions concernant des logements ou des immeubles entiers,
- 69 accompagnements relatifs à des logements locatifs (41 visites), y compris le suivi des situations signalées antérieurement,
- 23 interventions globales dans les bâtiments identifiés comme présentant un potentiel

danger (16 visites sur Aubagne et 1 sur Roquevaire).

A la suite de ces actions, des travaux ont été projetés ou réalisés dans 21 logements (13 sur Aubagne, 1 sur Auriol, 1 sur Cuges-les-Pins, 5 sur Roquevaire et 1 sur Saint-Savournin).

17 bâtiments sur Aubagne (16 visites) ont fait l'objet d'interventions, parfois urgentes, dans le cadre de suspicion de périls. Ces situations étayées de rapports techniques ont fait l'objet d'accompagnement social spécifique notamment pour le relogement provisoire et/ou définitif des familles évacuées.

Sur la commune de Roquevaire, 6 bâtiments ont été frappés d'arrêtés de périls imminents avec évacuation des occupants, propriétaires et locataires. Visites, réunions et accompagnement social ont été organisées afin d'assister au mieux la commune et les habitants.

L'accompagnement des ménages, en particulier celui lié aux périls imminents, au relogement des locataires, au lancement des procédures par la Caisse d'Allocations Familiales et aux situations complexes, a connu en 2018, une véritable montée en charge.

S'appuyant sur les outils de gestion mis en place, la SEM Façonéo a assuré la gestion administrative, financière et comptable de l'opération. En 2018, le concessionnaire a, de plus, apporté son assistance au territoire dans la constitution des demandes de paiement de subventions publiques liées aux travaux et à l'ingénierie globale des dispositifs opérationnels, auprès de l'ensemble des financeurs liés aux travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte rendu annuel d'activité 2018 présenté par la Sem Façonéo relatif à la concession de renouvellement urbain centres anciens.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
 Développement Durable,
 Agriculture et Forêt"**

ENV 001-6974/19/BM

**■ Approbation d'une convention relative à la mise à disposition de données géoréférencées entre le Centre National de la Propriété Forestière et la Métropole Aix-Marseille-Provence
 MET 19/12872/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles L.5217-2 et L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au 1^{er} janvier 2018 et au titre de ses compétences de droit commun, la compétence « Gestion des Milieux Forestiers ».

Le 24 juillet 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué au groupement MTDA/OBBOIS le marché d'étude sur la filière bois intitulé « Identification du gisement et schéma de dessertes ». Cette étude permettra d'une part de réaliser un diagnostic précis, fondé sur une évaluation quantifiée, chiffrée et localisée du potentiel bois et d'autre part de proposer des orientations stratégiques favorables à la sensibilisation et à l'incitation des propriétaires en faveur de l'exploitation des bois.

L'ambition de cette étude est de répondre à la demande constante des besoins aussi bien en bois industrie, qu'en bois énergie et en bois pour la construction (ou les rénovations de constructions), en tenant compte des enjeux et des spécificités du territoire forestier de la Métropole. Cette étude se fera

en cohérence avec le Plan Régional Forêt Bois en cours d'élaboration par la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt afin que les propositions soient conformes aux objectifs fixés dans ce document stratégique.

Plus précisément, les attentes vis-à-vis de cette étude sont de deux ordres :

- une partie « état des lieux » du gisement mobilisable en forêt publique et privée par massif, de son utilisation et des dessertes forestières permettant son exploitation :

- d'une quantification du gisement et de sa localisation géographique ;
- d'un diagnostic du potentiel de prélèvement et des contraintes analysées localement permettant de définir les zones facilement mobilisables et les zones plus difficilement mobilisables (contraintes topographiques, géographiques, etc...) ;
- d'un diagnostic de développement des filières de transformation et d'utilisation selon la destination (construction, énergie, industrie) ;

- Une partie « propositions » permettant la prise en compte globale de la multifonctionnalité de la forêt (économique, environnementale, sociétale) pour :

- favoriser l'exploitation locale, la valorisation et la mise à disposition des matériaux issus des forêts de la Métropole (toutes filières concernées : énergie, construction, industrie) ;
- proposer des pistes de développement de l'utilisation de bois locaux dans la construction ;
- proposer des solutions techniques et financières de résorption des points noirs en terme de dessertes permettant d'accéder à la ressource dans les zones difficilement accessibles.

La connaissance de ces différents éléments permettra d'identifier les seuils de volume suffisants pour créer une filière locale en circuit court, facilitera l'implication des propriétaires et exploitants locaux, réduira le charroi sur les routes et contribuera à la protection de l'environnement. Le périmètre de cette étude concerne l'ensemble des 19 massifs forestiers situés sur le territoire métropolitain.

Dans le cadre de cette étude, il est nécessaire d'obtenir des données nécessaires à l'identification des forêts privées disposant d'un document de gestion. Le Centre National de la Propriété Forestière (CNPFF), établissement public en charge du développement durable de la gestion des forêts privées, est le seul organisme possédant ces données.

La Métropole a ainsi sollicité le CNPF pour obtenir la cession des données géoréférencées permettant d'obtenir la couche SIG des contours des plans simples de gestion existant sur le territoire de La Métropole Aix-Marseille-Provence (couche SIG agrégée- format shapefile en RGF93 et Lambert93).

Le Centre National de la Propriété Forestière a répondu favorablement et propose de conclure une convention de cession desdites données. La cession sera facturée 1 561,60 € TTC. Cette somme sera versée au CRPF PACA après livraison des données à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du marché d'étude sur la filière bois, la Métropole a besoin d'obtenir la couche SIG des contours des Plans Simples de Gestion (PSG) existant sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence (couche SIG agrégée des plans simples de gestion en format shapefile en RGF93) ;
- Que le Centre National de la Propriété Forestière, établissement public, est le seul organisme à pouvoir mettre à disposition ces

données ;

- Qu'il est nécessaire d'encadrer cette mise à disposition de données géoréférencées par une convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition de données géoréférencées conclue entre le Centre National de la Propriété Forestière et la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Code AP 190232BP - Code opération père : 2019004100 - Code opération fils : 2019004101.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-6975/19/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire d'une parcelle communale pour l'évacuation d'une ancienne serre horticole sur la Commune de Venelles pour le Grand Site Sainte-Victoire
MET 19/12071/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa mission de préservation des paysages la Métropole Aix-Marseille-Provence travaille à la suppression des points noirs paysagers présents sur le territoire. Ainsi, un programme d'intervention, élaboré régulièrement, permet de traiter ces espaces paysagèrement dégradés. A titre d'exemple, en 2017, l'abri du Terme de Judas, sur la commune de Peyrolles-en-Provence, a fait l'objet d'une intégration paysagère au milieu naturel et forestier environnant ; en 2019, un carrefour routier situé sur la commune de Beaurecueil a fait l'objet d'une valorisation paysagère par la suppression des lignes aériennes.

Sur les espaces naturels de la commune de Venelles se trouve une ancienne serre horticole désaffectée. Cette serre, située sur un terrain communal, est identifiée comme point noir paysager. Elle se dégrade

et les bâches plastiques qui la recouvrent, s'envolent et contribuent à polluer l'espace naturel qui l'entoure. Face à cette situation, le Grand Site Sainte-Victoire, en collaboration avec la commune de Venelles a proposé d'évacuer cette ancienne serre et la dalle en béton sur laquelle elle repose.

L'équipe technique de la direction du Grand Site Sainte-Victoire interviendra en tant que maître d'ouvrage et prendra financièrement en charge le projet qui sera composé de deux interventions.

La première intervention consistera au démantèlement et à l'évacuation de l'armature métallique de la serre. Cette opération sera réalisée par Dubois-Récup dans le cadre de la convention approuvée par délibération n°2018_CT2_189 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2019 et n'occasionnera aucun frais à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La seconde intervention consistera à la démolition et à l'évacuation de la dalle bétonnée non amiantée. Cette opération sera prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence au travers d'un marché existant.

Pour ces raisons, il est convenu que la commune de Venelles mette à disposition de la Métropole la parcelle communale, le temps de l'intervention.

Le coût global de l'opération est estimé à 32 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la commune de Venelles mette à disposition de la Métropole la parcelle communale, le temps de l'intervention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire de la parcelle communale AZ 0004 entre la commune de Venelles et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-6976/19/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire de deux parcelles communales - Restanques de Beaurecueil pour le Grand Site Sainte-Victoire
MET 19/12075/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Un projet de restauration d'un terrain agricole est en cours sur la commune de Beaurecueil. Une ancienne oliveraie a été en partie restaurée et un agriculteur est en charge de son entretien et de sa gestion.

Dans la continuité de ce projet, il est envisagé de reconstruire les murs de restanque en pierre sèche

(mur de soutènement de la parcelle cultivée), situé sur les parcelles communales AM0139 et AM0196. Cette réalisation permettra de consolider la parcelle de culture et améliorera la perception paysagère locale.

Dans le cadre de sa mission de protection et de mise en valeur du patrimoine paysager, naturel et culturel, et au titre de la sauvegarde du patrimoine rural et agricole, le Grand Site Sainte-Victoire, en collaboration avec la commune de Beaucueil, a proposé de restaurer ces restanques situées à la limite du site classé de Sainte-Victoire.

Les murs de restanques seront remontés en pierres sèches selon les règles de l'art préconisées par le maître d'ouvrage. L'équipe technique de la direction du Grand Site Sainte-Victoire interviendra en tant que maître d'ouvrage et prendra à sa charge la partie financière. Le coût global de l'opération est estimé à 150 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire des parcelles communales AM0139 et AM0196 entre la commune de Beaucueil et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-6977/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Actualisation du Plan de Massif de Protection des Forêts Contre les Incendies du massif forestier de la Chaîne des Côtes-Trévaresse
MET 19/12137/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de l'État, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Afin de poursuivre la mise en œuvre des programmes d'actions des Plans de Massifs pour la Protection des Forêts Contre les Incendies (PMPFCI), il est nécessaire de mettre à jour régulièrement ces documents (tous les 8 ans environ).

Le PMPFCI du massif de la Chaîne des Côtes-Trévaresse est arrivé à échéance et il doit être actualisé à travers une étude qui comprendra notamment :

une mise à jour des données de l'état des lieux
la planification d'un nouveau programme d'actions pour la Défense des Forêts Contre l'Incendie.

Cette étude sera menée en concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels et techniques de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).

L'ensemble des composantes multifonctionnelles de la forêt seront intégrées à la problématique de la DFCI du massif, conformément aux principes énoncés pour l'exercice de la compétence « milieux forestiers » par la Métropole (délibération du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole).

Cette étude peut être subventionnée à un taux maximum de 80 % au titre de l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies.

La présente délibération vise donc à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 24.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	26,7 %	6.408 euros
Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur	26,7 %	6.408 euros
Etat	26,6 %	6.384 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	4.800 euros
TOTAL	100 %	24.000 euros
Département 13	26,7 %	6.408 euros
Conseil Régional PACA	26,7 %	6.408 euros
Etat	26,6 %	6.384 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	4.800 euros
TOTAL	100 %	24.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° HN 040-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 relative à l'intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2464AP4 PIDAF 2016/2019 ;
- La délibération n°ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Plan de Massif de Protection des Forêts Contre les Incendies du massif forestier de la Chaîne des Côtes - Trévaresse.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix : code opération DI2464AP4.

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement sur le budget principal métropolitain en section d'investissement : nature 1321 Etat, nature 1322 Région, nature 1323 Département, fonction 76, opération RI246.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-6978/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Régional relative à l'opération "travaux d'aménagement et de mise en valeur du site archéologique de Saint-Blaise à Saint-Mitre-Les-Remparts" dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial**
MET 19/12289/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le Pays de Martigues s'est engagé dans la valorisation du site archéologique de Saint-Blaise,

classé monument historique depuis 1939. Le schéma d'aménagement a été approuvé en 2011 et à sa suite a été engagée une mission de maîtrise d'œuvre.

Les travaux programmés pour l'année 2020 consistent à réaliser l'aménagement et la mise en valeur du site ainsi qu'un pavillon d'accueil et d'interprétation d'une superficie de 220 m² sur l'archéologie, mais également sur le paysage et l'environnement en lien avec le site naturel « des Étangs de Saint-Blaise et de la forêt de Castillon », en cours de classement.

Le site archéologique de Saint-Blaise est compris dans un ensemble patrimonial, historique, environnemental et agricole d'une grande richesse, dénommé « le site des Étangs de Saint-Blaise et de la forêt de Castillon ». Ce site est fréquenté par plus de 350 000 visiteurs/an. Ainsi, le bâtiment d'accueil de Saint-Blaise constituera l'entrée nord de ce vaste espace et aura une double mission d'interprétation en relation avec le site archéologie mais également avec l'espace naturel et patrimonial du site « des Étangs de Saint-Blaise et de la forêt de Castillon ».

Ce site est largement reconnu et protégé au sein des différents documents de planification : espaces remarquables du littoral au sein de la Directive Territoriale d'Aménagement, réservoir de biodiversité au sein du Schéma Régional de Cohérence Ecologique, espace naturel protégé au sein du SCOT Ouest Etang de Berre et des PLU de Port-de-Bouc et de Saint-Mitre-les-Remparts.

Depuis 2006, le secteur a rejoint le réseau Natura 2000 en tant que zone de protection spéciale au titre de la directive « oiseaux » avec 181 espèces d'oiseaux dont 42 rares ou menacées en Europe.

Cet ensemble cohérent qui constitue un écrin naturel façonné par l'homme est un atout pour le territoire en matière de rayonnement et développement local.

Le coût prévisionnel des travaux de l'opération a augmenté passant de 1 817 000 € à 2 028 000 euros HT.

Le démarrage des travaux est prévu fin du 1^{er} trimestre 2020.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Régional « Contrat Régional d'Équilibre Territorial (2018-2020) »	50 %	1 014 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	1 014 000 euros
TOTAL HT	100 %	2 028 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 019-3293 du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Équilibre Territorial ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 065-3084/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 166151BP relative à l'opération n°2016610900 Aménagement du site archéologique de Saint Blaise;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Contrat Régional d'Équilibre Territorial. Demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Régional relative à l'opération « travaux d'aménagement et de mise en valeur du site archéologique de Saint-Blaise à Saint-Mitre-les-Remparts ».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire 2019 et suivants du Pays de Martigues. Opération : n°2016610900 - Nature : 4581166009 - Fonction : 56 – Sous politique : C140.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 1322 – Fonction 312 - Sous politique : B 420.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-6979/19/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association L'Atelier Bleu pour le projet "Favoriser l'émergence de projets citoyens autour de la nature en ville et valoriser les initiatives locales en amont du Congrès mondial de la Nature"
MET 19/12152/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des réunions de concertation du Plan Climat Air Énergie Métropolitain, le rendez-vous « Comment la nature en ville peut-elle devenir un atout majeur de lutte et d'adaptation au changement

climatique ? » a tout particulièrement abordé la question du rôle et de la place de la nature dans la ville. La tenue d'un événement de dimension internationale : le congrès de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) à Marseille en 2020, est une occasion de lancer une mobilisation citoyenne sur les enjeux de la biodiversité dans la perspective de mieux protéger la biodiversité locale et de valoriser les expériences et initiatives locales autour de la nature en ville.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par l'Association L'Atelier Bleu – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Côte Provençale dans le but d'obtenir un appui financier afin de mettre en œuvre un programme partenarial sur le territoire métropolitain visant à :

- Recueillir la parole des habitants et experts pour évaluer les bénéfices environnementaux du retour de la nature en ville, ainsi que les risques à prendre en compte.
- Former aux techniques et pratiques permettant d'entretenir et préserver la biodiversité à l'échelle individuelle ou collective.
- Organiser un forum d'échanges pour travailler collectivement à l'émergence d'un outil de valorisation des projets de nature en ville.

L'action se déroulera dans le Conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole et tout particulièrement dans les villes de Marseille et de La Ciotat, deux villes qui sont fortement urbanisées et où les habitants et associations se mobilisent, avec le soutien des collectivités, depuis plusieurs années pour développer des jardins en ville (jardins partagés, jardins solidaires) ou végétaliser les rues du centre-ville.

Les centres-villes de Marseille et La Ciotat sont des territoires majoritairement urbains, caractérisés par des espaces dégradés du point de vue de la biodiversité, la présence d'îlots de chaleur et d'un sol imperméable. Ainsi ces centres-villes constituent aujourd'hui de potentielles ruptures écologiques dans un territoire où sont présents à quelques kilomètres des sites protégés remarquables du point de vue de la biodiversité terrestre et maritime comme le Parc National des Calanques ou les zones Natura 2000 de la Baie de La Ciotat.

Pour atteindre ces objectifs, l'Association L'Atelier Bleu – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Côte Provençale s'engage à :

- Organiser un forum d'échanges sur une journée : L'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale souhaite réunir les acteurs qui participent à développer la nature en ville pour favoriser les rencontres, le partage de connaissances et les échanges de bonnes pratiques.

- Développer un outil partagé :

La définition du format de l'outil sera réalisée en concertation avec les acteurs locaux, notamment durant le forum. L'outil développé devra aider à l'émergence de nouvelles pratiques soit en sensibilisant de nouveaux publics, soit en permettant de nouveaux gestes (compostage, alimentation plus variée) ou de nouvelles techniques de jardinage.

- Présenter le projet dans le cadre d'événements locaux pour constituer des réseaux de citoyens motivés à s'engager dans un projet :

Depuis 3 ans, l'association travaille en lien étroit avec les associations du territoire dont l'objet ou l'action est en lien avec la promotion de la biodiversité ou du jardinage

C'est dans ce cadre que l'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale souhaite faire connaître les différentes dimensions et bénéfices de la présence de nature en ville.

L'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale participera aussi à des événements grand public et pourra aussi accompagner des acteurs en attente d'informations pour valoriser des espaces où la nature est absente ou dégradée : ports, espaces délaissés ou peu mis en valeur (fond de cour, terrain en friches).

- Evaluation et perspectives 2020 :

Ce projet doit aussi être une première étape de la mobilisation des acteurs de la végétalisation des centres villes ou porteurs de projet de jardins partagés pour faire connaître et valoriser leur action dans la perspective du congrès de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) en 2020.

L'Atelier Bleu-CPIE Côte Provençale, avec cette action, souhaite :

- qu'au moins 30 personnes participent au Forum d'échanges
- que 100 personnes utilisent l'outil commun de valorisation de projets citoyens de nature en ville et 2500 personnes en aient connaissance via les réseaux sociaux et la communication en ligne
- que 200 personnes soient sensibilisées via les événements auxquels participent l'association (tenue de stand, animations).

Les livrables attendus sont :

- Un forum d'échanges organisé sur une journée et ses actes.
- Un outil partagé pour faciliter l'action citoyenne et le développement de la nature en ville, accompagné d'un kit d'information et d'une charte ou une liste d'engagements basée sur la communication

engageante pour les associations et habitants qui s'engagent à participer à l'action.
- Un dossier de presse.

L'action proposée se déroule sur une durée de 12 mois, l'objectif final est de participer à la mise en avant d'initiatives locales lors du congrès de 2020.

Le coût de ce programme d'actions est évalué à 15000 euros. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 4200 euros, soit 28 % du montant de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du 13/12/2018 portant approbation du Budget Principal 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le programme d'actions prévu par l'Association L'Atelier Bleu – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Côte Provençale répond totalement à la politique visant à promouvoir la nature en ville menée par la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Qu'il convient d'autoriser la signature de la convention ci-annexée ;

- Qu'il convient d'autoriser le versement de la subvention pour la réalisation de ce programme d'actions.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 4200 euros à l'Association L'Atelier Bleu – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Côte Provençale.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association L'Atelier Bleu – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Côte Provençale.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, gestionnaire AGR14 , sous politique G710 , Nature 65748 , Fonction 65 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-6980/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) au titre de l'exercice 2019 - Approbation d'une convention
MET 19/12634/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. En raison de la spécificité de ses peuplements (pin d'Alep et chêne vert essentiellement), de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques (incendies, aléas climatiques et maladies phytosanitaires) et des besoins en bois locaux (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la Métropole Aix Marseille Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en

place une politique incitative à la valorisation de ces espaces.

Dans le cadre de cette compétence, la Métropole entretient des relations avec des personnes physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente de la Fédération Nationale des Communes Forestières, réseau qui constitue un outil de représentation et de lobbying pour défendre les intérêts des communes et intercommunalités propriétaires de forêts. A l'échelon départemental, ce réseau est représenté par les Associations Départementales des Communes Forestières qui constituent l'échelon de proximité pour les communes du département et leur EPCI dans la gestion de leur forêt. Sur le département des Bouches-du-Rhône, c'est l'Association Départementale des Communes Forestières 13 qui représente le réseau des Communes Forestières.

L'association des Communes forestières des Bouches-du-Rhône regroupe plus de 80% des communes du Département, avec 98 adhérents en 2018, soit un bond de 27 adhérents supplémentaires en un an à travers l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'ensemble des communes de son territoire. Elle mène des actions pour la gestion et la valorisation des forêts en circuit-court dans une optique de gestion durable et de développement local, en lien avec le Département, la Région, les services de l'Etat et l'Union régionale des Communes forestières.

A l'échelle du département, les Communes forestières proposent de mettre en œuvre des actions qui permettent d'informer tous les partenaires intéressés sur les thématiques suivantes :

- Gestion des espaces forestiers permettant leur renouvellement ;
- Maintien de la biodiversité, de la qualité des paysages et de l'accueil du public ;
- Sécurité des citoyens face au risque incendie de forêt ;
- Valorisation des bois, en particulier le pin d'Alep, afin de soutenir l'économie et les emplois locaux.

L'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'obtenir une participation financière pour la réalisation d'actions spécifiques. Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les actions conformes à ses statuts suivantes :

- Œuvrer dans le développement de politiques forestières de territoire : Cette action prendra la forme d'une information technique auprès des élus et des techniciens qui correspond aux objectifs des politiques publiques de la Métropole menées dans le cadre du plan d'approvisionnement territorial, de la charte forestière de territoire du PNR des Alpilles et de la future charte forestière de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Œuvrer à l'intégration de la forêt dans les politiques d'urbanisme et d'aménagement des territoires : Dans ce domaine, l'association souhaite délivrer de l'information, notamment dans la poursuite du travail conjoint avec l'Agence d'Urbanisme Pays d'Aix visant l'intégration des enjeux forêt et bois dans le futur PLUi du Pays d'Aix et dans celui du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qui devrait démarrer. Ce travail cadre également avec le futur SCOT de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le PCAEM afin de veiller à l'intégration de la forêt et du bois. L'association souhaite en outre proposer une information en lien avec la forêt et le bois dans le cadre de la mise en place d'Orientations d'aménagement programmé (OAP), dans la suite de ce qu'elle a proposé en 2018.

Les actions proposées par l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône cadrent parfaitement avec les politiques publiques menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de sa compétence « Milieux Forestiers » et plus particulièrement sur les questions relatives à la préservation et à la valorisation des forêts, à la gestion de ces espaces et à la mobilisation des bois en lien d'une part avec la fourniture et la production d'énergie et d'autre part le développement de la filière « construction bois ».

C'est pourquoi il est proposé de répondre favorablement à la demande de soutien financier présentée par cette association pour la réalisation des actions proposées.

Le coût de ces actions est évalué à 6300 euros. La participation de la Métropole Aix Marseille Provence est sollicitée à hauteur de 5000 euros.

Par conséquent, il appartient à la Métropole Aix Marseille Provence de se prononcer sur l'attribution d'une subvention de 5000 € à l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône pour l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que les actions proposées par l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) répondent à l'intérêt général et entrent dans les domaines des politiques publiques développées par la Métropole en matière de préservation et de valorisation des forêts,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5000 euros à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM), gestionnaire FORET4, Section de Fonctionnement, sous politique G810, Nature 65748, Fonction 6312.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-6981/19/BM

**■ Approbation du programme général de construction d'un bâtiment d'exploitation pour la réalisation d'un Espace Test Agricole au lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes sur la commune d'Aix-en-Provence
MET 19/12307/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale et vectrice d'attractivité territoriale, l'agriculture constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire.

Notre territoire doit cependant agir face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession. Une large mobilisation de l'ensemble des acteurs du monde agricole s'impose afin de préserver une économie agricole prospère, emblématique de la richesse de nos terroirs et de la qualité de nos productions.

En réponse à ces enjeux stratégiques et dans le cadre de sa compétence agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence, poursuit l'ambition de maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles sur son territoire dans une perspective de reconquête agricole, de renouvellement et d'accompagnement des exploitants.

À ce titre, sur la base d'une réflexion initiée avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et avec le soutien du Département, la Métropole a décidé de créer un « Espace Test Agricole » tourné vers l'installation en agriculture.

Le Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, par délibération n°ENV 004-5212/18/CM, a approuvé le principe de création de cet espace test agricole sur la commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « L'Enfant Est », secteur de Luynes (parcelle HL 0060, d'une superficie de 94 854 m²).

Ce projet est à mettre en lien avec l'objectif de réorientation alimentaire de la production agricole locale dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial. L'Espace Test Agricole ou « couveuse agricole » est un dispositif qui permet à de futurs agriculteurs non immatriculés de tester leur projet, en grandeur réelle,

dans des conditions optimales, avant la création de leur propre exploitation agricole.

Ce dispositif réunit l'ensemble des acteurs et les conditions nécessaires au test d'activité en situation réelle d'un futur exploitant agricole, sur le site de Luynes.

Cette organisation implique :

- Un cadre légal pour l'exercice de l'activité de l'intéressé : c'est la fonction couveuse (hébergement juridique et comptable).
- Des moyens de production (foncier, bâtiments) : c'est la fonction logistique.
- Un dispositif d'accompagnement et de suivi de l'entrepreneur à l'essai : c'est la fonction d'accompagnement.

Le test d'activité s'étend sur une période de 1 à 3 ans, en règle générale en fin de formation agricole initiale ou adulte dans le cas d'une reconversion professionnelle. La finalité de sortie d'un espace test est la création d'une entreprise agricole.

L'espace test agricole accueillera 4 porteurs de projets sur des parcelles de 1,5 hectares, pour une activité de production maraîchère diversifiée, valorisée en circuit court, répondant ainsi aux nouvelles attentes alimentaires des consommateurs pour des produits locaux, saisonniers et de qualité.

La mise en œuvre concrète du projet et l'accueil des « entrepreneurs à l'essai », nécessite l'aménagement de la parcelle comprenant la construction d'un bâtiment d'exploitation, de type hangar agricole pour le remisage des engins et le stockage en chambre froide ainsi que l'aménagement du parcellaire agricole pour l'exploitation.

Le programme général de l'opération consiste à créer un bâtiment agricole comprenant :

- Une zone dédiée à l'exploitation (composée d'un espace de remisage engins et gros matériels), un atelier, un espace conditionnement, des zones de stockage (sec 12°C, chambre froide à 4°C et divers), des locaux techniques (phytosanitaire, hydrocarbure et solaire photovoltaïque)
- Des locaux pour les agriculteurs composés d'un bureau commun, d'un espace convivialité, de vestiaires/sanitaires/douches
- Un hébergement correspondant à un logement type T2 affecté au gardien ainsi qu'un logement partagé regroupant 3 chambres individuelles et une salle de vie commune.

Le bâtiment représentera une surface utile totale d'environ 700 m² soit une surface hors œuvre de l'ordre de 800 m².

Les aménagements extérieurs concernent l'environnement immédiat du bâti avec le traitement

des abords (accès, voies de circulation et stationnement, aménagements paysagers) ainsi que des surfaces dédiées à l'exploitation correspondant à l'aire de lavage et de service accolée au hangar agricole.

Les unités de culture, d'une surface de 1,5 ha, seront irriguées par un branchement en eau brute du Canal de Provence.

Le volet logistique du projet (création du bâtiment et aménagements) représente un investissement évalué à 1 250 000 euros HT, soit 1 500 000 euros TTC.

La réalisation du projet s'étalera sur trois ans selon les phases opérationnelles suivantes :

- Désignation maîtrise d'œuvre : décembre 2019
- Dépôt permis de construire : avril 2020
- Désignation des entreprises : décembre 2020
- Démarrage des travaux : janvier 2021
- Fin travaux : 2^{ème} semestre 2021

Il est proposé au Bureau de la Métropole de lancer la phase opérationnelle de l'opération et d'en confier la maîtrise d'ouvrage à la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix.

Des cofinancements de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés sont possibles. Il convient, en conséquence, de les solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Aussi, parallèlement à cette délibération, une autre délibération spécifique est envisagée pour solliciter une subvention du Conseil Départemental 13, qui s'est déclaré prêt à soutenir l'investissement à hauteur maximum de 60%, ainsi qu'à tout autre organisme habilité.

-Il est signalé que la parcelle et la constructibilité du site sont liées à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France qui doit fixer ses conditions avant la fin 2019.

-A noter qu'une campagne de fouilles archéologiques est menée à proximité de la parcelle en raison de la présence des vestiges d'une ancienne base.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 004-5212/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le principe de la création d'un espace test agricole situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « L'Enfant Est », secteur de Luynes ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Approbation du programme général de construction d'un bâtiment d'exploitation pour la réalisation d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole, commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « L'Enfant Est », secteur de Luynes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme général de construction d'un bâtiment d'exploitation et l'aménagement du parcellaire agricole pour un coût d'investissement global de 1 500 000 euros TTC; ci annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à lancer la phase opérationnelle de l'opération, à en confier la maîtrise d'ouvrage à la Direction Maîtrise d'ouvrage et Ingénierie des Bâtiments de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 de État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162462, nature 4581 (2128), fonction 6312, autorisation de programme n°2018/2 (DI462-4A).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-6982/19/BM

■ Acquisition d'une parcelle sur la commune d'Aix-en-Provence pour la création d'une pépinière de producteurs agricoles, lieu-dit L'enfant Est - Principe d'une cession avec détachement d'une parcelle au profit du Département des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'une voie verte MET 19/12084/BM

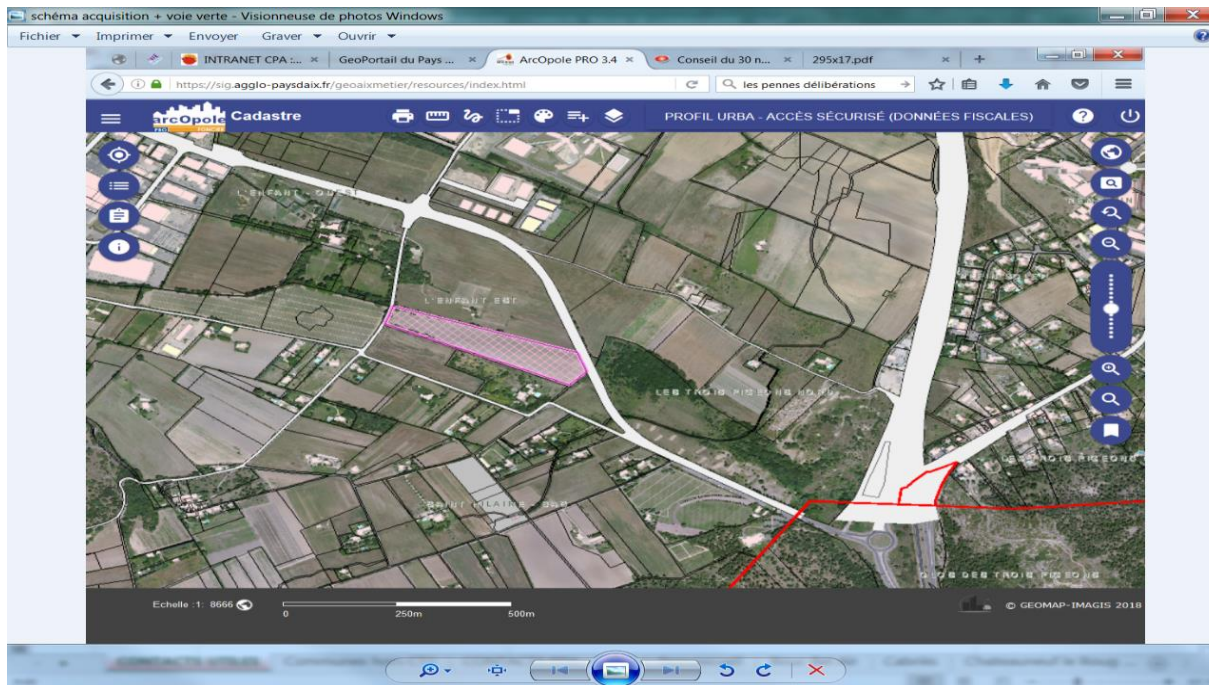
Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement économique et agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans le projet de création, sur la Commune d'Aix-en-Provence, d'un dispositif innovant en agriculture associant un espace test dédié et une pépinière agricole.

Ce projet devrait être implanté, pour la partie couveuse agricole, sur la parcelle HL n°60, propriété de la Métropole, accolée à la RD59, sise entre le giratoire de l'Aréna du Pays d'Aix et le giratoire de la maison d'arrêt des Milles. Il permettra d'accueillir, sur cette parcelle, plusieurs entrepreneurs à l'essai non immatriculés ainsi qu'un bâtiment d'exploitation agricole.

Par ailleurs, la Métropole souhaite se porter acquéreur de la parcelle non bâtie, cadastrée HL n°64, sise quartier de l'Enfant Est, d'une superficie de 36 340m², propriété de Messieurs Dubern Frédéric et Nicolas.

En effet, l'acquisition de cette dernière, limitrophe de la parcelle HL n°60, permettrait d'élargir le périmètre (jonction avec la parcelle HL 70 de 9600 m², propriété de la Métropole) et d'associer, à l'espace couveuse agricole, une pépinière agricole accueillant des agriculteurs confirmés pouvant apporter conseils et expérience aux porteurs de projets de la couveuse.



Les propriétaires de la parcelle HL n°64 ont fait connaître leur accord pour une cession au prix de 109 020 €. En conséquence, l'avis de l'autorité compétente de l'État n'est pas requis dans cette affaire. En effet, les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État, qu'avant toute acquisition amiable, ou par adjudication, ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD), dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.

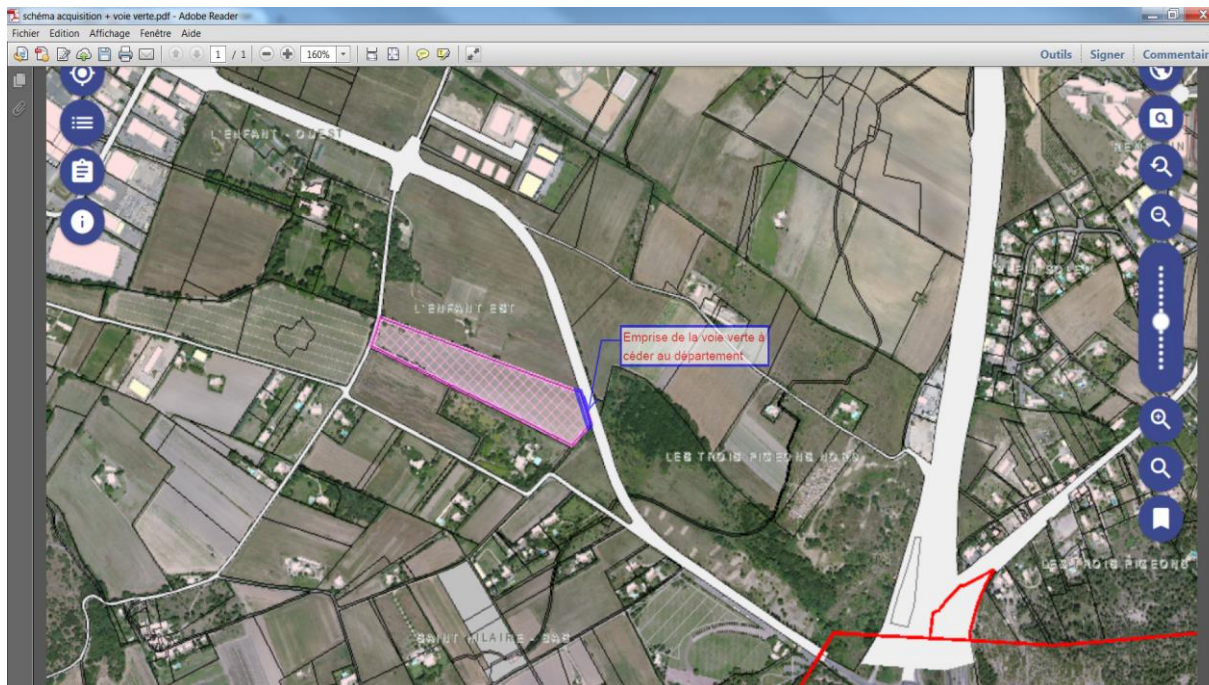
Cette acquisition sera financée sur l'AP n°DI345AP dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine.

Concomitamment, le Département des Bouches-du-Rhône porte un projet d'aménagement d'une voie

verte de 3 mètres de large, en site propre, entre le giratoire de l'Aréna du Pays d'Aix et le giratoire du pôle d'activité.

Le tracé de cette future voie verte nécessite l'acquisition d'une emprise, restant à confirmer, d'environ 370m² sur la parcelle HL 64, propriété de Messieurs Dubern.

Après acquisition de la totalité de la parcelle HL 64 par la Métropole, l'emprise nécessaire aux travaux sera détachée de la parcelle HL 64 et cédée à titre gratuit, au profit du Département des Bouches-du-Rhône. Dans l'attente de la régularisation de cette cession, la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisera le Département à commencer les travaux sur cette emprise.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°ENV 004-5212/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le principe de la création d'un espace test agricole situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « Lenfant Est », secteur de Luynes ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une parcelle non bâtie, cadastrée HL n°64, sise commune d'Aix-en-Provence, quartier de Lenfant Est, d'une superficie de 36340m², propriété de Messieurs Dubern Frédéric et Nicolas au prix de 109 020 euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions y concourant.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique de l'acquisition sont pris en charge par la Métropole.

Article 4 :

Est approuvé le principe d'une cession, à titre gratuit, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Département des Bouches-du-Rhône de l'emprise nécessaire aux travaux d'une voie verte, selon des conditions et caractéristiques à définir dans le cadre d'une prochaine délibération.

Article 5 :

Est autorisée la mise à disposition anticipée de l'emprise envisagée pour la réalisation des travaux du Département des Bouches-du-Rhône dans l'attente de la régularisation de l'acte notarié.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162345, nature 2111, fonction 6312, autorisation de programme DI345AP.

ENV 010-6983/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Création d'un Espace Test Agricole avec construction d'un bâtiment d'exploitation au lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes" sur la commune d'Aix-en-Provence MET 19/12309/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de sa compétence agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence, poursuit l'ambition de maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles sur son territoire dans une perspective de reconquête agricole, de renouvellement et d'accompagnement des générations d'exploitants.

À ce titre, la Métropole a décidé de créer un « Espace Test Agricole » tourné vers l'installation en agriculture. L'Espace Test Agricole ou « couveuse agricole » est un dispositif qui permet à de futurs agriculteurs non immatriculés de tester leur projet, en grandeur réelle, dans des conditions optimales, avant la création de leur propre exploitation agricole. Il accueillera 4 porteurs de projets sur des parcelles de 1,5 hectares, pour une période de un à trois ans, exerçant une activité de production maraîchère diversifiée, valorisée en circuit court.

La mise en œuvre concrète du projet et l'accueil des « entrepreneurs à l'essai », nécessite l'aménagement d'une parcelle de 9,5 ha, située Zac de L'Enfant à Luynes. Le projet prévoit la construction d'un bâtiment d'exploitation, de type hangar agricole (pour le remisage des engins et le stockage en chambre froide, d'une surface hors œuvre de 800 m² environ) ainsi que l'aménagement du parcellaire agricole pour l'exploitation.

L'investissement global, comprenant la construction du bâtiment et les aménagements parcellaires s'élève à 1 250 000 € HT, soit 1 500 000 € TTC. La réalisation du projet s'étalera sur trois ans de 2019 à mi-2021.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, notamment au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Département des Bouches-du-Rhône Plan partenarial métropolitain	60 %	900 000
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	600 000
TOTAL HT	100 %	1 500 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Pépinières jeunes agriculteurs » ;
- La délibération n°ENV 004-5212/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le principe de la création d'un espace test agricole situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « L'Enfant Est », secteur de Luynes ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de demander une subvention d'investissement relative à l'opération suivante : "Création d'un Espace Test Agricole avec construction d'un bâtiment d'exploitation sur le territoire de la Métropole, Commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes."

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides

financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162462, nature 4581 (2128), fonction 6312, autorisation de programme n°2018/2 (D1462-4A).

En cas de versement d'une subvention, la recette correspondante sera constatée sur le Budget principal pour l'exercice 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement - Nature 1323 - Fonction 6312

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 011-6984/19/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône au titre de l'année 2019 pour la mise en oeuvre du projet "Services Agro Eco²" - Approbation d'une convention
MET 19/12490/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire métropolitain est composé de 75 % d'espaces ruraux. Cette mosaïque de terres cultivées et de milieux naturels est issue de l'histoire agropastorale de ce territoire. La valorisation des liens entre biodiversité et activité agricole dans toutes ses composantes est donc un enjeu économique et écologique important pour la Métropole. A ce titre, c'est un objectif de son Projet Alimentaire Territorial.

L'Observatoire Agricole de la Biodiversité (OAB), animé par la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône sur le département depuis 2013, contribue à l'acquisition de connaissances dans ce domaine. Différentes actions agro-écologiques ont résulté de cette initiative pour favoriser les synergies entre agriculture et environnement. Elles visent notamment à mettre en valeur le rôle important joué par la biodiversité dans la régulation naturelle des ravageurs et des maladies des cultures.

La Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône souhaite au travers du projet « Services Agro Eco² » (SAE²) accompagner par une démarche d'expertise et de conseil certains exploitants de la Métropole, volontaires pour développer l'agro-écologie sur leur domaine. Sur la base de diagnostics agricoles et

environnementaux des exploitations, des propositions seront formulées sur l'évolution des pratiques culturales ou la mise en place d'aménagements naturels (haies, nichoirs, etc.) favorables au développement de la biodiversité. Des suivis seront réalisés permettant d'évaluer la pertinence des actions mises en œuvre. Cette expérimentation permettra d'acquérir des références technico-économiques sur des techniques agro-écologiques reproductibles.

En 2019, une première phase, a déjà permis d'accompagner une dizaine d'exploitations agricoles sur le territoire du Pays d'Aix. L'objectif de cette présente action est de permettre l'extension aux autres territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour mettre en œuvre ce projet, la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un accompagnement financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 10 000 euros. Le budget prévisionnel global de l'action spécifique est de 12 520 euros.

Il est rappelé que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a attribué une subvention au profit de la-dite structure pour l'année 2019 d'un montant de 141 000 euros au titre de 7 opérations spécifiques réunissant trois volets : économiques, territorial et environnemental et alimentation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2019_CT2_119 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 relative à l'approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au travers son Projet Alimentaire Territorial, de soutenir les démarches qui visent à renforcer les apports réciproques entre agriculture et environnement dans le cadre d'une agriculture et d'une alimentation durables ;
- La très grande richesse écologique du territoire Métropolitain et l'opportunité qu'elle représente pour le développement de démarches agro-écologiques ;
- Le projet porté par Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour accompagner dans des démarches agro-écologiques les agriculteurs volontaires ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 euros à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs définissant les conditions d'octroi de la subvention ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le budget de la DGA Agriculture, Forêts, Paysages et Espaces naturels (Direction Sites et Espaces Naturels) – sous-politique G811 – Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 012-6986/19/BM

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à la Société du Canal de Provence pour le projet de la desserte en irrigation des secteurs Bonrecueil et Gavarni à La Barben - Approbation d'une convention
MET 19/11961/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Direction de l'Agriculture est amenée à conduire des études et des travaux dans le champ de l'hydraulique agricole.

Conformément à la convention et au cahier des charges de la concession du canal de Provence ainsi qu'aux contrats d'objectifs 2016-2020 et aux statuts de la Société du Canal de Provence, cette dernière réalise des projets en tant que concessionnaire de la Région exécutant ainsi une mission de service public. Elle a pour objet de concourir de manière durable et concertée au développement économique de la Région et donc de la Métropole, notamment par l'aménagement hydraulique en vue de l'irrigation et de l'alimentation en eau pour satisfaire l'ensemble des besoins et usages.

La SCP – Société du Canal de Provence souhaite créer un nouvel aménagement sur la commune de La Barben. Il s'agit de desservir en eau deux quartiers de cette commune : Bonrecueil et Gavarri.

Le projet concerne des cultures relativement diversifiées puisqu'on retrouve des cultures de céréales, maraîchères et fruitières.

La desserte en eau de ce périmètre permettra de favoriser le maintien et le développement de l'activité agricole tant au plan qualitatif que quantitatif. La démarche de classement de ce territoire en ZAP – Zone Agricole Protégée est dans la phase de diagnostic. En effet, la commune a délibéré en décembre 2018 pour le lancement d'une démarche de création d'une ZAP.

Avec la création de la ZAP, la commune et la profession agricole ont souhaité entériner l'irréversibilité de la vocation agricole de ces terres et permettre ainsi grâce à l'irrigation de stabiliser les rendements des cultures actuelles, de diversifier les cultures, notamment par le développement du maraîchage dans un contexte périurbain, de dynamiser l'agriculture par la reconquête agricole des terres en friche ou sous-valorisées et donc d'assurer le développement économique de la filière.

Le projet hydraulique constitué d'environ 8 km de canalisations permettra d'équiper une 160 hectares.

Le coût total du projet s'élevant à 1 164 800 euros, la SCP a sollicité l'octroi de subvention auprès des personnes publiques conformément au plan prévisionnel de financement suivant :

Métropole Aix-Marseille Provence	232 960 €
Conseil Régional	232 960 €
Conseil Départemental	349 440 €
Société du Canal de Provence	349 440 €

Conformément à l'article L1523-7 du CGCT, et à l'avenant 3 de la convention annexée au Décret n°63-509 portant concession générale des travaux de construction du Canal de Provence et d'aménagement de la Région provençale qui précise les modalités de participation des partenaires financeurs en application du régime des aides d'état, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à la SCP – Société du Canal de Provence, d'une subvention d'investissement de 232 960 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avenant 3 de la convention annexée au Décret n°63-509 portant concession générale des travaux de construction du Canal de Provence et d'aménagement de la Région provençale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet d'aménagement d'irrigation de la SCP - Société du Canal de Provence sur La Barben constitue un enjeu majeur pour le développement agricole et économique de la future ZAP de La Barben ;
- Que la subvention d'investissement aura pour objectif de financer des travaux d'irrigation présentant un intérêt métropolitain ;
- Que cette action entre pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement à SCP - Société du Canal de Provence d'un montant de 232 960 euros liés aux études et travaux d'aménagement hydraulique agricole.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative aux modalités d'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 232 960 euros à la SCP - Société du Canal de Provence ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 investissement de la métropole, chapitre 2019 – 004000 - Fonction 6312 – Nature 20422 - Sous-politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 013-6987/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Enerplan MET 19/12384/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et de leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT). Pour autant, en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique à travers son Plan climat-air-énergie, la Métropole a un rôle de coordination et de facilitation de la production d'énergie renouvelable (EnR) sur son territoire et doit élaborer un plan de développement des EnR. A ce titre, la Métropole peut accompagner, soutenir, voir porter des projets de production EnR.

Forte de ses compétences, la Métropole souhaite accompagner le développement de la production d'énergie de source renouvelable sur son territoire et

fournir un soutien opérationnel aux porteurs de projets animés d'une approche territoriale. Pour cela, elle doit connaître les acteurs ainsi que leurs besoins et être informée des projets et des potentiels de production sur son territoire.

Le Livre Blanc de l'Energie, adopté par le Conseil de Métropole en mars 2019, affirme la volonté de la Métropole de renforcer sa relation avec les professionnels du secteur de l'énergie sur son territoire. Dès juin 2018, la Métropole avait adopté un modèle de convention de partenariat avec les développeurs de projets photovoltaïques afin d'optimiser et organiser sa relation avec ses professionnels de manière à faciliter le développement d'installations photovoltaïques sur son territoire. Aujourd'hui une douzaine d'entreprises sont déjà engagées dans ce partenariat. Il s'agit maintenant de donner corps à cette démarche en organisant un travail concerté pour construire une stratégie métropolitaine qui favorisera la part d'énergie de source renouvelable dans la production du territoire.

Créé en 1983, ENERPLAN, Syndicat des professionnels de l'énergie solaire – chaleur comme électricité –, travaille avec la filière pour sa progression en France (industriels, assembleurs, distributeurs, bureaux d'études, développeurs, exploitants, installateurs, énergéticiens, gestionnaires de réseaux, banques et sociétés d'assurance...). Cette association loi 1901 fédère et anime la filière au travers des pôles « solaire et bâtiment » (branches photovoltaïques – PV et solaire thermique – ST), et « PV Energie ». Stockage et numérisation sont intégrés de façon transversale. Leur objectif est de faire aboutir rapidement une offre d'électricité et de chaleur solaire compétitive pour les Français et créatrice de valeur dans les territoires. Pour cela, ENERPLAN travaille à formuler des propositions crédibles et agit afin d'amplifier la dynamique du solaire au niveau national et dans les territoires. L'association est par ailleurs basée à La Ciotat.

La présente convention est destinée à renforcer le partenariat entre la Métropole et les acteurs privés de la filière solaire à travers leur syndicat professionnel. Convention non onéreuse, elle organise les échanges et propose des modalités de travail en commun qui doivent permettre à la Métropole de construire sa stratégie énergétique au plus proche des besoins des acteurs du territoire et à déployer les moyens les plus efficaces possibles. Cette convention définit les rôles et les engagements de chacune des parties afin d'initier les principes d'un développement local concerté et conforme aux attentes et objectifs de développement des énergies renouvelables sur le territoire de la Métropole.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention présentée en annexe entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association

ENERPLAN, syndicat des professionnels de l'énergie solaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°001-3648/18/CM du 22 mars 2018 actant l'organisation de la compétence Energie au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération n°004-5759/19/CM du 28 mars 2019 portant approbation du Livre Blanc de l'Energie ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique ;
- Que la Métropole a intérêt à avoir une connaissance la plus large possible des acteurs, des projets et des potentiels de production d'énergie renouvelable, en particulier d'énergie solaire, sur son territoire pour asseoir sa stratégie énergétique ;
- Que la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association ENERPLAN, syndicat des professionnels de l'énergie solaire, permet de contribuer à la construction de la politique métropolitaine de l'énergie en renforçant la compréhension mutuelle entre l'institution et le secteur économique de l'énergie solaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat non onéreuse entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ENERPLAN, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 014-6988/19/BM

**■ Approbation d'une convention de groupement de commandes avec le SMED13 relative à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement au renouvellement des contrats de concession Enedis
MET 19/12388/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La distribution d'électricité sur un territoire est assurée par les sociétés ENEDIS et EDF dans le cadre de concession accordées par les collectivités locales :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence est ainsi autorité organisatrice de la distribution d'électricité (AODE) sur le périmètre de la ville de Marseille, à travers une convention signée entre ENEDIS et EDF (alors EDF) et la Ville de Marseille le 21 novembre 1994.
- Pour le reste du territoire, c'est le SMED13 qui porte cette compétence et la Métropole est membre de ce syndicat, en représentation-substitution de ses communes, depuis le 1^{er} janvier 2018 (arrêté préfectoral du 29 décembre 2017). Le SMED13 est signataire d'une convention avec ENEDIS et EDF, pour tout le territoire des Bouches-du-Rhône hors Marseille, depuis le 11 mars 1994.

Dans le cadre du monopole légal sur la distribution d'électricité, les conventions avec ENEDIS et EDF, appuyées sur un cahier des charges de concession, sont généralement passés pour 30 ans et selon un modèle de cahier des charges établi au niveau national.

Aujourd'hui, deux éléments poussent les autorités concédantes à envisager le renouvellement des concessions dans les années qui viennent :

- L'arrivée à terme des conventions, tant pour la concession de Marseille que pour la concession couvrant le reste des Bouches-du-Rhône, en 2024
- La validation, au niveau national, d'un nouveau modèle de cahier des charges de concession en 2018.

Cependant, plus que jamais, la gestion du réseau de distribution d'électricité revêt une dimension stratégique qui impose une réflexion globale à l'échelle de la métropole.

La montée en puissance de l'échelon métropolitain dans le domaine de l'énergie nécessite la construction d'une réelle stratégie métropolitaine dans le domaine des réseaux d'énergie, comme le souligne le Livre Blanc de l'Energie, adopté en mars 2019 par le Conseil de Métropole. Souvent considérés comme une contrainte et un coût pour les projets d'aménagement, les décisions quant au développement et au renforcement de ces réseaux reposent essentiellement sur leurs gestionnaires. Or, pour s'inscrire dans la transition énergétique, la Métropole, doit être en mesure d'intégrer ces réseaux d'énergie (gaz, électricité, chaleur et froid) en amont des projets. Il s'agit d'un enjeu stratégique pour l'attractivité des zones d'activité (écologie industrielle, mutualisation des coûts de réseau, disponibilité et qualité de l'énergie, capacité de soutirage et d'injection...), pour l'économie des projets (coûts d'extension ou renforcement, coûts de raccordement...) et pour la qualité du cadre de vie (tarifs attractifs pour la chaleur et le froid, réseaux intelligents au service des usages...). Des réseaux coordonnés et performants représentent également une condition clé de développement des énergies renouvelables (capacité d'accueil des productions locales, couplage entre production, consommation et stockage, pilotage des usages et de l'effacement).

Ainsi, il semble indispensable d'inscrire le renouvellement des concessions ENEDIS et EDF dans cette perspective stratégique globale. Ceci plaide pour un travail commun et concerté entre la Métropole et le SMED13, les deux autorités concédantes.

Pour permettre ce travail commun, la Métropole et le SMED13 envisagent de constituer un groupement de commandes afin de passer un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les accompagner dans ce processus de renouvellement des concessions.

L'AMO désigné aura pour missions principales :

- Analyser les deux cahiers des charges de concession de distribution publique d'électricité en vigueur et l'ensemble des modalités y étant attachées : redevances, gouvernance, contrôle de concession...
- Accompagnement des maîtres d'ouvrage dans la compréhension du nouveau modèle de cahier des charges de concession, en particulier en ce qui concerne les possibilités d'adaptation au niveau local et l'inscription dans les stratégies métropolitaines.
- Apporter une assistance dans les discussions avec ENEDIS sur la construction du nouveau cadre de concession pour le territoire métropolitain, en intégrant les éventuelles évolutions institutionnelles en cours ou à venir.

La Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et le SMED13 sera associé à chaque étape en tant que partie-prenante. La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle de la Métropole.

En application de l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, le coordonnateur sera chargé de signer les différents marchés, de les notifier et de les exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement. La totalité des prestations concernant cette opération doit donc être partagée entre le SMED13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La convention annexée précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe les termes, afin de traiter globalement cette étude, de compétence mixte SMED13/Métropole.

Le coût global de cette étude est estimé à 90.000 euros HT, montant réparti à parts égales entre les membres du groupement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de renouveler, dans les années à venir, les concessions de distribution publique d'électricité avec ENEDIS et EDF ;
- Que cette compétence est principalement répartie entre deux autorités concédantes sur le territoire métropolitain : la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMED13 ;

- Qu'il est nécessaire que les deux structures travaillent conjointement et de façon concertée pour préparer de renouvellement en intégrant les concessions dans une réflexion stratégique globale ;
- Qu'il convient donc d'approuver une convention de groupement de commandes relative à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour le l'accompagnement au renouvellement des contrats de concession ENEDIS.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMED13 relative à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement au renouvellement des contrats de concession ENEDIS.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention de groupement de commandes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 015-6989/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Port-de-Bouc pour une prestation d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le lancement du projet Se@nergieS sur la commune de Port-de-Bouc MET 19/12313/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le développement des énergies renouvelables est inscrit dans la loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte du 18 août 2015 qui prévoit de porter la part des énergies renouvelables à plus de 30 % de la consommation énergétique française d'ici 2030.

La Région SUD a décliné cet objectif au sein du SRCAE avec un objectif de production électrique d'énergies renouvelables de 14,6 TWh pour 2020 et 20,6 TWh d'ici 2030. Concernant la filière photovoltaïque, la production en 2016 a été de 1355 GWh/an et la Région vise un objectif de 2760 GWh/an à horizon 2020, soit le doublement de la production sous 3 ans.

La Métropole, riche d'un très fort potentiel de production d'énergie renouvelable, se doit de contribuer largement à cet objectif et cela constitue

l'un des volets du Plan Climat Air Energie Métropolitain en construction.

Cependant, la massification de la production d'énergie renouvelable ne saurait être portée uniquement par la Métropole. C'est un foisonnement de projets qui permettra d'atteindre cet objectif, reposant sur une diversité d'acteurs : opérateurs privés, communes, collectifs citoyens, associations, etc.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'une délégation de maîtrise d'ouvrage aux communes au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et particulièrement ses articles 3, 4 et 5 afin de mettre en œuvre les projets, au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtés par la Métropole.

C'est notamment le cas du projet porté par la Commune de Port-de-Bouc, qui nécessite une prestation d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) quant au lancement du projet Se@nergieS sur sa commune.

La Ville de Port de Bouc est lauréate, depuis 2015, d'un Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) appelé « Ville Durable et Solidaire », porté par le Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI), pour le projet Se@nergieS.

Cet AMI est ciblé sur les Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville (QPV). Les projets lauréats doivent être reproductibles et augmenter le « reste pour vivre mieux des habitants ».

Le projet Se@nergieS est basé sur le développement des énergies renouvelables (thalassothermie + centrale photovoltaïque) couplé à un réseau d'arrosage en eau brute.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole AMP est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains et intègre au travers de sa compétence de réalisation d'un plan climat-air-énergie territorial, la qualité de coordinateur de la transition énergétique sur son territoire.

La Commune de Port-de-Bouc, quant à elle, peut intervenir en matière de production d'énergie renouvelable, notamment d'électricité photovoltaïque, conformément aux dispositions de l'article L.2224-32 du Code général des collectivités territoriales. Elle est également compétente pour créer un réseau d'arrosage sur son territoire.

De nombreuses études menées depuis 2015 et financées par le PIA ont permis d'attester de la faisabilité du projet et de le dimensionner.

L'étape suivante nécessite désormais une prestation d'AMO qui aura pour missions principales :

Accompagner les discussions entre la Commune et la Métropole dans la définition des principes et des impératifs d'investissement, de gestion et d'exploitation du projet, et la validation du cadre de consultation.

Analyser, calibrer et traduire les résultats des études juridiques et techniques déjà réalisées au sein d'un cahier des charges de consultation pour trouver un opérateur qui réalisera le projet Se@nergieS,

Apporter une assistance dans la construction du dossier de consultation. Ce dossier devra, d'une part, préciser l'articulation entre la Ville et la Métropole dans la procédure de consultation et, d'autre part, permettre aux opérateurs répondant à la consultation de proposer le véhicule juridique qui leur semble le plus approprié.

Apporter un soutien dans l'analyse des réponses des candidats.

Assurer un suivi technique, juridique et financier de la mise en place du projet sur les premières années.

La convention annexée précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe les termes, afin de traiter globalement cette étude, de compétence mixte Commune/Métropole.

Le coût global maximum de cette étude est estimé à 530.000 euros HT.

La contribution de la Métropole à ce marché sera d'un montant maximum de 120 000€ net de subvention.

La commune fera un appel de fonds à la Métropole (Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues) en présentant les copies des factures acquittées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet « Se@nergieS » porté par la Commune de Port de Bouc s'inscrit dans les objectifs régionaux et métropolitains de développement des énergies renouvelables ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Port de Bouc pour une prestation d'AMO pour le lancement du projet Se@nergieS sur la commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Port-de-Bouc pour une prestation d'AMO pour le lancement du projet Se@nergieS.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat spécial de territoire du Pays de Martigues, l'opération n° 2016 610 800 sur l'Etat Spécial du CT6.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 016-6990/19/BM

**■ Approbation d'un avenant à la convention 2019 de soutien financier à l'Association Les Amis d'Enercoop Paca
MET 19/12311/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole a approuvé, le 20 juin 2019, une convention de soutien financier à l'association Les Amis d'Enercoop Paca au titre de l'exercice 2019. Cette convention prévoit une

contribution au projet de faire émerger des projets de production d'énergie photovoltaïque de moyennes puissances et d'accompagner les démarches citoyennes, en parallèle de l'identification de sites potentiels pour porter ces projets, sous forme d'une subvention de 9.984,00 euros.

Suite à des erreurs matérielles dans la production de cette convention, il est nécessaire de passer un avenant afin de rectifier le budget présenté par l'association, qui a été traduit de façon erroné dans la convention.

Ainsi, le montant total de l'opération s'élève à 24.960 euros et non 28.260 euros comme indiqué dans la convention (ce dernier chiffre correspondant en fait au budget de l'association et non de l'action soutenue). Le montant de la subvention accordé reste cependant identique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22/03/2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération ENV 017-6175/19/BM du 20 juin 2019 portant Attribution d'une subvention à l'association Les Amis d'Enercoop Paca - Approbation d'une convention ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de corriger les erreurs matérielles dans la rédaction de la convention de soutien financier 2019 à l'association les Amis d'Enercoop Paca ;

- Que ces erreurs ne modifient pas le montant de la subvention accordée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention de soutien financier 2019 à l'association les Amis d'Enercoop Paca.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 017-6991/19/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Amorce et paiement de la cotisation 2019
MET 19/12312/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Amorce, dont le siège social est situé 18 rue Gabriel Péri - 69623 Villeurbanne Cedex, rassemble plus de cinq cents collectivités territoriales de toutes tailles, ainsi que des professionnels (entreprises, bureaux de conseil, établissements publics) concernés par la gestion des déchets et par l'énergie et les réseaux de chaleur.

Ses domaines d'intervention concernent l'évolution des politiques territoriales, le coût de la gestion des déchets, le financement et la fiscalité, les filières dédiées et la Responsabilité Elargie des Producteurs, la prévention et la réduction des déchets à la source, la collecte des déchets et des déchèteries, la valorisation organique et énergétique des déchets ménagers, le stockage des déchets, mais aussi la généralisation des plans climat-énergie, l'éligibilité aux certificats d'énergie, le développement des réseaux de chaleur et de froid, le renforcement de la coordination des réseaux de distribution d'énergie.

Dans ces domaines, l'association a pour buts d'assurer les échanges d'information entre ses membres, de les aider à gérer du mieux possible leurs services publics, de susciter et d'animer le dialogue avec les organismes et entreprises de ces secteurs, ainsi que de représenter ses adhérents auprès des autorités compétentes françaises et internationales.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de l'association, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Association Amorce par délibération n°DEA 001-884/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016, et de renouveler

son adhésion pour l'année 2017 par la délibération n° DEA 013-1989/17B/CM du 18 mai 2017 et pour l'année 2018 par la délibération n° DEA 001-4014/18/BM du 28 juin 2018.

Il est donc proposé de renouveler cette adhésion et d'autoriser le paiement de la cotisation annuelle 2019 d'un montant de 13.826 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 001-884/16/CM du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Amorce ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions de l'association Amorce représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de gestion et valorisation des déchets et de l'énergie,
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association Amorce ainsi que le règlement de la cotisation 2019, d'un montant de 13.826 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2019 du Territoire du Pays d'Aix - Sous-Politique G 110 – Nature 6281, pour un montant de 10.800 euros et au budget général métropolitain - Sous-Politique G 910 – Nature 6281, pour un montant de 3.026 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 018-6992/19/BM

■ Approbation de la "convention des Maires pour le Climat et l'Energie - Mayors Adapt" MET 19/10024/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La « Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie » est un mouvement d'autorités locales et régionales qui s'engagent volontairement à accroître l'efficacité énergétique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables sur leurs territoires. Le mouvement a été fondé en Europe, en 2008, puis a été élargi pour inclure les villes d'autres parties du monde. Aujourd'hui, le réseau rassemble près de 7.000 collectivités dans 57 pays, représentant une population de plus de 230 millions de personnes, avec un objectif moyen de 28 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2020. Le 15 octobre 2015, une nouvelle Convention des Maires a été lancée, avec des objectifs pour 2030. Les nouveaux signataires s'engagent désormais à réduire les émissions de CO2 de 40 % au minimum d'ici 2030 et à adopter une approche intégrée visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter. Toutes les autorités locales et régionales, ainsi que les regroupements de collectivités locales, sont invités à participer à l'initiative.

En 2008, après l'adoption du Paquet Énergie-Climat de l'UE à l'horizon 2020, la Commission européenne a lancé la Convention des Maires afin de reconnaître et de soutenir les efforts des autorités locales dans la mise en œuvre de politiques d'énergie durables. La Convention des Maires est reconnue comme étant un des rares mouvements « bottom-up » qui est parvenu à mobiliser un nombre conséquent d'autorités locales et régionales dans le but de mettre en place des plans d'actions et d'investir en faveur du changement climatique.

L'initiative Mayors Adapt a été lancée en 2014. Elle repose sur le même modèle de gouvernance et invite les villes à s'engager sur le plan politique et à mener des actions d'anticipation et de préparation des effets du changement climatique.

Fin 2015, les initiatives ont fusionné pour former la nouvelle Convention des Maires pour le climat et

l'énergie et ont adopté les objectifs 2030 de l'UE ainsi qu'une approche intégrée sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation.

Les signataires de la Convention ont, notamment, pour mission de préparer un bilan des émissions ainsi qu'une évaluation des risques et de la vulnérabilité liées au changement climatique afin que leur engagement politique se traduise en mesures pratiques et en projets. Ils s'engagent à soumettre, dans un délai de deux ans suivant la date de la décision de leur assemblée délibérante, un Plan d'Actions en faveur de l'Énergie Durable et du Climat (PAEDC) exposant les actions clés qu'ils prévoient d'entreprendre. La stratégie d'adaptation devra faire partie intégrante du PAEDC et/ou être développée et intégrée dans un ou plusieurs documents distincts de planification. Les signataires pourront opter pour le format de leur choix. Cet engagement politique audacieux est l'amorce d'un processus de long terme par lequel les collectivités s'engagent à faire état, tous les deux ans, de leur progression dans la mise en œuvre de ce plan.

Les signataires adoptent également une vision commune à l'horizon 2050 : accélérer la décarbonisation de leurs territoires, renforcer leur capacité à s'adapter aux effets inévitables du changement climatique et permettre à leurs citoyens d'accéder à une énergie sûre, durable et abordable.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) est soumise à l'obligation de se doter de ce dispositif, dont la délibération de lancement a été adoptée par le Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016.

L'objet du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain est de construire une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, adoptés lors de la COP 21, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole.

L'ambition, les objectifs et le plan d'actions du projet de Plan Climat Air Énergie Métropolitain, tel que présenté lors de ce Conseil de Métropole, correspondent aux engagements de la « Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie – Mayors Adapt ».

En signant cette convention, la Métropole bénéficiera d'un soutien dans la mise en œuvre de son plan d'actions Climat, à savoir :

- La mise à disposition d'un tableau de bord de l'adaptation dans lequel les collectivités peuvent réaliser une auto-évaluation de

l'avancée de leur processus d'adaptation, d'une matrice pour réaliser un bilan des risques et vulnérabilités, et d'une matrice pour réaliser un plan d'actions intégré, prenant en compte les impacts du changement climatique sur tous les secteurs.

- La « Convention des Maires » collecte des études de cas pour inspirer les villes et les collectivités et faciliter l'apprentissage par les pairs.
- Le Bureau de la « Convention des Maires » organise des jumelages entre villes et collectivités sur le thème de l'adaptation. Les rapports rédigés à la suite de ces visites donnent un aperçu de ces échanges de connaissance et sont disponibles en ligne.
- Un appui pour connaître des possibilités de financement.
- Un module de e-learning sur l'adaptation à l'échelle des collectivités est à disposition des signataires de la « Convention des Maires ». Il contient notamment des informations pratiques et des études de cas.
- La Commission européenne et l'Agence européenne de l'Environnement collectent l'expertise technique spécifique à l'adaptation au changement climatique sur la plate-forme de l'UE sur l'adaptation *Climate-ADAPT* qui offre informations, outils à l'usage des praticiens, notamment une base de données de plus de 2.000 entrées et des fiches d'informations contenant des profils de villes.

La « Convention des Maires » est ouverte à toutes les autorités locales, démocratiquement constituées avec/par des représentants élus, quelle que soit leur taille et quel que soit le stade de mise en œuvre de leurs politiques en matière d'énergie et de climat. Des collectivités locales avoisinantes de taille petite et/ou moyenne peuvent également, sous certaines conditions, décider d'adhérer à l'initiative en tant que groupe de signataires et soumettre un plan d'actions groupé en faveur de l'énergie durable et du climat, en s'engageant soit individuellement ou collectivement à l'objectif de 40 % de réduction des émissions de CO₂.

Il n'y a pas de cotisation demandée.

Parmi les autorités locales françaises signataires, on retrouve la quasi-totalité des métropoles (Bordeaux, Lille, Nantes, Nice...). Aucune municipalité ni intercommunalité des Bouches-du-Rhône n'est aujourd'hui signataire de la « Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie ».

L'approbation de cette convention et des principes et engagements qu'elle contient apparaît incontournable pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. En effet la « Convention des Maires » apporte :

- Une reconnaissance et une visibilité internationales élevées pour notre action en faveur du climat et de l'énergie
- Une chance de contribuer à façonner la politique climatique et énergétique de l'Union Européenne
- ☐ Des engagements crédibles par un rapport de progression et un suivi
- De meilleures chances de financement de nos projets locaux en faveur du climat et de l'énergie
- Des méthodes innovantes de mise en réseau, d'échange d'expériences et de renforcement de capacités grâce à des manifestations régulières, des jumelages, des webinaires ou des discussions en ligne
- Un soutien concret (assistance), de la documentation d'aide et des outils
- ☐ Un accès rapide à un « savoir-faire d'excellence » et à des études de cas inspirantes
- Une auto-évaluation et des échanges entre pairs facilités grâce à une surveillance commune et un modèle de suivi
- Un cadre de référence flexible pour l'action et adaptable aux besoins locaux
- Une coopération et un soutien accrus de la part des autorités nationales et régionales.

L'adhésion est facilitée pour les membres du réseau Eurocities auquel a adhéré la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour rejoindre ce mouvement en pleine croissance, les collectivités locales doivent tout d'abord présenter l'initiative à leur instance délibérative. Une fois la délibération approuvée, la Métropole aura pour mission de préparer dans un délai de 2 ans :

- un bilan des émissions ainsi qu'une évaluation des risques et de la vulnérabilité liées au changement climatique.
- un Plan d'actions en faveur de l'Énergie Durable et du Climat (PAEDC) exposant les actions clés qu'elle prévoit d'entreprendre.

Cet engagement politique audacieux est l'amorce d'un processus de long terme par lequel la collectivité s'engage à faire état, tous les deux ans, de sa progression dans la mise en œuvre de ce plan.

Il est ainsi proposé d'approuver la « Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie – Mayors Adapt » afin de renforcer, asseoir et mieux faire connaître à l'échelle européenne les engagements de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de lutte contre le changement climatique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que « la Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie – Mayors Adapt » est une déclaration d'engagements par laquelle les autorités locales et régionales signataires s'engagent volontairement à accroître l'efficacité énergétique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables sur leurs territoires.
- Que l'objet du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain est de construire une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, adoptés lors de la COP 21, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole.
- Que l'ambition, les objectifs et le plan d'actions du projet de Plan Climat Air Énergie Métropolitain correspondent aux engagements de la « Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie – Mayors Adapt ».
- Qu'il convient d'approuver « la Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie – Mayors Adapt » et les principes et engagements qu'elle contient, afin de renforcer, asseoir et mieux faire connaître à l'échelle européenne les engagements de la

Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de lutte contre le changement climatique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la « Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie - Mayors Adapt » jointe en annexe, ainsi que les principes et engagements qu'elle contient tels qu'exposés ci-dessus.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention, le formulaire d'adhésion à la « Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie - Mayors Adapt », joint en annexe, et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 019-6993/19/BM

■ Adhésion au réseau d'Education à l'Environnement Graine Paca MET 19/12016/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Bureau du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'environnement présentant un intérêt en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations ...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Depuis, il est apparu que de nouvelles associations étaient en mesure de présenter un intérêt pour la Métropole.

L'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) est un axe fort de la politique environnementale de la Métropole, dans la mesure où il est indispensable de favoriser auprès du public le plus large, la conscience des enjeux planétaires associée à la mise en œuvre quotidienne de bons gestes et de bonnes pratiques. Ceci concerne notamment le changement climatique, l'énergie, les déchets, la mobilité, la biodiversité, etc.

A cet effet, un effort tout particulier est porté sur le public adulte, mais également sur les enfants scolarisés. Ceci pour plusieurs raisons : il importe de sensibiliser au plus tôt les éco citoyens de demain et d'avoir, par l'intermédiaire des plus jeunes, un possible effet d'entraînement positif vers les familles.

Il importe de noter qu'il y a, par ailleurs, une adéquation avec les programmes de l'Education

Nationale qui prennent en compte, tout au long de la scolarité, l'étude de l'environnement.

Depuis 1991, le Réseau Régional pour l'Education à l'Environnement, appelé également GRAINE PACA, regroupe l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs de la Région, agissant dans le domaine de l'EEDD. Cette association loi 1901 a plusieurs objectifs :

Elle produit de la connaissance et de la donnée relative à ce thème et propose une base de données en ligne, disponible à ses adhérents. Cette base est une source précieuse car elle émane des retours d'expérience, mais également des statistiques produites par l'ensemble des associations EEDD de PACA, tout en s'appuyant sur des études françaises et internationales.

Elle apporte une aide aux différents acteurs de l'EEDD, par le partage de données, par la mise à disposition d'outils et par la concertation.

Elle permet de contacter rapidement l'ensemble des acteurs pour favoriser la diffusion d'information, pour faire remonter également des informations de la base, pour constituer des bilans de situation, des retours d'expérience, des outils méthodologiques et pédagogiques à partager.

Par ailleurs, le GRAINE PACA a participé, en tant qu'acteur, à l'opération « les Fertiles Rencontres de l'EEDD » portée par la Métropole et destinée aux acteurs métropolitains de l'Education à l'Environnement. Pour mémoire, cette action a pour but de favoriser la montée en compétence des agents de la collectivité investis de mission de sensibilisation, par la rencontre avec les autres acteurs, par le partage d'expériences et de bonnes pratiques. Le GRAINE a apporté, dans cette opération, son savoir-faire et son réseau.

L'Education à l'Environnement prend une place de plus en plus importante dans les politiques conduites par la Métropole. En effet, l'opérationnalité de ces politiques passe nécessairement par une évolution du comportement des citoyens/usagers.

De fait, il sera nécessaire de rendre plus efficaces les actions de sensibilisation et d'Education à l'Environnement, de mieux cerner les attentes, les besoins régionaux, de parfaire les messages et la communication.

C'est pourquoi, il est important de pouvoir adhérer au réseau GRAINE, qui dispose à la fois d'outils, de données, mais également d'expérience et de savoir, qui seront utiles à la Métropole dans son souhait d'avancer et d'être plus performante dans son action éducative.

En conséquence, il est proposé l'adhésion au réseau GRAINE pour l'année 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de cotisation de 2000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la nature et les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'éducation à l'environnement ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional pour l'Education à l'Environnement, appelé également Graine Paca, pour 2019, ainsi que le règlement de la cotisation pour un montant de 2 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain 01 en section de fonctionnement, chapitre 011 - Fonction 74 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-6994/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1417 pour la réalisation par la commune de Lambesc d'opérations de travaux sur les réseaux humides

MET 19/11967/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la commune se sont accordées pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 017-3020/17/BM, une convention de transfert temporaire de maîtrise

d'ouvrage avec la commune de Lambesc portant sur la réalisation d'opération de travaux sur les réseaux humides. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 998.427,00 euros HT, soit 1.198.112,40 euros TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Lambesc.

En premier lieu, l'annexe de la convention initiale ne distinguait pas :

- ni la répartition des montants entre les différentes compétences : Eau potable, Assainissement, Pluvial et Défense extérieure contre l'incendie (DECI),
- ni les montants affectés à chaque opération, de façon individualisée.

Ces éléments ne permettent pas, pour les parties, d'effectuer un suivi budgétaire et technique efficient.

Ensuite, il est apparu que, dans l'opération n°1 portant sur les travaux Rue Grande et Rue Eugène Pelletan, les travaux portant sur le pluvial et sur la DECI n'avaient pas été identifiés au sein des travaux de voirie. Par ailleurs, au cours du chantier, il est apparu nécessaire de remplacer les canalisations d'eau et d'assainissement, alors que ces renouvellements n'avaient pas été identifiés comme nécessaires au stade des études. L'enveloppe affectée à cette opération doit donc être augmentée des sommes afférentes.

De plus, les opérations n° 3 portant sur le renouvellement des réseaux humides rue Notre-Dame de la Rose, et n° 6 portant sur le réseau pluvial des 4 termes, sont aujourd'hui terminées ; il est opportun d'ajuster le montant de la convention aux montants réellement dépensés pour ces opérations.

Enfin, l'opération réfection des réseaux avenue de la Résistance identifiée dans la convention initiale était terminée avant le transfert de compétence. Il convient donc de la retirer de la convention.

Les montants de la convention sont ainsi adaptés et la convention est ainsi portée de 998.427,00 euros HT, soit 1.198.112,40 euros TTC à un montant global de 1.350.663,25 euros HT, soit 1.620.795,90 euros TTC, soit une augmentation globale de 36%, répartis comme suit :

- pour la compétence eau potable, 713.516,50 euros HT, soit 856.219,80 euros TTC,
- pour la compétence assainissement, 364.196,00 euros HT, soit 437.035,20 euros TTC,
- pour la compétence eaux pluviales, 268.650,75 euros HT, soit 322.380,90 euros TTC,

- pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, 4.300,00 euros HT, soit 5.160,00 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1417 pour la réalisation, par la commune de Lambesc, d'opérations de travaux sur les réseaux humides.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1417 pour la réalisation, par la commune de Lambesc, d'opérations de travaux sur les réseaux humides.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-6995/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0607 pour la réalisation par la commune de Saint-Estève-Janson de l'opération de renouvellement des réseaux humides pour la traversée des Tarrasses
MET 19/11970/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise

d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 002-3665/18/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur le renouvellement des réseaux humides traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

Cette convention portait sur les enveloppes de travaux suivantes :

- 10.933,00€HT, soit 13.119,60€TTC, pour la compétence eau potable,
- 11.566,00€HT, soit 13.879,20€TTC, pour la compétence assainissement,
- 27.077,00€HT, soit 32.492,40€TTC, pour la compétence pluvial.

De plus, le Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 a approuvé un premier avenant à cette convention visant à acter le retrait des prestations relatives aux réseaux d'eau potable et d'assainissement dorénavant confiées à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA).

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Saint-Estève-Janson.

En effet, le projet a évolué sur deux aspects :

- la séparation des interventions pour les renouvellements des canalisations d'eau et d'assainissement, effectués en direct par la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA), qui a modifié le contenu du marché de travaux et les conditions d'exécution et démutualisant certaines prestations,
- l'avancement des études de projet qui a abouti à des précisions et compléments concernant les travaux à réaliser en matière de gestion des eaux pluviales.

L'enveloppe affectée au renouvellement des équipements de gestions des eaux pluviales de la traversée des Tarrasses est portée à 53.335,00€HT, soit 64.002€TTC, soit une augmentation de 97%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaires de Maîtrise d'Ouvrage et de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 004-5911/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0607 relative au renouvellement des réseaux humides de la Traversée des Tarrasses sur la commune de Saint-Estève-Janson.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0607 pour la réalisation par la commune de Saint-Estève-Janson de l'opération de renouvellement des réseaux humides de la traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0607 pour la réalisation, par la commune de Saint-Estève-Janson, de l'opération de renouvellement des réseaux humides de la traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-6996/19/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation par la commune de Puyloubier de réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès
MET 19/11971/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une

prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est ainsi que dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès, la Commune de Puyloubier a sollicité le diagnostic des réseaux humides situés dans son sous-sol. Ce diagnostic a mis en évidence la nécessité de renouveler les réseaux d'eau potable et d'assainissement existants, sur une longueur d'environ 60 ml.

La part des travaux incombant à la Métropole est estimée à :

- 42.475,00€HT, soit 50.970,00€TTC, pour l'eau potable,
- 26.363,00€HT, soit 31.635,60€TTC pour l'assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès à Puyloubier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage

relative à la réhabilitation, par la commune de Puyloubier, de réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, relative à la réhabilitation par la commune de Puyloubier de réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-6997/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille pour le reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Fuveau

MET 19/11980/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention tripartite, objet du présent rapport, est établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille. La Régie des Eaux du Pays d'Aix exploite le réseau assainissement public de la commune à compter du 1^{er} novembre 2019. La Société des Eaux de Marseille est titulaire du contrat de concession du service public eau potable de la commune de Fuveau.

Afin d'adresser une facture unique eau et assainissement aux abonnés, en application de l'article R2224-19-7 du CGCT, l'autorité concédante a confié à l'exploitant eau potable les missions de facturation des consommations eau et assainissement.

L'article 47.1 du contrat de concession eau potable prévoit que les modalités de reversement de la rémunération de l'exploitant du service de l'assainissement soient définies par convention tripartite entre la Collectivité, le titulaire du contrat eau potable et l'exploitant assainissement.

L'article 47.1 fixe la rémunération du délégataire eau potable pour ses prestations de facturation, recouvrement et reversement de la part assainissement à 1,50€HT (valeur janvier 2014) par facture émise.

La convention annexée au présent rapport, à conclure par les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, est conforme aux attendus des exploitants, au contrat de concession eau potable et aux articles correspondants du CGCT. Elle entrera en application dès la prise en charges de l'exploitation par la REPA, soit le 1^{er} novembre 2019. Cette convention est sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 018-6491/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 relative à l'extension du périmètre de la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour intégration de la compétence assainissement collectif sur la commune de Fuveau ;
- Le contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Fuveau du 1^{er} janvier 2014.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Fuveau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix, relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Fuveau qui entrera en application le 1^{er} novembre 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-6998/19/BM

**■ Approbation d'une convention avec la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille pour le reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon
MET 19/11981/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention tripartite, objet du présent rapport, est établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) et la Société des Eaux de Marseille (SEM). La REPA exploite le réseau assainissement public de la commune. La SEM est titulaire du contrat de concession du service public eau potable de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

Afin d'adresser une facture unique eau et assainissement aux abonnés, en application de l'article R2224-19-7 du CGCT, l'autorité concédante a confié à l'exploitant eau potable les missions de facturation des consommations eau et assainissement.

Les articles 40 à 47 du contrat de concession eau potable définissent les modalités de la facturation. L'article 47 qui traite de la facturation de la part assainissement sera complété par la convention tripartite de facturation, de recouvrement et de reversement des redevances d'assainissement .

Les tâches relatives à la facturation et au recouvrement des redevances et taxes d'assainissement collectif incombant à la SEM, Gestionnaire de l'Eau, en application de la convention sont rémunérées en valeur de base hors taxes au 01/01/2019 à raison de 2,50€HT par facture émise portant perception des redevances et des taxes.

Cette convention est sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à la création de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ayant pour compétence l'exploitation de l'assainissement collectif de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon ;
- Le contrats de concession du service public d'eau potable de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon du 1er novembre 2013.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-6999/19/BM

■ Approbation d'une convention avec la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille pour le reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Châteauneuf-le-Rouge MET 19/11982/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention tripartite, objet du présent rapport, est établie entre la Société des Eaux de Marseille 5SEM), la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) et la Métropole Aix-Marseille-Provence. La SEM est titulaire du contrat de concession du service public eau potable de la commune de Châteauneuf-le-Rouge. La REPA exploite le réseau assainissement public de la commune.

Afin d'adresser une facture unique eau et assainissement aux abonnés, en application de l'article R2224-19-7 du CGCT, l'autorité concédante a confié à l'exploitant eau potable les missions de facturation des consommations eau et assainissement.

L'article 47.1 du contrat de concession eau potable prévoit que les modalités de reversement de la rémunération de l'exploitant du service de l'assainissement soient définies par convention tripartite entre la Collectivité, le titulaire du contrat eau potable et l'exploitant assainissement.

L'article 47.1 fixe la rémunération du délégataire eau potable pour ses prestations de facturation, recouvrement et reversement de la part assainissement à 1,00€HT (valeur avril 2015) par facture émise.

La convention annexée au présent rapport, à conclure entre les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et de la Régie des Eaux du Pays d'Aix est conforme aux

attendus des exploitants, au contrat de concession eau potable et aux articles correspondants du CGCT.

Cette convention est sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 de création de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ayant pour compétence l'exploitation de l'assainissement collectif de la commune de Châteauneuf-le-Rouge ;
- Le contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Châteauneuf-le-Rouge du 19 avril 2015.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention tripartite, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays

d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-7000/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 19/6190 relative à la réalisation par la commune de Saint-Savournin d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"
MET 19/12476/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint-Savournin a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et d'amélioration du pluvial.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » qui inclut l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Savournin ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations, peut être réglée par une convention distincte, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° DEA 015-6190/19/BM du 20 juin 2019, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) avec la commune de Saint-Savournin.

L'avenant proposé a pour seul objet de modifier l'annexe financière de cette convention de TTMO 19/6190 avec la commune de Saint-Savournin afin d'inclure une opération pluviale supplémentaire chemin des Chaillans pour la réalisation de 92 mètres linéaires de canalisation, trois regards et 10 mètres de caniveau grille.

Ces dépenses sont inscrites au budget 2019 de l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et les modifications sont présentées dans l'annexe 1. Le montant prévisionnel de la convention est porté à 36 479 € TTC, pour un montant clecté de 10 152 € TTC, soit une augmentation de 20 500 € TTC par rapport à la convention initiale. La différence sera abondée par la section d'investissement de l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cet avenant a pour effet d'augmenter l'enveloppe de 20 500 € TTC soit 128.29 % par rapport à la convention initiale d'un montant de 15 979 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 015-6190/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune de Saint-Savournin ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Savournin du 20 septembre 2019 approuvant l'avenant 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n°19/6190 avec la commune de Saint-Savournin pour les opérations pluviales supplémentaires pour un montant de 36 479.00 euros TTC soit une augmentation de 20 500 euros TTC par rapport à la convention initiale.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n°19/6190 pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d'« Eau Pluviale » sur la commune de Saint-Savournin.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées ».

Le montant prévisionnel de la convention TTMO pour la commune de Saint Savournin s'élève à 36 479 euros TTC pour un montant clecté de 10 052 euros TTC. La différence sera abondée pour la section d'Investissement de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-7001/19/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n° 19/6185 relative à la réalisation par la commune de Roquevaire d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"
MET 19/12477/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Roquevaire a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics. Ces opérations nouvelles consistent en des travaux d'amélioration du réseau pluvial.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » qui inclut l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole-Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations, peut être réglée par une convention distincte, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° DEA 010-6185/19/BM du 20 juin 2019, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) avec la commune de Roquevaire.

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier le montant initial inscrit au sein de l'annexe financement (autofinancement) ainsi, l'avenant proposé modifie l'annexe financière de la convention TTMO 19/6185 avec la commune de Roquevaire.

Ces dépenses sont inscrites au budget 2019 de l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et les modifications sont présentées dans l'annexe 1.

Cet avenant a pour effet d'augmenter l'enveloppe de 27 529 € TTC soit 122.50 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui rend la Métropole compétente en matière d'eaux pluviales au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération n° DEA 010-6185/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec la commune ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Conseil Municipal de la commune de Roquevaire du 30 septembre 2019 approuvant l'avenant 1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n°19/6185 avec la commune de Roquevaire pour les opérations pluviales supplémentaires, suite à

une erreur matérielle, la modification porte uniquement sur le montant initial au sein de l'annexe financement (autofinancement).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) n°19/6185 pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d'« Eau Pluviale » sur la commune de Roquevaire pour un montant de 50 000.00 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant n°1 ainsi que tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées ».

Le montant prévisionnel de la convention TTMO pour la commune de Roquevaire s'élève à 50 000 euros TTC pour un montant clecté de 22 471 euros TTC. La différence sera abondée pour la section d'investissement de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-7002/19/BM

■ Approbation d'une convention d'autorisation de franchissement de la canalisation d'éthylène Trans Ethylene située sur la commune du Puy-Sainte-Réparate MET 19/11966/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités

Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Préalablement au transfert de ces compétences, la commune du Puy-Sainte-Réparate avait confié à l'Établissement Public Départemental Louis Philibert, par convention signée le 9 mai 2017, une mission de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la création d'un réseau collectif d'assainissement des eaux usées et le raccordement de cet établissement au réseau ainsi créé.

Du fait du transfert des compétences eau et assainissement à la Métropole, celle-ci s'est substituée à la Commune dans cette convention.

Dans le cadre de la réalisation des travaux, le tracé des canalisations à poser a croisé celui de canalisations d'éthylène appartenant à la société Trans Ethylene.

Afin d'établir les responsabilités respectives dans ce croisement d'ouvrages, il est proposé de mettre en place une convention d'autorisation de franchissement d'ouvrages.

Cette convention est sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention d'autorisation de franchissement de la canalisation d'éthylène, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Trans Ethylene, située sur la Commune du Puy-Sainte-Réparate.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, d'autorisation de franchissement de la canalisation d'éthylène Trans Ethylene située sur la commune du Puy-Sainte-Réparate.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-7003/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de réfection des réseaux humides du quartier HauteCloque situé sur la commune de Cabriès
MET 19/11974/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, sur le Territoire du Pays d'Aix, la Métropole est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement incluant l'assainissement pluvial. Toutefois, dès lors que la réalisation d'opération dans ces domaines implique la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence communale jusqu'au 1^{er} janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte tenu de cette situation le Bureau de la métropole du 26 septembre 2019 a approuvé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune de Cabriès, de la « réfection des réseaux humides du quartier HauteCloque ».

Aussi, la commune de Cabriès doit, dans le cadre de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, réaliser des travaux d'aménagement et restructuration d'ouvrages de collecte des eaux pluviales ainsi que la réfection des équipements associés au réseau public d'eau potable, dans le cadre d'aménagements de voirie programmés quartier HauteCloque.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le montant de ces aménagements a été estimé pour la compétence pluviale à 45.235 euros HT et 440 euros HT pour la compétence eau potable, soit 45.675 euros HT au total.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental 13 «Partenariat Métropolitain »	50%	22.837,50 euros HT
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50%	22.837,50euros HT
TOTAL HT	100%	45.675,00euros HT

Il est aujourd'hui nécessaire des soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la demande

de subvention d'investissement relative à l'opération de réfection des réseaux humides du quartier HauteCloque située sur la commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 009-6690/19/BM du Bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 relative à l'approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la commune de Cabriès de la réfection des réseaux humides du quartier HauteCloque.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention d'investissement relative à l'opération «Réfection des réseaux humides du quartier HauteCloque à Cabriès».

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- sur le budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'investissement opération 10, nature 21531;
- sur le Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Les recettes correspondantes seront constatées :

- sur le Budget Annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'investissement : opération 10, nature 1313 ;
- Sur l'Etat Spécial de Territoire pour la compétence Pluviale fonction 734 nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 011-7004/19/BM

■ Demande de subvention pour le financement de l'opération "Augmentation de la capacité de la station d'épuration" sur la commune d'Istres MET 19/12394/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La station d'épuration située quartier Rassuen sur la commune d'Istres a une capacité de 50 000 équivalent-habitant.

Suite à une étude de faisabilité rendue en 2009, à l'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées réalisée en janvier 2012 et à une mise à niveau de l'étude diagnostic en octobre 2012, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'augmenter la capacité de la station d'épuration existante à 75 000 équivalent-habitant.

Les travaux projetés consistent en :

- l'augmentation de la capacité de la filière eau,
 - la réalisation d'une nouvelle unité de traitement des boues pour la capacité nominale de la station.
- Il s'agit de l'opération n° 2017503000 « STEP de Rassuen » rattachée à l'autorisation de programme 175110AS.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 12 500 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	30 %	3 750 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	70 %	8 750 000 euros
TOTAL HT	100 %	12 500 000 euros

T

elles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 039-2697/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'assainissement rattachées au programme n° 175110 AS ;
- La délibération n° FAG 099-4915/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation des budgets annexes 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Augmentation de la

capacité de la station d'épuration de Rassuen » sur la commune d'Istres.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe assainissement 2019 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017503000, nature 238, code opération 2017503000.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget annexe assainissement 2020 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence, nature 1323, code opération 2017503000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-7005/19/BM

**■ Demande de subvention pour le financement de l'opération "Renouvellement du réseau des eaux usées rue de l'Hysope" sur la commune d'Istres
MET 19/12398/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Suite à la mise en place d'équipements de surveillance des réseaux d'assainissement sur l'ensemble du Territoire Istres-Ouest Provence, les données collectées ont été analysées et interprétées par l'exploitant.

Cette analyse a permis de mettre en évidence, les secteurs de collecte d'eaux usées les plus générateurs d'eaux claires parasites permanentes qui surchargent hydrauliquement les stations d'épuration.

Sur la base de ces conclusions, une campagne d'inspection télévisuelle a été menée sur les stations d'épuration concernées.

A la lecture de ces éléments, il est nécessaire de procéder à des travaux de « renouvellement du réseau des eaux usées rue de l'Hysope » Hameau d'Entressen sur la commune d'Istres située sur le Territoire Istres-Ouest Provence. Il s'agit de l'opération n° 2017503300 « extension, renouvellement, mise en conformité des réseaux et ouvrages » rattachée au programme n° 175110 AS.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 197 400 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse	50 %	98 700 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	98 700 euros
TOTAL HT	100 %	197 400 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 039-2697/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'assainissement rattachées au programme n° 175110AS ;
- La délibération n° FAG 099-4915/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation des budgets annexes 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « renouvellement du réseau des eaux usées rue de l'Hysope » Hameau d'Entressen sur la commune d'Istres.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter une aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget annexe assainissement 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017503300, nature 21532, code opération 2017503300.

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe assainissement 2020 du Territoire Istres-Ouest Provence, section d'investissement, nature 1321, code opération 2017503300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-7006/19/BM

■ Demande de subvention pour le financement de l'opération "Construction d'une station d'épuration" sur la commune de Fos-sur-Mer MET 19/12416/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Les effluents de la commune de Fos-sur-Mer sont actuellement traités par une station d'épuration située à Fos-sur-Mer, Allée des Joncs.

Un état des lieux de la station d'épuration a été réalisé lors de la réalisation d'un diagnostic par CEREG en 2010. Cette étude (Diagnostic de la station d'épuration de Fos-sur-Mer, rapport définitif, CEREG Territoires – ET-09-005, Janvier 2011) a permis de confirmer la nécessité de construire une nouvelle station d'épuration.

La future station devra répondre aux exigences réglementaires, notamment au niveau de la qualité de ses rejets.

Le projet concerne la construction d'une nouvelle station d'épuration à Fos-sur-Mer, comprenant le traitement des eaux, y compris l'augmentation des volumes par temps de pluie, le traitement des boues, et le traitement de l'air vicié. Le projet inclut également la démolition de l'intégralité de la station d'épuration existante et la construction d'un bâtiment d'exploitation.

Il s'agit de l'opération n° 2017502800 "STEP de Fos-sur-Mer" attachée à l'autorisation de programme n° 175110AS.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 13 895 105 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse	20 %	2 779 021 euros
Commune de Fos-sur-Mer (fonds de concours)	13,64 %	1 895 105 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	66,36 %	9 220 979 euros
TOTAL HT	100 %	13 895 105 euros

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 039-2697/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'assainissement rattachées au programme n° 175110AS ;
- La délibération n° FAG 099-4915/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation des budgets annexes 2019 du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Construction d'une station d'épuration » sur la commune de Fos-sur-Mer.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement. Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget annexe

assainissement 2019 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 2017502800, nature 21532, code opération 2017502800.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget annexe assainissement 2020 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence, natures 1321 et 1324, code opération 2017502800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-7007/19/BM

**■ Approbation d'une charte d'engagement entre la Métropole Aix-Marseille Provence et le WWF France
MET 19/12604/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La pollution plastique ravage la nature et les océans du monde entier au point que plus de 700 espèces marines se trouvent menacées. En Méditerranée, ce sont près de 600 000 tonnes de plastique qui sont déversées chaque année, dont 11 200 tonnes depuis la France, faisant de cette région au patrimoine naturel et culturel considérable l'une des zones les plus polluées au monde par le plastique.

Dans le détail, en France, les activités côtières contribuent pour 79% à cette pollution plastique en Méditerranée, loin devant les fleuves (12%) et les activités maritimes (9%).

Le WWF France mène, au sein du réseau mondial du WWF, une campagne internationale visant à engager toutes les parties prenantes pour un monde sans plastique dans la nature en 2030. Son action s'organise autour de trois piliers : le plaidoyer auprès des décideurs publics, la transformation des modèles d'entreprise et le travail avec les collectivités et les acteurs locaux des territoires.

Il mobilise également le grand public au travers d'actions de sensibilisation et des études qu'il publie.

Par leurs compétences et les leviers dont elles disposent pour engager les acteurs de leurs territoires, les collectivités du littoral ont un rôle majeur à jouer pour mettre un terme à cette pollution.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, comptant sur son territoire 1 million 900 000 habitants et 10 millions de touristes par an, a lancé l'Agenda environnemental, un plan à l'échelle du territoire, qui permet d'agir sur l'ensemble des sujets : la qualité de l'air, la mobilité, la biodiversité, ainsi que la protection de la mer et du littoral.

Concernant la lutte contre la pollution plastique plusieurs actions ont été engagées :

- ✓ Actions de prévention et valorisation des déchets telles que l'évolution des consignes de tri et la mise en œuvre de solutions de réduction des déchets, notamment plastique. Ces actions sont définies dans le schéma métropolitain de gestion des déchets et dans le plan de prévention des déchets en cours de finalisation.
- ✓ Opérations ponctuelles de diagnostic afin d'identifier la source de la pollution plastique, y compris sur les bassins versants et l'ensemble des fleuves côtiers en lien avec la Gestion des Milieux Aquatique et la prévention des Inondations (« GEMAPI »), compétence assurée par la Métropole depuis le 1er janvier 2018 ;
- ✓ Nettoyage quotidien des plages et du plan d'eau en période estivale ;
- ✓ Sensibilisation du grand public et des scolaires au travers de nombreuses campagnes annuelles menées par la Métropole ou ses partenaires grâce à un soutien technique et financier de la MAMP ;
- ✓ Pilotage de documents stratégiques et opérationnels comme le Contrat de Baie ou le Livre Bleu, dans lesquels la lutte contre les macro-déchets est une priorité, notamment dans la perspective des JO 2024 (épreuves de voiles olympiques en rade de Marseille) ;
- ✓ Participation active aux projets européens, mettant en exergue les enjeux transfrontaliers et méditerranéens de lutte contre les déchets plastiques (COASTING).

Dans un contexte de prise de conscience générale de l'ampleur de la pollution plastique et de l'urgence à agir, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre et amplifier son action, initiée dans « l'Agenda Environnemental » conjoint entre MAMP et le Département, en signant cette charte, et en s'engageant aux côtés du WWF France vers un objectif Zéro rejet plastique en Méditerranée en 2025 depuis le territoire Aix-Marseille-Provence.

Pour ce faire, la Métropole et le WWF France s'engagent à mobiliser les moyens humains et techniques nécessaires pour contribuer aux activités listées ci-après :

- La réalisation d'un diagnostic consolidé, mené par le WWF France, avec la participation de la Métropole et de ses parties prenantes, pour déterminer précisément les sources des rejets de plastiques sur le territoire de la Métropole et les leviers pour les combattre ;
- L'élaboration conjointe d'une stratégie et d'un plan d'actions pour atteindre l'objectif de "Zéro rejet plastique sur le territoire Aix-Marseille-Provence en 2025" ;

- La mise en œuvre de ce plan d'actions par la Métropole Aix-Marseille-Provence, suivie par une équipe dédiée au sein du WWF France.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est une collectivité pilote dans le cadre de ce travail conjoint. Aussi, le travail qui sera réalisé par la Métropole et le WWF France a vocation à être partagé et explicité, pour favoriser l'engagement d'autres collectivités vers cet objectif, en France comme à l'étranger, notamment à travers la coalition Plastic Smart Cities portée par le WWF au niveau international.

A cet effet, il convient de soumettre au Conseil de Métropole l'approbation de la charte d'engagement entre la Métropole et la WWF relative à l'engagement « Objectif zéro rejet plastique en Méditerranée en 2025 ».

Dans l'attente de la déclinaison des actions, cette charte n'engendre pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est une collectivité pilote dans la stratégie de lutte contre la pollution plastique ;
- Qu'il convient d'approuver la charte d'engagement entre la MAMP et le WWF France vers un objectif Zéro rejet plastique en Méditerranée en 2025.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la charte d'engagement, ci annexée, à conclure avec le WWF France.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette charte et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-7008/19/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Ville de Marseille pour le paiement des prestations relatives à la propreté des plages de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/12458/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par la convention n° 19/0609 (référéncée 2019 81056 pour la Ville de Marseille) actée par délibération n° FAG 046-5821/19/BM au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019, la Ville de Marseille a confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'entretien et le nettoyage des plages de Marseille pour un montant total annuel de 1 034 000 € TTC, faisant suite à la convention précédente, arrivée à échéance le 1er octobre 2018.

Afin d'assurer la continuité du nettoyage des plages de Marseille, les prestations ont continuée à être exécutées à compter du 2 octobre 2018 alors que ladite convention a été notifiée le 31 aout 2019.

Il y a donc lieu d'assurer le règlement des prestations exécutées par la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 2 octobre 2018 jusqu'au 31 aout 2019 par la voie transactionnelle.

Les parties sont parvenues à un accord au terme duquel la Ville de Marseille reconnaît que les prestations de nettoyage des plages de Marseille ont été effectuées entre le 2 octobre 2018 et le 31 aout 2019, date à laquelle la convention est devenue exécutoire et ce pour un montant de 1 034 638, 38 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 046-5821/19/BM du 16 mai 2019 relative à l'approbation de la convention avec la Ville de Marseille pour la gestion des plages de Marseille par la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les prestations de nettoyage des plages réalisées du 2 octobre 2018 au 31 août 2019.
- Qu'il convient d'autoriser la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à signer le protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de nettoyages des plages réalisées du 2 octobre 2018 au 31 août 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à une procédure transactionnelle avec la Ville de Marseille afin de procéder au paiement des prestations de nettoyages des plages réalisées du 2 octobre 2018 au 31 août 2019.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec la Ville de Marseille.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixée pour solde de tout compte à 1 034 638, 38 euros TTC.

Article 5 :

Les recettes issues de cette convention sont constatées au budget EST CT1 – Chap. 70 - sous politique G 120 - Nature 70875 – fonction 7222.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-7009/19/BM

■ Vente aux enchères de véhicules d'exploitation et de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme MET 19/11963/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences notamment dans le domaine de la collecte des déchets.

Compte-tenu de l'ancienneté et du kilométrage de certains de ces véhicules, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par décision, procédé à la mise à la réforme de ces véhicules dont la valeur nette comptable était inférieure au seuil de 4 600 euros.

Les engins, véhicules et équipements concernés par cette mise à la réforme, et dont la liste figure en annexe, sont issus du parc de véhicules affectés à la collecte des déchets sur le Territoire du Pays d'Aix.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Les véhicules réformés seront proposés à la vente par le Commissariat aux Ventes des Domaines de Marseille. Un expert mandaté par les Domaines fixera le prix de vente et répartira les véhicules en trois catégories :

- Véhicules pouvant rester en circulation

- Véhicules non ré-immatriculables vendus pour pièces détachées (vente aux récupérateurs de pièces détachées)
- Véhicules à faire détruire par un ferrailleur agréé (non vendus par les Domaines)

La Direction Nationale d'Interventions Domaniales sera rémunérée par la perception d'une taxe forfaitaire de 11 % payée par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

À l'issue de la vente aux enchères, les véhicules invendus ainsi que les véhicules classés à détruire seront confiés à un ferrailleur agréé pour dépollution et destruction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant réforme de véhicules d'exploitation et de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important, des engins, véhicules et équipements, issus du parc de véhicules affectés à la collecte des déchets sur le Territoire du Pays d'Aix, ont été mis à la réforme ;
- Qu'il convient de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente

de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Délibère

Article 1 :

Est autorisée la vente aux enchères des engins, véhicules et équipements de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au commissariat aux Ventes des Domaines.

Article 3 :

La recette sera constatée sur le budget annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, nature 775 et fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-7010/19/BM

■ Cession d'un véhicule de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Désignation véhicule	Référence	Année d'acquisition	Compteur heures	Mise à prix	Vente fin d'enchères
Chariot élévateur tous terrains Manitou	246490	29/10/2007	582 587	1 000,00 euros TTC	14 000,00 euros TTC

Il est donc aujourd'hui proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la cession de ce charriot élévateur tout terrain (Manitou) au profit de la Société GJV MATERIELS, au prix de 14 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019

MET 19/12536/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans des domaines variés tels que la propreté urbaine, la collecte des déchets, la voirie et la circulation.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important d'un charriot élévateur tout terrain (Manitou) affecté à la déchetterie du Territoire du Pays de Martigues, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité vendre aux enchères ce véhicule, devenu obsolète.

Ainsi, ce véhicule a été mis en vente sur le site internet www.paysdemartigues.fr, via une plateforme de vente aux enchères en ligne mise en place par la Société « AGORA Store ».

A l'issue de cette procédure, le prix de vente de ce véhicule a été fixé à 14 000,00 euros TTC (11 666.67 euros HT) sur proposition de la Société Gvj Materiels (60112 Bonnières).

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important d'un charriot élévateur tout terrain (Manitou) affecté à la déchetterie du Territoire du Pays de Martigues, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité vendre aux enchères ce véhicule, devenu obsolète ;
- Qu'à l'issue de cette procédure de vente aux enchères, le prix de vente de ce véhicule a été fixé à 14 000,00 euros TTC (11 666.67 euros HT) sur proposition de la Société Gvj Materiels ;

- Qu'il convient d'approuver la cession de ce véhicule au profit de la Société Gvj Materiels.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente du Chariot élévateur tous terrains Manitou portant le numéro de série 246490 pour un montant de 14 000,00 euros TTC (11 666.67 euros HT) à la Société Gvj Materiels (60112 Bonnières).

Article 2 :

La recette sera constatée au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 775 – Fonction : 7212 – Sous politique : G130.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Mer, Littoral et
 Ports, protection et mise en
 valeur des espaces maritimes et
 naturels"**

MER 001-7011/19/BM

■ Demande de subvention de fonctionnement dans le cadre de l'appel à projets "dragage et gestion terrestre des sédiments de dragage : mutualisation et valorisation"
 MET 19/12594/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'élaboration d'un document de planification concerté des activités de dragage pour les ports de plaisance fait partie des mesures encouragées par le Ministère de la transition écologique et solidaire et sa Direction Interrégionale de la Mer Méditerranée (DIRM). Au sein du Plan d'Actions pour le Milieu Marin (PAMM) « Méditerranée occidentale » dont l'objectif est l'atteinte du bon état écologique des eaux marines en 2020, sont recensées les différentes mesures. Parmi elles, on trouve la mesure « M024-NAT1b : favoriser la mise en œuvre de schémas d'orientation territorialisés des opérations de dragage et des filières de gestion des sédiments, évolutifs et adaptés aux besoins locaux ».

Cette démarche de mutualisation est aussi un objectif affiché du programme opérationnel du Livre Bleu porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence (fiche 7_5 - Mutualiser les procédures de dragage des ports de plaisance).

Dans ce contexte, la DIRM a lancé un appel à projet intitulé « dragage et gestion des sédiments de dragage : mutualisation et valorisation ». De son côté, la Métropole Aix-Marseille-Provence entreprend une étude globale de schéma territorialisé de dragage qui rentre dans les critères du lot 3 de cet appel à projet : « Schémas d'orientation territorialisés des opérations de dragages, modèles économiques et outils de gestion ». L'étude en question est intitulée : Réalisation d'un schéma territorial de dragage et d'une demande d'autorisation commune pour les travaux de dragage des ports de plaisance de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du Département des Bouches-du-Rhône et des bases nautiques des Villes de Carry-Le-Rouet, Marseille et Saint-Chamas.

A ce titre, une demande de subvention est envisagée auprès de la DIRM et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), partenaires financeurs de cet appel à projet.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 230 000 € HT, est le suivant :

Agence de l'Eau RMC	38,81 %	89 271,00 euros
DIRM	23,29 %	53 562,60 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	37,90 %	87 166,40 euros
TOTAL	100 %	230 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance.
- Que dans le cadre d'une participation à l'appel à Projet intitulé « dragage et gestion des sédiments de dragage : mutualisation et valorisation », la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une aide financière à la Direction Inter Régionale de la Mer (DIRM) et à l'Agence de L'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC).

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et de la Direction Inter Régionale de la Mer, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants - section fonctionnement 617 - Sous politique B220 - Code Gestionnaire : 5DIPOR

Les recettes sont inscrites au Budget Annexe Ports de Plaisance 2019 et suivants - section fonctionnement

7478 - Sous politique B220 - Code Gestionnaire : 5DIPOR

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
 Publics et Grands équipements
 métropolitains"**

VOI 001-7012/19/BM

■ **Approbation d'une convention pour
 l'exploitation du Boulevard Urbain Sud entre le
 carrefour de Florian et la rue Verdillon à Marseille
 MET 19/12413/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence réalise une nouvelle infrastructure routière dénommée Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) située entre le Rond-Point Florian et la Pointe rouge à Marseille (13010).

Pour cet ouvrage :

- L'accès à la tête Nord de la tranchée couverte Nord s'effectue depuis l'échangeur Florian et raccorde l'autoroute A50 et la liaison L2 au secteur Nord du BUS.
- L'accès depuis le Sud vers la tranchée couverte Sud s'effectue directement depuis le BUS, en provenance du Boulevard Paul Claudel.

La gestion de ce réseau est étroitement liée à celle du réseau autoroutier A50 et A507 et nécessite des interventions avec un niveau de service comparable. La DIRMed, qui intervient déjà sur ce réseau autoroutier, est expérimentée pour prendre en charge ce nouveau périmètre d'exploitation issu de la réalisation du BUS.

Le périmètre d'intervention dans cette zone, comprendra trois tronçons en tranchée couverte séparées par 2 paralumes. Ce périmètre, d'un linéaire inférieur à 900 mètres (précisément 866 mètres) est détaillé ci-dessous :

- une première tranchée couverte de 289 m de long
- une portion ouverte de 110 m avec mise en place de paralumes
- une tranchée couverte de 147 m de long
- une nouvelle portion ouverte de 100 m
- une tranchée couverte de 220 m de long

Les tranchées couvertes du Boulevard Urbain Sud sont des bitubes unidirectionnels à deux voies de circulation de 3,50 mètres chacune sans bande d'arrêt d'urgence.

Afin de répondre aux exigences de rapidité, de sécurité et d'efficacité des interventions, la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Etat envisagent de contractualiser les modalités d'intervention de chacune des parties sur le périmètre compris entre la partie des tranchées couvertes situées entre le Rond-Point Florian et la Rue Verdillon ;

Ainsi le projet de convention présentée au Bureau de Métropole, est établi afin de confier à la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMed) la primo-intervention en cas d'incident sur le périmètre d'intervention précisé ci-dessus.

Les interventions ainsi réalisées par la DIRMed feront l'objet d'un décompte établi annuellement qui donnera lieu à un titre de perception auprès de la Métropole.

L'estimation annuelle du montant des interventions qui sera dû par la Métropole a été évaluée à 12 312 € (valeur de décembre 2018).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La mise en exploitation prochaine du Boulevard Urbain Sud ;
- La nécessité d'intervenir rapidement et de manière efficace en cas d'incident sur la zone du BUS située à proximité de l'autoroute A50.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention relative à l'exploitation du Boulevard Urbain Sud entre le carrefour de Florian et la rue Verdillon ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour l'exercice 2020 et suivant seront inscrits en Fonctionnement, Sous Politique C310, fonction 844, Nature 6228.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-7013/19/BM

**■ Approbation d'une convention relative à des travaux de déviation du réseau d'eau potable dans le cadre de l'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou à Marseille
MET 19/12423/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence réalise actuellement l'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou à Marseille (13009).

Dans le cadre de cette opération, il est apparu que le réseau d'eau potable existant devra faire l'objet d'une déviation.

Cette déviation rendue nécessaire par le type d'aménagement viaire projeté, doit faire l'objet d'une convention entre le Déléataire, la société des Eaux de Marseille Métropole, et la Métropole Aix-Marseille Provence.

Le projet de convention présenté au Bureau de Métropole, fixe les modalités techniques et financières de réalisation du contrôle exercé par le Déléataire, sur les études et travaux d'extension ou de renforcement réalisés par des Tiers sur des ouvrages d'eau potable destinés à être incorporés au service délégué.

Le montant estimés des travaux à la charge de la Métropole est établi à 17 095,48 euros TTC (valeur janvier 2014) et sera actualisé à la date effective de réalisation des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou à Marseille (13009) ;
- La nécessité de procéder à une déviation du réseau d'eau potable sur le tracé de cet aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention relative à des travaux de déviation du réseau d'eau potable dans le cadre de l'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou à Marseille (13009).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour l'exercice 2019 sont inscrits dans le cadre de l'opération 2015118100, programme 24, ANRU, Sous Politique C310, fonction 844 et nature 23152.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-7014/19/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Archipole - Sp2i - Richier - Delernias concernant la réalisation du cimetière intercommunal de Ceyreste
MET 19/12546/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En date du 31 mai 2006, le marché de maîtrise d'œuvre n°06/073 concernant la construction du cimetière intercommunal sur la commune de Ceyreste à été notifié au groupement ARCHIPOLE/ SP2I / MARC RICHIER / ALEXANDROS DELERNIAS pour un montant de 164 004.43 euros HT.

Sa mission était constituée d'une tranche ferme comprenant l'aménagement du site, la construction du bâtiment d'accueil et annexe, ainsi que la livraison de 120 caveaux et d'une tranche conditionnelle concernant la réalisation de 150 caveaux.

Lors du lancement des travaux, aucun réseau pluvial n'était existant sur le secteur du cimetière et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compétente à l'époque, avait décidé d'intégrer dans le cadre de cette opération la problématique du ruissellement des eaux pluviales provenant de ce nouvel équipement.

Aussi, il a été jugé opportun d'inclure par avenant dans le marché de travaux du lot 1 (VRD) les prestations supplémentaires permettant de réaliser l'évacuation des eaux de ruissellement du cimetière pour un montant de 72 634.70 euros HT portant ce marché à 793 615.40 euros HT.

La Communauté Urbaine a fait le choix, de confier le suivi des travaux supplémentaires à la Direction de la Voirie et le groupement de maîtrise d'œuvre n'a donc, à aucun moment, été impliqué dans cette mission. Dans ce cadre, en 2011, la maîtrise d'œuvre a adressé un courrier à la Communauté Urbaine indiquant qu'elle se désengageait de toute responsabilité concernant ces travaux supplémentaires.

Aucun avenant au contrat du marché de maîtrise d'œuvre n'a été passé pour mentionner les nouveaux

travaux et son forfait de rémunération n'a par conséquent pas évolué.

Une application stricte du CCAP définissant le seuil de tolérance et les pénalités encourues en cas de dépassement impliquerait le versement par le maître d'œuvre de pénalités à hauteur de 1 829,26 euros HT.

Le groupement Archipole / Richier / Delernias / Sp2i en a été informé et a fait savoir qu'il allait lancer une procédure en contentieux afin de prouver sa bonne foi.

Les parties se sont rapprochées afin de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole. Considérant que le groupement n'avait pas été mandaté par la Communauté Urbaine pour suivre ces travaux supplémentaires, il est proposé de l'exonérer des pénalités via le présent protocole.

Par ailleurs, le protocole vise également à procéder au paiement du solde du marché et des révisions de prix s'y afférant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° PEC 1/1326/CC du 14 Mai 2004 approuvant le programme et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- La délibération n° PEC 1/143/BC du 30 Mars 2006 approuvant le choix de l'équipe de concepteurs et le marché de maîtrise d'œuvre ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à l'approbation de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'exonérer le groupement de Maîtrise d'œuvre ARCHIPOLE/ SP2I / RICHIER / DELERNIAS des pénalités prévues à l'article 15 du CCAP « pénalités pour dépassement du seuil de tolérance » correspondant à 1 829,26 euros HT.
- Qu'il convient de payer au groupement de Maîtrise d'œuvre ARCHIPOLE/ SP2I / RICHIER / DELERNIAS les sommes dues au titre du reliquat du marché 06/073 incluant le montant des révisions de prix à hauteur de 7 759,66 euros HT (soit 9 311,58 euros HT)

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement de maîtrise d'œuvre Archipole/Sp2i/Richier/Delernias afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n° 06/073.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé fixant le montant à payer au groupement Archipole/Sp2i/Richier/Delernias à 1 290,87 euros HT au titre du solde du marché et à 6 468,79 euros HT au titre des révisions de prix, soit un total de 7 759,66 euros HT (9 311,58 euros TTC).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget : Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Opération : 2002167700 - Sous-politique : F210 - Nature budgétaire : 4581191004

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-7015/19/BM

■ **Approbation de la modification de programme de la section entre la RD65 et la RD9 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre du contournement Sud d'Aix-en-Provence**
MET 19/12215/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 2014_A045 15 janvier 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a déclaré d'intérêt communautaire le projet de liaison routière entre la route départementale n°65 (RD65) et la route départementale n°9 (RD9), située au sud de la commune d'Aix-en-Provence.

Par convention du 13 mars 2015, le Pays d'Aix a confié à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires (SPLA) la maîtrise d'ouvrage du projet.

Par délibération n° 2015_A323 du 17 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général des travaux ainsi que l'enveloppe prévisionnelle de l'opération qui s'élève à 12 414 720€TTC. Cette même délibération a validé l'avenant n°1 à la convention afin de notifier le programme et porter le délai d'exécution à 48 mois. Cet avenant a été notifié le 23 décembre 2015.

La réalisation de cette liaison nécessitait la modification des documents d'urbanisme afin notamment de modifier les zones Espaces Boisés Classés (EBC) et de modifier l'emplacement réservé (ER). Les procédures ayant pris du retard, il est devenu nécessaire de prolonger le délai de la convention de 21 mois. Ainsi le 14 septembre 2018, la Métropole notifiait un avenant n°2 à la SPLA pour acter cette prolongation de délai.

Il s'avère que cet ouvrage de franchissement de l'Arc est une opportunité pour mettre en place un réseau d'adduction d'eau potable majeur qui assurera la sécurisation de l'alimentation et de la distribution d'eau sur les secteurs Ouest de la commune.

A cette fin, Il est proposé de confier à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires la mise en œuvre du réseau d'adduction d'eau potable, relevant de la compétence « eau potable » métropolitaine depuis le 1^{er} janvier 2018, et porté par la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) depuis le 1^{er} janvier 2019.

Le programme complémentaire lié à ces travaux d'eaux potable est le suivant :

Les travaux de pose du réseau d'eau potable consistent à mailler la conduite en attente Rue de l'Hippodrome côté RD9 avec celle située Avenue du Club Hippique (RD65) dans le but de sécuriser l'alimentation en eau potable du secteur ouest de la commune d'Aix-en-Provence.

Pour ce faire une conduite de diamètre de 400 mm sera posée dans le cadre de la création de la liaison routière entre ces deux voies.

La traversée du réseau d'eau potable sur le pont nécessite des conditions de pose spécifiques et une isolation thermique adaptée au passage aérien sur

ouvrage d'art exposé aux intempéries. Il a donc été choisi la pose d'une conduite calorifugée de DN 400 mm sur environ 180 ml. Leurs supports seront composés de rails fixés sur les poutres préfabriquées de l'ouvrage d'art via des plaques de fixation.

L'estimation des ces travaux s'élève à 250 000€HT soit 300 000 €TTC.

Il est donc proposé de passer un avenant n°3 à la convention avec la SPLA afin de modifier le programme des travaux de l'opération pour intégrer la réalisation de cette conduite d'eau et d'ajouter 300 000 €TTC à l'enveloppe prévisionnelle qui passera de 12 414 720 €TTC à 12 714 720 €TTC.

Le coût des travaux liés à ces travaux d'eaux potable seront directement financés par la REPA par l'intermédiaire d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la REPA. Ainsi, cette modification de programme est sans surcoût pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014_A045 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le contournement sud d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n° 2015_B022 du Conseil communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 approuvant la convention fixant les conditions particulières d'intervention de l'opérateur pour les études et la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- La délibération n° 2015_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme général des travaux et l'enveloppe prévisionnelle de l'opérateur ;
- La délibération n° 2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 validant l'autorisation de programme « contournement Sud d'Aix » pour un montant de 21 millions d'euros.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du

- Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de programme de l'opération portant le coût global des travaux à 10 105 600 euros HT (études et travaux).

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°3, ci-annexé, à la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires portant l'enveloppe de l'opération à 12 714 720 euros TTC y compris honoraires de la SPLA.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-7016/19/BM

■ Approbation d'une convention de financement avec l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Salon-de-Provence relative à la création d'un demi-diffuseur complémentaire sur l'autoroute A7 au niveau de Salon Nord MET 19/12357/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération consiste en la création du complément du demi-diffuseur de Salon Nord (n°27) se situant aux PR 229 / PR 231 de l'autoroute A7, sur la commune de Salon-de-Provence.

L'aménagement, visant à compléter le demi-diffuseur existant par les mouvements d'entrée et de sortie en direction du Sud, permettra de créer au nord de Salon-de-Provence un accès direct à l'autoroute A7 en direction de Marseille et une sortie directe de l'autoroute A7 en provenance de Marseille.

Ainsi, il contribuera à :

- améliorer la desserte du territoire de Salon de Provence ;
- délester le centre de la commune du trafic de transit ;
- faciliter les trajets quotidiens entre le bassin de vie de Salon et Aix/Marseille.

Le coût de construction du demi-diffuseur complémentaire de Salon Nord est estimé forfaitairement à 20,0 M € HT valeur 2016. Le financement de l'opération est assuré, d'une part, par les compensations tarifaires prévues dans le dix-septième avenant au contrat de concession d'ASF et à son cahier des charges annexé et dans le contrat de plan Etat-ASF 2017-2021 et, d'autre part, par le versement par le Département, la Métropole et la Ville de Salon-de-Provence d'une participation financière globale et forfaitaire, non soumise à TVA, d'un montant de 9,79 M € HT, valeur 2016.

Cette participation se répartit entre le Département, la Métropole et la Ville, comme suit (en valeur 2016) :

• Département HT	4,850 M €
• Métropole HT	4,095 M €
• Ville HT	0,845 M €

Les collectivités ont été sollicitées pour formaliser leurs engagements financiers sur cette opération. La contribution attendue de la Métropole est d'un montant de 4,095 M € HT sous la forme d'une subvention d'investissement non soumise à la TVA. Cette contribution attendue a déjà fait l'objet d'un engagement métropolitain par la délibération TRA 014-2070/17/CM « Plan de relance autoroutier - échangeur de Salon nord - approbation d'un protocole d'accord » en date du 18 mai 2017.

La parution du Décret du Plan d'Investissement Autoroutier du 8 novembre 2018, entérinait le lancement de cette opération.

Il est donc aujourd'hui proposé de valider la convention de financement jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 014-2070/17/CM intitulée « Plan de relance autoroutier - échangeur de Salon nord - approbation d'un protocole d'accord » du 18 mai 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement pour la réalisation du projet « Création d'un demi-diffuseur complémentaire sur l'autoroute A7 au niveau de Salon Nord » ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays Salonais, en section d'Investissement : opération d'investissement 2019302700 « Création d'un demi-diffuseur complémentaire sur l'autoroute A7 au niveau de Salon Nord ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-7017/19/BM

■ Approbation d'une convention de financement avec la Ville de Martigues et le Grand Port Maritime de Marseille relative à la réalisation de travaux de mise en sécurité-phase1 du pont levant de Jonquières situé sur la commune de Martigues MET 19/12992/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le pont basculant de Martigues mis en service en 1962 qui est un ouvrage essentiel, avec le viaduc autoroutier de Martigues, pour franchir le canal de Caronte et ainsi relier l'est et l'ouest de la métropole

par voie routière. Il permet les dessertes locales ainsi que les activités industrielles et de plaisance.

L'ouvrage présente des désordres importants et des signes de vieillissement sur les parties de génie civil, sur les équipements et sur les parties mécaniques. Des travaux de mise en sécurité, sous maîtrise d'ouvrage du GPMM, constituent une première phase de travaux, à réaliser en priorité. Ces travaux permettront le maintien du fonctionnement de l'ouvrage en sécurité. Ce sont essentiellement des travaux de mécanique qui porteront sur la réfection de la chaîne cinématique, le remplacement du trottoir (partie mobile) côté OUEST et la réparation du trottoir (partie mobile) côté EST.

Le montant total de l'opération est de 1 810 879 € HT financé par le GPMM (gestionnaire de l'ouvrage), la Ville de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette participation se répartit entre le GPMM, la Métropole et la Ville, comme suit :

• GPMM :	960 879 € HT
• Métropole HT	470 000 €
• Ville HT	380 000 €

Cette opération d'investissement n°2019610300 a été affectée sur l'EST du Territoire du Pays de Martigues - code AP 196020BP et programme 02 « Activité portuaire et de plaisance » (MER 001-5453/19/BM).

Il est donc aujourd'hui proposé de valider la convention de financement jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée la convention de cofinancement pour la réalisation du projet travaux de mise en sécurité-phase1 du pont levant de Jonquières situé sur la commune de Martigues telle que présentée en annexe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État spécial du Territoire de Martigues, en section d'Investissement : opération d'investissement 2019610300 - code AP 196020BP et programme 02 « Activité portuaire et de plaisance » (MER 001-5453/19/BM).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-7018/19/BM

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée pour le réaménagement du carrefour entre la RD5 "Chemin du Littoral" et la bretelle d'accès "Cap Janet" à l'autoroute A55 à Marseille (2ème et 15ème arrondissements).
MET 19/12373/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 002-1997/17/BM du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration des accès à la Porte 4 du Port de Marseille.

Cette convention, notifiée le 30 novembre 2017, a entériné la décision du Comité de Pilotage de la Charte Ville-Port du 10 juin 2016 de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération, dénommée dorénavant opération d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime de Cap Janet, à la Métropole.

Cette opération se situe en bordure de l'autoroute A55, axe du réseau national géré par la Direction

Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) de l'Etat. La nouvelle porte d'accès à la nouvelle gare maritime va être positionnée à proximité immédiate d'une bretelle d'accès à l'A55 en direction du centre-ville. La création du carrefour sur la RD5 « Chemin du Littoral » au droit de la nouvelle porte entraîne une modification de la configuration de la bretelle, avec notamment un dédoublement des flux arrivant sur la bretelle, donc un élargissement de la plateforme de la bretelle.

Le projet comprend donc le réaménagement de la bretelle (structures de chaussée, signalisation) ainsi que des interventions sur des équipements de gestion appartenant à la DIRMED (déplacement d'un portique-gabarit, remplacement d'un portail de fermeture de la bretelle, déplacement et doublement d'un panneau à message variable).

Les dossiers d'études de niveau AVP et PRO ont été transmis à la DIRMED qui a donné des avis favorables accompagnés d'observations, et notamment de la nécessité de conclure une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat, représenté par la DIRMED et la Métropole afin que la Métropole puisse faire exécuter sous sa maîtrise d'ouvrage les travaux prévus dans le cadre du projet qui se situent sur le domaine public routier national.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération VOI 002-1997/17/BM du 18 mai 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention de cofinancement et de partenariat de l'opération d'amélioration des accès routiers à la Porte 4 du GPMM ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime de Cap Janet à Marseille (2ème et 15ème arrondissements) implique nécessairement la réalisation de travaux sur les emprises autoroutières relevant du domaine public routier national ;
- Qu'il convient que l'Etat autorise la réalisation de ces travaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'Etat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des travaux de réaménagement du carrefour entre la RD5 "Chemin du Littoral" et la bretelle d'accès "Cap Janet" à l'autoroute A55, à Marseille (2ème et 15ème arrondissements).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2017103900 - Nature : 4581191002 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-7019/19/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de financement et d'autorisations d'occupation d'ouvrages relative à la création d'une liaison fibre optique entre l'échangeur Florian et le PC Arthur Scott à Marseille

MET 19/12403/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS) à Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à l'A507 (L2) au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire existante en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage de l'opération à compter du 1^{er} janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements), et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016.

La première phase de cette opération a débuté au niveau de l'échangeur Florian où le Boulevard Urbain Sud se connecte à l'A507 (L2). Entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon, le BUS se partage entre le réseau viaire de surface et une section enterrée constituée de trois tranchées couvertes. Les travaux de cette phase se poursuivent actuellement au-delà de la rue Verdillon jusqu'au boulevard de Sainte Marguerite. La mise en service de la première phase du BUS est prévue pour le 1^{er} trimestre 2020.

Cette mise en service nécessite la création d'une liaison par fibre optique le long de la section autoroutière A50 comprise entre l'échangeur Florian et l'échangeur Scott pour connecter les équipements des tranchées couvertes au PC tunnel Saint Laurent de la Métropole via le PC Scott de gestion du trafic.

Par ailleurs, dans le cadre de la fiabilisation de son réseau de supervision du trafic, l'Etat (Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée) souhaite remédier à l'obsolescence de la liaison fibre optique comprise entre l'arrivée de l'A507 (L2) sur l'échangeur de Florian et l'extrémité de l'A50 (échangeur Scott). Elle a en particulier sollicité la Métropole pour créer une liaison fibre optique entre son local technique situé au droit de l'avenue Benjamin Delessert et le PC Scott, afin d'achever le bouclage réseau entre ses équipements actifs et ses PC d'exploitation.

Ainsi, la présente convention a pour objet d'instituer un partenariat entre l'Etat (DIRMED) et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour réaliser une liaison par fibre optique entre l'échangeur de Florian et le PC Scott à Marseille (10^{ème} arrondissement).

La réalisation de cette liaison nécessite :

- des travaux de génie-civil et de câblage,
- des autorisations d'occupation réciproques d'ouvrages

En raison du transfert temporaire de la qualité de maître d'ouvrage au profit de la Métropole, celle-ci sera seule compétente pour mener les études et exécuter les travaux.

Par ailleurs, pendant la durée des travaux, la DIRMED prendra à sa charge les fermetures d'autoroutes (A50 et A507) nécessaires à la réalisation des travaux définis au programme annexé à la présente convention. Elle assurera l'information des usagers relative aux fermetures des tronçons autoroutiers nécessités par ces travaux.

S'agissant d'une convention d'autorisation d'occupation réciproque, la présente convention ne prévoit aucune redevance ou compensation financière pour les autorisations d'occupation des fourreaux qui sont consenties à titre gratuit.

Afin d'acter ces dispositions, il a été établie la convention ci-annexée, qui précise les modalités techniques, financières et de contrôle de réalisation des travaux ainsi que les modalités d'occupation des ouvrages consenties par la Métropole et par l'Etat (DIRMED).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral n° 2016-41 du 8 septembre 2016 déclarant l'Utilité Publique de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole

approuvant la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux du Boulevard Urbain Sud entre l'échangeur Florian et le boulevard de Sainte Marguerite nécessitent la création d'une liaison fibre optique sur l'autoroute A50 ;
- Que la maîtrise d'ouvrage de ces travaux est portée par la Métropole ;
- Que les autorisations d'occupation des fourreaux et chemins de câbles sont établies à titre gracieux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec l'Etat (Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée) relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, de financement et d'autorisations d'occupation d'ouvrages concernant la création d'une liaison fibre optique entre l'Echangeur Florian et le PC Scott en lien avec les travaux du Boulevard Urbain Sud à Marseille.

La participation financière de l'Etat, sous la forme d'un fonds de concours au titre des études et travaux financés et réalisés par la Métropole est de 55 000 euros H.T.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Numéro d'opération : 2015108400 - Nature : 458115184 - Fonction : 851 - Sous politique : C311 - Budget Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-7020/19/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour la réalisation de la liaison entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence

MET 19/12216/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article L 5217-2, la Métropole est depuis le 1^{er} janvier 2016, compétente sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, en matière de voirie déclarée d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix à laquelle elle s'est substituée. C'est à ce titre qu'elle porte la création de voirie nouvelle de contournement Sud de la commune d'Aix-en-Provence et particulièrement la liaison entre la RD9 et la RD65. Le programme de cette opération a été voté par délibération n°2015_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole est compétent en matière d'eau potable et d'assainissement, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Toutefois, la Métropole a créé par extension du périmètre de la Régie des Eaux de Venelles, par délibération du 28 juin 2018, la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA). Celle-ci exerce depuis le 1^{er} Janvier 2019, les compétences dévolues à la Métropole en matière notamment d'eau potable sur le territoire de la Commune d'Aix-en-Provence.

La REPA, régie dotée de la personnalité juridique, dispose donc seule depuis cette date de la qualité de maître d'ouvrage des travaux concourant à la réalisation de la canalisation d'eau potable supportée par le pont et plus largement des travaux connexes à réaliser sur le réseau d'eau potable à l'occasion de cette opération.

Aussi, compte tenu de la situation de la cession de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la REPA sur l'opération en cause à raison, laquelle forme un ensemble dont certaines parties sont difficilement dissociables du point de vue technique et opérationnel, les deux parties se sont rapprochées pour convenir de la désignation d'un maître d'ouvrage unique à savoir le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Métropole assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci.

La Métropole assure toutes les prérogatives du maître d'ouvrage à l'exception du paiement des factures des travaux liés au réseau d'adduction d'eau. La Métropole transmettra à la REPA les factures pour paiement.

Cette convention est donc sans incidence financière pour la Métropole.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de cette convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage entre la REPA et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme pour l'opération « Aix contournement Sud » (DI5521AP) pour un montant de 21 M€ ;
- La délibération n°2015_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 validant le programme de l'opération pour la liaison RD9/RD65 dans le cadre du contournement Sud ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de la liaison entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation, par la Métropole, de la pose d'une conduite d'eau potable pour le compte de la REPA.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-7021/19/BM

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'opération de l'échangeur des Bellons à proximité de l'entrée Nord d'Istres.**

MET 19/12047/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'accès à la commune d'Istres s'effectue de manière privilégiée à partir de la RN 569 axe Nord-Sud, sur laquelle se concentre l'essentiel des flux de circulation. Cela génère une situation d'encombrement au niveau du giratoire de la Transhumance, situé au Nord-Ouest de la Ville, qui permet notamment l'accès à la base aérienne par le chemin des Bellons, à la ZAC du Tubé et de manière plus générale au Sud de la commune. Aux heures de pointe, des remontées de file importantes sont observées au Nord et au Sud de la RN 569 et sur le Chemin des Bellons.

Cette situation pénalise fortement les possibilités de développement économique de la commune. La réalisation de la liaison autoroutière Fos-Salon en remplacement de la RN 569 avec un échangeur dénivelé complet au niveau du chemin des Bellons résoudrait ce problème, mais le calendrier affiché par l'Etat pour sa mise en service (début des travaux prévu pour 2027) est incompatible avec les besoins de développement du territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé une réflexion visant à améliorer les conditions de circulation sur ce nœud routier. Des études de faisabilité ont été conduites sur plusieurs solutions techniques, à partir desquelles une solution avec un échangeur dénivelé en configuration de type « losange », avec un passage supérieur à 2X2 voies dans la continuité du Chemin des Bellons, a été privilégiée. Le dossier d'opportunité transmis à la DREAL PACA a fait l'objet d'un avis favorable par l'Etat en date du 13 février 2019.

La réalisation de l'aménagement de l'accès Nord d'Istres sur RN 569, relève simultanément de la maîtrise d'ouvrage de l'Etat et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il convient par conséquent de conclure une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat et la Métropole, qui détermine notamment les conditions de suivi de l'opération.

La maîtrise d'ouvrage globale de l'aménagement de l'échangeur d'accès Nord d'Istres sera approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'aménagement de l'entrée Nord d'Istres affecte le réseau routier National, un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage s'avère nécessaire ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec l'Etat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de maîtrise d'ouvrage unique avec l'Etat pour l'aménagement de l'entrée Nord d'Istres.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 et suivants chapitre 4581195001 Nature 4581195001 code opération 2019500100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-7022/19/BM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion désaffectée de la rue de la Busserine. Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille

MET 19/12643/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine fait l'objet d'un vaste programme de travaux pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics. Ce projet de rénovation urbaine s'inscrit dans le cadre d'une convention, signée le 10 octobre 2011, entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'Etat, les bailleurs sociaux (LOGIREM) et les collectivités locales.

La revalorisation projetée de l'espace urbain a conduit à des aménagements importants de la trame viaire comprenant la requalification de voies existantes.

Le statut et l'usage des espaces publics ayant été modifiés par les aménagements, notamment par la création de nouvelles voies ou la modification d'emprises des voies existantes, il y a lieu de procéder à la régularisation foncière des espaces relevant du domaine public routier métropolitain.

Le Projet de Rénovation Urbaine et le projet L2 ont permis la création d'une nouvelle rue à l'intérieur du quartier qui a été réalisée par la Métropole sur du foncier Logirem. L'ancienne rue de la Busserine est ainsi remplacée par un axe plus central. L'échange foncier entre la Logirem et la Métropole pour la réalisation des voiries nouvelles et la résidentialisation des espaces en pied d'immeuble porte notamment sur la parcelle H136 p2 qui est une ancienne portion de la rue de la Busserine. Il est donc nécessaire d'opérer un déclassement du domaine public routier de la H136 p2 pour une superficie d'environ 529 m² avant échange.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain la portion désaffectée de la rue de la Busserine qui n'est plus accessible à la circulation générale.

La superficie de la parcelle H136 p2 à déclasser est de 529 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le Projet de Rénovation Urbaine.
- La réalisation d'une nouvelle trame viaire.
- Les besoins de la Logirem et d'Habitat Marseille Provence pour l'aménagement d'espaces résidentiels en pied d'immeubles.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation, en pied d'immeuble, d'une superficie issue d'une portion de l'ancienne rue de la Busserine à Marseille, 14^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une superficie de 529 m² dans le 14^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 012-7023/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensues-la-Redonne pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues-la-Redonne MET 19/11892/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune d'Ensues-la-Redonne avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais , désormais , cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune d'Ensues-la-Redonne est présentée au Conseil de Métropole du 26 septembre 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues-la-Redonne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune d'Ensues-la-Redonne pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues-la-Redonne.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 013-7024/19/BM

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marignane pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane
MET 19/11898/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les

communes membres dont la commune de Marignane avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Marignane a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Marignane pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

Article 2 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 014-7025/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Victoret pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret MET 19/11903/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Saint-Victoret avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais , désormais , cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Saint-Victoret a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui

est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Saint-Victoret pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 015-7026/19/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la commune de Cassis et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Cassis
MET 19/12703/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Cassis avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Cassis a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019.

Ce, afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que

la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Cassis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, conclue avec la commune de Cassis pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Cassis.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 016-7027/19/BM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises désaffectées de la rue André Allar à Marseille - 15ème arrondissement MET 19/13033/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Née d'une initiative de l'Etat et des collectivités territoriales en 1995, Euroméditerranée est une Opération d'Intérêt National (OIN) qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe.

L'extension vers le nord, sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN, a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, la Région et l'Etat.

La ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée vers le nord. Elle a pour objet le développement d'un ensemble urbain situé à la rencontre des 2^{ème}, 3^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et le Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

Elle ne constitue que la première étape de l'extension. La mutation des grandes emprises industrielles, avec le secteur dit « Les Fabriques » fait partie des grands enjeux opérationnels de la ZAC Littorale, avec notamment :

- Le nouveau pôle multimodal du Capitaine Gèze et de ses espaces publics

- La traversée du tramway et le confortement de la rue de Lyon
- La constitution du secteur « démonstrateur Allar »
- La réintégration des Pucés de Marseille dans un fonctionnement apaisé

En tant que premier îlot des Fabriques, l'îlot concerné relève un double défi : d'une part, celui d'impulser une dynamique urbaine en réponse à l'opération Smartseille et, d'autre part, de permettre la structuration de la seconde partie de la rue André Allar qui traversera le futur parc des Aigalades.

La réalisation de cette opération immobilière nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain, de cinq emprises issues du trottoir de la rue André Allar, côté pair. Ces emprises sont dans la continuité des deux emprises déclassées par délibération du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 et du Bureau de Métropole du 16 mai 2019.

La rue André Allar conservera sa fonction de liaison à double sens entre le chemin de la Madrague-Ville et la rue de Lyon. Une bande cyclable sera créée sur chacun des deux trottoirs réalisés qui comporteront également des arbres d'alignement.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Le trottoir sud de la rue Allar (côté impair) a déjà été livré et assure un cheminement piéton fonctionnel en phase travaux.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les emprises désaffectées du trottoir (côté nord) de la rue André Allar qui ne sont plus accessibles au cheminement piéton.

La superficie totale à déclasser est de 773 m² environ, portée sur les deux plans de déclassement joints. Elle se répartit comme suit en cinq emprises nommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 avec pour superficies respectives : 175 m², 224 m², 330 m², 25 m² et 19 m².

L'objectif de ce déclassement est de céder à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée les emprises concernées.

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique ont été interrogés sur les contraintes que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces. Les servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°VOI 004-4670/18/CM du 18 octobre 2018 déclassant une première emprise désaffectée de la rue André Allar ;
- La délibération N°VOI 006-5938/19/BM du 16 mai 2019 déclassant une seconde emprise désaffectée de la rue André Allar ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La ZAC Littorale dans le périmètre d'Euroméditerranée.
- La désaffectation de 5 emprises issues du trottoir de la rue André Allar.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation de cinq emprises du trottoir, côté nord de la rue André Allar, quartier Les Crottes- à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de cinq emprises du trottoir de la rue André Allar pour une superficie de 773 m² environ dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole

ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 017-7028/19/BM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain de 2 lots de volumes et d'une emprise au sol des boulevards Mirabeau et Euroméditerranée - quai d'Arenc - opération Tour Mirabeau à Marseille, 2ème arrondissement MET 19/12367/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie par la Compagnie Maritime d'Affrètement - Compagnie Générale Maritime (CMA-CGM) et par la société Bouygues pour implanter une tour de 85 mètres de haut dans le périmètre d'Euroméditerranée.

Euroméditerranée est une opération d'intérêt national qui a pour but de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Ce projet vient s'ajouter à une série de constructions qui dessine la « skyline » marseillaise dans le quartier d'affaire d'Arenc. La tour CMA-CGM, inaugurée en 2011, a été le premier gratte-ciel marseillais, suivi par la tour « La Marseillaise » en 2018.

La future tour se positionnera sur l'actuel emplacement du siège historique, « Le Mirabeau », où s'est implantée la compagnie maritime CMA CGM. L'ancien immeuble « Le Mirabeau » sera démoli pour laisser place à la nouvelle tour.

La réalisation de ce projet contribuera à renforcer l'attractivité de Marseille auprès des entreprises nationales et internationales. Construite en front de mer, la tour Mirabeau offrira à ses futurs locataires un cadre unique pour développer leur activité et recruter les meilleurs collaborateurs.

D'une hauteur de 85 mètres (21 500 m² sur 21 niveaux), elle sera labellisée Breeam avec le niveau «Very good» et Haute Qualité Environnementale.

La conception bioclimatique de l'enveloppe du bâtiment permettra de baisser de 40 % sa consommation énergétique et la connexion à la boucle d'eau de mer "Thassalia" utilisant l'énergie thermique marine réduira de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre. Au sous-sol, sept niveaux à vocation de parkings offriront un total de 170 places.

Toutefois, la conception architecturale du bâtiment, avec son conteneur en avancée et ses terrasses, ainsi que l'obligation de réaliser une rampe pour les personnes à mobilité réduite, rendue obligatoire en raison des contraintes du Plan de Prévention des

Risques Inondation, nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain de l'emprise occupée par un ancien jardin clos ainsi que des volumes en surplomb s'étendant légèrement au-delà du jardin.

L'emprise au sol de 90m² et les volumes de 23 et 7 m², sont définis en pièces annexe (plans d'emprises et coupes).

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

L'objectif de ce déclassement est de céder à la SCCV Le Mirabeau Marseille (société détenue par CMA CGM et Bouygues-Immobilier) l'emprise concernée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Une demande croissante en apport de bureaux dans le périmètre Euroméditerranée et le quartier d'affaire d'Arenc.
- L'insertion de la tour dans la skyline marseillaise.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation, en tant que domaine public routier, du jardin clos sis en bas de l'immeuble Mirabeau actuel, quartier d'Arenc, à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de l'emprise au sol de 90m² et des volumes de 23 et 7 m³, tels que définis en annexe.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 018-7029/19/BM

■ Demande de subventions, demande de subventions par substitution des communes et transfert des subventions d'investissement accordées par le Conseil départemental des Bouches du Rhône au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
MET 19/13237/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

A la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le 1er janvier 2001, les communes membres, dont la commune de Marseille, avaient délégué à la Communauté urbaine la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie ».

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, cette organisation a évolué depuis que le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la Ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de

la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, des conventions de gestion et de maîtrise d'ouvrage déléguée ont été prises afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Se pose la question des subventions accordées, en cours d'instruction et à venir par le Département des Bouches-du-Rhône au titre des opérations d'éclairage public transférées dans le cadre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée. Un travail de recensement a été mené avec chaque commune concernée et les subventions devant faire l'objet d'un transfert auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une demande de subventions par substitution aux communes ou d'une demande de subvention à venir ont été identifiées.

La présente délibération vise ainsi, au titre de l'éclairage public de la voirie du territoire Marseille-Provence, d'une part à solliciter le transfert des subventions accordées aux communes par le Département des Bouches-du-Rhône, d'autre part, à demander les subventions par substitution des communes pour les dossiers en cours d'instruction au moment du transfert et enfin, à solliciter les subventions pour les opérations sous convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n'ayant pas encore fait l'objet d'un dépôt auprès du Département des Bouches du Rhône par les communes. Elle autorise la signature des documents y afférents.

Le détail des dossiers de subventions transférés par commune est joint en annexe de la présente délibération.

Le détail des dossiers, objet de demande de subvention par substitution des communes, est également joint en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder, au titre de l'éclairage public de la voirie du territoire Marseille-Provence, d'une part au transfert des subventions accordées aux communes par le Département des Bouches-du-Rhône, d'autre part, à la demande des subventions par substitution des communes pour les dossiers en cours d'instruction au moment du transfert et enfin, à la sollicitation des subventions pour les opérations sous convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n'ayant pas encore fait l'objet d'un dépôt auprès du Département des Bouches du Rhône par les communes.

Délibère

Article 1 :

Est acté au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le transfert des subventions accordées aux communes suivantes, par le Département des Bouches-du-Rhône, au titre de l'éclairage public de la voirie du territoire Marseille-Provence:

Carnoux-En-Provence :

- AC-010280 - Plan Lumière secteur 3 : Avenue Verlaine – Partie 2
- AC-010281 - Plan Lumière secteur 4 : Avenue Rimbaud – Partie 1
- AC-010282 - Plan Lumière secteur 5 : Avenue Rimbaud
- AC-010283 - Plan Lumière secteur 6 : Avenue Rimbaud – Partie 2
- AC-010118 - Plan Lumière - Tranche 2019 Phase 1
- AC-010284 - Plan Lumière - Tranche 2019 Phase 2 Secteur 1

Plan de Cuques :

- AC-009123 Réfection de l'éclairage sur divers lieux de la commune

Gignac-Le-Nerthe :

AC-008698 - Rénovation du réseau Allée de Laure

- AC-007147 - Rénovation du réseau EP Bds Périer et Malfatto
- AC-008837 - Rénovation du réseau EP chemin du Vignon, carrefour Allée de Laure/Daudet et avenue Fernandel
- AC-011026 - Remplacement de 13 armoires EP , remplacement d'éclairage sur les avenues Savoie, du Dauphiné, du Berry et rues Béarn, de la Bourgogne et boulevard de la Provence

Gémenos :

- AC-007781 - Remplacement de lanternes fonctionnelles par lanternes LED

Ceyreste :

- AC-007534 Mise aux normes de l'éclairage public phase 2
- AC-004694 Rénovation et mise en sécurité de l'éclairage public de l'ensemble du village - Phase 1

Marseille :

- AC-008149 Réfection éclairage Corniche Kennedy T2
- AC-006922 Enfouissement Réseaux Les Goudes

Le plan de financement de chaque dossier est présenté en annexe à la présente délibération

Article 2:

La Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à demander les subventions par substitution aux communes pour les dossiers en cours d'instruction par le Département des Bouches-du-Rhône au moment du transfert de l'éclairage public de la voirie sur le périmètre du territoire Marseille-Provence.

Les dossiers concernés sont :

Sausset-Les-Pins :

- Ex-AC-011948 MARE NOSTRUM rénovation éclairage public LED – armoire BX
- Ex-AC-011948 Réalisation ensemble éclairage public allée des pins maritimes-
- Ex-AC-011948 Rénovation luminaires en LED chemin des Bastides
- Ex-AC-011948 Rénovation éclairage public en LED allée J. Brugnon
- Ex-AC-011948 Ensemble LED rond point des trois communes
- Ex-AC-011948 Rénovation éclairage en LED Corniche 3^{ème} phase

- Ex-AC-011948 Rénovation éclairage public en avenue René Lacoste

Ensuès-La-Redonne :

- AC-011070 OPI 748 - Rénovation / entretien EP - Programme 2019

Marignane :

- AC-011184 - Opération 1 : travaux G3 NP G4 MPE (tranche annuelle prévisionnelle dans le cadre du MPE)

Le plan de financement de chaque dossier est présenté en annexe à la présente délibération.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation des opérations suivantes :

Sausset les Pins:

installation luminaires LED diverses voies

Châteauneuf les Martigues :

modernisation du réseau d'éclairage public

Le plan de financement de chaque dossier est présenté en annexe à la présente délibération.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget Principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1313 - Fonction 844- Sous politique C310- Code gestionnaire 4DVEEP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"

CSGE 001-7030/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'investissement à la Fondation du Camp des Milles - Approbation d'une convention
MET 19/12200/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'« association » interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé après signature de la convention, sur production d'un plan d'investissement signé par le Président ou le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention accompagné des devis.

- versement du solde, après réalisation des travaux sur production des pièces suivantes :

- un décompte général des travaux certifié conforme et signé par le Président ou le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes,
- un plan de financement définitif.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le

pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Depuis 2003, la Communauté du Pays d'Aix puis la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les autres collectivités ont entrepris de financer conjointement la rénovation, la mise aux normes en matière de sécurité et la mise en valeur du site du Camp des Milles.

Il s'agit ici de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 121 838,48 euros pour le renforcement de l'accueil des publics scolaires et adultes et la création de nouveaux espaces muséographiques, dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention annexée.

Conformément au projet d'investissement en annexe du rapport, le descriptif des travaux est détaillé de la manière suivante :

1. Renforcement de l'accueil des publics scolaires et adultes

- Aménagement des espaces extérieurs

- Aménagement des espaces intérieurs

2. Création de nouveaux espaces muséographiques

- «Fenêtre sur Auschwitz»

- Aménagement de la «salle des artistes»

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser à la Fondation du Camp des Milles sous forme de subvention d'investissement (dossier N° GU 2019_01351) une aide financière de 121 838,48 euros soit 21,07% du montant des travaux estimés à 578 344,26 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Montant total des travaux	578 344,26 € TTC	%
Etat- Préfecture 13	53 933,44 €	9,32%
Etat – DRAC	63 223,60 €	10,93%
Conseil Régional PACA	121 838,48 €	21,07%
Conseil Départemental 13	121 838,48 €	21,07%
Métropole Aix-Marseille – Territoire Du Pays d'Aix	121 838,48 €	21,07%
Fondation du Patrimoine	63 223,60 €	10,93%
Autofinancement	32 448,18 €	5,61%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre ;

- Que la Fondation du Camp des Milles : Mémoire et Éducation a été reconnue d'utilité publique par décret du Premier Ministre du 25 février 2009.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 121 838,48 euros à la Fondation du Camp des Milles.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Fondation du Camp des Milles.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-7031/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'investissement avec la Fondation du Camp des Milles

MET 19/12199/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre à la Fondation du Camp des Milles de réaliser la phase 3 des travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a attribué par délibération n°2016_CT2_241 du 12 octobre 2016 une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 euros (GU 2016_00949) et a approuvé la convention afférente. Cette convention signée le 7 novembre 2016 prévoyait un délai de deux ans pour la réalisation de ces travaux, soit jusqu'au 7 novembre 2018.

Par délibération CSGE 004-4046/18/BM du 28 juin 2018, cette convention est prolongée d'un an à la date anniversaire de sa signature, soit jusqu'au 7 novembre 2019.

A ce jour, la Fondation du Camp des Milles n'est pas en mesure de finaliser ces travaux dans les délais impartis pour des raisons d'autorisations d'urbanisme indépendantes de sa volonté.

Aussi, afin de permettre à la Fondation du Camp des Milles de régler les questions de sécurisation du site, il convient de prolonger de deux années supplémentaires les délais d'exécution des travaux par avenant n°2, soit jusqu'au 7 novembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016_CT2_241 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement de 100 000 euros et la convention afférente ;
- La délibération CSGE004-4046/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin approuvant l'avenant de prolongation d'un an soit jusqu'au 7 novembre 2019 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la Fondation du Camp des Milles pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 prolongeant la durée de la convention d'investissement avec la Fondation du

Camp des Milles signée le 7 novembre 2016, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-7032/19/BM

■ Attribution d'une subvention d'équipement au profit de la Régie Culturelle Scènes et Cinés pour l'exercice 2019 - Approbation d'une convention MET 19/13316/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les termes de l'article L. 2221-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 416/05 du 1^{er} juillet 2005, le SAN Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie Culturelle Scènes et Cinés, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du CGCT.

Afin de permettre à la régie d'assurer ses missions, dans les meilleures conditions, pour ses usagers, cette dernière sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'obtention d'une subvention d'équipement, en vue d'acquérir divers matériels nécessaires à son activité (concessions, brevets, matériel technique, matériel de bureau et informatique, mobilier et autres immobilisations corporelles ainsi que le remplacement de véhicules).

Dès lors, il est proposé, aujourd'hui à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à cette régie, d'une subvention d'équipement de 200 000 euros (deux cent mille euros) pour l'exercice 2019.

Cette dépense sera imputée à l'État spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581175008, nature 4581175008, code opération 2017500801.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'équipement à la Régie Culturelle Scènes et Cinés d'un montant de 200 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'équipement d'un montant de 200 000 euros au titre de l'exercice 2019, telle qu'elle figure en annexe.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention afférente à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581175008, nature 4581175008, code opération 2017500801.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-7033/19/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel au marché n° 14TP03 relatif à la conception-réalisation pour la construction d'une halle d'athlétisme couverte polyvalente sur la commune de Miramas**
MET 19/13151/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée de plein droit au SAN Ouest Provence, a fait réaliser la construction, sur la commune de Miramas (13140), d'une halle d'athlétisme couverte qui permettra d'organiser des compétitions de niveau international et qui sera polyvalente pour l'accueil d'autres sports : hand-ball, basket-ball, etc..

Cette salle sera de 5500 places assises configuration athlétisme et 7500 places en configuration autres sports. La surface au sol du bâtiment sera d'environ 12 000 mètres carrés. Il est également prévu l'aménagement des abords et du terrain situés dans l'emprise du projet.

Pour réaliser cet équipement, inédit dans le Sud de la France, il a été opté pour la procédure de conception-réalisation en vertu des articles 37 et 69 du Code des Marchés Publics en vigueur. Le recours à cette

procédure était justifié par les impératifs techniques suivants :

- des caractéristiques dimensionnelles exceptionnelles avec des portées libres de 80 m,
- le respect des contraintes liées au cahier des charges pour l'homologation sportive de l'équipement.

A l'issue de la procédure de conception-réalisation, le marché a été attribué au groupement d'entreprises constitué de la société Dumez Méditerranée devenue Travaux du Midi (mandataire du groupement conjoint) et des co-traitants suivants Chabanne & Partenaires / Frédéric Rill / Kéo Ingenierie / Structures Ile de France / Echologos / Cabinet Pierre Robin / Structures Géotechniques / Iné / S.M.C.2..

Le montant du marché est de 17 360 000 euros HT.

Le 4 octobre 2016 a été notifié l'avenant n° 1 du marché qui concernait la prise en compte de travaux complémentaires d'améliorations. Cet avenant arrête le nouveau montant du marché à 17 677 071,91 euros HT.

Le 17 novembre 2017 a été notifié l'avenant n° 2 qui avait pour objet un changement de toiles de couverture et de façade. Cet avenant arrête le nouveau montant du marché à 17 939 546,63 euros HT.

Le 7 mars 2018 a été notifié l'avenant n° 3 qui avait pour objet l'approbation de l'ordre de service n° 56/14 nonies du 1^{er} mars 2017 concernant des travaux supplémentaires (rehausse d'acrotères) pour un montant de 50 000,00 euros H.T.

Le 18 janvier 2019 a été notifié l'avenant n° 4 qui avait pour objet la nouvelle répartition des honoraires entre les co-contractants de la phase conception.

Le 18 janvier 2019 a été notifié l'avenant n° 5 qui avait pour objet la fusion des entreprises Iné et Sas Kéo Ingenierie afin d'intégrer la filiale Kéo Fluides.

Le marché a été notifié le 10 octobre 2014 et les travaux ont été réceptionnés le 3 avril 2018.

Après réception des travaux et établissement du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage en raison de la particularité de la procédure de conception-réalisation mise en œuvre, le mandataire du groupement a accepté celui-ci et fait part de réserves développées dans un mémoire en réclamation, conformément à l'article 50 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables au marché de travaux.

Les réserves émises et le mémoire portent sur trois points :

- la remise complète des pénalités de retard arrêtées à 537 272,80 euros (pénalités retenue depuis le 21/10/2016) ;

- la prise en compte de 691 648,56 euros HT de préjudices liés aux décisions tardives du maître d'ouvrage ;
- le montant de la révision retenu.

Date d'achèvement des travaux et pénalités de retard :

La date de démarrage des travaux a été fixée au 21 octobre 2015 par l'ordre de service n° 56/14 septies. Le délai d'exécution des travaux, conformément au planning remis par le groupement postérieurement à l'ordre de service, est de 16 mois, soit une date d'achèvement des travaux au 20 février 2017.

En outre 101 jours d'intempéries ont été constatés entre la date de démarrage des travaux et la réception de ceux-ci, ce qui porte la date d'achèvement des travaux au 18 juillet 2017. En conséquence, la maîtrise d'ouvrage ne peut retenir des pénalités de retard entre le 20 octobre 2016 et le 18 juillet 2017 soit 271 826 euros.

De plus, en raison du retard du dossier justifiant la conformité de la piste par la Fédération Internationale d'Athlétisme (IAAF), le maître d'ouvrage ne peut décompter ces pénalités. En effet, compte tenu que le début d'exécution des ouvrages relatifs à la piste était conditionné par le visa du maître d'ouvrage, les travaux en lien avec la piste de compétition n'ont pu débuter que consécutivement à ce visa. Or, il n'était pas possible pour le maître d'ouvrage d'émettre un visa tant que le dossier de la piste n'était pas dûment complété et validé par les instances internationales d'athlétisme. Cette instance était obligatoirement sollicitée pour valider cette piste. Alors que la démarche de validation auprès de l'IAAF a débuté en février 2016, la validation n'est intervenue que le 11 mai 2017. Le maître d'ouvrage a donc pu émettre son visa qu'en mai 2017 et les travaux ont été exécutés jusqu'au 17 novembre 2017.

Concrètement, le marché ne pouvait dès lors pas être achevé à la date du 20 février 2017 puisque les travaux en lien avec la piste ne pouvaient valablement pas être exécutés à cette date, la validation de la piste étant intervenue ultérieurement. Ce qui signifie que le délai d'exécution est reporté à la réalisation des travaux de la piste, soit jusqu'au 17 novembre 2017. En d'autres termes, la maîtrise d'ouvrage ne peut retenir des pénalités de retard entre le 18 juillet 2017 et le 17 novembre 2017 soit 123 765 euros.

Pour les autres motifs, retard de la fourniture d'énergie électrique, l'instruction par un bureau de contrôle d'un ATEX pour la couverture de l'ouvrage et la réalisation des acrotères, ces événements ont eu pour conséquence de décaler l'exécution et l'ordonnancement de certains travaux sans pour autant entraîner une réduction des pénalités.

Compte tenu des motifs exposés (prise en compte du délai d'exécution du planning du groupement, intempéries, retard de la validation de la piste), la

maîtrise d'ouvrage ne peut retenir de pénalités pour la période du 21 octobre 2016 au 17 novembre 2017, soit 395 591 euros à restituer au groupement.

En revanche, entre le 18 novembre 2017 et le 3 avril 2018, date de réception de l'équipement, la maîtrise d'ouvrage a retenu 141 681,80 euros de pénalités de retard.

Les incidences financières liées au décalage des travaux :

Des moyens humains et matériels supplémentaires, pour une période de 121 jours entre le 19 juillet 2017 et le 17 novembre 2017, ont dû être déployés pour réaliser les travaux. Après négociation, le groupement accepte de ramener le montant à 125 446,02 euros HT (150 535,22 euros TTC) soit 566 202,54 euros H.T. d'abattement sur la somme globale sollicitée.

Les incidences financières retenues sont les suivantes :

- encadrement : 92 808,65 euros HT,
 - mobilisation / démobilisation des équipes et matériels : 14 736 euros HT,
 - base de vie : 17 901,37 euros HT,
- Soit 125 446,02 euros HT et 150 535,22 euros TTC.

Révision de prix :

Seule la variation de prix des travaux a fait l'objet d'une réserve. Aucune réserve n'a été formulée pour la révision de prix pour la partie des prestations intellectuelles.

Compte tenu de ce qui précède la date de prise en compte de la variation de prix doit être le 17 novembre 2017. Aussi, la variation des prix doit être recalculée à cette date.

Aussi, le montant de la révision à retenir est – 17 168,62 euros HT soit une restitution de 78 389,84 euros HT soit 94 067,81 euros TTC.

Ainsi le montant total du protocole transactionnel s'établit à 640 194,03 euros TTC révision de prix comprise soit un montant hors révision de prix de 546 126,22 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 29 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n° 14TP03 relatif à la conception réalisation pour la construction d'une halle d'athlétisme couverte polyvalente sur la commune de Miramas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le marché de conception-réalisation relatif à la construction d'une halle d'athlétisme couverte polyvalente sur la commune de Miramas dont Travaux du Midi est le mandataire du groupement conjoint ;
- Qu'un litige est né entre le groupement titulaire et la Métropole Aix-Marseille-Provence (les parties) ;
- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent d'une contestation à naître » sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au pré-contentieux relatif à la réclamation présentée par le groupement titulaire portant sur les pénalités et les incidences financières liées à l'allongement de la durée du chantier ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles relatives aux pénalités et des incidences financières liées à l'allongement de la durée du chantier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction amiable avec le groupement d'entreprises dont Travaux du Midi est mandataire.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement d'entreprises dont Travaux du Midi est mandataire, ayant pour objet de régler définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître relatif à l'objet même de la convention transactionnelle.

Le montant total du protocole transactionnel s'établit à 640 194,03 euros TTC révision de prix comprise, soit un montant hors révision de prix de 546 126,22 euros TTC réparti entre le mandataire et le cocontractant comme suit : 345 528,83 euros T.T.C pour Travaux du Midi et 294 665,20 euros T.T.C. pour S.M.C.2.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581175010, nature 4581175010, code opération : 2017501000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-7034/19/BM

■ Approbation de conventions avec la société S2G et des associations sportives, ainsi qu'avec le SDIS 13, relatives aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2019-2020
MET 19/12209/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2014.

En vertu de l'article 18.2 du contrat d'affermage n° 13/218, l'accueil, au sein du complexe aquatique Cap Provence, des associations et clubs sportifs du territoire métropolitain, qui en font la demande, doit faire l'objet d'une convention tripartite entre l'Association, le Déléguataire et l'autorité délégante.

Le délégataire propose d'accueillir les associations suivantes :

- L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP),
- L'association sportive du Collège Saint Augustin situé à Carnoux-en-Provence
- L'association sportive du Collège les Gorguettes - Gilbert Rastoin situé à Cassis

L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP) a été créée en 2010. Composée de près d'une centaine d'adhérents, elle a pour but de développer et de favoriser la pratique des différentes activités aquatiques, telles que l'apnée, la nage avec palmes, la natation sportive et la préparation au secourisme et au brevet de Sécurité et Sauvetage Aquatique.

Les activités proposées par ces associations entrent dans le cadre des activités que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite voir se développer au sein du complexe aquatique Cap Provence.

Par ailleurs, avec l'accord de la collectivité, le délégataire propose d'accueillir gratuitement le SDIS 13, pour deux séances d'une heure par semaine, en échange de la mise en œuvre annuelle par les sapeurs-pompiers de la Formation Continue des Equipiers (FCE) aux personnels du Stade Nautique.

Les conventions proposées ont pour objet de définir les modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence par ces différentes structures et de fixer les relations entre la Métropole, ces structures et le délégataire S2G. Celles-ci n'induisent pas de conséquences financières sur le budget métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération EPPS n°002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public n°13/218 relatif à « la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence » ;
- La délibération EPPS n°007-834/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de

l'avenant n°1 relatif au remplacement d'annexes du contrat.

- La délibération n° CSGE 004-2422/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant approbation de l'avenant n°2 relatif au remplacement d'annexes du contrat.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en vertu de l'article 18.2 du contrat n°13/218, l'accueil des associations et clubs sportifs du territoire métropolitain doit faire l'objet d'une convention tripartite,
- L'intérêt de la Métropole de valoriser les activités associatives au sein du Complexe Aquatique Cap Provence,
- Que les activités proposées par les associations, CAAP et associations sportives des collèges Saint-Augustin et Les Gorguettes, entrent dans le cadre des activités que la Métropole souhaite voir se développer au sein de la piscine Cap Provence,
- Que la Métropole accorde la gratuité au SDIS pour deux séances d'une heure par semaine.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées à conclure avec chacune des associations et le délégataire S2G relatives aux modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2019-2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec le SDIS 13 et le délégataire S2G relative aux modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2019-2020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-7035/19/BM

■ **Approbation de l'avenant n°3 à la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération d'aménagement du stade Maurice David à Aix en Provence**
MET 19/12699/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 a déclaré d'intérêt communautaire le projet de requalification du stade Maurice David à Aix-en-Provence.

Ce même Conseil a approuvé le programme de requalification du stade, ainsi qu'une convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires, dans le cadre de cette opération.

Le Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 a approuvé par la délibération n°2015_A095 un avenant numéro 1 à la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires ayant pour objet la modification du programme de l'opération afin d'intégrer la réfection de la pelouse et des installations d'éclairage au projet. Le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a approuvé par délibération n°2015_A266 un avenant numéro 2 à la même convention clarifiant les relations financières entre les parties.

La rénovation et l'agrandissement du stade Maurice David à Aix-en-Provence s'inscrivent dans une opération d'aménagement du quartier du Jas de Bouffan.

Les travaux du stade se sont déroulés en deux phases successives. La première livrée en septembre 2015 a consisté en la construction d'une seconde tribune de 1 962 places assises à l'Est du terrain, à la requalification de la pelouse du stade, ainsi qu'à la mise au norme de l'éclairage du stade. La seconde, livrée en octobre 2018 a vu la construction d'une tribune de 2 208 places au Nord du terrain, ainsi la construction d'un parvis et d'un bâtiment d'accueil pour le public.

Ces travaux, pour un montant de 17 000 000€ TTC d'euros sur une Autorisation de Programme de 18 000 000€ TTC ont permis d'une part d'augmenter la capacité du stade à 5 575 places assises (au lieu de 1 500 places avant travaux) et d'autre part, d'améliorer les conditions de sécurité et d'accueil du public et des sportifs.

Le club Provence Rugby, utilisateur principal du stade, connaît depuis plusieurs saisons une progression sportive qui lui permet désormais d'évoluer en deuxième division nationale (PRO D2 de la Ligue Nationale de Rugby). Provence Rugby ambitionne de rejoindre à moyen terme l'élite nationale, à savoir le Top 14. Cette volonté sportive s'accompagne de contraintes en terme de capacité d'accueil du public. En effet, la Ligue Nationale de Rugby impose aux clubs de disposer d'un stade de 10 000 places assises minimum pour pouvoir être éligible au label « stade Top 14 ».

Cet objectif s'inscrit dans la perspective de Provence Rugby d'atteindre le niveau du Top 14. Il est envisageable à la condition de construire une tribune complémentaire au Sud du terrain et en requalifiant la tribune historique située à l'Ouest du terrain. Les travaux ainsi réalisés permettront de disposer d'une capacité assise comprise entre 10 000 et 13 000 places, mais également d'améliorer sensiblement la qualité des prestations à l'usage du public et des sportifs du stade.

Lors du dernier Comité de Pilotage du stade Maurice David du 19 juillet 2019, il a été décidé de réaliser les travaux précédemment évoqués en deux phases. La première consistant en la construction de la tribune Sud de 2 700 places assises doit permettre au club d'asseoir son modèle économique pour lui permettre d'envisager une montée en Top 14. Les études pourraient être lancées en fin d'année 2019 et les travaux livrés courant 2021. La seconde, à savoir la rénovation de la tribune Ouest serait réalisée dès lors que l'accession du club en Top 14 sera confirmée. A noter que la Ligue Nationale de Rugby octroie une dérogation de deux années aux clubs pour se mettre en conformité avec le critère de 10 000 places assises.

Il convient dès lors de modifier la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération d'aménagement du stade selon les dispositions suivantes :

- Mise en œuvre d'une tribune sud pérenne avec les mêmes caractéristiques fonctionnelles que la tribune nord, d'environ 2 700 places portant la capacité totale du stade à 8 400 places environ,
- Mise en œuvre de la transformation ou de la surélévation de la tribune Ouest permettant globalement de tripler la capacité de spectateurs de cette tribune et de porter la capacité totale du stade potentiellement jusqu'à 12 000 personnes environ dont 10 000 places à minima, (assises et couvertes).

Il convient également de préciser qu'une délibération a été soumise au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 octobre 2019 ayant pour

objet de prendre en compte les incidences financières des travaux précédemment évoqués engendrant une modification de l'Autorisation de Programme DI410AP et selon les montants prévisionnels suivants :

- Construction de la tribune sud : 6 500 000€ TTC ;
- Requalification de la tribune ouest : 12 000 000€ TTC ;
- Équipements et aléas divers : 1 500 000€ TTC ;

Soit un total de 20 000 000€ TTC pour l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le programme d'aménagement du stade et une convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction du Grand Stade du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_A095 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_A266 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la revalorisation de l'Autorisation de Programme pour l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David à Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de poursuivre l'opération d'aménagement du stade Maurice David à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé à la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération d'aménagement du stade Maurice David à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

- Concernant la phase 1 : Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence de 2020 et 2021, en section d'Investissement : opération budgétaire 458 11 62 410, nature 4581, fonction 322, autorisation de programme DI410AP.

- Concernant la phase 2 : Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence des années afférentes à la réalisation des travaux, en section d'Investissement : opération budgétaire 458 11 62 410, nature 4581, fonction 322, autorisation de programme DI410AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-7036/19/BM

■ Attribution d'une subvention au profit de Pôle France Marseille pour l'organisation de la 10ème édition de l'Elite Gym Massilia - Approbation d'une convention
MET 19/12119/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

Le Pôle France Marseille de gymnastique féminine artistique, inscrit dans le parcours d'excellence sportive de la Fédération Française de Gymnastique, a pour but de former et préparer les sportives des catégories Elite, Jeune et Senior au haut niveau tout en assurant leur suivi sportif et professionnel. Dans ce cadre, l'association organise la compétition internationale Elite Gym Massilia.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le Pôle France Marseille afin de soutenir la 10^{ème} édition de cette manifestation qui se déroulera du 22 au 24 novembre 2019 au Palais des Sports de Marseille.

Pendant trois jours, grâce à la présence d'une vingtaine de délégations internationales, les spectateurs verront évoluer l'élite mondiale de la gymnastique féminine, par équipe et en individuel. Les finales avec podium viendront clôturer cet événement international de renom qui constituera la 30^{ème} affiche Massilia.

Afin de promouvoir les activités gymniques auprès d'un large public du territoire métropolitain, des animations sont prévues durant toute la durée de l'événement qui se déroule sur une semaine, tels que le programme Planète Gym, des séances de Gym Handi, ainsi que des défis Gym Usep à destination des scolaires.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans cette discipline, assurera une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et de la commune de Marseille, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la 10^{ème} édition de l'Elite Gym Massilia.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_01354	Pôle France Marseille	Elite Gym Massilia	0€	357 000€	20 000 €	20 000€	OUI
TOTAL						20 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM du 07 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Pôle France Marseille pour l'organisation de la 10^{ème} édition de l'Elite Gym Massilia.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros à l'association Pôle France Marseille afin de soutenir l'organisation de la 10^{ème} édition de l'Elite Gym Massilia.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 008-7037/19/BM

**■ Attribution d'une subvention au profit de Handball Plan de Cuques pour l'organisation de la 17ème édition de la Femina Hand'Cup 2019 - Approbation d'une convention
MET 19/12120/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

L'association Handball Plan de Cuques (H.B.P.C) a pour objet la pratique d'activités physiques et la promotion du handball féminin par l'organisation de manifestations. Dans ce cadre, le H.B.P.C organise la 17^{ème} édition de la Femina Hand'Cup.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par le H.B.P.C afin de soutenir cette manifestation qui se déroulera du 13 au 15 décembre 2019 à Plan de Cuques.

Durant trois jours, ce tournoi international féminin de handball accueillera des équipes de 1^{ère} et 2^{ème}, division françaises, belges et espagnoles ainsi que les équipes nationales U20 de France et de Norvège. Les spectateurs pourront ainsi assister, gratuitement, à des rencontres de haut niveau. De plus, des activités en lien avec la pratique du handball seront aussi proposées tout au long de l'évènement.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, la presse locale et la presse spécialisée, la diffusion en live de tous les matchs, d'émissions en direct, d'interviews, assureront une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Département des Bouches-du-Rhône, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et de la commune de Plan-de-Cuques, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation de la Fémina Hand'Cup.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_01377	Femina Hand'Cup	Handball Club de Plan de Cuques	0€	95 100€	25 000 €	25 000€	OUI
TOTAL						25 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe,
- le solde de 20% sur production du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir l'association Handball Plan-de-Cuques pour l'organisation de la 17^{ème} édition de la Femina Hand'Cup.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 25 000 euros à l'association Handball Plan-de-Cuques afin de soutenir l'organisation de la 17^{ème} édition de la Femina Hand'Cup.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 009-7038/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°5 à la convention d'aménagement avec la SPLA dans le cadre de l'opération de construction de l'Aréna du Pays d'Aix

MET 19/12428/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 3 juillet 2014 a validé le Programme Général et le coût d'opération relatifs au projet de construction du Palais des Sports et Pôle d'échanges à Aix-en-Provence, confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires », dans le cadre d'une convention

d'aménagement approuvée par le Bureau Communautaire du 15 janvier 2014.

Le Bureau Communautaire du 17 juillet 2014 approuvait un avenant n°1 à la convention, formalisant notamment la prise en compte du nouveau coût global d'opération à 55.904.701€HT soit 67.085.641€TTC ;

Un avenant n°2, approuvé par le Bureau Communautaire du 17 décembre 2015, a modifié la rédaction de l'article 3 « Délai de validité et délai d'exécution » afin de prendre en compte le nouveau calendrier d'opération.

Le Bureau de Métropole du 17 octobre 2016 a validé un avenant n°3 à la convention portant sur la sécurisation et l'aménagement des accès depuis la RD59 par l'intermédiaire de la réalisation d'un giratoire d'accès à l'équipement et au pôle d'échanges indispensables au fonctionnement de l'équipement dénommé aujourd'hui Aréna du Pays d'Aix. Cet avenant portait le coût de l'opération à 56 654 700,83 € HT, soit 67 985 641 € TTC.

Le bureau de Métropole du 14 décembre 2017 a validé l'avenant n°4 à la convention d'aménagement avec la SPLA portant sur le lancement des études et la réalisation d'une troisième voie sur la RD 59, la mise en œuvre de la couverture WIFI haute définition et GSM 4G, les travaux relatifs à la centralisation de la fermeture des issues de secours (UGIS) pour homologation par la commission de sécurité en rapport avec le risque attentats.

Les travaux de construction de l'Aréna et du pôle d'échange sont aujourd'hui achevés et livrés aux gestionnaires respectifs de ces équipements. Les aménagements routiers d'accès à l'équipement et de sécurisation des abords sont pour partie en cours de construction. Une deuxième phase d'aménagements du RD59 au droit de l'équipement public a fait l'objet d'une longue étude de faisabilité et de nombreux échanges avec les services du Département des Bouches-du-Rhône.

Aujourd'hui, les services Fiscaux et les services de la régie des Eaux du Pays d'Aix réclament le paiement de taxes et contributions au titre de l'autorisation de construire non prévues dans l'enveloppe financière de la Convention initiale. Le montant des taxes, sera de 1 450 000 euros après déduction des travaux de raccordement financés par l'opération et comptant une majoration de 10 %.

Par ailleurs, des prestations liées à la sécurité et à l'amélioration de la fluidité des accès à l'ARENA ont dû être mises en place dans et aux abords de l'équipement après sa mise en service : dispositifs routier GBA (Glissière en béton adhérent), panneaux à messages variables, éclairage de zones de contrôles de billets, étude de signalétique de jalonnement et modifications de fonctionnalités sur le P+R, pour un montant de 180 000€ HT. De plus, la mise en place du réseau GSM indoor nécessite aussi la mise en place d'équipements

radio de l'opérateur leader pour un montant de 70 000 euros HT.

L'ensemble de ces dépenses présentées ci-dessus induit une augmentation, de 1 700 000 € HT, soit 1 750 000 euros TTC soit 2,6 % du montant total initial de la convention.

Le montant de la convention est ainsi porté à 60 271 367 €HT, soit 72 035 640 €TTC.

Ces dépenses venant en plus d'un protocole transactionnel passé avec le délégataire, elles impliquent une demande d'augmentation du montant de l'autorisation de programme votée, la portant à 60,5 millions d'euros qui sera soumise au Conseil de Métropole.

Il convient donc aujourd'hui de modifier la convention par voie d'avenant n°5 afin de prendre en compte ces nouveaux éléments.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N° 2013_A305 du Conseil Communautaire du 19 décembre 2013, approuvant le projet de construction d'un équipement Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération N° 2014_B076 du Bureau Communautaire du 15 janvier 2014 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention de la SPLA « Pays d'Aix territoires » afin de réaliser l'opération d'aménagement du Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération N° 2014_A175 du Conseil Communautaire du 3 juillet 2014 approuvant le Programme Général du Palais des Sports / ARENA du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Sports et Équipements Sportifs du Territoire du Pays d'Aix du 15 novembre 2017 ;
- La délibération N° 2014_B318 du Bureau Communautaire du 17 juillet 2014 approuvant un avenant N° 1 à la

convention, ajustant les termes de cette convention au vu du Programme Général et du nouveau coût de l'opération, approuvé par le Conseil Communautaire du 3 juillet 2014 ;

- La délibération N° 2015_B764 du Bureau Communautaire du 17 décembre 2015 autorisant de signer un avenant N° 2 à la convention, ajustant les termes de cette convention au vu du Programme Général et du nouveau coût de l'opération, approuvé par le Conseil Communautaire du 3 juillet 2014 ;
- La délibération N° CSGE 008_1001_16 BM du Bureau Métropolitain du 17 novembre 2017 autorisant de signer un avenant N° 3 à la convention ;
- La délibération n° 2017_CT2_519 du Conseil de Territoire du 29 novembre 2017 autorisant de signer un avenant n° 4 à la convention.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de poursuivre l'opération de construction de l'ARENA du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé à la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre de l'implantation d'un Palais des Sports et d'un pôle d'échanges multimodal sur le site des trois Pigeons à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°5 ci-annexé et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 24 OCTOBRE 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Métropole

24 OCTOBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sophie AMARANTINIS - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Philippe CHARRIN - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Sylvaine DI CARO - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Régis MARTIN -

Bernard MARTY - Florence MASSE - Roger MEI - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Maryse RODDE - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Mireille JOUVE - Christophe AMALRIC représenté par Roland GIBERTI - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Moussa BENKACI représenté par Jean-Jacques POLITANO - Jean-Louis BONAN représenté par Patrick BORÉ - Frédéric BOUSQUET représenté par Michel AZOULAI - Christine CAPDEVILLE représentée par André JULLIEN - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Jean-Claude MONDOLINI - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Gaby CHARROUX représenté par Henri CAMBESSEDES - Jean-David CIOT représenté par Loïc GACHON - Auguste COLOMB représenté par Philippe GINOUX - Pierre COULOMB représenté par Régis MARTIN - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Sandra DALBIN représentée par Frédéric DOURNAYAN - Sandrine D'ANGIO représentée par Dany LAMY - Sophie DEGIOANNI représentée par Gaëlle LENFANT - Jean-Claude DELAGE représenté par René BACCINO - Jean-Claude FERAUD représenté par Georges CRISTIANI - Gilbert FERRARI représenté par Eric CASADO - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Marie-Madeleine GEIER-GHIO représentée par Martine RENAUD - Jacky GERARD représenté par Hélène GENTE-CEAGLIO - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Marie-Claude MICHEL - Marie-Louise LOTA représentée par Marie-France DROPY-OURET - Laurence LUCCIONI représentée par Michèle EMERY - Irène MALAUZAT représentée par Philippe DE SAINTDO - Rémi MARCENGO représenté par Serge PEROTTINO - Jeanne MARTI représentée par Jacques BESNAÏNOU - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Danielle MENET représentée par Sophie AMARANTINIS - Arnaud MERCIER

représenté par Joël MANCEL - Richard MIRON représenté par Gérard CHENOZ - Virginie MONNET-CORTI représentée par Catherine PILA - Stéphane PAOLI représenté par Jacques BOUDON - Roger PELLENC représenté par Hervé FABRE-AUBRESPY - Roger PIZOT représenté par Jean-Louis CANAL - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Véronique PRADEL représentée par Eric LE DISSÈS - Muriel PRISCO représentée par Pascale MORBELLI - Bernard RAMOND représenté par Olivier FREGEAC - Stéphane RAVIER représenté par Sandra DUGUET - Jean ROATTA représenté par Martine VASSAL - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Laure-Agnès CARADEC - Alain ROUSSET représenté par Gérard GAZAY - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Nathalie FEDI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Eliane ISIDORE - Isabelle SAVON représentée par Julien RAVIER - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Sylvaine DI CARO - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Josette VENTRE représentée par Marie-Josée BATTISTA - Patrick VILORIA représenté par Emmanuelle SINOPOLI - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Alexandre GALLESE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Serge ANDREONI - Philippe ARDHUIN - Jean-Pierre BAUMANN - Odile BONTHOUX - Michel CATANEO - Bruno CHAIX - Laurent COMAS - Bernard DESTROST - Nouriaty DJAMBAE - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Bruno GILLES - Albert GUIGUI - Maryse JOISSAINS MASINI - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Marcel MAUNIER - Patrick MENNUCCI - Michel MILLE - Chrystiane PAUL - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Bernard JACQUIER représenté à 14h47 par Patrick PAPPALLARDO - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée à 15h15 par Michel ROUX - Jean-Pierre BERTRAND représenté à 15h20 par Jean MONTAGNAC - CASELLI Eugène représenté à 16h00 par Roland CAZZOLA.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Bernard MARTY à 14h47 - Antoine MAGGIO à 15h00 - Elisabeth PHILIPPE à 15h00 - Marine PUSTORINO-DURAND à 15h15 - Stéphane MARI à 15h15 - Lisette NARDUCCI à 15h15 - Maryse RODDE à 15h15 - Nadia BOULAINSEUR à 15h15 - Samia GHALI à 15h15 - Frédéric VIGOUROUX à 15h20 - Jean HETSCH à 15h30 - Richard MALLIÉ à 15h34 - Patrick PADOVANI à 15h35 - Serge PEROTTINO à 15h45 - Eliane ISIDORE à 16h00 - Sabine BERNASCONI à 16h00 - Gérard BRAMOULLÉ à 16h00 - Didier PARAKIAN à 16h00 - Jean LOUIS CANAL à 16h00 - Jocelyne TRANI à 16h00 - Claude VALETTE à 16h00 - Bernard MARANDAT à 16h00 - Dominique

FLEURY-VLASTO à 16h00 - Yves MESNARD à 16h00 - Patrick PIN à 16h00 - André JULLIEN à 16h05 - Jacques BESNAÏNOU à 16h08 - Michel LAN à 16h10 - Marie MUSTACHIA à 16h10 - Pascal MONTECOT à 16h15 - Sophie AMARANTINIS à 16h15 - François BERNARDINI à 16h20 - Christian PELLICANI à 16h20.

**Commission "Finances et
Administration Générale"**

FAG 001-7039/19/CM
■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Modification de l'affectation des résultats de l'exercice 2018
MET 19/12623/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°FAG 010-6317/19/CM du 20 juin 2019, le Conseil de la Métropole a adopté les résultats de l'exercice 2018 qui ont été repris dans le budget 2019. Pour mémoire, ceux-ci s'établissent comme suit :

Budget	Résultat 2018		Résultat de clôture de la section	Résultat de clôture de la section	Reste à réaliser en recettes d'investissement	Déficit d'investissement à couvrir	Solde libre d'affectation
	Fonctionnement	Investissement					
BUDGET PRINCIPAL METROPOLE	94 067 182,67	54 826 131,62	125 653 811,78	-61 393 115,72	8 217 791,42	-53 175 324,30	72 478 487,48

Courant l'exercice 2019, les services de la Préfecture ont procédé à la dissolution de deux Associations Syndicales Autorisées (Les Camoins et la Fourragère) et demandent au Conseil de la Métropole d'intégrer les actifs financiers par délibération.

De plus, le Conseil de la Métropole, par délibération n°FAG 023-6339/19/CM en date du 20 juin 2019, a approuvé la dissolution du Budget Annexe Aménagement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Il convient dès lors de reprendre dans le Budget Principal de la Métropole les résultats provenant de ces associations et de ce budget annexe et de modifier en conséquence les résultats issus de la délibération n°FAG 010-6317/19/CM en date de 20 juin 2019.

Les éléments se synthétisent comme suit :

Montant en €	ASA des Camoins	ASA la Fourragère	BA Aménagement Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Total
Investissement	0	0	608 060,24	608 060,24
Fonctionnement	8,35	0	7 210,66	7 219,01

En conséquence les résultats définitifs 2018 du Budget Principal de la Métropole s'établissent comme suit :

Résultat de fonctionnement rectifié	Résultat d'investissement rectifié	RAR Investissement	Part affectée à l'investissement	Report fonctionnement
125 661 030,79	-60 785 055,48	8 217 791,42	125 653 811,78	7 219,01

Il est en outre proposé de ne pas modifier l'affectation du résultat telle que décidée par délibération n°FAG 019-6326/19/CM du 20 juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 010-6317/19/CM du 20 juin 2019 portant adoption du Compte Administratif 2018 du Budget Principal de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 019-6326/19/CM du 20 juin 2019 portant affectation du résultat de l'exercice 2018 ;
- La délibération n°FAG 023-6330/19/CM du 20 juin 2019 portant affectation du résultat de l'exercice 2018 – Territoire d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre n° CM/2019/01 du 22 mars 2019 du Préfet des Bouches-du-Rhône ;
- La lettre n° CM/2019/35 du 18 juillet 2019 du Préfet des Bouches-du-Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'intégrer les actifs financiers des associations syndicales autorisées des Camoins et de la Fourragère.

Article 2 :

Est approuvée la modification des résultats de clôture 2018 par section comme suit :

Déficit d'investissement : -
60 785 055,48 euros
Excédent de clôture de fonctionnement :
125 653 811,78 euros
Solde :
64 868 756,30 euros

Article 3 :

Est précisé que l'affectation des résultats votée par délibération n°FAG 019-6326/19/CM du 20 juin 2019 n'est pas modifiée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-7040/19/CM

**■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 et des Etats Spéciaux de Territoire
MET 19/12632/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°2 est établie selon la nomenclature M57. Pour le Budget Principal de la Métropole, elle se caractérise principalement par des ajustements de crédits

nécessaires à l'exécution de la gestion depuis le vote du budget supplémentaire le 20 juin 2019.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Il fait également l'objet d'une présentation par fonction.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les états spéciaux des territoires de Marseille-Provence, du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres-Ouest Provence et de Martigues, adoptés en équilibre réel par les Conseils de territoire concernés, sont soumis au vote du Conseil de Métropole en même temps que le projet de budget de la métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées à l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de métropole arrête les états spéciaux de territoire.

La maquette budgétaire du budget principal ainsi que son rapport de présentation sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 du budget Principal de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-5698/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la Décision Modificative n° 1 – 2019 du budget principal de la Métropole
- La délibération n° FAG 028-6335/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Budget Supplémentaire – 2019 du budget principal de la Métropole

- L'adoption par les territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les états spéciaux de territoires, préalablement adoptés par les territoires concernés, sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

Section de Fonctionnement -2 072 621,91 euros
Section d'Investissement -320 288,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aix :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire d'Istres-Ouest Provence

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 1 082 433,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Article 2 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion 2019 comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	-1 428 227,00	-320 288,00	-1 748 515,00
Pays d'Aix	0,00	0,00	0,00
Pays Salonais	0,00	0,00	0,00
Pays d'Aubagne	0,00	0,00	0,00
Istres Ouest Provence	0,00	1 700 115,00	1 700 115,00
Pays de Martigues	0,00	0,00	0,00

Article 3 :

La Décision Modificative n°2 de l'exercice 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.
Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 7 995 579,71 euros
Section d'Investissement 273 503 764,10 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-7041/19/CM

■ **Budget annexe "Transports métropolitains" - Adoption de la Décision Modificative n°4 de l'exercice 2019**
MET 19/12631/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative du Budget Annexe des Transports Métropolitains est établie selon la nomenclature M43. Elle permet de réaliser des ajustements de crédits. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 093-4909/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 du budget Transport de la Métropole ;
- Les délibérations n° FAG 005-5482/19/CM du 28 février 2019, FAG 002-5699/19/CM du 28 mars 2019 et FAG 010-26/09/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant les décisions modificatives n° 1, 2 et 3 de ce budget ;
- La délibération n° FAG 035-6342/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le budget supplémentaire 2019 du budget Transport de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative n°4 de l'exercice 2019 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 1 552 836,49 euros
Section d'Investissement 30 245 170,04 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-7042/19/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du Territoire Marseille-Provence
MET 19/12629/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Décisions Modificatives n° 2 de l'exercice 2019 des budgets annexes du Conseil de Territoire Marseille-Provence. Ces budgets annexes sont établis :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Décisions Modificatives n° 2 de l'exercice 2019 de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Les budgets annexes ports de plaisance et opérations d'aménagement ne font pas l'objet d'une Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019.

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
787 612,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
- 527 656,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
- 241 699,22 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
- 1 414 434,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
- 493 371,86 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
- 1 462 034,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Crématorium » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
15 678,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
- 60 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 095-4911/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 004-5701/19/CM du 28 mars 2019 approuvant les décisions modificatives n°1 - 2019 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 004-5701/19/CM du 20 juin 2019 approuvant les budgets supplémentaires 2019 des budgets annexes du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les Décisions Modificatives n° 2 de l'exercice 2019 des budgets annexes du Conseil de Territoire Marseille-Provence, par nature avec présentation fonctionnelle, telles qu'elles sont présentées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-7043/19/CM**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix
MET 19/12628/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les décisions modificatives des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis selon :

- la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Gestion des déchets » ;
- la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau » et « Assainissement ».

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres de la décision modificative de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Budget annexe « Gestion des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

0,00 euro

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

0,00 euro

Budget annexe « Assainissement en délégation » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

659 980,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

- 4 471 786,00 euros

Budget annexe « Eau en délégation » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

85 733,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

- 4 012 000,00 euros

Budget annexe « Eau en régie » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

1 674 049,47 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

4 638 463,96 euros

Budget annexe « Assainissement régie » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

1 893 971,47 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

4 670 277,52 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 096-4912/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 005-5702/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la décision modificative n° 1 de ces mêmes budgets ;
- La délibération n° FAG 030-6337/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le budget supplémentaire 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les Décisions Modificatives n°2 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, telles qu'elles sont présentées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-7044/19/CM**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du Territoire du Pays Salonais
MET 19/12627/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 57, la Décision Modificative a pour objet principal d'ajuster les prévisions de dépenses et les recettes arrêtées lors de l'établissement du Budget Primitif qui ont subi des modifications au cours de l'exercice.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe « Collecte et Traitement des déchets » du Territoire du Pays Salonais :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
0,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Cette décision modificative a pour but d'augmenter les crédits de l'opération « EQUIPEMENTS ET INSTALLATION COLLECTE » n° 2019302100 à partir de l'opération « OPTIMISATION RESEAU DECHETTERIE » n° 2019302200, pour un montant de 80 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 097-4913/18/CM approuvant le Budget Primitif 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est adoptée la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 du Budget Annexe « Collecte et Traitement des déchets » du Territoire du Pays Salonais, ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-7045/19/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 19/12626/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Décision Modificative N° 1 de l'exercice 2019 est un budget d'ajustements de crédits. Les résultats de ce projet de décision modificative sont présentés sous la forme d'une balance générale pour ce budget annexe « Réseau de Chaleur Métropolitain » du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, en mouvements réels, en mouvements d'ordre de la manière suivante :

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe « Réseau de Chaleur Métropolitain » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le budget primitif 2019 du Budget Annexe « Réseau de Chaleur Métropolitain » adopté le 13 décembre 2018 ;
- Le budget supplémentaire 2019 du Budget Annexe « Réseau de Chaleur Métropolitain » adopté le 13 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe « Réseau de Chaleur Métropolitain », par nature avec présentation fonctionnelle, telle qu'elle est présentée ci-dessus

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-7046/19/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du Territoire d'Istres Ouest Provence
MET 19/12625/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En cours d'année, la Présidente peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles permettent d'ajuster les prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et de prendre en compte ainsi des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en sections de fonctionnement et d'investissement sur les budgets annexes, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la décision modificative n° 1 des budgets annexes suivants :

- du budget annexe « Eau Potable »

	Dépenses	Recettes
Investissement	584 549 €	584 549 €
Fonctionnement	39 080 €	39 080 €

- Budget annexe « Assainissement » :

Recettes d'investissement :

- Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement pour un montant de -13 200 euros
- Chapitre 13 – Subventions d'investissement pour un montant de 99 200 euros
- Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées pour un montant de 138 273 euros
- Chapitre 041 – Opérations patrimoniales pour un montant de -564 236,66 euros
- Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre section pour un montant de 13 000 euros

- du budget annexe « Assainissement »
- du budget annexe « Régie Action Sociale »
- du budget annexe « Traitement des Déchets ».

Les mouvements de crédits sont détaillés ci-dessous :

- Budget annexe « Eau Potable »

Recettes d'investissement :

- Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement pour un montant de 206 580 euros
- Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées pour un montant de 521 620 euros
- Chapitre 041 – Opérations patrimoniales pour un montant de 31 849 euros
- Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre section pour un montant de -175 500 euros

Dépenses d'investissement :

- Chapitre 001 – Résultat antérieur reporté pour un montant de 405 700 euros
- Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées pour un montant de 147 000 euros
- Chapitre 041 – Opérations patrimoniales pour un montant de 31 849 euros

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante pour un montant de 39 700 euros
- Chapitre 013 – Atténuation de charges pour un montant de -620 euros

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 66 – Charges financières pour un montant de 8 000 euros
- Chapitre 042 – Opérations d'ordre de transfert entre section pour un montant de -175 500 euros
- Chapitre 023 – Virement à la section d'investissement pour un montant de 206 580 euros

Au total, l'équilibre de la décision modificative n° 1 pour 2019 de ce budget s'établit comme suit :

Dépenses d'investissement :

- Chapitre 001 – Résultat antérieur reporté pour un montant de 218 457 euros
- Chapitre 2017503100 – STEP Miramas/St Chamas pour un montant de -20 000 euros
- Chapitre 2017503200 – Construction PR St Chamas pour un montant de -21 184 euros
- Chapitre 2017503300 – Réseaux d'assainissement pour un montant de 60 000 euros
- Chapitre 041 – Opérations patrimoniales pour un montant de - 564 236,66 euros

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 76 – Produits financiers pour un montant de 26 800 euros

- Chapitre 77 – Produits exceptionnels pour un montant de -10 000 euros

Dépenses de fonctionnement :

	Dépenses	Recettes
Investissement	-326 963,66 €	-326 963,66 €
Fonctionnement	16 800,00 €	16 800,00 €

- Chapitre 011 – Charges à caractères générales pour un montant de 17 000 euros

-Budget annexe « Régie Action Sociale » :

Recettes d'investissement :

- Chapitre 024 – Produits des cessions d'immobilisation pour un montant de 100 euros

Dépenses d'investissement :

- Chapitre 2017503700 – Acquisition autres pour un montant de 100 euros

Recettes de fonctionnement :

	Dépenses	Recettes
Investissement	100 €	100 €
Fonctionnement	37 328 €	37 328 €

- Budget annexe « Traitement des déchets » :

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 013 – Atténuation de charges pour un montant de -81 249 euros
- Chapitre 74 – Subventions d'exploitation pour un montant de 23 749 euros
- Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante pour un montant de 82 500 euros

	Dépenses	Recettes
Investissement	0 €	0 €
Fonctionnement	25 000 €	25 000 €

Le budget annexe Entreprises ne fait pas l'objet d'une décision modificative n° 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- Chapitre 042 – Opérations d'ordre de transfert entre section pour un montant de 13 000 euros

- Chapitre 023 – Virement à la section d'investissement pour un montant de -13 200 euros

Au total, l'équilibre de la décision modificative n° 1 pour 2019 de ce budget s'établit comme suit :

- Chapitre 013 – Atténuation de charges pour un montant de -5 600 euros
- Chapitre 70 – Ventes de prestations de services pour un montant de 37 328 euros
- Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante pour un montant de 5 600 euros

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 67 – Charges exceptionnelles pour un montant de 37 328 euros

Au total, l'équilibre de la décision modificative n° 1 pour 2019 de ce budget s'établit comme suit :

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 011 – Sous-traitance générale pour un montant de 25 000 euros

Au total, l'équilibre de la décision modificative n° 1 pour 2019 de ce budget s'établit comme suit :

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 099-4915/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget primitif 2019 et adoption des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération N° FAG 033-6340/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation du budget supplémentaire 2019 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la décision modificative n° 1 des budgets annexes du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence chapitre par chapitre tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-7047/19/CM

**■ Budgets annexes parkings Métropole, GEMAPI, Crématorium Métropole et Ports Ouest Territoires - Adoption de Décisions Modificatives de l'exercice 2019 et de la Décision Modificative n°2 pour le budget annexe GEMAPI
MET 19/12630/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 des budgets annexes métropolitains Parkings Métropole, Crématorium Métropole, GEMAPI et Ports Ouest Métropole.

Ces budgets annexes sont établis selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets Parkings Métropole, Crématorium et Ports Ouest Territoires et M57 pour le budget GEMAPI.

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Décisions Modificatives de l'exercice 2019 de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Le budget annexe MIN ne fait pas l'objet d'une Décision Modificative.

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe « Parkings métropole » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
17 399,67 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
452 497,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe « Crématorium Métropole » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
58 000,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
118 000,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe GEMAPI :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 du budget annexe Ports Ouest Territoires :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
145 000,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
0,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 094-4910/18/CM approuvant le Budget Primitif 2019 des Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 029-6336/19/CM du 20 juin 2019 approuvant les budgets supplémentaires 2019 des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 des budgets annexes Parkings Métropole, Crématorium Métropole, GEMAPI et Ports Ouest Territoires, par nature avec présentation fonctionnelle, telles qu'elles sont présentées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-7048/19/CM

**■ Budgets Annexes "Eau en délégation" du Pays d'Aix et d'Aubagne et "Assainissement en délégation" du Pays d'Aix - Transfert des résultats 2017 de la commune de Lambesc suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018
MET 19/12917/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées des communes à la Métropole au 1^{er} janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- BUDGET ANNEXE EAU en DELEGATION – Pays d'Aix et d'Aubagne ;
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en DELEGATION – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Lambesc a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux eau et assainissement avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de Lambesc a proposé le transfert à la Métropole d'une partie des résultats 2017 selon :

Commune de LAMBESC – résultats 2017 réintégrés aux comptes de la commune :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation 2017	231 318,27 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement 2017	373 433,43 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation 2017	160 533,89 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement 2017	824 045,11 €

Commune de LAMBESC – Restes à réaliser 2017 – compétences transférées à la Métropole Aix-Marseille Provence selon :

Budget Annexe Eau	Investissement : Total des Restes à réaliser 2017 en Dépenses	174 311,00 €
Budget Annexe Assainissement	Investissement : Total des Restes à réaliser 2017 en Dépenses	136 372,99 €

Transfert à la Métropole Aix-Marseille Provence d'une partie des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation à transférer	Pas de transfert
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement à transférer	356 758,00 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation à transférer	Pas de transfert
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement à transférer	182 098,00 €

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 25 septembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- La délibération de la commune de Lambesc du 25 septembre 2019 sur le transfert d'une partie des résultats 2017 des budgets annexes eau et assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement	356 758,00 €
-------------------	---------------------------	--------------

Ces recettes seront affectées au budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et d'Aubagne.

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	182 098,00 €
------------------------------	---------------------------	--------------

Ces recettes seront affectées au budget annexe assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-7049/19/CM

**■ Budgets Annexes "Eau en délégation" du Pays d'Aix et d'Aubagne et "Assainissement en délégation" du Pays d'Aix - Transfert des résultats 2017 de la commune de Rousset suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018
MET 19/12620/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées des communes à la Métropole au 1^{er} janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Lambesc doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe eau par la commune de Lambesc selon :

Article 2 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe assainissement par la commune de Lambesc selon :

pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- BUDGET ANNEXE EAU en DELEGATION – Pays d'Aix et d'Aubagne ;
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en DELEGATION – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Rousset a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux eau et assainissement avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de Rousset a proposé le transfert à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation à transférer	52 132,16 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement à transférer	1 674 893,67 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation à transférer	628 879,25 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement à transférer	587 114,31 €

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 29 juillet 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en délégation ;
- La délibération n°75/2019 de la commune de Rousset du 26 Juillet 2019 sur le transfert partiel des résultats 2017 des budgets annexes eau et assainissement.

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation	52 132,16 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement	1 674 893,67 €

Ces recettes seront affectées au budget annexe eau en délégation – Pays d'Aix et d'Aubagne.

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	628 879,25 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	587 114,31 €

Ces recettes seront affectées au budget annexe en assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Rousset doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe eau par la commune de Rousset selon :

Article 2 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe assainissement par la commune de Rousset selon :

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-7050/19/CM

■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en régie du Pays d'Aix - Modification du transfert des résultats 2017 de la commune de Saint-Paul-lez-Durance suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018 - Abrogation de la délibération FAG 49-6356 19 CM du 20 juin 2019 MET 19/12622/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées des communes à la Métropole au 1^{er} janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en régie des communes concernées en Pays d'Aix :

- BUDGET ANNEXE EAU en REGIE – Pays d'Aix et d'Aubagne ;

Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'exploitation à transférer	11 994,17 €
Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'investissement à transférer	-89 128,73 €

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 18 décembre 2018.

De son côté, la Métropole a adopté en séance du 20 juin 2019 la délibération n°FAG 049-6356/19/CM pour approuver ce transfert.

Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'exploitation à intégrer	11 994,17 €
Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'investissement à intégrer	-77 134,66 €

- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en REGIE – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Saint-Paul-Lez-Durance a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de son budget annexe communal eau et assainissement avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de son budget annexe, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de Saint-Paul –Lez-Durance a proposé le transfert à la Métropole des résultats 2017 selon :

Or cette délibération qui doit être concordante avec celle de la commune est entachée d'une erreur selon :

Les montants délibérés le 20 juin 2019 par la Métropole sont les suivants :

Vu

Le montant retenu pour la section d'investissement, soit -77 134,66 €, est erroné par rapport à la commune.

Il y a discordance sur ce résultat. Une correction est donc nécessaire.

Il convient donc d'abroger la précédente délibération et de délibérer à nouveau afin de prendre en compte le résultat d'investissement à transférer pour un montant après correction de -89 128,73 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Régie ;
- La délibération n°57/2018 de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance du 18 Décembre

2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe eau et assainissement;

- La délibération n°FAG 049-6356/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil Métropolitain approuvant le transfert des résultats 2017 du budget annexe de la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance suite au transfert des compétences Eau et Assainissement ;

s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

- Qu'il convient de rectifier la délibération de transfert du 20 juin 2019 suite à une erreur sur le montant du résultat de la section d'investissement ;

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°FAG 049-6356/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil Métropolitain approuvant le transfert des résultats 2017 du budget annexe de la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance suite au transfert des compétences Eau et Assainissement ;

Article 2 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe eau et assainissement par la commune de Saint-Paul-Lez-Durance selon :

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Saint-Paul-Lez-Durance doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il

Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'exploitation	11 994,17 €
Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'investissement	-89 128,73 €

Ces montants seront affectés dans les budgets métropolitains selon :

Budget Annexe eau en régie – Pays d'Aix et d'Aubagne	Résultat d'exploitation	5 997,00 €
Budget Annexe eau en régie – Pays d'Aix et d'Aubagne	Résultat d'investissement	-44 564,00 €

Budget Annexe Assainissement en régie Pays d'Aix	Résultat d'exploitation	5 997,17 €
Budget Annexe Assainissement en régie en régie Pays d'Aix	Résultat d'investissement	-44 564,73 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-7051/19/CM

■ Budget annexe "Eau en régie" Pays d'Aix et Aubagne - Approbation de la mise à disposition de l'actif et du passif du budget annexe Eau en régie Pays d'Aix et Aubagne, à la régie des Eaux du Pays d'Aix
MET 19/12606/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce au 1^{er} janvier 2018, les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération N°DEA 008-4227/18/CM, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des eaux du Pays d'Aix » a été créée.

Dès lors, afin de procéder à la mise à disposition comptable de l'actif de la compétence Eau du budget annexe Eau en régie Pays d'Aix et Aubagne, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2018, les montants à transférer tels que décrits en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe. Les emprunts concernés sont répertoriés en annexe 3.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé de mettre à disposition l'actif et le passif de la compétence « Eau » du budget annexe Eau en Régie des Eaux du Pays d'Aix et Aubagne.

Ces opérations de mise à disposition d'actif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	112 982 663,72	50 717 645,22	62 265 018,50	3 334 848,70	764 274,62	2 570 574,08

Aubagne, afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018 portant création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à la mise à disposition de l'actif et du passif de la compétence Eau de l'actif et du passif du budget annexe Eau en régie pays d'Aix et

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à disposition de l'actif de la compétence « Eau » listée à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 112 982 663,72 euros et une valeur nette comptable globale de 62 265 018,50 euros.

Article 2 :

Est approuvée, la mise à disposition des emprunts détaillés en annexe 3 pour un montant global de capital restant dû de 15 448 713,56 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 3 334 848,70 euros et une valeur nette comptable globale de 2 570 574,08 euros.

Article 3 :

Est approuvé le remboursement des annuités 2019 par la régie des Eaux du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-7052/19/CM

■ Budget annexe "eau en régie" Pays d'Aix et d'Aubagne - approbation de la mise à disposition de l'actif et du passif du budget annexe eau en régie Pays d'Aix et d'Aubagne a la régie des eaux et assainissement du bassin minier et du Garlaban MET 19/12607/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce au 1^{er} janvier 2018, les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération N°DEA 049-3357/17/CM, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » a été créée.

La délibération N° DEA 009-4228/18/CM a étendu le périmètre de la régie à la Commune de Roquevaire au 1^{er} janvier 2019.

Dès lors, afin de procéder à la mise à disposition comptable de l'actif de la compétence Eau du budget annexe Eau en régie Pays d'Aix et d'Aubagne, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2018, les montants à transférer tels que décrits en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé de mettre à disposition l'actif et le passif de la compétence « Eau » du budget annexe Eau en régie – Pays d'Aix et d'Aubagne à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat : MON505050EUR / 2018DY-096-13360 de la Banque Postale dont les caractéristiques sont :
Prêt nominal de 300 000.00 €
Type de taux : Fixe
Taux initial : 2.44%
Périodicité de remboursement : Trimestrielle
Date du 1^{er} remboursement : 01/02/2016
pour un capital restant dû inscrit au 31/12/2018 à 255 000,00 euros.

Ces opérations de mise à disposition d'actif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	12 287 312,96	4 681 751,35	7 605 561,61	4 096 402,47	1 046 583,28	3 049 819,19

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 portant création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier du Garlaban.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à la mise à disposition de l'actif et du passif de la compétence Eau du budget annexe Eau en régie Pays d'Aix et Aubagne afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à disposition de l'actif de la compétence « Eau » listée à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 12 287 312,96 euros et une valeur nette comptable globale de 7 605 561,61 euros.

Article 2 :

Est approuvée, la mise à disposition de l'emprunt pour un montant global de capital restant dû de 255 000,00 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 4 096 402,47 euros et une valeur nette comptable globale de 3 049 819,19 euros.

Article 3 :

Est approuvé le remboursement des annuités 2019 par la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier du Garlaban.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-7053/19/CM

■ Budget annexe "Assainissement en régie Pays d'Aix" - Approbation de la mise à disposition de l'actif et du passif du budget annexe Assainissement en régie Pays d'Aix, à la régie des Eaux du Pays d'Aix MET 19/12605/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce au 1^{er} janvier 2018, les compétences obligatoires attribuées

à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération N°DEA 008-4227/18/CM, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des eaux du Pays d'Aix » a été créée.

Dès lors, afin de procéder à la mise à disposition comptable de l'actif et du passif de la compétence Assainissement du budget annexe Assainissement en régie Pays d'Aix, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2018, les montants à transférer tels que décrits en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des emprunts et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

Les emprunts concernés sont répertoriés en annexe 3.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé de mettre à disposition l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » du budget annexe Assainissement en régie pays d'Aix à la Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Ces opérations de mise à disposition d'actif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	166 588 804,32	59 463 179,85	107 125 624,47	18 045 863,55	4 001 108,31	14 044 755,24

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018 portant création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à la mise à disposition de l'actif et du passif de la compétence Assainissement du budget

annexe Assainissement en régie Pays d'Aix, afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise à disposition de l'actif de la compétence « Assainissement » listée à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 166 588 804,32 euros et une valeur nette comptable globale de 107 125 624,47 euros.

Article 2 :

Est approuvée, la mise à disposition des emprunts détaillés en annexe 3 pour un montant global de capital restant dû de 35 985 794,01 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 18 045 863,55 euros et une valeur nette comptable globale de 14 044 755,24 euros.

Article 3 :

Est approuvé le remboursement des annuités 2019 par la régie des Eaux du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-7054/19/CM

■ **Budget Principal Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la Commune de Saint-Savournin pour exercer les compétences "Défense extérieure contre les incendies", "Abri de voyageurs" et "Eau pluviale"**
MET 19/12616/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies, Abri de voyageurs et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Saint-Savournin, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexes 1, 2 et 3.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts. La délibération de prise en charge de la dette récupérable ayant été prise par la métropole le 13 décembre 2018.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies », « Abri de voyageurs » et « Eau pluviale » de la commune de Saint-Savournin au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dette récupérable
Compétence Défense extérieure contre les incendies	1 448,69	0,00	1 448,69				396,00
Compétence Abri de voyageurs	7 656,00	0,00	7 656,00				71,00
Compétence Eau pluviale	58 206,12	0,00	58 206,12				1 392,00
Montant total du transfert	67 310,81	0,00	67 310,81	0,00	0,00	0,00	1 859,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 072-4888/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Saint-Savournin transférées au 1^{er} janvier à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;
- La convention de dette récupérable signée entre la commune de Saint-Savournin et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Saint-Savournin afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article unique:

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1, 2 et 3 ci-jointes pour un montant brut global de 67 310,81 euros et une valeur nette comptable globale de 67 310,81 euros et de son financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-7055/19/CM

■ **Budget annexe "Eau en délégation" du Pays d'Aix et d'Aubagne - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la Commune de Jouques pour exercer la compétence "Eau"**

MET 19/12613/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Jouques, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Eau géré en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat 2018DT-075-13490 / 1225313 de CACIB dont les caractéristiques sont :
Prêt nominal de 166 500,00 euros
Type de taux : Fixe
Taux initial : 1.56%
Périodicité de remboursement : Annuelle
Date du 1^{er} remboursement : 15/04/2018
Durée résiduelle du prêt au 31/12/2017 : 14.29
Pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 166 500,00 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau » de la commune de Jouques au Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix et d'Aubagne.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	1 943 359,00	725 710,85	1 217 648,15	686 181,52	298 554,70	387 626,82

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Jouques afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration au budget annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix et d'Aubagne des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 1 943 359,00 euros et une valeur nette comptable globale de 1 217 648,15 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration au budget annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix et d'Aubagne des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 166 500,00 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 686 181,52 euros et une valeur nette comptable globale de 387 626,82 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-7056/19/CM

■ Budget annexe "Eau en DSP" du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Coudoux pour exercer la compétence "Eau"
MET 19/12618/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Coudoux, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Eau géré en délégation de service public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau » de la commune de Coudoux au Budget Annexe « Eau en DSP » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	581 287,72€	255 434,89€	325 852,83€	121 216,50€	10 564,76€	110 651,74€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Coudoux afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 581 287,72 euros et une valeur nette comptable globale de 325 852,83 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 121 216,50 euros et une valeur nette comptable globale de 110 651,74 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-7057/19/CM

**■ Budget annexe "Eau en délégation" du Pays d'Aix et d'Aubagne - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la Commune de Beaurecueil pour exercer la compétence "Eau"
MET 19/12680/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'eau sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Beaurecueil, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et d'Aubagne du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence «Eau» de la commune de Beaurecueil au Budget Annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix et d'Aubagne.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	1 217 772,66€	500 396,75€	717 375,91€	607 975,37€	223 746,21€	384 229,16€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Beaurecueil afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration au budget annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix et d'Aubagne des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 1 217 772,66 euros et une valeur nette comptable globale de 717 375,91 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration au budget annexe « Eau en délégation » du Pays d'Aix et d'Aubagne des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 607 975,37 euros et une valeur nette comptable globale de 384 229,16 euros.

FAG 020-7058/19/CM

■ Budget annexe "Assainissement en DSP" du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la Commune de Beaurecueil pour exercer la compétence "Assainissement"
MET 19/12681/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Beaurecueil, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Assainissement géré en délégation de service public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par des subventions d'équipement listées à l'annexe 2 ci-jointe.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Beaurecueil au Budget Annexe « Assainissement en DSP » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	987 173,36€	202 026,27€	785 147,09€	550 819,89€	41 961,31€	508 858,58€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Beaurecueil afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 987 173,36 euros et une valeur nette comptable globale de 785 147,09 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 550 819,89 euros et une valeur nette comptable globale de 508 858,58 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-7059/19/CM

■ Budget annexe "Assainissement en délégation" du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la Commune de Jouques pour exercer la compétence "Assainissement" MET 19/12614/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Jouques, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Assainissement géré en délégation de Service Public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat 2018DT-145-13490 / 2006 0265 de l'Agence de l'eau RMC dont les caractéristiques sont :
Type de taux : Fixe
Taux initial : 0%
Durée résiduelle du prêt au 31/12/2017 : 0.87
Pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 20 013,50 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Jouques au Budget Annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	3 556 856,44	574 643,40	2 982 213,04	2 152 360,72	260 970,10	1 891 390,62

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Jouques afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration au budget annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 3 556 856,44 euros et une valeur nette comptable globale de 2 982 213,04 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration au budget annexe « Assainissement en délégation » du Pays d'Aix des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 20 013,50 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 2 152 360,72 euros et une valeur nette comptable globale de 1 891 390,62 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-7060/19/CM

■ Budget annexe "Assainissement en DSP" du territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Coudoux pour exercer la compétence "Assainissement" MET 19/12619/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Coudoux, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Assainissement géré en délégation de service public du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunt et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat 2018DT-055-13111 / MON223026EUR/0229950 de DEXIA CL dont les caractéristiques sont :
Prêt nominal de 57 604,51 euros
Type de taux : Fixe

Taux initial : 4,87 % à barrière 5,50% sur Euribor 03M

Périodicité de remboursement : Trimestrielle

Date du 1^{er} remboursement : 01/01/2005

Durée résiduelle du prêt au 31/12/2017 : 1.00

an

pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 7 608,59 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Coudoux au Budget Annexe « Assainissement en DSP » du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	1 196 200,57	85 244,31	1 110 956,26	168 700,66	11 195,05	157 505,61

afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Coudoux

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 1 196 200,57 euros et une valeur nette comptable globale de 1 110 956,26 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 7 608,59 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 168 700,66 euros et une valeur nette comptable globale de 157 505,61 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-7061/19/CM

■ Budget annexe "Réseaux de chaleur Métropole" - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la Commune de Coudoux pour exercer la compétence "Réseaux de chaleur Métropole" MET 19/12617/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur urbains sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Coudoux, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe Réseaux de

chaleur Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunt et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat 2018DT-058-13111 / MON280149EUR de la Banque postale dont les caractéristiques sont :
Prêt nominal de 140 000,00 euros
Type de taux : Fixe
Taux initial : 3,7 %
Périodicité de remboursement : annuelle
Date du 1^{er} remboursement : 01/09/2014
Durée résiduelle du prêt au 31/12/2017 : 10,75 ans
Pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 102 666,68 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Réseau de chaleur » de la commune de Coudoux au Budget Annexe « Réseaux de chaleur Métropole ».

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	709 675,04€	50 516,97€	659 158,07€	329 180,88€	18 259,00€	310 921,88€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Coudoux afférent à l'exercice des compétences susvisées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 709 675,04 euros et une valeur nette comptable globale de 659 158,07 euros.

Article 2 :

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de

709 675,04 euros et une valeur nette comptable globale de 659 158,07 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-7062/19/CM

■ Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune d'Istres pour exercer la compétence "Parkings Métropole" MET 19/12615/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des parcs de stationnement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune d'Istres, il convient donc de procéder à

l'intégration comptable au Budget Annexe Parking Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts détaillés en annexe 3 et par des subventions d'équipement listées à l'annexe 2 ci-jointe.

Les emprunts concernés sont les suivants :

- N° de contrat 2018DT-073-13800 / A291519N de la Caisse d'Epargne pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 1 858 342,14 euros.
- N° de contrat 2018DT-071-13800 / A291180CY de la Caisse d'Epargne pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 796 195,95 euros.
- N° de contrat 2018DT-072-13800 / 5029381 de la CDC pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 1 218 750,00 euros.
- N° de contrat 2018DT-074-13800 / MON521124EUR de la Banque Postale pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 628 520,24 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Parkings » de la commune d'Istres au Budget Annexe « Parkings Métropole ».

Ces opérations de transfert d'actif et de passif hors emprunts sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
Montant total du transfert	16 594 239,41	874 506,77	15 719 732,64	14 517 360,31	1 859 798,00	12 657 562,31

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune d'Istres afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intégration au budget annexe « Parkings Métropole » des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 16 594 239,41 euros et une valeur nette comptable globale de 15 719 732,64 euros.

Article 2 :

Est approuvée, l'intégration au budget annexe « Parkings Métropole » des emprunts détaillés en annexe 3 pour un montant global de capital restant dû de 4 501 808,33 euros et des subventions d'équipement répertoriées en annexe 2 pour un montant global brut de 14 517 360,31 euros et une valeur nette comptable globale de 12 657 562,31 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-7063/19/CM

■ Approbation des attributions de compensation provisoires des communes membres pour l'année 2019

MET 19/12589/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (CGI), une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées a été créée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les 92 communes membres. Celle-ci a évalué les charges transférées en adoptant des rapports intermédiaires et définitifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence, les compétences transférées par les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, certains accessoires de voirie sont demeurés de compétence communale notamment les espaces verts d'accompagnement de voirie et l'éclairage public de voirie. Or, concernant ce dernier concernées sont les suivantes :

accessoire, et dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Cette situation conduit au transfert de charges nouvelles à la Métropole alors même que l'évaluation par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) des charges correspondantes n'est pas aboutie.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure de traiter la gestion de ces accessoires de voirie, il a été nécessaire de pouvoir disposer du concours des Villes concernées en leur confiant par convention, conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la gestion de ces derniers sur leur territoire.

Aussi, dans le cadre de conventions de gestion présentées en Conseil métropolitain, les charges de fonctionnement et d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence ont été identifiées.

Dans l'attente de la finalisation des travaux de la CLECT il apparaît nécessaire de modifier les attributions de compensation prévisionnelles des communes concernées afin de fournir à la Métropole les moyens nécessaires à l'exercice de la gestion des accessoires de voirie concernés en se fondant sur les montants prévus aux conventions de gestion précitées.

Les attributions de compensation provisoires des communes

Communes	Attribution compensation "socle"	de 2019	Convention gestion	de	Attribution compensation provisoire 2019	de
AIX EN PROVENCE	46 912 103,00 €				46 912 103,00 €	
ALLAUCH	814 898,00 €				814 898,00 €	
ALLEINS	855 288,00 €				855 288,00 €	
AUBAGNE	12 762 022,00 €				12 762 022,00 €	
AURIOL	-130 740,00 €				-130 740,00 €	
AURONS	194 447,00 €				194 447,00 €	
BEAURECUEIL	277 325,00 €				277 325,00 €	
BELCODENE	19 638,00 €				19 638,00 €	
BERRE L'ETANG	34 678 238,00 €				34 678 238,00 €	
BOUC BEL AIR	2 893 511,00 €				2 893 511,00 €	
CABRIES	2 434 781,00 €				2 434 781,00 €	
CADOLIVE	12 709,00 €				12 709,00 €	
CARNOUX-EN-PROVENCE	98 621,00 €		-17 500,00 €		81 121,00 €	
CARRY LE ROUET	-355 749,00 €		-50 000,00 €		-405 749,00 €	
CASSIS	-653 211,00 €		-108 000,00 €		-761 211,00 €	
CEYRESTE	-79 715,00 €		-8 067,00 €		-87 782,00 €	
CHARLEVAL	1 059 278,00 €				1 059 278,00 €	
CHATEAUNEUF LES MARTIGUES	12 780 546,00 €		-50 000,00 €		12 730 546,00 €	
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	467 852,00 €				467 852,00 €	
CORNILLON-CONFoux	1 131 978,00 €				1 131 978,00 €	
COUDOUX	509 784,00 €				509 784,00 €	
CUGES-LES-PINS	81 952,00 €				81 952,00 €	
EGUILLES	1 556 181,00 €				1 556 181,00 €	
ENSUES LA REDONNE	252 952,00 €		-39 137,00 €		213 815,00 €	
EYGUIERES	1 822 649,00 €				1 822 649,00 €	
FOS SUR MER	29 280 836,00 €				29 280 836,00 €	
FUVEAU	1 016 306,00 €				1 016 306,00 €	
GARDANNE	4 392 324,00 €				4 392 324,00 €	
GEMENOS	7 938 102,00 €		-22 500,00 €		7 915 602,00 €	
GIGNAC LA NERTHE	749 839,00 €		-37 672,00 €		712 167,00 €	
GRANS	4 292 037,00 €				4 292 037,00 €	
GREASQUE	380 119,00 €				380 119,00 €	
ISTRES	60 956 056,00 €				60 956 056,00 €	
JOUQUES	887 833,00 €				887 833,00 €	
LA BARBEN	201 613,00 €				201 613,00 €	
LA BOUILLADISSE	-38 722,00 €				-38 722,00 €	
LA CIOTAT	7 036 447,00 €		-248 800,00 €		6 787 647,00 €	
LA DESTROUSSE	70 358,00 €				70 358,00 €	
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 506 903,00 €				2 506 903,00 €	
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 471 155,00 €				1 471 155,00 €	
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 387 151,00 €				1 387 151,00 €	
LAMANON	1 358 912,00 €				1 358 912,00 €	
LAMBESC	998 221,00 €				998 221,00 €	
LANCON-PROVENCE	2 816 312,00 €				2 816 312,00 €	
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 197 644,00 €				1 197 644,00 €	
LE ROVE	347 152,00 €		-29 725,00 €		317 427,00 €	
LE THOLONET	537 501,00 €				537 501,00 €	
LES PENNES-MIRABEAU	6 644 543,00 €				6 644 543,00 €	
MALLEMORT	3 738 260,00 €				3 738 260,00 €	
MARIGNANE	9 338 670,00 €		-354 500,00 €		8 984 170,00 €	
MARSEILLE	137 235 306,00 €		-7 951 541,00 €		129 283 765,00 €	
MARTIGUES	95 065 616,00 €				95 065 616,00 €	
MEYRARGUES	1 074 686,00 €				1 074 686,00 €	

MEYREUIL	2 863 406,00 €		2 863 406,00 €
MIMET	744 417,00 €		744 417,00 €
MIRAMAS	29 451 211,00 €		29 451 211,00 €
PELISSANNE	2 212 671,00 €		2 212 671,00 €
PERTUIS	4 026 708,00 €		4 026 708,00 €
PEYNIER	672 698,00 €		672 698,00 €
PEYPIN	235 587,00 €		235 587,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 107 447,00 €		1 107 447,00 €
PLAN DE CUQUES	366 254,00 €	-20 000,00 €	346 254,00 €
PORT-DE-BOUC	10 878 779,00 €		10 878 779,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 876 621,00 €		5 876 621,00 €
PUYLOUBIER	412 793,00 €		412 793,00 €
ROGNAC	8 955 623,00 €		8 955 623,00 €
ROGNES	642 338,00 €		642 338,00 €
ROQUEFORT LA BEDOULLE	302 299,00 €	-22 400,00 €	279 899,00 €
ROQUEVAIRE	234 027,00 €		234 027,00 €
ROUSSET	8 153 617,00 €		8 153 617,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 737,00 €		289 737,00 €
SAINT-CANNAT	760 640,00 €		760 640,00 €
SAINT-CHAMAS	2 862 904,00 €		2 862 904,00 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	416 251,00 €		416 251,00 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	592 130,00 €		592 130,00 €
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 920 499,00 €		1 920 499,00 €
SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	1 491 128,00 €		1 491 128,00 €
SAINT-SAVOURNIN	-50 231,00 €		-50 231,00 €
SAINT-VICTORET	943 689,00 €	-45 000,00 €	898 689,00 €
SAINT-ZACHARIE	31 629,00 €		31 629,00 €
SALON-DE-PROVENCE	19 340 669,00 €		19 340 669,00 €
SAUSSET LES PINS	-109 785,00 €	-25 649,00 €	-135 434,00 €
SENAS	2 718 792,00 €		2 718 792,00 €
SEPTEMES LES VALLONS	1 580 507,00 €	-112 300,00 €	1 468 207,00 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 140 391,00 €		1 140 391,00 €
TRETS	1 376 451,00 €		1 376 451,00 €
VAUVENARGUES	282 624,00 €		282 624,00 €
VELAUX	3 108 425,00 €		3 108 425,00 €
VENELLES	1 789 732,00 €		1 789 732,00 €
VENTABREN	567 658,00 €		567 658,00 €
VERNEGUES	516 668,00 €		516 668,00 €
VITROLLES	28 095 871,00 €		28 095 871,00 €
TOTAL	650 081 393,00 €	-9 142 791,00 €	640 938 602,00 €

Le montant des attributions de compensation positives s'établit à 642 548 471 € et celui des attributions de compensation négatives est de 1 609 869 €.

Il est précisé que la Métropole devra rembourser, aux communes les dépenses acquittées dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de gestion selon les modalités prévues par ces dernières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Code Général des Impôts, et notamment l'article 1609 nonies C ;
- La délibération n°15-4932/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant les attributions de compensation de l'année 2019 ;
- La délibération n°FAG092-4908/18/CM approuvant le Budget Primitif 2019 du budget principal de la Métropole ;

- La délibération n°FAG 036-6343/19/CM approuvant le Budget Supplémentaire de l'exercice 2019 ;
- La délibération n°FAG 001-5698/19/CM approuvant la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2019 et des Etats Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° FAG 001-6738/19/CM du 26 septembre 2019 approuvant les attributions de compensation « socle » des communes membres pour l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Le montant des attributions de compensation provisoire 2019 est fixé comme suit :

Communes	Attribution compensation provisoire 2019	de	Communes	Attribution compensation provisoire 2019	de
AIX EN PROVENCE	46 912 103,00 €		FOS SUR MER	29 280 836,00 €	
ALLAUCH	814 898,00 €		FUVEAU	1 016 306,00 €	
ALLEINS	855 288,00 €		GARDANNE	4 392 324,00 €	
AUBAGNE	12 762 022,00 €		GEMENOS	7 915 602,00 €	
AURIOL	-130 740,00 €		GIGNAC LA NERTHE	712 167,00 €	
AURONS	194 447,00 €		GRANS	4 292 037,00 €	
BEAURECUEIL	277 325,00 €		GREASQUE	380 119,00 €	
BELCODENE	19 638,00 €		ISTRES	60 956 056,00 €	
BERRE L'ETANG	34 678 238,00 €		JOUQUES	887 833,00 €	
BOUC BEL AIR	2 893 511,00 €		LA BARBEN	201 613,00 €	
CABRIES	2 434 781,00 €		LA BOUILLADISSE	-38 722,00 €	
CADOLIVE	12 709,00 €		LA CIOTAT	6 787 647,00 €	
CARNOUX-EN-PROVENCE	81 121,00 €		LA DESTROUSSE	70 358,00 €	
CARRY LE ROUET	-405 749,00 €		LA FARE-LES-OLIVIERS	2 506 903,00 €	
CASSIS	-761 211,00 €		LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 471 155,00 €	
CEYRESTE	-87 782,00 €		LA ROQUE-D'ANTHERON	1 387 151,00 €	
CHARLEVAL	1 059 278,00 €		LAMANON	1 358 912,00 €	
CHATEAUNEUF LES MARTIGUES	12 730 546,00 €		LAMBESC	998 221,00 €	
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	467 852,00 €		LANCON-PROVENCE	2 816 312,00 €	
CORNILLON-CONFOUX	1 131 978,00 €		LE PUY-SAINT-REPARADE	1 197 644,00 €	
COUDOUX	509 784,00 €		LE ROVE	317 427,00 €	
CUGES-LES-PINS	81 952,00 €		LE THOLONET	537 501,00 €	
EGUILLES	1 556 181,00 €		LES PENNES-MIRABEAU	6 644 543,00 €	
ENSUES LA REDONNE	213 815,00 €		MALLEMORT	3 738 260,00 €	
EYGUIERES	1 822 649,00 €		MARIGNANE	8 984 170,00 €	

Communes	Attribution compensation provisoire 2019	de	Communes	Attribution compensation provisoire 2019	de
MARSEILLE	129 283 765,00 €		SAINT-CANNAT	760 640,00 €	
MARTIGUES	95 065 616,00 €		SAINT-CHAMAS	2 862 904,00 €	
MEYRARGUES	1 074 686,00 €		SAINT-ESTEVE-JANSON	416 251,00 €	
MEYREUIL	2 863 406,00 €		SAINT-MARC-JAUMEGARDE	592 130,00 €	
MIMET	744 417,00 €		SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 920 499,00 €	
MIRAMAS	29 451 211,00 €		SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	1 491 128,00 €	
PELISSANNE	2 212 671,00 €		SAINT-SAVOURNIN	-50 231,00 €	
PERTUIS	4 026 708,00 €		SAINT-VICTORET	898 689,00 €	

PEYNIER	672 698,00 €	SAINT-ZACHARIE	31 629,00 €
PEYPIN	235 587,00 €	SALON-DE-PROVENCE	19 340 669,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 107 447,00 €	SAUSSET LES PINS	-135 434,00 €
PLAN DE CUQUES	346 254,00 €	SENAS	2 718 792,00 €
PORT-DE-BOUC	10 878 779,00 €	SEPTMES LES VALLONS	1 468 207,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 876 621,00 €	SIMIANE-COLLONGUE	1 140 391,00 €
PUYLOUBIER	412 793,00 €	TRETS	1 376 451,00 €
ROGNAC	8 955 623,00 €	VAUVENARGUES	282 624,00 €
ROGNES	642 338,00 €	VELAUX	3 108 425,00 €
ROQUEFORT LA BEDOULLE	279 899,00 €	VENELLES	1 789 732,00 €
ROQUEVAIRE	234 027,00 €	VENTABREN	567 658,00 €
ROUSSET	8 153 617,00 €	VERNEGUES	516 668,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 737,00 €	VITROLLES	28 095 871,00 €

Article 2 :

Les attributions de compensation provisoires positives et négatives sont inscrites au budget principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-7064/19/CM

■ Admission en non-valeur 2019 de créances irrécouvrables MET 19/12612/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques du Centre des Finances Marseille Municipal et Métropole Aix-Marseille-Provence a transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence 13 listes de créances irrécouvrables pour le Budget Principal, Budget Annexe Assainissement du territoire Marseille-Provence, Budget Annexe Eau du territoire Marseille-Provence, Budget Annexe Crématorium du territoire Marseille-Provence, Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du territoire Marseille-Provence, Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du territoire Marseille-Provence, Budget Annexe Transports, Budget Annexe Régie Assainissement du Pays de Martigues, Budget Annexe Régie Eau du Pays de Martigues.

Le Comptable demande un apurement de ses comptes par l'admission en non-valeur (A.N.V.) des titres n'ayant pas reçu un dénouement financier favorable pour la métropole, soit un montant total de 1 248 485,62 euros. Au vu des moyens mis en œuvre par Le Comptable en termes de recouvrement et des retours non concluants. Il vous est proposé d'admettre en non-valeur la totalité des titres (soit 1 354 titres).

Ces sommes se décomposent comme suit :

- Budget Annexe Assainissement du territoire Marseille-Provence : 5 listes pour un montant de 46 949,61 euros ;
- Budget Annexe Eau du territoire Marseille-Provence : 4 listes pour un montant de 46 907,05 euros ;
- Budget Annexe Ports de Plaisance du territoire Marseille-Provence : 10 listes pour un montant de 845 929,29 euros ;
- Budget Annexe Crématorium du territoire Marseille-Provence : 4 listes pour un montant de 25 559,43 euros ;
- Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du territoire Marseille-Provence : 9 listes pour un montant de 274 723,83 euros ;
- Budget Annexe Régie Assainissement du Pays de Martigues : 2 listes pour un montant de 4 138,41 euros ;
- Budget Annexe Régie Eau du Pays de Martigues : 4 listes pour un montant de 4 278,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- les listes du Comptable.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ces créances sont définitivement irrécouvrables, il convient de procéder à la régularisation auprès de Monsieur l'Administrateur des Finances Publics du Centre des Finances Marseille Municipal et Métropole Aix-Marseille-Provence par une proposition de mandatement.

Délibère

Article 1 :

Sont admis en non-valeur les créances listées par budget ci-dessous :

- Budget Annexe Assainissement du territoire Marseille-Provence : 5 listes pour un montant de 46 949,61 euros
- Budget Annexe Eau du territoire Marseille-Provence : 4 listes pour un montant de 46 907,05 euros
- Budget Annexe Ports de Plaisance du territoire Marseille-Provence : 10 listes pour un montant de 845 929,29 euros
- Budget Annexe Crématorium du territoire Marseille-Provence : 4 listes pour un montant de 25 559,43 euros
- Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du territoire Marseille-Provence : 9 listes pour un montant de 274 723,83 euros
- Budget Annexe Régie Assainissement du Pays de Martigues : 2 listes pour un montant de 4 138,41 euros
- Budget Annexe Régie Eau du Pays de Martigues : 4 listes pour un montant de 4 278,00 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires s'élevant à 1 248 485,62 euros sont prévus aux budgets susmentionnés au titre de l'exercice 2019, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-7065/19/CM

■ Rapport et débat sur les orientations budgétaires de l'exercice 2020 MET 19/12633/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les dispositions des articles L.2312-1, L.5211-36 et L.5217-10-4 du Code Général des Collectivités

Territoriales prévoient que doit se dérouler, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget primitif, un débat sur les orientations budgétaires de l'exercice.

En conséquence, il est proposé au Conseil de la Métropole un débat sur les orientations générales du budget 2020 sur la base du rapport ci-joint qui fera l'objet d'une présentation en séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments de présentation des orientations budgétaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2020 contenus dans le rapport joint.

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la tenue du débat sur les Orientations Budgétaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2020, fondé sur le rapport de présentation ci-annexé.

FAG 028-7066/19/CM

■ Dotation de Gestion 2020 des Territoires - Information MET 19/12857/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article L.5218-8 du CGCT, ainsi que les articles 5218-8-1 et

5218-8-2 du CGCT qui précisent le cadre général de la dotation de gestion affectée aux territoires, Madame la Présidente de la Métropole a consulté les Présidents de Territoire par lettre du 11 octobre 2019 sur le montant de la dotation de gestion de leurs territoires respectifs.

A l'issue de cette consultation, le Conseil de la Métropole est informé par sa Présidente du montant total des crédits que ce dernier propose d'inscrire au titre des dotations de gestion des territoires au budget de la Métropole pour l'exercice 2020.

Le montant des dotations qu'il est envisagé d'attribuer sur cette base à chaque Conseil de Territoire est notifié au Président du Conseil de Territoire par Madame la Présidente du Conseil de Métropole, de façon à ce que chaque Conseil de Territoire puisse ensuite élaborer et adopter son état spécial de territoire en équilibre réel au sens de l'article L. 1612-4 sur la base de ses dotations de fonctionnement et d'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du montant total des crédits de 536 887 778,00 euros que Madame la Présidente du Conseil de la Métropole se propose d'inscrire au titre des dotations de gestion des territoires au budget de la Métropole pour l'exercice 2020 ; montant se décomposant en 140 897 778,00 euros pour les dotations de fonctionnement et 395 990 000,00 euros pour les dotations d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-7067/19/CM

**■ Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : ZAC Saint-Charles Avenue Camille Pelletan à Marseille
MET 19/12608/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Saint-Charles.

En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de la ZAC Saint-Charles : Avenue Camille Pelletan entre la place Marceau et porte d'Aix, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 2 710 573,08 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 681 045,72 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence. En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le code général des impôts, et notamment l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour la ZAC Saint-Charles : Avenue Camille Pelletan entre la place Marceau et porte d'Aix, pour un montant HT de 2 710 573,08 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 681 045,72 euros.

Article 2 :

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2021.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092 – opération 2013109200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-7068/19/CM

■ Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : ZAC Cité de la Méditerranée Secteur 7 jardin Vaudoyer à MarseilleMET 19/12609/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Cité de la Méditerranée.

En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, le Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 7, au jardin Vaudoyer, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 4 034 491,44 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 485 600,82 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment l'article 1609 nonies C
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 7, au jardin Vaudoyer, pour un montant HT de 4 034 491,44 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 485 600,82 euros.

Article 2 :

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2019.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA seront inscrits au budget 2019 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092– opération 2013109200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-7069/19/CM

**■ Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : ZAC Saint-Charles - Desserte des ilots Onzanam-Ferry à Marseille
MET 19/12610/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Saint-Charles.

En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, le Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence

(voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de la ZAC Saint-Charles : Desserte ilots Ozanam-J. Ferry, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 1 034 329,28 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 129 716,15 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment l'article 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour la ZAC Saint-Charles : Desserte ilots Ozanam-Ferry, pour un montant HT de 1 034 329,28 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 129 716,68 euros.

Article 2 :

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2019.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA sont inscrits au budget 2019 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092 – opération 2013109200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-7070/19/CM

■ Révision des tarifs contractuels de la contribution forfaitaire annuelle de la Délégation de Service Public par affermage pour le Centre des Congrès Agora à Aubagne MET 19/12475/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société SEMAGORA, l'exploitation et la commercialisation du Centre des Congrès AGORA situé sur la commune d'Aubagne par contrat d'affermage.

La durée du contrat est de 10 ans. Il a pris effet le 1^{er} janvier 2012 et prendra fin le 31 décembre 2021.

L'article 27 du contrat d'affermage stipule que les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année par la formule suivante:

$$P = P0 \frac{SYN}{SYN0}$$

Dans laquelle :

P = prix révisé des prestations exécutées,
P0 = prix prévu dans le contrat au mois "zéro" (janvier 2012),
SYN = indice SYNTEC connu au moment de la révision (juin 2019) soit 274,2,
SYN0 = même indice que le précédent au mois zéro (janvier 2012) soit 238,60.

Les tarifs et la contribution forfaitaire annuelle ainsi révisés doivent recueillir l'approbation de l'assemblée délibérante avant leur entrée en vigueur. C'est l'objet de la présente délibération.

Ainsi, la nouvelle grille tarifaire usagers, avant et après révision, applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 est annexée au présent rapport.

Par ailleurs, la contribution forfaitaire annuelle au titre de la réservation des salles au profit de l'autorité affermante est fixée à 445 220 € HT en application de l'article 24-3 du contrat d'affermage (dont 84 000 € HT de compensation financière pour la mise à disposition du personnel du délégataire non indexé).

Ce contrat a fait l'objet d'un avenant n°1 ayant pour objet la modification du volume de réservation des locaux au profit de l'autorité affermante approuvé par délibération n° FAG 008-1288/16CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, entraînant une augmentation de 71 820 € HT de la contribution annuelle.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle modifiée par l'avenant n°1 passe donc de 445 200 € HT à 517 040 € HT (décomposé ainsi soit 361 220 € + 71 820 € + 84 000 €), soit 16,13 % par rapport au montant initial du contrat.

La contribution forfaitaire étant indexée dans les conditions prévues à l'article 27 du contrat d'affermage précédemment énoncées, il en résulte une hausse de 64 611,17 € HT de la contribution annuelle au 1^{er} janvier 2020. La contribution actualisée au 1^{er} janvier 2020 est de 581 651,17 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat d'affermage pour la gestion du Centre des Congrès AGORA à Aubagne en date du 23 décembre 2011 conclu avec la SEMAGORA ;
- L'avenant n°1 au contrat, approuvé par délibération N° FAG 008-1288/16CM du Conseil de Métropole en date du 15 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'obligation de réviser les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire de la délégation de service public au 1^{er} janvier de chaque année.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision des tarifs contractuels du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 suivant l'annexe jointe.

Article 2 :

Est approuvée la révision de la contribution forfaitaire du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable au 1^{er} janvier 2020 pour un montant de 581 651,17 € HT.

Article 3 :

Les crédits afférents sont inscrits au Budget Primitif 2020 de l'Etat Spécial du Territoire, en section de fonctionnement, en dépenses au chapitre 011 sur la nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-7071/19/CM

■ Augmentation de capital et modification des statuts de la Société Publique Locale Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence MET 19/13022/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire de la Société Publique Locale Pôle (SPL) Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence, dont l'objet social est défini de la façon suivante :

- gérer et développer les équipements et les activités liées au nautisme et aux produits de la mer,
- valoriser, promouvoir et contribuer au développement de l'offre existante des activités du nautisme et des produits de la mer,
- organiser la reconversion de friches portuaires et industrielles permettant le développement d'aménagements, d'équipements et des activités favorisant le nautisme et les produits de la mer,
- aménager et gérer de nouvelles zones d'équipements et de services pour accueillir de nouvelles entreprises ou tout autre organisme

concerné, contribuant à renforcer l'attractivité de pôle nautisme et mer,

- favoriser l'implantation et le développement de nouvelles activités et de nouveaux produits liés au nautisme et mer,
- organiser, gérer et développer des activités de découvertes et de loisirs permettant de renforcer l'offre et l'attractivité du territoire.

Il a été envisagé une augmentation du capital social de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » en vue de soutenir les nouveaux projets nécessaires au développement de ce Pôle, unique dans les Bouches-du-Rhône de par son lien direct avec le fleuve, qui viendra à terme, compléter l'offre en matière de nautisme sur la façade Métropolitaine, et offrir une diversification des activités économiques liées à la conchyliculture, la pêche et aux activités de loisirs. Une vitrine de la mer au cœur de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'aménagement de la Presqu'île du Mazet, au cœur de l'action de la SPL, nécessite des fonds supplémentaires afin de développer la quinzaine de projets en cours d'étude : reconquête des friches industrielles, port de pêche, base euroméditerranéenne de catamarans, Parc public intergénérationnel du Mazet, navette électro-solaire sur le Rhône, forêt environnementale éoliennes, station d'avitaillement, gare fluviale, centre de formation, etc.

L'augmentation du capital social permettra donc d'enclencher notamment diverses études nécessaires au plan de développement global de la zone, pourvoyeur d'emplois et futur point d'attractivité touristique et économique pour la Métropole. Elle permettra également d'assurer une meilleure visibilité du Pôle Nautisme auprès des investisseurs, des plaisanciers et du grand public.

Ainsi par délibération du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé une augmentation de capital en numéraire par la création de 500 actions nouvelles émises à la valeur de nominale de 1 000 euros, soit un montant de 500 000 euros sans prime d'émission.

Par ailleurs, la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, actionnaire de la SPL, a approuvé une augmentation de capital constituée par un apport en nature de deux parcelles, cadastrées section D n° 703 et section D n° 645b. La valeur de ces terrains, devant être rémunérée par des parts sociales, a été appréciée par un commissaire aux apports dûment désigné, lequel a déterminé l'apport en nature pour un montant de 500 000 euros donnant lieu à la création de 500 actions nouvelles émises à la même valeur nominale.

Dès lors le capital social de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » sera désormais constitué d'apports en numéraire de 2 800 000 € (deux millions huit cent mille euros) et d'apports en nature d'un montant de 500 000 € (cinq cent mille), divisé en 2800 actions (deux mille huit cents) de 1000 euros (mille) de valeur nominale chacune, réparties entre les actionnaires de la façon suivante :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL
Métropole Aix-Marseille-Provence	1 300	1 300 000
Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône	1 500	1 500 000

Conformément à l'article L. 1524-5 du CGCT, « *les sièges [au conseil d'administration] sont attribués en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement.* »

Toutefois, la souscription de nouveaux titres par les actionnaires ne modifient pas la répartition actuelle des sièges au conseil d'administration. Par conséquent seul l'article 7 des statuts doit être modifié.

L'augmentation de capital entraînant une modification statutaire, il convient à peine de nullité du vote du représentant de la Métropole lors de l'assemblée générale extraordinaire, d'approuver au préalable les modifications.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Commerce ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 007-5704/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant augmentation de capital de la SPL en numéraire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'augmentation de capital en numéraire, par la création de 500 actions nouvelles émises à la valeur nominale de 1000 €, soit un montant de 500 000 € sans prime d'émission et la renonciation par la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône à son droit préférentiel de souscription au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à libérer, dès réception du bulletin de souscription, la totalité de la valeur des actions correspondant à l'apport en numéraire soit la somme de 500 000 euros (cinq cent mille euros) et autorise la Présidente à engager toute procédure pour que les fonds correspondant soient versés auprès de l'organisme bancaire de la SPL.

Est également approuvée l'augmentation de capital par un apport en nature d'un montant de 500 000 € de la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône par la création de 500 actions nouvelles émises à la valeur nominale de 1000 €, soit un montant de 500 000 € sans prime d'émission

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole chapitre 26, nature 261.

Article 3 :

Est approuvée la modification de l'article 7 des statuts de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » désormais rédigé comme suit :

«Article 7- Capital social»

Au terme des délibérations des Assemblées Générales Extraordinaires du 28 Mai 2019 et du et des procès-verbaux des Conseils d'administration en date du 6 Mai 2019 et du, le capital social a été augmenté par l'émission d'actions à hauteur de 500 000 euros en numéraire et de 500 000 euros en foncier.

Ces nouveaux apports portent le capital social à la somme de DEUX MILLIONS HUIT CENT MILLE EUROS (2 800 000 euros) divisé en 2 800 actions de 1 000 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole Aix-Marseille-Provence

et la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dans la proportion ci-après :

- par la Métropole Aix-Marseille-Provence : 1300 actions de 1 000 € chacune, soit UN MILLION TROIS CENT MILLE EUROS (1 300 000 euros) ;
- par la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône : 1500 actions de 1 000 € chacune, soit UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS (1 500 000 euros). »

Article 4 :

Le représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé aux assemblées générales de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » à voter en faveur de l'augmentation de capital de la société comme suit :

- Montant : 500 000 (cinq cent mille euros), souscrits en numéraire, libérés intégralement à la souscription, sans prime d'émission,
- Souscripteur : la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription sera supprimé.

Le représentant de la Métropole est également autorisé à voter en faveur de l'augmentation de capital réalisée par un apport en nature d'un montant de 500 000 euros de la Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Article 5 :

Le représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé aux assemblées générales de la SPL « Nautisme Mer Développement Port-Saint-Louis Provence » à voter en faveur de la modification de l'article 7 des statuts comme suit :

« Article 7- Capital social »

Au terme des délibérations des Assemblées Générales Extraordinaires du 28 Mai 2019 et du et des procès-verbaux des Conseils d'administration en date du 6 Mai 2019 et du, le capital social a été augmenté par l'émission d'actions à hauteur de 500 000 euros en numéraire et de 500 000 euros en foncier.

Ces nouveaux apports portent le capital social à la somme de DEUX MILLIONS HUIT CENT MILLE EUROS (2 800 000 euros) divisé en 2800 actions de 1000 € de valeur nominale chacune, détenues exclusivement par la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dans la proportion ci-après :

- par la Métropole Aix-Marseille-Provence : 1 300 actions de 1 000 € chacune, soit UN MILLION TROIS CENT MILLE EUROS (1 300 000 euros) ;
- par la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône : 1 500 actions de 1 000 € chacune, soit UN MILLION CINQ CENT MILLE EUROS (1 500 000 euros). »

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toute pièce afférente à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-7072/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisition de mobilier et équipements divers pour le site EKO ACTIVE MET 19/13149/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'installation de plusieurs directions métropolitaines dans l'immeuble EKO ACTIVE, il convient de créer une opération spécifique relative à l'acquisition de mobilier et matériels divers nécessaires à leur bon fonctionnement.

Ce projet vise à regrouper des directions stratégiques sur un même site, à proximité de la Tour la Marseillaise et des autres bâtiments abritant les principaux services administratifs de la Métropole.

Le programme prévoit l'installation immédiate de 170 postes de travail avec des aménagements permettant des possibilités d'évolution en fonction de l'organisation des services.

Les locaux seront dotés des mêmes équipements que ceux installés dans la Tour la Marseillaise que ce soit au niveau des postes de travail et des espaces collaboratifs.

Cette opération est financée par le budget principal de la Métropole.

L'opération d'investissement n° 2019003400 , « Acquisition de mobilier et équipements divers pour le site EKO ACTIVE », d'un montant de 1 200 000 € inscrite au budget principal métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 19011BP du programme 01 de la Métropole, doit être créée et affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 200 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019003400

LIBELLES	TAFIFS EURO HT	TARIFS EURO TTC
Crémation Adultes	475,20	570,00
Crémation adultes Cercueil carton	475,20	570,00
Crémation Enfants – 12 ans	235,66	283,00
Crémation Enfants – 12 ans Cercueil carton	235,66	283,00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	119,02	143,00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	475,20	570,00
Crémation Pièces Anatomiques	96,91	116
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,83	25,00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	189,57	227,00

Il est proposé pour l'année 2020 de ne pas augmenter les tarifs de crémation. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges et le budget du crématorium dégage des recettes suffisantes permettant de les compenser.

« Acquisition de mobilier et équipements divers pour le site EKO ACTIVE » pour un montant de 1 200 000 euros T.T.C rattachée au programme 01, Code AP 19011BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole 2020. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

CP 2019 : 0
CP 2020 : 1 000 000 T.T.C
CP 2021 : 100 000 T.T.C
CP 2022 : 100 000 T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-7073/19/CM

**■ Approbation du montant des redevances de crémation du crématorium Saint-Pierre pour l'année 2020
MET 19/12543/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2019.

Par délibération FAG 140-4957/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2019 du Crématorium Saint-Pierre. Les valeurs applicables étaient les suivantes :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° EPPS 003-1353/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant la création d'un tarif spécifique pour les cercueils en carton ;
- La délibération n° FAG 140-4957/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la fixation des taxes de crémation pour l'année 2019 ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre qui s'est tenu le 9 Septembre 2019.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer les tarifs de crémation du Crématorium Saint-Pierre susceptibles d'être perçus à l'occasion du fonctionnement des services métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les montants des redevances de crémation du Crématorium Saint-Pierre applicables à compter du 1er janvier 2020 fixés comme suit :

LIBELLES	TARIFS EURO HT
Crémation Adultes	475,20
Crémation Enfants – 12 ans	235,66
Crémation Corps Réduits + 5 ans	119,02
Crémation Corps Réduits – 5 ans	475,20
Crémation Pièces Anatomiques	96,91
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,83
Crémation Don de Corps à la Science (les 100 premières gratuites, payant à partir de la 101ème)	189,57

Article 2 :

Les recettes seront constatées au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre – Sous Politique A430 Natures 7060 et 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-7074/19/CM

**■ Attribution d'une participation financière à l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille pour la création d'un Bureau Métropolitain des Congrès - Approbation d'une convention
MET 19/12338/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités

Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Métropole est donc, depuis cette date, en charge de la compétence "Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme" sur l'ensemble de son territoire.

Dans un but d'exhaustivité, il convient de préciser que la compétence tourisme est une compétence partagée entre la Métropole et les communes. A titre d'exemple, toutes les actions d'animation qui peuvent concourir à l'attractivité d'une ville n'entrent pas dans la compétence promotion du tourisme. Ainsi les communes pourront continuer à intervenir sur leurs

territoires et soutenir directement certaines actions si elles le souhaitent.

Dans ce cadre, le conseil de la Métropole a délibéré en octobre 2017 afin de préciser les contours de sa compétence en matière de promotion du tourisme ainsi que les possibilités de relations avec les offices de tourisme qui ne lui auraient pas été transférés.

En effet, conformément à l'article L.5218-2 I al. 2 du CGCT, les communes érigées en stations classées ou ayant déposé une demande de classement, et n'ayant pas transféré la compétence promotion du tourisme à la date du 1er janvier 2018, pouvaient décider, par délibération prise avant cette même date, de conserver l'exercice de la compétence.

L'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille est un établissement public industriel et commercial et qui, conformément au principe de spécialité, doit s'en tenir à l'exercice de la mission ou des missions connexes qui lui ont été confiées et qui sont définies en termes précis dans leurs statuts. Ce principe ne s'oppose pas à ce qu'un établissement public gère, en sus des activités qui lui sont expressément confiées, des activités annexes qui apparaissent comme des prolongements du service public assuré.

Dans un contexte de concurrence internationale accrue, une coopération entre les différents acteurs apparaît donc indispensable.

La prise de la compétence tourisme par la Métropole au 1er janvier 2018 permet d'élargir l'offre notamment en tourisme d'affaires à l'échelle de la Métropole à travers cette convention en octroyant à l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille d'étendre ses missions.

La création d'un Bureau Métropolitain des Congrès, se substituant au Bureau des Congrès et Evénements de Marseille, est un outil fédérateur dont sont aujourd'hui dotées la majorité des métropoles françaises.

Le Bureau Métropolitain des Congrès va permettre d'élargir l'offre en tourisme d'affaires pour accueillir davantage d'événements.

Intégré au sein de l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille et fort de son expérience dans le domaine du tourisme d'affaires, il est une vitrine pour l'attractivité du territoire à l'internationale.

Marseille accueille des congrès, salons et expositions de renommée mondiale. Elle dispose d'un des meilleurs équipements pour accueillir des salons et congrès.

La ville est au 3^{ème} rang national et 80ème rang mondial du classement ICCA 2017 (International Congress and Convention Association), avec plus de 28 congrès internationaux organisés, 812 manifestations, 432 800 journées congressistes. En 10

ans, le nombre de rencontres professionnelles a pratiquement triplé.

En 2018, pour un euro investi, ce sont 97 euros de retombées économiques directes et 271 euros de retombées économiques totales (indicateurs de l'Unimev).

L'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille dispose d'un dynamisme, d'un savoir-faire, d'une équipe de 8 personnes et de moyens techniques importants dont pourront bénéficier l'ensemble des Offices de Tourisme sur le territoire de la Métropole. Actuellement, plus de 76 professionnels sont partenaires du Bureau des Congrès et Evénements de Marseille, sélectionnés par différents critères d'adhésion.

Il s'agit d'une véritable interface entre les organisateurs d'événements, les professionnels locaux, les institutionnels et les réseaux de professionnels nationaux et internationaux. Il est l'interlocuteur privilégié et propose des services sur mesure et gratuits au plus près des projets du client, et va permettre d'infuser la dynamique et l'expérience marseillaise en matière de tourisme d'affaires au niveau de la Métropole afin d'attirer des événements et investisseurs, créer un engagement collectif puissant avec un sentiment d'appartenance et une motivation renforcée sous une marque fédératrice.

Dès lors, il est proposé de mettre en place un partenariat qui permettra, d'une part, à l'Office de Tourisme de bénéficier de la force stratégique de la Métropole en matière de tourisme pour développer son attractivité notamment à l'international et, d'autre part, à la Métropole de s'appuyer sur une structure de proximité afin de développer son offre touristique et bénéficier de son expertise à l'échelon local à travers la création d'un Bureau Métropolitain des Congrès.

Dans le cadre d'une politique concertée, ces moyens concernent plusieurs actions :

- Consolider l'attractivité du territoire au plan national et international pour faciliter la venue d'événements d'entreprises, congrès et salon ;
- Augmenter les retombées économiques sur le territoire en développant l'international ;
- Utiliser le tourisme d'affaires comme levier pour la mise en valeur des filières d'excellence afin d'attirer des entreprises ;
- Renforcer l'accueil sur le territoire en mobilisant les acteurs publics et privés tant au niveau des candidatures que des événements ;
- Fédérer et professionnaliser l'écosystème des rencontres professionnelles en lien avec les entreprises et les institutions ;
- Réaliser un diagnostic avec consolidation du SWOT au niveau de la Métropole ;

- Mettre en place des objectifs dans le respect de la stratégie économique de la Métropole en adéquation avec ses 6 filières clés ;
- Mesurer le retour sur investissement ;
- Identifier des partenaires métropolitains répondant aux critères d'adhésion en partenariat avec les différentes municipalités et Offices de Tourisme métropolitains en renforçant l'équipe du Bureau des Congrès par le recrutement d'un collaborateur(rice) ;
- Officialiser les nouvelles adhésions au Bureau des Congrès Métropolitain ;
- Co-construire une nouvelle offre commerciale en partenariat avec les acteurs institutionnels et économiques avec comme axe fort, les petits congrès et événements d'entreprises ;
- Modifier et animer des outils de communication afin de promouvoir la destination Aix-Marseille-Provence Métropole ;
- Accroître la visibilité de la Métropole et prospecter de nouveaux clients sur les opérations commerciales B to B ;
- Créer des événements en propre ;
- Animer les différents réseaux (partenaires, ambassadeurs congrès, centres de recherche...), élaborer les dossiers de candidature, réunir les parties prenantes autour des projets et concevoir les visites de repérage.

D'autres actions, décidées d'un commun accord entre la Métropole et l'Office de Tourisme, peuvent également être mises en œuvre dans le cadre de cette coopération.

Ainsi, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT et à l'article 18 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, la Métropole souhaite conclure une convention de coopération avec l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille afin d'assurer conjointement l'exécution de leurs missions de services publics respectives via des moyens communs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Tourisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La délibération FAG 028-6335/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant Budget Principal Métropole Aix Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2019 et des Etats Spéciaux des Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de favoriser le rayonnement touristique du territoire en France et à l'étranger ;
- Que la création d'un Bureau des Congrès Métropolitain permet d'élargir l'offre du tourisme d'affaires et d'augmenter les retombées économiques sur le territoire de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une participation financière de 165 000 euros à l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille pour la création d'un Bureau des Congrès Métropolitain.

Article 2 :

Est approuvée la convention de coopération ci-annexée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Office Métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille pour l'année 2019.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le cadre du Budget Supplémentaire Sous-politique B330 – Nature 657382 – Fonction 64 du budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-7075/19/CM

■ Approbation de la charte des règles d'usage et de sécurité pour les utilisateurs du système d'information de la Métropole Aix Marseille Provence

MET 19/13057/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre un système d'information et de communication nécessaire à l'exercice de ses missions, comprenant notamment un réseau informatique et téléphonique.

Elle permet donc à l'ensemble des agents de disposer de moyens de communication électronique et de ressources informatiques, informationnelles, numériques et technologiques et de les utiliser.

Ces différents outils offrent également à leurs utilisateurs une ouverture vers l'extérieur, et se révèlent être des vecteurs de modernisation de la Métropole et du service public, si leur utilisation est faite à bon escient et dans le respect des usages et de la législation en vigueur.

A l'inverse, une mauvaise utilisation de ces outils peut engendrer des risques d'atteinte à la confidentialité, à la disponibilité et à l'intégrité de l'information et par conséquent du système d'information.

Celle-ci peut avoir des conséquences graves de nature à engager la responsabilité civile et/ou pénale de l'utilisateur ainsi que celle de l'établissement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence était dotée, jusqu'à présent, de chartes informatiques différentes dans chacun des six conseils de territoire, mais n'avait pas mis en œuvre de charte harmonisée.

Une nouvelle charte informatique est donc proposée pour l'ensemble de la Métropole.

Cette charte présente les règles d'usage et de sécurité pour les outils informatiques, numériques et de communication mis à disposition des agents par la Métropole.

La présente charte, validée par le Comité technique en date du 4 octobre 2019, s'inscrit dans une démarche

d'information, de sensibilisation, de responsabilisation des utilisateurs des moyens de communication électronique et du système d'information de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données) ;
- La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- La Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 33 ;
- Le décret n°2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- L'avis favorable du comité technique du 4 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité pour la Métropole de maintenir l'intégrité de son système d'information ;
- La volonté de la Métropole d'être en mesure de garantir un niveau de performance satisfaisant à tous les utilisateurs des

ressources informatiques, numériques et de communication ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Charte d'usage et de sécurité pour les utilisateurs du système d'information de la Métropole ci-annexée.

Article 2 :

Cette charte sera communiquée à tout utilisateur et prestataire des ressources et matériels informatiques, numériques et de communication mis à disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-7076/19/CM

■ Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes MET 19/12787/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'égalité entre les femmes et les hommes et un principe constitutionnel depuis 1946. Il a été rappelé dans l'article 1^{er} de la constitution de 1958 et dans l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires.

Depuis, ce principe a également été précisé dans la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique. Celle-ci dispose en effet que Le Gouvernement présente devant le Conseil commun de la fonction publique un rapport sur les mesures mises en œuvre pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes (article 50). Chaque année, est présenté devant les comités techniques, (...) un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes comportant, notamment, des données relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle (article 51).

Le 8 mars 2013, un protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique a été signé par l'ensemble des organisations syndicales et les représentants des employeurs publics. Il comporte un ensemble de 15 mesures qui s'articulent autour de 4 axes : le dialogue social comme élément structurant pour parvenir à l'égalité professionnelle, rendre effective l'égalité entre les femmes et les hommes dans les rémunérations et

les parcours professionnels de la fonction publique, la meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle et la prévention des violences faites aux agents sur leur lieu de travail.

Ce protocole rend obligatoire l'élaboration d'un rapport de situation comparée de l'égalité professionnelle, élargissant ainsi à la fonction publique une obligation qui incombait déjà aux entreprises (loi n°83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes).

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes fait obligation aux collectivités de plus de 20 000 habitants de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le contenu de ce rapport et les modalités de son élaboration sont fixés par décret.

Le décret 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, s'applique aux budgets présentés par les collectivités depuis le 1er janvier 2016. Il précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Ce rapport doit faire état de la politique de ressources humaines et comporter un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Ce rapport doit également présenter les politiques publiques menées par la collectivité sur son territoire en faveur de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Il décrit les orientations pluriannuelles, les programmes et les actions conduites à cette fin dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de la collectivité.

Il doit faire état du suivi de la mise en œuvre de la clause d'égalité dans les marchés publics. Depuis le 1er décembre 2014, les entreprises condamnées pour discrimination ou qui ne mettraient pas en œuvre leurs obligations en matière d'égalité professionnelle sont privées d'accès aux marchés publics.

Ainsi, la responsabilité des collectivités en matière d'égalité entre les femmes et les hommes comporte le volet de politique de ressources humaines, le volet de ses politiques publiques et le respect de la clause d'égalité en matière de marchés publics.

Dès sa création en janvier 2016, la Métropole a mis en place la clause des marchés publics et exigé des candidats la production d'une déclaration sur l'honneur par laquelle l'entreprise s'engage à :

- Ne pas avoir fait l'objet d'infractions mentionnées à l'article L146-1 du code du travail
- Avoir mis en œuvre, avoir réalisé ou engagé la régularisation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (article L2242-5 du code du travail)

Les trois précédents rapports de la Métropole sur l'égalité entre les femmes et les hommes, portant sur les années 2015, 2016 et 2017 ont produit une évaluation comparée des données statistiques en ressources humaines concernant l'ensemble du personnel métropolitain.

Conformément à l'engagement pris l'année dernière, le rapport 2018 est enrichi d'un diagnostic portant sur les enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes sur le volet de politiques publiques conduites par la Métropole sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
- L'avis émis par le comité technique du 4 octobre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte des éléments détaillés du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établi sur la base des données disponibles de l'année 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-7077/19/CM

■ Approbation de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale

MET 19/12789/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale est destinée aux collectivités locales et régionales d'Europe qui sont invitées à la signer, à prendre publiquement position sur le principe de l'égalité des femmes et des hommes, et à mettre en œuvre, sur leur territoire, les engagements définis dans la Charte.

Pour assurer la mise en œuvre de ces engagements, chaque signataire doit disposer d'un Plan d'action pour l'égalité qui fixe les priorités, les actions et les ressources nécessaires à sa réalisation.

Chaque autorité signataire s'engage à collaborer avec toutes les institutions et organisations de son territoire afin de promouvoir l'instauration, dans les faits, d'une véritable égalité.

La Charte européenne a été rédigée dans le cadre d'un projet (2005-2006) conduit par le Conseil des Communes et Régions d'Europe. Le projet a été soutenu par la Commission européenne dans le cadre du 5e Programme d'action communautaire pour l'égalité des femmes et des hommes.

Pour parvenir à l'instauration d'une société fondée sur l'égalité, il est capital que les collectivités locales et régionales intègrent pleinement la dimension du genre dans leurs politiques, leur organisation et leurs pratiques.

Dans le monde d'aujourd'hui et de demain, une véritable égalité des femmes et des hommes constitue la clé du succès économique et social – non seulement au niveau européen ou national mais également dans les régions, les villes et les communes.

Prenant acte des enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans ses politiques publiques mais aussi en tant qu'employeur, la Métropole a créé en 2018 la mission égalité entre les femmes et les hommes.

Placée auprès du Directeur général des services, cette mission a pour objectif de promouvoir l'égalité entre les sexes à la Métropole, réaliser un diagnostic et coordonner les actions conduites par les services en intégrant progressivement tous les champs de compétences de la collectivité.

La 1^{ère} programmation métropolitaine en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établie pour la période 2018-2020 comprend 38 actions soutenues par 3 engagements :

- La culture de l'égalité F/H au cœur du projet institutionnel

Les principes de l'égalité entre les femmes et les hommes sont progressivement introduits dans les différents documents stratégiques métropolitains (agendas de la mobilité, de l'économie, SCOT...) mais aussi dans les différentes chartes, conventions avec les partenaires associatifs et institutionnels et la commande publique. La production et la diffusion de données comparées sur l'égalité femmes-hommes sur notre territoire et au niveau national est systématisée pour repérer les enjeux dans les politiques publiques dont la Métropole a la charge.

D'ores et déjà, une représentation équilibrée des femmes et des hommes est proposée dans la programmation de nos réunions, événements et manifestations. De même, une prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes est assurée dans nos supports de communication, qui veillent à ne pas véhiculer de stéréotypes de genre qui entretiennent les inégalités.

- Des actions de promotion de l'égalité F/H dans chacun de nos projets

L'engagement institutionnel de la Métropole dans la promotion de l'égalité F/H dans ses politiques publiques doit inciter à la multiplication des initiatives dans les services.

Deux ressorts entretiennent l'invisibilité des femmes dans la société : l'absence d'études spécifiques et systématiques qui peuvent conduire à des représentations erronées et par voie de conséquence, à l'absence d'actions spécifiques et parfois simples (arrêts à la demande dans les transports, accompagnements à la voiture dans les parkings...). Il convient de s'interroger systématiquement pour s'assurer de la prise en compte de l'égalité dans chacun des projets conduits par les services

- L'égalité professionnelle au travail

La diffusion progressive de la culture de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les services doit également faire progresser l'égalité professionnelle au travail et nécessite un diagnostic complet et transparent sur les données.

Les métiers de la Métropole sont « structurellement » très masculins. La grande majorité de l'effectif

permanent de la Métropole Aix-Marseille Provence appartient à la filière technique (66% des agents) et la filière technique est majoritairement masculine (4831 agents, dont 90,40% d'hommes). De même, la filière administrative est majoritairement féminine (2147 agents dont 81,42% de femmes).

Ces données structurelles ont une incidence déterminante dans les rémunérations, les carrières des femmes et la gestion du temps. Le rapprochement avec le Conseil départemental, dont les filières métiers sont à l'inverse majoritairement féminisées, permettra d'engager un travail sur la mixité.

Cette 1^{ère} programmation pour la période 2018-2020 légitime l'engagement de la Métropole dans la promotion de l'égalité entre les sexes et de rejoindre les collectivités signataires de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale dès 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
- La charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement de la Métropole dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Article 2 :

Est approuvée la charte européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale, ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette charte.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 040-7078/19/CM

■ Création, définition et suppression d'emplois MET 19/12713/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé de créer et de définir l'ensemble des postes mentionnés ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 Juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- La délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole relative aux mises à jour du tableau des effectifs, définitions des postes

dans le cadre du schéma directeur d'organisation des services de la Métropole ;

- La délibération FAG 031-5330/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole relative à la création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaires d'activité ;
- La délibération FAG 009-5535/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole relative à la définition des taux de promotion pour les avancements de grade des agents métropolitains à 100 % ;
- La délibération FAG 072-6379/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole relative à la création et à la définition d'emplois ;
- La délibération FAG 025-6762/19/CM du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole relative à la création et à la définition d'emplois ;
- L'avis du Comité Technique du 4 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Suite aux avancements de grade prononcés au titre de l'année 2019 sont approuvées les suppressions de 553 emplois permanents à temps complet :

- 3 agents de maîtrise principaux territoriaux.
- 77 agents de maîtrise territoriaux.
- 30 adjoints techniques principaux 1^{ère} classe territoriaux.
- 180 adjoints techniques principaux 2^{ème} classe territoriaux.
- 140 adjoints techniques territoriaux.
- 4 adjoints administratifs principaux 1^{ère} classe territoriaux.
- 110 adjoints administratifs principaux 2^{ème} classe territoriaux.
- 4 adjoints administratifs territoriaux.
- 1 adjoint d'animation principal 2^{ème} classe territorial.
- 3 adjoints d'animation territoriaux.
- 1 adjoint du patrimoine territorial.

Article 2 :

Afin de tenir compte des réussites à concours et des intégrations de personnel, sont approuvées les créations de 5 emplois permanents à temps complet relevant des grades suivants :

- 4 attachés territoriaux.
- 1 technicien territorial.

Article 3 :

Afin de promouvoir les agents inscrits sur la liste d'aptitude d'avancement de grade, sont approuvées les créations de 609 emplois permanents à temps complet :

- 1 ingénieur en chef hors classe territorial.
- 1 ingénieur hors classe territorial.
- 13 ingénieurs principaux territoriaux.
- 1 technicien principal 1^{ère} classe territorial.
- 1 technicien principal 2^{ème} classe territorial.
- 76 agents de maîtrise principal territoriaux.
- 161 adjoints techniques principaux 1^{ère} classe territoriaux.
- 139 adjoints techniques principaux 2^{ème} classe territoriaux.
- 6 attachés hors classe territoriaux.
- 15 attachés principaux territoriaux.
- 1 rédacteur principal 1^{ère} classe territorial.
- 1 rédacteur principal 2^{ème} classe territorial.
- 138 adjoints administratifs principaux 1^{ère} classe territoriaux.
- 42 adjoints administratifs principaux 2^{ème} classe territoriaux.
- 1 animateur principal 1^{ère} classe territorial.
- 1 adjoint d'animation principal 1^{ère} classe territorial.
- 3 adjoints d'animation principaux 2^{ème} classe territoriaux.
- 1 assistant de conservation du patrimoine 2^{ème} classe territorial.
- 1 adjoint du patrimoine principal 2^{ème} classe territorial.
- 1 éducateur des APS 1^{ère} classe territorial.
- 2 assistants socio-éducatifs principaux territoriaux.
- 3 professeurs de CFA hors classe territoriaux.

Ces créations de poste occasionneront les suppressions de postes budgétaires correspondants aux postes des agents qui bénéficieront d'un avancement de grade.

Article 4 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les redéfinitions de postes suivants, sur emploi permanent à temps complet.

La redéfinition des activités, des libellés de postes ou des services de rattachement n'occasionnent pas la création de postes budgétaires supplémentaires.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La

rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'information :

- Un Ingénieur Telecoms par délibération FAG 072-6379/19/CM en date du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole initialement en remplacement d'un poste d'Ingénieur réseaux télécom à la Direction des Infrastructures Informatiques et Telecoms, inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et techniciens territoriaux et élargi au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Définir l'architecture de télécommunications. Gérer les infrastructures de télécommunication de la collectivité. Garantir le bon fonctionnement et la fiabilité du réseau téléphonique de la collectivité. Assurer la gestion (lancement et exécution) des appels d'offre. Gérer les projets. Profil : Titulaire d'un Bac +3 pour la filière administrative et d'un titulaire d'un Bac +5 pour la filière technique.

Pour la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie

Pour la DGA Délégué Service de Transport :

- Un Chef de service exploitation de proximité du Pays d'Aix à la Direction de Proximité Nord Est accessibilité des transports, par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et élargi à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Suivre l'organisation et l'exploitation des réseaux de transports urbain et interurbain de la Direction de Proximité nord-est. Profil : Titulaire Bac +5.

Pour le Pôle Voirie Espace Public

- Un Responsable de division SIG et marchés par délibération FAG 072-6379/19/CM en date du 20 juin 2019 à la Division Gestion de l'espace public du Conseil de la Métropole initialement inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs et aux grades de techniciens principaux de 1^o et 2^o classe territoriaux et élargi aux cadres d'emplois des attachés et des rédacteurs principaux de 1^o et 2^o classe territoriaux. Description du poste : Exécuter l'ensemble des tâches liées à la mise en œuvre et au développement des données

métier voirie dans le SIG. Procéder au contrôle des données métiers voirie et à leur intégration dans le SIG, ainsi que leur exploitation (requête, analyse, mise en place de routines...) notamment pour l'élaboration de programmes d'interventions. Assurer la veille technique en liaison avec les services du SIG et encadrer la Division Gestion des Données SIG et le travail des opérateurs SIG/Données de la Direction. Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un Bac + 2 (rédacteur) à Bac + 3 (technicien).

Pôle Infrastructure

- Un Chargé d'Etudes à la direction Etudes opérationnelles par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole initialement inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et élargi au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer le pilotage des études techniques et le suivi des procédures administratives de plusieurs projets d'infrastructures et d'aménagement urbain. Profil : Titulaire d'un Bac + 5.
- Un Chef de service infrastructures, BAT, VRD, OA, réseaux à la Direction Projets Métro et Tramway par délibération FAG 025-26/09/19 en date du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole (et non à la Direction Grands Travaux), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer la gestion du Service Infrastructures, Bat, VRD, OA, RESEAUX. Participer à toutes les missions afférentes au pilotage externe des entreprises ou concessionnaires intervenant dans le cadre des différentes opérations d'extension du réseau de tramway ainsi que celles afférentes au bon déroulement de ces opérations (tenue des plannings, suivi budgétaire, suivi des marchés...). Assurer la maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opérations de projets d'extension du réseau de tramway par la Métropole (notamment Val'Tram). S'assurer du respect des programmes votés dans le cadre de ces projets. Profil : Titulaire d'un Bac+ 5.
- Un Ingénieur Chargé d'Etudes à la Direction Projets Métro et Tramway par délibération FAG 055-2713/17/CM en date du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et élargi au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Lancer et gérer les études préalables à la réalisation

des projets de transports guidés (notamment tramway et métro) retenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Etablir les conventions et marchés nécessaires à la conduite des études préalables à la réalisation des projets de transports guidés (assistance à maîtrise d'ouvrage, études de faisabilité et/ou de programmation...). Assurer le suivi technique et la gestion administrative et financière de ces dossiers. Elaborer les programmes d'investissements à réaliser. Profil : Titulaire d'un Bac + 5.

- Un Architecte chargé d'études à la Direction des Etudes Opérationnelles par délibération FAG 025-26/09/19 en date du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole (et non à la Direction Projets Métro Tramway), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser les études techniques dans le domaine de l'infrastructure et de l'aménagement des espaces urbains. Favoriser une insertion architecturale de qualité dans les projets d'aménagements urbains. Apporter un appui technique dans ce domaine. Mettre en œuvre des compétences architecturales. Conduire des études techniques. Autonomie, aptitude à la communication. Profil : Titulaire d'un Bac +5. Diplôme d'ingénieur.
- Un Chef de service grands aménagements et conduite d'opérations complexes à la Direction Grands Travaux Opérationnelles par délibération FAG 025-26/09/19 en date du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole (et non à la Direction Projets Métro Tramway), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Animer, piloter et contrôler l'activité du Service Grands Aménagements et Conduite d'opérations complexes, qui assure des missions de maîtrise d'ouvrage et de conduite d'opérations d'infrastructures routières ou d'aménagements urbains complexes au sein de la Direction Grands Travaux. Profil : Titulaire Bac +5.

Pour les services du Territoire d'Aix et du Pays d'Aix :

Au Pôle Développement Economique, Emploi et Innovation

- Un Chargé de mission commerce et artisanat à la Direction du Développement Economique et Agriculture par délibération FAG 025-26/09/19 en date du 26 septembre 2019 du Conseil de la Métropole inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste :

Mettre en œuvre, de la conception à la réalisation, les différents projets qui relèvent de son domaine de compétence. Soutenir le développement du commerce et de l'artisanat sur le territoire. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

A la Direction de l'Eau et de l'Assainissement

- Un Ingénieur Exploitation et Contrats (en lieu et place d'un ingénieur réseaux) inscrit au Service Suivi de l'Exploitation et des Contrats par délibération FAG 031-5330/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et des ingénieurs territoriaux en chef. Description du poste : Mise en œuvre et suivi d'exécution de contrats de concession de service public d'eau et d'assainissement sur le territoire du Pays d'Aix et assurer les missions d'exploitation à la charge du maître d'ouvrage. Profil : Titulaire d'un Bac+5.
- Un Chef de projets Usines (en lieu et place d'un Chef de projets Travaux Réseaux / Usines) inscrit au Service Usines délibération FAG 031-5330/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Définir, mettre en œuvre et effectuer le suivi d'études techniques et administratives ainsi que les travaux visant à la conformité réglementaire, la continuité de service et l'optimisation des installations d'approvisionnement et de traitement d'eau (potabilisation et épuration). Profil : Titulaire d'un Bac+5
- Un Chef de Mission Ingénierie Générale (en lieu et place d'un Chef du Service Ingénierie Générale) au Service Ingénierie Générale par délibération FAG 031-5330/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser des études générales ainsi que la définition du programme de travaux nécessaires à la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial du territoire du Pays d'Aix. Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chef de Projets Réseaux (en lieu et place d'un Ingénieur Réseaux) au Service Réseaux par délibération FAG 031-5330/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre le programme d'investissement sur le réseau d'eau et d'assainissement et leurs ouvrages annexes. Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.

- Un Chef de Projets Réseaux (en lieu et place d'un Chef de Projets Travaux Réseaux) au Service Réseaux par délibération FAG 072-6379/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre le programme d'investissement sur le réseau d'eau et d'assainissement et leurs ouvrages annexes. Profil : Titulaire d'un diplôme BAC+5.
- Un Chargé de mission (en lieu et place d'un Chef de Service suivi des compétences conventions de gestion) à la Direction Adjointe Ingénierie Travaux par délibération FAG 031-5330/19/BM du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole inscrit à la nomenclature en référent au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer le suivi des compétences transférées sous convention de gestion avec les communes. Titulaire d'un diplôme BAC+5.

Article 5 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les redéfinitions de 4 postes sur emplois non-permanents à temps complet pour faire face à un accroissement temporaire d'activité. Ces emplois ne peuvent être exercés que 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.

La redéfinition des activités, des libellés de postes ou des services de rattachement n'occasionnent pas la création de postes budgétaires supplémentaires.

La rémunération sera fixée dans le cadre de l'accroissement temporaire d'activité en tenant compte des éléments suivants :

- Fonctions exercées ;
- Qualification requise pour leur exercice ;
- Qualification détenue par l'agent ;
- Son expérience professionnelle.

Pour les services du Territoire d'Aix et du Pays d'Aix :

A la Direction de l'Insertion et de l'Emploi

Le recrutement de 4 accompagnateurs à l'emploi à la Direction de l'Insertion et de l'Emploi (et non au service PLIE) inscrits à la nomenclature du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (catégorie B). Les accompagnateurs à l'emploi accompagnent les personnes en situation de recherche active d'emploi dans leur parcours socio-professionnel du dispositif du PLIE.

Cette emploi sera pourvu par un agent contractuel qui devra justifier du fait d'être titulaire d'une formation de niveau Bac + 2 en conseiller évolution professionnelle.

Ces agents contractuels perçoivent un traitement par référence à l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 Juillet 1983, en référence à la grille du grade d'éducateur territorial des rédacteurs territoriaux en catégorie B.

Article 6 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations et définitions de postes budgétaires, sur emplois permanents, à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

Pour la Direction Générale des Services :

- Un Chargé de Mission Prévention Sûreté à la Direction Générale des Services inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Coordonner l'action des différents services en matière de prévention de la délinquance et les assister dans leur mission, notamment lutter contre les incivilités. Représenter le DGS en qualité de technicien lors des différentes instances relatives à la prévention de la délinquance, Elaborer et assurer le suivi des protocoles visant la prévention des actes délinquants commis à l'encontre de la Métropole. Profil : Titulaire d'un Bac +5 en prévention de la délinquance et ingénierie sûreté.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :

- Trois Conseillers juridiques à la Direction Commande Publique inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assister et encadrer par sa parfaite maîtrise des mécanismes du Droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire, conseiller et assister sur le plan juridique les directions sur le choix du montage contractuel approprié. Profil :

Contrôler la passation et l'exécution des marchés publics, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, capacité rédactionnelle. Titulaire d'un Bac +3.

- Un Auditeur à la Direction de l'Audit – Service Audit Interne inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Description du poste : Réaliser les missions d'inspection diligentes en collaboration avec les services concernés dans les domaines administratifs, organisationnels, financiers et juridiques. Profil : Titulaire d'un Bac + 5. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

Pour la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux :

- Un Chargé de Mission en Marchés Publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assister le chef de service Finances Marchés dans l'élaboration du cadre de gestion de la DGA et en particulier dans la définition et la mise en œuvre des marchés publics. Contribuer à l'atteinte des objectifs en matière d'achat et de commande publique. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chargé de mission finances marchés à la direction ressources, service finances et marchés, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : assister le directeur dans la gestion budgétaire, comptable et juridique ainsi que dans la gestion des ressources humaines. Suivi et passation des marchés publics. Encadrement d'une équipe. Profil : Titulaire d'un Bac+ 3.

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'information :

- Un Chef de projet informatique à la Direction du Développement Numérique, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux ou attachés territoriaux. Description du poste : Piloter des projets informatiques à destination des maîtrises d'ouvrage dans les domaines relevant de la compétence du service. Organiser le maintien en condition opérationnelles des applications. Produire des indicateurs de pilotage, de suivi et d'évaluation. Profil : Titulaire d'un diplôme BAC 3+ minimum.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget :

- Un Chargé de mission Ingénierie Financière de Projet au Service Recettes et Subventions, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Concevoir, auprès du directeur, le cadre d'intervention, les principes méthodologiques et les compétences et les profils de poste à rassembler, qui guideront le développement des missions d'ingénierie financières. Participer à la mise en place de la stratégie financière long-terme de la métropole et détermine les modes de financements optimaux des projets d'investissement. Profil : Titulaire d'un diplôme BAC 5.
- Un Chargé de mission analyste budgétaire au Service Recettes et Subventions inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : assurer les fonctions de responsable de la division Intégration Patrimoniale et collaborer à la préparation, à l'élaboration et au suivi des budgets et procédures associées. Participer à la préparation des documents budgétaires et leurs annexes. Encadrer la division intégration patrimoniale et garantir sa politique. Profil : Titulaire d'un Bac +5.
- Un Chargé de mission analyste budgétaire au Service Budget et Programmation inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Collaborer à la préparation, à l'élaboration et au suivi des budgets et procédures associées. Participer à la préparation des documents budgétaires et leurs annexes. Intervenir en particulier sur la gestion budgétaire de la compétence des Transports et de la Mobilité. Profil : Titulaire d'un Bac +5.
- Un Chargé de mission dette et trésorerie au Service Gestion des Emprunts inscrit à la nomenclature aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Descriptif du poste : Etablir la stratégie d'endettement de la Métropole, assurer l'analyse et la communication financière. Participer à l'élaboration des documents budgétaires et administratifs en matière de la dette.

Pour la DGA Développement Urbain et Stratégies Territoriales

- Un Chargé de Mission Cohésion Sociale à la Direction de l'Habitat et de la Politique de la Ville inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre le programme d'actions du Contrat de Ville et sa déclinaison territoriale, le projet de territoire, en matière de cadre de vie, de

renouvellement urbain et de gestion urbaine et sociale de proximité, en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.

- Un Chef de Projets Renouvellement Urbain à la DGA Développement Urbain et Stratégies Territoriales inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer une fonction de pilotage pour les projets de Rénovation Urbaine qui lui sont confiés. Etre est l'interlocuteur principal des acteurs (collectivités locales, bailleurs sociaux, opérateurs), au niveau technique. Organiser et coordonner leur intervention. Garantir la cohérence des actions conduites par les partenaires avec les objectifs du projet. Etre l'interlocuteur du chargé de mission territorial de l'ANRU pour les projets suivis. Collaborer étroitement avec le chef de projet de la Politique de la Ville. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Chef de Projets à la DGA Développement Urbain et Stratégies Territoriales inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer une fonction de pilotage pour les projets de Rénovation Urbaine qui lui sont confiés. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Responsable de l'Habitat et du Logement à la DGA Développement Urbain et Stratégies Territoriales inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Description du poste : Coordonner la préparation et la mise en œuvre des projets de renouvellement urbain sur l'un des quatre grands secteurs de la Ville de Marseille. Profil : Titulaire d'un Bac + 3.
- Un Assistant de Direction à la DGA Développement Urbain et Stratégies Territoriales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Soutenir l'activité des différents services et contribuer à la gestion administrative. Profil : Titulaire d'un Bac.

Pour la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie

Pôle Infrastructure

- Un Chargé de Mission Marchés Publics à la Direction Projets Métro et Tramway inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer la sécurité juridique et le montage des marchés publics de la direction en collaboration avec les chefs de projet et chargés d'opération. Profil : Titulaire d'un Bac + 5.

- Un Chargé d'Etudes à la Direction Projets Métro et Tramway inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Participer à la conduite d'opérations de grands projets d'extensions de réseaux de transport en commun en site propre. Conduire des marchés de travaux d'infrastructures de transports, de bâtiments (dépôts tramway). Assurer le suivi administratif, financier et technique de ces opérations dans le respect des objectifs de qualité, coûts et délai. Profil : Titulaire d'un Bac + 5.

Pour la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie

Pour la DGA Délégué Service de Transport :

- Un Contrôleur DSP, stationnement, gestion déléguée et ingénierie financière à la Direction des infrastructures Stationnement et équipements de mobilité inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Description du poste : Charger de l'élaboration et la consolidation des trois budgets de la Direction Adjointe en lien avec les services et des divisions. Assurer le suivi de l'exécution budgétaire et mettre en place les tableaux de bord adéquates en lien avec la Direction des Ressources. Profil : Titulaire Bac +5.
- Un Chargé de Coordination Administrative / technique à la Direction des infrastructures stationnement et équipements de mobilité inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Description du poste : Encadrer et diriger les agents de la division. Conduire et contrôler l'activité de la Division et s'assurer de la bonne exécution des opérations. Suivre et contrôler les obligations contractuelles et légales des parkings délégués pour le secteur d'Aix en Provence et Salon. Assister le chargé de mission Délégation de Service Public sur la partie technique, lors de l'élaboration de nouveaux contrats de DSP. Profil : Titulaire Bac +5.
- Un Chef de service stationnement et gestion déléguée à la Direction des infrastructures Stationnement et équipements de mobilité inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Description du poste :

Encadrer et diriger les agents du service stationnement. Conduire et contrôler l'activité du service. Planifier les tâches des équipes et des agents et s'assurer de la qualité des services faits. Conduire la politique de stationnement en lien avec le PDU en organisant la mise en œuvre des orientations stratégiques en contribuant à la conception et au développement de l'activité. Profil : Titulaire Bac +5.

Pour la DGA Eau, Assainissement, Pluvial

Pour la Direction Adjointe Ingénierie et Etudes :

- Un Chargé d'Etudes au Service Etudes Générales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser les études techniques dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, du pluvial et de l'environnement. Apporter une expertise ou un appui technique dans ces domaines pour les autres directions de la Métropole et pour les Communes du Territoire Marseille Provence. Proposer des avis de la Métropole dans ces domaines, sur les projets portés par des tiers aménageurs. Profil : Titulaire Bac +5. Diplôme d'études supérieures (diplôme d'ingénieur ou équivalent dans le domaine technique)

Pour les services du Territoire Marseille Provence

Pour le Pôle Développement Economique et Attractivité

- Un chargé de mission études et marketing inscrit à la nomenclature aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux ou attachés territoriaux. Description du poste : Accompagner la direction de la Promotion du territoire Marseille Provence dans l'élaboration de stratégies de développement économique autour des filières d'excellence dont elle a la charge, le positionnement et la valorisation marketing de l'offre territoriale métropolitaine en direction des entreprises. Interlocuteur privilégié des autres directions du Pôle et des partenaires institutionnels et privés du développement économique local. Profil : Titulaire d'un Bac +5.

Pour la DGA Développement Economique

- Un développeur Economique Territorial à la Direction Compétitivité Territoire inscrit à la nomenclature aux cadres d'emplois des ingénieurs ou attachés territoriaux. Description du poste : Identifier et rencontrer les entrepreneurs du territoire. Capter et analyser leurs besoins à court et moyen termes et rédiger une fiche

entreprise/projet/actions. Proposer des solutions d'implantation et la résolution de problématiques notamment liées à la voirie/propreté. Profil : Titulaire d'un Bac +5.

Pour les services du Territoire d'Aix et du Pays d'Aix :

Pôle Urbanisme et Aménagement :

- Un Chef de Projets Gestion des Projets Urbains Partenariaux à la Direction Opérations d'Aménagement inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Prendre en charge le suivi des Projets Urbains Partenariaux de leur établissement à leur conclusion avec les chargés de projets de la Direction, la conception et l'établissement des projets urbains partenariaux et assurer leur exécution comptable. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Deux Chargés d'Ingénierie à la Direction de l'Urbanisme - Service Projets et Proximité inscrits à la nomenclature aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Descriptif du poste : Assurer le suivi technique des procédures d'évolutions des PLU communaux sous la responsabilité du chef de service projets et proximité. Participer à la réalisation du PLUi. Profil : Titulaire d'un Bac +5. Formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire.

Pôle Déplacement et Espaces Publics :

- Un Conducteur d'Opérations à la Direction Opérations d'Aménagement inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Descriptif du poste : Assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations de voirie ou d'entrées de ville sur le territoire de la collectivité. Coordonner les différents partenaires publics et privés et encadrer les prestataires. Rédiger tous les actes administratifs nécessaires. Assurer la coordination technique pour la mise en œuvre des projets politiques. Profil : Titulaire d'un Bac +5.

Pour les services du Territoire de Salon et du Pays Salonnais

Direction Générale des Services

- Un Chargé de mission Affaires Générales à la Direction Générale des Services inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Contribuer à l'efficacité organisationnelle et administrative du Service

des Assemblées du Territoire et des Affaires Générales. Participer, élaborer et contribuer aux dossiers concernant le territoire. Assurer, exécuter et coordonner pour le DGS de territoire (et ou le DGS délégué) des missions transversales liées à l'activité du territoire et des compétences déléguées. Participer au groupe de travail et au comité de pilotage. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

Pôle Développement :

- Un Responsable de la Division Urbanisme à la Direction Aménagement du Territoire inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Descriptif du poste : Piloter les missions des instructeurs du droit des sols et répartition équitable de la charge de travail. Assistance aux élus et information auprès des 17 communes en matière d'urbanisme et de foncier. Profil : Titulaire d'un Bac + 5 en urbanisme.

Pour les services du Territoire d'Aubagne et du Pays de l'Etoile

Pôle Projets et Réalisations :

- Un Chargé de médiation coordination culturelle à la Direction Planification Urbanisme – Service rénovation urbaine intégrée inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux, attachés territoriaux, techniciens territoriaux et rédacteurs territoriaux. Descriptif du poste : contribuer à la programmation artistique et culturelle de l'espace de la Confluence. Assurer la coordination du ou des prestataires qui interviennent sur l'Espace de la Confluence, assurer le suivi des mises à disposition de l'Espace de la Confluence, développer une politique de médiation culturelle. Assurer, superviser, organiser toutes les actions permettant de garantir la continuité de service, le respect et la conformité au regard du cadre réglementaire dans tous les aspects du fonctionnement et de l'exploitation de l'équipement. Profil : Titulaire d'un Bac + 5 en management des organisations culturelles. Titulaire d'un Bac + 5 en organisations des manifestations culturelles. Habilitations : SIAP 1, Licence Entrepreneur spectacle 1 à détenir pour l'Espace de la Confluence et Habilitation électrique.

Article 7 :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations de postes budgétaires, sur emplois non-permanents pour faire face à un

accroissement temporaire d'activité. Ces emplois ne peuvent être exercés que 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.

La rémunération sera fixée dans le cadre de l'accroissement temporaire d'activité en tenant compte des éléments suivants :

- Fonctions exercées ;
- Qualification requise pour leur exercice ;
- Qualification détenue par l'agent ;
- Son expérience professionnelle.

- Recrutement en accroissement temporaire d'activité de 2 éducateurs d'activités physiques et sportives appartenant à la catégorie B à raison de 25 heures par semaine à compter du 1^{er} Novembre 2019.

L'organisation de stages multisports à la semaine pendant les vacances scolaires implique le recrutement d'un éducateurs sportifs pour des interventions de 25 heures par semaine.

Jusqu'à la fin de l'année 2016, des stages multi-activités étaient organisés par le comité départemental de la FSGT 13 pendant une partie des vacances scolaires et permettait aux jeunes de 4 à 16 ans de bénéficier d'une pratique sportive encadrée et de qualité. Ce partenariat a pris fin suite au transfert de l'équipement à la Métropole.

Dans l'objectif de relancer cette dynamique permettant de proposer des activités sportives de qualité, il est envisagé de mettre en place une expérimentation visant à proposer des stages multisports. Ces stages seront réalisés au centre sportif de Fontainieu qui a été transféré à la Métropole le 1^{er} janvier 2017.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel qui devra justifier du fait d'être titulaire d'un brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS, diplôme d'Etat).

Ces agents contractuels perçoivent un traitement par référence à l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 Juillet 1983, en référence à la grille du grade d'éducateur territorial des activités physiques et sportives en catégorie B.

- Recrutement en accroissement temporaire d'activité de 5 chargés de mission appartenant à la catégorie A, à raison de 35 heures par semaine à compter du 1^{er} Novembre 2019.

Les études à mener à la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie en matière de politique publique de transport notamment.

Les besoins pour les 4 ingénieurs chargés de mission sont :

- un chargé de mission au service Aménagement Modes Actifs sur les questions de nouvelles mobilités et de géographie urbaine.

- un chargé de mission au service Modélisation-Observatoire pour mesurer l'impact des grands équipements et manifestations culturels et sportifs sur l'offre des transports en commun et élaborer un outil d'évaluation croisée avec application à la Métropole Aix-Marseille.

- un chargé de mission coaching au service gestion de la relation clientèle sur les questions psycho-sociales et de mobilité a pour objectif de tester différents leviers de changement, d'en mesurer les impacts et le meilleur rapport coût/efficacité.

- un chargé de mission à la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie pour aider l'encadrement dans la conception technique et le développement opérationnel des activités.

Les emplois seront pourvus par des agents contractuels qui devront justifier du fait d'être titulaire d'un Bac + 5 dans la spécialité en lien avec le poste.

Les agents contractuels percevront un traitement par référence à l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 Juillet 1983 relative à la fonction publique, en référence à la grille du grade d'ingénieur territorial.

Le besoin pour le juriste chargé de mission est :

- un juriste à la Direction Agenda, Programmation et Mobilité Durable pour aider le directeur et les chefs de service dans la mise en œuvre des projets de déplacements innovants. Il a pour mission la recherche et a pour fonction de veiller à la légalité des actes.

L'emploi sera pourvu par un agent contractuel qui devra justifier du fait d'être titulaire d'un Bac + 5 dans le domaine des sciences sociales, de la psychologie.

L'agent contractuel percevra un traitement par référence à l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 Juillet 1983 relative à la fonction publique, en référence à la grille du grade d'attaché territorial.

Article 8 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 041-7079/19/CM

**■ Approbation du dispositif d'action sociale de participation financière aux frais de transport des agents métropolitains
MET 19/12706/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les collectivités sont tenues, depuis la loi du 19 février 2007, de mettre à la disposition de leurs agents des services ou prestations d'action sociale. Ces dépenses revêtent un caractère obligatoire pour les collectivités territoriales.

Ces prestations ou services visent à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Par délibération FAG 001-541 du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a garanti le maintien des structures existantes gérant les œuvres sociales et le financement par la Métropole des droits et avantages sociaux proposés aux agents par les EPCI préexistants jusqu'à l'instauration d'un Comité des œuvres sociales (ou organismes équivalents) métropolitain et vote des délibérations idoines.

Par ailleurs, depuis la création de la Métropole, l'harmonisation de l'action sociale a été réalisée dans les domaines de la restauration (extension des Titres Restaurant à tous les agents), dans le domaine de la santé (harmonisation des prestations mutuelles santé et prévoyance) et dans le domaine des conditions de vie (CET harmonisé et extension de l'indemnisation ou de la prise en compte au sein du RAFP).

Aujourd'hui, il convient de poursuivre la mise en œuvre d'une politique d'action sociale commune à l'ensemble des agents de la Métropole.

La réflexion engagée, dans un premier temps, a abouti à l'expression de la politique d'action sociale de la Métropole, parmi les principaux objectifs une attention particulière est portée à :

- Faciliter l'harmonisation entre vie professionnelle et vie familiale à tous les moments de la vie ;
- Motiver et valoriser les agents en créant des conditions attractives et en participant à leur épanouissement.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique d'action sociale, la Métropole souhaite promouvoir l'utilisation des transports métropolitains au profit de l'ensemble de ses agents, afin de préserver leur pouvoir d'achat, tout en réduisant le bilan carbone de leurs déplacements.

A cet effet, la Métropole propose à tout agent la possibilité de bénéficier du Pass Métropolitain (hors TER, LER, navettes aéroport et Frioul et levélo).

Le Pass Métropolitain est disponible en trois formules correspondant à trois zones de desserte (zone 1, Zone 2 et Zone 3). Le détail de ces zones est précisé en annexes 1 et 2.

Dans ce cadre, la Métropole prendra à sa charge le coût de chaque primo-validation (première validation sur un parcours) dans les conditions ci-après :

- 1,40 euros pour les zones 1 et 3

- 0,90 euros pour la zone 2.

En contrepartie de cet avantage social, les bénéficiaires d'une de ces trois formules du Pass Métropolitain seront redevables d'une participation financière forfaitaire annuelle fixée en fonction de leur catégorie statutaire et de leur indice de rémunération, et s'établissant comme suit (cf annexe 2) :

Pour les agents de catégorie C et B :

- Zone 1 : 22,83 euros
- Zone 2 : 13,5 euros
- Zone 3 (zone 1 + 2) : 36 euros

Pour les agents de catégorie A (dont l'indice brut est inférieur ou égal à 801) :

- Zone 1 : 45,73 euros
- Zone 2 : 27 euros
- Zone 3 (zone 1 + 2) : 73 euros

Pour les agents de catégorie A (dont l'indice brut est supérieur à 801) :

- Zone 1 : 91,47 euros
- Zone 2 : 54 euros
- Zone 3 (zone 1 + 2) : 146 euros

Les agents devront autoriser le prélèvement sur rémunération de cette participation.

Ce dispositif entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2007-209 du 19 février 2007 portant obligations des dépenses d'action sociale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 2/574/BC du 15 octobre 2004 étendant le dispositif de prise en charge des frais de transport des agents de la ville de Marseille aux agents de l'ex CUM ;
- L'avis du Comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole, dans le cadre de sa politique d'action sociale, de préserver le pouvoir d'achat de ses agents tout en s'inscrivant dans les politiques de réduction de la pollution atmosphérique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dispositif d'action sociale favorisant l'utilisation des transports métropolitains dans le cadre de l'adhésion à l'une des trois formules du Pass Métropolitain (annexes 1 et 2).

Article 2 :

Est approuvée la prise en charge par la Métropole, à hauteur de 1,40 euros pour les zones 1 et 3 et 0,90 euros pour la zone 2, de chaque primo-validation (première validation sur un parcours), pour tout agent bénéficiant de l'une des trois formules Pass Métropolitain.

Article-3 :

Est approuvée la participation financière forfaitaire annuelle des agents, fixée en fonction de leur grade et de leur indice de rémunération, telle que définie à l'annexe 2 jointe à la présente délibération, en contrepartie de cet avantage social.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à la participation employeur et les recettes correspondantes sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole.

Article-5 :

Le présent dispositif entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020.

Tout autre dispositif relatif à la prise en charge des frais de transport au titre de l'action sociale, en vigueur au sein des Conseils de Territoire de la Métropole, est abrogé au 1^{er} janvier 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-7080/19/CM

■ Prise en charge du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements des agents métropolitains entre leur domicile et leur lieu de travail

MET 19/12707/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application du décret n°2010-676 du 21 juin 2010, les agents des trois fonctions publiques bénéficient de la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués au moyen de transports publics de voyageurs et de services publics de location de vélos entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

- **Les modalités de participation au prix des abonnements :**

En vertu de l'article 3 du décret susmentionné, l'employeur public prend en charge la moitié du tarif des abonnements tels que définis ci-après.

Toutefois, la participation de l'employeur public ne peut excéder un plafond fixé à partir du tarif de l'abonnement annuel permettant d'effectuer le trajet maximum à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports de la région Ile-de-France après application d'un coefficient multiplicateur égal à 1,25.

Font l'objet de la prise en charge partielle prévue par ces dispositions réglementaires :

1° Les abonnements multimodaux à nombre de voyages illimité ainsi que les cartes et abonnements annuels, mensuels ou hebdomadaires ou à renouvellement tacite à nombre de voyages illimités ou limités délivrés par la Régie autonome des transports parisiens (RATP), la Société nationale des chemins de fer (SNCF), les entreprises de l'Organisation professionnelle des transports d'Ile-de-France ainsi que par les entreprises de transport public, les régies et les autres personnes mentionnées au II de l'article 7 de la loi du 30 décembre 1982 susvisée ;

2° Les abonnements à un service public de location de vélos.

La prise en charge partielle des abonnements mentionnée au 1° n'est pas cumulable avec celle mentionnée au 2° lorsqu'elle a pour objet de couvrir les mêmes trajets.

Le montant de la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement est versé mensuellement. Les titres dont la période de validité est annuelle font l'objet d'une prise en charge répartie mensuellement pendant la période d'utilisation. Elle est versée à l'agent sur présentation du ou des justificatifs de transport. Pour

être admis à la prise en charge partielle, les titres doivent être nominatifs et en cours de validité.

La prise en charge partielle des titres de transport est suspendue pendant les périodes de congé de maladie, de congé de longue maladie, de congé de grave maladie, de congé de longue durée, de congé pour maternité ou pour adoption, de congé de paternité, de congé de présence parentale, de congé de formation professionnelle, de congé de formation syndicale, de congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie, de congé pris au titre du compte épargne-temps ou de congés bonifiés.

Toutefois, la prise en charge est maintenue jusqu'à la fin du mois au cours duquel débute le congé. Lorsque la reprise du service, à la suite de ces congés, a lieu au cours d'un mois ultérieur, la prise en charge est effectuée pour ce mois entier.

Lorsque l'agent exerce ses missions à temps partiel, à temps incomplet ou à temps non complet pour un nombre d'heures égal ou supérieur à la moitié de la durée légale ou réglementaire, il bénéficie de la prise en charge partielle dans les mêmes conditions que s'il travaillait à temps plein.

Lorsque le nombre d'heures travaillées est inférieur à la moitié de la durée légale ou réglementaire, la prise en charge partielle est réduite de moitié par rapport à la situation de l'agent travaillant à temps plein. Sans préjudice de ces dispositions, lorsque l'agent a plusieurs employeurs publics nécessitant l'usage de titres d'abonnement différents, il bénéficie de la prise en charge, par chacun de ses employeurs, du ou des titres d'abonnement lui permettant d'effectuer les déplacements entre sa résidence habituelle et ses différents lieux de travail. Lorsque l'agent a plusieurs employeurs publics et qu'il utilise un même titre d'abonnement auprès de plusieurs employeurs, le montant de la prise en charge est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La participation de chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

- **Les bénéficiaires :**

Ce dispositif de prise en charge des frais de transport entre le domicile et le lieu de travail s'applique au bénéfice :

- Des agents titulaires et stagiaires en position d'activité
- Des agents non titulaires, de droit public ou de droit privé en position d'activité.

Le présent dispositif n'est pas applicable :

- 1° Lorsque l'agent perçoit déjà des indemnités représentatives de frais pour ses déplacements entre sa résidence habituelle et son ou ses lieux de travail ;
- 2° Lorsque l'agent bénéficie d'un logement de fonction et qu'il ne supporte aucun frais de transport pour se rendre à son lieu de travail ;
- 3° Lorsque l'agent bénéficie d'un véhicule de fonction ;

4° Lorsque l'agent bénéficie d'un transport collectif gratuit entre son domicile et son lieu de travail ;

5° Lorsque l'agent est transporté gratuitement par son employeur ;

6° Lorsque l'agent bénéficie pour le même trajet d'une prise en charge au titre des frais de déplacement temporaires ;

7° Lorsque l'agent bénéficie des dispositions du décret n° 83-588 du 1er juillet 1983 instituant une allocation spéciale en faveur de certains fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif de l'Etat en service à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens, et qu'en raison de l'importance de son handicap il ne peut utiliser les transports en commun.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;
- La délibération FCT 008-040/11/CC du 11 février 2011 relative à la prise en charge du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements des agents communautaires entre leur domicile et leur lieu de travail.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'harmoniser la prise en charge des frais de transports domicile-travail des agents métropolitains d'une part ;
- L'obligation pour l'employeur public, résultant du décret n°2010-676 du 21 juin 2010, de prendre en charge partiellement le prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués au moyen de transports publics de voyageurs et de services publics de location de vélos entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail d'autre part.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dispositif résultant du décret n°2010-676 du 21 juin 2010, de prise en charge partielle par la Métropole du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués au moyen de transports publics de voyageurs et de services publics de location de vélos entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Article 2 :

Tout autre dispositif relatif à la prise en charge des frais de transport domicile-travail, en vigueur au sein des conseils de territoire de la Métropole, est abrogé au 1^{er} janvier 2020.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à la participation employeur sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-7081/19/CM

■ Approbation de l'avenant 3 à la convention relative aux modalités de transfert de la compétence voirie avec le Département des Bouches du Rhône MET 19/12562/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 1622 CM du 17 octobre 2016) et le Département des Bouches-du-Rhône (n° 14 en date du 30/06/2016) se sont prononcés sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la Métropole au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n 2015-991 du

7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Par la délibération n° FAG 062-544/16/CM, le transfert est organisé par une convention cadre portant sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Cette convention cadre n°16/0694 du 29 novembre 2016 signée par la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône stipule que la date de transfert effectif de ces compétences est le 1er janvier 2017, à l'exception de la partie de la compétence voirie départementale sise sur le territoire métropolitain en dehors du conseil de territoire Marseille Provence, qui sera effective le 1er janvier 2018.

Par la délibération n° FAG 083-1363/16/CM du 15 décembre 2016, un premier avenant signé le 27 décembre 2016 a précisé les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis favorables de la CLECRT des 16 septembre 2016 et 25 novembre 2016, le montant de la dotation de compensation due par le Département à la Métropole ainsi que les voies proposées au transfert. Plus particulièrement cette avenant vient préciser la consistance exacte du patrimoine de voies transféré ainsi que le calendrier de transfert impliquant un transfert des seuls moyens financiers pour le linéaire de 53,24 kilomètres transféré dès 2017 puis le transfert des moyens humains et matériels au titre du transfert du linéaire restant (61,39 kilomètres) au 01^{er} janvier 2018.

Il est ici rappelé que dans un souci de cohérence avec le transfert de la voirie communale à la Métropole, qui devait intervenir au 1er janvier 2018, le Conseil de la Métropole ainsi que l'Assemblée départementale avaient validé en juin 2016 le principe d'un transfert de la voirie en deux étapes : au 1er janvier 2017 pour les voies situées sur le périmètre du Conseil de territoire Marseille Provence et au 1er janvier 2018 pour les voies situées sur le reste du territoire de la Métropole de façon à permettre à la Métropole de mettre en place une organisation de sa compétence voirie à même d'assurer la gestion des routes transférées sur l'ensemble de son territoire.

Or, Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ». Ainsi, les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur établissement public intercommunal continuent de les exercer jusqu'au 1^{er} janvier 2020.

Cette modification d'échéance a nécessité par la délibération FAG 094-3113/17/CM du 14 décembre 2017, un second avenant à la convention cadre entraînant un report au 1er janvier 2020 du transfert de voiries initialement prévu le 1er janvier 2018.

Cependant, les modalités transitoires de gestion des voiries communales qui seront mise en place avec les communes qui transféreront leurs voiries à la Métropole au 1er janvier 2020 ne permettront pas à la Métropole disposer en propre des moyens nécessaires à la gestion et à l'entretien des voiries départementales qui seront transférées au 1er janvier 2020.

Dans ces conditions, le présent avenant prévoit de reporter au 1er Janvier 2022, la deuxième étape du transfert des voiries départementales prévue actuellement au 1er Janvier 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales (FAG 16/942/CM) ;
- La délibération FAG 083-1363/16/CM du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la métropole de compétences départementales :
 - Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département des Bouches du Rhône,
 - Avenant n°1 à la convention relative aux modalités de transfert de la compétence Voirie (MET 16/2263/CM) ;
- La délibération FAG 094-3113/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur le transfert conventionnel de la compétence Voirie par le

Département des Bouches du Rhône - Approbation de l'avenant n°2 à la convention cadre relative à la compétence Voirie avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône (MET 17/5438/CM) ;

- La convention cadre n°16/0694 en date du 29 novembre 2016 conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du transfert de la compétence Voirie ;
- L'avenant n°1 signé le 27 décembre 2016 par le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence,
- L'avenant n°2 signé le 28 décembre 2017 par le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille Provence,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention cadre en date du 29 novembre 2016 définit le principe et l'étendue du transfert de compétences entre la Métropole et le Département du Bouches-du-Rhône;
- Que par avenant à cette convention, signé le 27 décembre 2016, ont été déterminés les linéaires des voies concernés ainsi que l'évaluation financière du transfert,
- Que par la loi n°2017-257 du 28 février 2017 susmentionnée, le transfert communal des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires » se trouvant reporté au 1er janvier 2020, un avenant n°2 a acté le report de la deuxième phase de transfert des voiries départementales au 1er janvier 2020.
- Que la Métropole ne disposera pas en propre des moyens aptes à réaliser les tâches de création, de gestion et d'entretien des voiries départementales qui seront transférées au 1er janvier 2020 et qu'il convient de prévoir ce transfert au 1^{er} janvier 2022.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention cadre n° 16/0694 ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-7082/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie avec le Département du Var

MET 19/12569/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole (n° FAG 013-1016/16/CM en date du 17 octobre 2016) et le Département du Var (n°A9 du 27 octobre 2016) se sont prononcés sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

Le transfert proposé par le Département et accepté par la Métropole est organisé par une convention cadre annexée aux délibérations concordantes susmentionnées et porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Les sections de routes départementales varoises concernées, sont la RD560, la RD85 et la RD480 en limite d'agglomération sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie uniquement (soit un linéaire de 2,9 kilomètres).

Par cette convention, et son avenant qui est intervenu le 30 mars 2017, les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis de la CLECRT, le montant de la dotation de compensation due par le Département à la Métropole ainsi que les voies proposées au transfert ont été déterminés.

En parallèle, une convention de gestion a été approuvée par délibération n° FAG 079-1359/16/CM lors du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 qui a établi les modalités de transfert et les dispositions provisoires d'organisation de la compétence voirie durant la période transitoire initialement fixée entre le 1^{er} janvier 2017 et le 1^{er} janvier 2018. A cette dernière date, la Métropole devait exercer de manière effective et complète sa compétence en matière de voirie communale.

Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation » au 1^{er} janvier 2020 pour les communes qui n'ont pas transférées ces compétences à leur établissement public intercommunal. Cette prorogation a impliqué de prévoir un premier avenant à la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Département du Var afin d'y mentionner une prolongation d'égale durée soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Cependant, les modalités transitoires de gestion des voiries communales qui seront mise en place avec les communes qui transféreront leurs voiries à la Métropole au 1^{er} janvier 2020 ne permettront pas à la Métropole de disposer en propre des moyens nécessaires à la gestion et à l'entretien des voiries départementales qui lui ont été transférées sur le territoire de Saint-Zacharie.

Dans ces conditions, le présent avenant prévoit de prolonger jusqu'au 31 décembre 2020 la convention permettant au Département du Var de gérer les voiries métropolitaines anciennement départementales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Var sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;
- La délibération n°FAG 079-1359/16/CM du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales -Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Conventions relatives aux modalités de

transfert et aux dispositifs transitoires d'organisation de la compétence Voirie (avenant n°1 à la convention cadre et convention de gestion) ;

- La délibération n°FAG 098-3117/17/CM du 14 décembre 2017 conclue entre le Département du Var et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du transfert de la compétence Voirie (avenant n°2 à la convention cadre) ;
- La délibération n°FAG 097-3116/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur le Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la loi n°2017-257 du 28 février 2017, prévoit au 1^{er} janvier 2020 le transfert communal des compétences « création, aménagement et entretien de voirie » et « signalisation » ;
- Que la convention de gestion n°17/0220 établie entre la Métropole et le Département du Var confie à ce dernier la gestion des voiries métropolitaines issue du transfert des voiries départementales du Var jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- Que les modalités transitoires de gestion des voiries communales qui seront mise en place avec les communes qui transféreront leurs voiries à la Métropole au 1^{er} janvier 2020 ne permettront pas à la Métropole de disposer en propre des moyens nécessaires à la gestion et à l'entretien des voiries départementales qui ont été transférés ;
- Que la gestion des voiries métropolitaines issues du transfert des voiries départementales du Var et confiée au Département du Var nécessite d'être prolongée jusqu'au 31 décembre 2020 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de gestion n°17/0220 dont l'objet est de proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2020, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 045-7083/19/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes

MET 19/12507/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.

Il est donc proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Par ailleurs, suite à la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD), telle qu'approuvée par la délibération n°DEA 024-6497/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants de la

Métropole au sein du comité syndical de ce syndicat mixte. Il est précisé que ces désignations seront effectives à compter du 1^{er} janvier 2020, date d'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SMAVD

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes.

Délibère

Article Unique :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Il est précisé que la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil syndical du Syndicat Mixte d'Aménagement de la

Vallée de la Durance (SMAVD), sera effective à compter du 1^{er} janvier 2020, date d'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SMAVD.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 046-7084/19/CM

■ **Précisions concernant la consistance de la compétence "animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance" transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence**
MET 19/13532/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

Cette compétence n'est toutefois pas définie par les textes de façon précise. Or le domaine de la prévention de la délinquance revêt un caractère transversal du fait des multiples champs d'action concernés comme la sécurité, l'éducation, le social, l'insertion, la santé, ... A cela s'ajoutent les différentes institutions mobilisées autour de cette compétence, à savoir l'Etat, les Départements, les Métropoles et les Communes, notamment, pour ces dernières, par le biais des pouvoirs de police du maire et par la coordination des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

Au regard des textes existants, l'Etat semble aujourd'hui soucieux de vouloir préciser le rôle des Métropoles relatives aux possibilités de mise en œuvre d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) au niveau métropolitain, d'élaboration d'une stratégie intercommunale de prévention de la délinquance à l'échelle métropolitaine, de dialogue avec les services de l'Etat, d'observation et d'analyse des phénomènes de délinquance, etc. Ces réflexions sont intégrées dans le cadre de la future stratégie nationale en cours d'élaboration.

Dès lors et dans cette perspective, la métropole souhaite organiser de façon plus précise l'exercice de cette compétence notamment par la mise en place d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) à l'échelle métropolitaine.

Ainsi, afin de garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des

obligations réciproques des communes et de la Métropole, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

C'est pourquoi, en application de la loi NOTRe, il est proposé de réserver à l'échelon métropolitain un rôle stratégique d'animation et de coordination qui pourra se traduire par, d'une part, la mise en place d'une instance intercommunale de type Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et, d'autre part, par la définition de la Stratégie Métropolitaine de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

L'échelon communal est quant à lui compétent pour les actions de proximité de prévention et pour les actions d'accès au droit (mise en œuvre de dispositif de sécurité et de prévention des espaces urbains, actions dans le champ de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, actions éducatives de prévention) ainsi que pour la coordination de CLSPD présidés par les maires.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la répartition de l'exercice de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » tel que précisée par la présente délibération, étant précisé qu'il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'en évaluer l'impact sur le territoire du Pays de Martigues pour que puisse être révisée en conséquence le montant de l'attribution de compensation des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts et particulièrement son article 1609 nonies c ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'information des Conseils de Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des obligations réciproques des communes et de la Métropole, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

Délibère

Article unique :

Est précisée la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » au 1^{er} janvier 2020 telle que proposée dans la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-7085/19/CM

**■ Approbation du plan d'actions et d'influence visant à l'intégration des Bouches-du-Rhône parmi les territoires éligibles au programme européen de coopération transfrontalière INTERREG MARITIME France-Italie 2021-2027
MET 19/12316/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'objectif principal du programme INTERREG MARITIME France-Italie 2014-2020 est celui de contribuer sur le long terme à renforcer la coopération transfrontalière entre les régions participantes en France (Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse) et en Italie (Ligurie, Toscane et Sardaigne), et à faire de la zone de coopération une zone compétitive, durable et inclusive dans le panorama européen et méditerranéen.

Ce programme est organisé en 4 axes prioritaires :

- Axe prioritaire 1 - Promotion de la compétitivité des entreprises dans les filières prioritaires transfrontalières

Budget : 41.287.598,00 euros

- Axe prioritaire 2 - Protection et valorisation des ressources naturelles et culturelles et gestion des risques

Budget : 97.588.869,00 euros

- Axe prioritaire 3 - Amélioration de la connexion des territoires et de la durabilité des activités portuaires

Budget : 30.965.699,00 euros

- Axe prioritaire 4 - Augmentation des opportunités d'emploi, durable et de qualité, et d'insertion par l'activité économique

Budget : 17.828.738,00 euros

Les axes prioritaires du programme européen représentent un enjeu essentiel pour la Métropole, non seulement en matière d'amélioration de la compétitivité du territoire que du renforcement de l'attractivité. En particulier, les orientations et objectifs des documents stratégiques métropolitains coïncident avec ces axes prioritaires :

- l'Agenda Mobilité métropolitaine de décembre 2016 ;
- l'Agenda du développement économique métropolitain de mars 2017 ;
- et le Livre bleu de la Métropole de janvier 2018.

La délibération n°ECO 003-1367/16/CM votée le 15 décembre 2016 par le Conseil métropolitain a approuvée la possibilité pour la Métropole de répondre aux appels à projets du programme européen de coopération transfrontalière INTERREG MARITIME France-Italie, en tant que chef de file ou partenaire, pendant toute la période de programmation 2014-2020.

Cependant, même si la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur est l'une des cinq régions participantes au programme, les territoires éligibles le sont au niveau départemental. En l'occurrence, seuls deux départements de la Région Sud sont pleinement éligibles au programme : le Var et les Alpes-Maritimes. Les acteurs publics comme privés du territoire des Bouches-du-Rhône ne peuvent participer aux projets du programme que d'une manière limitée : leur budget est plafonné à 20% du budget général du projet, et surtout, les activités (études territoriales et/ou projets pilotes) doivent produire des résultats exclusivement sur les territoires éligibles, en l'occurrence le Var et les Alpes-Maritimes. Cette dernière limitation exclue, de facto, les collectivités territoriales des Bouches-du-Rhône (Conseil départemental, Métropole, Communes,...) car toute opération programmée par ces collectivités doit forcément produire des effets sur leur propre territoire. Par conséquent, seuls des acteurs privés situés dans les Bouches-du-Rhône ont la possibilité de participer au programme INTERREG MARITIME France-Italie.

Dans le cadre de la préparation de la nouvelle programmation européenne 2021-2027, il est proposé au Conseil métropolitain d'entreprendre une action de lobbying pour l'intégration du territoire des Bouches-du-Rhône comme zone géographique éligible dans le futur programme INTERREG MARITIME 2021-2027. Au cours de la programmation européenne 2014-2020, les retombées financières en termes de subvention FEDER pour les territoires de la Région Sud (Var et Alpes-Maritimes) ont été de l'ordre de 35 millions d'euros. En cas d'intégration dans le nouveau programme 2021-2027, le territoire des Bouches-du-Rhône pourrait percevoir environ 12 millions de la subvention FEDER.

La stratégie de lobbying proposée s'organise en trois étapes :

Etape 1, septembre 2019 : Elaboration d'un argumentaire technique

Il s'agit d'un argumentaire « technique » pour l'intégration du territoire des Bouches-du-Rhône dans l'aire fonctionnel du programme, démontrant la pertinence géographique ainsi que les interdépendances avec les axes thématiques du programme actuel :

- Innovation et PME
- Transport maritime, interopérabilité, transport combiné, réseau européen RTE
- Emploi, formation, mobilité, métiers de la mer.

Afin d'étayer cet argumentaire, les autres grands acteurs du territoire des Bouches-du-Rhône, potentiels bénéficiaires du futur programme, seront impliqués pour leur valeur ajoutée : le GPMM, la CCIR et le Chantier naval de La Ciotat.

Etape 2, octobre 2019 : Courriers aux décideurs institutionnels du programme INTERREG MARITIME

Il s'agit d'une série de courriers à la signature de Madame la Présidente adressés aux décideurs institutionnels engagés dans la gestion du programme européen : Commission européenne, Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, Région Toscane (Autorité de gestion du programme européen), les trois autres régions membres du programme européen (Corse, Ligurie et Sardaigne), les deux autres départements français (Var et Alpes-Maritimes) et enfin les quatorze 14 provinces italiennes.

Etape 3, novembre et décembre 2019 : Rencontres bilatérales

Il s'agit de l'organisation de rencontres bilatérales lors d'événements européens, mais aussi de réunions ad hoc, avec les acteurs suivants :

- DG Regio (Commission européenne)
- Région Toscane, Autorité de gestion du programme européen INTERREG MARITIME France-Italie ;
- Régions Ligurie et Sardaigne ;
- Collectivité territoriale unique de Corse, Départements du Var, des Alpes-Maritimes et Métropole de Nice.
- Provinces italiennes, éligibles au programme européen.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'Agenda Mobilité métropolitaine de décembre 2016 ;
- L'Agenda du développement économique métropolitain de mars 2017 ;
- Le Livre bleu de la Métropole de janvier 2018 ;
- Le règlement (UE) n°1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif "Coopération territoriale européenne" ;
- Le programme opérationnel de coopération transfrontalière INTERREG MARITIME France-Italie 2014-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la présence de la Métropole dans les programmes de coopération transnationale est un outil de prospective territoriale qui contribue à la qualité et la mise à jour des politiques métropolitaines à travers l'échange d'expérience et la mise en œuvre de projets pilotes ;
- Que le positionnement dans des réseaux et projets européens de coopération transnationale permet d'expérimenter des innovations et de capitaliser au niveau européen les bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire de la Métropole ;
- Que la participation de la Métropole à un projet Interreg représente une opportunité de

financement supplémentaire pour les directions thématiques métropolitaines dont les activités ont un rapport avec les axes prioritaires du programme opérationnel INTERREG ;

- Que l'opportunité d'un projet INTERREG est le renforcement des activités en cours de réalisation, en les insérant dans une perspective européenne (utilisation d'indicateurs techniques européens, complémentarités avec les territoires partenaires,...) ;
- Que l'orientation stratégique de compétitivité, et son levier de filières prioritaires, programmé dans l'Agenda du développement économique métropolitain (mars 2017), coïncide avec l'axe prioritaire 1 de promotion de la compétitivité dans les filières prioritaires du programme opérationnel INTERREG MARITIME France-Italie 2014-2020 ;
- Que l'objectif de préservation et sécurisation des milieux littoraux exceptionnels programmé dans le Livre bleu de la Métropole (janvier 2018), coïncide avec l'axe prioritaire 2 de protection et valorisation des ressources naturelles et culturelles et de gestion des risques du programme opérationnel INTERREG MARITIME France-Italie 2014-2020 ;
- Que le renforcement des modes lourds programmé dans l'Agenda Mobilité métropolitaine (décembre 2016) coïncide avec l'axe prioritaire 3 d'amélioration de la connexion des territoires du programme opérationnel INTERREG MARITIME France-Italie 2014-2020 ;
- Que l'orientation stratégique de facilitation de la vie des entreprises, et son levier de dispositif d'accompagnement, programmé dans l'Agenda du développement économique métropolitain (mars 2017), coïncide avec l'axe prioritaire 4 d'augmentation des opportunités d'emploi, durable et de qualité, et d'insertion par l'activité économique du programme opérationnel INTERREG MARITIME France-Italie 2014-2020.

Délibère

Article unique :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à entreprendre les actions d'influence nécessaires à l'intégration des Bouches-du-Rhône parmi les territoires éligibles au programme européen de coopération transfrontalière INTERREG MARITIME France-Italie 2021-2027.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-7086/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°15 au traité de concession d'aménagement n°98/432 "la Barasse" à Marseille 11ème arrondissement et approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2018 MET 19/11752/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Sur le fondement de l'article L.300-4 du Code de l'urbanisme et par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la concession d'aménagement de « la Barasse » » (n°98/432) confiée à la SPL SOLEAM (ex SEMI Marseille Aménagement).

Par arrêté du 7 juillet 2000, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prononcé la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont la commune de Marseille est membre. Compte tenu du transfert de compétences, notamment en matière d'activités économiques, de la Ville de Marseille au profit de la structure intercommunale, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est alors substituée dans les droits et obligations contractuels de la Ville de Marseille.

Enfin, la Métropole Aix-Marseille Provence, en conséquence du transfert automatique des compétences, s'est substituée dans tous ses droits et obligations à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016.

Historique des derniers événements et rappel des orientations stratégiques :

En partie est du terrain, le lotissement d'activités du Parc de la Barasse a été livré en 2007.

La partie ouest, d'environ 5 hectares, doit accueillir le pôle d'échange de la Barasse et l'opération SNCF Réseau, consistant en la création d'une 3^{ème} voie ferroviaire Marseille-Aubagne. En outre, il était prévu également sur ce site des travaux d'infrastructure consistant à réaliser deux voies supplémentaires, un quai et un passage souterrain par RFF (travaux réalisés par RFF en 2014), la construction d'une halte ferroviaire (travaux réalisés par RFF en 2014).

Dans l'attente de la livraison par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du parking définitif de 250 places attenants à la halte ferroviaire, le parking provisoire de 100 places de stationnement réalisé au second semestre 2014 par la SOLEAM avait été mis en service de manière concomitante avec l'ouverture à l'exploitation de la 3^{ème} voie de la ligne ferroviaire Marseille-Aubagne-Toulon et de la halte ferroviaire de la Barasse le 14 décembre 2014.

Les travaux du parking définitif ont été réalisés en 2015 mais l'ouverture au public a été décalée au printemps 2016 suite à une occupation anarchique du site.

Par ailleurs, la commercialisation du solde des terrains appartenant à la SOLEAM a été suspendue en attendant que les études sur l'impact et le calendrier de la 4^{ème} voie Marseille-Aubagne soient plus précises. Les emprises foncières, devant faire l'objet d'une cession auprès de SNCF Réseau (emprise voies et halte ferroviaire) et de la Métropole (pour le parking), devront être adaptées en fonction de la solution retenue. Une nouvelle décision ministérielle est attendue pour définir précisément le projet Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et ses impacts sur le secteur de la Barasse. Ceci permettra alors d'envisager le calendrier d'un réaménagement du site.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 :

Il est proposé, par la présente délibération, d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), pour l'année 2017-2018 et arrêté au 31 décembre 2018 dont les montants prévisionnels en dépenses et en recettes s'élèvent à 6 044 591 euros TTC, soit une diminution de 3.35 % par rapport au CRAC précédent (6 254 184 euros TTC) et l'avenant n°15 qui proroge de deux années la durée de la concession en portant son échéance au 9 décembre 2021, afin que la SOLEAM puisse accompagner le concédant dans les réflexions liées au réaménagement du site.

Ce bilan s'analyse de la manière suivante :

DEPENSES :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

En hausse :

Concernant le budget dépenses annexes (+508 € HT) :

-Charges de gestion (+508 € HT)

Les charges de gestion sont en légère augmentation du fait de provisions en raison de la prorogation de l'opération.

Concernant le budget rémunérations du concessionnaire (+21 044 € HT)

-Rémunération forfaitaire (+50 000 € HT)

-Rémunération sur dépenses (- 9 883 € HT)

-Rémunération sur recettes (-18 145 € HT)

-Rémunération de liquidation (-928 € HT)

En baisse :

Concernant le budget foncier et études (- 5 598 € HT) :

- Les frais sur acquisitions de terrains (+12 449 euros HT)

- Les études générales (-18 047 € HT)

Des frais de fusion sont encore à payer sur cette opération.

Le poste études a été revu à la baisse.

Concernant le budget travaux et honoraires techniques (-191 018 € HT) :

- Parking provisoire halte ferroviaire (-139 832 € HT)
 - Aléas, imprévus (-25 000 € HT)
 - Honoraires techniques (-26 186 € HT)
- Il n'est plus prévu de travaux.

Poste inchangé :

Concernant le budget frais financiers.

RECETTES :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

En baisse :

Concernant le budget cessions :

- Cession solde pôle échange (-175 127 € HT)

Dans le cas d'une cession du pôle d'échange, il est prévu une participation d'équipement de la Métropole pour la réalisation du parking en tva.

En hausse :

Concernant le budget produits de gestion et divers :

- Produits financiers (+65 € HT)

Poste inchangé :

Participation de la Métropole à l'opération demeure inchangée.

Pour l'année 2019, il est prévu :

- en ce qui concerne les études : la poursuite de la réflexion urbaine et de programmation en vue de la définition du projet urbain sur le site restant à aménager, autour du futur pôle d'échange multimodal et la définition des travaux nécessaires au maintien de l'équipement suite aux études hydrauliques en lien avec les services de la DDTM ;

- en ce qui concerne la SNCF : *Définition des besoins en desserte de la gare

*Précisions sur les études sur l'impact et le calendrier de la 4^{ème} voie Marseille-Aubagne

Tous ces éléments impacteront l'emprise du site restant à aménager.

- en ce qui concerne les prévisions de commercialisation : la SOLEAM doit signer courant 2019 un acte authentique sur la cession à RFF pour des parcelles d'une contenance de 1a72ca.

Le montant de la participation prévisionnelle du concédant au coût de l'opération de 1 772 452 euros, ainsi qu'il en découle du CRAC arrêté au 31 décembre 2018, demeure inchangé.

Le solde de 11 410 euros sera à prévoir à la clôture de l'opération.

Afin de tenir compte de la nouvelle prorogation de la concession, la Métropole octroie à la SOLEAM une rémunération de 50 000 euros afin de tenir compte des

nouveaux frais de portage de l'opération, selon l'échéancier suivant :

- 2019 : 25 000 euros
- 2020 : 25 000 euros

Enfin, l'avance de 900 000 euros, versée en 2004, sera remboursée en fin de concession, conformément à la délibération ECO 4/665/B du 20 décembre 2003 portant sur l'approbation d'une convention d'avance de trésorerie.

Pour rappel, cette avance faisait suite à un besoin de trésorerie, compte tenu du retard de la perception de recettes résultant du report de la commercialisation, dans l'attente de la finalisation du projet de Pôle d'Echange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le traité de concession d'aménagement de « la Barasse » » (n°98/432) confiée à la SPL SOLEAM (ex SEML Marseille Aménagement) approuvé par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998 du Conseil Municipal de Marseille ;
- La délibération n°MET 17/4380/CM prorogeant de deux années supplémentaires jusqu'au 9 décembre 2019 la concession d'aménagement n°98/432 « La Barasse » à Marseille 11^{ème} arrondissement et approuvant le CRAC arrêté au 31 décembre 2016 et l'avenant n°14 à la concession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) arrêté au 31 décembre 2018, relatif à la concession d'aménagement n°98/432 « la Barasse » à Marseille (11^e arrondissement) confiée à la SOLEAM ;
- Qu'il résulte du CRAC arrêté au 31 décembre 2018 que le montant de la participation au coût de l'opération de 1 772 452 euros TTC demeure inchangé ;
- Qu'il convient d'approuver en conséquence l'avenant n°15 au traité de concession portant prorogation de la durée de la convention ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, arrêté au 31 décembre 2018, ci-annexé, relatif à la concession d'aménagement n°98/432 « La Barasse » confiée à la SPL SOLEAM.

Article 2 :

Le montant de la participation prévisionnelle du concédant au coût de l'opération, ainsi qu'il en découle du CRAC arrêté au 31 décembre 2018 est de 1 772 452 euros.

Le versement du solde de 11 410 euros s'effectuera à la clôture de l'opération.

Le montant de l'autorisation de programme demeure inchangé.

Article 3 :

Dans le cadre de la nouvelle prorogation de la concession n° 98/432 est prévue au bilan de la concession une rémunération de 50 000 euros afin de tenir compte des nouveaux frais de portage de cette opération qui sera versée selon l'échéancier ci-joint :

-2019 : 25 000 euros

-2020 : 25 000 euros

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°15, ci-annexé, au traité de concession d'aménagement n°98/432 entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la SOLEAM qui proroge de deux ans le traité de concession, portant son échéance au 9 décembre 2021 et qui modifie la rémunération du concessionnaire conformément à l'article 3 ci-dessus.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-7087/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des Chantiers Navals de la Ciotat avec la LCS Yachting Village MET 19/12063/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 004-4138/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil Métropolitain a approuvé le contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des Chantiers navals de La Ciotat.

Un contrat de concession de travaux et de service public, d'une durée de trente ans, a été notifié le 24 septembre 2018 au Déléataire LCS Yachting Village. Par ce contrat, le Déléataire assure le financement, la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation du Village d'Entreprises et les missions de service public qui y sont attachées.

L'article 11.2 du contrat prévoit que le Déléataire est chargé de proposer au Délégrant une méthodologie pour la rénovation ou la démolition des anciennes nefs. Le Déléataire peut dans ce cadre proposer un mode d'occupation susceptible de permettre l'exploitation des emprises concernées dans des conditions économiquement satisfaisantes. Il peut conduire des appels à projets à cette fin dans le cadre du code général de la propriété des personnes publiques, ce qui semble exclure, en creux, la conclusion de sous-concession de services ou de travaux.

Au regard des réflexions qui sont menées depuis plusieurs mois par le Déléataire, il s'avère que les coûts de rénovation des bâtiments concernés ne peuvent être amortis qu'à condition de développer, dans ces bâtiments, des surfaces d'activités importantes. Compte tenu de la localisation des nefs au cœur du village d'entreprises, se pose alors la question de la rénovation de la nef de « Transit » en avance de phase, dans le respect des orientations stratégiques et de la destination du site naval.

Afin d'éviter d'introduire un biais de concurrence et de respecter l'orientation stratégique retenue pour le développement du Village d'Entreprises, il importe de garantir que l'accueil et la sélection des entreprises répondant à la destination du site naval soient effectués dans les conditions fixées au contrat.

Dans ce contexte, le Déléataire envisage de conduire le projet de rénovation de la nef « Transit » dans le

cadre d'une sous-concession avec dévolution de droits réels qui serait conclue par le Déléataire avec l'accord de la Métropole pour une durée qui reste à définir.

Compte tenu du volume de la nef de « Transit », le projet de rénovation vise à réaliser 6 500m² de Surface de Plancher environ pour des locaux à usage économique (bureaux, locaux industriels). Ce projet de réhabilitation serait l'occasion d'y relocaliser les phases 3 et 4 du programme de travaux, initialement prévu à l'article 15.2 du contrat pour une surface de plancher de 4 000m².

Le risque d'exploitation de ces parties relocalisées pourrait être partagé entre le Déléataire et le sous-concessionnaire choisi.

Le Déléataire a envisagé de conduire ce projet de rénovation de la nef dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence, sur le principe d'une sous-concession avec dévolution de droits réels, dont la publication devrait intervenir au dernier trimestre 2019.

A l'issue de la procédure de publicité menée par le Déléataire, et compte tenu de l'évolution du programme de travaux lié au village d'entreprises, la Métropole et le Déléataire se rencontreront pour conclure un nouvel avenant au contrat de délégation de service public. Par cet avenant, le Déléataire approuvera le choix du sous-concessionnaire retenu par le Déléataire et le projet de contrat de sous-concession. Cet avenant permettra également de réviser le programme de travaux et le phasage initialement prévus par le contrat de délégation de service public, le projet de réhabilitation venant se substituer aux phases 3 et 4. Il permettra enfin de réviser s'il y a lieu les conditions économiques de ce contrat, dans la mesure où elles ne seront pas plus défavorables que les conditions actuelles.

Au vu de ces éléments, il convient dans un premier temps de conclure un avenant n°1 pour autoriser le Déléataire à lancer une procédure de mise en concurrence, aux fins de réhabiliter les anciennes nefs, conformément à l'article 11.2 du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération, ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° ECO 004-4138/18/CM du 28 juin 2018, qui approuve le contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des Chantiers navals de La Ciotat ;
- Le contrat de délégation de service public relatif à cette opération et notifié le 24 septembre 2018 au délégataire LCS Yachting Village ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 3 octobre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les réflexions qui ont été menées par le Déléataire pour procéder à la rénovation des anciennes nefs et les conditions envisagées pour conduire le projet de rénovation et permettre son amortissement.
- La procédure de mise en concurrence envisagée par le Déléataire, sur le principe d'une sous-concession avec dévolution de droits réels.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public avec la LCS Yachting Village, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-7088/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "EOF - Aménagement du Quai Gloria - GPMM" MET 19/12481/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Premier Port français et 5ème port européen, le Grand Port Maritime de Marseille Fos (GPMM) est l'un des acteurs économiques majeurs du territoire métropolitain. Il participe, au travers des aménagements qu'il entreprend, à l'accompagnement de projets structurants, créateurs de richesses et d'attractivité pour notre territoire.

La Métropole a décidé, au travers du CPER, d'accompagner le Grand Port sur plusieurs grandes opérations d'investissement, contribuant au développement des filières d'excellence de son territoire.

Lors de la séance de son Conseil de Surveillance du 28 juin 2019, le GPMM a approuvé le lancement de travaux de renforcement du Quai Gloria dans les bassins ouest. L'objectif poursuivi est d'accueillir des projets en lien avec les technologies de la transition énergétique et notamment la filière de l'industrie éolienne offshore flottante.

Pour permettre la construction et l'exploitation de fermes éoliennes en mer, les industriels ont besoin d'une base arrière d'assemblage et de maintenance des éoliennes, que ce soit pour les fermes pilotes ou les futures fermes commerciales. Le GPMM envisage donc, pour y répondre, d'adapter le terminal Gloria (travaux de renforcement) à Port St Louis du Rhône. Les travaux sont estimés aujourd'hui à 5,7 Millions d'euros.

La première société qui pourrait bénéficier de cette base arrière est la société EDF Renouvelables, filiale à 100% du Groupe EDF. Lauréate de l'appel à projet de l'ADEME en 2016 pour le développement d'une ferme pilote d'éoliennes flottantes, EDF Renouvelables a créé la société de projet *Provence Grand Large*, dont l'objet consiste à installer trois éoliennes flottantes d'une puissance cumulée de 24 MW au large de Port Saint Louis du Rhône, sur un site marin dénommé Faraman.

La société SBM Offshore (SBM) a été retenue pour assurer la charge de la conception, la construction et la mise à l'eau des flotteurs, tandis que la société Siemens fournira les turbines, les pôles, les mâts et assurera la prestation de montage de ces éléments.

Après une concertation nourrie et de nombreux échanges avec les parties prenantes du territoire, un fort consensus se dégage autour du projet. Ce dernier a obtenu les dernières autorisations administratives début 2019 et atteint le niveau de développement

technique nécessaire pour la prise de décision. Initialement prévue au premier semestre 2019, la décision finale d'investissement par le Comité Exécutif d'EDF a été repoussée à septembre 2019.

Une éolienne flottante se décompose en deux sous-ensembles :

- le flotteur, structure métallique hors norme d'un poids global avoisinant les 2000 tonnes.
- l'éolienne avec la génératrice d'un poids de l'ordre de 500 tonnes, reposant sur un mât à environ 130 mètres au-dessus du niveau de la mer.

La société Eiffage Métal est pressentie pour réaliser les travaux d'assemblage des flotteurs tandis que le montage des mâts et des turbines est envisagé au quai Gloria sous réserve de renforts spécifiques.

Le scénario de réalisation envisagé pour PGL est le suivant :

- Fabrication des flotteurs par Eiffage sur leur site en fond de Darse 2,
- Approvisionnement par voie maritime des mâts, des pâles et des turbines au quai Gloria,
- Assemblage à plat des rotors sur le terre-plein du quai Gloria,
- Montage des mâts et des génératrices au quai Gloria à raison d'un flotteur à la fois,
- Stockage des 2 flotteurs à vide et/ou des éoliennes finalisées au quai du Minéralier en attente du remorquage pour installation sur zone en mer.

Le calendrier prévisionnel du projet présenté par PGL vise une mise en service de la ferme pilote avant fin 2021, nécessitant de réaliser les travaux de renforcement du quai Gloria dès 2020.

Le quai Gloria et le terre-plein attenant, situés sur la commune de Port Saint Louis du Rhône, présentent l'avantage de répondre aux besoins de surface et de longueur de quai requis, sous réserve d'y opérer les travaux de renforcement nécessaires qui seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage du GPMM.

Ces travaux répondent aux besoins de constitution d'une plateforme logistique et industrielle, indispensable à la construction et la maintenance des éoliennes flottantes des futures fermes commerciales annoncées dans la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie.

La Métropole Aix Marseille Provence est particulièrement investie, aux côtés de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, dans l'émergence de l'éolien offshore flottant sur le territoire.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

DEPENSES (€ HT)		RECETTES (€)	
Objet	Montant	Origine	Montant
Etudes géotechniques		Métropole AMP	1 000 000 €
Génie Civil		Région Sud -PACA	1 500 000 €
Démantèlement		GPMM	3 200 000 €
TOTAL	5 700 000 €		5 700 000 €

Le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'inscrit dans le cadre du RGEC modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 relatif aux infrastructures portuaires s'élèvera au total à 1 000 000 euros, représentant 17.54 % du budget prévisionnel de 5 700 000 euros.

En conséquence, l'opération d'investissement n° 2019004500 EOF – Aménagement du quai Gloria-GPMM doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Pour information, la Région sera amenée à se prononcer également en octobre sur l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 500 000 euros au Grand Port Maritime de Marseille Fos pour la même opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement Général d'Exemption par Catégorie modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 relatifs aux infrastructures portuaires ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° ECO 001-1175/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La lettre de saisine du Grand Port Maritime de Marseille Fos à la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt majeur du Grand Port Maritime et la volonté affirmée de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour déployer la filière de l'éolien offshore flottant sur le territoire ;
- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019004500 EOF – Aménagement du quai Gloria – GPMM » d'un montant de 1 000 000 euros TTC ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019004500 « EOF – Aménagement du quai Gloria – GPMM » d'un montant de 1 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération d'investissement n°2019004500 sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - AP n°190022BP - Nature 204182 - Fonction 67- Sous-politique B370.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2020 : 500 000 euros TTC

Année 2021 : 500 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-7089/19/CM

**■ Approbation de la Feuille de Route Stratégique de la filière Santé pour le développement de la Health Tech métropolitaine
MET 19/12530/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a structuré son action au service des entreprises et des écosystèmes économiques au sein d'un agenda de développement économique métropolitain.

L'agenda du développement économique a identifié six filières d'excellence, porteuses d'avenir, reconnues pour leur potentiel de développement économique, leur vitalité, leur capacité à innover et à se fédérer :

- Santé,
- Aéronautique-mécanique,
- Maritime et logistique,
- Industries numériques et créatives,
- Energie-environnement,
- Tourisme et art de vivre.

Le développement de ces six filières est un enjeu prioritaire pour la Métropole qui a inscrit dans son agenda du développement économique la nécessité d'affiner son positionnement par l'élaboration de feuilles de routes partagées avec les principaux acteurs concernés.

La filière Santé représente 76 000 emplois publics et privés sur la Métropole. L'écosystème de la filière Santé est composé pour l'essentiel de TPE et PME et ont également émergé plusieurs ETI à fort potentiel. L'impact territorial de ces entreprises se mesure en emplois directs et indirects sur la Métropole.

La Feuille de Route a pour objectif de définir les grandes orientations de la filière Santé pour le développement de la Health Tech Métropolitaine et un programme d'actions concrètes sur 3 ans.

Ce document a été élaboré en partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème de la santé (Région Sud, Ville de Marseille, CCIMP, AMU, AGAM, Eurobiomed, AGL, PAD, Provence Promotion, Graftys, IBEN, Halio Dx, Innate Pharma, SATT, Provepharm life solutions).

Il présente un état des lieux de la filière, un diagnostic recensant ses forces et faiblesses ainsi que ses grands enjeux, une stratégie de positionnement territorial précisant les ambitions communes et les objectifs stratégiques de moyen / long termes et un programme d'actions à 3 ans.

Au-delà de sa portée stratégique, la Feuille de Route stratégique Santé a réussi à fédérer les nombreux acteurs de l'écosystème autour d'une démarche partagée afin de conjuguer les efforts et optimiser les moyens de chacun des partenaires autour d'enjeux majeurs et d'actions à fort effet d'entraînement pour le développement de la filière santé et pour l'attractivité du territoire. Ce travail partenarial s'est organisé autour de plusieurs réunions de débats et d'échanges qui ont permis de construire une Feuille de route Santé partagée par l'ensemble des partenaires.

Pour cette feuille de route métropolitaine, le périmètre retenu est celui de l'économie innovante de la santé précisément les entreprises innovantes « la French Health Tech ». La Métropole doit accompagner les entreprises qui explorent des nouveaux moyens de prédiction, prévention et diagnostic, de nouvelles thérapies et de nouvelles relations aux patients.

La Métropole doit en effet suivre cette tendance de fonds et accompagner les entreprises qui explorent des nouveaux moyens de prédiction, prévention et diagnostic, de nouvelles thérapies et de nouvelles relations aux patients en s'appuyant sur les avancées dans le domaine de la biologie (immunothérapie, thérapies cellulaires, séquençage et édition de l'ADN...), des progrès en matière d'équipements médicaux (robots, imagerie, nanotechnologies...) et des innovations multiples du numérique (Intelligence Artificielle, Big Data, Internet des Objets, Impression 3 D...).

Ainsi, la mise en évidence des enjeux de la filière a permis d'identifier les besoins et attentes actuels et futurs des acteurs en termes de financement, de R&D, d'accompagnement, de collaboration entre la recherche et l'industrie, d'immobilier et de marketing et de montrer que l'ensemble de l'écosystème partage l'intérêt de structurer la filière afin d'accompagner son développement.

Pour répondre à ces enjeux la feuille de route, sans incidence financière à ce stade, propose un plan d'actions opérationnel articulé autour de 3 orientations stratégiques prioritaires :

- Développer une offre foncière et immobilière pour améliorer le parcours résidentiel des entreprises.
- Renforcer et structurer l'offre de services associée.
- Améliorer la lisibilité du territoire par un marketing de l'écosystème Health Tech métropolitain.

Ces trois orientations stratégiques se déclinent en 18 actions permettant de structurer, d'animer et de développer la filière santé dans un objectif d'attractivité territoriale, d'accompagnement des entreprises en croissance et de création d'emplois.

Il s'agit d'un programme d'actions sur 3 ans focalisé sur les 3 orientations stratégiques prioritaires. Il n'est pas exhaustif et a vocation à se construire dans le temps. Chaque porteur identifié pilotera l'action. Pour les actions concernant la Métropole et un ou plusieurs partenaires identifiés, les modalités pourront quant elles être définies dans une convention partenariale.

Dans le cadre d'une démarche itérative, une clause de revoyure sera organisée une à deux fois par an pour faire le point d'étape des actions en cours conduites par chacun des acteurs et en évaluer l'avancement effectif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda de Développement Economique Métropolitain ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la filière santé est une priorité de l'action économique métropolitaine
- Que le développement de la filière a pour objectif la création d'emplois et la croissance des entreprises
- Que le travail partenarial mené avec les acteurs de l'écosystème de la santé dans le cadre de la feuille de route a permis la formalisation d'une vision stratégique partagée

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Feuille de Route Stratégique de la filière santé pour le développement de la Health Tech métropolitaine ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder au lancement de la phase opérationnelle de la Feuille de Route Stratégique Santé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-7090/19/CM

■ **Approbation de la fusion de deux autorisations de programme et de son affectation à l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité des sept stations: Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, la Rose, Rond-point du Prado et Sainte Marguerite-Dromel**
MET 19/12117/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° TRA 005-3629/18/CM du 22 Mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'affectation de l'opération de mise en accessibilité des stations, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Castellane, Sainte Marguerite-Dromel, pour un montant porté de 18 millions d'euros hors taxes à 45 millions d'euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports opération n°201401700 enregistrée dans l'autorisation de programme 141130TP du programme 13 de la Métropole » métro et tramway en activité ».

Par délibération n° TRA 007-5731/19/CM du 28 Mars 2019, le Conseil de Métropole a approuvé l'affectation de l'opération de mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado pour un montant de 8 millions d'euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports opération n°210191003500 enregistrée dans l'autorisation de programme 190130TP du programme 13 de la Métropole » métro et tramway en activité ».

Les opérations consistant à rendre accessibles les stations Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Rond-point du Prado (l'opération Sainte Marguerite Dromel ayant été réalisée) aux personnes à mobilité réduite (PMR) ont une échéance de mise en service au 31 décembre 2023. Ces opérations rentrent aujourd'hui en phase études de maîtrise d'œuvre et les coûts d'investissement vont être arrêtés en phase d'avant-projet. Afin d'assurer un meilleur suivi des coûts prévisionnels dans son ensemble, il est nécessaire de regrouper les opérations d'investissement de la station Prado avec celle des six autres stations. En conséquence la délibération n° TRA 005-3629/18/CM du 22 Mars 2018, pour un montant de 45 millions d'euros hors taxes inscrite et inscrite au budget annexe Transports opération n°201401700 enregistrée dans l'autorisation de programme 141130TP sera portée à 53 M€ HT sous le même numéro d'opération n°201401700

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération n° DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014 relative à la création d'une opération -5718/19/CM du 28 mars 2019 et affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité de quatre stations du métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite ;
- La délibération n° DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015 relative à l'accessibilité des stations du Métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite - Complément à la liste des stations concernées ;
- La délibération TRA 005-3629/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole qui a approuvé l'opération de mise en accessibilité des stations Dromel, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, la Rose, Castellane, Saint Marguerite-Dromel ;
- La délibération n°TRA 07-5731/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole qui a approuvé l'opération de mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de porter l'autorisation de programme 141130TP de 45 millions d'euros HT à 53 millions d'euros HT et de procéder à la désaffectation de celle 190130TP de 8 millions d'euros HT ;
- Qu'il convient de nommer l'opération de 53 millions d'euros hors taxes « opération d'investissement portant sur la mise en accessibilité des stations Vieux-Port, Timone,

Jules Guesde, La Rose, Castellane, Rond-point du Prado et Sainte-Marguerite Dromel » ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'annulation de l'affectation de l'opération d'investissement n°210191003500 à l'autorisation de programme 190130TP du programme 13 de la Métropole «métro et tramway en activité». de 8 millions d'euros HT.

Article 2 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n°210191003500 à l'autorisation de programme 141130TP en portant celle-ci à 53 millions d'euros HT et relative à l'opération d'investissement de la mise en accessibilité des stations : Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, la Rose, Rond-Point du Prado, et Sainte Marguerite-Dromel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget Transport. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 1 214 756 euros HT
CP 2019 : 1 045 494 euros HT
CP 2020 : 2 139 750 euros HT
CP sur exercices suivants : 48,6 M euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-7091/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au Pôle d'Echanges de Plan de Campagne MET 19/12548/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions d'ici 2020. Dans ce cadre la Métropole a souhaité programmer la réalisation du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau.

Ce pôle d'échanges multimodal vise à créer une véritable polarité de transports en commun regroupant sur le site différentes liaisons métropolitaines à haut

niveau de service et renforçant l'attractivité du transport ferroviaire avec la future halte ferrée de Plan de Campagne.

Par délibération en date du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019001600 du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne, pour un montant de 7 350 000 € HT inscrite au budget annexe Transports, rattachée au programme 541 « PEM Plan de Campagne » Code AP 190540TP.

Le montant affecté de 7 350 000 € HT correspond au montant total de l'opération hors foncier; la maîtrise foncière de ce projet ayant été confiée en octobre 2017 à l'Etablissement Public Foncier (EPF) PACA par le biais d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau.

Selon les premières estimations de l'opérateur foncier, le coût d'acquisition des terrains d'emprise du projet de Pôle d'échanges de Plan de campagne s'élève à 5 700 000 euros, indemnités d'évictions comprises. Il est donc nécessaire de réviser l'opération d'investissement 2019001600 du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne d'un montant de 5 700 000 euros correspondant à cette acquisition.

Cette révision porte le montant total de l'opération numéro 2019001600 de 7 350 000 euros HT à 13 050 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 13 décembre 2018 de création et d'affectation de l'opération d'investissement relative à la création du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 13 050 000 euros H.T. de l'opération d'investissement du Pôle d'Echanges de Plan de Campagne afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 13 050 000 euros H.T. de l'opération d'investissement 2019001600 correspondante ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement numéro 2019001600 « Pôle d'Echanges de Plan de Campagne » d'un montant de 5 700 000 euros portant le montant total à 13 050 000 euros H.T. rattachée au programme 540 « PEM Plan de Campagne » Code AP 19054 TP.

Article 2 :

Les recettes d'investissement seront inscrites au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, sous-politique C240, Nature1312.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe transports de la Métropole – Sous-Politique C240 – Natures 2031-211 - 2145 - 238.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 euros HT.

CP 2020 : 500 000 euros H.T.

CP 2021 : 4 900 000 euros H.T.

CP 2022 et suivants : 7 600 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-7092/19/CM

■ **Approbation de la révision du programme et de l'affectation de l'opération d'investissement d'un tramway entre Aubagne et la Bouilladisse-Val'Tram MET 19/12484/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Val'Tram consiste en la réalisation d'une ligne de tramway d'environ 14,4 km entre les communes d'Aubagne et de la Bouilladisse. Le tracé réutilise en grande partie l'emprise de l'ancienne voie ferrée dite « voie de Valdonne » et traverse cinq communes qui sont, du nord vers le sud : La Bouilladisse, La Destrousse, Auriol, Roquevaire et Aubagne.

La réouverture de la Voie de Valdonne est identifiée comme un axe prioritaire dans le traitement de la question des déplacements sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile depuis de nombreuses années. Elle fait l'objet de mesures prises dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile adopté en juillet 2006, dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), dans l'Agenda 21 adopté en octobre 2012 et plus récemment dans l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine adopté en décembre 2016.

Une concertation préalable a été organisée en 2015 sur le projet de réalisation d'un transport en commun en site propre sur l'ancienne voie de Valdonne entre Aubagne et La Bouilladisse, en prolongement de la ligne actuelle de tramway ; le projet a reçu un large avis positif de la population (délibérations n° 44-0415 du 14 avril 2015 et n°32-0715 du 6 juillet 2015).

Un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée a alors été confié à Façonéo en vue de la conduite des études et des travaux, conformément au programme de référence. Le groupement SYSTRA – Gautier CONQUET architectes et paysagistes a mené les études préliminaires, d'avant-projet et de projet de l'opération.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône. Elle se substitue de fait à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne.

Par délibération n°023-1398 du 15 décembre 2016, la Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative au projet d'investissement du tramway Val'Tram entre Aubagne et La Bouilladisse pour un montant de 127 776 000 € hors taxes et a autorisé à solliciter des participations financières de différents financeurs.

Par délibération n°022-1397 du 15 décembre 2016, la Métropole a approuvé d'engager la procédure d'enquête publique du projet Val'Tram. Toutefois, le projet, qui devait être porté à l'enquête publique en 2017, a été suspendu début 2018 au regard de l'augmentation du coût de l'opération, au-delà du budget délibéré le 15 décembre 2016. En effet, à l'issue des études de projet, le montant de l'opération est estimé à 153 000 000 € hors taxes.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

- Il poursuit la ligne existante aujourd'hui très courte, pour permettre de mieux rentabiliser les moyens investis (centre de maintenance, rames de tramway) ;
- Il vise à offrir une meilleure desserte du territoire en desservant la vallée principale vers La Bouilladisse et la vallée de la Sainte-Baume (Auriol / Saint-Zacharie) ;
- Il permet de développer l'accessibilité aux stations et l'intermodalité et favoriser l'éco-mobilité en limitant les conflits d'usage, en proposant les solutions adéquates et en articulant le projet de tramway avec des itinéraires pour favoriser les modes doux définis dans le cadre du Plan Vélo Métropolitain ;
- Il améliore la qualité de vie grâce à des désengorgements des axes routiers Nord-Sud, la qualité de l'air (avec une diminution de la part relative de la route dans les transports quotidiens), diminuer les nuisances sonores liées aux trafics routiers ;
- Il permet de réaménager et améliorer la qualité de l'espace public ;
- Il garantit une forme de gain (utilisation du tramway gratuite) et une performance pour les utilisateurs dans un couloir géographiquement contraint, saturés par les déplacements domicile travail de façon à opérer un transfert modal et améliorer la fréquentation des transports en commun.

Afin de pouvoir poursuivre l'opération, un comité de pilotage dédié s'est tenu le 5 juillet 2019 à l'issue duquel il est envisagé de réviser le programme en vue d'optimiser les coûts et de relancer l'opération.

Le projet Val'Tram consiste à prolonger la ligne T du tramway existante depuis la gare d'Aubagne, en s'insérant dans les voiries du centre-ville sur environ 1,2 km puis en s'insérant sur les emprises de la voie ferroviaire de Valdonne, jusqu'à La Bouilladisse.

Le projet présente ainsi la spécificité de juxtaposer une insertion urbaine avec réaménagement de façade à façade dans les voiries d'Aubagne (à l'exception du parvis de la gare et du cours Voltaire qui font l'objet d'opérations connexes) à une insertion paysagère dans le respect des limites foncières de l'ancienne emprise de l'infrastructure ferroviaire de la voie de Valdonne.

Le projet s'accompagne de la réalisation de 11 nouvelles stations : 2 sur le secteur urbain et 9 sur le secteur péri-urbain, et de 3 parc-relais positionnés en des endroits stratégiques et de poches de stationnement de proximité.

Les modifications de programme proposées sont les suivantes :

- Réalisation de l'opération en une seule phase ;
- Réduction de l'intervention au titre de l'opération sur le PEM de la gare d'Aubagne au traitement de la plateforme tramway uniquement (le reste du réaménagement du parvis de la gare est porté par le projet de BHNS Chronobus) ;
- Réduction de l'intervention au titre de l'opération sur le Cours Voltaire à Aubagne. L'opération tramway intègre uniquement la réalisation de la plateforme tramway et de la station ;
- Suppression de l'intervention sur la rampe routière de sortie du pôle d'échange de la gare d'Aubagne vers l'avenue Salengro ;
- Réduction de l'intervention au titre de l'opération concernant l'aménagement des pistes cyclables et itinéraires en voie dédiée ou partagée ;
- Suppression des coûts de dévoiement de la conduite Altéo, qui sont à la charge du concessionnaire

Sur la base du programme révisé, une consultation pour l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre sera lancée fin 2019. Le début des travaux pourrait être envisagé à l'horizon 2021, pour une mise en service en 2024.

L'ensemble du projet est présenté dans le programme détaillé figurant en annexe, précisant le calendrier d'études et travaux envisagé. L'évaluation du projet est portée à 136 700 000 € hors taxes, montant auquel il convient d'ajouter les sommes déjà engagées à hauteur de 7 900 000 € hors taxes.

Afin de permettre la relance du projet, il est proposé d'approuver le programme révisé de l'opération, de confirmer le principe de poursuite de l'opération, de réviser le montant de l'opération arrêté à 136 700 000 € hors taxes augmenté des dépenses engagées de 7 900 000 € hors taxes et de lancer une consultation en vue de la désignation d'un maître d'œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° 44-0415 du 14 mai 2015, approuvant le lancement de la concertation préalable du 18 mai au 20 juin 2015 et la délibération n° 21-0715 du 6 juillet 2015 approuvant le bilan de la concertation préalable ;
- La délibération TRA 023-1398/16/CM du 15 décembre 2016, approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative au projet d'investissement du tramway Val'Tram entre Aubagne et La Bouilladisse ;
- La délibération TRA 022-1397/16/CM du 15 décembre 2016, engageant la procédure d'enquête publique du projet Val'Tram ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la révision du programme de réalisation d'un tramway entre Aubagne et la Bouilladisse ;
- Qu'il convient d'approuver le principe de poursuite de l'opération sur la base du programme de l'opération révisé ;
- Qu'il convient de lancer un appel d'offre pour le marché de maîtrise d'œuvre portant sur la réalisation d'un tramway entre Aubagne et La Bouilladisse ;
- Qu'il convient d'actualiser le montant de l'opération 2017400100 et de l'autorisation de programme à hauteur de 144 600 000 euros hors taxes
- Qu'il convient de procéder à l'affectation totale pour un montant total de 144 600 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2017400100 et à l'actualisation des crédits de paiement correspondants sur les exercices budgétaires de 2020 à 2024.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision du programme ci-annexé, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération d'investissement d'un tramway entre Aubagne et La Bouilladisse – Val'Tram.

Article 2 :

Est approuvé le principe de poursuite de l'opération sur la base du programme révisé de l'opération.

Article 3 :

Est approuvée la révision de l'affectation de l'opération n° 2017400100, d'un montant de 7 900 000 euros portant le montant total de l'opération à 144 600 000 euros hors taxes, rattachée à l'autorisation de programme n° 174431TP.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget de la Métropole. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP antérieurs : 7 900 000 euros hors taxes

CP 2020 : 4 200 000,00 euros hors taxes

CP 2021 : 10 000 000,00 euros hors taxes

CP 2022 : 54 000 000,00 euros hors taxes

CP 2023 : 62 500 000,00 euros hors taxes

CP 2024 : 6 000 000,00 euros hors taxes

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Général des Bouches du Rhône, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, l'ADEME, les communes de la Métropole ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-7093/19/CM

■ Approbation du programme et revalorisation et affectation de l'opération d'investissement pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Aubagne et Gémenos MET 19/12560/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité. Ce dernier, pour répondre aux défis environnementaux et économiques, se donne le but, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

L'agenda de la mobilité est structuré autour de lignes et de pôles d'échanges premium afin de convaincre les automobilistes et d'offrir des transports, fréquents, rapides, fiables, interconnectés et accessibles à tous. La ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre la

Gare d'Aubagne et le parc d'activité de Gémenos, le Chronobus, est l'une de ses lignes Premium.

Lors du comité de pilotage du 5 juillet 2019, le programme de l'opération a été présenté et approuvé par les participants.

Les aménagements du projet de BHNS sont les suivants :

- L'objectif est de desservir les pôles économiques importants que sont la future zone d'activité Camp de Sarlier, la zone commerciale de La Martelle, la zone industrielle des Paluds et le Parc d'activités de Gémenos. L'objectif de la ligne de BHNS est de proposer un temps de parcours attractif entre la gare d'Aubagne et les zones d'activités, avec une fréquence de 10 minutes, ce qui rend la ligne compétitive avec la voiture. 30% d'usagers supplémentaires sont attendus.
- Le projet de BHNS comprend également le réaménagement des espaces publics le long du tracé dans la zone des Paluds, avec une requalification des secteurs traversés grâce à l'utilisation de revêtements de sol de qualité et respectueux de l'environnement. La gestion des eaux pluviales sera améliorée avec le traitement de 26 000 m² de surface végétalisée ou drainantes. La circulation automobile sera apaisée et le stationnement organisé.
- L'itinéraire de la ligne s'étend sur 6,5 km entre la Gare d'Aubagne et le parc d'activité de Gémenos. 12 stations seront équipées le long du parcours, y compris les 2 terminus.
- Des aménagements de sites propres et de couloirs d'approches sur environ 3 km du parcours seront créés.
- Un itinéraire cyclable long de 8km est proposé entre le centre d'Aubagne et le parc d'activité de Gémenos, en parallèle du BHNS ou sur des voiries parallèles comme le chemin des Paluds. Plusieurs passerelles seront réalisées pour permettre aux cycles de rejoindre l'avenue des Paluds.
- Le tracé du BHNS est intégralement traité à façade, avec reprise de la voirie, création de trottoirs, végétalisation lorsque l'emprise le permet.
- 1 carrefour et 1 giratoire seront équipés de feux tricolores de régulation pour faciliter le passage du BHNS ;
- La ligne utilisera le matériel roulant de type bus GNV Hybride, en cours d'acquisition par la Métropole dans le cadre de la transition énergétique. Ces bus circuleront dès 2020. Ils sont plus respectueux de l'environnement, plus silencieux et l'accessibilité PMR est améliorée avec deux places réservées pour les personnes en fauteuil roulant ;
- Le pôle d'échanges d'Aubagne qui avait été remis à neuf lors de l'aménagement de la

ligne de tramway sera complètement reconfiguré dans sa partie Est. 4 quais supplémentaires seront créés, à destination du ChronoBus mais aussi pour répondre aux besoins du Réseau Express Métropolitain. 2 zones de dépose minute sont créées ;

- La création d'un parking relais de 85 places sur la zone de Camp de Sarlier. Ce parking relais sera réalisé dans le cadre d'une opération mixte de création de bureaux et parkings. 25 places seront réalisées en extérieur et 60 places dans le bâtiment.

Le coût total de ce programme est de 39 180 000 € TTC (aux conditions économiques de juillet 2019).

Les membres du Comité de Pilotage ont acté et validé le programme du BHNS.

Par délibération n° TRA 002-1790/17/CM, la Métropole a approuvé la création de l'autorisation de programme n° 174490TP pour un montant de 23.760.000,00 € TTC relative au le projet d'investissement de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la gare d'Aubagne et la zone industrielle des Paluds.

Par délibération n° TRA 019-2758/17/CM, la Métropole a approuvé la revalorisation et de l'affectation de cette opération d'investissement pour un montant de 28.920.000,00 € TTC. L'augmentation du coût du projet était liée à la nécessité d'élargir la voirie dans des zones contraintes et à l'extension de la ligne sur la commune de Gémenos non prévue dans le programme initial. Les postes suivants ont été revalorisés : « acquisition foncière », « déviation des réseaux » et « voirie et espace public ».

Au vu du nouveau programme entériné par le comité de pilotage, il est proposé de revaloriser l'opération d'investissement n°2017400200 rattachée au programme n° 43 – Bus à Haut Niveau de Service – BHNS Pays d'Aubagne – n° 174490TP d'un montant de 10.260.000,00 € TTC portant le montant de l'opération à 39.180.000,00 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La présentation de l'opération faite en comité de pilotage du 5 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis positif donné par le comité de pilotage de l'opération le 5 juillet 2019 ;
- La nécessité de valider le programme de réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Aubagne et les zones d'activité d'Aubagne et Gémenos ;
- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour la réalisation du Bus à Haut Niveau de Service entre Aubagne et Gémenos dans le cadre de l'activité du budget annexe transport ;
- La nécessité de répartir les crédits de paiements correspondants sur les exercices 2019, 2020, 2021, 2022 et suivants.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Aubagne et les zones d'activité d'Aubagne et Gémenos.

Article 2 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération pour la réalisation du Bus à Haut Niveau de Service entre Aubagne et Gémenos d'un montant de 10.260.000,00 euros TTC portant le montant de l'opération à 39.180.000,00 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2017400200 – 174490TP – BHNS Pays d'Aubagne – sont inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 238 – Nature 217 – Sous politique : C210

Les recettes correspondantes sont constatées au Budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1311, 1312, 1313 et 1317 – Sous politique C210 –Code opération n° 2017400200

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	574 371 TTC
Année 2019 :	362 000 TTC
Année 2020 :	1 482 000 TTC
Année 2021 :	13 510 000 TTC
Année 2022 :	17 375 000 TTC
Suivantes :	5 876 629 TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-7094/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Compétences transférées Aires et Parcs de stationnement sur le Territoire du Pays Salonais
MET 19/12391/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes.

Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

Dans le cadre du transfert au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence de la compétence Aires et Parcs de stationnement qui n'avait pas été transférée par les communes à l'ancienne Communauté d'Agglomération, il est proposé d'ouvrir une Autorisation de Programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2019 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées. Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n°2019302800, « Aires et Parcs de stationnement Transfert », d'un montant de 52 218 € TTC inscrite à l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 193060BP du programme 06 Urbanisme et Foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment L5218-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation des opérations d'investissement précitées afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement suivante : n°2019302800, « Aires et Parcs de stationnement Transfert », d'un montant de 52 218 euros TTC inscrite à l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 193060BP du programme 06 Urbanisme et Foncier.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Salonais
L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :
CP 2019 : 52 218 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-7095/19/CM

■ Revalorisation et affectation d'une opération d'investissement pour l'étude prospective ferroviaire dans le cadre du CPER 2015-2020 MET 19/12595/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, une convention spécifique d'application dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

L'agenda de la mobilité métropolitaine et le futur Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en compatibilité avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), ont pour enjeu majeur la réponse aux besoins de mobilité des métropolitains, aussi bien dans leurs déplacements quotidiens que dans la grande accessibilité.

C'est pourquoi, le volet ferroviaire de la convention spécifique d'application du CPER 2015-2020 prévoit une étude prospective ferroviaire visant à définir le réseau ferroviaire structurant de la métropole Aix-Marseille-Provence en lien avec les autres modes de transport. Cette étude devrait notamment permettre de hiérarchiser les investissements à réaliser sur les lignes du périmètre métropolitain, en cohérence avec l'Agenda de la mobilité métropolitaine et le Plan de Déplacements Urbains.

La maîtrise d'ouvrage sera portée par la Métropole et la Région. L'étude est également cofinancée par l'Etat et le Département.

Le montant prévue dans le CPER 2015-2020 est initialement de 2M€, revu à 1,75M€. La participation de la Métropole s'élève à 500 000€.

Par délibération n° TRA 020-5110/18/CM du 13 décembre 2018, il a été créé l'opération d'investissement n° 2019002500 « Etudes prospectives ferroviaire » au Budget Principal de la Métropole, code AP 190073BP Programme 07 Transports Urbains Exploitation d'un montant de 500 000€.

Cependant, il a été convenu entre les partenaires que la Métropole serait maître d'ouvrage de cette étude. Cette opération doit donc être affectée au Budget Annexe des Transports Métropolitain et il convient de modifier l'autorisation de programme pour lui affecter le montant total de l'étude, soit 1,75M€ et de prévoir les recettes des partenaires à hauteur de 1,25M€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 020-13/12/18 CM du 13 décembre 2018, portant création de l'opération d'investissement n° 2019002500 « Etudes prospectives ferroviaires ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de modifier l'opération d'investissement créée pour la réalisation d'une étude prospective ferroviaire, inscrite dans la convention spécifique d'application avec la Métropole Aix-Marseille-Provence du CPER 2015-2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération pour la réalisation d'une étude prospective ferroviaire, inscrite dans la convention spécifique d'application avec la Métropole Aix-Marseille-Provence du CPER 2015-2020, opération n° 2019002500 inscrite au Budget Annexe des Transports Métropolitains rattachée au programme 07 TRANSPORTS PUBLICS EXPLOITATION Code AP portant le montant à 1 750 000 euros H.T.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération CPER 2025-2020 Etude prospective ferroviaire sont inscrits au budget annexe transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement –opération n° 2019002500 –Sous politique : A420 - Chapitre : 20 - Nature : 2031 – 20411 – 20412 – 20417. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiements de l'opération s'établit comme suit :

CP 2020 :	400
000 euros	
CP sur exercices suivants :	1 250 000 euros

Article 3 :

Les recettes seront constatées à l'opération CPER 2015-2020 Etude prospective ferroviaire. Les dépenses sont inscrites au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 1311 – 1312 – 1313 – 1317 – Sous politique : A420

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-7096/19/CM

■ **Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Développement et harmonisation de l'offre de stationnement vélo sécurisé"**

MET 19/12602/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un Plan Vélo Métropolitain. Véritable feuille de route métropolitaine en matière de vélo, ce dernier prévoit notamment le développement de stationnement vélo sécurisé et l'harmonisation du système et des conditions d'accès à ce service métropolitain.

Dans un objectif d'intermodalité avec les transports en commun, l'objectif est de doter l'ensemble des pôles d'échange métropolitain d'une solution de stationnement vélos sécurisés d'ici à 2024.

Le Plan Vélo Métropolitain affiche un objectif de 3600 places de stationnements vélo dont 60% sécurisées au sein d'une soixantaine de pôles d'échanges métropolitain et dans les principales zones d'activité.

Afin de porter ce nouvel objectif fort de la Métropole, l'opération d'investissement n° 2018106800 « Développement et harmonisation de l'offre de stationnement vélo sécurisé », de 910 000 € HT inscrite au budget annexe Transport enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant supplémentaire de 1 090 000€ HT.

Cette révision porte le montant de l'opération 2018106800 de 910 000 € HT à 2 000 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 2 000 000 euros HT de l'opération d'investissement relative au stationnement vélo sécurisé ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018106800 « Développement et harmonisation de l'offre de stationnement vélo sécurisé », pour un montant de 2 000 000 euros HT inscrite au budget annexe

Transport enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe Transport.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 90 000 euros HT
CP 2020 : 400 000 euros HT
CP 2021 : 425 000 euros HT
CP 2022 : 425 000 euros HT
CP 2023 : 425 000 euros HT
CP 2024 : 235 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-7097/19/CM

■ **Approbation de l'avenant n°5 au contrat de concession concernant la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port-Mucem à Marseille - Intégration de nouveaux tarifs en application de la nouvelle politique tarifaire pour les parcs de stationnement situés à Marseille MET 19/12422/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par contrat de concession de service public n° 09-149 conclu le 29 octobre 2009, la Communauté Urbaine, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Vinci Park France (aujourd'hui Indigo Infra France) la construction et l'exploitation du parc de stationnement J4 (renommé Vieux Port-MUCEM) sis à Marseille. Ce contrat d'une durée de 40 ans prendra fin le 4 novembre 2049.

Par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019 la Métropole a décidé de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Le parc de stationnement Vieux Port-MUCEM situé dans la zone « Quartier d'Affaires » est concerné par cette nouvelle politique qui introduit notamment des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés, ainsi qu'un tarif « Noctambule ».

Ces dispositions doivent être progressivement mises en place, après négociations avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Ainsi, la Métropole et Indigo Infra France, délégataire en charge du parc Vieux Port – MUCEM, se sont entendus pour intégrer, au sein du contrat susvisé, ces nouvelles catégories tarifaires, ainsi qu'un nouvel abonnement « Moto travail » accompagné d'un quota.

En particulier, la nouvelle tarification « Abonnements Résident » est nettement inférieure à celle des abonnements « standard » prévus au contrat, dont une cinquantaine deviendront éligibles au dispositif concernant les « résidents ». Ainsi, dans la mesure où la création de cette nouvelle catégorie tarifaire entraîne une baisse significative des recettes prévisionnelles du délégataire, une compensation financière annuelle est prévue afin de préserver l'équilibre économique global du contrat, ceci en application de la délibération n°TRA 002-5726/19/CM susvisée. Cette compensation ne pourra excéder 18 333 euros HT par an (valeur 2019), soit 22.000 euros TTC par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 008-1544/091/CC du 2 octobre 2009, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession au bénéfice de la société Vinci Park France, pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean, situé sur l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement) ;
- La convention de concession n° 09/149, passée entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la société Vinci Park France, dans le cadre de la délibération susvisée et notifiée au délégataire le 5 novembre 2009 ;
- La délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012, portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015 portant approbation de l'avenant n° 2 à la convention de concession n° 09-149 ;
- La modification de dénomination de la société Vinci Park France, devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14/12/2017, portant approbation de l'avenant

n° 3 à la convention de concession n° 09-149 ;

- La délibération TRA006-5730/19/CM du 28/03/2019, portant approbation de l'avenant n°4 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération TRA 002-5726/19/CM du 28 mars 2019 approuve les nouveaux principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains marseillais ;
- Que cette politique doit être mise en place dès le 1^{er} novembre 2019 dans le parc de stationnement Vieux Port - MUCEM ;
- Que cette politique tarifaire peut être complétée par la mise en place d'un tarif d'abonnement «moto travail» ;
- Que la nouvelle tarification en faveur des résidents a une incidence sur l'économie du contrat nécessitant une compensation financière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 au contrat de concession n° 09-149, ci-annexé, concernant l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port MUCEM, sis à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole 2019 et suivants :
Nature : 65748 – Fonction 851 – Sous Politique C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-7098/19/CM

**■ Approbation de la grille tarifaire des parkings métropolitains Victor Hugo, Les Carmes et les Arnavaux sis à Istres
MET 19/12827/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre la Métropole gère les parkings Victor Hugo, les Arnavaux et les Carmes sis à Istres. Ces parkings font l'objet actuellement d'une convention de gestion entre la Métropole et la ville d'Istres.

Les trois parkings sont payants et ouverts au public horaire et abonnés et présentent une première demi-heure gratuite de stationnement. Ils contribuent à la promotion de l'activité commerciale et résidentielle de la commune.

Afin de redynamiser le centre-ville et d'accompagner la requalification des espaces, il est proposé d'intégrer au sein de la grille tarifaire de ces trois parcs, une première heure de stationnement gratuite ainsi qu'une tarification pour les résidents et les deux roues motorisées.

Cette nouvelle tarification ne devrait pas impacter le montant des recettes annuelles qui seront compensées par une fréquentation plus importante eu égard à l'extension du parking des Carmes d'une part, et au remplacement du matériel de péage du parking des Arnavaux, d'autre part.

Il est précisé que pour pouvoir bénéficier des tarifs « résidents » les personnes doivent posséder leur résidence principale dans un rayon de 500 mètres autour du parking.

Ces tarifs « Résidents » sont attribuables dans la limite d'un abonnement par foyer et ne peuvent concerner qu'un seul parking pour ce même foyer (en cas de superposition des périmètres éligibles de plusieurs parkings).

Les personnes devront présenter les pièces justificatives suivantes :

- Taxe d'habitation principale (si la personne réside depuis plus d'un an) ou bail (si la personne réside depuis moins d'un an) ou l'acte notarié pour les propriétaires depuis moins d'un an ;
- Facture d'électricité ;

- Carte grise du véhicule.

Tous ces documents devront être libellés au même nom et à la même adresse sur le périmètre éligible.

Cette tarification entrera en vigueur au 1^{er} Novembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La convention de gestion n° 17/1352 du 28 décembre 2017 et son avenant n°1 du 28 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.
- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence gère les parcs de stationnement Victor Hugo, les Arnavaux et les Carmes sis à Istres ;
- Que ces parcs sont gérés par la ville d'Istres dans le cadre d'une convention de gestion ;
- Qu'il convient de définir une nouvelle grille tarifaire pour ces trois parcs

Délibère

Article unique :

Est approuvée la grille tarifaire ci-annexée, applicable à compter du 1^{er} novembre 2019 au sein des parcs de stationnement Victor Hugo, Les Arnavaux et Les Carmes sis à Istres.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-7099/19/CM

■ Approbation de la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'archipel du Frioul

MET 19/12568/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 a approuvé le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul.

Cette délégation de service public arrive à échéance le 19 novembre 2019. La Métropole a lancé une procédure d'appel d'offres ouvert suivant le code des marchés public pour assurer ce service.

Les tarifs actuels sont liés à l'actuelle délégation de service public. Il est donc nécessaire de créer une gamme tarifaire qui s'appliquera pour le futur marché de transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

Ces tarifs s'appliqueront à compter du démarrage des prestations du futur marché de transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver la gamme tarifaire ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille

Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;

- La délibération TRA 001-5725/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de créer une gamme tarifaire applicable au futur marché de transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul annexée à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-7100/19/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 5 au contrat de concession de service public - Parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone
MET 19/12587/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les 7 parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens, et Timone ont été transférés à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au droit de laquelle la Métropole s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2018. Ces parkings sont gérés par la Société QPARK France, dans le cadre d'un contrat de concession qui s'achèvera le 2 décembre 2021.

Le service public du stationnement est devenu au fil du temps un véritable enjeu local. C'est pourquoi, depuis plusieurs mois, la Métropole mène une réflexion d'envergure sur le sujet en vue, non seulement de

rationaliser les tarifs applicables dans les parkings, mais aussi d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers.

Ainsi, par délibération n° TRA 002-5726/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a décidé de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Cette nouvelle politique tarifaire introduit de nouveaux tarifs horaires, des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés, ainsi que la création d'un tarif « Noctambule ». Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1^{er} novembre 2019.

Par ailleurs, dans le souci de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser le niveau de redevance versée par les délégataires, la collectivité a souhaité redéfinir les périmètres de certains contrats de délégation de service public et d'en rapprocher les durées d'exécution.

Il est notamment envisagé d'unifier la gestion des parkings République et Phocéens, d'une part, et Timone Blancarde, d'autre part, qui font aujourd'hui l'objet de contrats de délégation de service public distincts.

En effet, ces quatre parcs géographiquement très proches dans leur zone, se livrent actuellement une concurrence contre-productive, le parc Phocéens étant largement plus rentable que le parc République et le parc Timone montrant un résultat nettement supérieur à celui du parc Blancarde. Ainsi, recourir à deux contrats de délégation de service public, République/Phocéens et Timone/Blancarde apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation de la redevance, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Compte tenu du temps consacré à cette réflexion indispensable à la redéfinition des besoins et de l'échéance prochaine des contrats, le principe de leur renouvellement a été reporté au Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019. De fait, la Métropole ne pourra pas attribuer les futurs contrats de délégation de service public à la date d'échéance des contrats en cours, soit le 28 janvier 2020 pour le parc Blancarde, le 31 mars 2020 pour le parc République et le 1^{er} décembre 2021 pour les parkings Timone et Phocéens.

Pour l'ensemble de ces raisons et afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant, à la prolongation du contrat en cours pour une durée d'un an, soit jusqu'au 1^{er} décembre 2022, temps strictement nécessaire pour mener à bien les procédures de passation.

Par ailleurs, afin de préserver l'équilibre économique global du contrat, il a été convenu avec le délégataire de ne déployer que la tarification résident au sein des parkings Baret, Cours Julien, Gambetta, Corderie, Phocéens, et Timone à partir du 1^{er} novembre 2019, selon des quotas définis par parc, présentés dans l'avenant n°5 joint en annexe.

La mise en œuvre de la nouvelle tarification ci-dessus « jour » sera quant à elle mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 2020 au sein de tous les parcs, à l'exception du parking Timone et la tarification « noctambule » sera mise en œuvre à la même date, au sein des parcs à l'exclusion du parking du Cours Julien.

L'ensemble de ces dispositions permettra le déploiement de la nouvelle tarification sans compensation de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence au concessionnaire Quark France.

Enfin, depuis plusieurs années 80 places du parking Corderie sont neutralisées à cause de la présence d'amiante au sein d'une partie de la structure du parc. Afin de remettre en exploitation celles-ci dont les résidents ont notamment besoin, le concessionnaire procèdera aux travaux de désamiantage évalués à 800 K€HT, durant l'année 2020. Ces derniers seront supportés par le concessionnaire qui commercialisera ces places, aujourd'hui neutralisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de concession n° 91/354 QPARK France et ses avenants successifs, concernant les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens, et Timone ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération n°TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019 approuve les nouveaux principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains marseillais ;
- Que cette politique doit être mise en place dès le 1^{er} décembre 2019 pour les tarifs abonnés et dès le 1^{er} janvier 2020 pour les tarifs horaires dans les parcs Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens, et Timone ;
- Qu'il est envisagé de rationaliser les périmètres des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parcs République et Phocéens et Timone et Blancarde ;
- Qu'il est envisagé de prolonger d'une année le contrat 91/354 concernant les parcs Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens, et Timone ;
- Que le concessionnaire procèdera aux travaux de désamiantage d'une partie du parking Corderie qui permettra de commercialiser 80 places au profit notamment des résidents ;
- Que le déploiement de cette nouvelle tarification et la réalisation des travaux de désamiantage seront effectués sans compensation de la Métropole au concessionnaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé au contrat de concession n°91/354 concernant les parcs Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens, et Timone sis à Marseille.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-7101/19/CM

**■ Approbation du principe d'une concession de service public pour l'exploitation des parkings République et Phocéens à Marseille
MET 19/12853/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de la Communauté urbaine MPM a confié la gestion du parc République à la Société VINCI PARK (devenue INDIGO), dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 13 ans notifié le 09 octobre 2007. Ce contrat s'achèvera le 31 mars 2021.

Le parking Phocéens a quant à lui été réalisé par la Société d'Economie Mixte, Marseille Parc Auto dans le cadre d'un contrat de concession confié par la Ville de Marseille, par délibération n° 73/853/SC du 3 décembre 1973. Ce contrat concerne aussi les parkings Baret, Monthyon, Julien, Corderie, Gambetta, Timone.

Dans le cadre d'une opération de valorisation de son patrimoine, la Ville de Marseille a cédé ces 7 parkings à la société SCETAUPARC, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, contre une redevance capitalisée de 220 millions de francs versée à la Ville de Marseille en 1991. La Société Provençale de Stationnement s'est substituée à SCETAUPARC le 2 décembre 1991 conformément au contrat initial.

Ce contrat a ensuite été transféré par la Ville de Marseille à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole par délibérations concomitantes du 16 et 20 décembre 2002.

Le 12 juin 2008, la Société Provençale de Stationnement est devenue filiale à 100% de la Société QPARK puis de QPARK CMT par délibération de la Communauté urbaine du 2 octobre 2009. Ce contrat s'achèvera le 2 décembre 2022.

La Métropole Aix-Marseille Provence qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite relancer une procédure de concession de service public sous la forme d'un affermage, pour l'exploitation des parkings République et Phocéens, pour une durée de 7 ans. Ce nouveau contrat de concession permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. La collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil métropolitain sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre

approbation, le principe d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la concession de service public qui paraît la solution la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant.
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au concessionnaire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de la Collectivité Publique.

Compte tenu des prestations confiées au concessionnaire, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

L'exploitant sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et au Code de la Commande Publique dans sa troisième partie.

La commission consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le contrat de délégation de service public n° 07/143, concernant l'exploitation du parking République approuvé par délibération TRA 3/685/CC du 29 juin 2007 et ses avenants ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/354, concernant l'exploitation du parking Phocéens approuvé par délibération du conseil municipal de la ville de Marseille n° 73/853/SC du 3 décembre 1973 et ses avenants ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence dans le domaine de la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement depuis sa création ;
- Qu'il est nécessaire d'organiser la gestion des parcs de stationnement République et Phocéens sis à Marseille ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la concession de service public apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de gestion des parcs de stationnement République et Phocéens situés à Marseille dans le cadre d'une concession de service public pour une durée de 7 ans.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la concession de service public et des prestations demandées au concessionnaire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-7102/19/CM

■ Approbation du principe d'une concession de service public pour l'exploitation des parkings Timone et Blancarde à Marseille MET 19/12854/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 04/1078/CC du 18 décembre 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a confié la gestion du parking Blancarde le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 13 ans, à la Société VINCI PARK (devenue INDIGO). Ce contrat n° 07/180 a été notifié 28 décembre 2007 et s'achèvera le 21 janvier 2021.

Par délibération 73/853/SC du 3 décembre 1973, la Ville de Marseille a confié la gestion du parking Timone, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'une concession à la Société d'Economie Mixte Marseille Parc Auto. Ce contrat a été cédé à la société SCETAUPARC. Puis conformément au contrat, la Société Provençale de Stationnement s'est substituée à SCETAUPARC le 2 décembre 1991. Ce contrat a été transféré par la Ville de Marseille à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole par délibérations concomitantes du 16 et 20 décembre 2002.

Le 12 juin 2008, la Société Provençale de Stationnement est devenue filiale à 100% de la Société QPARK puis de QPARK CMT par délibération de la Communauté urbaine du 2 octobre 2009. Ce contrat s'achèvera le 2 décembre 2022.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite relancer une procédure de concession de service public sous la forme d'un affermage, pour l'exploitation des parkings Timone et Blancarde, pour une durée de 7 ans. Ce nouveau contrat de concession permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. La collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil Métropolitain sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation, le principe d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la concession de service public qui paraît la solution la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant.
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au concessionnaire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de la Collectivité Publique.

Compte tenu des prestations confiées au concessionnaire, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

L'exploitant sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et au code de la commande publique dans sa troisième partie.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public n° 07/180, concernant l'exploitation du parking Blancarde approuvé par délibération TRA 04/1078/CC du 18 décembre 2006 et ses avenants ;
- Le contrat de délégation de service public n°91/354 concernant l'exploitation du parking Timone approuvé par délibération n° 73/853/SC du 3 décembre 1973 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence dans le domaine de la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement depuis sa création ;
- Qu'il est nécessaire d'organiser la gestion des parcs de stationnement Timone et Blancarde sis à Marseille ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la concession de service public apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de gestion des parcs de stationnement Timone et Blancarde situés à Marseille dans le cadre d'une concession de service public pour une durée de 7 ans.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la concession de service public et des prestations demandées au concessionnaire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-7103/19/CM

■ Approbation du principe d'une concession de service public pour l'exploitation des parkings Arvieux et Espercieux sis à Marseille MET 19/12855/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 2/684/CC en date du 29 juin 2007, le Conseil de la Communauté urbaine MPM a confié la gestion des parcs Arvieux et Espercieux au groupement QPARK France/GAGNERAUD CONSTRUCTION, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 13 ans notifié le 28 septembre 2007. Ce contrat s'achèvera le 1er mars 2021.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite relancer une procédure de concession de service public sous la forme d'un affermage, pour l'exploitation des parkings Arvieux et Espercieux, pour une durée de 7 ans. Ce nouveau contrat de concession permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité

commerciale. La collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil Métropolitain sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation, le principe d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la concession de service public qui paraît la solution la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant.
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au concessionnaire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de la Collectivité Publique.

Compte tenu des prestations confiées au concessionnaire, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

L'exploitant sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et au code de la commande publique dans sa troisième partie.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat de délégation de service public n° 07/136, concernant l'exploitation des parkings Arvieux et Espercieux approuvé par délibération TRA 2/684/CC en date du 29 juin 2007 et ses avenants ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence dans le domaine de la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement depuis sa création ;
- Qu'il est nécessaire d'organiser la gestion des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux sis à Marseille ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la concession de service public apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de gestion des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux situés à Marseille dans le cadre d'une concession de service public pour une durée de 7 ans.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la concession de service public et des prestations demandées au concessionnaire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-7164/19/CM

**■ Modification unilatérale de contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains, et des parcs en régie d'Istres et de Cassis pendant les deux week-ends des 14, 15 et 21, 22 décembre 2019, précédant les fêtes de fin d'année
MET 19/13759/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les commerces des centres-villes des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence souffrent d'une diminution de fréquentation. En outre, la période de Noël est un moment propice à la relance de l'activité économique de la cité.

Aussi, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique » la Métropole a décidé d'accompagner cette période de fêtes de fin d'année et plus globalement l'activité des centres-villes, en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés des centres-villes.

Il s'agit d'une décision unilatérale qui s'appliquera durant les deux prochains week-ends de décembre, soit les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019. Deux heures de stationnement gratuit seront mises en place sur les parkings de la ville d'Aix en Provence.

Sur les parkings des autres territoires cette gratuité s'appliquera durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille concernant le transfert des parcs de stationnement, et les contrats de délégation de service public concernant leur gestion, à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/342 (parkings Castellane et Préfecture) confié à la Société Méditerranéenne de Stationnement – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/343 (parking De Gaulle confié à la Société Sogeparc – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/354 (parkings Baret, Monthyon, Julien, Gambetta, Phocéens, Corderie) géré par la Société Qpark),
- Le contrat de délégation de service public n° 19/04 (parking Estienne d'Orves) confié à la société INDIGO ;
- Le contrat de délégation de service public n° 07/143 (parking République – Groupe Vinci Park - INDIGO),
- Le contrat de délégation de service public n° 14/005 (parking Vieux Port Hôtel de Ville - société Q-PARK)
- Le contrat de délégation de service public n° 15/1623 (parc en enclos de Marseille– Société Effia Stationnement Marseille)
- Le contrat de délégation de service public n° 07/136 (parkings Arvieux et Espercieux – Groupe Q-Park)
- Le contrat de délégation de service public n° 09/149 (parking Vieux Port Fort Saint Jean – Groupe Indigo)
- Le contrat de délégation de service public n°2015/160 (parkings Verdun (La Ciotat) – SAGS)
- Le contrat de délégation de service public n°06/123 (parkings Centre et Vieux Port (La Ciotat) – Indigo)
- Le contrat de délégation de service public n°14/026 (parkings Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan (Cassis) – Effia Stationnement)

- Régie métropole parking Marché (Cassis)
- Le contrat de délégation de service public du 29/12/1986 (parkings Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde (Aix en Provence) – SEMEPA)
- Le contrat de délégation de service public du 24/10/2003 (parking Rotonde (Aix en Provence) – SEMEPA)
- Le contrat de délégation de service public du 03/07/1991 (parkings L'Empéri et Portail Coucou (Salon de Provence) – Indigo)
- Le contrat de délégation de service public du 01/01/2002 (parkings Centre ancien, Beaumond, et 8 Mai 1945 (Aubagne) – Q-Park)
- Régie métropole parkings d'Istres (Arnavaux, Victor Hugo, Les Carmes)
- Le contrat de délégation de service public du 01/01/2017 (parking Degut (Martigues) – SEMOVIM)
- Le contrat de délégation de service public du 21/01/1992 (parking Rayettes (Martigues) – SEMOVIM)

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les centres-villes connaissent une baisse de fréquentation récurrente de leurs commerces ;
- Que dans le cadre de ses compétences « Parcs de Stationnement » et « Développement Economique », la Métropole souhaite accompagner l'activité commerciale en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains durant les deux week-ends précédant les fêtes de Noël (14, 15, 21 et 22 décembre) ;
- Que cette décision concerne les parkings concédés à la société INDIGO (Parkings Castellane, Charles de Gaulle, République, Préfecture, Vieux Port Fort Saint Jean, Estienne d'Orves (Marseille), Centre, Vieux Port (La Ciotat), L'Empéri et Portail Coucou (Salon)) ; à la société Q-PARK (Parkings Monthyon, Phocéens, Baret Saint Ferréol, Vieux Port Hôtel de Ville, Cours Julien, Gambetta, Corderie, Arvieux, Espercieux, Marché, Centre Ancien, Beaumond, 8 Mai 1945 (Aubagne)) ; à la société SAGS (parking Verdun) ; à la société Effia Stationnement (parkings en enclos des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls, Beaugeard (Marseille), parkings Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan (Cassis)) ; à la SEMEPA (parkings La Rotonde, Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet,

Bellegarde) ; à la SEMOVIM (parkings Degut et Rayettes) ; les parcs en régie (Marché à Cassis, Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes à Istres) ;

- Que cette modification des contrats de délégation de service est prise pour motif d'intérêt général unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place de deux heures de gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 dans les parkings concédés d'Aix-en-Provence. Ces heures de stationnement gratuites complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période énoncée, dans les parkings ci-dessous.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place de la gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019, durant la plage horaire de 10h00 à 19h00, couvrant la période d'ouverture des commerces au public dans les autres parkings du territoire métropolitains. Ces heures de stationnement gratuites complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période énoncée, dans les parkings ci-dessous.

Article 3 :

Que cette mesure, décidée unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille Provence, pour motif d'intérêt général, s'appliquera durant la période décrite dans l'article 1 et 2 de la présente, au sein des parkings métropolitains concédés aux Sociétés INDIGO, QPARK, SAGS, SEMEPA, SEMOVIM et EFFIA Stationnement et des parcs gérés en régie d'Istres et Cassis. Les parkings concernés par cette mesure sont les suivants :

Pour la Société INDIGO :

- Parkings Castellane et Préfecture DSP n°91/342
- Parkings Charles de Gaulle DSP n°91/343
- Parking République DSP n°07/143
- Parking Estienne d'Orves DSP n° 19/04
- Parking Vieux Port Fort Saint Jean DSP n°09/149
- Parkings Centre et Vieux Port à La Ciotat, DSP n°06/123
- Parkings L'Empéri, Portail Coucou à Salon de Provence, DSP du 03/07/1991

Pour la Société QPARK :

- Parkings Monthyon, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Phocéens et Baret Saint Ferréol - DSP n°91/354

- Parking Vieux Port Hôtel de Ville - DSP n°14/005
- Parkings Arvieux et Espercieux - DSP n°07/136
- Parkings Marché, Centre Ancien, Beaumont, 8 Mai 1945, Hôpital à Aubagne, DSP du 01/02/2002

Pour la Société SAGS :

- Parkings Verdun à La Ciotat, DSP n°2015/160

Pour la Société Effia Stationnement :

- Parkings en enclos de Marseille - DSP n°15/1623
- Parkings Viguerie, Mimosas et enclos Daudet, Madie, Bestouan à Cassis, DSP 14/026

Pour la SEMEPA :

- Parking La Rotonde à Aix en Provence - DSP du 24/10/2003
- Parkings Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeur, Mignet et Bellegarde à Aix en Provence - DSP du 29/12/1986

Pour la SEMOVIM :

- Parking Rayettes à Martigues - DSP du 21/01/1992
- Parking Degut à Martigues - DSP du 01/01/2017
-

Pour les parkings gérés en régie :

- Parkings Arnavaux, Victor Hugo et Les Carmes à Istres
- Parking Marché à Cassis

Article 4 :

Les crédits nécessaires à la compensation de ces gratuités, seront inscrits sur les EST des territoires concernés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-7104/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat
MET 19/12739/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La zone d'activités économique du « Puits Morandat » est une opération qui a été engagée par la commune de Gardanne avant le 1er janvier 2018. Pour la mise en œuvre de cette opération d'aménagement, la commune a confié une concession d'aménagement à la SEMAG en octobre 2008.

Cette opération étant qualifiée de ZAE, elle doit donc être transférée à la Métropole.

La concession d'aménagement est en cours d'exécution, le foncier a été acquis, les études ont été réalisées, et les travaux sont en cours. A cet effet, il convient de confier à la commune le suivi de l'exécution de la concession d'aménagement conclue avec la SEMAG pour l'achèvement de l'opération.

Conformément au contrat de concession d'aménagement et d'équipements publics, les versements qui restent dus au concessionnaire sont les suivants :

- 489 791 euros TTC soit 408 159,17 euros HT au titre de l'année 2018 ;

- 580 800 euros TTC soit 484 000 euros HT au titre de l'année 2019 ;

- 542 400 euros TTC soit 452 000 euros HT au titre de l'année 2020.

Afin d'assurer la continuité de cette opération, il est nécessaire d'ouvrir une Autorisation de Programme pour l'opération d'investissement : « Opération d'Aménagement du Pôle Morandat », d'un montant de 1 612 991 euros.

Pour le financement de la réalisation de ces équipements publics, la commune de Gardanne versera un fonds de concours à la Métropole d'un montant de 672 079,59 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création pour un montant de 1 612 991 euros T.T.C. de l'opération d'investissement - Opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat - afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 612 991 euros T.T.C. de l'opération d'investissement Opération d'Aménagement du Pôle Yvon Morandat.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement Opération d'Aménagement du Pôle Yvon Morandat pour un montant de 1 612 991 euros T.T.C

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 489 791 euros T.T.C
CP 2020 : 1 123 200 euros T.T.C

URB 002-7105/19/CM

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

MET 19/12418/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a été prescrite par une délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019.

L'année 2019 a été consacrée à l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; cette première phase a été l'occasion pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile d'établir un programme de travail et un calendrier prévisionnel précis du processus d'élaboration du document.

Elle a permis notamment aux élus, au regard des enjeux et des orientations établis, de définir l'ambition à donner à ce document de planification urbaine afin qu'il réponde aux objectifs traduits pour le Territoire à l'horizon 2040. Ainsi, un certain nombre d'outils réglementaires devront être déclinés et élaborés dans les phases suivantes du processus, dès 2020 et jusqu'à son approbation en 2022.

La pluralité des thématiques à traiter, l'étendue du Territoire et l'ambition du projet de développement, impliquent qu'un certain nombre d'études et de travaux soient élaborés, notamment afin de doter le document de planification d'outils réglementaires spécifiques et adaptés aux besoins identifiés. A titre, d'exemple, il est prévu de développer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui pourront être sectorielles, ou thématiques.

- OAP sectorielles :

Une trentaine de secteurs devront être encadrés par ce type d'outils de programmation (notamment les zones de projets et d'urbanisation futures). Ils présentent des enjeux majeurs, notamment dans les communes traversées par le futur Val'tram, où les modes d'aménagements urbains devront être repensés.

- OAP thématiques :

Les OAP peuvent également être thématiques et ont vocation à s'appliquer sur l'ensemble du Territoire ; elles permettront la prise en compte et l'intégration dans tout projet urbain d'enjeux tels que :

- La question d'intégration et de la gestion du cycle de l'eau (désimperméabilisation, intégration et valorisation du cours d'eau, gestion des eaux pluviales...) ;

- La question de la qualité urbaine et du bioclimatisme (Transition énergétique, nature en ville...) ;
- La valorisation des centres et hameaux patrimoniaux (Formes urbaines, volumétries, aspects architecturaux, espaces publics...).

L'élaboration de ces outils ambitieux sont conditionnées à la réalisation de plusieurs études urbaines et à l'acquisition d'une certaine ingénierie sur des thématiques pointues, par plusieurs bureaux d'études spécialisés.

Par ailleurs, l'année 2019 a permis la sollicitation des personnes publiques associées et consultées au projet, ainsi que d'autres partenaires institutionnels. Ils ont eu l'occasion de formaliser leurs attentes respectives dans le cadre de ce projet. Notamment, les services de l'Etat ont, au travers d'un Porter A Connaissance (PAC) et d'une note d'enjeux du Préfet, établi le périmètre précis des études que le Territoire devra réaliser et traduire dans le PLUi.

Particulièrement, le chantier à engager autour d'une meilleure connaissance des risques contraignant le Territoire (inondation, incendie, mouvements de terrains, mines...) dans les communes non couvertes par un Plan de Prévention des Risques, et la nécessité de les traduire par des pièces dédiées (Zonages et règles de constructibilité pour chaque risque) sont conditionnés à la réalisation d'études d'experts.

Aussi, cette première année du projet a permis d'identifier les besoins complémentaires en termes d'accompagnement de la personne publique compétente pour l'élaboration de ce projet. Ces dépenses sont rattachées aux dépenses d'investissement, dans la mesure où elles participent et contribuent entièrement à l'élaboration du document d'urbanisme.

Entre autre, sur des prestations telles que :

- Le conseil juridique (nécessité d'accompagnement par un cabinet d'avocat tout au long du processus d'élaboration du document : écriture et relecture d'actes, production de notes juridiques, assistance dans certaines réunions, analyse de problématiques urgentes, gestion des précontentieux et contentieux etc...) ;
- La communication et la concertation (production de supports de communication permettant un partage large auprès de la population du territoire : panneaux de la concertation, supports vidéos, organisation et animations de réunions publiques, ateliers participatifs, création et maintenance d'un site internet dédié...) ;
- Les questions d'accessibilité de ces documents aux personnes malvoyantes.

Enfin, la dimension intercommunale du projet, implique la multiplication de la logistique et des frais engendrés

par la procédure réglementaire d'élaboration du document (mesures de publicité, reprographie, organisation et gestion de l'enquête publique...).

Par conséquent, cette meilleure connaissance du périmètre des études, des attentes des élus du Territoire et de l'ambition à donner au projet de PLUi, nécessitent une revalorisation globale du montant initialement estimé pour ce projet.

Par délibération du 16 mai 2019, il a été créée l'opération d'investissement n° 2019400500 relative aux études d'élaboration du PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile d'un montant de 400 000 euros T.T.C inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 194064BP de la Métropole.

Compte tenu des éléments précités, celle-ci doit être revalorisée pour un montant de 3 720 000 euros T.T.C., portant le montant global de l'opération à 4 120 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM);
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération qui a créé l'Autorisation de Programme et l'opération du 16 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de réaliser de nombreuses études urbaines afin d'élaborer les outils réglementaires du PLUi ;
- Que les services de l'Etat confient au Territoire la réalisation d'études d'expertise sur les risques, à traduire réglementairement dans le PLUi ;

- Qu'il convient d'accompagner le Territoire sur des prestations complémentaires telles que du conseil juridique ou de la communication ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation de l'opération d'investissement relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019400500 relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour un montant de 3 720 000 euros T.T.C. Cette revalorisation porte le montant de l'opération n° 2019400500 de 400 000 euros T.T.C avant révision à 4 120 000 euros T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45, sous politique C120.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 0 euros T.T.C
CP 2020 : 2 300 000 euros T.T.C
CP 2021 : 1 100 000 euros T.T.C
CP 2022 : 720 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-7106/19/CM

■ **Approbation de l'avant-projet d'acte de qualification de la Grande Opération d'Urbanisme du Centre Ville de Marseille (Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai - Noailles - Opéra - Thiers - Belsunce - Chapitre - Autorisation donnée à la présidente de la Métropole de consulter la ville de Marseille**
MET 19/12378/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 juin 2019, la métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé sa Présidente à signer le contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention

coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille. Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager.

Les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, véritable ambition pour le centre ancien de Marseille en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie.

Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU). La GOU devra traduire en termes opérationnels la stratégie de développement du centre-ville initiée dans le cadre du PPA sur le périmètre retenu pour sa mise en œuvre, principalement en vue de traiter la question du mal-logement de manière intégrée, dans une démarche de projet urbain global apportant également des réponses en termes d'attractivité résidentielle, de mobilité, de développement économique et commercial et d'offre en équipements publics de proximité. La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du Code de l'Urbanisme. Elle consiste dans l'instauration d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-contractants du PPA, au titre desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogatoires. La loi prévoit ainsi des effets juridiques attachés au périmètre de GOU, prévus notamment aux articles L.312-5 et L.312-6, et expressément rappelés à présent :

- L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, et donc ici potentiellement la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'intercommunalité co-contractante, et donc ici la Métropole Aix-Marseille-Provence, sera potentiellement compétente pendant toute la durée de

la GOU pour la réalisation, la construction, l'adaptation ou la gestion d'équipements publics relevant de la compétence de la commune de Marseille, nécessaires à la GOU et identifiés et localisés dans l'acte de qualification mentionné au même article L. 312-4. La métropole Aix-Marseille-Provence assurant alors la maîtrise d'ouvrage de ces équipements ;

- L'intercommunalité co-contractante, et donc ici la Métropole Aix-Marseille-Provence, sera seule compétente pour conclure, par décision de son organe délibérant, une ou plusieurs conventions de projet urbain partenarial dans le périmètre de la GOU ;

- Le permis d'innover, prévu par l'article 88 II de la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine de juillet 2016, peut être utilisé pour déroger à des règles s'opposant à la réalisation des projets, sans qu'il soit pour autant porté atteinte aux objectifs poursuivis par les législations concernées ;

- Une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) particulière d'une durée exceptionnelle de 10 ans peut être instaurée sur tout ou partie du périmètre de la GOU ;

- Les Etablissements Publics d'Aménagement (EPA) de l'Etat peuvent être autorisés, après avis conforme de l'intercommunalité ayant décidé de la qualification de GOU, et donc ici la métropole Aix-Marseille-Provence, et avis conforme de la commune, à réaliser des opérations d'aménagement, ainsi que les acquisitions foncières nécessaires à ces opérations, dès lors qu'ils seront titulaires d'une concession d'aménagement ;

- La procédure intégrée prévue à l'article L.300-6-1 du Code de l'Urbanisme peut être utilisée pour mettre en compatibilité les documents de planification ou schémas avec les opérations présentant un caractère d'intérêt général menées.

Il est proposé dans un premier temps de limiter les effets juridiques de la GOU au transfert à la Métropole de la compétence droit des sols sur le périmètre retenu et au transfert de la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de compétence municipale nécessaires à la GOU, listés en annexe 2 du présent rapport.

Le présent rapport a pour objet de faire approuver par le Conseil de la Métropole un avant-projet d'acte de qualification de GOU et d'autoriser la Présidente de la Métropole à solliciter l'avis de la Ville de Marseille sur cet avant-projet. L'avis conforme de la ville de Marseille devra intervenir dans un délai de trois mois à compter de sa saisine par la Métropole, son avis étant réputé favorable s'il n'est pas intervenu avant l'expiration de ce délai. La qualification de la GOU pourra être délibérée par le Conseil de la Métropole seulement après avis conforme de la Ville et avec l'accord du représentant de l'Etat dans le département.

Périmètre proposé (annexe 1) : Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce - Chapitre

La complexité et les grands enjeux urbains attachés au projet urbain Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai et aux secteurs Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce - Chapitre justifient leur intégration dans un périmètre de GOU afin de répondre aux besoins de ces quartiers prioritaires de centre-ville.

Le périmètre proposé englobe ainsi des secteurs fortement touchés par la problématique de l'habitat indigne et dégradé, dont les 3 îlots situés dans les secteurs de Noailles et Belle de Mai et décrits au PPA, et l'élargit aux emprises des quartiers ou opérations d'ensemble dans lesquels ils se situent afin d'assurer la cohérence territoriale des interventions à venir.

Les interventions projetées sur les premiers îlots auront pour but de préfigurer les actions de plus long terme, décrites dans le contrat de PPA. Ces îlots feront l'objet d'un projet urbain ambitieux et multithématique et proposeront des solutions innovantes (bâtiment zéro charge, bail réel solidaire...) visant à l'amélioration du cadre de vie dans le centre-ville. Les interventions se feront en priorité sur la thématique de l'habitat indigne et dégradé, mais également sur l'offre et la qualité des équipements publics (écoles, crèches, centres-sociaux, médiathèques, espaces publics et de loisirs), l'animation et l'attractivité commerciale, l'amélioration de la gestion urbaine de proximité, ou encore le confort urbain et la lutte contre les îlots de chaleur urbaine.

Le quatrième et dernier îlot décrit dans le contrat de PPA, intitulé Hoche-Versailles, situé dans le secteur d'aménagement Euroméditerranée, sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de l'EPAEM, hors périmètre de la GOU.

Ces secteurs, compris dans le périmètre proposé pour la GOU ont des caractéristiques et enjeux communs. Quartiers denses et contraints générant souvent des conditions d'habitat difficile, ils sont marqués par une forte vacance et dégradation du bâti ancien.

L'amélioration de l'habitat, de l'animation et l'attractivité commerciale, de la gestion urbaine de proximité (livraisons/logistique urbaine, gestion et valorisation des déchets, circulation, stationnement, modes de déplacements, nettoyage, sécurité, gestion des espaces verts, mobilier urbain, etc.), du confort urbain et de lutte contre les îlots de chaleur (végétalisation, espaces de pleine terre, perméabilisation des sols, etc.) doivent être le vecteur prioritaire des projets d'aménagement à engager. Dans un souci de partage et d'association des habitants, des usagers et acteurs locaux, une démarche de concertation sera menée tout au long du projet. A travers la concertation, l'objectif est de partager la compréhension des enjeux du centre ville et des contraintes de l'action publique locale en

favorisant les coopérations et les solidarités entre habitants et acteurs.

Ces secteurs sont par ailleurs particulièrement concernés par un déficit d'équipements publics et de loisirs, notamment à destination des enfants et des jeunes (écoles, crèches, centres-sociaux, espaces publics et de loisirs), qui affecte leur cadre de vie.

Pour chaque secteur sont listés les équipements publics de compétence municipale à créer/ restructurer et classés selon trois catégories : ceux localisés et qui font l'objet d'une programmation technique et financière, ceux localisés sans programmation technique et financière, et enfin ceux dont seul le besoin est identifié à l'heure actuelle. Ces équipements structurants doivent répondre aux enjeux de développement social de ces quartiers prioritaires et jouer un rôle central pour l'amélioration du cadre de vie de leurs habitants pour contribuer à assurer une égalité de droits et d'accès à une offre de services sociaux, éducatifs, sportifs, de loisirs et culturels de qualité et adaptée aux besoins. Il s'agit également de répondre aux enjeux actuels de lutte contre les îlots de chaleur urbain auxquels sont confrontés ces secteurs par la création d'espace de respiration nécessaires participant à l'amélioration de la qualité de vie et au retour de la nature en ville.

Secteur Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai

Depuis 2015, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille se sont engagées dans un projet ambitieux de transformation urbaine baptisé « Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai ». Il inclut dans son périmètre le projet de doublement de la gare Saint-Charles et 140 hectares des quartiers environnants, marquant ainsi la volonté de poursuivre le développement de ce secteur de centre-ville. L'ambition du projet est de répondre aux grands objectifs suivants :

- Elargir le centre-ville marseillais et conforter l'entrée métropolitaine de Marseille Saint Charles autour des anciennes casernes et du pôle ferroviaire Saint Charles ;
- Innover l'architecture et l'urbanisme au service de la qualité de vie ;
- Pérenniser et valoriser la diversité ;
- Insuffler une nouvelle dynamique économique au service de l'emploi ;
- Structurer le territoire au profit de l'équité sociale.

Le site des 7 hectares d'anciennes friches militaires constitue aujourd'hui la première opération d'aménagement du secteur. Sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine, elle décline les ambitions et les enjeux du Plan Guide des 140 hectares.

Le projet urbain Quartiers Libres est un projet permanent mené depuis 2014 en concertation avec les habitants et acteurs du territoire. Ils sont associés en continu à la définition et à la mise en œuvre du projet sur l'ensemble des thématiques abordées : habitat,

mobilité, espaces publics, équipements publics, stratégie environnementale ; et ce sous diverses formes (balades urbaines, exposition participative, journal du projet, ateliers de travail thématiques, réunions publiques, site internet dédié).

L'îlot Clovis Hugues - Belle de Mai, compris dans le périmètre de projet Quartiers Libres, concentre d'importantes difficultés caractéristiques du secteur et notamment une importante dégradation du bâti ancien. En 2017, une étude pré-opérationnelle pour la définition d'un dispositif d'intervention pour l'amélioration de l'habitat du quartier a permis d'identifier différentes pathologies du bâti résultant d'un manque d'entretien manifeste. Les interventions à venir sur cet îlot constitueront un des leviers de la dynamique de développement en accompagnement des actions plus globales en matière de mobilité, d'espaces publics et d'équipements publics menées à l'échelle du projet Quartiers Libres.

Il est par ailleurs à préciser que le périmètre proposé pour la future GOU sur ce secteur se superpose pour partie avec le périmètre de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Euroméditerranée. Pour assurer la cohérence et l'opérationnalité de la future GOU, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite donc auprès de l'Etat une dérogation opérationnelle à l'OIN pour plusieurs années, le temps de la mise en œuvre, notamment, des actions engagées dans le cadre du projet urbain Quartiers Libres.

Sont identifiés ci-dessous équipements publics de compétence municipale, à créer, restructurer ou dont le besoin est identifié sur le secteur Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai.

Seuls les équipements décrits en annexe 2 du rapport sont concernés par une proposition de transfert de maîtrise d'ouvrage au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

1/ Equipements publics localisés et chiffrés, objets d'une programmation technique et financière

Education :

- Groupe Scolaire Marceau (13003) : en cours de réalisation sous maîtrise d'ouvrage publique ville de Marseille, 22 classes, livraison prévisionnelle rentrée 2022
- Groupe Scolaire et le parc Jolie Manon (13003) : consultation de maîtrise d'œuvre en cours sous maîtrise d'ouvrage publique ville de Marseille, 17 classes, livraison prévisionnelle 2023 pour un montant prévisionnel de 10 millions d'euros
- Groupe scolaire Jobin (13003) : construction d'un groupe scolaire en lieu et place du groupe scolaire existant, livraison prévisionnelle 2024 pour un montant prévisionnel de 7,5 millions d'euros.
- Groupe scolaire Bernard Cadenat (13003) : restructuration et agrandissement du groupe scolaire existant, livraison prévisionnelle 2023 pour un montant global prévisionnel de 5,5 millions d'euros

- Groupes scolaires Pommier et National (13003) : restructuration des deux groupes scolaires avec fonctionnement urbain associé, livraison prévisionnelle 2024 pour un montant prévisionnel de 18 millions d'euros.

Social/loisirs :

- Couvent et Jardin Levat (13003) : aménagement d'un équipement socioculturel avec réhabilitation du bâtiment et remise en état du jardin, réalisation prévisionnelle 2022 pour un montant prévisionnel de 5,5 millions d'euros

- Gymnase Busserade (13003) : construction d'un gymnase, réalisation prévisionnelle 2025 - livraison 2027 pour un montant prévisionnel de 4 millions d'euros

Lutte contre les îlots de chaleur/ développement durable :

- Forêt urbaine sur le site des casernes (13003) : réalisation d'une forêt urbaine de 2 hectares, réalisation prévisionnelle 2022 - livraison 2025 pour un montant prévisionnel de 6 millions d'euros (chiffage AVP)

2/ Equipements publics localisés, sans programmation technique et financière arrêtée

Social/loisirs :

- Maison Pour Tous Belle de Mai et son annexe : restructuration et réhabilitation lourde
- Centre d'Animation et de Loisirs (CAL) Busserade (13003) : requalification et restructuration
- Centre de loisirs sportifs en accompagnement de l'école Jolie Manon (13003) : création d'un centre de loisirs sportifs par réhabilitation du bâtiment situé 32, rue Loubon
- Bibliothèque sur le site de la caserne du Muy (13003) : construction d'une bibliothèque dans une aile du Muy
- Crèche Cadenat (13003) : restructuration de la crèche municipale
- Crèche Ceylan (13003) : restructuration de la crèche municipale

3/ Equipements publics dont le besoin est identifié (à localiser, programmation technique et financière à définir)

Education :

- Groupe scolaire à créer sur le périmètre Quartiers Libres : foncier en cours d'identification pour la réalisation de 20 classes

Social/loisirs :

- Bureau municipal de proximité rue Léon Perrin (13003) : repositionnement du bureau municipal de proximité dans un nouveau lieu à localiser à proximité des transports en commun et d'autres équipements publics, au cœur du projet Quartiers Libres ou de la gare Saint-Charles

Secteur Noailles - Opéra - Thiers - Belsunce - Chapitre

Le sud du périmètre de GOU proposé correspond aux limites élargies des quartiers administratifs Noailles, Opéra, Thiers, Belsunce et Chapitre situés

dans le 1er arrondissement ainsi qu'une partie du 6^{ème} arrondissement de Marseille. Ces quartiers d'hyper-centre sont caractérisés par des conditions d'habitat difficiles principalement liées à la densité du bâti et aux interactions complexes avec une forte densité commerciale. Le patrimoine bâti de ces secteurs fait par ailleurs l'objet d'une protection au titre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), devenue « Site Patrimonial Remarquable » (SPR) suite à la promulgation de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Le quartier Noailles en particulier a déjà fait l'objet d'une étude urbaine multithématique, afin de définir des orientations d'intervention et d'identifier les leviers d'actions nécessaires à la requalification de ce quartier historique. La phase diagnostic de cette étude s'est appuyée sur une véritable démarche participative associant habitants du quartier, associations, commerçants et services techniques gestionnaires (forum ouvert et balades urbaines) qui a permis d'affiner le diagnostic et de faire évoluer les propositions en concertation avec les habitants, les usagers et les services. Les grandes orientations de ce projet sont notamment d'améliorer la qualité de l'habitat, de requalifier, d'apaiser et de libérer l'espace public (principalement en réduisant à l'essentiel à la place de la voiture), de repenser la gestion urbaine de proximité (gestion des déchets et organisation des livraisons) et de doter le quartier d'équipements publics de proximité notamment à destination des enfants et des jeunes.

Les autres secteurs qui rencontrent des problématiques similaires, feront l'objet d'études à venir en concertation avec la population et les acteurs du territoire afin d'identifier les orientations d'intervention et les leviers d'actions nécessaires à la requalification de ces quartiers.

Sont compris dans ce périmètre :

- Les deux îlots de Noailles, décrits dans le PPA : l'îlot Noailles-Ventre (3 îlots bâtis – 640 logements) et l'îlot Noailles-Delacroix (4 îlots bâtis – 320 logements)
- Le périmètre du permis de louer de Noailles, instauré par délibération du Conseil métropolitain du 28 février 2019 (autorisation préalable de mise en location sur le quartier, outil de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement), mis en application depuis le 15 octobre 2019.

Sont identifiés ci-dessous équipements publics de compétence municipale, à créer, restructurer ou dont le besoin est identifié sur le secteur Noailles – Opéra - Thiers- Belsunce - Chapitre.

Seuls les équipements décrits en annexe 2 du rapport sont concernés par une proposition de transfert de maîtrise d'ouvrage au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

1/ Equipements publics localisés et chiffrés, objets d'une programmation technique et financière

Social/ loisirs :

- Centre Municipal d'Animation (CMA) Providence – Belsunce (13001) : création d'un centre municipal d'animation, livraison prévisionnelle 2022 pour un montant prévisionnel de 4 millions d'euros

- Locaux associatifs/sportifs 5/7 rue Maurice Korsec et réalisation du parvis – Belsunce (13001) : création de locaux rattachés au city-stade de Korsec et de locaux d'activités sportives (salles de danse et de boxe), livraison prévisionnelle 2020 pour un montant prévisionnel de 3 millions d'euros

- Equipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles - Domaine Ventre (accueil intergénérationnel et accueil collectif de mineurs 6-12 ans) et 44, rue d'Aubagne (accueil jeunes 12-18 ans) - Noailles (13001) : création d'un équipement socioculturel, livraison prévisionnelle 2022 pour un montant prévisionnel global de 5,5 millions d'euros

Education :

- Groupe scolaire des Abeilles – Chapitre (13001) : extension du groupe scolaire avec création de 7 classes supplémentaires et des locaux pédagogiques servants, livraison prévisionnelle 2022 pour un montant prévisionnel de 4,9 millions d'euros

2/ Equipements publics localisés, sans programmation technique et financière arrêtée

Social/loisirs :

- Crèche Noailles : relocalisation et extension d'une crèche municipale dans le quartier Noailles, faisabilité à l'étude, sous maîtrise d'ouvrage SPL SOLEAM

3/ Equipements publics dont le besoin est identifié (à localiser, programmation technique et financière à définir)

Education :

- Groupe scolaire à créer - Noailles (13001)

Social/ loisirs :

- Espaces publics de proximité/ jeux d'enfants à créer – Noailles et Chapitre (13001)
- Equipements sportifs à créer – Noailles et Chapitre (13001)
- Espace Julien (13006) : salle de spectacle à restructurer
- Conservatoire National à rayonnement régional (13001) : équipement culturel à restructurer
- Opéra (13001) : équipement culturel à restructurer

Certains de ces équipements identifiés sont des équipements réalisés pour le compte de la Métropole et de la Ville de Marseille dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » (OGCV). Ces équipements et aménagements à vocation municipale sont destinés à être remis à la Ville, laquelle en assurera la gestion. Une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille Provence, la SOLEAM et la Ville, approuvée par délibération du Conseil municipal du 3 octobre 2016, organise contractuellement le financement des investissements à vocation municipale réalisés dans ce cadre. Une seconde convention, pour la création

d'équipements et la gestion de services, prise au titre des articles L5215-17 et L5217-7 du Code général des collectivités territoriales, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 décembre 2018, permet à la Ville de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence les attributions pour concéder à la SOLEAM la réalisation du programme des équipements municipaux et gestion de services prévus dans le cadre de l'OGCV.

Pour les équipements publics de compétence municipale dont il est proposé de transférer la maîtrise d'ouvrage à la Métropole dans le cadre de la GOU, il est précisé que ce transfert concernera uniquement la réalisation, la construction ou l'adaptation de ces équipements. Les équipements restructurés ou créés par la Métropole feront l'objet d'une remise d'ouvrage systématique au profit de la Ville, qui en prendra alors la gestion.

Modalités de remise des équipements

Comme prévu par la loi (article L312-5 4° du code de l'urbanisme), le délai et les modalités de remise à la Ville de Marseille des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence pendant toute la durée de la GOU, doivent faire l'objet d'un accord entre la commune et la Métropole.

Il est précisé que les équipements qui seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ou de son opérateur dédié, seront financés par les partenaires du PPA avec une participation financière de la Ville de Marseille, à fixer dans le cadre de conventions prises au titre des articles L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales ou L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

Durée proposée

Eu égard aux enjeux précités, et au fait que leur déclinaison nécessite une compétence technique avérée du fait des multiples procédures pouvant être conduites, une ingénierie renforcée, des financements importants pour mobiliser le foncier ou sa requalification, et pour développer les équipements publics nécessaires à l'accueil de nouvelles populations ou aux opérations de requalification, une durée de 15 ans calée sur celle du contrat de PPA semble en adéquation avec les enjeux.

Il est à préciser que la future GOU pourra évoluer dans le temps, au fur et à mesure de l'avancée des études à venir pour s'adapter aux besoins des projets, mais également en fonction des besoins identifiés par les différents partenaires, notamment par la métropole Aix-Marseille-Provence au regard des enjeux décrits dans le contrat de PPA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L. 312-3 à L. 312-7 du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de Métropole en date du 13 décembre 2018, approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- Le contrat de projet partenarial d'aménagement du centre-ville de Marseille approuvé par délibération du Conseil de Métropole en date du 20 juin 2019 entre la métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille, l'Etat, l'ANRU, l'Anah, la Banque des Territoires, le conseil départemental des Bouches du Rhône, l'EPAEM, l'EPF PACA, l'AR HLM et signé le 15 juillet 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Grande Opération d'Urbanisme (GOU) constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du code de l'urbanisme ;
- Que face aux enjeux de la requalification du grand centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité liés à la mise en œuvre du projet décrit dans le contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA), l'instauration d'un périmètre de GOU est nécessaire ;
- Qu'il convient, en application de l'article L. 312-7 du Code de l'Urbanisme, de solliciter l'avis de la ville de Marseille qui doit intervenir par délibération de son organe délibérant sur la qualification de GOU dans un délai de trois

mois à compter de sa saisine par la métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'il convient, en application de l'article L. 312-4 du Code de l'Urbanisme, de solliciter l'avis du représentant de l'Etat dans le département ;
- Que la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant doit être autorisé à exercer une telle sollicitation ;
- Que l'avis de la commune de Marseille pourra être assorti de prescriptions relatives au projet de qualification, que la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra prendre en compte afin de modifier ledit projet ;
- Que la commune de Marseille pourra conditionner son avis favorable au respect de ces prescriptions ;
- Qu'en cas d'avis conforme de la Ville de Marseille, la délibération marquant son accord fera explicitement mention de l'accord de la commune sur :
 - La qualification de GOU, le périmètre et la durée de ladite GOU ;
 - Le transfert à la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de la compétence de délivrance des permis de construire, d'aménager ou de démolir et de la compétence pour se prononcer sur une déclaration préalable, lorsque ces autorisations d'urbanisme visent des projets situés dans le périmètre de la GOU,
 - Le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence de la compétence de réalisation, de construction ou d'adaptation d'équipements publics nécessaires à la GOU, identifiés et localisés dans l'acte de qualification.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole propose à la Ville de Marseille :

- De qualifier l'opération Quartiers Libres Saint Charles - Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce – Chapitre de Grande Opération d'Urbanisme (GOU), en application de l'article L.312-4 du Code de l'Urbanisme ;
- Que le périmètre de l'opération mentionné à l'article 1^{er} soit délimité par le plan qui le précise, établi pour la Ville de Marseille, joint en annexe 1 à la présente délibération ;
- Que la Grande Opération d'Urbanisme ait une durée de 15 ans ;
- Que les équipements publics nécessaires à la GOU et identifiés en annexe 2 de la présente délibération seront, selon les cas, réalisés, construits ou adaptés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui en sera le maître d'ouvrage pendant la durée de la GOU ;

- Que le personnel en charge de l'instruction des autorisations droit des sols de la ville de Marseille soit mis à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'instruction des permis de construire, de démolir, déclaration préalable de travaux déposés dans le périmètre de la GOU proposé, dans les conditions proposées par un projet de convention de mutualisation de services qui sera travaillé avec la Ville de Marseille en vue de la qualification définitive de la GOU

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole autorise Madame la Présidente, ou son représentant, à saisir la Ville de Marseille sur le fondement de l'article L. 312-7 du Code de l'Urbanisme afin que la Ville puisse donner son avis sur le présent projet de Grande Opération d'Urbanisme.

Article 3 :

Le Conseil de la Métropole autorise Madame la Présidente, ou son représentant, à saisir Monsieur le Préfet du département des Bouches du Rhône sur le fondement de l'article L. 312-4 du Code de l'Urbanisme afin que ce dernier puisse donner son avis sur le présent projet de Grande Opération d'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-7107/19/CM

■ Avis sur le Projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence MET 19/12081/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation (PPRI) par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence a été prescrite par arrêté préfectoral du 9 Avril 2018.

Pour rappel, cela fait de nombreuses années que la commune d'Aix-en-Provence demandait l'élaboration de ce Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation. Ce dernier nous permettra de mettre en œuvre une véritable prévention des inondations, d'avoir des règles claires et partagées en matière de constructibilité dans les zones inondables mais permettra également d'accompagner la mise en sécurité des constructions déjà existantes dans ces zones.

Le projet de règlement et de zonage qui constituent le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation a été élaboré dans le cadre d'une association avec les collectivités en 2017 et 2018 et a été présenté lors de la phase de concertation publique qui s'est déroulée du 5 Février au 5 Avril 2019.

En application de l'article R.562-7 du Code de l'Environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est consultée pour avis en tant que Personne et Organisme Associés sur ce projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence.

L'article R.562-7 du Code de l'Environnement stipule:

« Le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles est soumis à l'avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan.

Si le projet de plan contient des mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets ou des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde relevant de la compétence des départements et des régions, ces dispositions sont soumises à l'avis des organes délibérants de ces collectivités territoriales. Les services départementaux d'incendie et de secours intéressés sont consultés sur les mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets.

Si le projet de plan concerne des terrains agricoles ou forestiers, les dispositions relatives à ces terrains sont soumises à l'avis de la chambre d'agriculture et du centre national de la propriété forestière.

Tout avis demandé en application des trois alinéas ci-dessus qui n'est pas rendu dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande est réputé favorable »,

Ce projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation sera soumis à enquête publique à l'issue de cette phase de consultation.

Le zonage du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation définit les conditions de constructibilité des terrains en tenant compte de l'intensité de l'aléa et de la nature de l'occupation du sol. Le croisement de ces deux paramètres détermine le principe général de constructibilité (bleu) ou d'inconstructibilité (rouge) sur la zone inondable.

De façon globale, le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation reprend des aléas déjà connus qui avaient été transmis à la commune par un « Porter à Connaissance » en 2015 et traduit dans le Plan Local d'Urbanisme dans sa modification n°5.

Cependant, il est important d'assurer une cohérence entre ces deux documents.

En effet, même si les périmètres, les objectifs et réglementations encadrant ces deux documents sont différents, il s'agit de rechercher la meilleure adéquation possible entre eux afin de faciliter autant l'appropriation des règles de prévention par le grand public et les porteurs de projets que l'instruction des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol.

Le projet de règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation indique dans sa partie 2 que *« dans tout le périmètre du PPRI, les conditions ci-après s'imposent en sus des règles définies au PLU ou au POS. Dans l'hypothèse de prescriptions différentes ayant le même objet, c'est la disposition la plus contraignante qui s'applique ».*

De manière générale, il s'agit de continuer à mieux faire converger ces deux plans pour réduire ces différences possibles dans l'interprétation de leurs prescriptions.

Les travaux d'association avec les collectivités engagés depuis 2017 ont permis d'œuvrer en ce sens par la prise en compte des remarques et propositions qui en découlaient.

A la lecture du projet présenté, un certain nombre de sujets doivent encore être éclairés.

Concernant le projet de zonage du Plan de Prévention des Risques Inondation

Le zonage est issu du croisement des aléas (déjà connus) et des enjeux urbains. Le Plan de Prévention des Risques Inondation approuvé vaudra servitude d'utilité publique et sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

A ce titre, se pose la question de la combinaison graphique du zonage du Plan de Prévention des Risques Inondation sur les planches risque inondation du Plan Local d'urbanisme.

Il semble utile d'expliquer le « mode d'emploi » de la lecture de ces documents lorsqu'il y a chevauchement sur une même parcelle notamment dans les secteurs de confluence entre le ruissellement urbain du Plan Local d'Urbanisme et le risque fluvial traité dans le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation. De nouvelles réunions d'échange et de formation avec les équipes en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme devront être organisées en ce sens.

Les couleurs utilisées pour réaliser les cartes de zonage sont peu lisibles et manquent de contrastes.

A titre d'exemple les zones « *bleu clair* » se distinguent très mal des zones violettes par ailleurs rebaptisées

« résiduel » dans la légende de la carte de zonage alors que le règlement écrit fait référence à une zone « violette ».

Une autre erreur apparaît dans la légende de ces cartes réglementaires qui comporte l'intitulé « carte d'aléa » alors que ce sont des cartes de zonage. Ces points méritent d'être corrigés.

Par souci de clarté, étant donné que les Zones d'Expansion des Crues définies par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Arc emportent automatiquement un classement en zone rouge du Plan de Prévention des Risques Inondation et que le règlement de ce dernier édicte des dispositions spécifiques à l'intérieur des périmètres des Zones d'Expansion des Crues. Il conviendrait de faire figurer ces derniers sur les planches de zonage réglementaire du Plan de Prévention des Risques Inondation.

Enfin, il conviendra d'assurer la cohérence entre le rapport de présentation et le règlement du projet de Plan de Prévention des Risques Inondation et de corriger ce rapport de présentation sur les points suivants : le SAGE de l'Arc définit 7 ZEC et non pas 6 ; et la figure 59 est absente du rapport.

Concernant le projet de règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation

Le règlement définit les conditions d'occupation et d'utilisation des sols en fonction des zones.

- Concernant les parties 1 et 2 consacrées au lexique et aux dispositions générales et effets du plan :

Le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation et le règlement du Plan Local d'Urbanisme proposent chacun un lexique dont certaines définitions de mêmes mots diffèrent : « emprise au sol », « extension », « vulnérabilité », « zone refuge », Il s'agira donc d'homogénéiser les définitions ou acceptions de ces termes et à minima, il conviendra de s'assurer qu'elles ne soient pas contradictoires.

De même, il sera nécessaire de clarifier l'utilisation des termes « bâtiment » et « construction » dans le projet de règlement.

Parfois, les termes du règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation ne sont pas exactement ceux donnés dans le lexique : dans le règlement on parle de « locaux d'activités » et dans le lexique de « construction/bâtiments à usage d'activités ».

Une inexactitude est à corriger en page 14 et 15 du projet de règlement qui stipule que le zonage réglementaire est constitué de 5 planches alors que le projet soumis à consultation en comporte 8.

- Concernant les parties 3 et 4 du projet de règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation :

Ces parties du projet de règlement concernent les règles applicables aux projets en fonction des zones réglementaires. Pour information, les zones aux tons bleus correspondent aux secteurs où s'applique un principe général de constructibilité sous conditions puisque soumis à un aléa fort, modéré ou résiduel. La zone rouge regroupe les secteurs où s'applique, sauf exceptions, un principe général d'inconstructibilité.

D'une manière générale, dans les articles 2 de chaque zone, le projet de règlement utilise le terme « *Par dérogation* ». Par souci de clarté, cette rédaction pourrait être précisée en mentionnant la règle à laquelle elle fait référence et les cas qui permettent de déroger.

Les chapitres 3 (règles applicables aux projets) et 4 (règles applicables aux constructions existantes) édictent des dispositions spécifiques pour les Établissements Recevant du Public (ERP) de 1ère, 2ème et 3ème catégorie qui sont les établissements susceptibles de drainer un grand nombre de personnes. En revanche, ces chapitres sont muets sur les établissements de 4ème et 5ème catégorie.

L'explication figure dans le corps du texte de la définition des Établissements Recevant du Public au sein du lexique (chapitre 1, page 5) : *Les ERP de catégories 4 et 5 ne sont quant à eux pas visés par des règles particulières. Leur sont appliquées les règles relatives à leur usage (activité, hébergement, établissement sensible*, établissement stratégique*, etc). A titre d'exemple, un local commercial ERP de catégorie 4 se voit appliquer les règles concernant les « locaux d'activités », alors qu'un hôtel ERP de catégorie 4 se voit appliquer les règles concernant les « locaux d'hébergement ».* Par souci de clarté et pour une meilleure sécurité juridique du règlement de Plan de Prévention des Risques Inondation, cette explication devrait être reprise au sein des chapitres 3 et 4 du document.

En zone bleu foncé :

- à l'article 2 (c), concernant les créations des bâtiments neufs ex-nihilo, la dérogation pourrait être précisée en mentionnant la règle à laquelle le (c) fait référence.

- à l'article 2 (e), la règle d'extension cumule 20% d'emprise au sol et 20% de l'effectif des établissements sensibles. Les « effectifs » se calculent-ils au regard du nombre d'employés de la structure ou bien du nombre de personnes fréquentant quotidiennement le site ? La notion d'effectif paraît difficilement vérifiable à l'instruction car à "géométrie variable". Le calcul de cette règle devra être précisé.

- l'article 2 (l) concernant « *la reconstruction à l'identique des bâtiments détruits par un sinistre autre que l'inondation* » ajoute de nouvelles conditions à l'article 7 des dispositions générales du règlement du Plan Local d'urbanisme. Cette possibilité pour un Plan de Prévention des Risques Inondation de réglementer les reconstructions à l'identique au regard d'autres risques majeurs pose la question de sa validité juridique.

- l'article 2 (q) concerne le stationnement des véhicules mais la définition proposée dans le lexique mériterait d'être plus explicite sur le caractère couvert ou non couvert des « *aires de stationnement collectives* ».

En zone bleu clair :

- l'article 2 (s) concerne le stationnement des véhicules et prévoit, à la différence de la zone bleu foncé, la création de « *parking silos* ». Le lexique ne propose pas de définition pour ce terme et devrait définir ce type de stationnement en ouvrage et ouvert au public.

- l'article 2 (u) concerne plus spécifiquement la création d'aires de stationnement collectives souterraines. Le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation indique que « *les accès et émergences soient implantés au minimum à la cote PHE* + 50 cm* » alors que le règlement du Plan Local d'Urbanisme qui les autorise également sous condition dans les secteurs orange et bleu indique que « *les entrées doivent être situées en dehors de l'emprise de la crue de référence ou au-dessus de la cote PHE...* ». Il s'agira d'harmoniser ces différences rédactionnelles pour réduire leur interprétation.

Au chapitre 4 du règlement « *règles applicables aux constructions existantes* », sont prescrites « *dans les zones concernées par l'aléa de référence* » (zonages rouge, bleu et bleu foncé) et dans les cinq ans après approbation du Plan de Prévention des Risques Inondation, des mesures hiérarchisées de réduction de vulnérabilité sur l'existant : études de diagnostic de vulnérabilité, des travaux de réduction de la vulnérabilité avec en premier lieu, la construction de zones refuges en aléa fort (à hauteur de 10% au maximum de la valeur vénale du bien). Les mesures sont seulement recommandées dans les zones d'aléa résiduel.

Au chapitre 5 du règlement, les mesures de prévention, protection et sauvegarde à réaliser dans les cinq ans maximum après approbation du Plan de Prévention des Risques Inondation sont listées. Des « *plans d'alerte et d'intervention* » doivent être établis par les maîtres d'ouvrage des infrastructures routières, et les gestionnaires de réseaux, services publics, ainsi que des « *diagnostics de vulnérabilité* » des réseaux et services publics. Les mesures de réduction de vulnérabilité seraient finançables par le fonds Barnier sous certaines conditions, à hauteur de 40% maximum pour les biens à usage d'habitation ou mixte et 20 % pour les locaux d'activités de moins de 20 salariés.

Les assurances ne sont pas tenues d'indemniser ou d'assurer les biens construits et les activités exercées en violation des règles du Plan de Prévention des Risques Inondation, s'il était en vigueur lors de leur mise en place.

Les aides aux travaux de réduction de vulnérabilité dans l'habitat sont plus importantes (multipliées par deux) quand un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) existe, que sa convention donne des objectifs chiffrés pour les études et travaux de vulnérabilité et que les études de réduction ont été menées par une collectivité ou un groupement de collectivités.

Il est souhaitable que les travaux puissent être financés au meilleur taux au vu de l'existence du Programme d'Actions de Prévention des Inondations de l'Arc.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article R.562-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du Préfet de Département du 9 avril 2018 prescrivant l'établissement du Plan de Prévention des Risques Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La consultation du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône du 6 juin 2019 pour avis en application de l'article R.562-7 du Code de l'Environnement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de formuler un avis en tant que Personne et

Organisme Associés à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est donné un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations précitées.

Article 2:

Est émis le souhait que les travaux prescrits dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Inondation puissent bénéficier de taux d'aides les plus importants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-7108/19/CM

■ Bilan de la concertation et définition des modalités de la participation du public par voie électronique pour l'opération d'aménagement du Quartier du Vallat à Meyrargues MET 19/11816/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du projet de zone d'aménagement concerté (ZAC) du Quartier du Vallat à Meyrargues, une concertation publique a été menée auprès de la population, en vue de la création de la ZAC, et conformément au nouvel article L.103-2 du code de l'urbanisme (ancien article L.300-2 du code de l'urbanisme).

Rappels des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

La délibération n°URB 036-2794/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 a engagé la procédure de ZAC et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation.

Les objectifs poursuivis lors du lancement de la procédure de ZAC étaient :

- Renforcer la centralité du village en proposant un habitat diversifié et une mixité sociale,
- Respecter les formes urbaines du village en terme de volumétrie et de hauteur,
- Ouvrir le futur quartier à son environnement proche en créant une urbanisation ouverte sur le Vallat et aménager des connexions avec la RD 96 et le village,

- Créer un système viaire apaisé en sens unique et privilégier les modes de déplacement doux, notamment à l'arrière du cours des Alpes,
- Aménager des espaces publics de qualité autour d'une place donnant sur la Grand Vallat, avec un équipement de type maison de santé et quelques commerces en rez de chaussée,
- S'inscrire dans une démarche Eco Quartier.

Les modalités de concertation du public définies lors du lancement de l'opération étaient les suivantes :

- Mise en place d'une exposition permanente en mairie de Meyrargues et au siège du Territoire du Pays d'Aix, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation ;
- Publications d'articles dans les magazines de la commune de Meyrargues pour informer la population de l'état d'avancement du projet ainsi que les différentes manifestations liées au projet ;
- Publication d'articles sur le site internet de la CPA ;
- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors de deux réunions publiques.

La mise en œuvre de la concertation

Exposition permanente en mairie et au siège du Pays d'Aix accompagnée d'un registre

Une exposition a été organisée et présentée à partir du mois de novembre 2018 en mairie de Meyrargues ainsi qu'au siège du Territoire du Pays d'Aix.

A cet effet, des panneaux au format A0 ont permis d'exposer une synthèse des éléments de diagnostic et de contexte du projet (carte, schéma, données chiffrées...), ainsi que le périmètre opérationnel pressenti et les intentions urbaines.

Les dates, lieux et heures de réception du public ont été précisés sur le site internet du Pays d'Aix, dans les pages du magazine municipal et diffusées dans les pages de La Provence les 13 novembre 2018 et le 8 mars 2019. Ces avis annonçaient également les deux réunions publiques.

Cette exposition était accompagnée d'un registre de concertation. Plusieurs remarques y ont été consignées en mairie de Meyrargues, elles sont synthétisées dans le bilan de la concertation annexé au rapport.

Réunions publiques

Deux réunions publiques ont été organisées les 23 novembre 2018 et 15 mars 2019 dans la salle des fêtes de Meyrargues afin de présenter les objectifs, l'avancement des études, le contenu du projet et permettre un échange avec le public.

Ces réunions se sont tenues de 18h30 à 21 heures et ont réuni environ une soixantaine de personnes. La mobilisation du public s'est faite non seulement par le biais des dispositifs décrits ci-dessus, mais également par une communication directe auprès du CIQ (Comité d'Intérêt de Quartier) riverains du projet.

La première réunion a présenté les objectifs, un diagnostic synthétique des études engagées et à replacer ce projet dans le contexte communal.

La deuxième réunion a porté sur la forme pressentie des futurs îlots de logements. La présentation d'un principe de composition urbaine a permis d'engager la discussion avec les habitants. Ce schéma d'aménagement a proposé une organisation générale du futur quartier, le schéma viaire, les points de desserte, le maillage des voies douces, le positionnement de la place en surplomb du théâtre de verdure et du Vallat et son fonctionnement.

Le nombre de logements ainsi que la part des logements sociaux ont été annoncés et des éléments de calendrier ont permis de clôturer la présentation.

S'en est suivi un débat avec les participants dont les questions et réponses apportées lors de cette deuxième réunion figurent en annexe - Bilan de la concertation. Les débats ont essentiellement tourné autour de la problématique du bâti, les hauteurs, des distances minimales et de la composition du programme.

Publication d'articles dans le magazine de la ville de Meyrargues

Durant la phase d'élaboration des études préalables au dossier de création de ZAC, la ville de Meyrargues a fait paraître dans son magazine deux articles relatifs au projet de l'opération du Vallat. L'un des articles revenait sur la délocalisation du stade sur le plateau et la volonté de redynamiser le village avec cette opération. Le second article paru après les réunions de concertation exposait la démarche de ZAC, les demandes émises lors des réunions et les réponses apportées. Un encart revenait sur la place publique et la diversité des logements programmés sur l'opération.

Diffusion de documents sur le site internet de la Métropole et de la ville de Meyrargues

Les documents présentés lors des deux réunions publiques ont été mis en ligne sur les sites internet des deux collectivités. Les dates et heures des réunions ont été annoncées ainsi que la clôture de la concertation.

Rencontre du CIQ

Le CIQ du cours des Alpes a été rencontré en septembre 2018 et en juin 2019 afin de prendre en compte leurs remarques, revenir sur les éléments de calendrier ainsi que sur les enjeux liés à la composition urbaine (hauteur, distance par rapport au bâti existant...), desserte du projet et intégration de la démarche Eco Quartier dans la conception du futur quartier. A l'issue de ces réunions, le CIQ a adressé un courrier à Monsieur le Maire afin de lui soumettre toutes les interrogations et suggestions sur ce projet. Une des demandes portait sur la mise à disposition des études préalables (étude de trafic, de sol...) et de l'étude d'impact.

Durant la réunion du mois de juin 2019, l'ensemble des questions figurant dans ce courrier, a été examiné point par point. Les propositions retenues figurent en annexe.

Il a également été précisé au CIQ qu'il pourrait à nouveau se prononcer sur le projet, au moment de la communication de l'étude d'impact et de l'avis de l'Autorité Environnementale, phase administrative codifiée par le Code de l'Environnement et qui intervient après le bilan de la concertation depuis la réforme de la participation du public par voie électronique (ordonnance du 3 août 2016).

Synthèse de la concertation

Le bilan complet de la concertation est annexé au présent rapport.

Les principales remarques et attentes ont porté sur les thématiques suivantes :

- la hauteur du bâti et les distances minimales de construction par rapport aux logements existants,
- les déplacements, la circulation et le stationnement aux abords et sur le site de la ZAC,
- la procédure de ZAC et la volonté d'avoir accès aux études,
- le cadre de vie, les services et commerces,
- le coût du projet.

Ainsi, conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme et à la délibération du 19 octobre 2017, la collectivité a organisé la concertation pendant toute la durée d'élaboration du projet de ZAC.

Les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et acteurs du territoire. Ce dialogue a aussi permis une évolution du projet en répondant à certaines demandes exprimées au travers des échanges avec les citoyens durant la procédure d'élaboration de la ZAC. L'ensemble des remarques et des réponses figurent dans le bilan de la concertation.

L'ensemble des remarques émises a été pris en compte ; des réponses précises ont été apportées à la

plupart d'entre elles et une attention particulière y sera portée dans la poursuite des études opérationnelles.

Il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalable à la présentation du dossier de création de la ZAC.

Définition des modalités de participation du public par voie électronique

Conformément aux articles L 123-2 et L 123-19 du Code de l'Environnement, le projet de ZAC du Vallat doit faire l'objet d'une procédure de participation du public qui s'effectue par voie électronique, visant à mettre à disposition l'étude d'impact ainsi que l'avis de l'Autorité Environnementale sur cette étude.

L'étude d'impact est un document qui évalue les impacts que le projet peut avoir sur l'environnement dans ses différentes composantes et qui propose des solutions pour remédier aux éventuels effets néfastes du projet (mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation).

Il s'agit aujourd'hui de définir les modalités d'organisation de cette procédure de participation du public, en application de l'article R123- 8 du Code de l'Environnement, le dossier mis à disposition du public comprendra les pièces suivantes :

- l'étude d'impact et son résumé non technique,
- l'avis de l'Autorité Environnementale,
- La mention des textes qui régissent la procédure de participation par voie électronique et l'indication de la façon dont cette procédure s'insère dans la procédure administrative relative au projet de ZAC,
- la décision pouvant être adoptée au terme de la procédure de participation par voie électronique et l'autorité compétente pour prendre la décision d'approbation de la ZAC,
- la mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet de ZAC,
- le bilan de la concertation préalable.

Au minimum 15 jours avant l'ouverture de la participation électronique, le public sera informé par un avis mis en ligne sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix et sur celui de la ville de Meyrargues, ainsi que par un affichage en mairie et au siège du Territoire du Pays d'Aix. Cet avis mentionnera :

- la demande d'autorisation du projet de ZAC du Quartier du Vallat,
- les coordonnées de l'autorité compétente pour prendre la décision, celles auprès desquelles peuvent être obtenus des renseignements pertinents, celles auxquelles des observations ou questions peuvent être adressées ainsi que des précisions sur les conditions dans lesquelles elles peuvent être émises ;

- la décision pouvant être adoptée au terme de la participation et l'autorité compétente pour statuer,
- une indication de la date à laquelle et du lieu où les renseignements pertinents seront mis à la disposition du public et des conditions de cette mise à disposition,
- l'adresse du site internet sur lequel le dossier peut être consulté,
- le fait que le projet a été soumis à étude d'impact et a donné lieu à un avis de l'Autorité Environnementale , ces deux pièces étant insérées dans le dossier mis en ligne sur le site internet dédié.

Les observations et propositions du public pourront être déposées par voie électronique pendant un délai minimum de trente jours.

La mise à disposition du dossier papier est possible au siège de l'autorité compétente et en mairie, sur demande.

A l'issue de la participation du public, une synthèse des observations et propositions sera rédigée, avec l'indication de celles dont il sera tenu compte dans la délibération d'approbation du dossier de création de la ZAC, ainsi que dans un document séparé, les motifs de cette décision.

Ces documents, accompagnés de l'intégralité des observations et propositions déposées par voie électronique, seront rendus publics sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, au plus tard à la date de la publication de la délibération du Conseil de la Métropole approuvant le dossier de création de la ZAC, pendant une durée minimale de trois mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L103-2 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 123-2 et L 123-19 et R123-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 036-2794/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 décidant le lancement de la procédure de ZAC, définissant les objectifs poursuivis et les

modalités de la concertation de l'opération d'aménagement du Vallat à Meyrargues ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme et à la délibération du 19 octobre 2017, la collectivité a organisé la concertation pendant la durée d'élaboration des études préalables au projet de ZAC.
- Que les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et les acteurs du territoire.
- Que des réponses précises et concrètes ont été apportées suite aux remarques émises et qu'une attention particulière sera portée aux observations et questions posées dans la suite de la procédure.
- Qu'il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalablement à la mise à disposition du public de l'étude d'impact par voie électronique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la concertation réalisée dans le cadre de la procédure de ZAC du Quartier du Vallat à Meyrargues, tel qu'exposé dans la présente délibération.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à poursuivre la procédure de création de la ZAC du quartier Vallat à Meyrargues.

Article 3 :

Sont approuvées les modalités de participation du public par voie électronique relative au projet de ZAC du Quartier du Vallat telles que présentées dans la présente délibération.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer, en temps opportun, tous les documents à intervenir dans le cadre de la présente procédure, notamment pour définir les dates

de cette participation, dans un avis d'information du public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-7109/19/CM

■ Arrêt du projet de révision générale du Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune d'Aubagne - Arrêt du bilan de la concertation MET 19/12424/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération cadre n°URB007-3565/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu, encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole s'est ainsi substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Par délibération n°004-260917 en date du 26 septembre 2017, le Conseil Municipal de la ville d'Aubagne a prescrit la révision de son Règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 5 juillet 1985.

Par une délibération en date du 13 décembre 2017, il a donné son accord à la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du Règlement Local de Publicité à compter du 1er janvier 2018. Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a acté cette poursuite par une délibération n° URB 022-3580/18/CM en date du 15 février 2018.

La révision du Règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 5 juillet 1985, a été prescrite notamment en raison :

- De la profonde modification de la réglementation nationale applicable à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour

l'environnement et le décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 ;

- De l'évolution urbaine, commerciale et démographique du territoire communal.

Conformément aux dispositions des articles L 153-11 et L 103-4 du Code de l'Urbanisme, la délibération de prescription, visée ci-dessus, a fixé que :

- Les objectifs de la révision du RLP sont les suivants :
 - Mettre le RLP en conformité avec les évolutions réglementaires de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 ;
 - Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
 - Actualiser le document pour le mettre en adéquation avec les orientations du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 2 novembre 2016 ;
 - Améliorer le cadre de vie des habitants et usagers, favoriser la qualité paysagère du territoire et réduire les nuisances visuelles en fonction des enjeux paysagers et patrimoniaux ;
 - Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure notamment en maîtrisant l'implantation des enseignes et pré-enseignes sur le territoire communal ;
 - Réinterroger les zones de publicités autorisées tout en participant au dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle de la commune, garantir des entrées de ville, un centre-ville de qualité et des zones d'activités attractives.
- Les modalités de la concertation de la révision du RLP établies par la délibération de prescription sont les suivantes :
 - Un dossier de présentation du projet de RLP, complété au fur et à mesure de l'avancée de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la commune et sera mis à la disposition du public ;
 - Le public pourra exprimer et faire ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - ✓ Mise en place d'un registre de concertation en mairie,
 - ✓ Possibilité d'écrire directement à Monsieur le Maire, par voie postale ou par voie électronique à l'adresse

créée spécialement pour la procédure.

- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, à l'échelle du territoire et à l'échelle des zones d'activités commerciales et industrielles.

La concertation mise en œuvre tout au long de la procédure de la révision s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération susvisée. Des mesures supplémentaires de concertation ont également été mises en œuvre notamment trois réunions de concertation avec les professionnels de l'affichage publicitaire.

En application de l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme, il appartient dans un premier temps au Conseil de Métropole d'arrêter le bilan de la concertation.

Le bilan détaillé de la concertation est présenté dans l'annexe jointe à la présente délibération. En voici une synthèse :

- Les principaux temps forts de cette concertation sont :
 - La mise en ligne du dossier du projet de RLP complété au fur et à mesure de l'avancée de la procédure, sur le site de la Métropole et également mis à disposition du public en son siège ;
 - La mise à disposition d'un registre destiné à recueillir les observations du public pendant toute la durée de la procédure de révision ;
 - Les syndicats de zones d'activités, de zones commerciales et les associations ont été associés à la procédure de révision du RLP lors de deux réunions qui se sont déroulées les 20 mars et 24 juin 2019. La première réunion a permis de présenter l'état des lieux et l'analyse prospective et dynamique du tissu publicitaire tandis que la seconde présentait le projet de zonage et de règlement du projet de RLP révisé. Leurs avis et observations sur le projet de RLP ont été recueillis et pris en compte préalablement à son arrêt ;
 - Les services de l'Etat ont également été associés à la procédure de révision du RLP lors de 2 réunions des Personnes Publiques Associées (PPA). La première réunion PPA a eu lieu le 19 mars 2019 et présentait le diagnostic. La seconde réunion PPA s'est déroulée le 25 juin 2019 pour présenter le projet du RLP. Leurs avis et observations sur le projet de RLP ont été recueillis et pris en compte préalablement à son arrêt ;

- Deux réunions publiques ont été organisées à destination des professionnels. La première a eu lieu le 20 mars 2019 pour présenter le diagnostic et la seconde s'est déroulée le 26 juin 2019 pour présenter le projet de RLP révisé. Leurs avis et observations sur le projet de RLP ont été recueillis et pris en compte préalablement à son arrêt ;
- Trois ateliers ont été organisés à destination des afficheurs. Le premier a eu lieu le 21 mars 2019 pour présenter le diagnostic et les deux suivants se sont déroulés les 27 juin et 22 juillet 2019 pour présenter le projet de RLP révisé. Leurs avis et observations sur le projet de RLP ont été recueillis et pris en compte préalablement à son arrêt.

En application du Code de l'Urbanisme et notamment des articles L.153-14 et R. 153-3 suivants, et au regard du bilan de la concertation, il appartient au Conseil de la Métropole d'arrêter le projet de RLP.

Le dossier de projet RLP, comportant le rapport de présentation, le règlement, les documents graphiques et les annexes générales, transmis préalablement à l'ensemble des élus du Conseil est joint à la présente délibération, dont les principales orientations tirées du diagnostic, sont les suivantes :

Le travail de diagnostic-partenariat réalisé, a permis d'identifier différents secteurs à enjeux urbains, environnementaux et paysagers qui doivent faire l'objet d'une protection particulière et pour chacun de ces secteurs, des dispositions réglementaires ont été proposées.

1/ Le centre historique et les hameaux, secteurs denses à protéger pour leurs attraits patrimoniaux, culturels et touristiques.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit d'encadrer les enseignes proportionnellement aux façades commerciales, de réglementer les dimensions et l'implantation des enseignes dites « en drapeau », d'interdire les publicités et pré-enseignes et d'interdire les enseignes sur toitures, clôtures et scellées au sol, afin de préserver le patrimoine architectural et mettre en valeur les espaces piétons.

2/ Le centre-ville, prolongement urbain du centre historique inscrit dans le triangle autoroutier est majoritairement concerné par les périmètres de protection des monuments historiques où la publicité est interdite.

Néanmoins certaines parties de ce périmètre doivent encore faire l'objet de mesures spécifiques de réglementation afin de dynamiser et mettre en valeur le centre-ville.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit, comme dans le centre historique, d'encadrer les enseignes

proportionnellement aux façades commerciales, de réglementer les dimensions et l'implantation des enseignes dites « en drapeau » et d'interdire les publicités et pré-enseignes.

Par ailleurs, le nord de l'avenue Roger Salengro et l'avenue de Verdun nécessitent un dispositif particulier de protection pour concilier la mise en valeur des entrées du centre-ville et les enjeux d'affichage.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit d'encadrer les enseignes en nombre et surface comme pour le centre-ville, de permettre une publicité raisonnée et intégrée et d'autoriser les pré-enseignes pour des activités non visibles.

3/ Les secteurs d'activité à vocation principalement commerciale nécessitent de nouvelles dispositions réglementaires afin de préserver le paysage et les cônes de vues et de participer à la requalification urbaine des zones commerciales.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit de réduire la taille et le nombre des publicités, d'encadrer les enseignes scellées au sol et les enseignes sur toitures et de réglementer les enseignes murales.

De plus, afin de redonner au chemin de ceinture (RD 43a) une fonction d'interface entre le centre-ville et les zones d'activités, le projet de RLP prévoit d'encadrer les enseignes scellées au sol en nombre et en hauteur et d'interdire les publicités sauf sur le linéaire ouest, situé le long de la voie ferrée.

4/ Les dispositifs de publicité dans les secteurs à vocation industrielle et artisanale doivent être limités pour une meilleure lisibilité des activités économiques.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit d'interdire les publicités, de limiter les surfaces d'enseignes et de restreindre les enseignes scellées au sol ainsi que les pré-enseignes.

5/ Sur le reste du territoire communal et dans un objectif de préserver le cadre de vie des habitants, le projet de RLP prévoit d'interdire la publicité sauf sur le mobilier urbain en agglomération, d'interdire les enseignes scellées au sol, d'autoriser les pré-enseignes de petite taille pour des activités non visibles depuis la voie publique en agglomération et d'autoriser les enseignes sur clôture pour signaler les bâtiments en retrait ou peu visibles depuis la voie publique.

Les études d'élaboration du futur RLP ont été conduites par les services du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. La Commune d'Aubagne a été associée à chacune des étapes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet respecte les objectifs définis par la Commune d'Aubagne tels que visés dans sa délibération n° 04-260917 du 26 septembre 2017 ;
- Que le bilan de la concertation doit être établi ;
- Que la procédure se situe au stade de l'arrêt du projet de RLP.

Délibère

Article 1 :

Est arrêté le bilan de la concertation relatif à la procédure de révision générale du Règlement Local de Publicité de la commune d'Aubagne.

Article 2 :

Est arrêté le dossier de Règlement Local de Publicité de la commune d'Aubagne.

Article 3 :

Le dossier arrêté du Règlement Local de Publicité de la commune d'Aubagne sera soumis pour avis aux personnes mentionnées par les dispositions du Code de l'Urbanisme ainsi qu'à enquête publique conformément aux dispositions du Code de l'Environnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-7110/19/CM

**■ Approbation du périmètre du Projet Urbain Partenarial "Parc d'activités Camp de Sarlier" sur la commune d'Aubagne
MET 19/12554/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne et son agglomération enregistrent un déficit de capacités d'accueil pour les activités industrielles et artisanales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans son Agenda du développement économique, a fixé comme objectif la production de 1450 hectares de foncier économique d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne, ainsi dans le document d'urbanisme de la commune est inscrit une zone à urbaniser à vocation économique, dite « Camp de Sarlier ».

Cette zone « à urbaniser » sera ouvert à l'urbanisation avec la modification n°3 du PLU, d'une vingtaine d'hectares est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, desserte qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Ce secteur réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales, tertiaires, productique et village d'entreprises car il est relativement isolé des espaces résidentiels, proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservi par les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A).

L'Opération d'aménagement « Parc d'activités Camp de Sarlier » identifiée d'une surface totale de 20 hectares, comprend environ 10 hectares mutables, dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA qui a permis de développer 17 600m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables représentent un potentiel de 40 à 50 000m² de surface de plancher dédié à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du « Fauge/Maire », affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales

héritées du passé agricole (haies...) constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Une démarche de projet globale visant à développer un parc d'activités durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mis en place.

Dans ce contexte, le secteur de Camp de Sarlier a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement Programmée (OAP) visée au Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Aubagne et modifié en conséquence par la modification n°3 du PLU de la commune.

Au vu de la présence du « Fauge/la Maire », sur le site et son rôle majeur dans la gestion globale des eaux de pluie, un partenariat avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) est mis en place pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet. A ce titre, l'aménagement du ruisseau « le Fauge Maire » sera porté par le Syndicat au moyen d'une convention coopération et de co-maitrise, complémentaire à la convention en vigueur de délégation de compétence signée entre la Métropole et le Syndicat au titre de la compétence GEMAPI, pour l'aménagement des cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin de l'Huveaune conclue, le 9 avril 2019.

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) entendent réaliser le programme de construction suivant :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.

- Aménagement de noue pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du ruisseau « le Fauge Maire ».

C'est dans ce contexte et cet objectif que la Métropole envisage d'instaurer sur ce secteur un périmètre de Projet Urbain Partenarial.

Le principe de la conclusion d'une convention de PUP a en effet été acté avec « Foncière GM » et « Sarlier Aménagement », deux opérateurs porteurs d'un programme de construction sur la zone. Un projet de convention de PUP est actuellement en phase de formalisation avec chacun de ces deux opérateurs, sur la base des principes de répartition des coûts à approuver ce jour, et a vocation à être présenté pour approbation lors du prochain Bureau de la Métropole. Tout autre opérateur qui portera un programme de construction dans le périmètre défini se aura également vocation à conclure une convention de PUP avec la Métropole.

Conformément à l'article L.332-11-3, le périmètre de PUP est instauré pour une durée de 15 ans.

Conformément aux dispositions de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, il est proposé de fixer à dix ans la durée pendant laquelle les constructeurs, signataires de chaque convention de PUP, seront exonérés de la part intercommunale de taxe d'aménagement pour les constructions à établir au sein du périmètre de PUP en cause. Le point de départ de cette durée d'exonération s'entend de la date d'entrée en vigueur de la convention de PUP à laquelle la ou les constructions ou les aménagements en cause se rattachent.

En application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le coût des travaux sera réparti en respectant les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à **5 136 000 € HT** et se décompose comme suit :

	VRD Parc d'activités	Aménagement Fauge/Maire (dont les cheminements piétons)	TOTAL
Généralités	24 000,00	6 000,00	30 000,00
Travaux préparatoires	249 000,00	42 000,00	291 000,00
Voiries et signalisation	1 072 000,00	90 000,00	1 162 000,00
Réseaux	1 503 000,00	33 000,00	1 536 000,00
Espaces verts	173 000,00	314 000,00	487 000,00
Ouvrage d'art	700 000,00	100 000,00	800 000,00
Total travaux opération	3 721 000,00	585 000,00	4 306 000,00
Honoraire Travaux « VRD »	180 000,00	35 000,00	215 000,00
Honoraire « ouvrage d'arts »	96 000,00		96 000,00
Missions complémentaires	120 000,00	50 000,00	170 000,00
Total honoraires	396 000,00	85 000,00	481 000,00
Foncier nécessaire à la réalisation des équipements publics	150 000,00	170 000,00	320 000,00
Frais de notaires	11 000,00	12 000,00	23 000,00
Frais de géomètre	3 000,00	3 000,00	6 000,00
Total foncier « équipements publics »	164 000,00	185 000,00	349 000,00
MONTANT total de la réalisation des équipements publics	4 281 000,00	855 000,00	5 136 000,00

Au vu de la nature des équipements à réaliser et des besoins générés par le Parc d'activité, il a été convenu que 90% du coût des aménagements liés à

la viabilisation du parc d'activités et 63% du coût des aménagements du Fauge/Maire seraient supportés par les opérateurs.

répartition des coûts métropole / opérateurs	montant total HT des Equipements Publics	% opérateurs	montant opérateurs HT	% Métropole	montant Métropole HT
VRD Parc d'activités	4 281 000,00 €	90%	3 852 900,00 €	10%	428 100,00 €
aménagement Fauge Maire	855 000,00 €	63%	538 650,00 €	37%	316 350,00 €
Total	5 136 000,00 €	86%	4 391 550,00 €	14%	744 450,00 €

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul sera la surface du terrain d'assiette de chaque opération.

Ainsi le montant de la participation s'élève à **59,33 €/m² HT** arrondi à **60€/m² HT** de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 m².

Le montant de la participation pourra être revu en fonction du coût définitif des travaux.

Ainsi en qualité de Maître d'ouvrage, la Métropole percevra directement la quote-part des participations correspondant à la réalisation des équipements publics.

Il convient donc d'approuver le périmètre du PUP « Camp de Sarlier » à Aubagne et ainsi engager la mise en œuvre de cette opération d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L.332-11-3 et L.332-11-4 et R.332-25-1 à 3 concernant le Projet Urbain Partenarial ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'Orientation d'Aménagement et de Programmation « Camp de Sarlier » inscrite au PLU de la Commune d'Aubagne ;
- La définition du projet d'aménagement du Parc d'activités de Camp de Sarlier, les emplois générés et la mise en œuvre d'une gestion globale et innovante des eaux de pluies ;
- La mise en œuvre du Parc d'activités Camp de Sarlier nécessitant la réalisation d'un programme des équipements publics ;
- Le programme des équipements publics desservant d'autres opérations que celles portées par les deux opérateurs connus à ce jour ;
- Le PUP étant un outil de financement des équipements publics ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre du PUP pour la mise en œuvre de l'opération « Parc d'activités de Camp de Sarlier » sur la commune d'Aubagne tel qu'il est annexé, pour une durée de 15 ans, à l'intérieur duquel les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction participeront, dans le cadre de conventions, à la prise en charge des équipements publics, qu'ils soient encore à réaliser ou déjà réalisés, dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs usagers de leurs opérations.

Article 2 :

Dans ce périmètre, toute demande d'autorisation au titre du droit des sols fera l'objet d'une convention de PUP annexée à cette demande, précisant notamment le lieu du PUP, le montant de la participation et la durée d'exonération de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de PUP et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2019000300 « PUP Camp Sarlier » - Sous-Politique C140 – Chapitre 23 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-7111/19/CM

■ Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Simiane-Collongue MET 19/12010/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme

(PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le Conseil de la Métropole (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Les communes de moins de 200 000 habitants situées dans une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants, définie à l'article 232 du Code Général des Impôts et listées en annexe du décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts, peuvent instaurer une procédure d'autorisation de changement d'usage pour transformer un local d'habitation en une location meublée de courte durée. (Art. L.631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation). Ces communes sont en zone dite tendue, l'offre de logement est inférieure à la demande. La commune de Simiane-Collongue en fait partie.

Au regard de l'intérêt public qui s'attache à préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que son équilibre et sa mixité, et compte tenu de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, il apparaît nécessaire de contrôler ces changements d'usage des locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Simiane-Collongue.

Compte tenu de la situation créée par le développement des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur tout le territoire de la Commune de Simiane-Collongue, de soumettre la location d'un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage.

Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur devra alors solliciter une autorisation de changement d'usage auprès de la Commune en application des articles L631-7, L631-7-1 et L631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation dès la première nuitée.

Les autorisations préalables de changement d'usage seront délivrées sous les conditions du règlement ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- Le décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts ;
- La sollicitation de la commune pour l'instauration d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La multiplication des locations saisonnières de logements meublés pour des séjours répétés de courte durée, transformant l'usage des locaux à usage d'habitation en meublés de tourisme au détriment de l'offre de logements sur le marché locatif dans la commune de Simiane-Collongue.
- La situation de la commune en zone tendue.

- La nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, et de préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que sa mixité et son équilibre économique et social.
- Que la procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Délibère

Article 1 :

Est instauré un régime d'autorisation préalable, temporaire, de changement d'usage de locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Simiane-Collongue.

Article 2 :

Sont approuvés le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations préalables de changement d'usage pour la commune de Simiane-Collongue et le formulaire de demande, ci-annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-7112/19/CM

■ Transfert de gestion d'une partie du site Le Pharo à la Métropole Aix- Marseille-Provence dans le cadre de l'occupation des locaux nécessaire au siège social MET 19/12365/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille est propriétaire du bien sis Le Pharo – 58 Bd Charles Livon – 13007 Marseille.
Par convention de mise à disposition du 16 février 2000, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a installé son siège social sur une superficie d'environ 3000 m². Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci est venue aux droits de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et est désormais occupante des lieux.

Afin de maintenir le siège social de la Métropole au sein de ces locaux, la Métropole et la Ville de Marseille se sont rapprochés pour convenir d'une convention de gestion.

Les procédures de transfert de gestion amiable et autoritaire sont définies pour l'ensemble des personnes publiques aux articles L 2123-3 à L2123-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Le transfert de gestion est une procédure qui permet aux personnes publiques de modifier entre elles, l'utilisation d'un immeuble relevant du domaine public. Cette procédure n'entraîne pas de transfert de

propriété de l'immeuble au bénéfice de celle à laquelle la gestion de l'immeuble est temporairement transférée. Les articles R213-9 R 2123-14 du CGPP fixent les modalités de mise en œuvre de ces procédures.

Le transfert de gestion prévoira une clause de retour à la commune le jour où la Métropole viendrait à quitter les lieux. Les emprises objets du présent transfert de gestion reviendront gratuitement dans le patrimoine communal, conformément à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire de remise des terrains. L'ensemble immobilier objet de la présente doit faire l'objet d'un détachement foncier, dont les frais de géomètre sont supportés par la Métropole. L'emprise foncière, au profit de la Métropole pour le maintien de son siège social est d'environ 3000 m².

Une convention de gestion doit être signée entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence, pour une durée de 5 ans. Ce transfert de gestion est à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de régulariser l'occupation du site du Pharo, siège social de la Métropole Aix Marseille Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert de gestion au profit de la Métropole de bureaux, places de parking et espaces verts situés 58 Bd Charles Livon 13007 Marseille, par la signature d'une convention de gestion avec la Ville de Marseille

Article 2 :

L'emprise des biens transférés, estimée à environ 3 000 m², sera délimitée par un géomètre, dont les frais sont à la charge de la Métropole

Article 3 :

Ce transfert de gestion est approuvé à titre gratuit.

Article 4 :

Toutes les servitudes nécessaires sont approuvées notamment :

- Servitude d'accès d'environ 855 m² au profit de la Métropole
- Servitude au profit de la Commune concernant l'installation d'un câble électrique nécessaire au fonctionnement du parc du Pharo, à poser sur le mur de clôture transféré à la Métropole

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-7113/19/CM

■ Institution et composition de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille MET 19/12328/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a créé l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la Ville de Marseille (AVAP). Elle a pour objectif de concevoir la protection des patrimoines urbains, architecturaux et paysagers comme pivot d'un projet global de développement et de renouvellement durable du centre-ville de Marseille. Elle couvre 472 hectares dans le centre-ville de Marseille, et reprend les périmètres des anciennes ZPPAUP (Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager) : Belsunce, Panier, Chapitre/Noailles/Canebière/Opéra/Thiers, République/Joliette, tout en s'étendant au sud notamment jusqu'à la Place Castellane et à l'est jusqu'au Parc Longchamp. L'AVAP a le caractère de Servitude d'Utilité Publique et est, à ce titre, annexée au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille, et sera annexée au futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Marseille Provence.

La création de l'AVAP, initiée en 2014, s'est inscrite dans le cadre des dispositions transitoires de la loi relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP) promulguée en juillet 2016, et qui stipule que les projets d'AVAP mis à l'étude avant la date de publication de la loi, deviennent de plein droit des Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR).

Les dispositions transitoires de la loi LCAP organisent le maintien en vigueur des règlements des AVAP applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) ou un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) s'y substitue.

Le processus d'élaboration de l'AVAP s'est accompagné de la création d'une Commission Locale de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, instance décisionnelle consultée en cas d'élaboration, révision ou modification d'une AVAP.

De même, la loi LCAP modifie également la composition de l'ancienne CLAVAP. Il convient donc de se prononcer sur l'institution et la constitution d'une Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR) de la Ville de Marseille. La CLSPR est présidée par le Président de l'EPCI compétent en matière de document d'urbanisme, qui peut en déléguer la présidence.

Cette commission comporte un maximum de quinze membres nommés par l'autorité compétente après avis du Préfet, répartis par tiers entre les élus locaux de la collectivité compétente, les personnes qualifiées et les représentants d'associations ayant pour objet la protection, promotion ou mise en valeur du patrimoine. Pour chacun des membres nommés, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions.

Le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et Préfet des Bouches-du-Rhône, le Maire de Marseille ainsi qu'un représentant de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) sont des membres de droit de cette commission. L'Architecte des Bâtiments de France (ABF) assiste avec voix consultative aux réunions de la commission.

La CLSPR est consultée lors de l'élaboration, la révision ou la modification du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (et, le cas échéant, du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur). Une fois qu'il est adopté, elle assure le suivi du document de gestion choisi.

Elle peut aussi proposer sa révision ou sa modification. Elle approuve également, dès qu'elle est installée, un règlement qui fixe les conditions de son fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code de l'Urbanisme ;
- le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°006-1086/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole optant pour l'application du décret du 28 décembre 2015 réformant le code de l'Urbanisme ;
- La délibération cadre du 15 février 2018 portant répartition des compétences à la création de l'AVAP et la transformation des ZPPAUP en vue de leur transformation en AVAP sur la Commune de Marseille ;
- La délibération URB003-4162/18/CM du 28 juin 2018 relative à la création de l'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la Ville de Marseille ;
- L'avis favorable du Préfet sur la composition de la CLSPR ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de créer et de constituer, conformément aux dispositions législatives en vigueur et compte tenu du SPR existant sur le centre-ville de Marseille, une Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLPSR) de la Ville de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est créée la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille.

Article 2 :

Sont désignés comme membres de la Commission Locale SPR :

Collège des Elus :

- **Titulaire** : Monsieur Gérard CHENOZ (Conseiller de la Métropole, Vice-président du Territoire de Marseille-Provence, Adjoint au Maire de Marseille),

- **Suppléant** : Monsieur Yves MORAIN (Conseiller de la Métropole, Vice-président du Territoire de Marseille-Provence, Maire des 6e et 8e arrondissements de Marseille),

- **Titulaire** : Madame Laure-Agnès CARADEC, (Conseillère de la Métropole, Conseillère du Territoire de Marseille Provence déléguée à l'Urbanisme et au PLUi, Adjointe au Maire de Marseille)

- **Suppléante** : Madame Solange BIAGGI (Conseillère de la Métropole, Conseillère du Territoire de Marseille-Provence, Adjointe au Maire de Marseille),

- **Titulaire** : Madame Sabine BERNASCONI (Vice-présidente du Territoire de Marseille-Provence, Maire des 1er et 7e arrondissements de Marseille),

- **Suppléante** : Madame Arlette FRUCTUS (Vice-présidente de la Métropole Déléguée à l'Habitat (hors dispositifs opérationnels relatifs à l'habitat indigne et dégradé) et à la Politique de la ville, Conseillère du Territoire Marseille-Provence, Adjointe au Maire de Marseille).

Collège des Associations :

- **Titulaire** : Monsieur Georges AILLAUD, Président de l'association Comité du Vieux Marseille,

- **Suppléant** : Monsieur Georges MERLIER, Administrateur de l'association Comité du Vieux Marseille,

- **Titulaire** : Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL, Déléguée Départementale de l'Association Vieilles Maisons Françaises,

- **Suppléante** : Madame Chantal de BOVIS, Déléguée Départementale adjointe de l'Association Vieilles Maisons Françaises,
- **Titulaire** : Monsieur Corrado de GIULI MORGHEN, Architecte du Patrimoine, Association des Architectes du Patrimoine,
- **Suppléante** : Madame Céline GIRARD, Architecte du Patrimoine, Association des Architectes du Patrimoine.

Collège des personnes qualifiées :

- **Titulaire** : Monsieur Jérôme MATRONE, Entrepreneur Fédération du BTP 13,
- **Suppléant** : Monsieur Yannick HERATCHAN, Entrepreneur Fédération du BTP 13,
- **Titulaire** : Monsieur Fabrice DENISE, Conservateur en Chef du Patrimoine et Directeur du Musée d'Histoire de Marseille,
- **Suppléante** : Madame Catherine DUBREUIL, Conseillère culturelle en charge de la valorisation du patrimoine à la Direction des Affaires Culturelles de la Ville de Marseille,
- **Titulaire** : Monsieur Philippe NEMBI, Entrepreneur, Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches du Rhône,
- **Suppléant** : Monsieur Olivier BIZOT, Entrepreneur, Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches du Rhône.
- **Titulaire** : Monsieur Thierry DUROUSSEAU, Architecte DPLG Urbaniste
- **Suppléante** : Madame Véronique WOOD, Architecte du patrimoine

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-7114/19/CM

**■ Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge
MET 19/12008/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB005-3563/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans

d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Rappel de la procédure

- Par délibération n°79 en date du 09 octobre 2015, la Commune de Châteauneuf-le-Rouge a lancé la procédure d'élaboration de son PLU.

Cette délibération définit les objectifs poursuivis par le projet d'élaboration du PLU :

- Conforter l'identité villageoise en maîtrisant l'urbanisation,
- Préserver les espaces naturels et agricoles remarquables garants du cadre de vie,
- Promouvoir le rayonnement de la commune,
- Promouvoir le développement économique et favoriser l'accueil d'équipements publics structurants communaux et intercommunaux.

Lors de la délibération précitée, le conseil municipal a défini les modalités de la concertation permettant d'associer à la définition du projet, et tout au long de la procédure, la population ainsi que les Personnes Publiques Associées (PPA). En outre, la concertation s'est déroulée selon les modalités suivantes, fixées par ladite délibération :

L'organisation de réunions publiques afin d'associer la population à l'élaboration du PLU et à l'avenir du territoire (présentation de la démarche, PADD, arrêt du projet) ;

La population a pu prendre connaissance et suivre l'évolution du dossier de manière continue, par la mise à disposition d'éléments d'informations en mairie et sur le site internet de la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en conseil municipal du 9 novembre 2016.

Ce PADD définit :

- Définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- Arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune ;
- Fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.
- Peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Expression du projet global de la commune de Châteauneuf-le-Rouge pour l'aménagement de son territoire, le PADD est aussi un cadre de cohérence interne au PLU.

- Par délibération n°50 bis en date du 17 novembre 2017, la commune a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.
- Par délibération n°64 du 20 décembre 2017, la commune a acté l'arrêt du projet de PLU ainsi que le bilan de la concertation qui s'est déroulée suivant les modalités énoncées dans la délibération de prescription de la révision du PLU.
- La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 008-3565/18/CM, pour poursuivre de l'élaboration du PLU de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge.
- Le projet d'élaboration a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 26 avril 2018 et 14 réponses ont été reçues par le Conseil de Territoire (Cf. Annexe).

Enquête publique :

- Par arrêté n° 18_CT2_074 du 18 décembre 2018, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25 octobre 2018 ; l'enquête s'est déroulée du 14 janvier 2019 au 13 février 2019 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable :

- sur le registre ouvert à cet effet au lieu précité, à savoir au service Urbanisme de la commune de CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, localisé Place de la Mairie, 13790 CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 08H30 à 12H30 et de 14H00 à 17H00 hors jours fériés (04.42.58.62.01), pendant toute la durée de l'enquête,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/elab-plu-chateauneuflerouge>

Ce dossier comportait les éléments suivants :

- Documents administratifs
- Rapport de présentation
- Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Règlement
- Annexes

Cinq permanences ont été tenues :

- Le lundi 14 janvier 2019 de 08H30 à 12H30
- Le mardi 22 janvier 2019 de 14H00 à 17H00
- Le mercredi 30 janvier 2019 de 08H30 à 12H30
- Le jeudi 07 février 2019 de 14H00 à 17H00
- Le mercredi 13 février 2019 de 14H00 à 17H00 (clôture de l'enquête)

Le dossier était également consultable sur le site internet du conseil de Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : <http://www.agglo-paysdaix.fr> et sur le site internet de la commune de Châteauneuf-le-Rouge : <http://www.chateauneuflerouge.fr>

Le public a pu prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- sur le registre ouvert à cet effet au lieu précité, à savoir au service Urbanisme de la commune de CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, localisé Place de la Mairie, 13790 CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 08H30 à 12H30 et de 14H00 à 17H00 hors jours fériés (04.42.58.62.01), pendant toute la durée de l'enquête,
- par courrier postal à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur en Mairie de CHATEAUNEUF-LE-ROUGE – Place de la Mairie – 13790 CHATEAUNEUF-LE-ROUGE – à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur,
- par courriel à l'adresse suivante : elab-plu-chateauneuflerouge@mail.registre-numerique.fr,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/elab-plu-chateauneuflerouge>

La participation du public a été relativement faible en début d'enquête. Une dizaine de personnes lors de chaque permanence venaient s'enquérir du projet ou parler au commissaire enquêteur de sa problématique personnelle face aux projets de zonage et de règlement. Peu de contributions ont été apportées aux registres dans cette période.

Lors des deux dernières permanences, le public a été bien plus nombreux à vouloir rencontrer le commissaire enquêteur et les contributions au registre numérique ont été plus nombreuses.

L'utilisation d'un site Internet dédié, couplé à un registre numérique permet de récolter quelques statistiques sur la participation du public au cours de la période de l'enquête :

- Nombre de visiteurs : 294 (pendant la période d'enquête)
- Nombre de visites : 651 (pendant la période d'enquête)
- Nombre de visualisation de documents : 1469 dont 719 avant la période d'enquête

- Nombre de téléchargements de documents : 2007 dont 732 avant la période d'enquête

L'analyse de cette participation fait ressortir que 294 visiteurs sur 2170 habitants, soit 13,5 %, mais 36.5% des foyers, sur la base de 2.6 h/foyer, ont pris connaissance du dossier de cette enquête. Au total 48 contributions ont été faites.

Avis motivé du Commissaire enquêteur

- Considérant que les modalités prévues pour l'enquête publique ont été respectées et que des réponses satisfaisantes ont été apportées aux observations du public par le responsable du projet, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de plan, le 13/03/2019, assorti de quatre recommandations.
 - Mentionner le passage de l'Oléoduc et du gazoduc dans les documents du PLU en précisant l'essentiel des servitudes associées,
 - Reconsidérer les réponses faites concernant les parcelles AC 225 et AC 344 de la Cardeline,
 - Justifier la zone réservée au sud de l'hôtel Mercure,
 - Préciser, dans le règlement écrit, la définition de l'emprise au sol. Doit-elle intégrer piscines et bassins de rétention ?

Propositions de modifications du plan après l'enquête :

Le projet d'élaboration du PLU de Châteauneuf-le-Rouge soumis au Conseil de la Métropole fait l'objet d'évolutions afin de prendre en compte les résultats de l'enquête publique.

- A la suite à l'enquête publique, afin de tenir compte des avis émis au cours de celle-ci, ainsi que des avis des personnes publiques associées, il est proposé de modifier le projet de PLU sur plusieurs points.
- Ces modifications procèdent toutes de l'enquête ou des avis des personnes publiques associées, et n'amènent pas de modification de l'économie générale du PLU, elles participent à l'amélioration de la prise en considération des risques, des espaces naturels et du paysage.
- Le rapport de présentation, le zonage, le règlement et les OAP ont été amendés dans le respect du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du projet de PLU arrêté.

Les modifications proposées sur le zonage

- Lotissement de la Geinette : modification du zonage pour inclure la parcelle AK82 dans la zone UD2.

Les modifications proposées sur le règlement

- Modification de la règle du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) : local technique, abris de jardin, pool house sont exclus du CES. Ainsi les 9% du CES concerneront uniquement la construction principale.

Les modifications proposées sur les annexes

- Intégration des plans de servitudes d'utilité publique instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Propositions de modifications ou compléments apportés au projet de PLU sur la base des avis des personnes publiques associées

Afin de tenir compte de certaines remarques pertinentes des personnes publiques et services consultés ainsi que des observations résultant de l'enquête publique il est proposé les modifications suivantes.

Les modifications proposées sur le rapport de présentation :

- L'orientation de la zone NI est clarifié dans le rapport de présentation
- Les chiffres du rapport sur le logement et les perspectives d'évolution démographique ont été mis à jour
- Le Rapport de présentation, tomes 1 et 2 est complété pour intégrer le passage des canalisations de transport de matières dangereuses et les servitudes d'utilité publique (SUP) associées.

Les modifications proposées sur le zonage

- Changement du zonage prévu pour la Muscatelle en 2AU en attendant la mise en place des réseaux,
- Maintien de la zone 2AU Est village, en continuité de zone urbaine équipée et bien desservi,
- Maintien de la zone 2AU Sud péage de la Barque. La précision du projet sera faite et les enjeux écologiques seront précisés lors de l'ouverture à urbanisation et après étude hydraulique.
- La trame des espaces boisés a été rectifiée et ajustée afin de ne pas empiéter sur le public routier départemental le long de la RDn7
- Reclassement de deux parcelles à l'Est du village en zone A. Maintien de la zone N sur la parcelle la plus au Nord.

Les modifications proposées sur le règlement

- Extraction de terre végétale est prise en compte dans l'article 2 de la zone N
- Mention du PPRMT dans les zones concernées

Les modifications proposées sur les OAP

- L'OAP Ouest village a été complétée en indiquant la vocation de la zone

Les modifications proposées sur les annexes

- Intégration des plans de servitudes d'utilité publique instituant **des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques**

Propositions de modifications suites aux recommandations du commissaire enquêteur

- Mentionner le passage de l'Oléoduc et du gazoduc dans les documents du PLU en précisant l'essentiel des servitudes associées,
 - Intégration des plans de servitudes d'utilité publique instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques
- Reconsidérer les réponses faites concernant les parcelles AC 225 et AC 344 de la Cardeline,
 - Les réponses faites par la métropole sur les demandes des propriétaires concernant les parcelles AC225 et AC 344 sont en accord avec le projet global du Plan Local d'Urbanisme. Ces deux parcelles se situent hors continuité urbaine et présentent un intérêt écologique affirmé par le SCOT du Pays d'Aix. Elles ne peuvent par conséquent pas être intégrées dans la zone UD2.
- Justifier la zone réservée au sud de l'hôtel Mercure,
 - Le rapport de présentation a été complété pour justifier les choix pris pour la délimitation de cet emplacement réservé.
- Préciser, dans le règlement écrit, la définition de l'emprise au sol. Doit-elle intégrer piscines et bassins de rétention ?
 - Le règlement a été complété afin de préciser la définition du coefficient d'emprise au sol. Proposition de modification de la règle du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) : local technique, abris de jardin, pool house sont exclus du CES. Ainsi les 9% du CES concerneront uniquement la construction principale.

En ce qui concerne les remarques du public celles-ci ont été prises en compte à chaque fois qu'elles respectent les orientations du PADD, qu'elles répondent à l'intérêt général, qu'elles permettent une meilleure cohérence entre les réalités du territoire et le projet, de corriger des erreurs matérielles ou encore qu'elles suscitent une meilleure justification des choix.

Sont annexés à la présente délibération :

- Le tableau d'analyse et réponse du bureau d'étude suite aux avis des personnes publiques associées : ce document comporte une explication des observations qu'il est proposé de prendre en compte et des ajustements nécessaires à apporter au dossier de PLU soumis à l'approbation.

- Le rapport et conclusions du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique (incluant les analyses des observations faites au cours de l'enquête publique ainsi que l'analyse du commissaire enquêteur des réponses faites aux PPA par la Métropole)

Compte-tenu de ces éléments, de l'avis favorable du commissaire-enquêteur et des modifications proposées d'apporter au plan après l'enquête publique, il est proposé d'approuver le Plan Local d'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Châteauneuf-le-Rouge en vigueur ;
- La délibération n°78 de la commune de Châteauneuf-le-Rouge du 14 octobre 2015 engageant la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°50 bis de la commune de Châteauneuf-le-Rouge du 17 novembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération le même jour ;
- La délibération n°64 de la commune de Châteauneuf-le-Rouge en date du 20 décembre 2017 arrétant le projet de PLU et tirant et validant le bilan de la concertation.
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 14 octobre 2015 ;
- La délibération cadre n°URB005_3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition

des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- L'arrêté n°18_CT2_074 du Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 18 décembre 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge ;
- La notification du projet d'élaboration aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme ;
- L'avis du commissaire enquêteur favorable sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique justifient des adaptations du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- Que le projet d'élaboration du Plan Local d'urbanisme de Châteauneuf-le-Rouge est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le projet du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Châteauneuf-le-Rouge,
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

Le dossier relatif au Plan Local d'Urbanisme sera tenu à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge, sis Place de la Mairie à Châteauneuf-le-Rouge, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-7115/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Approbation de la révision allégée n°2 MET 19/12007/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Il est rappelé que, par délibération n°URB003-3842/18/CM du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a engagé la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont le principal objectif est d'ouvrir à l'urbanisation le secteur Valcros-Constance, et dans ce cadre, mettre en cohérence la trame végétale, actualiser les cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de Valcros-Constance et déroger à la loi Barnier dans ce même secteur.

Le secteur de la Constance a effectivement été identifié comme lieu d'accueil d'une future extension urbaine de la ville d'Aix-en-Provence vers l'ouest. Situé à proximité et en lien direct avec la ville, il s'étend entre l'autoroute A8 au Nord, l'autoroute A51 de l'Est au Sud et le vallon de la Thumine à l'Ouest.

En complément du renouvellement urbain dont le processus long et aléatoire ne permet pas à lui seul de répondre à tous les besoins inhérents au développement d'Aix-en-Provence, le secteur de la Constance est le plus à même d'accompagner dans le temps la production régulière et indispensable des logements, activités et services. Ce projet apporte ainsi une partie de la réponse à la mixité sociale et fonctionnelle nécessaire au développement urbain.

Le projet de la Constance permettra effectivement de répondre à la forte demande de logements, et en particulier de logement social, en proposant une diversité de logements que ne procure pas aujourd'hui le renouvellement urbain. Il est ainsi prévu le développement de 3500 logements environ.

Le projet de la Constance est aussi, d'un point de vue plus large au niveau du bassin d'emplois, une réponse en création de logements pour accompagner la création d'emplois. Aix-en-Provence étant toujours aussi attractive pour les entreprises, cette dynamique économique repose sur un accompagnement en matière d'habitat. Sans une offre de logements diversifiée et programmée à proximité des pôles d'emplois, les actifs continueront d'aller habiter de plus en plus loin, aggravant les conditions de circulation à l'approche d'Aix-en-Provence.

L'intégration de ce nouveau quartier dans l'armature urbaine aixoise, et particulièrement dans celle des quartiers Ouest et Sud, passe également par une offre d'équipements, notamment d'infrastructures adaptées aux ambitions et permettant même d'accroître l'efficacité de plusieurs dispositifs proposés à l'échelle de la Ville comme le développement de la liaison Nord-Sud du Bus à Haut Niveau de Service ou la mise en œuvre du réseau de chaleur...

Le futur quartier de la Constance permettra à la ville de se doter de nouveaux équipements publics et d'espaces d'activités pour accompagner des filières technologiques d'avenir en lien avec la French Tech, avec notamment son Pôle numérique de dimension internationale, et offrir ainsi des opportunités nouvelles face au déficit d'emplois connu dans les quartiers Ouest. Plus de 70.000 m² de surface de plancher pour ces activités seront programmés et garantiront les objectifs fixés.

Le dynamisme universitaire sera également renforcé par la création de logements étudiants et la mise en place d'équipements en synergie avec le campus numérique.

Par sa localisation géographique en continuité de la ville, ce secteur répond également au critère de maîtrise et de limitation des déplacements, avec des possibilités de liaisons adaptées au développement des transports collectifs (relations avec les quartiers ouest et sud, la Pioline, les Milles, Pôle d'activités).

Cette révision ne portant pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, elle s'inscrit dans le cadre de la procédure de révision « allégée » prévue par les dispositions de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme :

« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 ».

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet d'évolutions sont le règlement et les documents graphiques du règlement, l'orientation d'aménagement et de programmation n°6 La Constance, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a fait l'objet d'une concertation préalable dont le bilan a été tiré par délibération du conseil de la Métropole n°URB010-5141/18/CM du 13 Décembre 2018 et le projet de révision allégée n°2 a été arrêté lors de cette même séance. Il a fait l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associées le 27 Mars 2019.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a émis un avis n°MRAe2019-2143 le 25 avril 2019 sur le projet de révision allégée n°2 assorti de plusieurs recommandations. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis en date du 21 Mai 2019.

La révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions de l'article L.153-19 du Code de l'Urbanisme.

Cette enquête publique est intervenue dans le cadre de la procédure de révision allégée d'un Plan Local d'Urbanisme régie par les articles L.153-31 à L.153-35 du Code de l'Urbanisme qui renvoient à la réalisation d'une enquête publique conformément au chapitre III du Titre II du livre 1er du Code de l'Environnement

(articles L.123-1 à L.123-18 du Code de l'Environnement).

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet et d'émettre des observations. Six permanences du commissaire enquêteur ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le registre numérique avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique et via ce registre numérique en ligne.

62 remarques ont été déposées durant l'enquête sur ce projet de révision allégée n°2. Il est à relever que parmi ces observations, 24 contributions sont favorables au projet, 11 observations s'interrogent sur les problématiques de transport, de trafic et d'infrastructures routières, 7 dépositions portent sur les nuisances, et 10 contributions concernent l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Constance.

Sur la soixantaine de dépositions à l'enquête publique, 45% des observations portent ainsi principalement sur les conditions d'ouverture à l'urbanisation du quartier de la Constance en termes de transport, d'infrastructures routières et de nuisances et 39% des observations accueillent favorablement le projet. Il a effectivement été souligné par ces dernières que le développement d'Aix-en-Provence par l'ouest était pertinent du fait de la forte urbanisation du reste de la ville et que cette ouverture à l'urbanisation de ce quartier permettrait de répondre à la forte demande en logement sur la ville d'Aix-en-Provence. Enfin, la perspective de la création d'un parc et de nombreux espaces verts a été fortement appréciée.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur désigné à cet effet ont été reçus le 24 juillet 2019. Le rapport constate que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions et dans un climat serein.

Le commissaire enquêteur a estimé que *« les quatre objectifs poursuivis dans cette procédure de révision sont réalistes et réalisables. Le choix d'aménagement retenu me paraît donc pertinent au regard des enjeux exprimés : la prise en compte du site, du paysage cézannien, le choix de la densité, la préservation des espaces naturels et la prise en compte des risques et nuisances »*. Il a émis un avis favorable au projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Aix-en-Provence en l'assortissant de deux observations et neuf recommandations.

Il convient tout d'abord d'examiner en préliminaire, les deux observations du commissaire enquêteur qui portent sur la présentation formelle du dossier :

- *« Améliorer les planches graphiques en les développant en A3 dans les dossiers au lieu du A4*

- *Vu l'importance du dossier global (2000 pages environ), il serait bon de rappeler dans chaque nouveau sous dossier le sommaire du dossier d'enquête en précisant celui qui est directement concerné. »*

Il convient de rappeler à cet effet que les planches graphiques du règlement sont présentées au format A0 à l'échelle 1/2000 ou 1/5000. Ces cartographies sont donc éditées dans un format et à une échelle facilement lisible. Quant aux illustrations cartographiques présentes dans le rapport de présentation, il est à noter qu'elles sont imprimables dans un format supérieur au format A4, et que la version numérique qui sera consultable sur le site Internet du géo-portail de l'urbanisme pourra aisément faire l'objet d'agrandissements. En effet, la consultation dématérialisée des documents d'urbanisme est désormais privilégiée et adaptable au format souhaité par l'administré. Cette remarque vaut également en ce qui concerne le sommaire du dossier qui sera présenté dans une version numérique.

Il convient désormais de présenter l'analyse des principaux objectifs de la présente révision allégée, au regard—autant des observations du public que des recommandations de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, des avis des personnes publiques associées consignés dans le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, ainsi que des recommandations du commissaire enquêteur.

A l'issue de l'enquête publique, les observations, avis et recommandations peuvent se regrouper sous forme de sept thématiques qui sont les suivantes :

1. l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles
2. le transport, le trafic et les infrastructures routières
3. les nuisances et la qualité de l'air
4. la traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone du Plan Local d'Urbanisme
5. le risque inondation
6. l'aléa feu de forêt
7. la Zone d'Aménagement Concerté

1. L'artificialisation des espaces naturels ou agricoles

Le projet d'ouverture à l'urbanisation de La Constance se veut exemplaire sur le plan de l'environnement, optimisant la consommation de l'espace et ayant à cœur de préserver le patrimoine et les sites cézanniens les plus remarquables, en cohérence notamment avec les principes d'aménagement des zones à urbaniser définis dans l'orientation 1.3.1 du

Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme.

Au total, moins du tiers de la superficie du secteur sera urbanisé pour permettre son urbanisation progressive sur une quinzaine d'années. En effet, dans une volonté de réduire l'impact environnemental, il a été décidé d'axer ce quartier sur une densité élevée plutôt que sur une densité moindre mais plus étendue. Ainsi, sur les 100 hectares du site, seulement 40 hectares seront urbanisés dont 31 hectares imperméabilisés.

L'urbanisation n'impactera que les parties du site en déprise agricole et les espaces naturels ordinaires en partie déjà artificialisés, et qui ne présentent pas d'intérêt paysager, environnemental ou patrimonial.

1.1. Les observations et avis concernant l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles

La recommandation n°2 de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concerne une éventuelle l'artificialisation des sols dans le secteur destiné à l'aménagement d'un parc classé en secteur Ns, et fait état plus précisément d'une remarque sur les ouvrages hydrauliques. La Mission Régionale d'Autorité environnementale relève effectivement que « *les éventuels emplacements réservés pour l'accueil des ouvrages d'assainissement pluvial (noues, fossés, bassins de rétention...) ne sont pas indiqués sur les planches de zonage* ».

1.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives à l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en les assortissant d'une recommandation :

« Rajouter aux libellés des emplacements réservés n°528, 529 et 530 "Création d'un parc public de La Constance" les termes "aménagement hydraulique, rétention des eaux pluviales" ».

1.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Il est rappelé qu'en ce qui concerne les ouvrages hydrauliques, les annexes n°3 et n°6 du tome 2 du rapport de présentation de la révision allégée n°2 font bien état de l'ensemble des bassins et noues projetés. Il est précisé que l'aménagement des bassins du parc sera traité comme des réservoirs naturels sous forme de creux perméables favorisant l'infiltration et seront complètement intégrés d'un point de vue paysager notamment au grand parc central, et sans constituer à proprement parler une artificialisation des sols.

Il est proposé que l'intitulé initial des libellés des emplacements réservés n°528, 529, et 530 « *création*

d'un parc public de la Constance » soit complété par le libellé « *aménagement hydraulique, rétention des eaux pluviales* » afin de mieux préciser la destination de ces emplacements réservés prévus par la révision allégée n°2. La liste réglementaire des emplacements réservés est donc complétée à ce sujet et le rapport de présentation de la révision allégée n°2 fait mention de cette complétude.

2. Le transport, le trafic et les infrastructures routières

L'ouverture à l'urbanisation du quartier de la Constance, qui s'intègre dans l'armature urbaine aixoise, et particulièrement dans celle des quartiers Ouest et Sud, propose des infrastructures adaptées aux ambitions et permet même d'accroître l'efficacité de plusieurs dispositifs proposés à l'échelle de la ville d'Aix-en-Provence comme le développement de la liaison Nord-Sud du Bus à Haut Niveau de Service. Le tracé du Bus à Haut Niveau de Service passera effectivement à proximité immédiate du site.

En continuité et en liaison avec les quartiers Ouest et les quartiers Sud, l'aménagement du secteur de la Constance permettra en particulier d'améliorer la circulation entre le Jas de Bouffan et La Beauvalle.

Les déplacements « modes doux » qui seront intégrés dans les nouvelles infrastructures viaires de ce quartier feront également l'objet d'une connexion au réseau global de déplacement des modes doux en contribuant à l'intégration du nouveau quartier au tissu urbain aixois.

Les nouvelles voies internes permettront une desserte fluide de l'ensemble du quartier et un site propre réservé aux transports en commun est prévu pour irriguer le cœur du quartier.

Le maillage viaire du futur quartier de la Constance est défini principalement sous forme d'emplacements réservés dans le projet de révision allégée, et fait l'objet d'orientations dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance.

2.1. Les observations et avis concernant le transport, le trafic et les infrastructures routières

Plusieurs contributions déposées dans le registre soumis à l'enquête sollicitent des précisions sur le réseau de transports en commun, l'aménagement du maillage viaire au sein de la Constance et également sur l'impact du futur projet vis-à-vis du trafic routier.

Plusieurs contributions concernent les problématiques liées au transport en commun, à la circulation routière, ainsi qu'aux infrastructures routières envisagées dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation du quartier de la Constance.

2.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives au transport, au trafic et aux infrastructures routières

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en les assortissant de deux recommandations :

« - Prendre en compte [...] les améliorations au projet sur le domaine [...] des transports, des réseaux routiers entre autre, de l'environnement, le développement de l'utilisation de l'électricité dans les déplacements automobiles et donc de prévoir des installations de recharge adaptées. De même penser aux moyens modernes d'implantation de dispositifs de sécurité des personnes et des biens.

- Insérer dans le dossier lui-même ou dans le rapport de présentation le plan du BHNS et le tracé des voies de transport dans la ZAC ».

2.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En réponse aux diverses observations déposées à l'enquête et aux recommandations du commissaire enquêteur, il est rappelé que le tracé du Bus à Haut Niveau de Service passera à proximité immédiate du quartier de la Constance. De plus, au sein du futur quartier de la Constance, un site propre réservé aux transports en commun est prévu par des emplacements réservés (n°531, 532, 533, 540, 543, et 544) définis dans le règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme figurant au dossier soumis à l'enquête et irrigue le cœur du futur quartier de la Constance.

Afin de permettre une desserte plus fluide dans le futur quartier de la Constance et d'éviter le passage par la route de Valcros, une nouvelle voie est prévue en venant de l'Ouest (emplacement réservé n°546) ainsi que l'aménagement de la porte d'entrée de Valcros par le pont sur l'autoroute A8 (emplacement réservé n°556). De plus, l'emplacement réservé n°549 prévoit l'aménagement d'une portion de la route de Valcros pour sécuriser la desserte du plateau Ouest. L'objectif est de préserver la route de Valcros qui n'a pas vocation à être une porte d'entrée du quartier depuis l'Ouest.

L'amorce du chemin des Saints Pères depuis la route de Galice est destinée à la « création d'une voie de raccordement de la route de la Thumine depuis la future porte de Valcros à la route de Galice » (emplacement réservé n°546), ainsi que l'aménagement du « rond-point de Galice » (emplacement réservé n°558).

En ce qui concerne le trafic sur ce nouveau maillage, une étude a permis d'évaluer les trafics futurs en heure de pointe du matin (550 véhicules le matin dans un sens, et 230 véhicules dans l'autre) et en heure de

pointe du soir (220 véhicules dans un sens et 540 véhicules dans l'autre sens) au droit du chemin de Valcros. La circulation des véhicules légers se fera majoritairement en périphérie des deux secteurs de logements, et les transports en commun sont privilégiés pour se déplacer et desservir le cœur du quartier. Le parti d'aménagement privilégie effectivement une desserte centrale en bus traversant le quartier depuis la porte de Valcros jusqu'au rond-point de l'Ensoleillé.

En ce qui concerne le maillage viaire des secteurs 1AU-VCa et 1AU-VCb, il convient de rappeler qu'ils sont situés sur deux plateaux respectifs séparés par un vallon. La réalisation d'un ouvrage d'art entre ces deux secteurs qui serait réservé aux véhicules légers n'est pas prévue, car le parti d'aménagement retenu est de préserver le vallon sous forme de parc. En revanche, les véhicules légers pourront se déplacer d'un secteur à l'autre, en utilisant le maillage prévu qui passe par le futur rond-point situé au niveau de la porte de Valcros, au nord du quartier. La mise en place d'une voie reliant ces deux secteurs est prévue au Sud (emplacements réservés n°531, 532, 533, 540, 543 et 544), mais elle sera uniquement réservée aux transports en commun. Il sera également possible, en tant que piéton ou cycliste, de passer d'un secteur à l'autre par la passerelle qui surplombe le parc ou en traversant ce dernier.

La demande de création d'un chemin d'accès à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes situé dans le secteur de la Constance qui a fait l'objet d'une déposition à l'enquête devra faire l'objet d'une étude, compte tenu notamment de la topographie qui ne rendrait envisageable qu'un éventuel maillage à la future voirie destinée aux véhicules de secours et de défense contre l'incendie au droit des futurs équipements sportifs situés au Sud-Ouest du quartier de la Constance.

Pour ce faire, afin d'obtenir une cohérence entre le périmètre du secteur Ns et le périmètre de l'emplacement réservé n°530 destinés à la création d'un parc public agrémenté d'équipements sportifs et d'une voie nécessaire à la défense contre l'incendie de ces équipements, un ajustement du secteur Ns sur la limite Ouest de l'emplacement réservé apparaît pertinent dans le but de les mettre en concordance et de faciliter l'aménagement de la voie de sécurité pour la défense contre l'incendie au droit des futurs équipements sportifs.

De plus, un principe de liaison viaire en direction de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes pourra être inscrit à l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance.

Il est donc proposé de modifier les documents graphiques du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne la limite Ouest du secteur Ns en cohérence avec l'emplacement réservé n°530 et

d'inscrire dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance un principe de liaison viaire en direction de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. Le rapport de présentation de la révision allégée n°2 fera mention de l'évolution de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance sur ce point.

Il est également proposé de compléter les annexes du rapport de présentation de la révision allégée n°2 par les annexes transmises à la Mission Régionale d'Autorité environnementale dans le cadre de la réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 21 mai 2019 à son avis émis en date du 25 avril 2019 sur le projet de révision allégée n°2, parmi lesquelles figurent des études de circulation.

Enfin, le tracé du Bus à Haut Niveau de Service sera également intégré dans les annexes du rapport de présentation comme le recommande le commissaire enquêteur.

En ce qui concerne « *le développement de l'utilisation de l'électricité dans les déplacements automobiles et donc de prévoir des installations de recharge adaptées. De même penser aux moyens modernes d'implantation de dispositifs de sécurité des personnes et des biens* », il convient de préciser, d'une part, que des dispositifs sécurisés pour les vélos sont prévus à l'article 1AU-VC12 du règlement du Plan Local d'Urbanisme et que, d'autre part, les installations de recharge électrique font l'objet d'une réglementation nationale applicable également au secteur de la Constance qu'il ne nous semble pas nécessaire de retranscrire dans le règlement d'un Plan Local d'Urbanisme.

3. Les nuisances sonores et la qualité de l'air

La situation géographique du secteur de la Constance entre l'autoroute A8 au Nord et l'autoroute A51 à l'Est et au Sud rend le pourtour de ce secteur sensible aux nuisances sonores et à la qualité de l'air.

Le projet d'ouverture à l'urbanisation du secteur de la Constance suppose donc de prévoir des mesures pertinentes pour se préserver principalement du bruit au regard de la proximité de l'autoroute tout en garantissant une continuité urbaine.

Le parti d'aménagement traite ces problématiques en optant pour la dérogation à la loi Barnier sur la partie Nord du secteur bordée par l'Autoroute A8 afin de prévoir la possibilité d'implanter à 50 mètres de l'autoroute des immeubles à usage d'activités destinés à faire écran aux différentes formes de pollution, ainsi que l'aménagement d'un merlon paysagé en partie Nord-Est faisant office de mur anti-bruit.

3.1. Les observations et avis concernant les éléments de nuisances sonores

Plusieurs contributions déposées lors de l'enquête publique s'interrogent sur la présence de nuisances sonores et sur la qualité de l'air dans le futur quartier. Certaines dépositions demandent à ce que des mesures soient mises en œuvre pour réduire les nuisances sonores émises par les axes autoroutiers situés à proximité du projet

Lors de la réunion d'examen conjoint, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône a évoqué une remarque formulée par l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la pollution de l'air, notamment dans la bande impactée par la loi Barnier. Selon l'Agence Régionale de Santé, les futurs occupants qui se situeraient dans les secteurs proches des autoroutes seront exposés à une qualité de l'air dégradée présentant un risque pour leur santé, et il conviendrait de prévoir le déplacement des équipements scolaires et des habitations en dehors des zones les plus exposées.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône précise donc qu'il sera nécessaire d'aller plus loin dans le dossier et de mieux expliquer le projet sur ce point.

Une contribution déposée lors de l'enquête publique se fait également le relais d'un courrier de l'Agence Régionale de la Santé sur la qualité de l'air du futur quartier de la Constance.

La recommandation n°11 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale aborde également la problématique de l'ambiance sonore du futur quartier de la Constance liée à l'autoroute A8 et mérite une prise en compte quant à l'adaptation de l'implantation de certains équipements publics.

3.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives aux nuisances

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en les assortissant des recommandations suivantes :

« - Prendre en compte [...] les améliorations au projet sur le domaine [...] des nuisances, de l'environnement, [...] ».

« - Suivre l'étude complémentaire encore en cours dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté et donc préciser dans l'OAP que l'emplacement de certains équipements publics est une localisation de principe qui pourra être modifiée en fonction des conclusions de l'étude en cours ».

3.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En réponse aux observations et avis, en ce qui concerne les nuisances sonores émises par le flux de

véhicules sur les axes autoroutiers le long du site de la Constance, il est confirmé que les études ont permis de démontrer que la réglementation au niveau sonore est bien respectée. Ainsi, les infrastructures pensées pour le projet d'ouverture à l'urbanisation de la Constance seront maintenues telles que prévues : merlons et immeubles de bureaux et d'activités le long de l'autoroute A8.

En effet, dans la bande située le long de l'autoroute, seront créés des immeubles de bureaux et d'activités, en surélévation par rapport à l'autoroute A8 et destinés à faire écran aux différentes formes de nuisances. Ces bâtiments recevront une double paroi du côté de l'autoroute pour les protéger des nuisances sonores notamment. De plus, la création d'un merlon en partie Nord-Est du site offrira une protection phonique complémentaire.

Concernant la qualité de l'air, les habitations et équipements sportifs seront implantés dans des zones où la qualité de l'air respecte le seuil réglementaire. Aucun bâtiment du futur quartier ne sera édifié dans une zone à fort niveau de pollution. De plus, le projet prévoit d'implanter les équipements accueillant un public sensible en dehors des zones les plus exposées : un premier groupe scolaire sera mis en place dans l'îlot A (zone 1AU-VCa), et l'îlot B aura également une école primaire (zone 1AU-VCb).

Il est également précisé que la mesure de qualité de l'air sur laquelle l'Agence Régionale de Santé s'appuie est une mesure qu'il est nécessaire de relativiser, car elle est située à 10 mètres du bord de l'autoroute, zone dans laquelle aucun bâtiment ne sera implanté, puisque le premier bâtiment sera situé à 50 mètres du bord de l'autoroute.

Concernant l'implantation d'équipements accueillant un public sensible, en l'état actuel des connaissances et sans augurer des études complémentaires demandées par la Mission Régionale d'Autorité environnementale dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté sur la modélisation de la qualité de l'air, le projet prévoit bien de les implanter en dehors des zones les plus exposées.

Pour la qualité de l'air, une étude complémentaire en matière de pollution actuellement en cours dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté pourrait remettre en question l'emplacement de certains équipements publics.

Il est proposé de modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance en précisant que la localisation envisagée des équipements publics est une localisation de principe. Le rapport de présentation de la révision allégée n°2 fera mention de l'évolution de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance sur ce point.

4. La traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone

La révision allégée n°2 du Plan Local de l'Urbanisme propose un parti d'aménagement respectueux du site de la Constance en veillant à intégrer le projet d'ouverture à l'urbanisation dans son environnement. Le parti d'urbanisme s'inscrit effectivement dans le site en recentrant l'urbanisation du secteur sur les deux plateaux, tandis que le vallon est entièrement préservé et sera destiné à l'agrément des futurs habitants sous forme de parc.

La traduction réglementaire de ce parti d'urbanisme abouti à la création d'une zone 1AU-VC déclinée en trois secteurs prévoyant une urbanisation graduée sur les deux plateaux, ce qui permet d'assurer une composition urbaine respectueuse des axes de vues sur le grand paysage, la mise en valeur du patrimoine bâti, notamment les bastides dont les domaines ainsi que leurs abords sont préservés, et la mise en scène des points de vues cézanniens. La trame d'espaces publics, orientée par les grandes lignes du paysage, donne les axes de composition urbaine du projet d'urbanisation. Elle est principalement identifiée par des emplacements réservés.

Le reste du secteur est protégé par un classement en zone naturelle, ainsi qu'un secteur Ns destiné à l'aménagement du vallon sous forme de parc. La trame végétale qui présente des enjeux paysagers forts fait l'objet d'une protection sous forme d'espaces boisés classés ou d'éléments éco-paysagers.

4.1. Les observations et avis sur la traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone

Quelques contributions déposées lors de l'enquête publique concernent le zonage du futur quartier de la Constance.

Une remarque déposée au registre d'enquête demande une modification de zonage pour la parcelle IO n°269 située au Nord-Ouest du projet de quartier de la Constance. Cette parcelle est classée en zone N au projet de révision allégée n°2 en bordure du futur secteur à urbaniser 1AU-VCc.

De plus, deux contributions déposées sur le registre numérique demandent à ce que la hauteur des bâtiments du futur quartier soit restreinte et ne dépasse pas les niveaux R+3/R+4.

Dans le cadre de la réunion d'examen conjoint, l'Architecte des Bâtiments de France a rappelé le contexte paysager et patrimonial du secteur de La Constance. Elle a fait prévaloir l'intérêt de préserver les abords des bastides et les « *points de vue Cézanniens* » depuis ces bastides, surtout sur le plateau Ouest.

Elle souligne en revanche, que le fait de préserver le vallon est très positif et qu'en termes de composition urbaine, la hiérarchisation des espaces publics selon un axe principal et des axes secondaires est pertinente. Elle émet le souhait par ailleurs que le règlement soit plus étoffé pour garantir le cadrage et la qualité des projets.

4.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives à la traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions.

4.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En réponse aux observations émises par l'Architecte des Bâtiments de France, il est rappelé que dans le parti d'aménagement choisi pour le secteur de La Constance, les bastides ainsi que leur environnement sont préservés. La vue sur la montagne Sainte-Victoire à partir du vallon est également préservée. Le plateau Ouest marque la fin du projet d'urbanisation et les arbres sont conservés sur cette limite Ouest. En ce qui concerne la forme urbaine, des prescriptions urbaines, architecturales et paysagères seront inscrites dans les cahiers des charges de cession de terrain et compléteront donc les dispositions prévues dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Cependant, en accompagnement, il apparaît pertinent, non pas tant de modifier le règlement sur les questions de zonage ou de hauteur, mais plutôt d'intégrer dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance un traitement d'interface en termes de volumétrie décroissante des bâtiments à l'approche des espaces naturels dans ce secteur Nord-Ouest, et notamment entre la zone N et le secteur 1AU-VCC.

Par ailleurs, en réponse aux observations déposées à l'enquête publique en matière de traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone, il apparaît que la parcelle IO269 participe à un vaste espace naturel destiné à préserver les espaces de biodiversité, notamment la ripisylve du ruisseau de la Thumine. C'est la raison pour laquelle une grande partie de cette zone naturelle est également protégée par des espaces boisés classés.

De plus, le projet de révision allégée n°2 a pris le parti de réduire la consommation d'espaces naturels et agricoles, notamment dans ce secteur. Il n'est donc pas envisagé de modifier le zonage prévu dans le projet de révision allégée n°2.

Toutefois, l'intégration dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance d'un traitement d'interface en termes de volumétrie

décroissante des bâtiments à l'approche des espaces naturels dans ce secteur Nord-Ouest, et notamment entre la zone N et le secteur 1AU-VCC, apporte également une réponse à ces observations déposées à l'enquête publique.

5. Le risque inondation

Dans le cadre de la révision allégée n°2, le règlement prévoit que, dans le secteur de la Constance, des prescriptions particulières après travaux se substituent à celles applicables avant travaux, et les cartes des aléas sur le secteur de la Constance, ainsi que les cartes risques inondation et les annexes informatives des côtes de plus hautes eaux avant travaux et après travaux sont actualisées.

En effet, des études complémentaires spécifiques au secteur de la Constance ont permis de disposer d'une nouvelle donnée caractérisant l'aléa inondation sur ce secteur grâce à la mise en œuvre d'une méthode de modélisation 3D du ruissellement. Par ailleurs, des aménagements hydrauliques sont prévus sur le Secteur de la Constance afin de prendre en compte et réduire le risque inondation (nivellement du terrain, création de bassins de rétention, création de réseaux pluviaux, etc.). Ces travaux sont donc de nature à modifier les aléas et la carte risque inondation du Plan Local d'Urbanisme.

5.1. Les observations et avis relatives au risque inondation

Dans le cadre de la réunion d'examen conjoint, la Direction départementale des territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône a demandé à ce que la nouvelle cartographie du risque inondation ne soit utilisée dans l'instruction des autorisations d'urbanisme qu'une fois les aménagements hydrauliques effectivement réalisés.

De même, le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône a fait part d'une observation relative au risque inondation en ces termes : *« Il convient compte tenu de l'importance du projet et des importantes surfaces qui seront imperméabilisées de ne pas aggraver les conséquences en aval du projet. De même, il faudra garantir que les parkings (4700 véhicules à prévoir rien que pour les logements prévus) en sous-sol prendront en compte ce risque afin d'éviter des situations telles que celles rencontrées à Nice en 2015 »*.

Par ailleurs, la recommandation n°19 de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale demande de démontrer que les risques d'inondation dans le futur quartier de la Constance sont maîtrisés.

5.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives au risque inondation

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur

a présenté ses conclusions favorables en l'assortissant de deux recommandations :

« Rajouter aux libellés des emplacements réservés n°528, 529 et 530 "Création d'un parc public de La Constance" les termes "aménagement hydraulique, rétention des eaux pluviales" ».

« Prendre en compte les observations du Service de Secours et d'Incendie des Bouches du Rhône évoquées lors de la réunion conjointe à savoir [...] :

-sur le règlement graphique du projet penser [...] au risque inondation, il convient compte tenu de l'importance du projet et des importantes surfaces qui seront imperméabilisées de ne pas aggraver les conséquences en aval du projet. De même, il faudra garantir que les parking (4700 véhicules à prévoir rien que pour les logements prévus) en sous-sol prendront en compte ce risque afin d'éviter des situations telles que celles rencontrées à Nice en 2015 ».

5.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Le dossier de révision allégée n°2 démontre la maîtrise des risques d'inondation dans le périmètre de révision allégée du Plan Local de l'Urbanisme. La méthodologie de traduction de la cartographie de l'aléa en cartographie de risques est strictement identique à celle du Plan Local de l'Urbanisme en vigueur (croisement de l'aléa et des enjeux). Les dispositions du règlement applicables dans les secteurs soumis à un risque inondation du Plan Local d'Urbanisme comportent des prescriptions relatives au stationnement en sous-sol qui s'appliquent par conséquent également au secteur de la Constance. La remarque du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône n'appelle donc pas de complétude du règlement du Plan Local d'Urbanisme en matière de risque inondation.

Par ailleurs, il a été pris note des observations de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer lors de la réunion d'examen conjoint concernant les dispositions réglementaires sur le risque inondation en demandant à ce que la nouvelle cartographie du risque inondation ne soit utilisée dans l'instruction des autorisations d'urbanisme qu'une fois les aménagements hydrauliques effectivement réalisés.

Aussi, il est proposé que la rédaction des dispositions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme applicables dans les secteurs soumis à un risque inondation soit reprise sur ce point, car elle permet en l'état cette évolution sur la base d'aménagements « programmés » et non exclusivement « réalisés » dans son article 1.1.

Enfin, comme déjà évoqué dans le cadre de l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles, la recommandation du commissaire-enquêteur relative à l'intitulé des emplacements réservés n°528, 529 et 530, est prise en compte en complétant et mettant à

jour sous le libellé suivant : *« création d'un parc public de la Constance, aménagement hydraulique, rétention des eaux pluviales ».*

6. L'Aléa feu de forêt

Les dispositions applicables aux secteurs d'aléa feu de forêt est traité dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence opposable. La révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence n'apporte aucune évolution sur cet aspect.

6.1. Les avis sur l'aléa feu de forêt

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône a communiqué dans le cadre de la réunion d'examen conjoint plusieurs observations relatives à l'aléa feu de forêt qu'il souhaiterait voir prendre en compte dans le Plan Local d'Urbanisme.

En ce qui concerne le règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme, *« il convient de rajouter page 11 dans l'article 1AU-VC4 « Desserte par les réseaux », un paragraphe intitulé « Défense extérieure contre l'incendie » indiquant que : « Toute délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée au respect du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur ».*

Dans l'article 1AU-VC-11 « Aspect des constructions », il conviendrait de ne pas autoriser les toitures végétalisées en zone d'interface bâti-forêt. Cela implique la nécessité de prise compte du porter-à-connaissance feu de forêt du 23 mai 2014 et son complément du 4 janvier 2017 adressé à la mairie par les services préfectoraux, de par la mise en place d'un zonage sur le règlement graphique (f1/f2/f1p), que l'on ne retrouve pas ici ».

En ce qui concerne le règlement graphique, *« la prise en compte du risque feu de forêt doit être envisagée dans ce projet compte tenu de la génération de « dents creuses » de par la préservation des fonds de vallons boisés dans l'OAP, cela doit se traduire par une défendabilité (défense extérieure contre l'incendie et accessibilité) adaptée, notamment via les débits en eau à garantir par le gestionnaire de réseau ».*

6.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives à l'aléa feu de forêt

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en l'assortissant d'une recommandation issue des observations émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône :

« sur le règlement écrit du projet, ajout dans l'article 1AU-VC4 "Desserte par les réseaux", un paragraphe intitulé "Défense extérieure contre l'incendie" indiquant que : "Toute délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée au respect

du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur "».

6.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

La proposition de rédaction de l'article 1AU-VC4 évoquée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône et le commissaire enquêteur ne pourra être introduite dans un règlement de Plan Local d'Urbanisme, car un document d'urbanisme ne peut comporter que des règles de fond et non des règles de procédure.

Par ailleurs, il est confirmé que le porter à connaissance « feu de forêt » du 23 mai 2014 et son complément du 4 janvier 2017 ont bien fait l'objet d'une intégration dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence sous forme de secteurs de sensibilité aux aléas feu de forêt.

De même, en ce qui concerne la demande de « *ne pas autoriser les toitures végétalisées en zone d'interface bâti-forêt* » et celle de prévoir « *une défendabilité (défense extérieure contre l'incendie et accessibilité) adaptée, notamment via les débits en eau à garantir par le gestionnaire de réseau* », il est confirmé que les dispositions applicables dans les secteurs de sensibilité aux feux de forêt du règlement du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence prévoient des prescriptions relatives aux zones d'interface et au débit d'eau requis pour assurer la défendabilité qui s'appliquent également au secteur de La Constance.

7. La Zone d'Aménagement Concerté

Une Zone d'Aménagement Concerté de la Constance a été créée parallèlement à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence afin d'organiser l'aménagement de ce secteur. Ces deux procédures sont distinctes et recouvrent chacune un champ d'intervention spécifique. L'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ne concernait donc pas la procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

7.1. Les observations et avis sur la zone d'aménagement concerté

Dix contributions déposées sur le registre d'enquête portent sur l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté et ne rentrent pas dans le cadre de la révision allégée n°2 du Plan Local de l'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

7.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatifs à la zone d'aménagement concerté

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en les assortissant de plusieurs recommandations :

« - Prendre en compte et surtout communiquer à l'aménageur de la ZAC, les améliorations au projet sur le domaine des nuisances, des transports, des réseaux routiers entre autre, de l'environnement, le développement de l'utilisation de l'électricité dans les déplacements automobiles et donc de prévoir des installations de recharge adaptées. De même penser aux moyens modernes d'implantation de dispositifs de sécurité des personnes et des biens.

- Mettre à jour les études relatives à la qualité de l'Air dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC pour tenir compte des évolutions récentes de la législation en la matière.

- Insérer dans le dossier lui même ou dans le rapport de présentation le plan du BHNS et le tracé des voies de transport dans la ZAC. »

7.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

Autant les observations déposées par le public que les recommandations du commissaire enquêteur portant sur la Zone d'Aménagement Concerté n'ont pas à être traitées dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, le projet de Plan Local d'Urbanisme n'a pas à être modifié sur ces points après enquête publique. Ces recommandations seront toutefois transmises au maître d'ouvrage de la Zone d'Aménagement Concerté de La Constance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-6, L.153-14 et suivants et R.153-12 prévoyant de tirer le bilan de la concertation à l'issue de la concertation et d'arrêter le projet de révision du Plan Local d'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et

portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;

- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°2018_CT2_122 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 portant arrêt des modalités de la collaboration entre le Conseil de Territoire et la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°URB003-3842/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 portant prescription de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, fixant les objectifs de cette révision allégée ainsi que ses modalités de concertation ;
- La réunion préalable portant sur les modalités de collaboration du 12 avril 2018 et les réunions de collaboration du 25 juin 2018 et 21 novembre 2018 ;
- La réunion de collaboration du 11 septembre 2019 présentant les adaptations du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence après enquête publique ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de 2 observations et de neuf recommandations.
- Que le dossier d'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont mis à disposition en ligne sur le site dédié : www.registre-numerique.fr/pluaixepa2
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations mineures du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme.

- Que des modifications sont apportées au projet de révision allégée n°2 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, à l'avis du commissaire enquêteur, à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale et aux avis des Personnes Publiques Associées consignés dans le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint.
- Que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur a été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

Article 3 :

Le dossier de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 3, rue Loubet, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-7116/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rousset - Approbation de la modification n°2 MET 19/12011/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Rousset, initialement approuvé le 23 juillet 2015 par délibération du Conseil Municipal n°98/2015, a fait l'objet :

- de la procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°145/2017 du 11 décembre 2017 ;
- de la mise à jour n°1 de ses annexes prise par arrêté n°19/019/CM du 21 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entreprise suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses.

Pour autant l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU s'est avéré nécessaire, notamment dans l'objectif de :

- Prendre en compte les études hydrauliques réalisées sur les affluents de l'Arc afin d'affiner la connaissance du risque inondation sur le territoire communal, et, notamment de préciser la teneur de l'aléa dans les zones hydrogéomorphologiques portées au PLU tel qu'il a été approuvé le 23 juillet 2017.
- Renforcer les mesures prises en faveur de la promotion de la mixité sociale et de l'égalité des chances dans l'habitat dans le PLU tel qu'il a été approuvé le 23 juillet 2015, par la mise en œuvre de mesures propres à préserver l'équilibre du parc social de la

commune, en favorisant notamment la production de logements locatifs sociaux de types PLAI et PLUS sur son territoire.

- Prendre en compte le jugement du Tribunal Administratif de Marseille en date du 16 mars 2017 et, plus largement, réexaminer les prescriptions relatives aux marges de recul des constructions dans la zone UC (et dans la zone AUC si elle est opportune) au regard des préconisations en termes de densification urbaine.
- Procéder aux rectifications réglementaires nécessaires à la prise en compte de l'annulation partielle du PLU en ce que son règlement crée de nouvelles catégories de destinations pour lesquelles sont prévues des règles spécifiques aux articles UA12, UB12, UC12, UE12, AUC12, AUE12, AUS12, A12 et N12 prononcée par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 29 novembre 2018
- Adapter au besoin le règlement (partie graphique et/ou écrite), ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation du PLU au regard de :
 - la poursuite des objectifs susmentionnés ;
 - la poursuite d'objectifs complémentaires le cas échéant :
 - prise en compte des évolutions légales et réglementaires en matière de risques ;
 - réalisation d'un état des emplacements réservés (ER) pour en faire évoluer certains le cas échéant ;
 - corrections d'erreurs matérielles ;
 - mises à jours et/ou adaptations des pièces du PLU pouvant s'avérer nécessaires depuis sa dernière modification (mises à jour d'annexes, etc.).

Ainsi, par délibération du Conseil Municipal n°147-2017 et arrêté du Maire en date du 11 décembre 2017, la commune de Rousset a prescrit la procédure de modification n°2 de son PLU. Le jour-même, parallèlement à sa prescription, la commune a également émis son accord sur la poursuite et l'achèvement de la procédure de modification n°2 du PLU de Rousset par la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2018, date du transfert de la compétence PLU, par délibération n° 148/2017 .

Par délibération n°URB 011-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris acte de l'accord de la commune susmentionné, et, a accepté de poursuivre et d'achever la modification n° 2 du PLU de Rousset.

La Métropole s'est donc substituée de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations

afférents à la modification n° 2 du PLU de Rousset engagée par la commune le 11 décembre 2017.

Au regard de ses objectifs énoncés ci-dessus, la procédure de modification n°2 du PLU a principalement pour effet :

- De rectifier une erreur matérielle sur l'un des fonds de plan du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) du PLU approuvé en 2015 ;
- De renforcer les mesures prises en faveur de la promotion de la mixité sociale dans les OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) du PLU et de corriger une erreur matérielle dans ce même document, qui concerne la carte des secteurs de mixité sociale ;
- De modifier l'article UC6 de la partie écrite du règlement du PLU concernant les reculs des constructions en limite de voie ou d'emprise publique ;
- De réécrire les dispositions relatives aux obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement (articles 12 et annexe 4 du règlement) jugées illégales par la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans un arrêt du 29 novembre 2018 ;
- De modifier la partie graphique du règlement du PLU du fait :
 - De l'évolution de la délimitation du risque d'inondation pour rendre compte, dans le document d'urbanisme communal, la connaissance la plus récente en la matière ;
 - De corrections matérielles au regard de la retranscription de l'aléa inondation ;
 - De l'évolution de 2 emplacements réservés (réduction de l'ER3b et suppression de l'ER12).
- D'actualiser certaines pièces du dossier des annexes du PLU :
 - Actualisation de l'annexe 5b8 présentant le plan du réseau d'assainissement des eaux usées ;
 - Actualisation de l'annexe 5g présentant la synthèse de l'aléa et du risque d'inondation.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU de la commune de Rousset, relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset a été notifié aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9 ainsi qu'aux maires des communes concernées, le 26 février 2019, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique.

Aucune observation n'a été formulée par les personnes publiques associées et consultées.

Conformément à l'arrêté n° 19_CT2_005 du 12 février 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset a été soumis à enquête publique du 18 mars 2019, 9 heures, au 19 avril 2019, 17 heures, soit pendant 33 jours consécutifs.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Rousset, localisé avenue des Bannettes, à Rousset (13790), à ses jours et heures d'ouverture au public ;
- sous forme dématérialisée, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/rousset-plu-m2-ep>, auquel les sites internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) et de la commune de Rousset (<http://www.rousset-fr.com>) renvoient, à toute heure.

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a dûment été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, à ses jours et heures d'ouverture au public.

Le dossier d'enquête publique comportait les éléments suivants :

- La note de présentation prévue à l'article R.123-8-2e du Code de l'Environnement ;
- Le dossier de modification n° 2 du PLU de la Commune de Rousset ;
- La décision n°2018-1938 émise le 31 août 2018 par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale suite à un examen au cas par cas confirmant que le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure de modification de PLU considérée, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'approbation ;

- Les avis émis sur le projet de modification du plan, le cas échéant ;
- La mention qu'aucune concertation publique préalable n'est rendue obligatoire dans la procédure ;
- La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet (dans la limite de la connaissance du maître d'ouvrage).

Le commissaire enquêteur a tenu 4 permanences durant lesquelles il a pu recevoir les observations écrites ou orales du public, aux lieux, dates et heures suivantes :

- Le lundi 18 mars 2019 de 9H00 à 12H00, au Service de l'Urbanisme de la commune de Rousset sis à l'adresse susmentionnée ;
- Le mardi 26 mars 2019 de 14H00 à 17H00, au Service de l'Urbanisme de la commune de Rousset ;
- Le samedi 6 avril 2019 de 9H00 à 12H00, à l'Hôtel de Ville de la commune de Rousset, sis place Paul Borde, à Rousset (13790) ; et,
- Le vendredi 19 avril de 14H00 à 17H00, au Service de l'Urbanisme de la commune de Rousset.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public a pu consigner ses observations et propositions sur le projet de modification n°2 du PLU de Rousset :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur, adressé à la Mairie de Rousset, Service de l'Urbanisme, Place Paul Borde, 13790 Rousset,
- par courriel à l'adresse suivante : rousset-plu-m2-ep@registre-numerique.fr,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/rousset-plu-m2-ep>.

Au total, 7 contributions ont été formulées dans le cadre de cette enquête publique. Elles se déclinent comme suit :

- 5 observations étrangères aux objectifs de la modification n°2 du PLU de Rousset,
- 1 demande de renseignement concernant la suppression de l'emplacement réservé n°12,
- 1 contribution portant sur la forme et le fond des pièces du projet relatives à la prise en compte de l'aléa inondation dans le PLU et à ses annexes sanitaires.

Le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset, apporte une réponse satisfaisante à la contribution portant sur la suppression de l'emplacement réservé n°12. Il en va de même de celle portant sur le fond des pièces du projet relatives à la prise en compte de l'aléa inondation dans le PLU et à ses annexes sanitaires. Ainsi, les résultats de

l'enquête n'appellent que quelques rectifications de forme.

Monsieur Jean-Pierre PERRIN, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sur le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset dans son rapport et ses conclusions motivées émis le 16 mai 2019.

Le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'objet des rectifications de forme, à la marge, afin d'en faciliter la lecture et d'éviter toute confusion (ex. : suppression de la page 159 du règlement écrit induisant en erreur, ...) qu'appellent les résultats de l'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de modifications des Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal n°147/2017 et l'Arrêté du Maire n°1515/2017 en date du 11 décembre 2017, prescrivant la procédure de modification n° 2 du PLU de la commune de Rousset ;
- La délibération du Conseil Municipal n°148/2017 en date du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole de la procédure de modification n° 2 du PLU de la commune de Rousset engagée le jour-même ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence prenant acte de l'accord de la commune sur la poursuite par la Métropole de la procédure de modification n° 2 du PLU de la commune de Rousset, et, acceptant de finaliser ladite procédure ;

- Le PLU et ses évolutions successives approuvées en vigueur sur le territoire de la commune de Rousset ;
- Le jugement n°15076673 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 16 mars 2017 et l'ordonnance en rectification d'erreur matérielle rendue le 21 avril 2017 s'y rattachant ;
- L'arrêt n°17MA02038 de la Cours Administrative d'Appel de Marseille en date du 29 novembre 2018 ;
- La décision n°2018-1938 de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas en date du 31 août 2018 confirmant que le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La décision n°E18000135/13 en date du 22 novembre 2018 du Président du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Jean-Pierre PERRIN en qualité de commissaire enquêteur ;
- L'arrêt n°19_CT2_005 du Président du Territoire du Pays d'Aix du 12 février 2019, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de modification n° 2 du PLU de la commune de Rousset émis dans son rapport et ses conclusions motivées datés du 16 mai 2019 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Rousset n°68/2019 du 28/06/2019 donnant un avis favorable sur le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset.
- Le PLU de la commune de Rousset et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- L'avis favorable du commissaire enquêteur.
- L'avis favorable du Conseil Municipal de Rousset .
- Que le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°2 du PLU de la commune de Rousset telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Rousset.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

La présente délibération sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier relatif à la modification n°2 conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme, au service de l'Urbanisme de la commune de Rousset sis Avenue des Banettes à Rousset, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-7117/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles - Approbation de la modification n°3 MET 19/12013/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°D2016-138AT du 11 juillet 2016, la commune de Venelles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles a été engagée afin de

corriger des erreurs matérielles dans le règlement, ses dispositions générales et ses modalités d'application,

supprimer l'équipement hôtelier figurant sur l'OAP des Michelons,

prendre en compte le projet de Métro Express dans l'OAP des Quatre Tours,

procéder à des ajustements réglementaires sur le règlement des zones inondables, le calcul de l'emprise au sol pour les piscines, l'implantation des locaux annexes en zones urbaines et à urbaniser réglementées, le retrait par rapport aux limites séparatives, les clôtures,

procéder à des modifications graphiques :
évolution partielle du zonage UD2 en UD1 de l'îlot de l'Eglise

évolution partielle du zonage UD2 en UD1 de l'îlot de l'Eglise

évolution partielle du zonage 1AUa en UD1 sur l'OAP des « Michelons » au regard des modifications apportées ci-avant, impactant l'OAP et le règlement de la zone 1AU.

- procéder à l'intégration du cahier de recommandations architecturales urbaines et paysagères (CRAUP) de la commune aux annexes du PLU.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont les dispositions générales du règlement ainsi que le règlement lui-même, les plans de zonage 420, 421, 422 et 424, les OAP des Michelons et des Quatre Tours et les annexes.

La procédure de modification s'inscrit dans les dispositions de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Suite à la demande effectuée par le Maire de Venelles, par courrier du 5 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a engagé la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles par délibération n° URB 006-5137/18/CM du 13 décembre 2018, après avis du conseil de territoire du Pays d'Aix n°2018_CT2_529 du 29 novembre 2018. La modification n°3 a été prescrite par arrêté n° 19/088/CM du 4 avril 2019.

Le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles a été transmis au Maire en application de l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme et pour avis aux personnes publiques associées et consultées. Aucun avis n'a été reçu. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a

décidé, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale par décision n°CU-2019-2194 du 4 juin 2019.

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Les modalités d'organisation de l'enquête publique ont été fixées par arrêté du Vice-Président de la Métropole n°19-CT2-025 du 17 juin 2019.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Cinq permanences ont été assurées par le commissaire enquêteur pendant les 31 jours d'enquête, à savoir les :

- Vendredi 5 juillet de 9h à 12h
- Vendredi 12 juillet de 9h à 12h
- Mercredi 24 juillet de 14h à 17h
- Jeudi 1^{er} août de 9h à 12h
- Lundi 5 août de 14h à 17h

De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique ou directement sur le registre numérique.

11 requêtes et 1 demande de renseignements sans inscription au registre ont été émises sur ce projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme pendant l'enquête publique.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur désigné à cet effet ont été reçus le 4 septembre 2019. Le commissaire enquêteur a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Il a également souligné que l'enquête qui portait sur une douzaine de points a peu mobilisé la population.

Il a étudié le projet de modification n°3 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport en les regroupant sous forme de thématiques. Son analyse du projet de modification et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification n°3 sans aucune réserve.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par le commissaire enquêteur.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper en trois grandes catégories :

1- Les satisfécits, au nombre de 5:

- ils sont 2 à apprécier la mesure qui permet de ne pas comptabiliser la surface d'une piscine dans la surface constructible,

- et ils sont 3 à donner un avis globalement favorable aux modifications proposées à cette enquête

2- Les satisfaits-**mais**, au nombre de 4 : ils constatent que la modification prévue à cette enquête maintient des zonages constructibles prévus au PLU initial et souhaitent que ceux-ci soient maintenus dans l'avenir, en particulier lors de la révision générale en cours. Les terrains concernés sont situés dans l'OAP des FAURYS, l'OAP Madeleine BONNAUD ou encore les FIGUEYRASSES. Certains souhaitent des explications du fait des informations contradictoire obtenues.

3 Les regrets, au nombre de 2. Ils portent sur des sujets qui ne concernent pas le cadre de la présente enquête : constructibilité du quartier BARRY, corrections d'erreurs de zone inondable – non précisées - et largeur non définie des chemins.

Par ailleurs une visite ne s'est pas traduite par une remarque sur le registre au bénéfice des explications données.

Le P.V. de synthèse a été dressé sur ces bases le 7 août 2019 et déposé en métropole contre récépissé le 8 août.

La métropole a répondu au P.V. de synthèse par lettre en R.A.R. le 13 août 2019,

Après avoir rappelé les objectifs de cette modification et la synthèse établie par le commissaire enquêteur, la réponse détaille point par point les réponses aux 11 requêtes enregistrées, en apportant les précisions lorsqu'elles se justifient.

Sans détailler les cas particuliers on peut retenir que les réponses portent sur un plan strictement réglementaire. Les réponses apportées aux réserves contenues dans les questions de MM PELOPONESE , DEBANT, DAVIN, COMBE, BAJOLLE , et CRESPI sont donc précises sur l'organisation des procédures et leur portée :

« La modification est une modification du PLU opposable aujourd'hui sur des points précis .Elle ne porte sur rien d'autre, et ne préjuge pas du devenir des différentes procédures conduites en parallèle, comme le code de l'urbanisme le permet. La révision générale en cours porte sur l'intégralité du PLU opposable aujourd'hui , mais cette révision n'est pas l'objet de cette enquête publique »

Le commissaire enquêteur rapporte que l'ensemble des demandes et requêtes exprimées ont obtenu des réponses précises et motivées. Les réponses apportées par la Métropole à propos des inquiétudes sur le devenir urbanistique des terrains situés dans les

O.A.P. Les FAURYS, les FIGUEIRASSES, et Madeleine BONNAUD sont juridiquement fondées. Cependant il semble au commissaire enquêteur que l'incertitude qui dure depuis près de 2 années sur ces zones, du fait de la lenteur de la procédure de révision générale, mérite un peu de pédagogie et de considération. En conséquence il recommande que la Municipalité et la Métropole prennent un engagement sur un calendrier de mise en œuvre de cette procédure de révision générale, qui devrait se réaliser au plus tard en 2020. Il note que de son côté le P.L.U.i du pays d'Aix est en cours de préparation et il serait paradoxal que les procédures se succèdent avec peu de délais.

Du fait de l'avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur, le projet de modification n°3 du PLU de Venelles est donc maintenu tel qu'il a été présenté dans le dossier d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° D2016-138AT du Conseil Municipal du 11 juillet 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- La décision n°CU-2019-2194 du 4 juin 2019 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, ne soumettant pas la modification n°3 du

Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;

- La consultation des personnes associées et consultées sur le projet modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- La décision n°E19000077/13 du 5 juin 2019 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice-Président de la Métropole n°18-CT2-025 du 17 juin 2019 portant ouverture et organisation de l'enquête publique portant sur la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- Le rapport et les conclusions du 4 septembre 2019 portant avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme.
- L'avis favorable de la Commune de Venelles du 15 octobre 2019 quant à l'approbation de la modification n°3 du PLU communal ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique ne nécessitent aucune adaptations du projet de modification n°3 du Plan Local d'urbanisme.
- Que le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°3 du PLU de la commune de Venelles telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Venelles.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

Le dossier relatif à la modification n°3 sera tenu à la disposition du public, au service de l'Urbanisme de la commune de Venelles, sis Place Marius Trucy à Venelles, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-7118/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Approbation de la modification n°1
MET 19/12014/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités: les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Ventabren, initialement approuvé le 1^{er} juillet 2009, a fait l'objet :

- de la révision générale n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°75 du 11 décembre 2017 ;
- de la mise à jour n°1 de ses annexes prise par arrêté n°19/025/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entreprise suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses ; et,
- de la modification simplifiée n°1 approuvée par délibération n° URB 010-20/06/19 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 20 juin 2019, afin de rectifier des erreurs matérielles et apporter des ajustements réglementaires.

Pour autant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU s'est avéré nécessaire, notamment dans l'objectif :

- d'ouvrir à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de l'Héritière ; et,
- de modifier l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) de secteur n°2, portant sur le secteur dit de « Vignes Longues ».

Par courrier du Maire de la Commune de Ventabren du 7 mars 2018 le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été saisi afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme(PLU) de la Commune de Ventabren.

Au regard de cette demande de Monsieur le Maire de Ventabren, le Conseil de la Métropole, par délibération n°URB 005-3844/18/CM du 18 mai 2018, a sollicité le Président de la Métropole afin qu'il procède à l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a par la suite pris l'arrêté n°19/029/CM du 26 février 2019 prescrivant la procédure de modification n°1 du PLU de Ventabren.

Au vu des objectifs énoncés ci-dessus, il est proposé, dans le cadre de la modification n°1 du PLU de Ventabren, d'adapter et de modifier les pièces du PLU en vigueur suivantes :

- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- le règlements graphique - Plan centre (1/2000), et,

- le règlement écrit.

Les évolutions proposées dans le cadre du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren relève bien du champ d'application de cette procédure tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme. En effet, ce projet de modification ne remet pas en cause l'économie générale du PLU en vigueur, n'a pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et, ne comporte pas non plus de graves risques de nuisances.

Conformément à l'article L.153-38 du Code de l'Urbanisme, ainsi qu'à la délibération cadre du Conseil de Métropole n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, lorsque le projet de modification d'un PLU porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée du Conseil de Territoire du Pays d'Aix justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix n°2019_CT2_021 du 27 février 2019, a été prise en ce sens afin de justifier l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1, créée il y a moins de 9 ans, au sein du périmètre de la ZAC de l'Héritière.

Conformément au chapitre IV du titre préliminaire du livre 1^{er} de la partie réglementaire du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren a fait l'objet d'un examen au cas par cas. Dans sa décision n°CU-2019-2170 du 24 avril 2019, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a confirmé que ce dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de Ventabren a fait l'objet d'une notification aux personnes publiques associées et consultées le 21 mars 2019. Dans les mêmes conditions, des ajustements à ce dossier ont été portés à leur connaissance le 24 mai 2019, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique intervenue le 3 juin 2019.

Les observations sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren émises par les personnes publiques associées sont les suivantes :

- Le Conseil Départemental, par courrier en date du 20 mai 2019, sollicite le réajustement du rapport de présentation du projet de modification n°1 du PLU de Ventabren en ce que la RD64 dans traversée de la ZAC de l'Héritière figure dans ce dernier comme une route départementale alors qu'elle a été reclassée en 2012 dans la voirie communale.

- L'Architecte des Bâtiments de France, dans un courrier en date du 12 juin 2019 n'appelle à aucune observation.
- Le Directeur Départemental des Territoire et de la Mer, dans un courrier du 1^{er} juillet 2019, émet des observations accompagnées de réserves en ce qui concerne notamment la lisibilité de la procédure, l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 de la ZAC de l'Héritière, l'ajustement de l'OAP du secteur des Vignes Longues, la multiplicité des procédures engagées sur le territoire de la commune de Ventabren.

L'observation émise par le Conseil Départemental le 20 mai 2019, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, a fait l'objet d'un additif au rapport de présentation (Pièce n°1^B) figurant au dossier d'enquête publique.

L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France du 12 juin 2019, en cours d'enquête, a dûment été annexé au registre d'enquête.

Enfin, par courrier, daté du 1^{er} juillet 2019 et réceptionné en Mairie de Ventabren le 3 juillet 2019 soit le lendemain de la clôture de l'enquête publique, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer a adressé au Commissaire Enquêteur son avis, pris le jour-même. Le commissaire enquêteur l'évoque néanmoins en tant que « simple contribution arrivée après la clôture de l'enquête publique » dans son rapport et ses conclusions motivées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, représenté par son Directeur Général des Services, a apporté une réponse à ce courrier le 12 août 2019. Dans ce pli, outre la proposition faite de rectifier les erreurs matérielles relevées dans le dossier soumis à approbation, il est apporté des éléments justifiant notamment de la poursuite de la procédure retenue, ainsi que de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 et de la densité qui y est proposée.

Conformément à l'arrêté n°19_CT2_021 du 9 mai 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de modification n°1 du PLU de Ventabren a été soumis à enquête publique du 3 juin 2019, 8 heures, au 2 juillet 2019, 16h30, soit pendant 30 jours consécutifs.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Ventabren, localisé à la Mairie de Ventabren, 17 Grand Rue, à Ventabren (13122), du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h30, hors jours fériés,

- sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Ce dossier comportait les éléments suivants :

- Pièce n°A : Les pièces exigées au titre de l'article R.123-8 du code de l'environnement (Notice de présentation)
- Pièce n°0 : Actes de la procédure de Modification n°1 du PLU
- Pièce n°1 : Rapport de présentation de la modification n°1 du PLU (pièce 1.1)
- Pièce n°1^B : ADDITIF : Observations du Conseil Départemental (PPA)
- Pièce n°3 : Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- Pièce n°4.1 : Règlement graphique - Plan centre (1/2000)
- Pièce n°4.2 : Règlement écrit et son annexe n°1

Cinq permanences ont été tenues au service de l'urbanisme de la commune de Ventabren sis à l'adresse susmentionnée, aux dates et heures suivantes :

- Le lundi 3 juin 2019 de 8H00 à 12H00 ;
- Le mardi 11 juin 2019 de 13H30 à 16H30 ;
- Le mercredi 19 juin 2019 de 8H00 à 12H00 ;
- Le jeudi 27 juin 2019 de 8H00 à 12H00 ;
- Le mardi 2 juillet 2019 de 13H30 à 16H30 ;

Pendant toute la durée de l'enquête, le public a pu consigner ses observations et propositions relatives au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur, adressé à la Mairie de Ventabren, Service de l'Urbanisme, 17 Grand Rue, 13122 Ventabren,
- par courriel à l'adresse suivante : ventabren-plu-m1-ep@registre-numerique.fr,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Au total, **4 contributions** ont été formulées dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren :

- 4 observations, dont 2 ne sont que des consultations, ont été consignées sur le registre papier d'enquête ;
- 4 courriers ont été adressés au commissaire enquêteur, dont 2 complètent les observations portées au registre d'enquête.

Ces contributions, étant toutes étrangères à l'objet de la modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren, ne peuvent être prises en considération dans le cadre de la modification n°2 du PLU de la commune de Ventabren.

AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :

Monsieur Marcel HUARD, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable, sans réserve, ni recommandation, sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren dans son rapport et ses conclusions motivées émis le 31 juillet 2019.

Afin de prendre en compte les résultats de cette enquête et les avis des PPA, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'objet des modifications suivantes :

1. Rectification du rapport de présentation dans le sens souhaité par le Conseil Départemental en ce qui concerne le tronçon de la RD 64 déclassé dans le domaine public communal, entre le giratoire de la RD10 (non compris) et le carrefour de la RD19.
2. Correction des erreurs matérielles relevées par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer :
 - page 25 du rapport de présentation : rectification du chiffre du coefficient d'emprise au sol (30 %) en adéquation avec la page 28 dudit document et du projet de règlement ;
 - page 27 du rapport de présentation : remplacement de la référence erronée à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme par celle à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°007-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant sur la répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 005-3844/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 relative à l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- L'arrêté de délégation n°18/050/CM du 4 avril 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, ou tout document d'urbanisme en tenant lieu ;
- Le courrier du Maire de Ventabren du 7 mars 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- L'arrêté n°19/029/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 26 février 2019 prescrivant la modification n°1 du PLU de la Commune de Ventabren ;
- La délibération n°2019_CT2_021 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative à l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 de la ZAC de l'Héritière dans le cadre de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- L'avis n°CU-2019-2170 de l'autorité environnementale en date du 24 avril 2019 qui estime que le projet de modification n°1 du PLU de Ventabren n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La décision n°E19000050/13 du 9 avril 2019 de Madame la présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Marcel HUARD, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Le PLU de la commune de la Commune de Ventabren en vigueur ;
- L'avis favorable – sans réserve ni recommandation à la modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Ventabren émis par le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions motivées du 31 juillet 2019 ;
- L'avis favorable du Conseil Municipal sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Ventabren ;

- L'arrêté n°19_CT2_021 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 9 mai 2019 organisant l'enquête publique sur le projet de la modification n°1 du PLU de la Commune de Ventabren ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- L'avis favorable du commissaire enquêteur.
- Les modifications apportées au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Ventabren.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

Le dossier relatif à la modification n°1 sera tenu à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la commune de Ventabren, sis 17 Grand Rue, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-7119/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc - Approbation de la modification n°1 MET 19/12015/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°2017-057 du 3 mai 2017. Ce Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet, par la suite, d'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017-124 en date du 13 décembre 2017.

Par délibération n°2017-125 en date du 13 décembre 2017, la commune de Lambesc a lancé la procédure de modification n°1 de son PLU avec ouverture à l'urbanisation du quartier Boimau.

Par délibération n°2017-126 en date du 13 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole Aix-Marseille Provence de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 011-3569/18/CM, pour poursuivre la modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc.

Par délibération n°2018_CT2_534 du 29 novembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a motivé l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Langoustier.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations, corrections et compléments suivants :

- Ouverture à l'urbanisation du secteur 2AUcrF1p, quartier Boimau et son reclassement en secteur 1AUcrF1p, autorisant les constructions

nouvelles au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone. Ceci implique :

- d'élaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (O.A.P) permettant de définir les principes qui encadreront le développement du quartier,

- de faire évoluer le règlement écrit et graphique

- Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUtrF1p, quartier du Langoustier et son reclassement en secteur 1AUtrF1p subordonnant toute extension ou construction à la possibilité de se raccorder aux réseaux publics d'eau et d'assainissement. Le règlement écrit et graphique va évoluer pour accompagner cette ouverture à l'urbanisation.

- La réalisation d'ajustements mineurs du règlement et du zonage pour rectifier les erreurs matérielles et améliorer la cohérence et la compréhension des documents.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 2 avril 2019 et six réponses ont été reçues par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix :

- accusé de réception de la Région le 15 avril 2019
- avis favorable de la Chambre Départementale d'Agriculture le 25 avril 2019
- préconisations du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône le 13 mai 2019
- avis favorable de l'UDAP le 22 mai 2019
- observations de la DDTM le 18 juin 2019

Par arrêté n° 19_CT2_019 du 9 mai 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision n° E19000056/13 du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 23 avril 2019 ; l'enquête s'est déroulée du 27 mai 2019 au 28 juin 2019 soit pendant 33 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable

- au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Lambesc, localisé 8 boulevard de la république – 13410 LAMBESC, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30, hors jours fériés ;

- sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : <http://www.registrenumerique.fr/lambesc-PLU-M1-ep>

Ce dossier comportait les éléments suivants :

1. Le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc, composé de :

- La notice de présentation du projet
- le règlement écrit du PLU
- le règlement graphique du PLU
- la liste des emplacements réservés
- les orientations d'aménagement et de programmation

2. Un dossier complémentaire comprenant :

- les actes de la procédure
- les avis des Personnes Publiques Associées
- la prise en compte des dispositions de l'article R123-8 du code de l'environnement
- la note de présentation du PLU

Cinq permanences ont été tenues :

- lundi 27 mai de 8h30 à 12h00
- jeudi 6 juin de 8h30 à 12h00
- jeudi 13 juin de 13h30 à 16h30
- mercredi 19 juin de 13h30 à 16h30
- vendredi 28 juin de 13h30 à 16h30

Le dossier d'enquête publique était disponible durant l'enquête publique sur le site Internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix : <http://www.agglo-paysdaix.fr/> ainsi que le site : <http://www.registre-numerique.fr/lambesc-PLU-M1-ep> /auquel renvoi le site internet de la commune de Lambesc : <http://www.lambesc.fr>

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur les registres papiers d'enquête situé au siège de l'enquête,
- adresser par voie postale un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur Hôtel de ville 6 boulevard de la république 13410 Lambesc,
- adresser des remarques, observations et propositions par voie dématérialisée, par mail à l'adresse suivante : lambesc-PLU-M1-ep@mail.registre-numerique.fr, ou sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-numerique.fr/lambesc-PLU-M1-ep>

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, aux heures et jours d'ouverture mentionnés dans l'arrêté d'enquête publique.

Au total, 39 personnes sont venues en mairie, 20 observations ont été déposées sur le registre, 11 contributions ont été déposées sur le registre dématérialisé et enfin, 4 courriers ont été adressés au commissaire enquêteur et annexées au registre d'enquête.

Réponses des PPA et observations du public

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 2 avril 2019 et cinq réponses ont été reçues par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix :

1. accusé de réception de la Région le 15 avril 2019. Sans aucun commentaire.
2. avis favorable de la Chambre Départementale d'Agriculture le 25 avril 2019
3. préconisations du conseil départemental des Bouches du Rhône le 13 mai 2019 :

n°1 : le raccordement des futures voies desservant le quartier de Boimau sur la RD67e devront être étudiées en concertation avec la Direction des Routes.

Réponse : la Métropole se propose de sensibiliser la commune sur la nécessité de mettre en place une concertation en amont de la création de ces voies.

n°2 : le calibrage et le débouché du chemin desservant le quartier du Langoustier devront être étudiés en concertation avec la DRP Arrondissement d'Aix.

Réponse : la métropole proposera à la commune d'associer la DRP à tout projet touchant à la desserte d'opérations touristiques dans ce secteur.

n°3 : la densification, à terme du quartier de Boimau paraît faible et on peut s'interroger sur la possibilité de créer de la mixité sociale.

Réponse : ce quartier est déjà bâti. L'obligation d'intégrer des logements locatifs sociaux dans des opérations de plus de 12 logements est portée dans le projet de règlement.

4. avis favorable de l'UDAP le 22 mai 2019
5. observations de la DDTM le 18 juin 2019

Deux délibérations distinctes, la première communale justifiant l'ouverture à l'urbanisation des quartiers de Boimau jugée comme étant insuffisamment motivée et la seconde prise par le conseil métropolitain justifiant l'ouverture à l'urbanisation du quartier du Langoustier

Réponse : la délibération prise par la commune comporte trois pages portant sur la justification de l'ouverture à l'urbanisation de Boimau, suite à une erreur matérielle, seules les pages 1 et 3 ont été transmises, la commune dispose de tous les éléments concernant cette délibération.

Au sein de l'OAP « secteur de Boimau » le risque feu de forêt n'est pas pleinement intégré (localisation des bornes incendies, aire de retournement, largeur des voies d'accès ;

Réponse : le projet de modification ajoute, dans les dispositions générales, un détaillé n°3-2 portant sur les caractéristiques des voies de desserte et besoins en eau pour assurer la défense incendie. L'article 1AUcrF1p-3 du projet de règlement renvoie à ces prescriptions.

Compatibilité du projet d'ouverture à l'urbanisation du quartier de Boimau avec le SCOT en terme de densité.

Réponse : Le Document d'Orientation et d'Objectif du SCOT du Pays d'Aix stipule (prescription 115 P 54) que la densité est à apprécier en fonction du contexte local. Or le secteur de Boimau,, ancienne zone NB1, est entièrement bâti. La densification se fera en fonction de la typologie de ce quartier et de sa qualité paysagère qu'il convient de maintenir.

Dissociation en deux sous-secteurs (F1 et F1p) du quartier du Langoustier ouvert à l'urbanisation.

Réponse : Le secteur du Langoustier est classé au PLU en zone 2AUt rf1p, la modification de zonage, passage en 1AUtrf1p, ne modifie pas l'indicateur f1p de ce quartier au regard du risque incendie.

À l'issue de l'enquête publique, les observations émises par le public peuvent se regrouper dans les 2 catégories suivantes :

1. les observations hors champs de la modification, représentant 14 observations inscrites ou reçues par mail et annexées au registre.
2. les observations portées sur la modification représentant :

- Point n°1 de la modification ouverture à l'urbanisation du quartier de Boimau : 6 observations inscrites sur le registre, 5 courriers et 8 mails.

Les observations portées sur le registre, par mail ou courrier portent essentiellement sur la pertinence des emplacements réservés pour la desserte de ce quartier et l'impact que la création de ces voies ou passages de réseaux aura sur le caractère du quartier et sur les propriétés privées. Des mentions sont faites sur le risque incendie avec crainte d'une aggravation de ce risque par densification ;

Réponse : les emplacements réservés ont été positionnés sur le PLU approuvé en 2017 L'ouverture à l'urbanisation sera l'occasion d'étudier plus finement l'ensemble du quartier et d'établir un calendrier des travaux. S'agissant du risque incendie le maillage du quartier permettra d'assurer une meilleure défendabilité. Le projet de règlement impose des dispositions propices à garantir la sécurité dans ce secteur.

- Point n°2 de la modification ouverture à l'urbanisation du quartier du langoustier : 2 observations par mail.

Les deux observations portent sur la localisation d'un projet touristique et hôtelier proche d'une zone naturelle. Le risque incendie est évoqué.

Réponse : le projet de règlement impose des règles pour la défense contre l'incendie qui sont portées sous l'article 3-2 des dispositions générales. L'enjeu de l'ouverture à l'urbanisation de ce quartier se réduit à

permettre l'évolution des constructions existantes et récemment autorisées sur ces deux secteurs.

- Point n°3 de la modification ajustements mineurs du zonage et du règlement : 1 observation écrite au sur le registre et 2 courriers

1 observation et 1 courrier portent sur la réduction de l'emprise au sol en secteur UB qui passe de 40 % à 30 %

Réponse : Le souhait est de favoriser les espaces verts, de garantir une cohérence avec le tissu urbain existant.

Un courrier porte sur la contestation de l'obligation, en cas de division, de créer un accès commun.

Réponse : la multiplication des accès sur une voie est préjudiciable à la sécurité.

Au regard de l'ensemble des réponses apportées ci-dessus il est proposé de n'apporter aucune modification suite aux observations formulées par les PPA et une seule proposition de modification dans le cadre de la prise en compte des observations du public.

Cette correction porte sur une erreur de reprographie. L'espace boisé classé qui couvre les parcelles.CO n° 333 et 334 ayant été, par erreur, supprimé sur la planche centre ouest sera repositionné. Il figurait bien sur la planche générale Est du dossier d'enquête. La présente procédure n'avait pas pour objet de modifier la consistance des espaces boisés classés.

Avis motivé du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées en date du 22 juillet 2019 :

Il a émis un avis favorable au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc assorti :

Des réserves et prescriptions suivantes :

Avis défavorable au maintien des emplacements réservés n°17 (création d'une liaison entre le chemin des grives et l'avenue des quatre termes) n° 24, (création d'une liaison entre l'allée des Lauriers et l'allée des lavandes) et n° 25 (aménagement de l'allée des lavandes).

Avis défavorable au maintien de l'emplacement réservé n°45 (création de 30 logements sociaux, quartier de Lavaldenan)

Conformément à la réponse apportée dans son mémoire en réponse aux observations du commissaire enquêteur la Métropole propose de répondre de la façon suivante aux réserves et prescriptions énoncées ci-dessus :

Les emplacements réservés n° 17, 24 et 25 figuraient sur le PLU approuvé le 3 mai 2017. Dans le cadre d'une réflexion sur ce quartier qui s'inscrit en continuité de la ville et afin d'anticiper son futur développement ils ont été positionnés pour assurer sa desserte et le passage des réseaux publics d'eau et

d'assainissement. Aucune modification n'a été apportée sur leur positionnement, leur gabarit, leur destination. Ces emplacements réservés n'étaient pas l'objet de la présente procédure.

L'emplacement réservé n°45, au titre de l'article L151-41-4 du Code de l'Urbanisme, destiné à la réalisation d'une opération de mixité sociale, a été positionné sur le PLU approuvé le 3 mai 2017 en vue de la création d'au moins 30 logements locatifs sociaux. Un permis de construire respectant cette obligation 28 logements locatifs sociaux et 28 logements en accession sociale à la propriété, soit au total 56 logements sociaux a été délivré le 7 mai 2019. Cet emplacement réservé n'a subi aucune modification. Il ne figure pas parmi les objets de la présente modification.

La mise à jour des emplacements réservés portait uniquement sur :

La suppression de l'emplacement réservé n°30, en raison de l'achèvement des travaux de réfection et d'aménagement du boulevard du général De Gaulle et l'ajout de l'emplacement réservé n°48 en vue de l'élargissement de la rue Notre Dame de la rose tels que présentés aux pages 50 et 51 de la notice de présentation du dossier soumis à l'enquête publique.

Des recommandations suivantes :

Prise en compte des remarques figurant dans les lettres du 13 mai 2019 du Département des Bouches du Rhône et du 18 juin 2019 de la Préfecture des Bouches du Rhône.

Réponse la Métropole confirme les réponses aux remarques figurant dans les lettres du Département des Bouches du Rhône et de la Préfecture, portées ci-dessus, dans le paragraphe consacré aux réponses aux PPA.

Respecter les objectifs du SCOT du Pays d'Aix, repérer les parcelles ou groupements de parcelles susceptibles de recevoir des opérations de mixité sociale, relever le quota de 30% et diminuer le seuil de 12 logements pour opération.

Réponse : La carte figurant P14 de la notice de présentation dans le dossier de modification permet de visualiser les unités foncières susceptibles de recevoir des opérations de mixité sociale. Les seuils sont cohérents avec ce qui est exigé dans les autres secteurs urbains de la commune.

Respecter les zones inondables lors de l'attribution de permis de construire et maintenir les écoulements des eaux pluviales.

Réponse : La métropole n'a pas la compétence en matière de délivrance des autorisations liées au droit des sols. Cette recommandation n'est pas liée avec la présente procédure.

Préciser la possibilité d'installation dans la zone 2AUcrF1p des professions libérales.

Réponse : Le secteur 2AUcrF1p ne figure pas dans le projet de modification. . Néanmoins, et de manière à apporter une réponse complète sur le sujet, il est

ajouté que les professions libérales ne sont pas portées dans la nomenclature des 5 destinations et 20 sous-destinations portées en page 50 des dispositions générales du règlement. Les professions libérales se rattachent « aux autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire » l'appellation intrinsèque ne pouvait donc pas être inscrite en tant que telle sous l'article 2-1AUcrf1p.

Prise en compte de la demande de l'entreprise Midi Concassage et compléter le règlement de la zone Nr.

Réponse : La métropole propose de ne pas prendre en compte cette recommandation pour la raison suivante : la procédure de modification ne prévoit aucune évolution du règlement de la zone naturelle. Ajoutons que la demande de cette société portait sur la possibilité d'autoriser, outre l'activité classique d'une carrière, le traitement et la transformation de granulats ainsi que le stockage et le recyclage des déchets du BTP ce qui imposait une requalification de la zone Nc à ce jour dédiée aux seules activités relevant d'une carrière.

Au regard de l'ensemble des réponses apportées ci-dessus il est proposé de n'apporter aucune modification suite aux réserves, prescriptions et recommandations formulées par le commissaire enquêteur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2017-125 de la commune de Lambesc du 13 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-126 de la commune de Lambesc du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération le même jour ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la

Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 13 décembre 2017 ;
- La délibération motivée n°2018_CT2_534 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Langoustier ;
- L'arrêté n°19_CT2_019 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 9 mai 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc ;
- La notification du projet de modification n°1 adressée en date du 2 avril 2019 aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme et au Maire de la commune de Lambesc ;
- L'avis de l'autorité environnementale n° CU-2019-2124 du 28 mars 2019 ;
- L'avis du commissaire enquêteur favorable sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc ;
- La délibération du Conseil Municipal de Lambesc du 25 septembre 2019 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de deux réserves portant sur des points qui ne figurent pas dans les objets de la présente modification et de recommandations.
- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de Lambesc est prêt à être approuvé.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Lambesc.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

Le dossier relatif à la modification n°1 sera tenu à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la commune de Lambesc, sis 8 Boulevard de la République à Lambesc, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-7120/19/CM

■ Plan Local d'urbanisme de la commune de Meyrargues - Approbation du bilan de la mise à disposition du projet et de la modification simplifiée n°1 MET 19/12017/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopro Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme

(Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Par délibération n°D2017-51U, du 5 juillet 2017, le Conseil Municipal de la commune de Meyrargues, a approuvé son PLU.

Par courrier du Maire du 4 février 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été saisi afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues.

Par délibération n°2019_CT2_087 du 21 mars 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Meyrargues.

Cette procédure de modification simplifiée a pour objectif la suppression de l'emplacement réservé n°21.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- La notice venant en complément du rapport de présentation du PLU - pièces 1.2
- Document graphique Nord – pièce 4.2-a
- Document graphique centre-ville – pièce 4.2-c
- Liste des emplacements réservés – pièce 4.3

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ont été définies par délibération n°2019_CT2_179 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 9 mai 2019.

Le projet de modification simplifiée a été notifié aux personnes associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'au Maire de la commune concernée le 17 juin 2019, soit préalablement à la mise à sa disposition du public conformément aux dispositions de l'article L153-40 du même code.

Concernant ce dossier, les personnes publiques associées et consultées susmentionnées ont émis les avis suivants :

- . Ville de Pertuis : « ce dossier n'appelle aucune observation de la part de la commune »

Bilan de la mise à disposition du public :

La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues s'est déroulée du 1^{er} juillet 2019, 8 heures,

au 2 août 2019 inclus, 18 heures, soit une durée de 33 jours consécutifs.

Durant l'intégralité de cette période de mise à disposition du public :

- Un dossier comprenant :
 - le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
 - l'exposé de ses motifs ;
 - la décision n°CU-2019-2181 rendue le 7 mai 2019 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale après examen au cas par cas confirmant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
 - le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées.

a été mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville de Meyrargues, sis place de l'hôtel de ville, Avenue d'Albertas, 13 650 Meyrargues aux horaires d'ouverture au public, où un registre a été ouvert pour que le public puisse y consigner ses observations ;

- Le public a également pu consulter ce dossier et consigner ses observations sur le registre dématérialisé en ce rendant sur le site: <https://www.registre-numerique.fr/meyrargues-plu-ms1-mad>, accessible depuis les sites internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>) et de la commune de Meyrargues (<http://www.meyrargues.fr/>) ;
- de même, les observations sur ce projet de modification simplifiée pouvaient être transmises par voie dématérialisée à l'adresse : meyrargues-plu-ms1-mad@mail.registre-numerique.fr ;
- Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'édition des Bouches-du-Rhône de « La Provence » du 20 juin 2019, et a été publié par voie d'affichage à l'Hôtel de Ville du Meyrargues et au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix plus tard 8 jours avant le début de la mise à disposition du public.

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été formulée par le public :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n°2019_CT2_087 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- La délibération n°2019_CT2_179 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019 fixant les modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Meyrargues ;
- L'arrêté n°19/099/CM, du 3 mai 2019, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant la procédure de modification simplifiée N°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- Le courrier du Maire du 4 février 2019, saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- Le PLU en vigueur de la commune de Meyrargues ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence de modification apportée au dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues suite aux avis émis par les personnes publiques associées et consultées et aux observations formulées pendant la mise à disposition du public.
- La modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues, dont le dossier est annexé à la présente délibération, est prête à être approuvée conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la mise à disposition tel que présenté ci-dessus

Article 2 :

Est approuvée la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Meyrargues.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 4 :

Le dossier relatif à la modification simplifiée n°1 sera tenu à la disposition du public, au service de l'Urbanisme de la commune de Meyrargues, sis Place de l'Hôtel de Ville à Meyrargues, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-7121/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Abrogation de la délibération portant poursuite par la Métropole d'une procédure de Déclaration de Projet portant mise en compatibilité du PLU sur le secteur de Lagremeuse. MET 19/12067/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2 I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Compte tenu des transferts différés de compétence intervenus le 1^{er} janvier 2018, les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité engagées par certaines communes membres ne pourront plus être poursuivies par les communes concernées, dès lors que la déclaration de projet s'inscrit dans le périmètre des compétences métropolitaines.

Toutefois, conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, la Métropole peut achever toute procédure d'évolution d'un plan local d'urbanisme en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Dans ce contexte, il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès a été approuvé lors du conseil municipal du 23 mars 2017. Il a fait l'objet d'une mise à jour n°1 des annexes relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, par arrêté n°19/030/CM de la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence.

En outre, la Commune de Cabriès avait engagé avant le 1^{er} janvier 2018, par arrêtés de son Maire du 4 décembre 2017, deux procédures de déclaration de

projet emportant mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme relatives respectivement aux projets « Secteur Lagremeuse » et « Petite Campagne ».

Pour le secteur Lagremeuse, cette procédure avait pour objet de permettre d'ouvrir à l'urbanisation pour réaliser un projet urbain d'équipements publics notamment un centre d'incendie et de secours.

Pour le secteur Petite Campagne, cette procédure avait pour objet de permettre le développement économique et l'amélioration de la circulation sur l'ensemble de la zone de Plan de Campagne.

Suite au transfert de la compétence en matière d'aménagement du territoire métropolitain à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble du territoire de ses communes membres au 1^{er} janvier 2018, le Conseil municipal de Cabriès a délibéré pour exprimer son accord à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018.

En conséquence, par délibération n°URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole a décidé de poursuivre les deux procédures ci-avant rappelées de déclaration de projet emportant de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès. Une seule délibération concerne les deux projets pour lesquels une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme a été engagée et qu'il est décidé de poursuivre.

Toutefois, en accord avec les services de la Métropole, il est apparu plus opportun à la Commune de Cabriès d'ouvrir la totalité du secteur Lagremeuse à l'urbanisation par la voie d'une procédure de modification du PLU.

A cette fin, un arrêté de la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 26 février 2019 a initié une procédure de modification du PLU de la Commune de Cabriès ayant notamment pour objet une ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1 du lieu-dit « Lagremeuse ».

Conséquemment, par courrier de son Maire en date du 29 Mars 2019, la Commune de Cabriès a sollicité que la Métropole ne poursuive pas la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité sur le secteur Lagremeuse.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger partiellement la délibération précitée du Conseil de la Métropole URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 en ce qu'elle décidait la poursuite de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité sur le secteur Lagremeuse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La délibération du conseil municipal n°109/17 en date du 8 décembre 2017 donnant son accord à la poursuite de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme sur le secteur de Lagremeuse par la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- La délibération cadre n° URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de poursuite des procédures de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU ou du document en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 par laquelle la Métropole a décidé de poursuivre les deux procédures ci-avant rappelées de déclaration de projet emportant mise en compatibilité sur les secteur Lagremeuse et Petite Campagne ;
- Le courrier du Maire de la commune de Cabriès du 29 mars 2019 sollicitant l'annulation de la procédure de déclaration de projet concernant l'ouverture à l'urbanisation du quartier de Lagremeuse ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Cabriès en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au cours des études, il est apparu plus judicieux d'ouvrir la totalité de ce site à l'urbanisation par une procédure de modification du PLU.
- Qu'une procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès a été engagée par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 26 février 2019 ayant pour objet, notamment, une ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1 du lieu-dit « Lagremeuse ».
- Le courrier du Maire de la commune de Cabriès en date du 29 mars 2019 sollicitant l'annulation de la procédure de déclaration de projet concernant l'ouverture à l'urbanisation du quartier de Lagremeuse.

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte de la demande formelle de la Commune de Cabriès exprimée par courrier de son maire en date du 29 mars 2019 sollicitant la renonciation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme pour le projet « Secteur Lagremeuse ». »

Article 2 :

Est approuvé l'arrêt de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès concernant le projet « Secteur Lagremeuse » engagée par arrêté municipal du Maire de Cabriès du 4 décembre 2017 et poursuivie par la Métropole Aix-Marseille-Provence en vertu de la délibération n°URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018. »

Article 3 :

En conséquent, l'article 2 de la délibération n°URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est décidé de poursuivre la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès concernant le projet d'intérêt général « Petite Campagne » engagée par arrêté municipal du 4 décembre 2017. »

Article 4 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Cabriès.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-7122/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence - Bilan de la mise à disposition du dossier au public - Approbation de la modification simplifiée n°2 MET 19/12358/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération de la commune du 13 décembre 2018, le Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence a saisi le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la modification simplifiée n°2 du PLU.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de :

1. Permettre la construction dans le secteur « Lèbre » d'un établissement de santé privé validé par l'Agence Régionale de

Santé, venant s'articuler avec le centre de gérontologie public dont il complètera l'offre de soins en parfaite cohérence avec les besoins et aspirations de la population. Il s'inscrit également dans la suite logique de la présence à proximité de résidences seniors déjà existantes (Marcel Lyon et Ensouleïado) ou actuellement en cours de construction (allées de Craponne) ;

En effet, le site « Lèbre », reconnu à haute performance urbaine par le SCoT en vigueur est actuellement soumis à une servitude de constructibilité limitée par un « Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement » (dit « PAPA »).

Le projet d'aménagement du site répond aux orientations générales du PADD, notamment les orientations 1 et 3 visant au renouvellement urbain du centre-ville par l'implantation d'activités tertiaires.

Dans ce cadre, le « Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement » peut être levé par cette procédure de modification simplifiée.

2. Mettre à jour la liste des emplacements réservés.

La procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon-de-Provence permettra de réaliser un établissement de santé privé validé par l'Agence Régionale de Santé sur le site « Lèbre », parcelle AO 192 située en zone UC 3.

Elle va également permettre de mettre à jour la liste des emplacements réservés notamment en supprimant des emplacements réservés qui n'ont plus lieu d'être et de corriger des erreurs matérielles.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont les suivantes :

- Rapport de Présentation ;
- Règlement ;
- Zonage Général ;
- Zonage Centre ;
- Liste des Emplacements Réservés.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'urbanisme et notamment son article L153-45.

Par délibération du 27 février 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de cette modification simplifiée, et a défini les modalités de la mise à disposition du public.

De ce fait, par délibération du 28 février 2019, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente de

la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence. Par arrêté n°19/083/CM du 3 avril 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Salon-de-Provence.

Par arrêté n°04/19 du 4 avril 2019, le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a précisé les modalités de la mise à disposition du public telles qu'elles avaient été définies par délibération.

Le dossier de modification simplifiée n°2 a été transmis pour avis aux personnes publiques associées le 9 avril 2019. Celui-ci a été ensuite mis à disposition du public en Commune de Salon-de-Provence et au sein de la Direction Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 6 mai au 6 juin 2019.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant une partie administrative (actes officiels et publicités) une note de présentation, les documents graphiques, le projet de règlement, la liste des Emplacements Réservés, les avis des Personnes Publiques Associées et un registre d'observations ;
- Le dossier a été également consultable sur les sites internet de la commune de Salon-de-Provence et du Conseil de Territoire du Pays Salonais durant la même période.
- Un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » le 25 avril 2019.

A l'issue de la mise à disposition, deux observations ont été effectuées. Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Dates	Observations	Réponse Conseil de Territoire	Réponse Commune
29/05/19	<p>Jean-Pierre SANMARTIN</p> <p>Il précise l'intérêt du projet qui est attractif pour la ville. Cependant, l'emplacement choisi, en PAPA, ne lui semble pas du tout adapté. Il attire l'attention dans cette enquête sur trois éléments : la protection du Patrimoine, l'habitat, les emplacements réservés.</p> <p>Il considère que la protection du Patrimoine n'est pas prise en compte par le projet. « La modification du PLU ne devrait pas être prise en compte avant l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France, ainsi que les mesures concernant l'immeuble ou îlot à protéger qui sera rasé et dont les éléments ne font l'objet d'aucune protection ultérieure ou aucune mesure mise en valeur possible dans la note de présentation du projet. »</p> <p>Par ailleurs, « la zone PAPA qui était définie pour réaliser des logements disparaît sans mesure explicative ou compensation. »</p> <p>« L'accès à cet équipement va ajouter des problèmes de circulation et d'accès à un des plus gros points noirs de circulation en ville. »</p> <p>« La liste des ER se trouve diminuée et sans lien avec le PAPA. La délibération du Conseil Municipal de mai 2019 mentionne que l'ER 160 au Carrefour des Milani est réalisé pour 149 700 m². » Il émet le souhait que cet ER doit continuer à figurer sur la liste.</p>	<p>La protection du patrimoine est bien prise en compte au sein de cette modification.</p> <p>Le PAPA sera conservé sur la partie qui ne concerne pas le projet afin de maintenir les éléments patrimoniaux à préserver.</p> <p>Le projet n'impacte qu'une partie du périmètre. Le Site à Haute Performante Urbaine prévu dans le cadre du SCOT n'est donc pas remis en cause.</p> <p>Ces éléments seront étudiés dans le cadre du permis de construire qui sera déposé.</p>	<p>La commune est d'accord avec les propositions du Conseil de Territoire.</p> <p>Les éléments à protéger sont essentiellement des éléments mobiliers (machines et outillage) qui se trouvent sur la zone où le PAPA est maintenu.</p> <p>Un seul élément bâti ne pourra probablement pas être conservé.</p> <p>La zone PAPA ne sera pas supprimée mais réduite à 5741 m2, ce qui est suffisant compte tenu des opérations en cours à proximité pour atteindre les objectifs en nombre de logements fixés par le SCOT pour ce site.</p> <p>La suppression de l'ER 160 fait suite à la demande du Conseil départemental, bénéficiaire de cet ER, dans le cadre de l'exercice du droit de délaissement des propriétaires impactés.</p>

05/06/19	<p>Jean-Pierre SANMARTIN</p> <p>« L'avis de l'ABF demeure nécessaire avant de procéder à la modification du PLU : l'historique du classement des îlots à conserver n'est pas exposé dans l'enquête et il faudrait en connaître l'origine pour mieux apprécier les éléments à conserver. »</p> <p>« L'implantation de l'immeuble proprement dit semble situé au sud-ouest de la parcelle mais ne précise pas les flux de véhicules et le sens de circulation : par où entreront et sortiront les véhicules. Seulement avenue de l'Europe avec les difficultés mentionnées par mon message précédent ou compte-t-on utiliser la rue Viala Lacoste (et Comte-de-Volx) comme une voie d'accès ou de sortie ? Le flux annoncé de 200 véhicules / jour semble sous-estimé. »</p>	<p>La protection du patrimoine est bien prise en compte au sein de cette modification. Le PAPA sera conservé sur la partie qui ne concerne pas le projet afin de maintenir les éléments patrimoniaux à préserver.</p> <p>Ces éléments seront étudiés dans le cadre du permis de construire qui sera déposé.</p>	<p>Les éléments à protéger sont essentiellement des éléments mobiliers (machines et outillage) qui se trouvent sur la zone où le PAPA est maintenu.</p> <p>Un seul élément bâti ne pourra probablement pas être conservé.</p>
-----------------	--	---	---

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux Personnes Publiques Associées par courrier le 9 avril 2019.

Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Dates	Observations	Réponse Conseil de Territoire	Réponse Commune
25/04/19	Office National des Forêts Non Concerné	RAS	RAS
26/04/19	Commune de Pelissanne Avis sans observations	RAS	RAS
29/04/19	RTE Avis avec observations : Les clôtures des postes électriques sont	Il ne s'agit pas de l'objet de la	La commune rencontrera les

	<p>soumises à des règles propres. Elles sont en général d'une hauteur de 2,60 mètres, mais peuvent aller jusqu'à 3,20 mètres. Ces règles sont à inclure au sein du règlement du PLU.</p> <p>Les servitudes relatives aux ouvrages précités doivent être reportées en annexe du PLU.</p> <p>Souhait qu'au sein des dispositions générales du règlement du PLU, la construction et la maintenance d'ouvrages électriques nécessaires au fonctionnement du Réseau Public de Transport d'Electricité ainsi que les affouillements et exhaussements qui leur sont liés soient autorisées.</p> <p>Souhait de précisions au sein des articles 2 et 3 et d'une hauteur non réglementée par une ligne existante.</p> <p>Souhait de déclassement du couloir de l'espace boisé classé traversé par les divers ouvrages.</p>	<p>modification simplifiée.</p> <p>Ces éléments seront pris en compte dans le cadre d'une procédure ultérieure.</p>	<p>services de RTE avant le lancement d'une procédure ultérieure.</p>
02/05/19	<p>DDTM</p> <p>La DDTM rappelle que le SCOT identifie le secteur « Lebre » en site à haute performance urbaine avec un programme de 100 logements (page 63 du DOG – Partie objectifs et principes de l'habitat). « La notice de présentation devra préciser la manière dont le nouveau projet répond toujours aux objectifs fixés par le SCOT sur la partie Nord de « l'Ilôt Lèbre » en matière d'habitat. Le contenu de l'étude EPFR, mentionnée en page 6 du document 1E du PLU en vigueur, permettra d'alimenter cette démonstration.</p>	<p>Le projet n'impacte qu'une partie du périmètre. Le Site à Haute Performante Urbaine prévu dans le cadre du SCOT n'est donc pas remis en cause.</p>	<p>Le PAPA ne sera pas entièrement supprimé ; il sera maintenu sur la partie de la parcelle qui n'est pas concernée par le projet (5741m2) et reste réservée à la construction de logements.</p>
02/05/19	<p>DDTM</p> <p>« Il conviendra de rectifier le tableau concernant les superstructures : L'absence d'une numérotation des différents emplacements réservés a pour effet de ne pas pouvoir localiser leur situation et leur emprise sur les plans de zonages. Le terme « ER nouveau » est attribué à des emplacements réservés déjà actés au PLU approuvé en 2016. »</p>	<p>La liste sera mise à jour en fonction de la demande de la DDTM et en concordance avec le zonage existant.</p>	<p>La commune fournira au Conseil de Territoire la liste mise à jour et corrigée : ER numérotés avec indication de la planche correspondante.</p>
02/05/19	Chambre d'Agriculture	RAS	RAS

	Avis favorable		
03/05/19	<p>Agence Régionale de la Santé</p> <p>Avis avec observations.</p> <p>L'ARS indique que devra être précisé au sein du règlement de la zone UC, « Dans le cadre de la lutte anti-vectorielle relative aux moustiques : - Les toitures et toitures-terrasses devront présenter une pente minimale de 5% garantissant l'évacuation des eaux pluviales vers le réseau ou la pleine terre (espaces verts) afin de ne pas favoriser la stagnation des eaux pluviales. La nature des matériaux utilisés doit limiter la stagnation et rendre l'entretien possible. Les équipements installés ne doivent pas s'opposer à l'écoulement de l'eau.</p>	<p>La pente minimale de 5% est déjà requise au sein du règlement de la zone UC du PLU. Les autres éléments pourront être pris en compte lors d'une procédure ultérieure prenant en compte une mise à jour réglementaire.</p>	<p>La commune est d'accord avec la proposition du Conseil du Territoire.</p>
03/05/19 (suite)	<p>Agence Régionale de la Santé</p> <p>L'ARS demande à ce que le règlement du PLU prenne en compte les recommandations de l'ANSES (Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail) dans son rapport d'expertise de janvier 2014 intitulé état des connaissances sur l'impact sanitaire lié à l'exposition de la population générale aux pollens présents dans l'air ambiant » ainsi que celles du Réseau National de Surveillance Aérobiologique. Il propose ainsi de mentionner dans les articles du règlement relatifs aux espaces boisés et espaces verts que « toute plantation devra préférer la plantation d'essences végétales régionales / locales variées et d'éviter de planter des espèces exogènes, envahissantes ou allergisantes. »</p>	<p>Cette demande n'est pas l'objet de la présente modification. Ces recommandations pourront être prises en compte dans le cadre d'une procédure ultérieure.</p>	<p>La commune est d'accord avec la proposition du Conseil du Territoire.</p>
06/05/19	<p>Région PACA</p> <p>Pas d'avis formulé.</p>	RAS	RAS
06/05/19	<p>UDAP 13</p> <p>Avis défavorable avec observations « en l'état d'insuffisance du dossier ». Il est envisagé la suppression de la protection patrimoniale au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. Or, « une compensation partielle est envisagée avec récupération d'éléments</p>	<p>RAS</p> <p>Le PAPA sera conservé sur la partie qui ne concerne pas le projet afin de maintenir les éléments patrimoniaux à préserver.</p>	<p>La commune est d'accord avec la proposition du Conseil du Territoire.</p> <p>Les éléments patrimoniaux</p>

	<p>mobiliers. Cet unique élément est insuffisant pour apprécier du point de vue patrimonial la portée des opérations prévues. Il est aussi bien regrettable d'agir comme si le patrimoine local n'est protégé que sous réserve de l'inexistence d'une opération de construction.</p>		<p>mobiliers à protéger seront déplacés pour être conservés. Un seul élément bâti ne pourra pas être conservé.</p>
06/05/19	<p>L'UDAP émet le souhait « de mettre à niveau le PLU en établissant une liste de tous les éléments protégés, qui comporte à minima, pour chacun l'adresse, les caractéristiques à protéger et le descriptif de l'état actuel (une ou plusieurs photographies).</p> <p>S'agissant des emplacements réservés, « la modification du PLU porte sur la création d'emplacements réservés, sans que l'emprise et la localisation de ceux-ci soient fournis. »</p>	<p>Cette liste sera ajoutée lors d'une procédure ultérieure.</p> <p>Il ne s'agit de création d'emplacements réservés mais d'une simple mise à jour de la liste en concordance avec les documents graphiques.</p>	<p>La commune fournira cette liste au Conseil de Territoire.</p> <p>Il s'agit d'un toilettage de la liste pour tenir compte des décisions du conseil municipal intervenues depuis 2016 concernant la suppression ou la réduction de certains ER, ainsi que la correction d'erreurs matérielles (ER maintenus sur les planches mais supprimés à tort sur la liste).</p>
15/05/19	<p>INAO</p> <p>Avis sans observation</p>	RAS	RAS
16/05/19	<p>Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire – Direction Générale de l'Aviation Civile</p> <p>Avis sans observation</p>	RAS	RAS

Eu égard à la nature des avis des Personnes Publiques Associées qui se sont prononcées sur le dossier, et aux deux observations du public, un bilan favorable de la mise à disposition du dossier au public peut être tiré.

En conséquence, il y a lieu de procéder à des adaptations mineures du projet de modification simplifiée du PLU.

Madame la Présidente précise la nature des modifications apportées au projet de modification simplifiée de Plan Local d'Urbanisme :

- Le projet n'impacte qu'une partie du périmètre. Le Site à Haute Performante Urbaine prévu dans le cadre du SCOT n'est donc pas remis en cause. Le « PAPA » est maintenu sur une partie de la parcelle concernée.
- La liste des Emplacements Réservés est réactualisée. La note de présentation est étoffée en motivant la suppression ou la réduction de ces Emplacements Réservés.
- Les modifications concernent également la correction d'erreurs matérielles au sein des Emplacements Réservés identifiées par la commune au sein des documents graphiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences

du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune de Salon-de-Provence en date du 13 décembre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon-de-Provence et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Salon-de-Provence ;
- L'arrêté n°19/083/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 3 avril 2019 engageant la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;
- L'arrêté n°04/19 du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 4 avril 2019 précisant les modalités de mise à disposition du public telles que définies par délibération du projet de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées ;
- La délibération du Conseil Municipal du 12 septembre 2019 formulant un avis favorable sur le Projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Salon-de-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire en date du 21 octobre 2019 formulant un avis favorable sur le projet de délibération présentant le bilan de la mise à disposition du public et d'approbation de la procédure de modification simplifiée n° 2 de la commune de Salon-de-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée ;
- Les modifications apportées au projet de modification simplifiée suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnés ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon-de-Provence, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Est précisé que la délibération approuvant la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Salon-de-Provence :

- a) sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Salon-de-Provence,
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-7123/19/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins
- Engagement de la procédure de modification simplifiée n°2
MET 19/12359/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Alleins a été approuvé le 20 décembre 2016. Il a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée. Cette procédure concernait la correction d'erreurs matérielles incluses dans le règlement et au sein de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°3 « L'entrée de ville Est », la clarification des dispositions du règlement afin de faciliter la bonne application du droit des sols, et l'intégration d'Arrêtés Préfectoraux du 21 juillet 2017 relatifs au captage Saint Sauveur. Cette dernière a été approuvée par délibération du Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018.

Par courrier du maire de la commune d'Alleins du 15 juillet 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de modifier des Orientations d'Aménagement et de Programmation, de mettre à jour la liste des Emplacements Réservés, de modifier les planches graphiques et le règlement du PLU notamment modifier l'article 11 de chaque zonage en dehors de la zone UA pour une harmonisation des dispositions en matière d'aspect extérieur et l'article A7 concernant les marges de recul.

Il s'agit notamment de :

- Modifier les accès à créer concernant l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°2 « Zone d'activités de la Ferrage » et l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°3 « Entrée de ville Est » ;
- Modifier les emplacements réservés n°10 et n°21 ;
- Supprimer les emplacements réservés n°14, n°16, n°34, n°39, n°40 et n°42 ;
- Modifier la planche « secteurs protégés » conformément à l'existant ;

- Modifier les articles 11 de chaque zonage du règlement du PLU en dehors de la zone UA du PLU pour une harmonisation des dispositions en matière d'aspect extérieur et l'article A7 en imposant des marges de recul pour les serres.

Ces adaptations du PLU envisagées et codifiées à l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de Monsieur Le Maire de la commune d'Alleins en date du 15 juillet 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU d'Alleins ;

- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune d'Alleins et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Alleins en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Commune d'Alleins a sollicité le Conseil de Territoire par courrier en date du 15 juillet 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du PLU afin de modifier des Orientations d'Aménagement et de Programmation, de mettre à jour la liste des Emplacements Réservés, de modifier les planches graphiques et le règlement du PLU, notamment modifier l'article 11 en dehors de la zone UA pour une harmonisation des dispositions en matière d'aspect extérieur et l'article A7 concernant les marges de recul ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Alleins.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-7124/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers - Bilan de la mise à disposition du dossier au public - Approbation de la modification simplifiée n°7

MET 19/12360/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre 17du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par courrier en date du 14 janvier 2019, Monsieur Le Maire de la commune de La Fare les Oliviers a saisi le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la modification simplifiée n°7 du PLU.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de :

- Réactualiser la liste des emplacements réservés ;
- Corriger des erreurs matérielles et notamment l'impossibilité de construire des bâtiments nécessaires aux exploitations agricoles en zone agricole ;
- Mettre à jour le règlement.

La procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare Les Oliviers permet de corriger des erreurs matérielles présentes au sein du règlement. Il s'agit notamment de permettre l'autorisation de constructions et installations

nécessaires à l'activité agricole au sein de la zone agricole. Elle permet de réactualiser la liste des emplacements réservés en supprimant notamment des emplacements réservés qui n'ont plus lieu d'être.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont les suivantes :

- Règlement
- Zonage Centre
- Zonage Est
- Zonage Sud
- Liste des Emplacements Réservés

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme et notamment son article L153-45.

Par délibération du 18 mars 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de cette modification simplifiée, et a défini les modalités de mise à disposition du public.

De ce fait, par délibération du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers. Par arrêté n°19/100/CM du 3 mai 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification simplifiée n°7 du PLU de la Commune de La Fare les Oliviers.

Par arrêté n°06/19 du 9 mai 2019, le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a précisé les modalités de la mise à disposition du public telles qu'elles avaient été définies par délibération.

Le dossier de modification simplifiée n°7 a été transmis pour avis aux personnes publiques associées le 17 mai 2019. Celui-ci a été ensuite mis à disposition du public en Commune de La Fare les Oliviers et au sein de la Direction Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 4 juin au 4 juillet 2019.

Bilan de la mise à disposition du public :

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant une partie administrative (actes officiels et publicités) une note de présentation, le zonage, le projet de règlement, la liste des Emplacements Réservés, les avis des Personnes Publiques Associées et un registre d'observations.
- Le dossier a été également consultable sur les sites internet de la commune de La Fare Les Oliviers et du Conseil de Territoire du Pays Salonais durant la même période.

- Un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » le 23 mai 2019.

A l'issue de la mise à disposition, un courrier de la commune a été porté au registre. Celui-ci en date du 21 mai dernier sollicite le Conseil de Territoire afin de procéder à la correction d'erreurs matérielles. En effet, « des erreurs matérielles de retranscription de plans ont été relevées sur les documents graphiques. (...) Il a été notamment relevé que :

- La zone 1AUEc a été transformée en zone N,

- Un arbre isolé à préserver a été oublié, ainsi que des talwegs,
- Une haie à préserver a été ajoutée,
- Le fond de carte est à compléter et à affiner. »

Aucune observation du public n'a été relevée.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux Personnes Publiques Associées par courrier le 17 mai 2019. Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Organisme	Avis / Réponse
Commune de Berre L'Etang (29/05/2019)	Avis sans observations.
Région PACA (03/06/2019)	Avis sans observations.

Eu égard à la nature des avis des Personnes Publiques Associées qui se sont prononcées sur le dossier, et à la demande de la commune, un bilan favorable de la mise à disposition du dossier au public peut être tiré.

En conséquence, il y a lieu de procéder à des adaptations mineures du projet de modification simplifiée du PLU.

Madame la Présidente précise la nature des modifications apportées au projet de modification simplifiée de Plan Local d'Urbanisme suite aux observations formulées par la commune.

Les modifications concernent donc la correction des erreurs matérielles identifiées par la commune au sein des documents graphiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la Commune de La Fare les Oliviers du 14 janvier 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 18 mars 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de La Fare les Oliviers ;
- L'arrêté n°19/100/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 3 mai 2019 engageant la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare les Oliviers ;
- L'arrêté n°06/19 du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 9 mai 2019 précisant les modalités de mise à disposition du public telles que définies par délibération du projet de modification simplifiée n° 7 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées ;
- La délibération du Conseil Municipal du 17 octobre 2019 donnant un avis favorable sur le Projet de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de La Fare les Oliviers ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 21 octobre 2019 donnant un avis favorable sur le projet de délibération présentant le bilan de la mise à disposition du public et d'approbation de la procédure de modification simplifiée n° 7 de la commune de La Fare Les Oliviers ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée ;
- Les modifications apportées au projet de modification simplifiée suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare les Oliviers, telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Est précisé que la délibération approuvant la modification simplifiée n°7 du PLU de la commune de La Fare les Oliviers :

- a) sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de La Fare les Oliviers,
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais à l'opération 2018301700 – compte 4581183017 - fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-7125/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne - Approbation de la modification n°2 MET 19/12419/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Par ailleurs et à compter du 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols (POS)) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Conformément à cette délibération cadre, le conseil municipal de la ville d'Aubagne a sollicité de la part du Conseil de Territoire, l'engagement d'une modification n°2 du PLU par une délibération en date du 13 mars 2018.

La commune d'Aubagne a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 22 novembre 2016. Ce PLU a fait l'objet d'une modification n°1 approuvée le 13 décembre 2017.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ainsi que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence ont tous deux délibérés respectivement en date du 19 mars 2018 et 22 mars 2018 afin que la Présidente de la Métropole engage la modification n°2 du PLU d'Aubagne.

Par arrêté n°19/006-CM en date du 29 janvier 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°2 du PLU d'Aubagne.

Cette procédure de modification a été engagée afin de permettre l'accompagnement de divers projets, notamment en précisant certaines dispositions réglementaires et en adaptant les documents graphiques.

Les principales modifications ont porté sur le règlement écrit de la zone UE et UD, afin d'assurer une meilleure compréhension et application de la règle.

Le règlement de la zone UE a été adapté afin d'y intégrer une mise à jour des destinations autorisées dans les zones d'activité, notamment afin de limiter l'implantation de commerces.

Le règlement de la zone UD a également été adapté afin de permettre le développement de nouvelles formes de densité dans le tissu pavillonnaire concerné.

Enfin, la liste des emplacements réservés a été mise à jour suite à plusieurs renoncements des bénéficiaires.

Les pièces du PLU qui ont fait l'objet de modifications sont :

- Le règlement écrit ;
- Le plan de zonage (Planche graphique, règlement graphique incendie, règlement graphique inondation) ;
- L'annexe relative à la liste des Emplacements Réservés (ER).

Les adaptations apportées entrent dans le champ d'application de la procédure de modification de droit commun, conformément aux dispositions de l'article L. 153-41 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

Le dossier a été transmis à l'ensemble des Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) le 6

juin 2019, conformément aux dispositions de l'article L. 153.40 du Code de l'Urbanisme.

Le Commissaire-Enquêteur a été désigné par la décision n°E19000020/13 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille le 7 février 2019. La Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a acté l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique par un arrêté n°2019-02/CT4 le 29 mai 2019.

L'enquête s'est déroulée du mercredi 19 juin 2019 au vendredi 19 juillet 2019, soit pendant 31 jours consécutifs.

L'ensemble des mesures de publicité a été accompli : L'arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique a fait l'objet d'un affichage pendant 1 mois au siège du Conseil de Territoire ainsi qu'en mairie d'Aubagne.

L'avis d'enquête publique a fait l'objet :

-d'une insertion presse dans deux journaux du Département des Bouches-du-Rhône à J-15, soit les 3 et 4 juin 2019, ainsi qu'à J+8 soit le 25 juin 2019.

-d'une parution sur les sites Internet du Conseil de Territoire et de la commune.

-d'un affichage :

- En mairie annexe de la commune d'Aubagne : Rue de la Liberté - Aubagne
- Au service urbanisme de la commune: 180, Traverse de la Vallée – Aubagne
- Au siège du Conseil de Territoire : 932 Avenue de la Fleuride – Aubagne
- Sur les lieux concernés par la modification du PLU

Le dossier d'enquête publique comprenait :

- 1) Dossier des pièces administratives,
- 2) Note de présentation au titre de l'article R123-8 du Code de l'Urbanisme,
- 3) Rapport de présentation,
- 4) Projet de règlement écrit :
 - Dispositions générales,
 - Règlement zone UD,
 - Règlement zone UE,
 - Lexique.
- 5) Annexe 1 – Liste des Emplacements réservés pour infrastructures et hyperstructures,
- 6) Projet de règlement graphique :
 - Planche de zonage,
 - Règlement graphique incendie,
 - Règlement graphique inondation.
- 7) Avis des Personnes Publiques Associées (PPA) annexés.

Le dossier était consultable auprès du service urbanisme de la commune d'Aubagne : 180, Traverse de la Vallée à Aubagne et au service planification urbaine du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 932, avenue de la Fleuride à Aubagne.

Il était également disponible par voie dématérialisée, sur le site internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ainsi que sur la page dédiée du registre d'enquête numérique.

Durant cette enquête, **10** observations ont été émises : **8** sur le registre électronique et **2** sur le registre papier au commissaire enquêteur lors de ses permanences.

L'enquête publique a permis à la population de prendre connaissance du projet de modification du PLU de façon approfondie ainsi que des avis des PPA, recueillis.

Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur sont parvenus à la collectivité le 23 août 2019. Le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne.

Il formule deux réserves à cet avis :

- Justifier la suppression des ERi5 et ERi11 en précisant/confirmant au rapport de présentation la raison de leur suppression totale (le cas échéant, l'abandon des projets pour lesquels ils avaient été instaurés).

- Au règlement écrit, rédiger l'introduction (« chapeau ») de la zone UD tel que s'est engagé à le faire le conseil de territoire en réponse à l'observation de la DDTM13.

Afin de tenir compte du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, 2 modifications sont apportées au dossier d'enquête publique :

- Règlement écrit : le chapeau introductif de la zone UD est rédigé comme suit : La zone UD est consacrée aux quartiers d'habitat pavillonnaire et privilégie l'habitat individuel. Néanmoins, les zones UD1, UD2, UD2a, UD3, UD4 admettent des densités différentes et peuvent accueillir des projets d'habitation de formes diverses.
- Rapport de présentation : des compléments sont apportés aux pages 24 et 26, comme suit : - pour l'ER 5 : En effet, après un nouvel examen suite à cette mise en demeure d'acquiescer, la commune ne souhaite pas mettre en œuvre la réalisation d'une voie de liaison. Suite à ces conclusions, ce projet est abandonné. En conséquence, la commune n'ayant aucun projet nécessitant la constitution d'une réserve foncière sur ces parcelles ne souhaite pas procéder à ces acquisitions.
- pour l'ERi 11 : En effet, le projet d'un éventuel échangeur ne sera pas mis en œuvre. Cet aménagement global du système d'échange de l'autoroute n'est plus d'actualité. En conséquence, ESCOTA n'ayant aucun projet nécessitant la

constitution d'une réserve foncière sur ces parcelles ne souhaite pas procéder à ces acquisitions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération n°HN 129-260/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation des compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (PLU et POS) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté n°18/197-CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 4 octobre 2018, portant délégation de fonction à Madame Sylvia Barthélémy, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en matière de Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du conseil municipal d'Aubagne en date du 16 mars 2018 saisissant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;

- La délibération n°CT4/190318/7 du 19 mars 2018 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile saisissant le Conseil de Métropole afin qu'il engage la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°004-3638/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de Métropole saisissant la Présidente de la Métropole afin qu'elle engage la procédure de modification n° 2 du PLU d'Aubagne ;
- L'arrêté n°19/006/CM du 29 janvier 2019 de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune d'Aubagne ;
- La décision n°E19000020/13 du 7 février 2019 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Madame COAT, en qualité de commissaire-enquêteur pour conduire l'enquête publique conjointe relative à la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne ;
- L'arrêté de la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile actant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à la modification n° 2 du PLU de la commune d'Aubagne ;
- Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ;
- Le projet de modification n°2 du PLU de la commune d'Aubagne à approuver ;
- L'avis émis par le conseil municipal de la commune d'Aubagne relatif au projet de modification n° 2 à approuver ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 23 août 2019 ;
- Les réserves formulées justifiant la modification du dossier tel que présenté à l'enquête publique pour approbation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dossier de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne, tel qu'annexé à la présente ;

Article 2:

La présente délibération fera l'objet :

- D'une transmission à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, Préfet des Bouches-du-Rhône,
- D'une notification à Monsieur le Maire de la commune d'Aubagne,
- Des mesures de publicité prévues aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir, un affichage pendant un mois au siège de la Métropole, au siège du Conseil Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 932 Avenue de la Fleuride, Z.I. Les Paluds – 13400 AUBAGNE et à la mairie d'Aubagne,
- Une mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-7126/19/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne - Approbation de la modification n°3 MET 19/12420/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Par ailleurs et à compter du 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols (POS)) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Conformément à cette délibération cadre, le conseil municipal de la ville a sollicité de la part du Conseil de Territoire, l'engagement d'une modification n°3 du PLU par une délibération du 13 mars 2018.

La commune d'Aubagne a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 22 novembre 2016. Ce PLU a fait l'objet d'une modification n°1 approuvée le 13 décembre 2017.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ainsi que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence ont tous deux délibéré respectivement du 19 mars 2018 et 22 mars 2018 afin que la Présidente de la Métropole engage la modification n°3 du PLU d'Aubagne.

Par arrêté n°19/007-CM du 29 janvier 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°3 du PLU d'Aubagne.

Cette procédure de modification ayant pour objet l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUE dit de « Camp de Sarlier », dans l'optique de l'implantation d'un nouveau parc d'activité à vocation tertiaire, doté d'une approche qualitative sur les aspects environnementaux, a nécessité conformément à l'article 153-38 du Code de l'Urbanisme, qu'une délibération soit prise afin de justifier l'ouverture à l'urbanisation de cette zone. Elle a été adoptée par le Conseil de Métropole le 10 décembre 2018.

Conformément à l'article R122-17 du Code de l'Environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi le 5 septembre 2018, sous le n°CU-2018-001995 la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour un examen au cas par cas du projet de modification n°3 du PLU de la commune d'Aubagne. Selon leur décision, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Les pièces du PLU qui ont fait l'objet de modifications sont :

- L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) existante sur le secteur ;
- Le règlement écrit ;
- Le plan de zonage (planche graphique, règlement graphique incendie, règlement graphique inondation) ;
- L'annexe relative à la liste des Emplacements Réservés (ER).

Les adaptations apportées entrent dans le champ d'application de la procédure de modification de droit commun, conformément aux dispositions de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- 14) Projet de règlement graphique :
 - Planche de zonage,
 - Règlement graphique incendie,
 - Règlement graphique inondation.

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L.131-9 du présent Code.

Le dossier a été transmis à l'ensemble des Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) le 6 juin 2019, conformément aux dispositions de l'article L. 153.40 du Code de l'Urbanisme.

Le Commissaire-Enquêteur a été désigné par la décision n°E1900019/13 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille le 7 février 2019. La Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a acté l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique par un arrêté n°2019-02/CT4 du 29 mai 2019.

L'enquête s'est déroulée du mercredi 19 juin 2019 au vendredi 19 juillet 2019, soit pendant 31 jours consécutifs.

L'ensemble des mesures de publicité a été accompli : L'arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique a fait l'objet d'un affichage pendant 1 mois au siège du Conseil de Territoire ainsi qu'en mairie d'Aubagne.

L'avis d'enquête publique a fait l'objet :

-d'une insertion presse dans deux journaux du Département des Bouches-du-Rhône à J-15, soit les 3 et 4 juin 2019, ainsi qu'à J+8 soit le 25 juin 2019.

-d'une parution sur les sites Internet du Conseil de Territoire et de la commune.

-d'un affichage :

- En mairie annexe de la commune d'Aubagne : Rue de la Liberté - Aubagne
- Au service urbanisme de la commune: 180, Traverse de la Vallée – Aubagne
- Au siège du Conseil de Territoire : 932 Avenue de la Fleuride – Aubagne
- Sur les lieux concernés par la modification du PLU

Le dossier d'enquête publique comprenait :

- 8) Dossier des pièces administratives,
- 9) Note de présentation au titre de l'article R123-8 du Code de l'Urbanisme,
- 10) Rapport de présentation,
- 11) Projet de règlement écrit :
 - Dispositions générales,
 - Règlement zone UE.
- 12) Annexe 1 – Liste des Emplacements réservés pour infrastructures et hyperstructures,
- 13) Orientation d'Aménagement et d'Orientations (OAP),

15) Avis des Personnes Publiques Associées (PPA) annexés.

Le dossier était consultable auprès du service urbanisme de la commune d'Aubagne : 180, Traverse de la Vallée à Aubagne et au service planification urbaine du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 932, avenue de la Fleuride à Aubagne.

Il était également disponible par voie dématérialisée, sur le site internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ainsi que sur la page dédiée du registre d'enquête numérique.

Durant cette enquête, **18** observations ont été émises : **8** sur le registre électronique, **5** sur le registre papier et **5** à l'oral au commissaire enquêteur lors de ses permanences.

L'enquête publique a permis à la population de prendre connaissance du projet de modification du PLU de façon approfondie ainsi que des avis des Personnes Publiques Associées, recueillis.

Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur sont parvenus à la collectivité le 23 août 2019. Le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne

Il formule une réserve à cet avis : « Sous réserve du maintien de la formulation actuelle de l'Art 7.3. du règlement de la zone UE (implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) ».

Afin de tenir compte de la réserve formulée par la commissaire enquêteur il est précisé que l'article 7.3 du règlement écrit de la zone UE est maintenu dans la rédaction initiale tel que présenté au dossier d'enquête publique.

Suite à des observations lors de l'enquête publique, il a été relevé une incohérence entre le tableau des surfaces reportées dans le tableau des Emplacements Réservés et la planche graphique du dossier sont apportés les modifications suivantes concernant les emprises surfaciques :

N°	DESCRIPTIF	LARGEUR (m)	SUPERFICIE (m2)	BENEFICIAIRE
ERi 265	Aménagement de la voirie Parc d'Activités Sarlier		9311	Métropole AMP
ERs 266	Aménagement d'une noue paysagère Parc d'Activités Sarlier		1608	Métropole AMP
ERs 267	Aménagement des berges et du Parc Urbain Parc d'Activités Sarlier		11853	Métropole AMP
ERi 268	Aménagement d'un espace vert et d'une aire de stationnement poids-lourds, sur le Parc d'Activités Sarlier		832	Métropole AMP

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération n°HN 129-260/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation des compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (PLU et POS) entre le Conseil de la

- Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- L'arrêté n°18/197-CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 4 octobre 2018, portant délégation de fonction à Madame Sylvia BARTHELEMY, Vice-Présidente de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en matière de Plan Local d'Urbanisme ;
 - La délibération du conseil municipal d'Aubagne en date du 13 mars 2018 saisissant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;
 - La délibération n°CT4/190318/7 en date du 19 mars 2018 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile saisissant le Conseil de Métropole afin qu'il engage la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;
 - La délibération n°004-3638/18/CM en date du 22 mars 2018 du Conseil de Métropole saisissant la Présidente de la Métropole afin qu'elle engage la procédure de modification n° 3 du PLU d'Aubagne ;
 - La délibération n°2018/93 en date 10 décembre 2018, justifiant de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUE dite de « Camp de Sarlier » ;
 - La décision n°CU-2018-001995 de la Mission régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) en date du 22 octobre 2018, qui décide que le projet de modification n°3 du PLU de la commune d'Aubagne n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
 - L'arrêté n°19/007/CM en date du 29 janvier 2019 de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'engagement de la procédure de modification n°3 du PLU de la commune d'Aubagne ;
 - La décision n°E19000019/13 du 7 février 2019 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Madame COAT, en qualité de commissaire-enquêteur pour conduire l'enquête publique conjointe relative à la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne ;
 - L'arrêté de la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile actant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à la modification n° 3 du PLU de la commune d'Aubagne ;
 - Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ;
 - Le projet de modification n°3 du PLU de la commune d'Aubagne à approuver ;

- L'avis émis par le conseil municipal de la commune d'Aubagne relatif au projet de modification n° 3 à approuver ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable rendu par le commissaire enquêteur le 23 août 2019 ;
- Que le dossier d'approbation n'apporte pas de modifications au dossier tel que présenté lors de l'enquête publique ;
- Rectification des erreurs matérielles suivantes : des ERi 265, ERi 266, ERi 267 et ERi.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dossier de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne, tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet :

- D'une transmission à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, Préfet des Bouches-du-Rhône,
- D'une notification à Monsieur le Maire de la commune d'Aubagne,
- Des mesures de publicité prévues aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :
 - Affichage pendant un mois au siège de la Métropole, au siège du Conseil Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 932 Avenue de la Fleuride, Z.I. Les Paluds – 13400 AUBAGNE et à la mairie d'Aubagne,
 - Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-7127/19/CM

**■ Approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de la Penne-sur-Huveaune
MET 19/12425/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole s'est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Par délibération du 27 novembre 2015, le Conseil municipal de la commune de La Penne-sur-Huveaune a décidé d'engager la révision générale de son Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et a également fixé les modalités de la concertation publique.

Par délibération du 4 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de La Penne-sur-Huveaune a donné son accord à la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de révision du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme à compter du 1er janvier 2018.

Cette procédure de révision s'intègre dans le cadre des évolutions législatives des lois du 12 juillet 2010 dite Grenelle 2 et Alur n° 2014-366 du 24 mars 2014 notamment, qui sont venues modifier le Code de l'Urbanisme.

Les modifications portent notamment sur la prise en compte de l'environnement, la suppression des règles portant sur la taille des terrains et les coefficients d'emprise au sol afin de favoriser la densification, la modification des pièces composant les Plan Locaux d'Urbanisme comme le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)...

La révision du POS de La Penne-sur-Huveaune valant élaboration du PLU a été prescrite afin d'intégrer ces nouvelles obligations et de permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- Répondre aux objectifs édictés par les nouvelles dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme,
- Mettre en compatibilité le document d'urbanisme de la commune avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) établi par la Communauté

d' Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à laquelle la Commune adhère,

- Disposer d'un document de planification reflétant un projet d'aménagement communal cohérent et ambitieux, fixant des orientations stratégiques.

Depuis la mise en révision, un ensemble d'études, de concertation avec la population, d'association, de consultation, d'échanges et de débats sur les options d'urbanisme de la commune ont permis d'aboutir à la définition progressive du diagnostic territorial et du PADD, et ainsi qu'à la mise en forme des pièces composant le PLU.

Le PADD qui a été présenté aux Personnes Publiques Associées (PPA) lors de la réunion du 7 novembre 2017 et mis au débat par délibération n° 4 du Conseil municipal du 21 décembre 2017, définit les grands axes suivants du futur PLU :

- Un environnement valorisé, des risques pris en compte, une qualité de vie attractive pour tous;
- Une attractivité retrouvée, une offre en logements diversifiée, des équipements adaptés;
- Les grands équilibres du territoire et les secteurs de projets.

L'état des lieux et le diagnostic faisant apparaître les enjeux et les objectifs de développement de la Ville ont été présentés à la population dans le cadre d'une réunion publique qui s'est déroulée le 16 novembre 2017 à l'Hôtel de Ville avec près de 50 participants.

Les OAP, le zonage et le règlement ont été présentés aux PPA lors de la réunion du 3 juillet 2018 et à la population lors de la seconde réunion publique qui s'est déroulée le 22 février 2018 à l'hôtel de Ville et le 14 juin 2018 au centre de loisirs « la Farandole ».

Les PPA ont été réunies plusieurs fois tout au long de la procédure.

L'accomplissement de ces travaux a permis d'approuver l'arrêt de projet du PLU par une délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 003-5134/18/CM en date du 13 décembre 2018 et après avis favorable du Conseil municipal du 31 octobre 2018. Le bilan de la concertation a également été tiré à cette étape de la procédure.

Au titre de l'article R104-9 du Code de l'Urbanisme : la commune se situe en partie au sein d'un site Natura 2000, l'élaboration du PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale.

La commune a choisi de réaliser une évaluation environnementale pour l'élaboration de son PLU dans l'objectif d'une prise en compte de l'environnement dans son plan d'aménagement et de développement durable et dans les orientations de programmation et

d'aménagement, ainsi que dans son zonage et règlement du plan.

La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a été consultée le 22 mars 2019 afin d'examiner le dossier avant enquête publique. Elle a exprimé un avis favorable au projet assorti des réserves suivantes :

- Supprimer l'urbanisation du secteur de la carrière Cassar, classer le secteur en zonage N2,
- Dans le secteur N2 limiter à une seule annexe hors piscine les annexes aux bâtiments d'habitation.

Le projet du PLU arrêté a été notifié par courrier du 20 décembre 2018 aux PPA et aux organismes qui ont demandé à être consultés au titre de l'article L. 153-16 et suivants du Code de l'Urbanisme qui ont fait part de leur observations.

L'enquête publique a été organisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence – service « Planification Urbaine » du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. La Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à l'élaboration du PLU de la commune. L'arrêté n° 2019-1/CT4 a fait l'objet des publications réglementaires prévues par le Code de l'Environnement.

Le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné, par décision n° E19000018/13 du 08 février 2018, Madame Brigitte CHAROYAN, expert évaluateur immobilier et commercial, en qualité de Commissaire Enquêteur, par arrêté n° 2019-1/CT4 du 08 avril 2019.

L'enquête publique s'est déroulée du 23 avril 2019 au 29 mai 2019, dans les locaux du Service Urbanisme de la mairie de La Penne-sur-Huveaune, 14 boulevard de la Gare et dans les locaux du service Planification

Urbaine du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, 932 avenue de la Fleuride – Z.I des Paluds à Aubagne.

Durant cette enquête, **12** observations ont été émises : **9** sur le registre électronique et **3** par courriers remis en mains propres au commissaire enquêteur lors de ses permanences.

L'enquête publique a permis à la population de La Penne-sur-Huveaune de prendre connaissance du projet de PLU de façon approfondie ainsi que des avis des PPA, recueillis lorsque le projet de PLU arrêté leur a été notifié.

Le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur sont parvenus à la collectivité le 4 juillet 2019. Ils font état d'un avis favorable assorti de 2 recommandations sans restriction à l'avis favorable, au regard des avis du public et des PPA formulés au cours de l'enquête publique. Le commissaire enquêteur souhaite que quelques points soient reconsidérés sans remettre en cause ses orientations générales, ce qu'a entendu le maître d'ouvrage sur certains points listés ci-dessous.

Prise en compte des avis des personnes publiques associées et des organismes qui ont demandé à être consultés ainsi que les observations des administrés :

Les avis des PPA et des organismes qui ont demandé à être consultés, recueillis lorsque le projet de PLU arrêté leur a été notifié, ont été joints au dossier soumis à l'enquête publique.

Sont reportés ci-dessous, les éléments de réponses apportés par la collectivité au commissaire enquêteur, ainsi que les évolutions proposées en vue de la présente approbation.

RETOUR SUR L'ENQUETE PUBLIQUE PROJET PLU DE LA COMMUNE DE LA PENNE-SUR-HUVEAUNE

PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Avis de l'Etat - Courrier le 10/04/19
AVIS FAVORABLE

Réserve 1 :

Etude hydrologique et hydraulique à effectuer concernant l'aléa inondation (hors PPRI). En l'attente les zones de l'OAP Cassar et la zone de confluence avec enveloppe inondable PPRI doivent être rendues inconstructibles. La construction d'ERP sensibles ou stratégiques doit être interdite.

Réponse 1 : le PLU a traduit une étude hydro-géomorphologique au sein du règlement. Concernant le secteur Cassar, une étude fine de modélisation devra être faite par le porteur de projet. Il s'agit de foncier communal maîtrisé. La zone AU1 dite ouverte sera à basculer en AU2 dite fermée, l'urbanisation sera ainsi conditionnée à une future évolution du PLU et un traitement du risque pris en compte dans ce cadre. Les ERP seront interdits dans ce secteur.

Décision 1 : Passage de AU1 à AU2 du secteur Cassar (zonage, rapport de présentation).

Modification du règlement sur interdiction des ERP sur le secteur Cassar.
<p><u>Réserve 2</u></p> <p><i>La disposition de la règle alternative à l'article 13-b autorisant l'assainissement par un dispositif autonome sur les terrains difficilement raccordable ne doit pas être dans le PLU (cette règle risque d'être plus permissive que le principe de dérogation prévu par la loi qui requiert une étude au cas par cas)</i></p> <p>Réponse 2 : La règle alternative autorisant l'assainissement autonome sur les terrains difficilement raccordables permet de répondre à certaines demandes très ponctuelles et représentent une part infime de parcelles au sein de la zone urbaine. Le PLU sera modifié afin d'appliquer cette disposition uniquement pour les extensions de bâtiments existants et les reconstructions à l'identique (ne s'applique pas aux nouvelles constructions)</p> <p>Décision 2 : Modification du règlement (assainissement autonome possible pour les extensions et les reconstructions)</p>
<p><u>Réserve 3</u></p> <p><i>Concernant le PAC feu de forêt il faudra indiquer que les projets admis devront remplir les conditions requises par les annexes A et B ; et supprimer la mention selon laquelle les terrains soumis à prescriptions sont ceux impactés sur au moins la moitié de leur surface par le risque.</i></p> <p>Réponse 3 - Le PLU sera modifié sur cette thématique du risque incendie afin d'exclure les parcelles impactées à moins de 10% par les prescriptions du risque incendie</p> <p>Décision 3 - Modification du règlement sur le risque incendie, les dispositions ne s'appliquent pas aux parcelles impactées à moins de 10% par le risque incendie.</p>
<p>AVIS ARS - Courrier du 28/02/19</p> <p>AVIS DÉFAVORABLE</p>
<p><u>Réserve 1</u></p> <p><i>-insuffisance et ancienneté des annexes sanitaires</i></p> <p><i>-absence de carte de zonage de l'assainissement, de carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et de notice explicative de ce zonage</i></p> <p><i>-prescriptions du règlement en matière desserte par le réseau d'assainissement dans les zones UB, UC, UD, UE, UV et N</i></p> <p><i>-absence des mesures relatives à la lutte anti-vectorielle et aux espèces allergisantes (pouvant être très simplement intégrées au PLU)</i></p>
<p><u>Réponses 1</u></p> <p>- Les annexes sanitaires et les éléments sur l'assainissement sont complets et représentent l'ensemble des schémas disponibles. Un schéma d'assainissement est en cours à l'échelle du Territoire et sera intégré à terme dans le futur document d'urbanisme.</p> <p>- La règle alternative autorisant l'assainissement autonome sur les terrains difficilement raccordables permet de répondre à certaines demandes très ponctuelles et représentent une part infime de parcelles au sein de la zone urbaine.</p> <p>Le PLU sera modifié afin d'appliquer cette disposition uniquement pour les extensions de bâtiments existants et les reconstructions à l'identique (ne s'applique pas aux nouvelles constructions)</p>
<p><u>Réserve 2 : faiblesse des mesures visant le développement des modes de déplacement doux dans la commune, malgré les orientations stratégiques du PADD</u></p>
<p>Réponse 2 : Concernant les modes doux, le PLU en fait une orientation conséquente notamment au sein des OAP où les cheminements doux dans la zone urbaine et en bordure de l'Huveaune sont inscrits. La stratégie de déplacements piétonne en centre-ville est ainsi fortement détaillée dans le projet.</p>

<u>Décisions sur réserves 1 et 2</u> : Modification du règlement (assainissement autonome possible pour les extensions et les reconstructions)
ONF - Courrier du 11/01/2019
<u>Réserve 1</u>
Demande de faire apparaître les terrains soumis au régime forestier
<u>Réponse 1</u> : Intégration du périmètre fourni par l'Office National des Forêts
<u>Décision 1</u> : Modification de la planche graphique des annexes
CCI - Courrier du 21/03/2019
AVIS FAVORABLE
<u>Proposition 1</u>
<p>règlementation zones UB, art 9.3 : « éviter l'emploi du PVC pour les menuiseries des devantures commerciales » et harmoniser pour chaque activité les matériaux, la couleur du mobilier de terrasse et interdire les parasols publicitaires »</p> <p>-intégrer dans l'article 11 « prévoir une place de livraison minimum au-delà de 300 m² de surface de vente dans le terrain d'assiette. Importance d'aménagement des places de stationnement gratuites et réglementées</p> <p>-préservation d'un linéaire commercial : proposition de réduire du n°156 au n°96 du Bd Voltaire</p>
<u>Réponse 1</u> : Dans le règlement UB article 9.3, il est déjà interdit « les matériaux d'aspect brillant ou aluminé ou plastique » pour les menuiseries, la mention « y compris pour les menuiseries des devantures commerciales » sera ajoutée.
<u>Décision 1</u> : Modification du règlement écrit de la zone UB – Art. 9.3
CDPENAF - Courrier du 25/03/19
AVIS FAVORABLE
<u>Recommandation 1</u>
supprimer l'urbanisation du secteur de la carrière Cassar et le classer en zone N2
<u>Réponse 1</u> : Le PLU a fait le choix de réduire drastiquement l'emprise de l'ancienne zone NA à urbaniser au POS de l'ancienne carrière Cassar. La limite à l'urbanisation au PLU se cale sur la limite urbaine voisine avec des objectifs de venir « terminer » qualitativement l'espace urbain, offrir des voies qui permettent les secours en cas d'incendie et de diversifier le parc avec des logements bioclimatiques de qualité bien intégrés aux masses boisées conservées.
<u>Recommandation 2</u>
limiter à une seule annexe hors piscine les annexes aux bâtiments d'habitation dans le secteur N2
<u>Réponse 2</u> : Le PLU prendra en charge la modification de l'article 2 de la zone N afin de limiter les annexes aux bâtiments d'habitation à une seule annexe
<u>Décision 2</u> : Modification du règlement article 2 de la zone N
CMA - Courrier du 22/03/19
AVIS FAVORABLE
<u>Préconisation 1</u>
<p>Sur le projet de diagnostic et de PADD</p> <p>-compléter le diagnostic économique avec les données sur l'artisanat jointes au courrier</p> <p>-éviter la dispersion des implantations d'activités commerciales</p>

-privilégier l'implantation d'activités urbaines en centre-ville et s'appuyer sur les services de proximité existants
<p><u>Réponse 1</u> : Le PLU intégrera dans son diagnostic les éléments fournis par la CMA sur les statistiques liées à l'artisanat.</p> <p>- Le PLU a interdit les activités commerciales dans les zones économiques UE, ainsi que les zones mixtes UC et UD afin d'éviter la concurrence des fonctions ainsi que la dispersion des activités dans une optique de redynamisation du centre et de développement durable. Une polarité commerciale autorisant les activités commerciales a été dessinée sur un centre-ville élargi afin d'autoriser les implantations commerciales sur ce secteur ciblé.</p>
<p><u>Préconisation 2</u></p> <p>Sur le projet de règlement :</p> <p>-reformuler dans le lexique la définition de la sous-destination « artisanat et commerce de détail »</p> <p>-utiliser avec précaution l'outil de protection des RDC commerciaux pour ne pas figer la destination sur des axes ou la commercialité n'est plus avérée.</p>
<p><u>Réponse 2</u> : Concernant le linéaire commercial, le PLU délimite un linéaire avec une vraie cohérence à la fois en potentiel économique mais aussi en termes d'architecture et de patrimoine. En effet le linéaire dessiné au PLU arrêté prend en compte l'ensemble du front bâti cohérent avec la même morphologie urbaine et les cellules commerciales.</p>
<p><u>Décision 2</u>: Les tomes 1 et 6 du rapport de présentation seront modifiés.</p>
SNCF - COURRIER RECU LE 30/04/19
<p><u>Observation 1</u></p> <p>-ERi 23 : inscrit au bénéfice de la commune pour l'aménagement du chemin Noël Robion (parcelle AB 150). Cette parcelle appartenant à SNCF Réseau. Le domaine public étant « imprescriptible et inaliénable », aucun ER ne peut être consenti à un tiers. Cet ER doit être levé</p>
<p><u>Réponse 1</u> : Retirer la parcelle AB 150 de l'ERi 23</p>
<p><u>Observation 2</u></p> <p>-SUP T1 : la fiche T1 ainsi que la notice technique n'apparaissent pas dans les annexes du document arrêté. La pièce manquante est jointe à leur courrier.</p>
<p><u>Réponse 2</u> : - Le PLU prendra en compte en annexes la fiche T1 concernant la SUP qui figure sur la planche graphique des annexes</p>
<p><u>Décision 2</u>: Evolution des Annexes du PLU</p>
ABF - Courrier du 09/01/2019
AVIS FAVORABLE
<p><u>Réserve 1</u> :</p> <p>incompatibilité de l'article 5 du secteur UD qui autorise les installations et locaux techniques en toiture pour les zones pavillonnaires</p>
<p><u>Réponse 1</u> : Suppression de la mention autorisant les installations et locaux techniques en toiture pour le secteur UD.</p>
<p><u>Autres réserves :</u></p> <p>pour les références juridiques : article L621-1 à 32 du Code du Patrimoine</p> <p>-pour le nom du gestionnaire des monuments historiques : DRAC PACA/ UDAP13 (Direction régionale des affaires culturelles Provence –Alpes-Côte d'Azur / Unité Départementale de l'architecture et du patrimoine des</p>

Bouches-du-Rhône)
<u>Décision</u> : Modification du règlement sur l'article 5 du secteur UD du règlement et Modification des SUP.

Prise en compte des observations formulées par le public :

Les observations du public recueillies lors de l'enquête publique qui ont amené l'autorité compétente à proposer des évolutions du projet de PLU sont reportées ci-dessous :

RETOUR SUR L'ENQUETE PUBLIQUE PROJET PLU DE LA COMMUNE DE LA PENNE-SUR-HUVEAUNE
CONTRIBUTIONS ADMINISTRES
<p>Observation 1 – Relative à l'OAP CASSAR :</p> <p>- Prise en compte des risques (incendie, pollution, éboulement...)</p> <p>- Nécessité d'aménagement des réseaux</p> <p><u>Décision</u> : Passage de la zone AU1 en zone AU2 dite zone d'urbanisation future « fermée » qui nécessitera une future modification du document d'urbanisme pour ouvrir la zone à l'urbanisation.</p> <p>- Ajout sur la planche graphique de la pastille de l'ERi 74 « Elargissement du chemin du vallon du Roy »</p> <p>Observation 2 – Relative à l'ajout d'une fiche règlementaire de protection patrimoniale et architecturale</p> <p><u>Décision</u> : Rédaction d'une fiche patrimoine pour la « Villa Raine » dans le règlement et identification d'une pastille sur la planche graphique - Mise à jour de la justification au sein du rapport de présentation.</p>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 129-260/16/CM du 28 avril 2016 de

délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- ☐ La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB001-3559/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de La Penne-sur-Huveaune du 25 novembre 2015 prescrivant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et précisant les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil Municipal de La Penne-sur-Huveaune du 21 décembre 2017, débattant sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- La délibération du Conseil Municipal de La Penne-sur-Huveaune du 4 décembre 2017, donnant son accord à la poursuite et à l'achèvement de la procédure de révision générale du POS valant élaboration du PLU de La Penne-sur-Huveaune ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant sur la reprise des procédures de révision et d'élaboration de PLU ;

- La délibération du Conseil municipal de La Penne-sur-Huveaune du 31 octobre 2017 formulant un avis favorable à l'arrêt du projet de PLU ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB003-5134/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant l'arrêt du projet de PLU ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB002-5133/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant l'arrêt du bilan de la concertation de la procédure d'élaboration du PLU de La Penne-sur-Huveaune ;
- L'arrêté de la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile n° 2019-1/CT4 du 8 avril 2018, ouvrant et organisant l'enquête publique relative à la révision générale du PLU de La Penne-sur-Huveaune ;
- Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ;
- Le projet de plan local d'urbanisme présenté pour approbation et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement (écrit et graphique) et les annexes ;
- L'avis rendu par le Conseil municipal de La Penne-sur-Huveaune sur le projet de PLU à approuver ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de La Penne-sur-Huveaune, par délibération du 27 novembre 2015, a engagé la procédure de révision générale de son Plan d'Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires ;
- Que la commune de La Penne-sur-Huveaune a exprimé son accord pour que la Métropole

Aix-Marseille-Provence achève la procédure de révision engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée ;
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure de révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- Que la Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative à la révision générale du PLU de la Penne-sur-Huveaune par arrêté n° 2019-1/CT4 du 08 avril 2019 ;
- Que le Commissaire Enquêteur a rendu un avis favorable assorti de 2 recommandations sans restriction à l'avis favorable, au regard des avis du public et des personnes publiques associées et consultées formulés au cours de l'enquête publique ;
- Que le projet de PLU a pris en compte et modifié les pièces du dossier en fonction des demandes des Personnes Publiques Associées, et des organismes qui ont demandé à être consultés, des observations formulées durant l'enquête publique et de l'avis favorable avec les 2 recommandations du Commissaire Enquêteur ;
- Qu'aucune modification n'a été apportée au projet remettant en cause l'économie générale du PLU.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Penne-sur-Huveaune annexé à la présente délibération.

Article 2 :

La présente délibération deviendra exécutoire après l'accomplissement des formalités de publicité prévues à l'article R.153-20 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La délibération, une fois adoptée, fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'Hôtel de Ville de la commune la Penne-sur-Huveaune durant un mois, ainsi que sur le site internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : <http://paysdaubagne.fr/competences/developpement-urbain-les-plu-et-le-plui/plu-la-penne-sur-huveaune>.

Elle fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

Le dossier du PLU approuvé sera tenu à la disposition du public au service Planification Urbaine du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et à l'Hôtel de Ville de la commune de La Penne-sur-Huveaune, 14 boulevard de la Gare à la Penne-sur-Huveaune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-7128/19/CM

■ Plan local d'urbanisme de la commune de Martigues - Engagement de la procédure de modification N°1

MET 19/12293/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses Territoires.

Par délibération cadre N° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues révisé a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 17-370 du 15 décembre 2017 et a fait l'objet d'une mise à jour approuvée par arrêté n° 003-2019 du 29 janvier 2019.

Par délibération de la commune de Martigues du 20 septembre 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019, le Conseil de la Métropole est saisi afin de solliciter de Madame la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vue :

- d'améliorer la forme urbaine en vue de renforcer la qualité de vie des habitants par la prise en compte de la qualité paysagère, la

réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions ;

- de renforcer la réglementation des zones soumises au ruissellement pluvial, notamment pour les rez-de-chaussée habitables ;
- de reclasser en zone urbaine à vocation d'activités (UE) le site Picasso actuellement classé en zone urbaine à vocation d'habitat (UB), conformément à son usage ;
- d'apporter des précisions et adaptations réglementaires ;
- de rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation, ...) ;
- de mettre à jour les emplacements réservés.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre N° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 portant approbation de la répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le

- Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- La délibération de la commune de Martigues du 20 septembre 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays de Martigues qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de Madame la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Martigues a sollicité en date du 20 septembre 2019 le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme en vue :
 - d'améliorer la forme urbaine en vue de renforcer la qualité de vie des habitants par la prise en compte de la qualité paysagère, la réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions ;
 - de renforcer la réglementation des zones soumises au ruissellement pluvial, notamment pour les rez-de-chaussée habitables ;
 - de reclasser en zone urbaine à vocation d'activités (UE) le site Picasso actuellement classé en zone urbaine à vocation d'habitat (UB), conformément à son usage ;
 - d'apporter des précisions et adaptations règlementaires ;
 - de rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation, ...);
 - de mettre à jour les emplacements réservés.

- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues

URB 026-7129/19/CM

**■ Opération d'Aménagement Cap Horizon à Vitrolles - Détermination des participations constructeurs au titre de la ZAC
MET 19/11822/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Communauté du 21 mai 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) a décidé la création de la ZAC « Cap Horizon » sur la commune de Vitrolles et par délibération du 17 décembre 2015 a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC conformément à l'article R311-7 du Code de l'Urbanisme ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC conformément à l'article R311-8 du Code de l'Urbanisme.

La CPA a confié la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC « Cap Horizon », par le biais d'une concession d'aménagement attribuée à la SPLA Pays d'Aix Territoires, suite à la délibération du Conseil de Communauté du 11 juin 2015.

Dans le cadre de la réalisation de la ZAC, certains terrains ne seront pas cédés par l'aménageur. En application du dernier alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme, la ZAC « Cap Horizon » ayant été exonérée de la taxe d'aménagement, une convention de participation du constructeur au coût des équipements publics doit être conclue avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette convention déterminera la participation financière aux équipements de la ZAC, due par le

constructeur, qui entend édifier un projet, sur un terrain compris dans le périmètre de la ZAC, ce terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession ou d'une location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone.

Le montant de la participation au coût des équipements publics est calculé comme suit :

- La surface de plancher prévisionnelle de la ZAC est estimée à 195 073 m², avec un potentiel de 65 000 m² supplémentaires qui pourraient être développés par des constructeurs autonomes, soit au total 260 073 m² de SDP.
- La part des dépenses affectée au financement des travaux d'aménagement, à l'exclusion des ouvrages liés à la mobilité et déduction faite des subventions à percevoir sur ces travaux, s'élève à 22 929 K€ HT.
- Au regard du montant des dépenses et de l'assiette taxable, la participation moyenne aux coûts des équipements est de 88,17 euros par m² de surface de plancher.

Le montant de la participation due par les constructeurs a été fixé en fonction du type d'activités selon la programmation envisagée à l'échelle de l'opération. Afin de ne pas pénaliser les activités mixtes qui restent la priorité en matière de développement économique, elle est modulée de la façon suivante :

- 60 euros HT le m² de surface de plancher pour les locaux industriels et logistiques,
- 75 euros HT le m² de surface de plancher pour les locaux mixtes,
- 100 euros HT le m² de surface de plancher pour les bureaux,
- 150 euros HT le m² de surface de plancher pour les locaux commerciaux, de services et les hôtels.

Ces participations sont révisables annuellement, au 1^{er} novembre de l'année, selon l'indice national des travaux publics TP01.

Les équipements publics, dans la mesure où ils sont prévus au programme des équipements publics de la ZAC, sont exonérés.

Une convention spécifique par opération doit être conclue entre la Métropole, la SPLA et le constructeur autonome en vue de préciser les modalités de versement de cette participation au coût des équipements de la zone. Ce document constitue une pièce obligatoire du permis de construire.

Si le permis de construire délivré au constructeur autorisait la réalisation d'un nombre de m² de surface de plancher différent de celui mentionné dans la

convention, le montant dû de la participation sera réajusté.

Conformément à la circulaire UHC/DU/16 n°2001-56 du 27 juillet 2001 relative à la réforme des contributions d'urbanisme issue de la loi SRU, le montant des participations issues de ces conventions sera directement versé en totalité par le constructeur à l'aménageur de la ZAC qui supporte les charges d'équipement.

Le recouvrement de la participation auprès du constructeur interviendra selon les conditions suivantes :

- 10% dans le mois suivant la notification de l'arrêté de permis de construire et préalablement au démarrage des travaux ;
- 40% dans les trois mois suivant la déclaration d'ouverture du chantier ;
- Le solde à l'achèvement des constructions ;

Les termes de mise en œuvre de ces participations resteront en vigueur jusqu'à la décision de suppression de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-A076 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC ;
- La délibération n°2015-A318 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de fixer les montants des participations financières qui seraient dues par les constructeurs autonomes qui souhaitent construire au sein de la ZAC Cap Horizon à Vitrolles, conformément à l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les montants de participations dus par les constructeurs d'un projet édifié sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location, ou concession d'usage consentie par la SPLA Pays d'Aix Territoires dans la ZAC Cap Horizon.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions de participation, ainsi que tout autre document à intervenir.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-7130/19/CM

**■ Suppression de la Zone d'Aménagement Concerté de la Barque à Fuveau
MET 19/11826/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Barque a été créée par décision du Conseil Municipal de Fuveau le 3 mai 1991. Idéalement située en vitrine de la D6, cette opération avait pour objectif l'aménagement de terrains pour l'accueil d'activités économiques.

Le Dossier de réalisation de la ZAC de la Barque a été approuvé le 7 juin 1991. Le projet d'aménagement de la ZAC prévoyait la réalisation d'une voie centrale et des réseaux desservant des lots à découper en fonction de la demande d'implantation des entreprises. Un secteur d'équipement public pour la réalisation d'un ouvrage hydraulique était également prévu.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, d'un montant total d'environ 14 millions de francs (soit environ 2,2 millions d'euros), était présenté à l'équilibre, grâce essentiellement aux recettes de

cession. Aucune participation d'équilibre de la Commune n'était prévue.

Concomitamment à l'approbation du Dossier de Réalisation, une concession d'aménagement a été conclue entre la commune et la Société Géodis Spe Provençale d'équipement, société d'économie mixte des Bouches du Rhône, pour la réalisation et la commercialisation de cette opération en juin 1991.

La SPE a été liquidée en 2002 et la commune de Fuveau a repris l'opération de ZAC en régie et créé un budget annexe pour suivre les dépenses et les recettes de l'opération. Les terrains propriété de la SPE ont été transférés à la commune. L'historique financier avant 2002 et la liquidation de la SPE ne peuvent être retracés car aucune archive de l'opération n'a été transmise à la commune à la liquidation de la société.

Ainsi, la commune a finalisé les travaux du programme des équipements publics en 2004 et a commercialisé les terrains. Cette commercialisation est aujourd'hui terminée. La ZAC est donc totalement achevée et le rapport de présentation de suppression de ZAC en annexe détaille ces éléments.

Par ailleurs, le budget annexe de la ZAC a été clôturé au 31 décembre 2017.

Ainsi, la ZAC de la Barque peut être supprimée, en vertu de l'article R311-12 du Code de l'Urbanisme qui stipule que « la suppression d'une ZAC est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui a pris l'initiative de sa création, par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone ». La commune de Fuveau a donné un avis favorable à cette suppression par délibération du conseil municipal.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce sur son territoire, la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ». Cependant afin de garantir la continuité du service, une convention de gestion a été signée entre la Métropole et la commune de Fuveau pour l'entretien et la gestion de la ZAC de la Barque dès fin 2017. A l'issue de la suppression de la ZAC, il subsistera un périmètre de zone d'activités économiques de compétence métropolitaine.

La délibération fera l'objet de mesures de publicité et d'informations au siège de la Métropole et en Mairie, conformément à l'article R311-5 du Code de l'Urbanisme.

L'entrée en vigueur de l'acte de suppression de la ZAC a pour effet de faire entrer la zone dans l'application du droit commun et notamment l'application de la taxe d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R311-12 et R311-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Fuveau au titre de la compétence « Création, Aménagement et gestion des zones d'activité Industrielle, Commerciale, Tertiaire, Artisanale, Touristique, Portuaire ou Aéroportuaire » et son avenant ;
- La délibération du Conseil Municipal de Fuveau du 23 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la ZAC de la Barque est totalement achevée.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la suppression de la ZAC de la Barque à Fuveau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-7131/19/CM

■ Suppression de la Zone d'Aménagement Concerté du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence

MET 19/11828/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Val de Durance a été créée par décision du Conseil Municipal de Peyrolles-en-Provence le 13 décembre 1991. Située à proximité de l'exploitation de Durance Granulats, cette opération avait pour objectif l'aménagement de terrains pour l'accueil d'activités économiques.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Val de Durance a été approuvé en octobre 1992. Le projet d'aménagement de la ZAC prévoyait la réalisation de trois voies de desserte, et de leurs réseaux, pour la viabilisation de 21 lots. Un secteur d'équipement public pour la réalisation d'un ouvrage hydraulique était également prévu.

La commune de Peyrolles-en-Provence a souhaité réaliser cette opération en régie en déléguant la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études et le suivi des travaux à la Société Provençale d'Équipement, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée. Suite à la liquidation de la SPE en 2002, la commune a poursuivi directement la réalisation des travaux et la commercialisation de la zone.

Ainsi, la commune a finalisé les travaux du programme des équipements publics au fur et à mesure de la commercialisation des terrains, et a vendu l'ensemble des lots. La ZAC est donc totalement achevée et le rapport de présentation de suppression de ZAC en annexe détaille ces éléments.

Les dépenses et recettes de l'opération ont été réalisées dans le cadre du budget général de la Commune. Dans ce contexte, il est difficile d'isoler les postes des dépenses et de recettes donc de reconstituer totalement l'historique financier de la ZAC.

Il est donc convenu, en accord avec la Commune de Peyrolles-en-Provence d'approuver le transfert de la zone sans transfert de résultat.

Ainsi, la ZAC du Val de Durance peut être supprimée, en vertu de l'article R311-12 du Code de l'Urbanisme qui stipule que « la suppression d'une ZAC est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui a pris l'initiative de sa création, par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone ». La commune de Peyrolles-en-Provence a donné un avis favorable à cette suppression par délibération du conseil municipal.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce sur son territoire, la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ». Cependant afin de garantir la continuité du service, une convention de gestion a été signée entre la Métropole et la commune de Peyrolles-

en-Provence pour l'entretien et la gestion de la ZAC du Val de Durance dès fin 2017. A l'issue de la suppression de la ZAC, il subsistera un périmètre de zone d'activités économiques de compétence métropolitaine.

La délibération fera l'objet de mesures de publicité et d'informations au siège de la Métropole et en Mairie, conformément à l'article R311-5 du Code de l'Urbanisme.

L'entrée en vigueur de l'acte de suppression de la ZAC a pour effet de faire entrer la zone dans l'application du droit commun et notamment l'application de la taxe d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R311-12 et R311-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Peyrolles-en-Provence au titre de la compétence « Création, Aménagement et gestion des zones d'activité Industrielle, Commerciale, Tertiaire, Artisanale, Touristique, Portuaire ou Aéroportuaire » et son avenant ;
- La délibération du Conseil Municipal de Peyrolles-en-Provence du 3 septembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la ZAC du Val de Durance est totalement achevée.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la suppression de la ZAC du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"

DEVT 001-7132/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Amélioration de l'Habitat ancien"

MET 19/11791/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 654 000 logements privés à usage de résidence principale dont 60 000 constituent statistiquement un parc privé potentiellement indigne qui appelle des travaux d'amélioration ou de requalification complète.

La Métropole, est compétente de plein droit en matière d'habitat ; à ce titre lui incombe la mise en place des dispositifs partenariaux permettant aux propriétaires privés de mobiliser les subventions pour travaux de l'Agence nationale de l'habitat, et de missionner les équipes d'animation pour apporter à ces propriétaires conseil et aide dans leurs projets de réhabilitation.

Le Territoire Marseille Provence représente plus de la moitié du parc privé métropolitain du fait du poids important de Marseille (299 000 logements privés dont 40 000 potentiellement indignes) mais aussi des villes de La Ciotat et Marnhane.

Ces communes sont engagées pour leur centre ancien dans des procédures volontaristes d'intervention publique à travers opérations de restauration immobilière, programme de rénovation de quartier ancien dégradé, dispositifs d'éradication de l'habitat indigne ; ces procédures contraignantes s'accompagnent de dispositifs de subventions pour soutenir les propriétaires impliqués dans une démarche patrimoniale volontaire.

Il incombe à la Métropole le coût des équipes opérationnelles, et lorsqu'elle accompagne le dispositif par des subventions sur fonds propres comme c'est le cas sur le Territoire Marseille Provence, ses propres aides et l'avance des aides consenties par les partenaires habituels que sont le Département et la Région pour constituer un guichet unique.

L'accélération de la politique d'intervention sur l'habitat privé, notamment pour le renouvellement urbain des quartiers anciens dégradés et la lutte contre l'habitat indigne implique une revalorisation des moyens financiers.

Ainsi en 2018 a été mise en place pour 5 ans une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à La Ciotat ; qu'il convient de réviser à hauteur de 1 665 000 euros.

En 2019, une OPAH à caractère dérogatoire vient d'entrer en vigueur pour 3 ans sur 1000 hectares du centre-ville de Marseille à titre exceptionnel suite au drame de la rue d'Aubagne. La mise en place accélérée de cette l'OPAH de lutte contre l'habitat indigne a conduit à réviser cette opération pour un montant de 2 382 000 euros compte tenu de l'ingénierie renforcée qu'il faut prévoir.

Par ailleurs une OPAH Renouvellement Urbain est en cours d'approbation sur quartier historique de Marignane pour accompagner pendant les 5 prochaines années la rénovation du quartier. Le calibrage de cette opération par les études conduites au cours du 1er semestre a conduit à réviser cette opération pour un montant de 1 553 000 euros TTC.

L'ensemble du territoire bénéficie d'autre part d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter mieux » axé prioritairement sur les économies d'énergie. Ce programme est animé par quatre équipes opérationnelles dont la mission est en cours de renouvellement pour 2 ans par appel d'offres. Les dépenses pluriannuelles sont désormais inscrites en investissement.

L'ensemble de ces évolutions conduit à prévoir une révision de l'enveloppe allouée à l'amélioration de l'habitat privé ancien.

L'opération d'investissement n°2018107000 inscrite au budget pour un montant de 10 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 181092BP du programme 09, a été révisée à hauteur de 5 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 15 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEVT 006-3299/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de la création de l'opération d'investissement « Amélioration de l'habitat ancien » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2018107000, a été révisée à hauteur de 5 600 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 5 600 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 «Amélioration de l'habitat ancien », rattachée au programme 09 « Politique du logement », code AP 181092BP, pour un montant de 5 600 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 15 600 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	230 202 euros TTC
Année 2019 :	1 215 000 euros TTC
Année 2020 :	2 190 000 euros TTC
Années suivantes :	11 964 798 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-7133/19/CM

**■ Approbation du protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane
MET 19/12658/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ville de Marignane, 8^{ème} ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence compte 33929 habitants. Elle joue un rôle structurant à l'échelle du bassin Ouest de Marseille Provence avec d'importantes densités d'emplois et de populations.

La ville de Marignane a progressivement construit une politique interventionniste en matière d'habitat indigne depuis la mise en œuvre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) depuis 2012, renouvelé jusqu'en 2025. Ce programme a été corrélé à la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement Urbain (OPAH RU) sur le centre-ville, qui fait l'objet d'une seconde convention, décidée par la Commune et la Métropole en juin 2019, qui aura cours jusqu'en 2024.

Ces projets ont nécessité jusqu'ici un travail partenarial de lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre du centre-ville via la mise en œuvre de Comités Habitat Indigne bimestriels (CHI).

Aujourd'hui, la commune présenterait 1 214 résidences principales présumées indignes (10% du parc). Ces situations d'indignité se retrouvent sur le centre-ville, et sur des copropriétés semi-récentes (Parc Saint Louis, Parc Saint Georges, Parc Camoin, Florida Parc...).

Pour traiter activement cette problématique, la Ville a repris en régie en 2017 l'animation de l'action de lutte contre l'habitat indigne et recruté en juin 2018 un responsable du service habitat.

Le traitement de l'habitat indigne et le maintien des marignanais dans des logements décents constitue une priorité communale. De plus, la résorption des situations de mal logement est devenue stratégique pour proposer à la population un habitat de qualité et attractif. A cet effet, la formalisation d'un Protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne apparaît indispensable. Le Protocole Partenarial de Lutte contre l'Habitat Indigne permet aux partenaires de s'engager sur les objectifs suivants :

- Assurer une prise en charge des signalements adressés par le PDLHI par un guichet unique et réaliser un diagnostic technique et sociologique ;
- Mobiliser les procédures adaptées pour traiter les logements indignes et non décents qui présentent des risques pour la santé et la sécurité des occupants ou des usagers de la voie publique, en recherchant une

réhabilitation pérenne des logements et des immeubles concernés par une remise aux normes de décence ;

- En cas de défaillance du bailleur, aider à l'hébergement d'urgence ou au relogement en cas de nécessité des familles en situation de danger au regard de la santé et de la sécurité. Engager les travaux d'office et recouvrer les créances.

Dans le cadre du présent protocole, la Ville de Marignane s'engage à traiter à minima 20 nouveaux signalements par an et à traiter les situations portant atteinte à la sécurité. La plupart des situations relèvent d'infractions au Règlement Sanitaire Départemental (RSD).

D'une durée de 3 ans renouvelables, cette convention, que le Conseil Municipal du 30 septembre 2019 a adoptée, permet de faire converger les interventions des différents acteurs de la lutte contre l'habitat indigne et la mobilisation coordonnée de leurs outils.

Cette action est portée directement par la Ville de Marignane, qui s'entoure de l'État (DDTM) et de l'Agence Régionale de Santé, et du parquet qui mettent en œuvre les pouvoirs de police spéciale en matière d'habitat du Maire et du Préfet, mais aussi de la Maison Départementale de la Solidarité (MDS) et de l'Association Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13).

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans le protocole annexé et leur coordination se fera à trois niveaux :

- Un comité de pilotage sera mis en place et se réunira au moins une fois par an pour établir le bilan de l'année écoulée et approuver les objectifs de l'année à venir ;
- Un comité de prévention et de lutte contre l'habitat indigne examinera en séance bimestrielle, toutes les situations enregistrées, orientera le dossier vers le partenaire compétent et validera le rapport de l'opérateur ou du technicien effectuant les visites ;
- Un comité opérationnel renforcé se réunira si le besoin s'en ressent, pour mobiliser les expertises des partenaires et décider des scénarios d'intervention.

La Métropole est signataire de cette convention au titre de sa compétence relative à l'habitat, et à sa délibération du 13 décembre 2018 adoptant une stratégie de lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé, aux côtés des communes-

En tant que partenaire privilégié des opérations menées par la ville, la Métropole pourra être invitée à participer à tous les comités qui se rapportent à cette

opération décrits dans la convention ci-jointe. Par ailleurs, la mise en place concomitante de l'OPAH RU II du centre ancien de Marignane et du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » pilotés par la Métropole permettra de donner les moyens de réhabiliter les logements identifiés dans le cadre de ce partenariat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° 002-6148/19/ BM du 20 juin 2019 approuvant la convention d' « OPAH RU II à volet copropriétés dégradés du centre ancien de la Ville de Marignane » 2019-2024 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat ;
- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole relative à la lutte contre l'habitat indigne sur la commune de Marignane ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.

DEVT 003-7134/19/CM

■ Approbation du lancement d'un Programme d'Intérêt Général sur le Territoire Istres-Ouest Provence - Approbation de la convention relative au Programme d'Intérêt Général (PIG) sur le Territoire Istres-Ouest Provence et d'une convention financière avec la Région MET 19/12641/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour rappel, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné depuis le 1^{er} janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, avait approuvé, par délibération n° 390/11 du 19 décembre 2011 et dans le cadre de son programme local de l'habitat, la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Intercommunale, pour favoriser la revalorisation de l'habitat privé des centres anciens des communes et de certaines périphéries.

Ce dispositif, d'une durée de 5 ans, s'est terminé en septembre 2017 et a ensuite fait l'objet d'une étude d'évaluation en 2018.

Il en ressort qu'afin de prolonger et d'intensifier la dynamique initiée par l'OPAH Intercommunale, le périmètre d'intervention d'accompagnement des ménages éligibles doit être étendu à l'intégralité du Territoire Istres-Ouest Provence, par la mise en œuvre d'un Programme d'Intérêt Général (PIG).

Les champs d'intervention de ce dispositif sont les suivants :

- La lutte contre l'habitat dégradé et/ou indigne,
- La sortie de vacance et la production de logements à loyers conventionnés,
- L'adaptation des logements pour les personnes à mobilité réduite,
- L'économie d'énergie (le parc construit entre 1948 et 1978 représente quasiment la moitié des logements et constitue le gisement principal pour les travaux d'amélioration).

Les objectifs retenus avec l'ensemble des partenaires et des communes sont estimés à 350 logements réhabilités :

- 280 logements occupés par leur propriétaire,
- 70 logements appartenant à des bailleurs privés.

La mise en place de ce dispositif nécessite l'élaboration d'une convention afin de préciser le contenu du projet, les objectifs quantitatifs et qualitatifs, les moyens à mettre en œuvre et les engagements réciproques de chacun des partenaires financiers que sont l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), le Conseil Régional, le Conseil Départemental, les communes d'Istres et Miramas et la Métropole.

Eu égard au caractère partenarial de cette opération, la convention a donc été élaborée avec l'ensemble des partenaires financiers. D'une durée de 3 ans, elle précise notamment la participation financière prévisionnelle allouée par chaque partenaire, calculée sur la base des montants des travaux subventionnables hors taxes.

Pour information, la répartition se décline comme suit :

- ANAH : 4 000 000 euros,
- Conseil Régional : 400 000 euros,
- Conseil Départemental : 600 000 euros,
- La Métropole : 1 000 000 euros,
- Mairie d'Istres : 90 000 euros,
- Mairie de Miramas : 90 000 euros.

Par ailleurs, il est précisé que le Territoire Istres-Ouest Provence effectuera les avances des aides régionales et départementales auprès des propriétaires concernés. La Région et le Département s'acquitteront de leur participation sur présentation d'un dossier de demande de remboursement transmis par le Territoire Istres-Ouest Provence. Une convention financière spécifique entre la Région et la Métropole vient formaliser les conditions dans lesquelles la Métropole Aix-Marseille-Provence versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région et les conditions dans lesquelles la Région remboursera la Métropole Aix-Marseille-Provence des avances effectuées. En ce qui concerne les aides départementales, les conditions de remboursement par le Département à la Métropole sont prévues par la convention de mise en œuvre du PIG ci-annexée.

Enfin, le Département donne un accord de principe sur la totalité de la somme, mais ne s'engage que sur les sommes des deux premières années du PIG.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les dispositions du règlement général de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et la délibération de son Conseil d'Administration déterminant les règles de financement ;
- La délibération n° 17-1108 du 15 décembre 2017 du Conseil Régional approuvant les termes du contrat régional d'équilibre territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Que l'étude d'évaluation réalisée suite à l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Intercommunale a préconisé la mise en place d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) sur l'ensemble du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La nécessité de contractualiser les engagements des partenaires du PIG dans une convention ;
- La nécessité d'approuver une convention financière qui fixe les modalités juridiques et financières de versement, par la Métropole de l'aide régionale relative à la requalification du parc privé et les conditions de leur remboursement par la Région.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement d'un Programme d'Intérêt Général sur le Territoire Istres-Ouest Provence pour une durée de trois ans.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au Programme d'Intérêt Général ainsi que les modalités de financement.

Article 3 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, qui précise les modalités d'avance de la Métropole pour la Région.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial de territoire 2020 et suivants du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 4581175011, nature 4581175011, code opération 2017501100.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tous les documents nécessaires à leur mise en œuvre, ainsi qu'à solliciter toute aide financière auprès des partenaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-7135/19/CM

■ **Procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille - Constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille**
MET 19/12657/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Parc Corot est un ensemble immobilier privé situé 130, avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille géré sous le régime de la copropriété.

Le Parc Corot abrite une population estimée à 1000 habitants. L'ensemble est constitué de 12 bâtiments, sur un terrain de 4,81 hectares : 7 immeubles d'habitation comportant 376 logements, 5 immeubles à destination de commerces et garages. Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire. Tous sont regroupés dans un syndicat principal.

Le Parc Corot est situé dans le quartier prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé-Corot », et concerné par le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) pour le « Grand Malpassé » englobant principalement les groupes d'habitat social de Saint-Paul, du plateau de Villegroze, de Malpassé et des Olivers A, Lilas et Mimosas. Le protocole de préfiguration a été signé par la Métropole avec l'ANRU le 21 décembre 2017 avec pour objectif de contractualiser avec l'ANRU dans les 24 mois sur chaque site.

Le Parc Corot a bénéficié d'une intervention publique depuis plusieurs années : ainsi le bâtiment B a été démolé en 1989 dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat Insalubre (RHI) conduite par la Ville de Marseille, et le Parc a été intégré en 2006 au Programme de Rénovation Urbaine (PRU) de Saint-Paul. Le PRU a notamment permis de contribuer au désenclavement du Parc par la création par notre collectivité de la rue Jean Marsac, de réhabiliter le groupe d'habitat « Saint Paul » mitoyen (HMP), et de lancer la création par la Ville de Marseille d'un nouvel équipement social pour le quartier. De plus une offre locative diversifiée a été apportée par l'édification à proximité par l'Association Foncière Logement de la résidence « Les Terrasses du Parc ».

Le bâtiment A, comportant 96 logements, a été évacué puis neutralisé par la Métropole en décembre 2018 suite à l'arrêté municipal du 11 décembre 2018 notifiant l'insécurité des équipements communs.

Les études conduites dans le cadre du PRU ont permis de mieux appréhender les graves difficultés structurelles auxquelles sont confrontées les copropriétés, aussi bien du point de vue de leur gestion, que de la vétusté du bâti et des équipements communs, de l'état de dégradation avancé des espaces collectifs, ainsi que de la grande fragilité économique et sociale de nombre des résidents.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création de la commission d'élaboration du plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc Corot ».

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, notre Assemblée a approuvé la création d'une opération d'aménagement pour le Parc Corot.

Par délibération n° DEVT 006-6812/19/CM du 26 septembre 2019, notre assemblée a approuvé le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille.

Dans cette délibération, la Commission Aménagement dédiée au projet a également été constituée. En effet, les principes de son élection (dépôt des listes, modalités de scrutin) ont été exposés.

La procédure de mise en concurrence encadrée par l'ordonnance du 29 janvier 2016 et son décret

d'application du 1^{er} février 2016, va se dérouler en plusieurs étapes :

- Publication d'un avis d'un appel public à la concurrence,
- Remise des candidatures puis sélection des candidats admis à remettre une offre,
- Envois du DCE aux candidats admis à présenter une offre,
- Analyse des offres et sélection du candidat retenu,
- Signature du traité.

En conséquence, il convient d'une part de procéder à l'élection de la Commission aménagement dédiée au projet. Elle sera chargée d'émettre un avis sur les candidatures et les offres reçues puis de proposer la signature de la convention avec le candidat retenu à Madame la Présidente ou son représentant.

Pour rappel, les conditions de dépôt des listes ont été les suivantes :

- Chaque liste devait être déposée avant 17H au secrétariat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence la veille de la date du présent Conseil de la Métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la Commission visée à l'article 1 ;

- Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir ;

Au regard des conditions de dépôt des listes définies dans la délibération du 28 juin 2018, l'élection de la concession d'aménagement est proposée.

Une seule liste a été déposée.

L'élection s'est fait par vote électronique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- L'arrêté préfectoral du 22 janvier 2016 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc Corot à Marseille ;

- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine, signé le 21 décembre 2017 ;
- La délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille ;
- La délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018 relative au projet d'aménagement pour le Parc Corot ;
- La délibération n° DEVT 006-6812/19/CM du 26 septembre 2019, relative au lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative au Parc Corot à Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'un accord partenarial, approuvé par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- que la résidence du « Parc Corot » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- qu'une Commission d'appel d'offres doit être constituée en application de l'article L1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et des articles R300-11-2 et R.300-9 du Code de l'Urbanisme qui disposent que « lorsque le concédant est une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, l'organe délibérant désigne en son sein à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne les membres composant la commission (...) ».

Délibère

Article unique :

Les titulaires et suppléants nommés ci-dessous ont été élus :

Titulaires

- Xavier MERY
- Arlette FRUCTUS
- Lionel ROYER-PERREAUT
- Richard FINDYKIAN
- Jean-Louis TIXIER

Suppléants

- Monique CORDIER
- Marie-France DROPY-OURET
- Sandra DALBIN
- Patrick PADOVANI
- Marie-Madeleine GEIER-GHIO

Résultats :

Présents : 141

Représentés : 58

Suffrages exprimés : 162

N'ont pas pris part au vote : 37

Vote blanc : 26

Liste 1 : 136

DEVT 005-7136/19/CM

■ Approbation des avenants n°9 et 10 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) MET 19/12697/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise

en œuvre du Grand projet de ville de Marseille-Septèmes.

Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR Hlm) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31/12/2019.

Un avenant n°8 à ladite convention, approuvé par l'Assemblée générale (AG) du GIPMRU du 4 octobre 2016, a modifié les droits et obligations des partenaires et notamment entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Enfin, un avenant n°9 a été approuvé à l'unanimité par l'AG du GIP MRU lors de sa séance du 4 décembre 2017 afin de mettre à niveau les droits statutaires de l'Etat, à 34%, soit au même niveau des droits statutaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il s'agit aujourd'hui, d'acter cette modification et par conséquent, d'approuver un avenant n°9.

Par délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a arrêté une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégadé dont il ressort que « *afin de coordonner de manière la plus efficace possible l'intervention intégrée en matière d'habitat et de logement, la Métropole doit se doter d'une équipe pluridisciplinaire, fédérant les services œuvrant en matière de politique et de polices de l'habitat (qualité, confort, hygiène, sécurité, diversité, accessibilité). Dotées d'effectifs suffisants en nombre et en qualification pour assurer une présence sur le terrain, cette équipe travaillera en mode projet pour être l'interlocutrice unique des partenaires du renouvellement urbain au sens large* »

Le projet d'intervention intégrée, dans une équipe métropolitaine, des actions de renouvellement urbain, répondant aux objectifs fixés par la délibération du 13 décembre 2018, il est apparu opportun que les services du GIP en charge de la conduite opérationnelle des projets de renouvellement urbain soient partie prenante de cette équipe métropolitaine.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole, par délibération n° FAG 085-6392/19/CM du 20 juin 2019 a approuvé d'une part, le principe de la reconduction du GIP MRU pour une nouvelle durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2020 et sa dissolution à la date du 31 décembre 2022 ; d'autre part, le principe de reprise par la Métropole, de l'activité de conduite des opérations de renouvellement menées par le GIP MRU avec prise d'effet au 1er janvier 2020, impliquant dès lors, la reprise des contrats, des agents et des moyens afin d'assurer la mise en œuvre de ces opérations.

Les activités transférées telles que mentionnées dans le protocole d'accord approuvé le 20/06/2019, sont les activités de conduite opérationnelle des projets de renouvellement urbain.

Toutefois, le transfert d'activités ne concerne pas les conventions PNRU signées à la date du protocole ainsi que les contrats ou autres actes établis par les parties aux conventions PNRU et tendant à la dévolution au GIP des moyens de financement prévues aux conventions PNRU.

Il résulte de cette circonstance que l'ensemble du personnel étant transféré à la Métropole au 1er/01/2020, le GIP ne pourra plus assurer la gestion de ces contrats.

Afin de palier à cette difficulté, le concours des services de la Métropole s'avère indispensable. Il est proposé que celui-ci s'exerce dans le cadre de conventions de prestations ou de conventions portant sur le suivi opérationnel, financier et administratif des opérations et des contrats relatifs aux projets de renouvellement urbain.

Afin de faciliter l'établissement de ces conventions sous le bénéfice du régime de la quasi-régie, il convient de prévoir que la poursuite du GIP se fasse sans l'association Régionale des Organismes HLM (AR Hlm). En effet, conformément au Code de la commande publique, s'agissant d'une quasi-régie ascendante conjointe (L.2511-2), l'ensemble des membres du GIP doit avoir la qualité de pouvoir adjudicateur pour que le dispositif puisse s'appliquer. Or, l'AR Hlm, dans la mesure où elle regroupe notamment des entreprises sociales pour l'habitat (ESH), est susceptible de compromettre la mise en place de relations de quasi-régie.

Le retrait de ce membre implique dès lors, une modification de la gouvernance du GIP et partant, nécessite une modification de la convention constitutive du Groupement, objet du présent avenant n°10 soumis à approbation du Conseil de la Métropole.

L'Etat et l'AR Hlm, en leurs qualités d'anciens membres du GIP MRU, seront conviés à toutes les assemblées générales ordinaires auxquelles ils participeront en qualité d'invités avec voix exclusivement consultative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 005-676/16/CM du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 à la convention constitutive du GIP mettant fin à son activité au 31 décembre 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 085-6392/19/CM du 20 juin 2019 approuvant d'une part, le principe de la reconduction du GIP MRU pour une nouvelle durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2020 et sa dissolution à la date du 31/12/2022 ; d'autre part, le principe de reprise par la Métropole, de l'activité de conduite des opérations de renouvellement menées par le GIP MRU avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2020, impliquant dès lors, la reprise des contrats, des agents et des moyens afin d'assurer la mise en œuvre de ces opérations ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'entériner l'avenant n°9 à la convention constitutive du GIP MRU, approuvé par l'AG de la structure le 4 décembre 2017 ;
- L'engagement de la Métropole en faveur de la résorption de l'habitat indigne et plus largement du renouvellement urbain ;
- La nécessité du maintien du GIP MRU pour la bonne finalisation des opérations de renouvellement urbain en cours ;
- La nécessité d'une modification de la gouvernance du GIP.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°9 et 10 à la convention constitutive du GIP MRU, ci-annexés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-7137/19/CM

■ Règlement intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité Logement (FSL) - Modifications MET 19/12346/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Fonds de Solidarité Logement permet d'attribuer des aides financières individuelles aux ménages en difficulté afin d'accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, et y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie. Ce dispositif s'inscrit dans la loi du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement, modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui en a attribué la compétence aux Départements. Son transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence a nécessité la mise en place d'un Règlement Intérieur métropolitain, approuvé par délibération DEVT 001-3294/17/CM du 14 décembre 2017, qui précise les conditions de mise en œuvre des aides financières individuelles attribuées.

Afin de lutter contre l'habitat indigne, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille ont signé un protocole d'éradication des logements non décents. Aussi, par délibération DEVT 005-5511/19/CM du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en place, à titre expérimental, du permis de louer sur le périmètre du quartier de Noailles à Marseille, à compter du 15 octobre 2019.

Dans ces conditions, il convient de modifier le Règlement Intérieur du FSL afin d'y intégrer cette nouvelle disposition.

Dans le cas d'un dépôt de demande d'aide financière individuelle pour l'accès à un logement, le bailleur public ou privé devra obligatoirement fournir le permis de louer, pour tout bail signé à compter du 15 octobre 2019. De même, pour toute demande d'aide financière individuelle demandée pour le maintien dans le logement, il devra obligatoirement être fourni ce permis de louer, quel que soit la période d'impayés de loyers constatée, dès lors que le bail aura été signé à compter du 15 octobre 2019. Cette règle s'appliquera également pour toute demande d'aide financière relative à un impayé d'énergie. En l'absence de ce document, l'aide du FSL ne pourra en aucun cas intervenir.

Dans l'éventualité où le permis de louer serait mis en place sur un autre quartier ou sur une commune du territoire métropolitain, les mêmes conditions seraient effectives pour bénéficier d'une aide financière individuelle au titre du FSL.

Par ailleurs, en ce qui concerne les impayés d'énergie, sachant que le FSL intervient une seule fois par année civile, il est à préciser que seule une facture sur consommation réelle sera recevable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux Fonds de Solidarité pour la Logement ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération DEVT 001-3294/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Règlement Intérieur métropolitain du FSL ;
- La délibération DEVT 005-5511/19/CM du 28 février 2019 relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de modifier le Règlement Intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité Logement.

Délibère

Article 1 :

Est ajouté en page 6 du règlement intérieur au chapitre 1 - A : champ d'application – 3^{ème} alinéa et en page 9 au chapitre 5 B : le logement :

- Tout logement situé sur un périmètre concerné par le permis de louer, doit fournir ce document pour permettre le versement d'une aide financière individuelle, au titre du FSL, relative à un dossier d'accès au logement, au maintien dans le logement ou à la fourniture d'énergie.

Article 2 :

Est ajouté dans les annexes 2, 3 et 7 dans les conditions d'attributions :

- Tout logement situé sur un périmètre concerné par le permis de louer, doit fournir ce document pour permettre le versement d'une aide financière individuelle, au titre du FSL, relative à un dossier d'accès au logement, au maintien dans le logement ou à la fourniture d'énergie.

Article 3 :

Est ajouté au chapitre 6 du règlement intérieur, page 13 – 5a :

- Seule la facture sur consommations réelles sera recevable pour le traitement du dossier relatif à un impayé d'énergie au titre du FSL.

Les mêmes modifications seront portées à l'annexe 7 dans les conditions d'attribution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-7138/19/CM

■ Approbation du Règlement Intérieur métropolitain du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) MET 19/12407/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Il s'agit d'un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Conformément aux dispositions de l'article L263-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le règlement intérieur « détermine les conditions et les modalités d'attribution des aides, notamment en cas d'urgence, et les conditions de mise en œuvre des mesures d'accompagnement ».

De compétence départementale jusqu'au 31 décembre 2016, le Fonds d'Aide aux Jeunes a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2017 par les trois départements intervenant sur le territoire de la Métropole, à savoir les départements

des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis). le transfert de compétence est intervenu en application des dispositions des lois MAPTAM du 27 janvier 2014 et NOTRE du 7 août 2015.

Les modalités de fonctionnement de ce dispositif étaient jusqu'à présent définies par le Règlement Intérieur adopté par chacun des trois Départements précités.

Toutefois, il est apparu nécessaire, après le transfert et au vu de la démarche d'harmonisation du Fonds d'Aide aux jeunes de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de revoir le Règlement Intérieur.

Ainsi, afin de mieux appréhender le contexte métropolitain, le cadre législatif en constante évolution, les nouvelles technologies, et assurer une complémentarité avec les aides dispensées par les autres organismes, une nouvelle rédaction est apparue nécessaire.

Celle-ci apporte des modifications sur les instances du FAJ mais aussi son fonctionnement pratique avec une meilleure prise en compte des bénéficiaires, une adaptation des besoins par rapport aux demandes, et une mise à jour des procédures d'attribution et d'instruction.

C'est pour ces motifs que cette nouvelle rédaction plus globale du Règlement Intérieur métropolitain est nécessaire et qu'il convient désormais d'approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'adopter le Règlement Intérieur métropolitain du Fonds d'Aide aux Jeunes.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Règlement Intérieur métropolitain du Fonds d'Aide aux Jeunes annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-7139/19/CM

■ Présentation des rapports d'activités annuels des délégations de service public relatives à la gestion des Aires d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes et de Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue, La Malle MET 19/11808/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Cette Délégation de Service Public, confiée à l'Association ALOTRA, est régie dans le cadre d'une convention d'affermage qui a pris effet le 1^{er} janvier 2011. Son objet a trait à la gestion, à l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des trois Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix indiquées en objet.

Afin de permettre la vérification optimale du fonctionnement, des conditions financières et des dispositions techniques de ce service délégué, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante, au plus tard le 1^{er} mai de chaque exercice, les Rapports d'Activités idoines. Ceux ci se composent notamment des comptes-rendus techniques, des comptes de résultats financiers, ainsi que tout élément permettant une analyse précise de cette délégation.

Par souci de lisibilité et d'efficacité, les Rapports d'Activités consolidés spécifiques aux trois Aires d'Accueil, joints à cet exposé, sont accompagnés, de leurs synthèses respectives et d'un rapport synthétique global.

Conformément à la législation en vigueur, l'Aire d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, agréée Centre Social par la C.A.F, l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes et l'Aire d'Accueil de Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue, La Malle, poursuivent leurs multiples missions auprès des voyageurs tout en assurant des relations constantes avec les services du Territoire du Pays d'Aix, les partenaires institutionnels et les services publics de proximité.

Dans le domaine de la gestion sociale, les animations, les actions en matière de santé et de scolarisation, ainsi que les mesures de soutien et d'accompagnement des familles, mises en œuvre sur les trois sites dans le cadre du Projet Social contractualisé, traduisent de réelles avancées. Elles sont sommairement énumérées ci-après pour chacun des axes concernés.

- Accueil et suivi des familles : accompagnements socio-éducatif et administratif, domiciliations, instructions des dossiers RSA et des prestations sociales, accès à l'emploi et à la formation, etc ...

En 2018, dans ce secteur ont été engagés 3218 entretiens et interventions auprès des familles (+ 7,12%).

- Santé et prévention : consultations médicales, prévention et dépistages, sensibilisation aux violences, sensibilisation en faveur de l'hygiène et de l'éducation à la santé, etc ...

Bien que les permanences PMI aient été suspendues par les services concernés, 214 personnes ont participé aux actions engagées en 2018 dans le domaine de la santé et de la prévention (+72,58 %).

- Scolarisation et soutien scolaire : inscriptions en établissements scolaires, cours de soutien, liaisons avec le CNED et le CASNAV, ateliers d'alphabétisation et de soutien à la parentalité, etc ...

En 2018, 417 enfants ont bénéficié des actions en faveur de la scolarisation et du soutien scolaire (- 4,79%).

- Animation et accès à la culture : organisation d'ateliers ludiques, créatifs, éducatifs et culturels, organisation de sorties, participation aux manifestations des communes (carnaval d'Aix en Provence, Salon du livre ...) développement de projets spécifiques (débat, vidéo, spectacles, sports) etc ...

1953 actions ont été engagées en 2018 sur les Aires d'Accueil dans les secteurs de l'animation et de la culture (+25,19%).

Dans le domaine de la gestion locative une forte augmentation de la fréquentation globale est à constater. En effet, en 2018, 1232 personnes ont été accueillies sur l'Aire d'Accueil Le Réaltor, de 80 places, soit 47,89 % de plus qu'en 2017. Cette progression est générée par la forte attractivité de ce nouvel Equipement Public qui voit sa durée moyenne de séjour se stabiliser à 43 jours par famille.

A cette fréquentation s'ajoutent les 574 personnes, soit + 33,79 %, accueillies en 2018 sur l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, qui dispose d'une capacité limitée à 23 places. Désormais concurrencée par les deux autres Aires plus récentes et de jauge supérieures, la qualité de ses équipements et de sa gestion maintiennent néanmoins sa durée moyenne de séjour à 31 jours par famille.

En 2018, l'Aire de Bouc Bel Air / Simiane Collongue, La Malle, a accueilli 609 personnes, soit + 9,5 %, et

voit sa durée moyenne de séjour s'établir à 48 jours par famille.

En 2018, les trois Aires du Territoire du Pays d'Aix ont donc accueilli 2415 personnes, (+ 32,83 %), soit 1007 caravanes (+ 31,92%). Les taux d'occupation annuels respectifs se fixent à 58 % pour Le Réaltor, à 58 % pour Rives Hautes et à 87 % pour La Malle, démontrant ainsi la pertinence de ces équipements.

Ainsi, malgré un environnement parfois particulièrement défavorable, l'occupation globale annuelle des trois Aires d'Accueil s'est établie à 35 914 journées/caravanes, en nette augmentation de 47,31 % par rapport à 2017.

Cette fréquentation a produit une recette totale perçue auprès des usagers de 251 232 euros TTC, soit plus 32 % par rapport à 2017. Cependant les produits totaux des budgets d'exploitation atteignent 736 992 euros TTC, alors que les dépenses globales idoines s'établissent à 763 053 euros TTC, dégageant ainsi un résultat global déficitaire de 26 060 euros TTC, alors que 2017 faisait l'objet d'un excédent de 97 076 euros TTC.

Il est à noter que le rapport R/D, soit : Recettes directes perçues auprès des voyageurs/Dépenses totales d'exploitation, qui caractérise toute Délégation de Service Public (DSP) se fixe à 32,92 %. Sur le plan juridique pour ce type d'activité non commerciale, ce taux est parfaitement compatible avec la nature contractuelle de la DSP.

Ce bilan économique pourrait être plus favorable si ces Aires d'Accueil n'avaient pas à connaître régulièrement la proximité de nombreux stationnements illicites, de voyageurs s'installant en dehors des équipements prévus à cet effet ou de populations sédentarisées.

Ces occupations génèrent des charges supplémentaires (vols de fluides, dégradations, ...etc), et réduisent fortement l'attractivité des Aires d'Accueil qui, le cas échéant, pourraient connaître des taux d'occupation bien plus élevés et donc des recettes plus conséquentes. Ces états de faits risquent donc de mettre en péril l'équilibre économique de la DSP de gestion des Aires d'Accueil, induisent des difficultés de gestion et posent de véritables problèmes de sécurité, de tranquillité et d'hygiène publiques.

Néanmoins pour ce qui concerne la gestion des Aires d'Accueil, il est à constater qu'au fil du temps, pour un service rendu en réelle amélioration, tant quantitative que qualitative, la participation financière du Territoire du Pays d'Aix et le coût global restant à sa charge, se sont particulièrement optimisés avec la mise en œuvre de cette D.S.P.

En effet, en 2018, la Contribution Financière forfaitaire (CFf) globale du Territoire du Pays d'Aix, afférente à la gestion et à l'animation de ces structures d'accueil, s'est limitée à 40 912 euros TTC, soit 71 % de moins que l'année précédente. Néanmoins, au titre de 2019

cette Contribution Financière sera impactée par le résultat de la procédure de consultation inhérente à l'échéance, à fin 2018, de la convention de DSP en vigueur.

En substance, il est à préciser qu'en 2018, le coût global annuel (Contribution Financière contractualisée + Travaux réalisés par le délégant) supporté par les finances du Territoire du Pays d'Aix, s'établit à 16,94 euros TTC par personne accueillie.

Les propos qui précèdent démontrent, que ces trois Aires, remplissent parfaitement leur rôle d'accueil auprès des Gens du Voyage. Elles sont un lieu de ressources où les familles trouvent des avantages multiples : tissu économique important, situation sur des axes de passages, proximité des Equipements Publics, diversité des prestations, etc.

Malgré les quelques inconvénients pointés, les voyageurs font globalement part de leur satisfaction quant à l'accueil, la gestion, les services et les animations proposés. Ils souhaitent voir se développer sur la Métropole Aix-Marseille-Provence d'autres Equipements de qualité, semblables aux Aires d'Accueil construites sur le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et de procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 05 juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La délibération n°2010 _A196 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du délégataire ;
- La délibération n°DEVT 003-3296/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative au prolongement d'un an de la convention de DSP en vigueur ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte des rapports d'activités annuels pour l'exercice 2018 de la Délégation de Service Public inhérente à l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives hautes, de Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue, La Malle.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-7140/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public pour la gestion et l'animation des aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 19/12329/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° DEVT 004-6009/19/CM du 16 mai 2019, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation des aires d'accueil de la Métropole d'une durée de sept ans, à compter du 1^{er} juin 2019.

Afin d'apporter les ajustements matériels nécessaires aux annexes, il est proposé par avenant, d'une part, d'intégrer les annexes n°1 et n°2 manquantes, de rétablir à l'annexe 7 les organigrammes de la structure de gestion des aires d'accueil figurant par erreur dans l'annexe 6, et d'intégrer la page de garde de l'annexe 8 et d'autre part, de modifier les horaires d'ouverture des aires d'accueil et terrains de grands passages et d'ajuster la formule d'intégration des futures aires d'accueil dans le périmètre de la DSP.

En effet, par suite d'une erreur matérielle la liste des annexes, comportant 14 documents, doit être ajustée de la manière suivante :

- Ajouter les deux annexes suivantes :

Annexe 1 – Plans de situations et plans masses des aires d'accueil de la délégation de service public.

Annexe 2 – Cadre type du Règlement Intérieur et ses annexes des aires d'accueil de la délégation de service public.

- Rétablir dans sa complétude l'annexe 7 - Organisation et modalités de fonctionnement général des aires d'accueil, des terrains de grands passages et des moyens humains nécessaires aux besoins de la délégation de service public - qui doit également

comporter les organigrammes du gestionnaire inclus par erreur dans l'Annexe 6.

- Intégrer la page de garde de l'Annexe 8 – Memento à l'usage des chefs d'établissements délégués sur les établissements recevant du public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, suite à la sollicitation du gestionnaire ALOTRA dans le cadre de la mission d'accueil et d'accompagnement des familles des gens du voyage, il convient d'adapter comme ci-dessous, les horaires d'ouverture des aires d'accueil et des terrains de grands passages :

Pour les Aires d'Accueil :

- du lundi au vendredi : de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, au lieu de 9h à 12h et de 14h à 18h.

- les horaires d'ouverture du samedi restent inchangés: de 9h à 12h.

Pour les Terrains de Grands Passages :

- du lundi au dimanche : de 9h à 17h.

En effet, ces horaires correspondent mieux aux réels besoins et aux modes de vie des gens du voyage ainsi qu'aux attentes des services métropolitains en matière de qualité du service rendu.

Les nouveaux horaires d'ouverture ne modifient pas le nombre d'heures de travail, les personnels de gestion effectuent 35h hebdomadaires conformément à l'article 7.1. de la convention, à l'annexe 5 relative au planning et horaires de travail des agents sur les Aires d'Accueil et les Terrains de Grands Passages et au chapitre 1.1. de l'annexe 7 relative à l'organisation et modalités de fonctionnement général des Aires d'Accueil, des Terrains de Grands Passages et des moyens humains nécessaires aux besoins de la Délégation de Service Public. Cette disposition n'a donc aucun impact financier sur la Contribution Financière forfaitaire contractualisée de la Métropole.

En ce qui concerne la formule d'intégration des futures Aires d'Accueil dans le périmètre de la Délégation de Service Public, mentionnée en Annexe 12, le Concessionnaire fait valoir qu'il apparaît plus pertinent et plus juste, pour le calcul de la Contribution Financière forfaitaire, de prendre en compte l'unité définissant la recette variable fondée sur le nombre de places caravanes et non sur le nombre de places familles.

Cette disposition est conforme aux modalités de calcul des subventions de fonctionnement versées par l'État aux gestionnaires d'aires d'accueil, qui se fixe également à la place caravane.

Ainsi, la prise en compte d'un montant unitaire se fixant à 4 534 euros au lieu de 3 264 euros, permet à la Métropole une économie d'environ 35 000 euros à chaque nouvelle intégration d'Aire d'Accueil et ne modifie en rien le montant de la contribution financière

forfaitaire de base négociée à la date de la prise d'effet de la Convention.

En substance, compte tenu de ce qui précède et conformément aux préconisations des services compétents, il est convenu que ces ajustements d'annexes, d'horaires d'ouverture des Aires d'Accueil et des Terrains de Grands Passages et de la formule d'intégration, ne génèrent pas de modifications substantielles du Contrat initial.

Par voie de conséquence l'ensemble des ajustements mentionnés ci-avant impliquent :

1) Les ajouts dans le document contractuel global et dans leur complétude de :

- l'annexe n°1 – Plans de situations et plans masses des Aires d'Accueil de la Délégation de Service Public.
- l'annexe n°2 – Cadre Type du Règlement Intérieur et ses annexes des Aires d'Accueil de la Délégation de Service Public incluses dans le périmètre.
- la page de garde de l'annexe n°8.

2) Les modifications rédactionnelles idoines relatives à l'article 7.1 (page15) de la convention de DSP et aux annexes n° 5, n°7 à laquelle il convient de joindre les organigrammes et n°12, également jointes au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté ;
- La délibération n° DEVT 004-3297/17/CM du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017 relative à l'adoption du principe de DSP ;
- La délibération DEVT 004-6009/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019 relative à l'approbation du délégataire ;
- L'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 22 octobre 2019

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que certaines Annexes sont manquantes et d'autres sont incomplètes;
- Que les horaires d'ouverture des Aires d'Accueil et des Terrains de Grands Passages ne correspondent pas aux réels besoins et aux attentes des Gens du Voyage ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte les attentes Métropolitaines en matière de qualité du Service rendu à l'accueil des Gens du Voyage ;
- Qu'il s'avère nécessaire pour la collectivité de disposer d'une formule d'intégration des futures Aires d'Accueil dans le périmètre de la délégation de service public métropolitaine, plus cohérente et plus juste pour les finances publiques;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de délégation de service public des aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les états spéciaux des Territoires du Pays d'Aix et du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"**

ENV 001-7141/19/CM

■ **Approbation des axes stratégiques du plan
d'action de la Métropole Aix-Marseille Provence en
faveur de l'agriculture urbaine
MET 19/12675/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte d'accélération du changement climatique et de modifications profondes des pratiques alimentaires et des attentes citoyennes, les villes et les métropoles s'interrogent sur la place qu'elles doivent désormais accorder à l'agriculture dans leur développement urbain. Lors du Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, la présidente a souhaité rappeler son attachement à la question alimentaire, en lien avec MPG2019, année de la gastronomie en Provence.

L'agriculture urbaine est aujourd'hui portée par de nombreuses initiatives privées comme publiques. Définie par l'ADEME comme « tout acte maîtrisant le cycle végétal ou animal dans un but de production alimentaire ayant lieu en zone urbaine », elle est caractérisée par la très grande diversité de ses formes, allant des exploitations agricoles sur les franges de la ville aux productions spécialisées sur toits ou terrasses en milieu intra-urbain. Les résultats de la recherche scientifique récente démontrent que si l'agriculture urbaine ne doit pas être considérée comme une solution durable pour nourrir les citadins, elle représente toutefois un outil indispensable à la construction d'une ville résiliente et inclusive.

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un certain nombre de compétences au croisement desquelles se situe l'agriculture urbaine : les compétences Aménagement urbain, Politique de la Ville /cohésion sociale, Environnement et Agriculture. De plus, le projet métropolitain, qui vise à installer la métropole dans son futur de « Métropole à vivre », valorise l'agriculture comme le terreau d'une nouvelle prospérité, via l'alimentation, la biodiversité et le cadre de vie. Par ailleurs, il identifie l'agriculture urbaine comme un levier de renforcement de l'attractivité des centres-villes.

L'articulation de ces compétences est actuellement au cœur de la démarche de Projet Alimentaire Territorial, porté conjointement par la Métropole et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles. Les six axes stratégiques du Projet Alimentaire Territorial (Economie, Aménagement, Nutrition-Santé-Accessibilité sociale, Environnement, Patrimoine,

Innovation) organisent les rôles complémentaires de l'agriculture intra-urbaine, périurbaine et rurale du territoire, professionnelle ou non, ainsi que l'ensemble des fonctions qui y sont liées.

C'est pourquoi il est proposé que la Métropole Aix-Marseille Provence engage la mise en œuvre d'un plan d'action ambitieux en faveur de l'agriculture urbaine.

Le plan d'action agriculture urbaine a pour objectif de coordonner les efforts et investissements de la Métropole et de ses principaux partenaires institutionnels intervenant sur le sujet, en posant un cadre stratégique et opérationnel à même de répondre aux principaux défis rencontrés par les agriculteurs urbains. Il vise à mettre en place les conditions institutionnelles nécessaires au bon développement des initiatives privées et à soutenir certaines initiatives publiques ou publiques-privées, susceptibles d'être répliquées.

En tant que politique publique pilote, le plan d'action portera dans une première phase sur un périmètre test, afin de pouvoir bénéficier de retours d'expérience significatifs avant une extension en deuxième phase.

Ce périmètre de phase 1 correspond au territoire de la Ville de Marseille. En effet, son potentiel avéré en agriculture urbaine et l'existence d'acteurs spécialisés, sur lesquels le plan d'action pourra s'appuyer, constituent une opportunité pour les autres territoires urbains de la métropole.

Dans une seconde phase, cette politique pourrait être étendue à d'autres communes de la métropole. Le plan d'action sera mis en œuvre sur deux ans, à partir de fin 2019. La phase 2 a vocation à couvrir dès septembre 2020 une zone géographique élargie.

Les enjeux métropolitains

L'agriculture urbaine est une source de produits alimentaires frais pour les villes, qui, même si elle reste marginale en termes de parts de marchés, agit comme un levier fort de sensibilisation à l'alimentation, au service du consommateur local. Eu égard au capital sympathie qu'elle génère, elle favorise l'intérêt des citoyens pour le monde agricole et offre un vecteur de prise de conscience des enjeux de l'agriculture : besoin de préserver une agriculture à proximité des villes et nécessité de porter ses choix alimentaires vers des productions locales et de qualité.

L'agriculture urbaine constitue également un facteur majeur d'amélioration de la résilience des villes. En végétalisant l'espace urbain, elle contribue à remettre de la nature en ville. Elle constitue l'un des outils pour diminuer le phénomène des « îlots de chaleur urbains », les végétaux contribuant à rafraîchir l'air, et permet d'améliorer la régulation de l'eau. Elle peut aussi jouer un rôle important dans la préservation de la biodiversité et réduire les pollutions atmosphériques, via l'absorption des polluants par les arbres.

Avec 59 quartiers dits « prioritaires » au titre de la politique de la ville, les enjeux d'insertion sociale ainsi que d'accessibilité à une alimentation saine sont particulièrement importants sur la Métropole. L'agriculture urbaine apportera des solutions concrètes à ces problématiques et deviendra un véritable levier d'action dans les quartiers. La création de liens et d'entraide autour du jardinage et de l'alimentation ainsi que la capacité de communautés de jardiniers à transcender les milieux sociaux d'origine, ont été largement soulignés par la recherche. En matière d'insertion, de nombreuses expériences réalisées par les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'Insertion par l'Activité Economique ont démontré la réussite des projets basés sur l'agriculture urbaine.

Potentiel de développement et freins à lever

L'agriculture urbaine est aujourd'hui très dynamique sur le territoire métropolitain, et particulièrement à Marseille. Une centaine d'initiatives, privées comme publiques, ont ainsi pu être recensées à Marseille en 2019, allant des fermes maraîchères de plein champ (par exemple, la ferme Terre de Mars) aux exploitations spécialisées produisant sur toits ou en intérieur, via des procédés hors-sol (Les Champignons de Marseille, qui produisent des pleurotes en cave sur marc de café). Dans une visée sociale, plusieurs associations marseillaises utilisent l'agriculture comme support d'insertion, pour des personnes handicapées (ESAT de la Bessonnière) ou éloignées de l'emploi (Ateliers et Chantiers d'Insertion des Restos du Cœur). Enfin, Marseille compte 66 jardins collectifs, qui maintiennent un lien social fort entre les habitants. Ils occupent aujourd'hui une superficie de 27 hectares.

Cette agriculture urbaine en pleine croissance dispose de nombreux atouts. Sur les franges de la ville, elle s'appuie sur un potentiel de terres agricoles de 120 ha non valorisés et bénéficiant de conditions de production plein sol très favorables. En sus des terres agricoles, Marseille dispose de nombreuses toitures plates, de caves, et de terrains en friche où pourrait se développer une culture hors sol. Une partie non négligeable de friches serait de surcroît propriété d'entités publiques. On estime ainsi à 104 hectares les friches urbaines à potentiel agricole appartenant à la Ville de Marseille.

Toutefois, l'installation de projets d'agriculture urbaine rencontre un certain nombre de freins, que l'on retrouve ailleurs en France.

Le cadre juridique existant n'a pas été conçu pour cette pratique relativement récente et les porteurs de projet font face à de difficultés relatives aux statuts de l'activité, à la forme juridique de la structure, à la compatibilité avec les documents d'urbanisme locaux ou aux normes liées à l'accès et à la sécurisation des personnes.

L'accès au foncier constitue un autre frein majeur au développement de l'agriculture urbaine. En péri-urbain, la SAFER PACA est en capacité d'intervenir, mais les outils classiques sont insuffisants au vu des niveaux

de prix très élevés. En intra-urbain, l'agriculture est souvent considérée comme un outil transitoire pour répondre aux défis rencontrés par les promoteurs immobiliers et aménageurs. Les occupations temporaires proposées ne permettent pas d'installer durablement les projets et de rentabiliser les investissements.

L'accès à l'eau à des tarifs économiquement supportables est en autre enjeu important pour ces projets. Le canal de Marseille dessert les franges de la ville en eau brute mais les tarifs agricoles restent inaccessibles aux agriculteurs urbains, étant conditionnés par le statut d'exploitant agricole de la MSA (Mutualité Sociale Agricole).

Enfin, si les dispositifs d'aide à l'installation classiques, offerts par la Chambre d'agriculture et la SAFER PACA, s'appliquent aux terrains agricoles situés sur les franges de la ville, un conseil spécialisé en agriculture intra-urbaine doit encore émerger, notamment sur la question du modèle économique. La complémentarité entre acteurs en vue d'une simplification des procédures d'installation est un enjeu clé.

Objectifs et déclinaison opérationnelle du plan d'action

Le plan d'action entend contribuer à conforter la Métropole dans son projet de développement durable et à la placer sur les rangs des grandes métropoles européennes en matière d'agriculture urbaine :

- Une métropole qui produit localement des produits ultra-frais pour ses habitants, et qui fait entrer l'agriculture dans la ville pour sensibiliser à une alimentation saine et mieux faire connaître à tous la richesse de l'agriculture métropolitaine ;
- Une métropole plus verte, où l'agriculture est mobilisée pour mieux gérer les franges urbaines, réduire les risques (notamment feu de forêt) et les températures,
- Une métropole solidaire, qui innove pour ses quartiers, et dynamise le lien social entre habitants autour de jardins partagés, collectifs ou scolaires.

Dans sa première phase de mise en œuvre et parmi 100 actions identifiées, il totalise 30 actions phares venant traduire concrètement la réponse coordonnée aux enjeux alimentaires, environnementaux et sociaux auxquels la Métropole est confrontée. Le plan d'action est un document évolutif en fonction des besoins et opportunités d'action. Il sera financé dans le cadre des différentes politiques publiques de la Métropole et de ses partenaires : Département des Bouches-du-Rhône, Ville de Marseille, SAFER PACA et Chambre d'agriculture. La SOLEAM, Marseille Rénovation Urbaine, Euromed, la Société des Eaux de Marseille Métropole et les associations mobilisées dans ce domaine sont également associées.

Le plan d'action est donc organisé selon les trois axes suivants :

Axe stratégique 1 : Soutenir une production et une alimentation locales

Le plan d'action permettra l'adaptation des documents d'urbanisme règlementaire afin de lever les obstacles juridiques à l'agriculture urbaine et cherchera à pérenniser le foncier agricole par la mise en place de Zones Agricoles Protégées.

Les conditions tarifaires d'accès à l'eau de production des agriculteurs urbains seront améliorées. Le plan d'action soutiendra l'installation professionnelle en agriculture urbaine via l'accès au foncier : quatre appels à projets seront lancés pour la mise à disposition de fonciers publics dédiés, soit en milieu péri-urbain, soit en milieu intra-urbain. Un groupe de travail « Coordination Installation » dédié aux projets professionnels de l'agriculture urbaine sera mis en place afin de faciliter l'accès aux services de la Métropole et des partenaires du plan d'action.

Un travail de promotion de la reconnaissance d'un statut d'agriculteur urbain au niveau national sera initié.

Pour permettre l'accès de tous les citoyens à des produits frais, les différentes plateformes alimentaires seront mises en synergie autour du Marché d'Intérêt National des Arnavaux, en complément d'actions pilotes de réduction des flux logistiques par gestion optimisée du 1er et du dernier km. Une halle de producteurs en demi-gros sera installée dans l'Est de Marseille (sur le modèle de la Halle « Terres de Provence » à Plan-de-Campagne), et un concours d'architecture sera lancé pour installer une halle gastronomique, vitrine des produits du territoire, dans la continuité de MPG2019.

Axe stratégique 2 : Mobiliser l'agriculture urbaine au service d'une ville durable

Le plan d'action renforcera la place de la nature en ville via l'installation d'agriculteurs urbains sur des délaissés ou friches urbaines, la création d'un vaste parc agricole sur les piémonts du massif de l'Etoile et l'appui à la mise en œuvre du plan de gestion du domaine bastidaire Montgolfier à Sainte-Marthe.

Il permettra également une gestion optimisée des franges urbaines, en soutenant le développement de l'éco-pâturage et des pépinières apicoles chez les propriétaires privés en milieu forestier péri-urbain, la création d'un verger expérimental en péri-urbain et la recherche de nouveaux modèles de gestion des franges villes-parcs naturels.

Pour faciliter l'émergence d'une économie circulaire qui nourrisse l'agriculture, il encouragera le déploiement des composteurs et la réutilisation des déchets verts des collectivités par les agriculteurs urbains.

Axe stratégique 3 : Favoriser l'émergence d'une ville inclusive

Le plan d'action soutiendra la création d'un centre de ressources pour les jardins collectifs, en lien avec la Ville de Marseille, et l'installation de projets pilotes de

micro-fermes urbaines en particulier en quartiers dits « prioritaires », à Frais-Vallon - La Rose ainsi que dans le quartier des Aygalades.

Enfin, dans un objectif d'accessibilité sociale, il mettra en place un dispositif d'accompagnement à la création de marchés de producteurs, AMAP ou paniers solidaires dans les « déserts » alimentaires.

Une série d'actions transversales à tous les types d'initiatives d'agriculture urbaine sera également lancée. Le plan d'action appuiera le financement coordonné des projets privés d'agriculture urbaine via la mise en synergie des dispositifs existants et la création d'enveloppes dédiées à l'agriculture urbaine et permettra un accompagnement à la qualité environnementale de ces projets.

Le développement de deux formations en agriculture urbaine sera soutenu, de même que le projet d'intérêt général de la Cité de l'agriculture, conçu au bénéfice des projets d'agriculture urbaine comme des habitants au sens large, dans sa mission d'appui aux porteurs de projets et de sensibilisation et éducation.

Le budget requis pour la mise en œuvre du plan d'action sur l'année 2020 est estimé à 2 188 700 €, dont près d'1,3 million dédié à l'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt introduisant la notion de projets alimentaires territoriaux ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant les modalités et principes de l'élaboration de Plan Climat Air Energie métropolitain ;
- La délibération n° FAG 057-4109/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le document « Ambition 2040 : 12 engagements pour une métropole à vivre » ;

- La délibération n° ENV 001-5209/18/CM du 13 décembre 2018 prenant acte de la présentation du rapport relatif à l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le rôle clé que l'agriculture urbaine est amenée à jouer dans la Métropole Aix-Marseille Provence comme support de sensibilisation à une alimentation locale et à la préservation de l'agriculture métropolitaine, comme outil de réintroduction de la nature en ville et d'adaptation au changement climatique et enfin comme levier de renforcement de la cohésion sociale, dans les quartiers dits « prioritaires » comme ailleurs ;
- La dynamique forte qui caractérise cette agriculture spécifique sur notre territoire, son potentiel de développement important, tant sur des terres agricoles non valorisées sur les franges de la ville qu'en intra-urbain sur des nombreux délaissés urbains ;
- Les besoins des porteurs de projet d'agriculture urbaine en terme de levée de freins technico-administratifs et en termes d'accompagnements des projets.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les trois axes stratégiques du plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à engager toutes les démarches nécessaires à mise en œuvre du plan d'action.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux chapitres 11 et 65, sous réserve du vote du budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-7142/19/CM

**■ Rapport sur la situation 2019 en matière de développement durable de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/12489/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011, pris en application de l'article 255 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 », soumet les collectivités territoriales et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, de plus de 50.000 habitants, à la présentation, préalablement au débat sur le projet de budget, d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de Développement Durable.

Ce document s'inscrit dans un contexte général de transparence et d'information à destination des citoyens, dans le sens d'une plus grande intégration du Développement Durable à tous les niveaux.

La présentation du rapport, à l'assemblée délibérante, est ainsi l'occasion de remettre au centre du débat démocratique les choix de l'action publique au regard du Développement Durable, de faire évoluer la maquette budgétaire en adéquation avec les enjeux locaux et les orientations stratégiques retenues.

Afin de répondre à cet objectif, le Rapport Annuel Développement Durable se doit, d'une part de proposer un tableau le plus exhaustif possible des stratégies et actions portées par la Métropole et ayant un impact au cœur du triptyque : social, économie et environnement.

Il se doit, d'autre part, de proposer des éléments tangibles d'évaluation qui, non seulement doivent apporter une information quant à la durabilité des politiques portées par la collectivité mais, également, doivent pouvoir être capitalisés, afin de témoigner de la progression de l'engagement sur la durée.

Le Rapport Annuel du Développement Durable 2019, qui figure en annexe de ce rapport, précise l'ensemble de ces éléments, dont une brève synthèse est donnée ci-après.

Pour l'année 2019, qui prend pour base les données relatives à l'année 2018, le choix a été fait de recenser l'ensemble des démarches et actions produites par la Métropole et dont l'impact Développement Durable est avéré, au travers de deux prismes distincts :

- **L'activité interne des différentes directions de la Métropole.** Cette analyse s'appuie à la fois, sur la vitalité de l'institution dans ses politiques, sur l'efficacité de ses services dans les démarches opérationnelles, mais

également, sur l'impact positif de ses actions au plus près du territoire et de ses habitants. Près de 120 actions et démarches ont été identifiées. Depuis les grands schémas structurants, jusqu'aux actions les plus pointues, on dénombre un très grand nombre d'initiatives dans la quasi-totalité des compétences de la Métropole : Aménagement, Insertion, Environnement, Agriculture, Forêt, Développement Economique, Mobilité, Eaux, Assainissement et Déchets...

Ceci s'inscrit, également, dans les compétences fonctionnelles telles que : Ressources Humaines, Moyens Généraux, Numérique, Commande Publique et Communication..., qui concourent à positionner la Métropole en tant que Collectivité Exemplaïre.

Cet ensemble d'éléments montre que le Développement Durable est parfaitement intégré dans l'ADN de la Collectivité, même si des progrès peuvent être encore réalisés.

- Les **17 Objectifs Développement Durable (ODD)**, tels qu'ils ont été définis par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette méthodologie est mise en place, depuis 2015, par des métropoles et collectivités françaises, dont par exemple le Grand Paris ou le Département des Bouches-du-Rhône. S'inscrivant dans l'objectif d'un Agenda 2030, les Objectifs Développement Durable se posent comme l'un des outils d'aide à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques en faveur du Développement Durable, parmi les plus pertinents. L'Etat français a souhaité s'investir dans cette démarche qui permet de :
 - o Assurer un état des lieux réaliste, puis mettre en œuvre un suivi rigoureux des progrès réalisés et identifier les domaines d'amélioration possible ;
 - o Créer une dynamique d'appropriation des objectifs de développement durable par les territoires, la société civile, le secteur privé et les citoyens ;
 - o Favoriser un contexte de coopération : diffuser les bonnes pratiques et construire un cadre de coopération entre les acteurs pour mener des actions conjointes.

L'analyse du Rapport Annuel Développement Durable, au travers des ODD, permet de montrer comment la Métropole s'inscrit dans ce schéma, quels sont les domaines dans lesquels elle se distingue, et quels

champs peut-elle encore investiguer. Par ailleurs, cela permet de pouvoir établir des bases de comparaisons avec les autres collectivités qui s'inscrivent dans cette démarche.

Les 17 ODD sont (pour mémoire) :

1. Eradiquer de la pauvreté sous toutes ses formes
2. Faire disparaître la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable pour un accès pour tous à une alimentation de qualité
3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous et à tout âge
4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
5. Parvenir à l'égalité entre les sexes
6. Garantir l'accès généralisé à l'eau potable et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables, modernes et à coût abordable
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous et une croissance économique durable
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
10. Réduire les inégalités
11. Faire en sorte que toutes les villes, communautés et établissements humains soient ouverts à tous, résilients et durables
12. Etablir des modes de consommation et de production responsables et durables
13. Prendre d'urgence les mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
14. Conserver et exploiter de manière durable, les océans, les mers, les ressources marines et la biodiversité aquatique
15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de manière durable, gérer durablement les forêts, lutter

contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité terrestre

16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du Développement Durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre les partenariats pour la réalisation des objectifs Développement Durable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se distingue plus particulièrement dans deux de ces 17 objectifs :

- **ODD 11. Villes et communautés durables** : sur les 120 actions, 95 ont été répertoriées dans cet Objectif. Cela signifie que la Métropole Aix-Marseille-Provence a inscrit l'ensemble de ses politiques urbaines, dans une ambition de durabilité. Il s'agit de faire en sorte que le territoire soit ouvert à tous, qu'il favorise l'intégration, le bien-être de ses habitants, qu'il soit sûr et résilient, porteur d'un avenir favorable au plus grand nombre. Il s'agit, également, de mettre en lumière la cohérence et la pertinence des stratégies déployées par la Métropole au profit d'un développement harmonieux.
- **ODD 13. Changement Climatique** : la métropole s'est engagée dans un Plan Climat Air Energie Métropolitain. Celui-ci a pour objectif d'intégrer les problématiques qualité de l'air, émissions carbone et énergie dans l'ensemble des démarches structurantes. De fait, il importe de pouvoir, d'une part, limiter les impacts actuels produits par l'ensemble des activités du territoire et, d'autre part, d'anticiper les évolutions climatiques pour permettre un développement urbain, économique, social et environnemental vertueux. Depuis le développement des énergies renouvelables, à la rénovation thermique de l'habitat, en passant notamment par la décarbonation de l'industrie, les chantiers ouverts par la métropole sont nombreux et concernent toutes les compétences. Il s'agit également de lutter contre les effets du changement climatique et la vulnérabilité du territoire via la préservation des terres agricoles et naturelles comme du littoral et de la mer.

Enfin, en dernier lieu, les actions inventoriées ont été déclinées selon les **cinq axes de la stratégie environnementale** métropolitaine.

- **La stratégie environnementale**

La politique en faveur de la préservation de l'environnement se distingue en cinq axes forts :

- Axe 1 : Renforcer la culture environnementale et favoriser le changement des comportements.
- Axe 2 : Remettre l'Humain au cœur de l'environnement.
- Axe 3 : Préserver et enrichir le Capital Nature.
- Axe 4 : Faire de l'environnement un sujet d'attractivité.
- Axe 5 : Ouvrir la Métropole à la Méditerranée et au Monde.

Il s'avère que l'ensemble des actions s'inscrit parfaitement dans ces axes et démontre qu'il s'agit là d'une déclinaison pertinente, en lien avec l'Agenda environnemental métropolitain et départemental. On constate que la Métropole développe de très nombreuses actions pour répondre à ces cinq objectifs, au travers de ses grands schémas structurants (SCOT, PLUI, PCAEM, PLH, PAT, PDU, Agenda de la Mobilité, Plan Bleu, Livre Blanc de l'énergie, atlas de la biodiversité...) comme au travers des actions de proximité, portées par l'ensemble des directions.

On peut constater que le Rapport Annuel Développement Durable 2019 est plus riche et plus complet que celui de 2018, à la fois en terme d'actions et de résultats. L'utilisation des Objectifs Développement Durable comme référence pour les politiques conduites par la Métropole permettra, dans les années futures, de mieux en mesurer les progrès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2011-687 du 17 juillet 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la présentation du Rapport Annuel du Développement Durable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cadre de vie,
 traitement des déchets, eau et
 assainissement"**

DEA 001-7143/19/CM

■ **Approbation de la transformation en établissements publics d'aménagement de gestion de l'eau du Syndicat d'Aménagement du Bassin versant de l'Arc (SABA) et du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH)
 MET 19/13133/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions de la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure, depuis le 1er janvier 2018, la compétence de *gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations*, dite «GEMAPI». Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc compétente en matière de GEMAPI sur la partie de son territoire inclus dans le bassin versant de l'Arc.

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de cette compétence s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour porter en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas notamment :

-sur la partie du territoire inclus dans le Bassin versant de l'Arc dont la gestion est assurée par *le Syndicat du Bassin versant de l'Arc*, le SABA ;

-sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par *le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune*, le SMBVH.

Par leurs statuts révisés et entrés en vigueur par arrêté préfectoral, le SABA et le SMBVH ont pour objet, de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau et participe à la prévention des inondations ainsi qu'à la préservation et à la restauration du bon état écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques, respectivement sur le bassin versant de l'Arc et sur celui de l'Huveaune.

A cet effet, ils assurent sur ce périmètre, au lieu et place de leurs membres, l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Ils interviennent dans le cadre de déclarations d'intérêt général, en cas de défaillance des propriétaires riverains ou des organisations qui leur sont substitués, et n'a donc pas vocation à intervenir lorsque ces propriétaires ou de telles organisations assurent l'entretien de ces espaces, comme c'est par exemple le cas sur le territoire de la commune de Marseille.

Au titre de ces compétences transférées, ils sont amenés à participer aux dispositifs réglementaires ou contractuels ayant pour objet la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la prévention des inondations, la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole, tels que les PAPI, ainsi qu'aux études et actions tendant aux mêmes fins, y compris l'information et la sensibilisation des administrés.

Le SMBVH est porteur d'un Contrat de Rivière en cours de mise en œuvre et d'un PAPI.

Une contribution statutaire de la Métropole permet d'assurer l'exercice de ces missions :

-sur le bassin versant de l'Arc, elle représente un montant annuel prévisionnel sur la période 2019/2020 de 441 000 euros ;

-sur le bassin de l'Huveaune, elle représente un montant annuel prévisionnel sur la période 2019/2020 de 445 000 euros.

Ces syndicats ont également vocation à réaliser ou se voir confier par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- à la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- à la prévention et à la défense contre les inondations.

Dans ce cadre et par des conventions spécifiques, en quasi-régie, ont été confiées par la Métropole aux syndicats :

- pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences en matière de GEMAPI,
- pour des prestations de services et d'études, dans le cadre de la mise en œuvre d'une cellule de veille hydrométéorologique à l'échelle de la Métropole.

Par délibérations du 28 mars 2019, il a également été approuvé par le conseil métropolitain la mise en place de conventions ayant pour objet de déléguer aux syndicats, dans le cadre des dispositions de l'article 4-III de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, l'exercice de certaines de ses compétences pour l'aménagement de l'Arc et de l'Huveaune et des ouvrages et milieux associés.

L'article L213-12 du Code de l'environnement encadre les modalités de la gestion des enjeux intégrés de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations à l'échelle d'un bassin versant dont les

contours excèdent le périmètre d'un établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre en disposant que « *Un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau est un groupement de collectivités territoriales constitué en application des articles L. 5711-1 à L. 5721-9 du code général des collectivités territoriales à l'échelle d'un bassin versant d'un fleuve côtier sujet à des inondations récurrentes ou d'un sous-bassin hydrographique d'un grand fleuve en vue d'assurer, à ce niveau, la prévention des inondations et des submersions ainsi que la gestion des cours d'eau non domaniaux. Cet établissement comprend notamment les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations en application du I bis de l'article L. 211-7 du présent code. Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation* ».

Le même article, qui prévoit les modalités de créations de tels établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau, sous forme de syndicats mixtes, par arrêté du préfet coordonnateur de bassin dispose que lorsqu'un syndicat mixte remplit les conditions, il peut être transformé en établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau.

Il dispose que « *Cette transformation est proposée par le comité syndical au préfet coordonnateur de bassin concerné (...) Le projet de transformation et les avis émis sont transmis aux membres du syndicat. Cette transformation est décidée, sur proposition du comité syndical, par délibérations concordantes des organes délibérants des membres du syndicat. Le comité syndical et les membres se prononcent dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération proposant la transformation. A défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable. Un arrêté du représentant de l'Etat territorialement compétent approuve cette transformation* ».

Ce statut d'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau permet notamment :

-d'envisager que les délégations de compétence visées ci-dessus puissent être établies pour une durée courant au-delà du 31 décembre 2019, l'article 4-III de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations prévoyant qu'elles ne peuvent être consenties à des syndicats mixtes n'ayant pas la qualité d'établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau que jusqu'à cette date ;

-que de telles conventions puissent, sur l'ensemble des bassins versants considérés, permettre aux

syndicats d'intervenir en vue d'assurer une gestion intégrée des enjeux liés à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations.

Le SABA et le SMBVH ont donc formulé une demande sollicitant leur transformation en *établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau* (EPAGE).

L'aboutissement de cette démarche étant conditionnée par l'approbation des membres de ces syndicats, il est proposé au conseil métropolitain de donner un accord à la transformation du SABA et du SMBVH en *établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau*.

Il est précisé que cette transformation ne préjuge pas des modalités ultérieures de gestion par la Métropole de ses compétences en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, la Métropole pouvant à tout moment solliciter son retrait de ces syndicats

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- Le Code de l'Environnement
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;

- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- Les délibérations n° DEA 006-5767/19/CM et n° DEA 002-5763/19/CM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la convention en quasi régie de prestation liée à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI avec le SABA et avec le SMBVH ;
- Les périmètres des bassins versants de l'Arc et de l'Huveaune.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 qui prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SABA sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Arc et par le SMBVH sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Huveaune ;
- L'intérêt de la Métropole qui s'attache, sur les bassins versant de l'Arc et de l'Huveaune, à une gestion intégrée des enjeux de la GEMAPI.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la transformation du Syndicat du Bassin versant de l'Arc et du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune en deux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau, sur leurs périmètres respectifs des bassins versants de l'Arc et de l'Huveaune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-7144/19/CM

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public pour la gestion du service de l'assainissement collectif sur le territoire du Pays Salonais conclu avec Agglopolé Provence Assainissement MET 19/12364/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le service public de l'assainissement collectif du Territoire du Pays Salonais est exploité par la société Agglopolé Provence Assainissement par contrat de délégation qui arrive à échéance le 31 décembre 2024.

Cette délégation de service public a fait l'objet depuis lors de trois avenants :

- Un avenant n°1 du 28 décembre 2012 actant le fait que la société dédiée Agglopolé Provence Assainissement se substitue à la SAUR ;
- Un avenant n°2 du 4 juillet 2014 modifiant le patrimoine de la délégation, ainsi que les dispositions contractuelles relatives à la facturation des abonnés du service public d'assainissement collectif, non raccordés au réseau public d'eau potable ;

- Un avenant n°3 du 15 novembre 2018 modifiant le règlement de service afin d'intégrer les dispositions prévues à l'avenant n°2, prenant en compte de nouvelles charges liées à la réforme dite « Construire sans Détruire », modifiant le patrimoine de la délégation et les travaux prévus à l'annexe 5 du contrat, et intégrant une nouvelle clause de révision financière liée aux impayés.

Aujourd'hui, les parties souhaitent apporter certaines modifications contractuelles au contrat initial. Ces modifications vont permettre :

- De prendre en compte les travaux d'investissement nécessaires à l'extension de capacité du centre de compostage des boues de Salon-de-Provence à 16 000 tonnes/an, soit un montant de travaux de 88 000 euros HT pris en charge par le délégataire ;
- De réviser les distances kilométriques prises en compte pour le calcul des coûts de transport et de traitement des boues des stations d'épuration qui seront valorisées au centre de compostage des boues de Salon-de-Provence suite à ces travaux, soit une réduction des charges d'exploitation de 72 798 euros.

Le coût des travaux étant en grande partie compensé par les gains réalisés sur les coûts de transport, cet avenant a un impact faible sur la rémunération du délégataire, le prix par m³ de toutes les tranches de consommation est légèrement augmenté :

Tranche de consommation annuelle	Prix Po initial du contrat en euros par mètre cube	Prix avenant 3 appliqué Po en euros par mètre cube	Nouveaux prix appliqués Po en euros par mètre cube (avenant 4)	Evolution suite avenant 4	Augmentation cumulée depuis le début du contrat
Tranche 1 : 0-60 m3	0,5950	0,6379	0,6384	0,08%	7,29%
Tranche 2 : 61-180 m3	0,6545	0,7017	0,7022	0,08%	7,29%
Tranche 3 : A partir du 181 ^{ème} mètre cube	0,7200	0,7719	0,7725	0,08%	7,29%

Cet avenant est sans impact financier sur le budget de la collectivité. L'impact sur le résultat du délégataire est de +0,03%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation du service public de gestion du service de l'assainissement collectif conclu le 23 juillet 2012 et transmis à la Sous-Préfecture d'Aix en Provence le 24

juillet 2012 entre l'Ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance et la Société SAUR S.A.S à laquelle s'est substituée la société Agglopolo Provence Assainissement le 4 janvier 2013 et ses avenants 1 à 3 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'un avenant n°4.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de gestion du service de l'assainissement collectif conclu avec la société Agglopolo Provence Assainissement, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-7145/19/CM

**■ Mise en oeuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini - Approbation de la procédure de l'appel à projets 2019-2020
MET 19/12205/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau du Conseil de Territoire Marseille Provence et au titre de la loi Oudin-Santini, il est prévu une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement», soit environ 440 000 € par an.

Dans un même temps, les contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement de la

commune de Vitrolles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix prévoient une participation forfaitaire annuelle respectivement de 6 200 € et 6 800 € au titre d'actions de coopération, d'actions d'aides d'urgence ou d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

De manière exceptionnelle, l'enveloppe 2019 pour la partie eau sera de 33 583.33 € et pour la partie assainissement sera de 37 054 € correspondant aux montants cumulés (non utilisés) prévus aux contrats de DSP de l'eau et de l'assainissement depuis l'entrée en vigueur des deux contrats en août 2014.

La participation globale du Territoire d'Aix sera donc de 70 637.33 € pour l'année 2019.

Ces contributions permettent de participer à la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage par ailleurs à financer tous les dossiers retenus pour un montant de subvention équivalent à celui alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont créé dans ce cadre un guichet unique permettant aux associations de déposer un seul dossier de demande de subvention.

La procédure de l'appel à projets proposée « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement » est définie ci-après :

Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via le portail dématérialisé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier administratif est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation.

Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé d'élus et de représentants de l'administration.

Les projets ainsi retenus seront présentés en Conseil de Métropole pour l'attribution de la subvention. Chaque dossier reçoit une subvention maximale de

200 000 € (part Métropole et Agence de l'Eau). La part de la subvention ne pourra, par ailleurs, pas dépasser 80% du montant total des projets inférieurs ou égal à 50 000 € et 60% du montant total des projets supérieurs à 50 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°REX 002-2325/10/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du Territoire de Marseille Provence attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La convention de Délégation de service public de l'assainissement attribuée à la SAUR par délibération n°14-34 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la procédure de l'appel à projets « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau » et le dossier de consultation ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la convention cadre ci-annexée.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à mettre en œuvre la procédure d'appel à projets et à signer toutes les conventions qui en découleront.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Conseil de Territoire Marseille-Provence Sous Politique F170 - Nature 6743 – 3DEAE.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section de fonctionnement - Nature 6743.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement - Nature 6743.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-7146/19/CM

■ Approbation du règlement métropolitain du Service Public d'Assainissement Non Collectif MET 19/12485/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif est une compétence exercée par les territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit par ailleurs que l'autorité en charge de la compétence établisse un règlement de service définissant les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de la collectivité et des usagers.

Chaque service public d'assainissement non collectif (SPANC) de la Métropole dispose actuellement de son propre règlement. Cette situation crée des différences de traitement pour les usagers alors même que les conditions de mise en œuvre de la compétence et les contraintes sont identiques sur l'ensemble du territoire Métropolitain. Il est par conséquent proposé d'établir un règlement unique métropolitain applicable à tous les usagers du SPANC.

Le règlement de service métropolitain rappelle que les missions des SPANC sont celles relatives au contrôle des installations existantes et aux installations neuves ou à réhabiliter prévues par les lois et règlements en vigueur.

La périodicité des contrôles périodiques est harmonisée et fixée à 10 ans pour les installations jusqu'à 20 équivalent-habitant et 5 ans pour les installations supérieures à 20 équivalent-habitant. Le règlement définit également la liste des éléments probants attestant de la présence d'une installation non collectif à l'occasion des contrôles des installations existantes.

Par ailleurs, le règlement prévoit des modalités uniques de prise de contact avec le SPANC et des engagements de délais sur la prise de rendez-vous et la transmission des rapports de visites.

Enfin, le règlement fixe les conditions d'application des pénalités de refus de visite ou de non réalisation des travaux prescrits par le SPANC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019 ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 23 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'établir un règlement métropolitain du Service Public d'Assainissement Non Collectif en vue d'harmoniser les pratiques et de définir des conditions de mise en œuvre des contrôles identiques pour l'ensemble des usagers.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le règlement de service métropolitain de l'Assainissement Non Collectif qui sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2 :

Sont abrogés au 31 décembre 2019 les règlements de service SPANC appliqués dans les territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-7147/19/CM

**■ Autorisation de la Présidente à déposer une demande auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en vue d'un arrêté de Déclaration d'Intérêt Général (D.I.G) pour la réalisation du programme pluriannuel d'entretien des cours d'eau du bassin versant de la Cadière
MET 19/12453/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé une compétence

nouvelle, la GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations),

La délibération du 19/10/17 acte l'organisation de la compétence GEMAPI au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2018.

La Métropole exerce la compétence GEMAPI sans préjudice des obligations des propriétaires riverains des cours d'eau.

A compter du 1^{er} janvier 2018, le bassin versant de la Cadière a intégré le service GEMAPI de la Métropole. Par délibération DEA011-4230/18/CM le Conseil Métropolitain a approuvé le programme d'actions 2018/2020 à l'échelle métropolitaine, considérant une gestion intégrée par bassin versant.

Afin de répondre aux besoins des territoires et d'optimiser les actions mises en œuvre, il est nécessaire de définir un cadre d'intervention, cohérent et pertinent sur chaque bassin versant, en considérant le besoin spécifique de chaque unité hydrographique.

A ce titre, et afin de garantir un fonctionnement optimal des cours d'eau, un programme d'actions permettant une gestion opérationnelle pour le bassin versant de la Cadière a été construit. Ce programme satisfait les deux axes GEMA et PI, il se décline en plusieurs actions et précise les linéaires concernés ainsi que la fréquence et les modalités techniques d'intervention. Le programme de gestion et d'entretien est en tout point conforme avec les orientations du SDAGE.

Il s'inscrit dans une optique de gestion globale et cohérente à l'échelle du bassin versant de la Cadière.

Le bassin versant de la Cadière est extrêmement anthropisé et caractérisé par une forte concentration d'habitats (env. 1600hab/Km²), d'activités industrielles et d'infrastructures routières.

Dans ce contexte très urbanisé et fortement soumis aux pollutions et aux risques d'inondation, une veille et un entretien appropriés doivent garantir le profil d'équilibre du cours d'eau, l'écoulement naturel des eaux, tout en contribuant au bon état écologique.

Les menaces de débordements des cours d'eau, les risques encourus par les personnes et sur les biens, les dysfonctionnements hydrauliques et biologiques, la mauvaise accessibilité à la rivière, la fermeture du paysage colonisé par une végétation non appropriée, ou l'exposition directe de certains linéaires des cours d'eau, la pression anthropique nécessitent une action globale et cohérente sur l'ensemble des linéaires.

Le programme et la mise en œuvre des travaux pluriannuels d'entretien du lit mineur de la Cadière et de ses affluents, se décline sur les deux axes GEMAPI, sur le volet restauration et valorisation des milieux naturels et sur le volet de la protection des inondations. Les actions mises en œuvre sont :

Δ la suppression des embâcles dans le lit des cours d'eau,

Δ le traitement sélectif de la strate herbacée de la ripisylve afin de permettre une végétalisation

homogène et de favoriser un développement racinaire pour la tenue des berges,

Δ l'entretien de la ripisylve par l'abattage et l'élagage ou l'évacuation des arbres en bordure des cours d'eau pour éviter tous risques d'embâcles,

Δ la plantation et le suivi des végétaux (programme sur linéaires publics),

Δ le suivi et la réhabilitation d'ouvrage ou le confortement de berge (ne relevant pas des procédures d'Autorisation au titre de la Loi sur l'eau).

Ce programme respecte les enjeux socio-économiques écologiques paysagers.

Pour assurer ces travaux dans les conditions optimales afin de garantir leur efficacité et leur exécution conforme sur l'ensemble des linéaires, il est requis de se substituer ponctuellement et dans des conditions bien définies aux propriétaires riverains, dans la mesure où les cours d'eau du bassin versant de la Cadière sont non domaniaux (Art L215-2 C Env.), et qu'à ce titre les propriétaires riverains sont tenus de veiller au bon entretien (L215-14 C Env.).

Pour ce faire, il convient conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement de soumettre un dossier de demande d'arrêté préfectoral de Déclaration d'Intérêt Général.

La DIG est un préalable pour les interventions du maître d'ouvrage public en matière de travaux réalisés dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des cours d'eau.

L'arrêté préfectoral de Déclaration d'Intérêt Général permet la réalisation de programme de travaux d'entretien, sur un linéaire continu, considéré comme une échelle pertinente et efficiente, mais n'exclut pas les obligations des propriétaires riverains énoncées dans Art L215-14 du Code de l'Environnement.

Dans ce cadre réglementaire l'action de la Métropole sera légitime sur l'ensemble des linéaires notamment en :

- accédant aux propriétés privées riveraines des cours d'eau (notamment pour pallier les carences des propriétaires privés dans l'entretien des cours d'eau) ;
- faisant participer financièrement aux opérations les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt ;
- disposant d'un maître d'ouvrage unique pour mener à bien un projet collectif, sans avoir à faire intervenir une structure propre à remplir cette tâche ;
- simplifiant les démarches administratives en ne prévoyant qu'une enquête publique (Loi sur l'eau, DIG, DUP), le cas échéant.

Ces travaux de restauration de la capacité hydraulique des cours d'eau dans le cadre d'un programme d'entretien pluriannuel sont programmés sur une durée de 5 ans, la durée de validité demandée pour la présente Déclaration d'Intérêt Général s'étendra, de fait, sur une même période.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Rural ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération N° MER 008-1502/16/CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération N° DEA 014-2832/17/CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE (Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau) de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération N° DEA 052-3360/17/CM du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération N° DEA 011-4230/18/CM du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération N° FAG 019-4068/18/CM du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les cours d'eau du bassin versant de la Cadière sont non domaniaux.
- La pertinence et l'efficacité de la mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'entretien des cours d'eau du bassin versant de la Cadière dont les objectifs répondent pleinement aux deux axes GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).
- Que la DIG est un préalable pour les interventions du maître d'ouvrage public en matière de travaux réalisés dans le cadre de la gestion des cours d'eau.
- Qu'il convient, pour se faire, de saisir Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône afin d'obtenir un arrêté de Déclaration d'Intérêt Général pour la réalisation de ce programme de travaux pluriannuels de gestion du bassin versant de la Cadière.

Délibère

Article unique:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à saisir Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône afin d'obtenir un arrêté de Déclaration d'Intérêt Général (D.I.G) pour la réalisation du programme pluriannuel d'entretien des cours d'eau du bassin versant de la Cadière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-7148/19/CM

**■ Rapport annuel 2018 sur le Prix et la Qualité du Service Public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 19/11962/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et gestion des déchets. Par délibération n°HN 088-219/16/CM, le Conseil de Métropole du 28 avril 2016 a délégué aux Conseils de Territoire l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. Le schéma de prévention et de gestion des déchets de la Métropole reste une compétence de la Métropole. Dans ce cadre, chaque Conseil de Territoire a élaboré un rapport d'activité pour l'année 2018.

Le présent document reprend en synthèse le contenu des rapports des six Territoires, joints en annexe, afin de retranscrire l'activité déchets à l'échelle de la Métropole.

Evolution sur le contenu réglementaire du rapport annuel :

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire en matière de performances techniques et économiques du service public.

Cela se traduit par un ensemble d'indicateurs techniques et par l'expression des coûts dans la matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les indicateurs des références sont basés sur des populations INSEE en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L2224-5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, la rapport annuel d'activité déchets 2018 métropolitain est présenté en Conseil de Métropole.

Le rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Métropole et matière de déchets ménagers notamment :

- la présentation des Territoires constituant la Métropole, leur population, les actions en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,

- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole.

Les chiffres et indicateurs d'activité 2018

– Indicateurs de moyens : territoire desservi, moyens humains, matériels et installations

La Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes et compte plus de 1,8 millions d'habitants soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône.

Pour assurer les services de proximité à la population, ce sont environ 2 400 agents en régie et environ 1 000 véhicules et matériels techniques qui sont déployés sur tout le Territoire.

Le parc de contenants de pré-collecte comprend environ 490 000 bacs, 8 400 dispositifs aériens pour collecter les recyclables et les ordures ménagères, 1 680 dispositifs enterrés et 788 bacs gros volumes implantés.

Sur l'ensemble de la Métropole, 58 déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire des habitants.

18 centres de transfert répartis sur tout le territoire métropolitain permettent d'optimiser les coûts de transport des déchets et ainsi d'agir en faveur de l'environnement.

Les centres de tri utilisés pour trier les recyclables issus des différentes collectes sélectives des six Territoires sont au nombre de 4 installations situées sur le périmètre de la Métropole et aux alentours.

Les centres de traitement utilisés pour les déchets résiduels (enfouissement et/ou incinération) sont au nombre de 9 situés sur le périmètre métropolitain et aux alentours.

– Indicateurs de tonnages pris en charge

Au total, sur le territoire de la Métropole, ce sont plus de 1 197 914 tonnes de déchets ménagers et assimilés qui sont pris en charge par les différents services des Territoires, soit 636 kg/habitant/an.

Le tableau suivant présente le bilan des déchets ménagers et assimilés gérés sur le territoire métropolitain. Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 36 % partent en valorisation matière et organique,
- 32 % partent en valorisation énergétique,
- 32 % partent en enfouissement.

	Bilan des déchets ménagers et assimilés (DMA)				
	Tonnage collecté	Tonnage valorisé matière	Tonnage valorisé organique	Tonnage valorisé énergie	Tonnage enfoui
Tonnages d'ordures ménagères	713 194	4 740	43 943	372 370	292 141
Tonnages de la collecte sélective	71 824	63 879	-	493	7 453
Tonnages de la collecte séparative	4 465	2 290	2 169	6	-
Tonnages des déchèteries	354 259	203 531	83 507	4 737	62 484
Tonnages des encombrants collectés et des apports divers sur sites de traitement	54 171	19 749	10 884	1 010	22 528
Métropole Aix-Marseille-Provence	1 197 914	294 188	140 504	378 616	384 605

– Répartition des tonnages pris en charge

La répartition des tonnages pris en charge par la Métropole est la suivante :

- 59,5 % sont constitués d'ordures ménagères soit 379 kg/hab/an,
- 6 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 40 kg/hab/an,
- 30 % sont issus des collectes en déchèteries soit 188 kg/hab/an,
- 4,5 % sont constitués des collectes des encombrants au porte à porte et d'autres apports divers et/ou issus des services techniques acheminés directement ou indirectement (hors tonnages des professionnels) vers les différentes installations et unités de gestion des déchets, soit 29 kg/hab/an.

– Indicateurs financiers

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, en particulier le décret de décembre 2015 a instauré obligation de transparence des coûts en demandant de préciser des indicateurs financiers dans le rapport annuel. Le décret impose l'expression des coûts par flux dans une matrice de référence similaire à celle de l'ADEME.

La matrice, fondée sur une méthode de comptabilité analytique, permet de restituer les coûts sous forme de ratios en euro par tonne et en euro par habitant pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

Depuis 2016, les six Territoires utilisent cette méthode afin de constituer la matrice métropolitaine. Le travail d'harmonisation sur la présentation des coûts s'est ainsi poursuivi.

Le coût complet global de la compétence sur le territoire de la Métropole est de 187 euros TTC/habitant/an ou de 281 euros TTC/tonne/an.

Le coût aidé est un coût qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par l'impôt (TEOM), la redevance spéciale (RS), l'emprunt ou le budget général.

Sur l'ensemble de la Métropole, le coût aidé de la compétence est de 174 euros TTC/habitant/an ou de 262 euros TTC/tonne/an.

Le montant global des dépenses de l'activité déchets est de 351,8 millions d'euros pour 2018 et les dépenses d'investissement cumulées de l'activité de 38,9 millions d'euros.

Les actions fortes en 2018

Le schéma métropolitain de gestion des déchets (délibération DEA 018-2836/17/CM du conseil de Métropole du 19 octobre 2017) définit la politique de la Métropole relative à la gestion des déchets selon les quatre axes suivants : en termes de prévention des déchets, en termes de valorisation matière et organique, en termes de traitement des déchets et en termes de principes généraux.

En lien avec le volet prévention de ce schéma, l'année 2018 a été consacrée à la définition des objectifs du plan métropolitain de prévention des déchets

ménagers et assimilés et sa déclinaison sur les six territoires.

Pour pouvoir atteindre ces objectifs de réduction de 10 % du ratio de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 et permettre la coordination de la politique générale, il est nécessaire que la mise en œuvre se fasse par les Territoires. C'est donc dans ce cadre que les principales actions ont été menées durant l'année 2018.

Plus précisément,

> Sur le Territoire de Marseille Provence : l'année a été marquée par la validation d'un nouveau règlement de collecte et d'une nouvelle réglementation de la redevance spéciale applicable courant 2020. Le Territoire a poursuivi les actions en termes de précollecte (livraison et retrait de nombreux bacs, extension de la conteneurisation individuelle), de mise en place de la collecte latérale, de mise en place de la collecte biflux et du renouvellement de marchés relatifs à la mise à disposition de plateforme pour la réception et la valorisation des déchets verts, encombrants, gravats et pneus, relatif à la collecte des points d'apport volontaire et relatif au marché de pesage du CT nord. Le Territoire de Marseille Provence a également réalisé de nombreuses actions d'informations et de sensibilisation auprès des habitants en termes de prévention et réduction des déchets et de tri et valorisation des recyclables.

> Sur le Territoire du Pays d'Aix : l'année a été marquée par des actions menées en termes de prévention des déchets avec la poursuite des actions de réduction des biodéchets, d'aides pour les structures de réemploi et de ressourceries, la réalisation d'un MODECOM, en termes d'amélioration de la performance du tri, en termes de mise en place et/ou de réhabilitation des dispositifs enterrés. Des travaux de désamiantage ont également été réalisés sur le quai de transfert de Pertuis. La déchèterie de Pertuis a été équipée d'un dispositif de contrôle d'accès automatisé par lecture de plaques d'immatriculation. Sur le site de l'Arbois, certifié ISO 14 001, a été installée une unité de traitement des lixiviats par évapoconcentration en complément de l'unité par osmose inverse.

> Sur le Territoire du Pays Salonais : l'année a été marquée par la réalisation d'importants travaux de mise en conformité de la déchèterie de Salon-de-Provence, créant notamment des zones de rétention (bassin et dalle), un auvent, un sens unique de circulation et des dispositifs anti-chutes pour les apporteurs. Des actions de sensibilisation ont également été réalisées au travers du salon des agricultures de Provence à Salon-de-Provence, du Word Clean Up Day à Salon-de-Provence et dans le cadre du partenariat avec la Ligue contre le cancer.

> Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : l'année a été marquée par le lancement des

Voisins « TriBien » afin d'optimiser la dynamique de tri sur le Territoire. Poursuite des actions de réemploi en partenariat avec Evolio dans un projet de ressourcerie « Le Dirigeable » permettant ainsi de valoriser les tonnages d'encombrants. Poursuite de la densification des colonnes aériennes pour les recyclables pour améliorer leur taux de captage, densification de colonnes ordures ménagères et remise à jour du règlement intérieur des déchèteries en modifiant les plages horaires afin de limiter les apports du secteur privé les weekends.

> Sur le Territoire d'Istres Ouest Provence : les principales actions menées concernent l'amélioration du tri et de l'accueil des usagers sur la déchèterie de Miramas avec l'aboutissement d'importants travaux de requalification, le déploiement d'une prestation d'insertion pour la gestion des hauts de quais et l'installation d'un 5ème caisson pour le réemploi. Mise en place du tri des recyclables sur les marchés forains de Miramas et optimisation de la collecte des cartons sur les communes de Cornillon-Confoux, Grans et Miramas.

> Sur le Territoire du Pays de Martigues : les principales actions menées concernent la poursuite des actions de prévention avec la distribution de composteurs, l'étude pour la mise en place de colonnes semi-enterrées pour les recyclables et les ordures ménagères, le maintien de la certification ISO 14 001 pour le site de traitement des déchets du vallon du Fou et des déchèteries de La Couronne et de Croix-Sainte. Sur cette dernière déchèterie a été mis en place un portique limiteur de gabarit afin de fluidifier et éviter les apports non autorisés.

A l'échelle de la Métropole, de nombreuses mesures sont prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets. Ces actions, présentes sur tous les Territoires, regroupent des actions de lutte contre le réchauffement climatique, de prévention de la biodiversité, de plan d'actions réduisant les accidents du travail et améliorant les conditions de travail des agents, des démarches de certification ISO pour certaines installations ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;
- La délibération n° HN 088-219/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences pour la gestion des déchets ménagers et assimilés du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoires du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 22 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 23 octobre 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole et mis à la disposition du public,
- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que ses six annexes pour l'exercice 2018.

DEA 007-7149/19/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement, Matériel roulant avec ou sans équipement
MET 19/13053/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre le renouvellement et l'extension du parc de véhicules dédiés à la propreté, conformément aux objectifs fixés dès la fin 2018, il convient d'augmenter le montant de l'opération 2015109401 « Matériel roulant avec ou sans équipement ». Cette révision à la hausse est nécessaire à l'acquisition de balayeuses et laveuses, véhicules électriques de propreté, aspirateurs électriques de trottoirs et de véhicules destinés au recouvrement des graffitis.

L'opération d'investissement 2015109401, « Matériel roulant avec ou sans équipement », d'un montant de 19 440 000 € TTC inscrite au budget EST, enregistrée dans l'autorisation de programme 151170BP du programme 17 Propreté de la Métropole doit être révisée et augmentée pour un montant de 5 000 000 € T.T.C

Cette révision porte le montant de l'opération 2015109401 de 19 440 000 € T.T.C à 24 440 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 5 000 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2015109401, « Matériel roulant avec ou sans équipement » pour un montant 5 000 000 euros TTC portant le montant total de l'opération à 24 440 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget EST - programme 17 Propreté Code AP 151170BP - Section investissement, Sous-Politique G 120, Natures 21571/215731/238.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 4 055 444.02 euros TTC
 CP 2017 : 3 485 599 euros T.T.C
 CP 2018 : 4 309 860 euros T.T.C
 CP 2019 : 8 191 255 euros T.T.C
 CP 2020 : 4 105 730 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Mer, Littoral et
 Ports, protection et mise en
 valeur des espaces maritimes et
 naturels"***

MER 001-7150/19/CM

■ **Redevances d'occupation du Domaine Public Portuaire et prestations annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence - Ajout d'un nouveau tarif pour l'implantation de la Grande Roue**

MET 19/12676/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement.

La délibération MER 00565521/19/CM approuvée lors de la séance du Conseil de Métropole a ainsi fixé les tarifs pour l'année 2019.

La Grande Roue, élément de valorisation touristique pour la Métropole, s'implante à échéances régulières sur le Domaine Public Maritime Portuaire du Territoire Marseille-Provence.

Pour respecter l'équité des conditions d'occupation, il est proposé d'appliquer une tarification équivalente à celle pratiquée par la Ville de Marseille sur son domaine public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole MER 005-5521/19/CM du 28 février 2019 portant approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime portuaire et prestations annexes pour l'année 2019 – territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de compléter la délibération N° MER 005-5521/19/CM portant approbation des redevances d'occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et prestations annexes pour l'année 2019 – Territoire Marseille-Provence ;
- Que la Grande Roue s'implante à échéances régulières sur le domaine Public Maritime Portuaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille-Provence et qu'il convient ainsi de fixer un nouveau tarif pour cette occupation ;
- Les avis émis par les conseillers portuaires ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée pour l'année 2019, la modification de l'annexe jointe des redevances d'occupation portuaire du territoire Marseille-Provence fixée dans la délibération MER 005-5521/19CM du 28 février 2019 par l'ajout d'un tarif pour l'implantation de la Grande Roue sur le Domaine Public Maritime Portuaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Territoire Marseille-Provence.

Article 2:

Les recettes sont constatées au Budget annexe Ports – Sous-Politique B220 – Nature 7588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MER 002-7151/19/CM

■ Approbation d'un dispositif de grutage des aires de carénage des sociétés nautiques du Vieux-Port MET 19/12738/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. 24 ports sont situés sur le territoire de Marseille Provence (CT1), 2 sur le Territoire d'Istres Ouest Provence (CT5) et 2 sur le territoire du Pays Salonais (CT3).

La gestion du Vieux-Port de Marseille intègre trois périmètres gérés par voie de délégation de service public, consentis respectivement au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (DSP1), à la Société Nautique de Marseille (DSP 2) et à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (DSP 4). Le Vieux-Port intègre par ailleurs plusieurs contrats d'occupation temporaire consentis à des sociétés nautiques, dont les infrastructures relèvent de la Métropole.

Parmi les infrastructures dont la Métropole à la charge, figurent les aires de grutage et de carénage de certaines sociétés nautiques. Ces aires ont fait l'objet d'un projet global de mise aux normes, au travers des travaux relatifs à la semi-piétonisation autour du Vieux-Port de Marseille. Pour autant, ces travaux actés au travers des délibérations VOI 020-1536/09/CC du 2 octobre 2009, VOI 003-448/11/CC du 8 juillet 2011 et POR 001-107/12/CC du 13 février 2012, n'ont pas permis la réfection de l'ensemble des aires de grutage à ce jour.

En conséquence, cinq sociétés nautiques en contrat d'occupation sur le Vieux-Port :

- Les Canotiers Marseillais ;

- Le MACT (Marseille Accueil Culture et Traditions) ;
- Le GPPP (Groupe des Pêcheurs Provençaux et Plaisanciers) ;
- Mer et loisirs ;
- L'APPPS J (Association des Pêcheurs Professionnels et Plaisanciers de Saint-Jean) ;

ne disposent pas à ce jour d'une aire de grutage et de carénage aux normes. Alors que la Métropole a planifié la réalisation de ces travaux de mise aux normes sur les espaces concernés dans le courant de l'année 2020, il est nécessaire de permettre aux occupants de ces espaces de réaliser le carénage de leurs bateaux, en conformité avec les réglementations en vigueur.

Le non-respect temporaire par la Métropole de mise aux normes des surfaces mises à disposition et l'impossibilité pour les sociétés nautiques d'apporter les services de grutage à leurs sociétaires fait naître à l'encontre de ces derniers un préjudice que la Métropole s'engage à prendre en charge financièrement pour un montant estimé à 50000 euros. Le remboursement s'effectuera aux cinq sociétés nautiques concernées, sur présentation des factures des délégataires du Vieux port.

Afin d'assurer cette prestation, des avenants ont été réalisés avec les délégataires du Vieux-Port autorisant notamment ces derniers à procéder au grutage des sociétés nautiques du Vieux-Port se trouvant dans une incapacité technique ou fonctionnelle de réaliser celui-ci par ses propres moyens.

Cette solution palliative sera en vigueur jusqu'à la réalisation des travaux de mise aux normes des sociétés nautiques concernées, programmés pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les délibérations MER 001-4234/18/CM, MER 002-4235/18/CM et MER 004-4237/18/CM du 28 juin 2018 portant délégations de service public pour la gestion

et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille ;

- La délibération MER 004-6014/19/CM du 16 mai 2019 et les délibérations MER 001-6506/19/CM et MER 002-6507/19/CM du 20 juin 2019 portant approbation des avenants n°1 aux délégations de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire ;
- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port ;
- Que dans l'attente de la mise aux normes des aires de carénage de certaines sociétés nautiques occupant le Vieux-Port de Marseille, il est nécessaire de permettre une continuité du carénage pour ses occupants ;
- Que la charge résultant du grutage par les délégataires des bateaux des sociétés nautiques concernées sera supportée par la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dispositif de grutage palliatif à la mise aux normes des aires de carénage de cinq sociétés nautiques du Vieux-Port de Marseille (les Canotiers Marseillais, Marseille Accueil Culture et traditions – MACT, Le groupe des Pêcheurs Provençaux et plaisanciers – GPPP, Mer et Loisirs et L'association des Pêcheurs Professionnels et Plaisanciers de Saint Jean – APPPS).

Article 2 :

Est approuvé le remboursement de la prestation de grutage aux sociétés nautiques du Vieux Port visées à l'article 1 sur présentation des factures de grutage des bateaux des sociétés nautiques énumérées ci-dessus. La facture de la société nautique sollicitant le remboursement à la Métropole devra mentionner le nom du bateau concerné par le grutage, la date de

l'opération, le nom du délégataire ayant réalisé l'opération étant entendu que les tarifs pratiqués par les délégataires seront ceux établis conformément aux contrats de délégation de service public (DSP) conclus avec la Métropole.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Ports de plaisance du Territoire Marseille Provence, chapitre 011, nature budgétaire 6228.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Voirie, Espaces Publics et Grands équipements métropolitains"

VOI 001-7152/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - "Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine" MET 19/11390/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Mise en place au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est un vaste territoire de 3 150 km², constitué de 92 communes et regroupant 1,83 millions d'habitants. Elle a dans le cadre d'un protocole de préfiguration, définit ses futurs projets de renouvellement urbain.

Le bilan du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 a conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à lancer un nouveau programme.

Sur Marseille, 14 quartiers ont été désignés prioritaires au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, votée en février 2019, pose le cadre et fixe les objectifs et les moyens du NPNRU. Un investissement de 5 milliards d'euros de l'ANRU, financé avec le concours d'Action Logement, sera ainsi réparti comme suit : 83% pour les sites d'intérêt national, et 17% pour les sites d'intérêt régional, dans le cadre des Contrats de plan État-région (CPER).

Les 14 quartiers désignés comme prioritaires sont replacés dans le fonctionnement urbain de 4 grands secteurs géographiques qui participent au projet de développement métropolitain en matière de centralité,

d'activité économique et d'habitat. Ces secteurs sont les suivants :

Le secteur Cadran Nord-Est – L2 comprenant :

- Frais-Vallon, Le Clos, La Rose, Petit Séminaire
- Malpassé Corot
- Grand Saint-Barthélemy, Bon Secours, Les Rosiers, Marine Bleue, Saint-Jérôme
- La Maurelette
- Les Ayalades
- La Visitation - Bassens

Le secteur Hôpital Nord – Saint Antoine – Mourepiane comprenant :

- Solidarité, Kallisté, La Granière
- La Savine
- Saint-Antoine, Plan d'Aou, La Bricarde, La Castellane
- Consolat, Ruisseau Mirabeau
- La Calade, Campagne Lévêque

Le secteur Sud – Vallée de l'Huveaune comprenant :

- Air-Bel

Le secteur Grand Centre Ville – Grand Port Maritime de Marseille comprenant :

- Le Centre Ville, Le Canet, les Arnavaux, et la Place Jean Jaurès
- La Cabucelle

Afin de rationaliser la gestion des crédits afférents à la rénovation urbaine et viaire de ces quartiers, il est proposé de créer une opération spécifique au NPNRU sur Marseille, ayant pour objet l'aménagement de diverses voies dans le cadre de la rénovation urbaine. Cette opération se déclinera en diverses opérations rattachées (« sous-opérations ») et énumérées de manière non exhaustive ci-après :

- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur du Cadran Nord-Est – L2
- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur de l'Hôpital Nord – Saint Antoine-Mourepiane
- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur Sud – Vallée de l'Huveaune
- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur Grand Centre Ville – Grand Port Maritime de Marseille

D'autres sous-opérations pourront être créées en fonction des aménagements viaires programmés au fur et à mesure de l'avancement du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

A cet effet, l'opération d'investissement intitulée « Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine », pour un montant de 25 000 000 €, inscrite dans la décision modificative 2 de l'année 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 25 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement intitulée « Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine » pour un montant de 25 000 000 euros T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine Code AP 191141.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ANRU, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans la décision modificative 2 de l'année 2019 :

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2020 : 200 000 euros TTC

CP 2021 et suivants : 24 800 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-7153/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour le projet de diffuseur de Belcodène

MET 19/12583/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°25-1115 du 30 novembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé une convention de financement du diffuseur de Belcodène pour un montant de 400 000 € HT. Ce nouveau diffuseur réduira de moitié le trafic du diffuseur de Pas de Trets, qui présente aujourd'hui des difficultés récurrentes de fonctionnement aux heures de pointes. Des encombrements quotidiens sont enregistrés dans la traversée des communes de La Bouilladisse et de La Destrousse et les remontées de files d'attente sur la bande d'arrêt d'urgence de l'autoroute A52 posent des problèmes évidents de sécurité.

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement. Cette procédure permet à la Métropole de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Métropole ou à des subventions versées à des tiers.

Dans le cadre de la préparation de la décision modificative N°2 de l'exercice 2019 de l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, il convient de créer et d'affecter une autorisation de programme n° 2019401900 « Diffuseur de Belcodène » Code AP 194080 BP Programme GEI hors projets spécifiques Code Programme 08 pour un montant de 540.000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La délibération n°25-1115 du 30 novembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvant les termes de la convention de financement du diffuseur de Belcodène ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour le financement des travaux de réalisation du diffuseur de Belcodène dans le cadre de l'activité du budget Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- La nécessité de répartir les crédits de paiements correspondants sur les exercices 2019 et 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération n°2019401900 « Diffuseur de Belcodène » Code AP 194080 BP Programme GEI hors projets spécifiques Code Programme 08 pour un montant de 540.000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération n°2019401900 « Diffuseur de Belcodène » sont inscrits au budget Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile Nature 4581194019 – Sous politique : C210

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 : 270 000.00 euros TTC
Année 2020 : 270 000.00 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-7154/19/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réalisation d'un échangeur routier à l'entrée Nord d'Istres quartier les Bellons"

MET 19/12401/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Nord-Ouest de la ville d'Istres est aujourd'hui le secteur à plus fort potentiel de la commune pouvant permettre le développement et l'aménagement de projets urbains d'envergure régionale voire nationale.

Plusieurs projets sont déjà à l'étude et notamment :

- La mise en place du Pôle Aéronautique porté par la Société Publique Locale Aéronautique basée à Istres, en vue d'accueillir le programme de prototypes « Stratobus » porté par la société Thalés Alenia Space et s'inscrivant plus largement dans le développement de la filière « dirigeables » au travers du pôle d'excellence « Safe Cluster ».

- Le développement de la Base Aérienne 125, pour accueillir une nouvelle flotte d'avions Airbus A330 en remplacement des Boeing C135. Les investissements dans les nouvelles infrastructures à hauteur de 250 millions d'euros s'effectueront au nord de la base où convergeront à l'horizon 2020 les passagers militaires à destination des DOM-TOM, de l'étranger et d'opérations extérieures.
- La création de la ZAC du Grand Bayanne en vue d'implanter 1 300 logements environ de typologies variées (maisons individuelles, maisons groupées en bandes et collectifs), un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes et un collège sur 2,5 hectares.
- La poursuite du développement de la ZAC du Tubé Retortier, secteurs Centre et Nord sur plus de 20 hectares à vocations artisanales, industrielles et commerciales.

Les conditions de circulation sur la RN569 au Nord d'Istres constituent un point de blocage majeur pour la réalisation de multiples projets d'aménagement, à vocation économique et de développement urbain. En particulier, le carrefour giratoire situé entre la RN569 et le chemin des Bellons (giratoire de la transhumance), qui constitue un verrou de trafic important et pénalise l'accès à la ville d'Istres, à la base aérienne 125 et à la ZAC du Tubé.

La Métropole a engagé des études préalables en vue de réaliser un échangeur dénivelé sur la RN569, en lieu et place du carrefour giratoire existant. Suite à la saisine de l'Etat par la Métropole le 29 mars 2018, la DREAL PACA a émis le 13 février 2019 un avis favorable sur l'opportunité de création de cet échangeur dénivelé.

L'aménagement devra être compatible avec le projet de liaison autoroutière A56 Fos-Salon porté par l'Etat, dont l'horizon de réalisation n'est cependant pas précisément connu, intégrer des sites propres pour les transports en commun (BHNS) projeté et permettre une réponse optimisée aux besoins de décongestionnement, mobilité et développement du territoire Nord de la ville d'Istres.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2019500100, « Réalisation d'un échangeur routier à l'entrée Nord d'Istres quartier les Bellons », d'un montant de 21 000 000 € TTC inscrite à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme 195141 BP du programme 14-1 – Voirie Métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement précitée afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019500100, « Réalisation d'un échangeur routier à l'entrée Nord d'Istres quartier les Bellons », d'un montant de 21 000 000 euros TTC inscrite à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme 195141 BP – Voirie Métropolitaine.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'Etat spécial de Territoire Istres-Ouest Provence.
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement des opérations affectées s'établit comme suit :

CP 2019 :	10 000 euros
CP 2020 :	500 000 euros
CP 2021 :	2 500 000 euros
CP 2022 :	3 120 000 euros
CP 2023 :	9 100 000 euros

Autres exercices : 5 770 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-7155/19/CM

■ Transfert en pleine propriété de voies de la commune de Marignane à la Métropole - Approbation de l'avenant n° 8 de retrait au procès-verbal de transfert initial - parking Bergeronnettes MET 19/12513/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1 et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, toutes les compétences acquises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole antérieurement à sa transformation sont transférées de plein droit à la Métropole

Les biens meubles et immeubles du Domaine Public des communes membres de l'ancienne Communauté Urbaine sont affectés de plein droit dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le transfert de propriété du Domaine Public Routier appartenant aux 18 communes membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine a été signé pour chaque commune par le Maire de la Commune et le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le premier Janvier 2016, la Métropole exerce donc, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et entretien de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique appartenant aux 18 communes membres.

Constatant que le transfert des voies sur la commune de Marignane doit être amendé par suite de la modification de la voirie, il est donc nécessaire que le Conseil de Métropole habilite Madame la Présidente à signer l'avenant N°8 au procès-verbal des voies transférées en pleine propriété n° 02/1274 portant :

- sur la portion de voie à retirer du procès-verbal pour une surface totale de 1910 mètres carrés,
Parking des Bergeronnettes / Palun

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en application des articles L 5218-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont transférés de plein droit en pleine propriété à la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Que ce transfert de biens s'est opéré à titre gratuit et n'a pas donné lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire ;
- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02/1274, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole par la commune de Marignane.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant N° 8 au procès-verbal initial :

- constatant, le retrait du domaine public routier métropolitain de la voie désignée audit avenant et rappelée ci-après : Parking des Bergeronnettes / Palun pour 1910 mètres carrés environ.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant .

Article 3 :

Le transfert de propriété à intervenir en application de l'article 1 ci-dessus s'opère à titre gratuit.

Article 4 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands évènements métropolitains"

CSGE 001-7156/19/CM

■ **Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération Salle de sports multifonctionnelle Arena**

MET 19/12411/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 a lancé la construction d'une Salle de sport multifonctionnelle ARENA sur le site des Trois Pigeons sur la commune d'Aix-en-Provence comprenant une salle de 3 000 places transformable en 6 000 places et accompagnée d'une petite salle d'entraînement de 1 000 places pour le club en résidence le PAUC.

Cet établissement, outre l'accueil du PAUC, de bureaux et de points de restauration, est multifonctionnel, la grande salle pouvant accueillir aussi des concerts ou autres spectacles. La salle annexe de 1 000 places offre 2 terrains de handball de haut niveau.

Les parkings (1200 places) sont partagés avec le pôle multimodal et des aménagements de desserte routière sont intégrés à l'opération.

Il convient aujourd'hui de prendre en compte des prestations supplémentaires de travaux liées à la sécurité et à l'amélioration de la fluidité des accès à l'ARENA (dispositifs GBA, panneaux à messages

variables, éclairage de zones de contrôles de billets, étude de signalétique de jalonnement et modifications de fonctionnalités sur le P+R).

L'opération d'investissement Salle de Sports Multifonctionnelle ARENA d'un montant initial de 60 072 000 euros H.T. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI476AP2 doit être révisée pour un montant de + 400 000 euros H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération Salle de Sport Multifonctionnelle ARENA, autorisation de programme DI476AP2 de 60 072 000 euros H.T. avant révision à 60 472 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 400 000 euros H.T. de l'opération d'investissement DI476AP2 Salle de sports multifonctionnelle Arena afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 400 000 euros H.T. de l'opération d'investissement DI476AP2 Salle de sports multifonctionnelle Arena ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI476AP2 Salle de sports multifonctionnelle Arena pour un montant de 400 000 euros H.T portant le montant total de l'opération à 60.472.000 euros H.T.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Déjà financé : 56 747 500 euros H.T.

CP 2019 : 3 190 787 euros H.T.

CP 2020 : 533 713 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-7157/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération Rénovation de la piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence MET 19/12415/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 11 décembre 2009 a lancé la 3ème tranche de rénovation des piscines de la Communauté du Pays d'Aix afin de mettre en conformité les installations et apporter des améliorations nécessaires au public, aux clubs et aux personnels d'entretien.

Les études de la restructuration de cette piscine sont actuellement en cours. En effet, puisque le dossier APD vient d'être validé et le dossier PRO est en préparation ; l'appel d'offres relatif aux travaux est envisagé pour la fin d'année 2019.

Néanmoins, les études en cours ont démontré une estimation financière de base inadaptée au programme des travaux, c'est pourquoi la Commission d'Appel d'Offres du 26 avril 2019 a approuvé l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre, fixant le forfait définitif de rémunération de l'équipe.

Cette approbation induit une augmentation de l'enveloppe financière du projet qui a été validée lors du Comité de Pilotage du 6 mars 2019.

L'incidence financière se décompose comme suit :

- Augmentation de la part affectée aux travaux : + 1 220 000 euros TTC
- Révisions de prix : + 250 000 euros TTC
- Augmentation des honoraires de maîtrise d'œuvre : + 90 000 euros TTC
- Actualisation des aléas suite à l'augmentation de la part affectée aux travaux : + 60 000 euros TTC
- Incidence sur autres intervenants (OPC, CSPS, BCTRL,...) : + 60 000 euros TTC

Soit un total de 1 680 000 euros TTC.

L'opération d'investissement Rénovation de la piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence d'un montant initial de 4 411 200 euros T.T.C. inscrite du budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI46012A doit être révisée pour un montant de + 1 680 000 euros.

Cette révision porte le montant de l'opération Rénovation de la piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence, autorisation de programme DI46012A de 4 411 200 euros T.T.C avant révision à 6 091 200 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2017 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2017 portant ouvertures ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 680 000 euros TTC de l'opération d'investissement DI46012A Rénovation piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +1 680 000 euros TTC de l'opération d'investissement DI46012A Rénovation Piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI46012A Rénovation Piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence, pour un montant de 1 680 000 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 6 091 200 euros T.T.C.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Déjà financé :	122 376,68 euros T.T.C.
CP 2019 :	200 000,00 euros T.T.C.
CP 2020 :	1 647 000,00 euros T.T.C.
CP 2021 :	4 121 823,32 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-7158/19/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération rénovation et extension du Stade Maurice David à Aix-en-Provence
MET 19/12417/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 a déclaré d'intérêt communautaire le

projet de requalification du stade Maurice David à Aix-en-Provence.

La rénovation et l'agrandissement du stade Maurice David à Aix-en-Provence s'inscrivent dans une opération d'aménagement du quartier du Jas de Bouffan.

Les travaux du stade se sont déroulés en deux phases successives.

La première livrée en septembre 2015 a consisté en la construction d'une seconde tribune de 1 962 places assises à l'Est du terrain, à la requalification de la pelouse du stade, ainsi qu'à la mise au norme de l'éclairage du stade.

La seconde, livrée en octobre 2018, a vu la construction d'une tribune de 2 208 places au Nord du terrain, ainsi que la construction d'un parvis et d'un bâtiment d'accueil pour le public.

Ces travaux ont permis d'une part d'augmenter la capacité du stade à 5 575 places assises (au lieu de 1 500 places avant travaux) et d'autre part, d'améliorer les conditions de sécurité et d'accueil du public et des sportifs.

Le club Provence Rugby, utilisateur principal du stade, connaît depuis plusieurs saisons une progression sportive qui lui permet désormais d'évoluer en deuxième division nationale (PRO D2 de la Ligue Nationale de Rugby).

Provence Rugby ambitionne de rejoindre à moyen terme l'élite nationale, à savoir le Top 14. Cette volonté sportive s'accompagne de contraintes en termes de capacité d'accueil du public. En effet, la Ligue Nationale de Rugby impose aux clubs de disposer d'un stade de 10 000 places assises minimum pour pouvoir être éligible au label « stade Top 14 ».

Cet objectif est envisageable à la condition de construire une tribune complémentaire au Sud du terrain et en requalifiant la tribune historique située à l'Ouest du terrain.

Les travaux ainsi réalisés permettront de disposer d'une capacité assise comprise entre 10 000 et 13 000 places, mais également d'améliorer sensiblement la qualité des prestations à l'usage du public et des sportifs du stade.

Lors du dernier Comité de Pilotage du stade Maurice David du 19 juillet 2019, il a été décidé de réaliser les travaux précédemment évoqués en deux phases.

La première consistant en la construction de la tribune Sud de 2 700 places assises doit permettre au club d'asseoir son modèle économique pour lui permettre d'envisager une montée en Top 14. Les études pourraient être lancées en fin d'année 2019 et les travaux livrés courant 2021.

La seconde, à savoir la rénovation de la tribune Ouest serait réalisée dès lors que l'accession du club en Top 14 sera confirmée. A noter que la Ligue Nationale de Rugby octroie une dérogation de deux années aux clubs pour se mettre en conformité avec le critère de 10 000 places assises.

Le Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 a approuvé un avenant numéro 3 à la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires en vue de la mise en œuvre de ce projet.

Il convient aujourd'hui de prendre en compte les incidences financières prévisionnelles des travaux précédemment évoqués, à savoir :

- Construction de la tribune Sud : 6 500 000 euros TTC ;
- Requalification de la tribune Ouest : 12 000 000 euros TTC ;
- Équipements et aléas divers : 1 500 000 euros TTC ;
- Soit une augmentation de l'opération de + 20 000 000 euros TTC.

L'opération d'investissement Stade Maurice David : rénovation/extension d'un montant initial de 18 000 000 euros T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI410AP doit être révisée pour un montant de + 20 000 000 euros T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération Stade Maurice David : rénovation/extension, autorisation de programme DI410AP de 18 000 000 euros T.T.C. avant révision à 38 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2017 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de

programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la délibération n°FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2017 portant ouvertures ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 20 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement DI410AP Stade Maurice David : rénovation/extension afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +20 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement DI410AP Stade Maurice David : rénovation/extension ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI410AP Stade Maurice David : rénovation/extension, pour un montant de 20 000 000 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 38.000.000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Déjà financé :	16 996 053,26 euros T.T.C.
CP 2019 :	200 000,00 euros T.T.C.
CP 2020 :	6 000 000,00 euros T.T.C.
CP 2021 :	3 000 000,00 euros T.T.C.
Reste à financer	11 803 946,74 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-7159/19/CM

■ Attribution d'un fonds de concours de la commune à la Métropole au titre de la deuxième tranche des opérations de requalification et développement Complexe sportif et de loisirs du Farigoulier
MET 19/12321/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil communautaire du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 au titre de la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ». Ce site est devenu métropolitain au 1^{er} janvier 2016.

La prise en compte de ce complexe par la Communauté du Pays d'Aix avait alors notamment pour objectif de permettre la modernisation des équipements existants ainsi que la création d'autres aménagements permettant de conférer à ce site un positionnement majeur au niveau du Val de Durance et du Pays d'Aix.

Ce site comprend des terrains de sport, des aires de jeux et de multiples pratiques de sports et loisirs (terrains de football et rugby, site de tir à l'arc, stand de tir à armes à feu, piste et tribune de modélisme, piste et site d'aéromodélisme, piste de motocross, parcours de santé, étang de pêche...).

Compte tenu du contexte foncier et environnemental du site, de la bonne connaissance des installations ainsi que de leur exploitation par la commune de Pertuis et, dans la mesure où le Pays d'Aix n'était pas en capacité d'assumer dans l'immédiat la gestion de ce site, le Bureau communautaire de la CPA dans sa séance du 26 novembre 2015 a validé le principe d'une convention de gestion du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis jusqu'au 31 décembre 2017.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 a validé une nouvelle convention de gestion avec la commune de Pertuis pour la période 2018/2020 sur les mêmes bases que la précédente.

Cette convention de gestion prévoit que la commune de Pertuis engage les dépenses nécessaires au fonctionnement courant de ce site et que le Pays d'Aix les rembourse sur des états comptables trimestriels.

L'ensemble du site d'environ 25 hectares, unique sur le territoire du Pays d'Aix, a fait l'objet d'un projet de requalification et de développement à l'image du rôle qu'il devra tenir dans son bassin de vie et en relation avec la politique sportive et de loisirs du Territoire du Pays d'Aix.

Afin de pouvoir initialiser le projet de développement de ce site et mener à bien les études de faisabilité et de programmation de ce projet, le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a validé la création d'une Autorisation de Programme de 5 millions d'euros ainsi qu'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) au profit de la commune de Pertuis, dans la mesure où cette dernière disposait des compétences et d'une organisation dimensionnée pour assurer la maîtrise d'ouvrage de ces études préalables.

A l'issue de la réalisation des études susmentionnées, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 a validé le programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier ainsi que le principe de revalorisation à 9 millions d'euros de l'Autorisation de Programme correspondante. Il a également pris acte de l'utilité de recourir à une procédure de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la commune de Pertuis concernant l'ensemble des travaux à réaliser pour la restructuration et le développement du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis.

En conséquence, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 a validé une seconde convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage pour la commune de Pertuis pour la réalisation de la 1^{ère} phase des travaux validés lors des études programmatiques.

En effet, ces dernières ont fait émerger la nécessité d'un phasage en plusieurs temps de l'opération d'aménagement :

- Mise en Sécurité (clôture périmétrique, contrôle d'accès, parking, maison gardien) ;

- Opération 1 (voies de circulation, aires de jeux, plaine sportive, canoé-kayak, moto-cross...) ;
- Opération 2 (tribunes, aéromodélisme, stand de tir...).

La mise en sécurité du site a été réalisée prioritairement en 2018, le Pays d'Aix ayant fait réaliser sur cet exercice budgétaire par l'intermédiaire de la commune, la clôture périmétrique du site ainsi que le contrôle d'accès (portails) pour un montant total de 270 000 euros.

Afin de mener à bien la phase suivante des travaux, il apparaît nécessaire de conclure une nouvelle convention entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Pertuis. Celle-ci concerne une nouvelle tranche des opérations pour un montant de 1 406 952 euros comprenant :

- La réalisation d'un parking d'accueil VL et PL pour bus avec accès sécurisé au complexe, de capacité maximale 250 places,
- La réalisation d'un terrain de football en gazon synthétique,
- La réalisation de vestiaires modulaires et d'espaces polyvalents pour les clubs sportifs,
- La réalisation de tribunes modulaires pour accueillir 400 spectateurs.

Pour ce faire, dans le cadre de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et sous réserve de délibérations concordantes des organes délibérants de chacune des deux parties, la commune de Pertuis versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence un fonds de concours de 446 952 euros afin de participer au financement de l'opération. Le plan de financement de cette opération dont le coût prévisionnel est estimé à 1 406 952 euros TTC, se présente ainsi :

	Montants	2019	2020
Métropole / TPA	960.000 €	480 000 €	480 000 €
Fonds de concours Commune de Pertuis	446.952 €	223 476 €	223 476 €
Total	1.406.952 €	703 476 €	703 476 €

Les modalités de versement de ce fonds de concours par la commune de Pertuis seront les suivantes :

- 223 476 euros à la notification de la convention ;
- Le solde sera versé sur production d'un décompte financier définitif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° 2015_A225 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 relative à la déclaration d'intérêt communautaire du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis ;
- La délibération n°2015_B645 du Conseil communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 relative à l'approbation de la convention de gestion du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier entre la CPA et la commune de Pertuis ;
- La délibération n°2015_A290 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relatives aux ouvertures, modifications et clôtures d'AP/CP sur le budget général 2016 (dont l'AP relative au projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier) ;
- La délibération n°2015_B765 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'aménagement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis et concernant l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour les études de faisabilité et de programmation ;
- La délibération n°2017_CT2_346 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 relative à l'approbation du programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier à Pertuis et du principe de revalorisation de l'Autorisation de Programme correspondante ;
- La délibération n°2017_CT2_446 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 validant la convention de gestion du site du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis pour la période 2018/2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'un fonds de concours de la commune de Pertuis au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 446 952 euros TTC.

Article 2 :

La recette du fonds de concours de la Ville de Pertuis sera constatée sur le budget Principal Métropolitain Fractionné, en section d'investissement : Chapitre 13, nature 13241, fonction 325.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-7160/19/CM

**■ Approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis
MET 19/12563/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° CSGE 001- 4252/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public comme mode de gestion de la piscine intercommunale Cap Provence située à Cassis, ainsi que les orientations principales et les caractéristiques de la délégation, au vu d'un rapport de présentation établi selon les dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Suite à cette délibération, un avis d'appel public à la concurrence a été publié sur les supports suivants :

- BOAMP du 11/09/2018
- JOUE du 11/09/2018
- La Provence du 13/09/2018
- Le Moniteur du 14/09/2018

La date limite de remise des candidatures a été fixée au 19 octobre 2018.

La commission de délégation de service public s'est réunie en date du 25 octobre 2018 pour ouvrir les candidatures reçues dans les délais requis. Les candidats suivants ont remis un pli :

- Association UCPA Sports Loisirs
- EQUALIA
- PRESTALIS
- ACTION DEVELOPPEMENT LOISIR
- S-PASS
- VERT MARINE

La Commission de Délégation de Service Public, dans sa séance du 20 décembre 2018 a procédé à l'analyse des candidatures et a admis les six candidats à déposer une offre.

Ce dossier leur a été mis à disposition sur la plateforme de dématérialisation le 26 février 2019 avec une invitation à remettre les offres au plus tard le 2 avril 2019. Suite aux visites et questions posées par les candidats dans les délais impartis, la date limite de remise des offres a été repoussée au 16 avril 2019.

Trois offres ont été déposées :

- S-PASS,
- Association UCPA Sports Loisirs,
- VERT MARINE

Lors de sa séance du 25 avril 2019, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture

des trois offres reçues et a décidé de suspendre ses travaux pour procéder à leur analyse.

Le 23 mai 2019, la Commission de Délégation de Service Public a analysé les offres et a émis un avis favorable à l'engagement des discussions avec les trois candidats.

Le rapport de présentation, ci-annexé, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de l'ensemble de la procédure et en particulier de la phase de négociation.

Ce rapport présente également au Conseil de la Métropole les motifs du choix du candidat retenu au terme de ces négociations, à savoir la Société Vert Marine et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public.

Il s'agit d'un contrat d'affermage d'une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2020, qui confie la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence, au délégataire, à ses risques et périls, moyennant le versement à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une redevance de mise à disposition de l'équipement et d'un intéressement en fonction des résultats obtenus.

Les tarifs ne pouvant être fixés à un niveau suffisant pour couvrir les charges d'exploitation compte tenu de la volonté de maintenir la mission de service public de l'équipement intercommunal, nécessitant notamment des tarifs préférentiels, la collectivité délégante s'engage sur la base du compte d'exploitation prévisionnel à participer aux dépenses du service par le versement d'une subvention forfaitaire d'exploitation, à hauteur des montants suivants :

- 310 317 € pour l'année 2020 ;
- 291 197 € pour l'année 2021 ;
- 263 329 € pour l'année 2022 ;
- 240 837 € pour l'année 2023 ;
- 216 095 € pour l'année 2024 ;

Ces montants seront révisés à compter de 2021, selon les modalités prévues au contrat. Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le choix de la Société Vert Marine, en qualité de délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes ainsi que le montant de la subvention forfaitaire d'exploitation à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération n°CSGE 001-4252/18/CC du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le principe d'une délégation de service public ;
- Le rapport de présentation de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence établi en application de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix de l'entreprise retenue par l'exécutif et l'économie générale du contrat ;
- Les procès verbaux de la commission de Délégation de Service Public du 20 décembre 2018, du 25 avril et du 23 mai 2019 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics locaux du 15 juin 2018 ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion d'équipements sportifs lorsqu'ils sont déclarés d'intérêt intercommunal.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public comme mode de gestion du service susvisé.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de se prononcer sur le choix du Délégataire de Service Public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le choix de la Société Vert Marine, comme délégataire du service public de la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

Article 2 :

Est approuvé le contrat de Délégation de Service Public sous forme d'affermage d'une durée de cinq ans et ses annexes.

Article 3 :

Est approuvé le versement d'une subvention forfaitaire d'exploitation à la charge de la Métropole à hauteur des montants suivants :

- 310 317 euros pour l'année 2020 ;
- 291 197 euros pour l'année 2021 ;
- 263 329 euros pour l'année 2022 ;
- 240 837 euros pour l'année 2023 ;
- 216 095 euros pour l'année 2024 ;

La subvention forfaitaire d'exploitation est non assujettie à la TVA. Les montants des exercices 2021 à 2024 seront révisés dans les conditions prévues par le contrat de délégation de service public

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le contrat de Délégation de Service Public, ses annexes et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence: Sous politique : B420 - Nature : 611 - Fonction : 323 en dépenses et Nature : 757 - Fonction : 323 en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-7161/19/CM

■ Présentation du rapport annuel d'activités 2018 du délégataire de Service Public Aréna du Pays d'Aix

MET 19/12722/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué au candidat Lagardère Sport, la Délégation de Service Public (DSP) relative à l'exploitation aux frais et risques de ce dernier de l'Aréna du Pays d'Aix. D'une durée de 7 ans, ce contrat a pour objet l'exploitation d'un équipement multifonctionnel. Il est prévu contractuellement que le délégataire accueille le club du PAUC Handball comme résident au sein de l'Aréna. L'exécution du contrat est confiée à la société dédiée LAGARDERE ARENA 13 (LA13), issue du groupe Lagardère Sports. Le contrat a été signé et mis en œuvre à compter du 5 juillet 2017.

Les critères de choix du délégataire portaient sur trois points :

- la qualité et la cohérence du projet d'exploitation,
- la qualité et la cohérence de l'exploitation technique de l'ouvrage,
- la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et du montant des contributions publiques sollicitées.

Pour la réalisation de ce contrat, il est prévu que la Métropole compense à hauteur de 4.050.000 euros la contrainte de service public imposée au délégataire, à savoir principalement l'accueil du club de handball comme résident, la participation à la mission de conception / réalisation et de suivi des périodes de garantie. Cette somme est valorisée sur la durée du contrat à hauteur de 750.000 euros en 2017, de 525.000 euros en année pleine (2018 à 2023) et de 150.000 euros en 2024, pour les 6 derniers mois d'exécution du contrat.

En outre, afin que l'équipement de l'Aréna réponde au projet d'exploitation développé par le futur lauréat, il a été décidé de ne pas l'équiper en mobilier à priori, mais de subventionner le projet d'équipement du délégataire. Ainsi, une subvention de 1.798.502,84 euros pour la réalisation de cet investissement a été versée au délégataire en 2017.

Pour sa part, le délégataire versera une redevance fixe d'occupation domaniale à la Métropole pour un montant de 3.510.000 euros sur la durée du contrat, soit 135.000 euros pour les années 2017 et 2024 et 540.000 euros en année pleine (2018 à 2023).

Une redevance variable est également prévue au contrat. Elle est égale à :

- 10 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 100.000 euros et 500.000 euros ;
- 15 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 500.000 euros et 750.000 euros ;
- 20 % du résultat du résultat annuel avant impôt au-delà de 750.000 euros.

2. L'activité 2018 de la DSP (rapport en annexe)

2018 est la première année complète de fonctionnement de l'Aréna. Néanmoins, la programmation de ce type de salle se faisant d'une année sur l'autre au minimum, un optimum de fonctionnement n'était envisagé qu'en fin d'année 2018. Cette prévision s'est confirmée et ce fut effectivement lors du dernier trimestre que l'Aréna a accueilli des artistes de renommée internationale (Julien Clerc, MC Solar, Vald, Calogero) après avoir accueilli Florent Pagny en début d'année.

Sportivement, en plus du PAUC Handball, 4 équipes de France (Fustal, handball, volley-ball et tennis féminines) ont évolué dans l'Aréna au cours de l'année.

2.1. Le compte rendu technique

Suivi patrimonial :

LA13 a procédé à l'ensemble de son programme d'investissement et a également procédé à des aménagements permettant de mieux répondre notamment aux attentes des artistes.

Type d'événements	Prévu offre Lagardère (par an)	Réalisé 2018	Différence
Matches PAUCH	20 à 23	16	-4 à -7
Spectacles	30	10	-20
Evénements sportifs	10	5	-5
Evénements corporate et autres	7	39	+32
Spectateurs accueillis	248 500	157 863	-90 637

La lecture du tableau ci-dessus indique que le délégataire a modifié en 2018 son modèle économique, privilégiant des « événements corporate » à faible affluence, à des spectacles de tout ordre qui concourent davantage au rayonnement de la salle. Ce positionnement peut s'expliquer par la difficulté pour le délégataire de programmer des événements en 2018 au regard de sa désignation tardive. L'évolution de la programmation 2019 confirmera une tendance conjoncturelle ou structurelle.

2.2. Le compte rendu financier

Sur le plan financier, les produits sont valorisés à hauteur de 3.799.109 euros dont 22 % sont constitués par la compensation pour contrainte de service public versée par la Métropole.

Les charges d'exploitation pour leur part sont égales à 3.846.924 euros.

L'excédent brut d'exploitation s'élève à – 77.815 euros.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à – 324.826 euros.

Des aménagements et investissements ont également été réalisés afin d'optimiser le temps entre deux événements et donc de permettre d'augmenter le nombre de programmations.

Suivi d'exploitation :

Les obligations mises à la charge du délégataire dans le contrat de DSP, à savoir, la fourniture de l'état des effectifs, les obligations en matière de sécurité, la transmission des contrats souscrits, sont respectées pour la partie exploitation.

LA13 a également procédé à l'ensemble des contrôles réglementaires en lien avec le type de l'équipement.

Aucun incident de fonctionnement majeur n'est signalé. A noter que LA13 poursuit sa participation active au suivi de la garantie parfait achèvement de l'ouvrage (117 signalements en 2018).

Exécutions quantitatives du service :

71 événements ont été organisés dans l'Aréna en 2018, soit 114 jours d'occupation, 157 863 visiteurs accueillis.

Le résultat net est de - 320.607 euros pour l'exercice 2018.

2.3. Analyse de la qualité du service et du respect des objectifs

L'essor de l'activité de l'Aréna se situe au dernier trimestre de 2018, soit un an après la remise de l'ouvrage.

L'éclectisme de la programmation a permis de satisfaire plusieurs publics que ce soit en matière de sport, de culture ou de salons.

3. Perspectives

LA13 indique que les effets de l'attribution tardive de cette DSP doivent s'atténuer en 2019. Ainsi la programmation sera davantage conforme avec les prévisions.

De plus, les travaux d'amélioration des couvertures Wifi et GSM doivent permettre d'améliorer l'expérience des spectateurs.

Le principal point de difficulté repose aujourd'hui sur le manque de places de stationnement à proximité directe de l'Aréna.

4. Commentaires sur le rapport

Ce premier rapport d'activité d'une année complète d'exploitation de l'Aréna demeure tronqué au regard de l'attribution tardive de la délégation de service public. En effet, LA13 étant désigné au second semestre 2017 n'a pu entreprendre les travaux de programmation de spectacles qu'à compter de ce moment. Sachant que les organisateurs anticipent généralement leur dates un an à l'avance, il était difficile de programmer avant la fin de 2018.

Néanmoins, le délégataire a œuvré afin de proposer un maximum de dates d'ouverture de l'Aréna en compensant le manque de spectacles par l'organisation de plusieurs événements d'entreprises. D'un point de vue technique, les éléments transmis par le délégataire permettent d'attester du respect des engagements contractuels.

Le principal point d'inquiétude porte sur le résultat financier de cet exercice (- 320.607 euros). L'augmentation des charges par rapport au compte d'exploitation prévisionnel (+21%) n'est pas compensé par l'augmentation des produits (+7,5%).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local ;
- La délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la « Métropole Aix-Marseille-Provence » et la société Lagardère Aréna 13 notifié le 5 juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport du délégataire 2018 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'exploitation aux frais et risques du délégataire de l'Aréna du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 007-7162/19/CM

■ Attribution d'un fonds de concours à la commune de Gardanne pour la construction du "Puits de Sciences", Centre de culture scientifique, technologique et industrielle à Gardanne - CCSTI MET 19/12238/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Gardanne a racheté le site du puits Morandat en 2004 pour y développer un projet économique, énergétique et culturel à même de redynamiser son territoire. Cet ancien carreau de mine de 14 ha a été inscrit dans une dynamique nouvelle, avec la création d'un parc d'activités pour des TPE/PME innovantes dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. 1000 emplois vont être créés avec plusieurs centaines d'emplois induits.

L'ouverture d'un Hôtel d'entreprises innovantes en 2009 a préfiguré le processus de reconversion économique du site tandis que l'année 2013 a marqué un temps fort avec un programme d'expositions et d'événements artistiques et culturels autour des sciences et des technologies.

Depuis 2016, sous l'impulsion de la commune de Gardanne et par l'intermédiaire de la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne (SEMAG) dont la ville est actionnaire principal, le site du Puits Morandat est engagé dans une phase de transformation intense, avec la mise en œuvre de plusieurs chantiers :

- la viabilisation et l'aménagement du carreau de la mine pour l'accueil d'entreprises innovantes socialement et technologiquement ;
- la création d'une société experte, Energie Solidaire, filiale de la SEMAG, chargée de développer un réseau d'énergie thermique et électrique décarbonée unique en Europe

basé sur les eaux tièdes de la mine pour chauffer et climatiser les 80 000 m² de surface de planchers de cet éco-quartier,
- la co-construction avec un panel d'acteurs très large du programme de l'outil ouvert et durable que constitue le Puits de Sciences et qui offrira à ses visiteurs et utilisateurs des expériences vivantes de découverte des sciences et techniques.

La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle doit trouver au cœur du Pôle Yvon Morandat un lieu fédérateur et propice au développement de nouvelles synergies sur l'ensemble de la Métropole.

C'est dans ce cadre que se situe le projet du « Puits de Sciences » - Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle » (CCSTI) positionné au cœur des bâtiments patrimoniaux du Pôle Yvon Morandat et dont l'ouverture au public est prévue courant 2022.

Le projet du Puits de Sciences bénéficie d'une surface de 4000 m² sur deux niveaux et de trois hectares en pinède pour accueillir le grand public, le public scolaire ainsi que les entreprises avec pour objectif la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle.

Son attractivité s'étend à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le sujet des transitions, énergétiques, écologiques, des territoires constitue sa ligne éditoriale spécifique en termes d'offres pédagogiques et d'expositions.

Le « Puits de Sciences » permettra de valoriser le patrimoine matériel et immatériel du Puits Yvon Morandat par la mise en valeur de traces et de récits ponctuels qui constitueront un parcours mémoriel et de découverte de l'industrie minière en relation avec le musée de la Mine de Gréasque.

L'espace du « Puits de Sciences », conçu de façon modulaire, est appelé à :

- proposer un parcours sur le patrimoine et la mémoire que porte l'ancien site industriel minier qu'est le Pôle Yvon Morandat ;
- présenter des expositions permanentes et temporaires pour la diffusion de la culture scientifique accessible à tous ;

- abriter un fonds documentaire et d'outils pédagogiques pour le milieu scolaire ;
- héberger des initiatives du réseau « culture Sciences Provence-Alpes-Côte d'Azur » ;
- organiser des rencontres « entreprises, collectivités, citoyens, scientifiques et industriels » ;
- accueillir et coproduire certaines expositions avec les autres CCSTI français et européens.

Il est à noter que de nombreuses actions de diffusion et de sensibilisation à la culture scientifique sont déjà présentes sur le territoire gardannais au travers d'acteurs comme l'école des Mines de Gardanne et son Campus Georges Charpak, le Centre pilote « la Main à la pâte » mis en place avec le rectorat Aix-Marseille ou encore le parcours scientifique et pédagogique qu'est le « Chemin des Energies ». En 2021, une action de sensibilisation est envisagée avec les médiathèques des communes du Territoire du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence au moyen du Contrat Territoire Lecture Métropolitain.

Le projet le « Puits de Sciences » a été construit autour d'un groupe de travail qui réunit depuis 2013 les principaux partenaires du projet : la Délégation Régionale de la Recherche et de la Technologie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, l'Université Aix Marseille, le Rectorat Aix-Marseille, l'équipe du projet, ainsi que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix- et la Ville de Gardanne.

Pour ce qui concerne l'investissement, lors du Comité de pilotage du 11 juin 2019, co-présidé par le Préfet de Région et le Maire de Gardanne, l'ensemble des collectivités concernées a validé à l'unanimité le principe d'un soutien au projet du « Puits de Sciences » avec un coût en investissement fixé à 14,7 millions d'euros HT et un plan pluriannuel de financement établi sur trois exercices.

La Ville de Gardanne a validé le principe d'en assurer la maîtrise d'ouvrage. Elle missionnera un mandataire pour en assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée. Elle garantira la totalité de la dépense au moyen des contributions des collectivités et de l'État. Elle financera cet équipement à hauteur de 2 940 000 euros. L'ensemble des participations annoncées fait l'objet de demandes initiées par la Ville de Gardanne au regard du plan de financement ci-après.

Type	Montant HT	N	N+1	N+2	Taux
Ville de Gardanne	2 940 000 €	400 000 €	1 400 000 €	1 140 000 €	20 %
Etat	1 000 000 €	500 000 €	500 000 €		7 %
Région	4 410 000 €	1 650 000 €	2 000 000 €	760 000 €	30 %
Département	3 410 000 €	800 000 €	1 800 000 €	810 000 €	23 %
Métropole/TPA	2 940 000 €	800 000 €	1 400 000 €	740 000 €	20 %
Total	14 700 000 €	4 150 000 €	7 100 000 €	3 450 000 €	100 %

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix s'élève à 2.940 000 euros. Elle se fera au moyen d'un fonds de concours égal à la participation de la commune, créé et affecté au titre de la compétence culture du Conseil de Territoire du Pays d'Aix. Ce fonds de concours pourra faire l'objet d'avances. (cf décision de demande de fonds de concours du Maire de Gardanne du 17 juillet 2019.

Enfin, il est à noter, que la dévolution du marché de maîtrise d'œuvre de cette opération a d'ores et déjà été initiée en 2019, avec un budget CRET, sous la forme d'un dialogue compétitif et que 5 équipes de grande notoriété ont été retenues pour y participer.

Pour ce qui concerne le fonctionnement, l'objectif pour début 2023, un an après l'ouverture au public en 2022, est de disposer d'une structure de plein exercice dédiée au « Puits de Sciences » qui soit adaptable en fonction des évolutions du projet. A l'instar des autres CCSTI, c'est son caractère éducatif, novateur, ludique et interactif qui doit permettre au « Puits de Sciences » de trouver le succès auprès du grand public afin d'atteindre un équilibre en fonctionnement hors subventions. A cet effet le « Puits de Sciences » vise à moyen terme une fréquentation de 100 000 visiteurs par an, ce qui le placerait dans la moyenne des CCSTI français.

Pour la période 2020/2022, la constitution en cours d'une association de préfiguration permettra :

- la mise en place du conseil d'orientation et scientifique ;
- la recherche des financements privés et publics ;
- la réalisation d'expositions permanentes et temporaires pour son ouverture au public ;
- la réalisation d'actions de préfiguration du « Puits de Sciences » via des actions hors les murs ou sur le site même.

Lors du comité de pilotage du projet du 11 juin 2019, il a été présenté aux collectivités et à l'Etat un projet de protocole d'accord au titre du financement en fonctionnement de cette période de préfiguration. Il est à noter que pendant cette phase, le budget prévisionnel de l'association est limité à 455 000 euros en 2022. A titre indicatif, la participation de la Métropole au titre de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix est sollicitée (en l'absence de ressources propres) à hauteur de 40 000 euros en 2020, 60 000 euros en 2021 et 120 000 euros en 2022.

Ce protocole d'accord en cours de finalisation entre l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et la Ville de Gardanne doit permettre aux collectivités et à l'Etat d'acter conjointement leurs interventions financières en fonctionnement pendant la période 2020/ 2022 tout en faisant valoir leurs attentes au regard de leurs compétences respectives.

Ce protocole devrait être soumis à l'assemblée délibérante fin 2019 afin de permettre à l'association de préfiguration de solliciter les crédits de

fonctionnement nécessaires et ce, dès le début de l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 relative à la création de l'opération d'investissement « Puits de Sciences » CCSTI ;
- La décision du Maire de Gardanne du 17 juillet 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le rayonnement du « Puits de Sciences » (CCSTI) de Gardanne sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La participation en investissement à cette opération en fonds de concours à hauteur de 2 940 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est attribué un fonds de concours à la commune de Gardanne d'un montant de 2 940 000 euros concernant la construction et l'aménagement du « Puits de Sciences » CCSTI.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole et la commune de Gardanne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 4581192492, nature 4581, fonction 314, autorisation de programme DI492.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 008-7163/19/CM

■ Approbation du règlement intérieur de la salle de spectacle et des festivités "Espace de la Confluence" à Auriol MET 19/12459/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Espace de la Confluence est un équipement déclaré d'intérêt métropolitain. Il s'agit d'une salle de spectacle et des festivités qui est un espace pluriculturel dédié plus particulièrement aux spectacles vivants.

D'une part, cet équipement sera un outil de développement de la politique culturelle du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et d'autre part il pourra être mis à disposition des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence mais également d'associations.

Cet équipement, de type L catégorie 2, requiert d'établir un règlement intérieur répondant aux spécificités d'un tel équipement et des exigences d'utilisation de la Métropole.

Ce règlement intérieur vise à définir les modalités de mise à disposition et d'utilisation de tous les équipements de l'espace de la Confluence.

Il rappelle également aux usagers la vocation de l'équipement mais aussi son mode de fonctionnement au quotidien ainsi que les modalités d'accès et de réservation.

Enfin, il constitue l'outil présentant les droits et les devoirs des usagers permettant par conséquent de faciliter la tâche des agents chargés de l'accueil au public. Il permet de veiller scrupuleusement au respect des lieux mis à disposition et du matériel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°001-3395 du 14 décembre 2017 déclarant d'intérêt métropolitain le projet de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'une salle de spectacles et de festivités sur la commune d'Auriol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 22 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un règlement intérieur répondant aux spécificités de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le règlement intérieur de l'Espace de la Confluence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en recette de fonctionnement du budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.